

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIENE INDUSTRIELLE

MINISTÈRE DU TRAVAIL

DIRECTION DU TRAVAIL — (3^e BUREAU)

BULLETIN

DE

L'INSPECTION DU TRAVAIL

ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE

1925



PARIS

IMPRIMERIE NATIONALE

MDCCCXXV

ABRÉVIATIONS.

<i>Art.</i>	Article.
<i>Bibl.</i>	Bibliographie.
<i>C.</i>	Circulaire.
<i>Cass. cr.</i>	Cour de cassation, Chambre criminelle.
<i>Cass. civ.</i>	Cour de cassation, Chambre civile.
<i>Cass. ch. des requ.</i>	Cour de cassation, Chambre des requêtes.
<i>D.</i>	Décret.
<i>C. d'État.</i>	Décision du Conseil d'État.
<i>Cour d'app.</i>	Cour d'appel.
<i>C^e des A. et M.</i>	Comité consultatif des arts et manufactures.
<i>Hyg. et séc.</i>	Hygiène et sécurité.
<i>L.</i>	Loi.
<i>L. min.</i>	Lettre ministérielle.
<i>Rep. hebd.</i>	Repos hebdomadaire.
<i>S. pol.</i>	Tribunal de simple police.
<i>Trib. civ.</i>	Tribunal civil.
<i>Trib. corr.</i>	Tribunal correctionnel.
<i>V.</i>	Voir.

TABLE

ALPHABÉTIQUE ET ANALYTIQUE ⁽¹⁾

DES MATIÈRES CONTENUES

DANS LA TRENTE-TROISIÈME ANNÉE (1925).

ACCIDENTS.

ALSACE ET LORRAINE.

Pages.

Pages.

A

Accidents du travail.

L'article 10 de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail précisant que « le salaire annuel servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps soit en argent, soit en nature », toutes les allocations stipulées au profit de l'ouvrier dans le contrat de travail, lorsqu'elles ne sont pas le remboursement de dépenses mises à sa charge, ont le caractère de rémunération, et, comme telles, participent du salaire annuel. (Cass. civ., 27 mai 1925.)..... 304

Peu importe que ces allocations accordées aux ouvriers uniquement « en considération de leurs charges de famille » soient « variables » et puissent « même disparaître en cas de décès des enfants ou quand ils ont atteint un âge déterminé », pour constituer une rémunération, il suffit que l'allocation ait été sti-

pulée dans le contrat de travail ou promise dans un règlement d'atelier pour que l'ouvrier ait été mis à même de peser les avantages qu'il pouvait en retirer comme contrepartie de son travail. (*Ibid*)..... 304

Accords internationaux.

Loi du 7 avril 1925 portant ratification de la convention concernant le travail de nuit des femmes, élaborée à Washington par la Conférence internationale du travail, signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique..... 15

Loi du 6 août 1925 autorisant la ratification de la convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, élaborée à Washington par la Conférence internationale du travail, signée à Paris le 24 janvier 1921 par la France et la Belgique..... 20

Allocations familiales. — V. Accidents du travail. — Délégués mineurs.

Alsace et Lorraine.

Loi du 10 avril 1925 portant ratification du décret du 25 février 1922 relatif au rattachement de l'administration des mines dans les départements du Haut-Rhin, du

(1) Ont été analysées dans cette table toutes les instructions contenues dans les circulaires et lettres ministérielles, ainsi que les interprétations des textes législatifs et réglementaires qui ont été données par les tribunaux

	Pages.
Bas-Rhin et de la Moselle respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail.	16
Loi du 24 juillet 1925 portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.	18
Décret du 13 mars 1925 transférant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales certaines attributions conférées au Commissaire général de la République à Strasbourg.	56
Décret du 20 août 1925 portant incorporation de fonctionnaires d'Alsace et Lorraine dans les cadres généraux de l'Inspection du travail et de l'Office du travail.	138
Décret du 6 septembre 1925 rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg.	141
Amendes pénales.	
Loi du 25 juin 1920 portant création de nouvelles ressources fiscales (art. 110 portant majoration des amendes pénales).	1
Loi du 22 mars 1924 ayant pour objet la réalisation d'économies, la création de nouvelles ressources fiscales et diverses mesures d'ordre financier (art. 41 portant majoration des amendes pénales).	2
Amnistie.	
Loi du 3 janvier 1925 relative à l'amnistie.	2
Aupetit. — V. Scies circulaires (Protection des).	

B

Babaud. — V. Hauts-fourneaux.
Baret (J.). — V. Mégisserie.

Bâtiment.

	Pages.
Décret du 9 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II, Hygiène et sécurité des travailleurs), en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.	114
Arrêté du 13 novembre 1925 fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 du décret du 9 août 1925, relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.	164
Le mot « chantiers » employé à l'article 1 ^{er} du décret du 9 août 1925 a le sens le plus étendu. Il y a lieu d'y comprendre, notamment, tous les lieux de travail où des ouvriers, faisant partie du personnel d'une entreprise assujettie aux prescriptions du décret, sont régulièrement employés, même si le chantier visé est installé à l'intérieur de locaux habités. (L'accès des inspecteurs du travail dans les locaux habités est, bien entendu, subordonné à l'autorisation des personnes qui occupent ces locaux.) [C. du 27 octobre 1925.]	227
Le mot « jointif » employé aux articles 36 et 39 du décret du 9 août 1925 doit être largement interprété. Il suffira, pour qu'un plancher soit considéré comme jointif, que les planches le composant soient posées l'une à côté de l'autre, sans intervalle. (<i>Ibid.</i>)	228
Circulaire du 23 novembre 1925 communiquant le texte de l'arrêté du 13 novembre 1925.	231
Circulaire du 27 octobre 1925 conférant aux inspecteurs divisionnaires du travail le pouvoir de décision pour l'application dans les régions libérées, de l'article 6, 2 ^o du décret du 11 février 1924, appliquant la loi de huit heures dans	

les industries du bâtiment et des travaux publics 229

Bijouterie (orfèvrerie, horlogerie, bronze d'art et imitation).

Journée de huit heures :

Décret du 9 août 1925 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et imitation 124

Le décret du 9 août 1925 vise la fabrication de la bijouterie de fantaisie, la gravure et la ciselure sur métaux, la fabrication des médailles, la taille des cristaux. (C. du 31 août 1925.) 213

Par « travail des métaux fins », il faut entendre « tout travail sur métaux fins ». (*Ibid.*) 214

Dans la « fabrication d'horlogerie » rentre la fabrication de tous les mouvements d'horlogerie, même s'ils ne sont pas destinés à des pièces d'horlogerie proprement dite. (*Ibid.*) 214

La « fabrication de bronze imitation » désigne toutes les imitations du bronze, en zinc d'art ou en poterie d'étain. (*Ibid.*) 214

Le décret du 9 août 1925 prévoit la faculté de provoquer la fixation, par arrêté ministériel ou par voie de règlement d'administration publique, d'un maximum d'heures supplémentaires inférieur à 120, lorsque des accords seront intervenus dans une région ou une localité. (*Ibid.*) 214

Biscuiterie (chocolaterie, confiserie).

Journée de huit heures :

Décret du 6 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie 107

Le décret du 6 août 1925 vise les fabriques de gâteaux de toute nature, c'est-à-dire les gâteaux frais qui peuvent être fabriqués dans les mêmes établissements que les gâteaux secs. Mais la pâtisserie au détail n'est pas visée : le règlement dit « fabriques » et non « fabrication » des gâteaux de toute nature. (C. du 26 août 1925.) 212

Lorsqu'un atelier de fabrication sera attaché à un magasin de commerce de détail, si l'atelier fonctionne exclusivement pour alimenter le magasin au détail, c'est la réglementation qui sera relative à ce commerce qui jouera, l'atelier étant considéré comme faisant corps avec celui-ci. Si, au contraire, le magasin de détail ne constitue pas le principal débouché des produits fabriqués à l'atelier, dont la majeure partie est vendue en gros ou alimente d'autres magasins, l'atelier sera soumis au présent décret. (*Ibid.*) 212

Le terme « confiserie » doit être pris dans un sens très général : il englobe, notamment, le nougat. Il en est de même du terme « confiture » qui désigne également les compotes. (*Ibid.*) 212

Les fabriques de conserves de fruits pour confiserie exploitées d'une façon indépendante sont assujetties à la réglementation des fabriques de conserves de légumes et de fruits ; mais les ateliers annexés à des fabriques de confiserie et fonctionnant pour les besoins de ces fabriques doivent suivre le sort de ces dernières. (*Ibid.*) 212

La récupération des jours fériés légaux ne pourra avoir lieu que dans la semaine qui précède et la semaine qui suit celle comprenant le jour férié à récupérer. Mais le décret permet de récupérer, par le seul jeu d'un changement de répartition des heures de travail dans la semaine même, 3 heures sur 8 (en faisant neuf heures par jour) ; ce sont les trois autres heures qui ne pourront être récupérées que

	Pages.
dans la semaine qui précède ou la semaine qui suit. (<i>Ibid.</i>).....	212
La dérogation prévue pour la « préparation des expéditions (art. 5, 8°) ne s'applique pas au personnel chargé de l'emballage » des biscuits, bonbons, etc., opération sou-vent désignée par le terme « embal-lage ». (<i>Ibid.</i>).....	213
Bois (Industries du) autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et ma-tières similaires.	
<i>Journée de huit heures :</i>	
Décret du 13 août 1925 portant règlement d'administration publi-que pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois, autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.....	132
Les industries assujetties au dé-cret du 13 août 1925 ne sont pas toutes nommément désignées. « La fabrication des traverses, pavés et coins de bois » non spécifiquement mentionnée, est assujettie au décret toutes les fois qu'elle est effectuée dans les scieries <i>fixes</i> . La fabrication des bois d'allumettes non désignée, rentre dans le débitage du bois. (C. du 12 septembre 1925.).....	218
Les ateliers de réparation sont implicitement visés sous la rubrique <i>fabrication</i> : ainsi la réparation des tonneaux est assujettie au décret, qu'elle soit exécutée dans des ateliers indépendants ou dans des entre-prises de vente ou de location de fûts. (<i>Ibid.</i>).....	218
Seules demeurent en dehors de la réglementation, les scieries ambu-lantes « annexées aux coupes de bois et chantiers d'abatage de bois », étant entendu que les scieries mo-biles situées près des rivières ou gares ne sont pas assujetties si elles sont à proximité de la coupe et ali-mentées par elle, si elles en consti-tuent une dépendance. Mais si la durée de fonctionnement, au même	

endroit, d'une scierie dite ambu-lante excède la durée de l'exploit-ation forestière dont elle constituait une dépendance, cette scierie sera considérée, dès lors, comme fixe et assujettie au décret. (*Ibid.*)....

Les interruptions collectives de travail dues aux intempéries, lors-qu'elles ont un caractère de récur-rence annuelle régulière, donnent ouverture à la procédure déjà pré-vue par divers autres règlements (notamment par le décret du 11 fé-vrier 1924 visant les industries du bâtiment et des travaux publics (art. 3, § 6 et 7), la récupération forfaitaire des heures perdues pour intempéries indiquant renonciation au bénéfice de la faculté de récupé-ration inscrite à l'article 45 du livre II du Code du travail. (*Ibid.*).....

A la différence, toutefois, du décret du 11 février 1924, l'ar-ticle 3, par son paragraphe final limite à une heure par jour la pro-longation de la durée du travail effectif que la récupération peut entraîner. (*Ibid.*).....

Bonzom. — V. Scie à ruban.

Boucheries.

Décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration pu-blique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans la boucherie de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes

Boulangeries.

Travail de nuit :

Cassation d'un jugement consi-dérant que le procès-verbal n'indi-quit ni les noms des six ouvriers occupés au travail de nuit, ni les questions qui auraient pu amener leur aveu sur le point de savoir s'ils touchaient des salaires, de pareilles mentions n'étant pas exigées par la loi. (Cass. cr., 23 octobre 1925.).

Bronze d'art. — V. Bijouterie.

C

Cancers.

Circulaire du 21 septembre 1925
communiquant aux inspecteurs di-
visionnaires du travail une note
relative à une enquête effectuée en
Grande-Bretagne au sujet du cancer
du scrotum, chez les ouvriers
fileurs 221

Cardes à coton. — V. *Débouillage.*

Cautionnements. — V. *Gérants.*

Chambre de métiers.

Loi du 26 juillet 1925 portant
création de chambres de métiers.. 343

Charbon professionnel.

Circulaire du 26 novembre 1925
communiquant aux inspecteurs di-
visionnaires du travail les résultats,
pour les années 1923 et 1924, de
l'enquête sur les cas de charbon
professionnel 250

Enquête sur les cas de charbon
professionnel pendant l'année 1924. 355

Chardin. — V. *Troubles oculaires.*

Charges de famille. — V. *Fonctionnaires.*

Chiffons.

Circulaire du 26 novembre 1925
prescrivant une enquête sur les
conditions dans lesquelles sont ap-
pliquées dans les ateliers de *classage*
de chiffons les dispositions régle-
mentaires relatives à l'évacuation
des poussières et demandant des
renseignements sur l'installation des
appareils de poussières dans les ate-
liers d'effilochage..... 251

Chimiques (Industries).

Journée de huit heures :

Décret du 10 mai 1925 portant
règlement d'administration publi-

que pour l'application de la loi du
23 avril 1919 sur la journée de
huit heures dans les industries chi-
miques 76

L'énumération de l'article 1^{er} du
décret du 10 mai 1925 n'est nulle-
ment limitative, ainsi qu'il ressort
des mots «et toutes autres industries
chimiques» qui en sont la conclu-
sion. Toutefois certaines industries
qui, à de certains égards, ont pu
être parfois considérées comme des
industries chimiques, ne sont pas
visées par le décret. Telles sont,
non seulement la fabrication des
graisses alimentaires, nommément
exceptées, mais aussi les industries
de la fabrication de la dextrine et
du glucose, qui seront comprises
dans les règlements relatifs aux in-
dustries de la fabrication des pro-
duits alimentaires. (C. du 26 mai
1925)..... 198

La «fabrication de soie artifi-
cielle» figure dans l'énumération
de l'article premier, mais il va sans
dire que les parties d'établissement
où s'effectue cette fabrication con-
tinueront à être assujetties au décret
du 12 décembre 1919 sur les in-
dustries textiles dans tous les cas où
il sera constaté qu'elle ne con-
stituent qu'une annexe d'un établis-
sement ressortissant à ces dernières
industries. (*Ibid.*)..... 198

La rubrique «traitement et ma-
nutation industrielle, en usine,
du pétrole» doit être entendue en
ce sens que le «traitement» du pé-
trole comprend le raffinage, attendu
que les usines, qui présentement
ne pratiquent plus guère le raffi-
nage, sont néanmoins outillées pour
le reprendre si les circonstances les
y appellent. (*Ibid.*)..... 198

Dans la fabrication des couleurs
est comprise la fabrication de la
céruse, encore que ce produit soit
accessoirement employé à d'autres
usages que pour la peinture. Il n'a
pas paru nécessaire de le designer
nommément, non plus que le noir
de fumée, le bleu d'outremer ou
tout autre produit colorant : la ru-

	Pages.
brique vise la fabrication de toutes les matières colorantes. (<i>Ibid.</i>)....	198
Le traitement des algues marines est assujéti, attendu que l'extraction de l'iode figure dans l'énumération. (<i>Ibid.</i>).....	199
La fabrication du celluloid rentre dans les « matières plastiques » dont la fabrication est visée. (<i>Ibid.</i>)....	199
Le traitement du sel gemme est assujéti s'il s'effectue comme annexe d'une industrie chimique; s'il est pratiqué, comme c'est le cas le plus généralement, sur le carreau d'une mine, il relèvera de la loi du 24 juin 1919 sur la durée du travail dans les mines. (<i>Ibid.</i>).....	199
Le traitement du caoutchouc (non compris la confection des vêtements et tissus caoutchoutés, qui est assujéti au décret du 12 décembre 1919 sur les industries du vêtement) est une industrie chimique et est assujéti au décret du 10 mai 1925. (<i>Ibid.</i>).....	199
Il n'en est pas de même de la fabrication de la cyanamide qui, ressortissant à l'électro-chimie, relève du décret du 9 août 1920 sur les industries de la métallurgie et du travail des métaux. (<i>Ibid.</i>).....	199
Parmi les ouvriers et employés dont le travail « a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances » et qui sont assujétis, comme tels, au décret (art. 1 ^{er} , § 3), est compris le personnel des stations centrales annexées et appartenant aux établissements où s'exercent des industries chimiques. (<i>Ibid.</i>).....	199
Pour les travaux qui doivent demeurer continus pendant plus d'une semaine (art. 5, 6 ^e), la disposition qui comporte faculté d'atteindre, par semaine, cinquante-six heures de travail en sept postes (à la condition que la durée moyenne du travail ne dépasse pas quarante-huit heures par période n'excédant pas dix semaines) doit être en-	

	Pages.
tendue comme permettant le « double » pour le septième poste hebdomadaire. (<i>Ibid.</i>).....	199
Chocolaterie. — V. Biscuiterie.	
Coiffure (Magasins et salons de).	
<i>Journée de huit heures :</i>	
Il y a infraction à la loi de huit heures lorsque l'horaire prévoit deux heures de repos par roulement, mais ne fixe pas les heures auxquelles doit commencer et finir chaque période de travail et de repos. (Cass. cr., 21 novembre 1925)....	301
<i>V. Magasins et salons de coiffure.</i>	

Commerces de détail.

Décret du 1 ^{er} mai 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville du Havre.....	26
Décret du 1 ^{er} mai 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy.....	28
Décret du 1 ^{er} mai 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans la ville de Bordeaux.....	29
Décret du 21 mai 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de la ville de Lille où s'exerce le commerce de détail de vêtements confectionnés.....	32
Décret du 3 avril 1925 portant modification des articles 1 ^{er} et 10 du décret du 15 août 1923 relatif	

à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100 000 habitants et certaines villes assimilées à ces dernières.....	63
Commerces de gros et de demi-gros.	
Décret du 24 septembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Nantes où s'exerce le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie.....	144
Commission de réforme. V. Inspection du travail.	
Commission supérieure du travail.	
Nomination des membres de la Commission.....	440
Condensateurs pour T. S. F. — V. Troubles oculaires.	
Confiserie. — V. Biscuiterie.	
Conseils de prud'hommes.	
Loi du 24 décembre 1925 modifiant l'article 80, alinéa 2, et l'article 87 du livre IV du Code du travail et de la Prévoyance sociale, concernant les conseils de prud'hommes, en élevant le taux de la compétence en dernier ressort de ces tribunaux.....	21
Contrôle. — V. Inspection du travail. — Guerre.	
Courtot. — V. Fours à réchauffer. — Presse Bliss.	
Crin (Machine à filer et à torsader le).	
Note sur une nouvelle machine à filer et à torsader le crin, par M. La-	

voisier, inspecteur départemental du travail à Paris.....	429
Cuir et peaux.	
Décret du 10 avril 1925 étendant aux couperies de poils les dispositions du décret du 30 août 1910 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux.....	65
D	
Débourrage des cardes à coton.	
Note sur des procédés nouveaux tendant à la suppression ou à la réduction du débourrage des cardes à coton, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy..	416
Délégués-mineurs.	
Les dispositions du Code du travail concernant la rétribution des délégués-mineurs, et notamment l'article 154 du livre II du Code du travail, ont été introduits en Alsace et Lorraine par un arrêté en date du 1 ^{er} octobre 1919. Les articles 34 de la loi du 8 août 1890 et 14 de la loi du 26 décembre 1890, qui ont été rendues applicables à l'Alsace et à la Lorraine par le décret du 3 décembre 1923, sont des dispositions complémentaires accessoires relatives au recouvrement des indemnités sur les exploitants. (C. d'État, 19 juin 1925).....	274
L'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; il suit de là que le préfet est fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués-mineurs, lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficiaient de telles indemnités. (<i>Ibid.</i>).....	274

Lorsque la circonscription primitive d'un délégué-mineur est remaniée, le renouvellement à provoquer part des premières élections qui ont dû suivre ce remaniement. Il en résulte que les nouveaux délégués élus doivent entrer en fonctions pour une durée de trois ans à dater du jour des élections et ne pas être soumis au renouvellement général. (L. min. du 17 février 1925)....

Pages.

185

L'indemnité minimum allouée aux délégués mineurs par arrêté préfectoral, pour des circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers, constitue une indemnité forfaitaire qui leur est due intégralement quel que soit le nombre des visites effectivement faites, et même dans le cas où le délégué n'a effectué aucune visite. Cette question est indépendante de celle des mesures disciplinaires à appliquer aux délégués mineurs dans le cas où ils n'ont pas effectué les visites prescrites. (C. du 4 août 1925.).....

211

Circulaire du 24 septembre 1925 relative à l'attribution aux délégués-mineurs des allocations familiales accordées aux ouvriers de la circonscription.....

224

Si les dernières élections pour le renouvellement triennal des délégués mineurs dans un département ont, par suite de grèves et par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 152 du livre II du Code du travail, eu lieu postérieurement à la date primitivement fixée, les élections dont la date a été ainsi retardée ont néanmoins constitué les élections du renouvellement triennal, et il y a lieu, pour maintenir le rythme du renouvellement triennal, de considérer les pouvoirs des délégués mineurs en fonctions comme expirant trois ans après la date primitivement fixée pour l'élection et de fixer en conséquence la date des prochaines élections. (L. min. du 28 décembre 1925.).....

254

Désargenture du plomb. — V. *Femmes et enfants.*

Pages.

E

Enfants. — V. *Étalages.* — *Femmes et enfants.* — *Représentations publiques.* — *Travail de nuit.*

Enseignement technique.

Décret du 10 février 1921 relatif à la composition des Comités départementaux de l'enseignement technique.....

22

Étalages extérieurs des boutiques et magasins.

Circulaire du 22 décembre 1924 rappelant les prescriptions du décret du 21 juin 1913, relatives à l'emploi des femmes et des enfants aux étalages extérieurs des boutiques et magasins, et celles du décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives à ces étalages..

176

Explosions.

Note sur les explosions des fours à émailler en noir les pièces d'automobiles, de cycles, de machines chauffées électriquement, par M. Palaud, inspecteur départemental du travail à Belfort.....

434

F

Fabre. — V. *Fosses septiques.*

Femmes et enfants.

Circulaire du 20 mars 1925 prescrivant une enquête sur les conditions dans lesquelles s'effectue l'opération de désargentation du plomb, en vue d'une modification éventuelle du décret du 21 mars

	Pages.
1911 sur les travaux dangereux pour les enfants et les femmes...	195
V. <i>Étalages</i> . — <i>Travail de nuit</i> .	
Fileurs. — V. <i>Cancers</i> .	
Fonctionnaires.	
Loi du 13 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (art. 187 : taux des indemnités allouées aux fonctionnaires pour charges de famille) ..	17
V. <i>Inspection du travail</i> . — <i>Pensions</i> . — <i>Salaires</i> .	
Fonderies.	
Circulaire du 21 septembre 1925 prescrivant une enquête sur le soufflage à la bouche des moules dans les fonderies	222
Fosses septiques.	
Note sur une installation de fosses septiques, par M ^{lle} N. Fabre, inspectrice du travail à Tours.....	410
Fours à émailler. — V. <i>Explosions</i> .	
Fours à réchauffer.	
Note sur un dispositif de rafraîchissement pour les fours à réchauffer les billettes et les lingots, par M. Courtot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	406

G

Galopeaud. — V. <i>Presses à pâtes alimentaires</i> .
Gaudiot. — V. <i>Débouillage des cardes à coton</i> . — <i>Toupie moulurière</i> .
Gérants.

On ne saurait assimiler à des employés, pour l'application des dispositions relatives au repos hebdomadaire, les gérants qui ont la libre administration de leur suc-

	Pages.
curade, qui choisissent eux-mêmes le personnel utile à leur magasin et qui ne sont rémunérés que par des remises sur les ventes qu'ils effectuent. (Cass. civ., 23 octobre 1925)	297
Mais en matière de cautionnements, la protection s'étend aux gérants d'une société qui sont astreints à l'obligation de fournir un cautionnement et qui dès lors doivent être considérés comme des employés au sens de l'article 32 a du livre I ^{er} du Code du travail (<i>Ibid.</i>).....	297
Est compétente la juridiction prud'homale lorsqu'un contrat, quoique qualifié mandat, est en réalité un louage de services. (Cass. civ., 12 avril 1923)	303

Guerre (Établissements de la).

Décret du 10 avril 1925 relatif au contrôle de l'application du livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre...	66
Le décret du 10 avril 1925, qui a abrogé et remplacé le décret du 27 mars 1904, ayant été pris en exécution de l'article 94 du livre II du Code du travail, a trait, non pas comme le décret, qu'il remplace à l'exécution des seules dispositions qui étaient contenues dans la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, mais à l'exécution de l'ensemble des dispositions contenues dans le livre II du Code du travail (C., 29 avril 1925).....	197

H

Hauts fourneaux.

Note sur la sécurité et l'hygiène des ouvriers des hauts fourneaux, par M. Babaud, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	360
---	-----

Horlogerie. — V. *Bijouterie*.

Hôtels, cafés, restaurants.

Décret du 21 mai 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes. 84

Décret du 23 mai 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes. 95

Hygiène.

Lorsqu'un texte précis, tel que celui de l'article 6, § 3, du décret du 10 juillet 1913, formule une prescription matérielle déterminée, comme l'est celle d'entourer les appareils d'un tambour en communication avec une ventilation aspirante énergique, le juge de police, une fois constatée par lui l'absence de l'organe protecteur exigé, est sans droit pour refuser la sanction de la loi à la prescription inexécutée. (Cass. civ., 31 octobre 1925). 299

I

Impôts. — V. Salaires.

Infection charbonneuse. — V. Charbon.

Inspection du travail.

Décret du 2 février 1925 relatif à l'application, au personnel de l'Inspection du travail, de la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'Etat. 46

Arrêté du 6 février 1925 modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs départementaux du travail. 150

Arrêté du 20 mars 1925 modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail. 151

Arrêté du 30 juillet 1925 modifiant l'arrêté du 11 mars 1921, modifié, relatif aux indemnités pour frais fixes de tournées allouées aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail. 155

Arrêté du 30 juillet 1925 modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail. 156

Arrêté du 30 juillet 1925 modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail. 162

Arrêté du 2 octobre 1925 modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail. 163

L'article 96 nouveau du livre II du Code du travail ne confère aucune compétence nouvelle aux Ministères des Travaux publics et du Travail; il délimite simplement leurs attributions pour l'application des dispositions du livre II du Code du travail. (C. du 13 mars 1925). 194

Le Ministre des Travaux publics assure désormais, par ses agents et sous son autorité, l'application des prescriptions nouvelles relatives au travail de nuit des enfants, de même que celles des articles 6 et suivants du livre II (durée du travail) qui, antérieurement à la loi

du 23 avril 1919, ne s'appliquaient pas aux chemins de fer. (*Ibid.*)..... 194

D'une manière générale, le contrôle de l'application des lois ouvrières, dans les entreprises qui relèvent, du point de vue technique, du Ministère des Travaux publics, sera assuré par les agents de ce dernier département, placés, à cet effet, sous l'autorité du Ministre du Travail. Tel est le cas des distributions d'énergie électrique, qui échappent désormais au contrôle du corps de l'Inspection du travail : qu'il s'agisse de durée du travail, de travail de nuit, de repos hebdomadaire, d'hygiène et de sécurité des travailleurs, ce sont les fonctionnaires du Ministère des Travaux publics qui, sous l'autorité du Ministre du Travail, sont chargés du contrôle de l'observation des prescriptions du Code du travail. (*Ibid.*)..... 194

Bien entendu, les usines, ateliers, chantiers ou bureaux des entreprises de production d'électricité demeurent assujettis au contrôle de l'Inspection du travail. (*Ibid.*).. 194

Circulaire du 1^{er} juillet 1925 invitant les inspecteurs divisionnaires, les inspecteurs et inspectrices départementaux du travail à élire leurs représentants à la Commission de réforme, en application du décret du 2 septembre 1924 pris pour l'application de la loi du 14 avril 1924 sur les pensions... 203

Les inspecteurs départementaux ayant, au sens des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 22 du décret du 2 septembre 1924, été considérés comme des chefs des services des départements, pour l'application de la législation sur les pensions, les délégués élus par eux sont membres de la Commission de réforme de la Seine. (*Ibid.*) 204

Circulaire du 22 septembre 1925 relative au contrôle des chantiers privés fonctionnant dans les arsenaux de la marine de l'État, en ce qui concerne la loi de huit heures. 222

Le droit fixe, le seul auquel soit soumise la prestation de serment des inspecteurs et inspectrices stagiaires du travail, a été porté de 6 francs à 7 fr. 20 par application de l'article 3 de la loi du 22 mars 1924, qui a ajouté deux décimes aux impôts recouvrés au profit de l'État. En cas de contestation sur le montant du droit à percevoir pour la prestation de serment, les intéressés, au lieu de saisir l'Administration centrale, auront à saisir directement le Directeur départemental de l'Enregistrement. (C. du 23 octobre 1926.)..... 227

Un procès-verbal régulièrement dressé par l'inspecteur départemental fait foi jusqu'à preuve contraire. Cassation d'un jugement qui, pour relaxer le prévenu, s'est fondé à la fois sur les allégations du prévenu et sur une prétendue insuffisance des constatations du procès-verbal qui n'a pas été débattu par la preuve contraire. (Cass. cr., 23 octobre 1925.)..... 296

V. Alsace et Lorraine. — Pensions. — Personnel de l'Inspection du travail. — Rapport annuel.

J

Journée de huit heures.

La récupération des chômages collectifs résultant de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux n'est pas de droit. Elle est subordonnée à une autorisation de l'inspecteur du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. L'inspecteur du travail peut donc accorder ou non cette autorisation, la limiter ou la subordonner à certaines conditions. Il devra se montrer particulièrement circonspect lorsque l'enquête à laquelle il se sera livré lui aura fait apparaître l'existence ou la menace de chômage. (C. du 2 avril 1925). 196

L'inspecteur pourra ne pas autoriser la récupération pour l'année entière; il pourra la limiter à un semestre, voire même, en cas de chômage imminent, à un trimestre. Il pourra également, tout en donnant l'autorisation pour l'année entière, se réserver la faculté de la révoquer, en cas de chômage, après un préavis, qui pourra être d'un mois ou de quinze jours par exemple. (*Ibid.*)

196

L'inspecteur n'est pas tenu d'autoriser la récupération de toutes les interruptions collectives du travail qui se produisent un autre jour que le repos hebdomadaire. Il faut que ces interruptions rentrent dans les prévisions des décrets; mais cette condition n'est pas suffisante. Il n'y a pas lieu, par exemple, d'encourager la multiplication des chômages pour inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, chômages qui peuvent être plus ou moins justifiés, en assurant la récupération de ces chômages dans tous les cas. (*Ibid.*)

196

Les récupérations ne doivent être, en aucun cas, un moyen détourné de maintenir toute l'année la journée de neuf heures comme journée normale. (*Ibid.*)

196

Il est bien entendu que les dispositions relatives aux récupérations doivent être appliquées d'une façon uniforme à tous les employeurs d'une même industrie et d'une même région. Il ne saurait être question de donner l'autorisation aux uns et de la refuser aux autres, ni d'imposer aux uns et aux autres des limitations ou des conditions différentes. (*Ibid.*)

196

Seules les interruptions collectives de travail peuvent être récupérées. Les congés annuels, donnés individuellement par roulement, dont le contrôle est d'ailleurs, par suite, pratiquement impossible, ne peuvent, en aucun cas, donner lieu à récupération. (*Ibid.*)

196

Circulaire du 10 novembre 1925 relative à l'adaptation des conditions de la production à la journée de huit heures.

230

En établissant, dans le décret du 28 novembre 1919 en vue d'assurer la limitation de la durée du travail effectif, des règles d'équivalence entre celle-ci et la durée, seule susceptible d'un contrôle efficace, des heures de présence à bord du personnel de la batellerie fluviale, le Chef de l'État n'a fait que se conformer à la volonté marquée par le législateur de voir, par des mesures appropriées, adapter le principe de la loi de huit heures aux nécessités particulières à chaque industrie. (C. d'État, 8 février 1924.)

256

En s'efforçant d'empêcher que l'institution du nouveau régime de travail fit obstacle à une exploitation rationnelle des voies navigables et en prévoyant, dans ce but, l'établissement par région d'un échelonnement des départs journaliers des bateaux, le Président de la République n'a fait qu'user tant des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés pour fixer les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 que des pouvoirs généraux de police qui lui appartiennent. (*Ibid.*)

256

L

Lavoisier. — V. Crin.

Lois.

Loi du 25 juin 1920. — V. Amendes pénales.

Loi du 22 mars 1924. — V. Amendes pénales.

Loi du 3 janvier 1925. — V. Amnistie.

Loi du 24 janvier 1925. — V. Travail de nuit des enfants et des femmes.

	Pages.
Loi du 2 février 1925. — V. <i>Placement.</i>	
Loi du 7 avril 1925. — V. <i>Accords internationaux.</i>	
Loi du 10 avril 1925. — V. <i>Alsace et Lorraine.</i>	
Loi du 13 juillet 1925. — V. <i>Salaires. — Fonctionnaires.</i>	
Loi du 24 juillet 1925. — V. <i>Alsace et Lorraine.</i>	
Loi du 25 juillet 1925. — V. <i>Repos hebdomadaire.</i>	
Loi du 6 août 1925. — V. <i>Accords internationaux.</i>	
Loi du 24 décembre 1925. — V. <i>Conseils de prud'hommes.</i>	

M

Magasins et salons de coiffure.

Décret du 2 août 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy...	33
Décret du 18 novembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des villes de Troyes et Sainte-Savine.	34
Décret du 23 novembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims...	36
Décret du 17 février 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de plusieurs communes de la banlieue de Paris	48

	Pages.
Décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Clermont-Ferrand, Montferrand et Chamalières	71
Décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Toulouse	72
Décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Douarnenez	74
Décret du 24 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure dans toute l'étendue du département de la Seine et certaines communes de Seine-et-Oise.	75
Décret du 6 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Châtellerault.	112
Décret du 16 novembre 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des communes d'Argenteuil et de Bezons.	145
V. <i>Coiffure.</i>	

Maladies professionnelles.

La victime d'une maladie professionnelle doit, aux termes de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919, déclarer à la mairie la maladie dont elle est atteinte, dans les quinze jours de la cessation du travail sous peine de déchéance, et joindre à cette déclaration un certificat médical indiquant la nature

	Pages.
de la maladie et ses suites probables. (Cass. ch. des requ., 3 décembre 1924.).....	285
Pour admettre un ouvrier ou employé à invoquer le bénéfice de la loi du 25 octobre 1919, il suffit que la cessation de travail, imputable à la maladie professionnelle dont il demande réparation, soit postérieure à la mise en vigueur de cette loi. (Cass. civ., 2 décembre 1925.).....	305
Suivant l'article 13, la loi du 25 octobre 1919 doit entrer en vigueur quinze mois après sa promulgation, sauf pour les modifications et adjonctions ultérieures à la liste des maladies professionnelles; ce délai répondant à la durée de responsabilité fixée à un an pour les maladies professionnelles visées aux tableaux annexés, augmenté de trois mois; le législateur a ainsi déterminé, d'une façon expresse, la date d'applicabilité de la loi, sans la faire dépendre de la circonstance que la maladie professionnelle ayant occasionné après cette date la cessation du travail, s'était ou non manifestée antérieurement par certains accidents. (<i>Ibid.</i>).....	305
Application, pendant l'année 1924, de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles..	349

Marbrerie et sculpture-statuaire

Journée de huit heures :

Décret du 12 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture statuaire.....	126
Les entreprises de marbrerie, sculpture et taille de pierre qui ont le caractère des chantiers définis par le décret du 11 février 1924, relatif aux industries du bâtiment et des travaux publics, demeurent assujetties à ce décret, ainsi que les	

	Pages.
ateliers annexés à ces chantiers, et les ateliers, même non annexés à ces chantiers, dont le personnel est, jusqu'à concurrence de 25 p. 100 au moins de son effectif, appelé à être occupé sur ces chantiers. (C. du 11 septembre 1925.).....	216

Les entreprises de marbrerie assujetties au décret ne bénéficient pas d'heures de récupération des chômages dus aux intempéries, les travaux qu'elles exécutent s'effectuant généralement en ateliers clos et couverts. Si ces entreprises effectuent des travaux extérieurs, par exemple, à la devanture des boutiques et magasins, la règle posée par l'article 1^{er} jouera. Il en sera ainsi, notamment, pour la fabrication de monuments funéraires, la sculpture ornementale, etc. (*Ibid.*).....

Dans la rubrique « fabrication de cheminées, pendules, autels, dressoirs, tables et monuments de marbre, de granit et de pierre », les mots « de marbre, de granit et de pierre » doivent être entendus comme s'appliquant à tous les travaux visés. (*Ibid.*).....

Les mots « fabrication de cubes pour la mosaïque » excluent la mosaïque faite avec des agglomérés de déchets de marbre, cette spécialité relevant du décret concernant le carrelage : ici encore, jouera le critérium posé par le décret du 11 février 1924, lequel vise les travaux de carrelage en bâtiment mais non la fabrication de carrelage en atelier. (*Ibid.*).....

Les scieurs occupés à la conduite des machines à scier le marbre peuvent avoir des heures de travail et de repos différentes de celles de l'ensemble du personnel. Cette disposition est destinée à permettre la marche des scies pendant une durée supérieure à celle des ateliers que ces scies alimentent, sans toutefois que les scieurs fassent individuellement plus de huit heures. (*Ibid.*).....

Mégisserie (Machines employées dans l'industrie de la).

Note sur les perfectionnements apportés aux machines employées dans l'industrie de la mégisserie, par M. J. Baret, inspecteur départemental du travail à Castres..... 393

Mines.

Durée du travail :

Le fait que les ouvriers étaient parfois autorisés à prolonger leur travail pour récupérer des journées perdues ne fait pas disparaître la contravention relevée à la charge des patrons. (Cass. cr., 29 octobre 1925.)..... 299

La contravention est établie lorsque, s'il a été allégué devant le juge que les ouvriers étaient restés au fond en vue de parer à un danger existant ou imminent (art. 164 b du livre II du Code du travail), il n'a été formulé sur ce point de fait aucune offre de preuve. (*Ibid.*)..... 299

Inspection du travail dans les mines :

Arrêté du 23 janvier 1925 modifiant l'arrêté du 20 février 1922 déterminant les indemnités pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'Inspection du travail..... 149

Arrêté du 11 juin 1925 modifiant l'arrêté du 20 février 1922, modifié, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail.... 152

V. Rapport annuel.

Ministère du Travail.

Nomination du Ministre du Travail..... 440

Mutilés.

Décret du 3 avril 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés..... 58

O

Orfèvrerie. — V. Bijouterie.

P

Pallaud. — V. Explosions.

Papier (Industries de la fabrication du).

Journée de huit heures :

Décret du 18 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919, dans les industries de la fabrication du papier. 39

La fabrication du papier couché, du papier de fantaisie et du papier peint n'est pas visée par le décret. (C. du 12 mars 1925.)..... 183

Les heures supplémentaires prévues à l'article 6, 3°, ne peuvent jouer lorsque la fabrication est continue, et ne doivent être utilisées que pour le personnel qui travaille exclusivement de jour et dans les petites usines qui fonctionnent à une ou deux équipes seulement. (*Ibid.*)..... 184

Pâte à porcelaine, à faïence et à grès (Fabriques de).

Décret du 3 décembre 1925 étendant aux fabriques de pâte à porcelaine, à faïence et à grès, les

	Pages.
décrets des 15 août 1923 et 12 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques.	146

Pensions

Décret du 31 juillet 1925 relatif à la retenue de 6 p. 100 pour pensions sur les traitements ou allocations des fonctionnaires civils. . .	106
--	-----

Décret du 20 août 1925 modifiant l'article 17 du décret du 2 septembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924, sur le régime des pensions civiles et militaires (validation des services auxiliaires)... .	140
--	-----

Arrêté du 15 juin 1925 relatif aux élections aux commissions de réforme prévues par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires. .	154
--	-----

Circulaire du 3 août 1925 communiquant une lettre du Ministre des Finances relative à l'application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 et de l'article 17 du décret du 2 septembre 1924 concernant la validation, pour la retraite, des services civils accomplis avant l'âge de 18 ans.	204
--	-----

Les inspecteurs et inspectrices qui, antérieurement à leur entrée dans le service de l'Inspection du travail, ont accompli dans diverses administrations publiques des services susceptibles d'être validés, doivent adresser au Ministre du Travail une demande fournissant tous renseignements sur la nature exacte, le point de départ et la durée des services considérés, et indiquant les modalités suivant lesquelles les intéressés entendent effectuer le versement des retenues

rétroactives afférentes aux services dont la validation est demandée. (<i>Ibid.</i>)	205
--	-----

Le délai d'un an prévu par l'article 17, alinéa 5, du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, à l'égard des fonctionnaires titulaires admis à valider des services d'auxiliaires, de temporaires ou d'aides dans les conditions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, ne court, aux termes du décret du 20 août 1925, qu'à dater du jour de la publication au <i>Journal officiel</i> de l'arrêté portant indication des services pour lesquels cette faculté est admise. (C. du 2 septembre 1925.)	215
--	-----

V. Inspection du travail.

Personnel de l'Inspection du travail.

Commission de classement	446
Conseil de discipline.	446
Mutations. — Nominations. . . .	440
Tableau d'avancement.	447

Pharmacies.

Décret du 23 novembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Troyes et Sainte-Savine.	38
--	----

Placement.

Loi du 2 février 1925 modifiant l'article 85 du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant les bureaux de placement et offices départementaux. . .	12
---	----

Plâtre, chaux et ciments (Entreprises de fabrication de).

Journée de huit heures :

Décret du 21 mai 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de fabrication du plâtre, de la

chaux et des ciments, et dans les carrières annexées à ces entreprises.

Pages.

89

Le champ d'application du décret du 21 mai 1925 s'étend « aux carrières annexées à des entreprises où s'exercent les fabrications ci-dessus énumérées » (art. 1^{er}, § 2). Il n'est pas nécessaire que ces carrières soient exactement contiguës aux entreprises où s'exercent les fabrications visées à l'article 1^{er}; il suffit, pour qu'elles suivent le sort de ces entreprises, qu'elles fonctionnent dans le voisinage de celles-ci et qu'elles soient exploitées essentiellement pour les besoins de celles-ci. Les carrières indépendantes demeurent soumises à la législation spéciale sur la durée du travail dans les mines et carrières. (C. du 30 mai 1925.)

200

Le chômage des canaux et des ports fluviaux, dans la mesure où il entraîne la pénurie de matières premières ou de moyens de transports, est visé dans les « causes accidentelles ou de force majeure » pouvant donner ouverture à récupération des heures chômées. (*Ibid.*)

200

Le régime institué par le décret du 11 février 1924 pour les industries du bâtiment et des travaux publics est admis en faveur des ateliers, chantiers et autres établissements où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives de travail. (*Ibid.*)

200

Les spécialistes qui préparent et mélangent les matières premières mises en œuvre dans certains établissements, tels que les fabriques d'agglomérés, peuvent avoir des heures de travail et de repos différentes des heures de travail et de repos de l'ensemble de l'établissement. Il ne s'agit pas là d'une dérogation temporaire : la journée de travail de ces ouvriers de la préparation des mélanges peut commencer et finir à des heures différentes des heures fixées pour l'ensemble de l'établissement, mais la durée de cette journée de travail

ne doit pas excéder la durée normale de travail de l'établissement.

(*Ibid.*)

200

Le cumul des heures de récupération pour intempéries et des heures de dérogation pour surcroît extraordinaire de travail ne doit pas dépasser 250 au total par an. (*Ibid.*)

201

Il y a avantage à ce que les inspecteurs du travail, dans leurs décisions d'autorisation, ne prévoient la répartition forfaitaire que d'une partie de ce crédit de 250 heures, laissant ainsi aux entreprises la faculté de disposer, en cas de surcroît imprévu de travail, d'un certain nombre d'heures de dérogation temporaire. (*Ibid.*)

201

Plomb. — V. *Femmes et enfants.*

Poussières. — V. *Chiffons.* — *Hygiène.*

Presses à pâtes alimentaires.

Note sur un dispositif de sécurité applicable aux presses à pâtes alimentaires, par M. Galopeaud, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.

413

Presse Bliss.

Note sur une modification apportée à la presse Bliss (appareil occupant la main droite hors de l'outil et immobilisant la pédale en haut de sa course), par M. Courtot, inspecteur départemental du travail à Nancy.

408

Production. — V. *Journée de huit heures.*

R

Rapport annuel.

Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels 1924. (C. du 25 novembre 1924.)

164

	Pages.
Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels 1925. (C. du 25 novembre 1925.).....	232
Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels (mines). [C. du 8 janvier 1925.].....	177
Instructions pour la rédaction du rapport et des statistiques annuels (mines). [C. du 25 novembre 1925.].....	244

Récupération des heures de travail. — V. Journée de huit heures.

Réforme (Commissions de). — V. Pensions.

Repos hebdomadaire.

Loi du 25 juillet 1925 accordant le repos hebdomadaire, par roulement, au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations....

20

Les dispositions de l'article 38 du livre II du Code du travail qui, au nombre des catégories d'établissements admises de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, cite (6°) les « entreprises de journaux et d'informations », s'appliquent, non plus seulement aux employés et ouvriers (en conformité de l'article 30), mais, en vertu du nouvel article 50 b, au personnel affecté à la rédaction. (C. du 16 septembre 1925.).....

220

Il appartient aux inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la loi et de donner suite aux réclamations dont ils pourront être saisis de la part des intéressés ou de leurs organisations professionnelles. Ils pourront, le cas échéant, faire appel au concours des organisations professionnelles de la Presse et les engager à éclairer leurs adhérents sur les obligations qui leur incombent à cet égard, en vertu du décret du 24 août 1906

organisant le contrôle du repos hebdomadaire. (*Ibid.*).....

220

Le jour de l'an ne peut être regardé comme constituant une fête locale (application de l'article 44 du livre II du Code du travail.) [C. d'Etat, 19 décembre 1924]... 258

Le préfet a seul le pouvoir de statuer sur les demandes de dérogations au repos collectif du dimanche (art. 35 du livre II du Code du travail). Le maire n'a d'autre attribution que celle prévue à l'article 44 de désigner les jours de fête locale où le repos peut être suspendu. (C. d'Etat, 6 fév. 1925.) 260

Fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire :

Il appartient au préfet, dans chaque espèce sous le contrôle du juge, d'examiner si l'accord intervenu est conforme à la volonté qu'a eue le législateur en édictant la loi du 29 décembre 1923 et si les mesures prévues par cet accord rentrent dans les pouvoirs généraux de police de l'autorité publique et ne créent aucune inégalité entre les commerçants et industriels soumis à l'application de cette loi. (C. d'Etat, 27 mars 1925.).....

263

Le bénéfice de la dérogation légale prévue par l'article 38, ne peut plus être invoqué lorsque la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1923 a été appliquée à la profession dans la région dont s'agit. (*Ibid.*).....

263

Le préfet aura à apprécier, sous le contrôle du juge, si les syndicats signataires de l'accord représentent, en fait, dans chaque catégorie, la volonté du plus grand nombre des intéressés. (*Ibid.*).....

263

La loi du 29 décembre 1923 n'exclut, ni par son texte ni dans son esprit, le droit pour le préfet d'autoriser, dans les limites de l'accord intervenu, et si un intérêt public l'exige, l'organisation d'un service de garde. (*Ibid.*).....

264

Est illégal l'arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail, ordonnant la fermeture au public des salons de coiffure le dimanche, alors que l'accord entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la localité stipulait deux modalités différentes du repos hebdomadaire. (C. d'État, 12 juin 1925.).....

265

Est valable l'arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a, après consultation régulière de la profession des marchands de vêtements au détail et sur la constatation de l'opinion favorable de la majorité des intéressés. (C. d'État, 12 juin 1925.).....

271

L'absence de consultation d'un syndicat étranger au département n'est pas de nature à entraîner l'annulation de l'arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a. (C. d'État, 10 juillet 1925.).....

278

Est illégale la disposition de l'arrêté préfectoral créant, dans l'organisation d'un service de garde entre les pharmaciens, une inégalité entre les divers intéressés ou leur imposant, pour rétablir l'égalité, des charges particulières. (*Ibid.*).....

278

Est valable l'arrêté préfectoral visant les établissements où le patron travaillerait sans personnel. (C. d'État, 17 juillet 1925.)... ..

283

L'arrêté préfectoral n'est pas applicable à la profession de brocanteur, qui consiste à acheter, revendre ou échanger toutes sortes de marchandises de hasard, est et reste distincte de celle de marchand d'ameublement, alors même que, parmi les marchandises faisant l'objet du commerce de brocanteur se trouveraient des objets d'ameublement. (*Ibid.*).....

234

Les recours formés devant le Conseil d'État contre les décisions des autorités administratives ne sont pas, en principe, suspensifs. (Cass. cr., 28 mars 1925.).....

287

La vente de viande de porc, le vendredi, par un épicier qui ne vend que temporairement de la charcuterie est interdite lorsque d'après les prescriptions de l'arrêté préfectoral, cette vente est interdite le vendredi dans quelque établissement que ce soit où la profession est exercée. (Cass. cr., 1^{er} mai 1925.).....

288

La disposition de l'article 43 a s'applique à tous les établissements, quel que soit le mode d'organisation du repos hebdomadaire qui y soit pratiqué. (Cass. cr., 8 mai 1925.).....

289

L'accord nécessaire pour autoriser le préfet à ordonner la fermeture des établissements d'une profession déterminée doit intervenir entre les syndicats de patrons et les syndicats d'ouvriers et d'employés appartenant les uns et les autres à cette profession. (Cass. cr., 14 mai 1925.).....

291

La constatation que des commerçants sont, les uns forains, les autres sédentaires, établit seulement qu'ils exercent leur profession d'une façon différente, mais on n'en saurait déduire qu'ils appartiennent à des professions distinctes, alors qu'ils vendent les uns et les autres des marchandises de même espèce. (Cass. cr., 16 juillet 1926.).....

292

Sous la seule condition que la procédure instituée par la loi du 29 décembre 1923 ait été appliquée à leur profession, les établissements qui n'occupent aucun personnel, aussi bien que ceux qui en occupent, sont assujettis à la mesure prescrite (arrêté préfectoral). [Cass. cr., 17 juillet 1925.].....

295

L'exercice de la profession ne saurait se poursuivre dans un établissement quelconque, pendant le jour fixé pour la fermeture, sans entraîner une concurrence préjudiciable à ceux qui observent la règle commune et sans tomber sous les sanctions que la loi édicte à l'égard de ceux qui ont contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative. (*Ibid.*).....

295

Représentations publiques.

Circulaires du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-arts, en date du 26 février 1925, sur l'emploi des enfants de moins de 13 ans dans les représentations publiques.....

349

Retraites. — *V. Pensions.*

S**Salaires.**

Loi du 13 juillet 1925 portant fixation du budget général de l'exercice 1925. (Art. 5 : impôt sur les salaires et traitements.).....

26

L'article 44 du livre 1^{er} du Code du travail prescrivant que les salaires des ouvriers leur seront payés au moins deux fois par mois est nécessairement étranger au mode de règlement des primes promises à l'ouvrier dans le cas où l'établissement d'un décompte fera ressortir que son travail a été productif au delà d'un minimum déterminé; la stipulation qui subordonne l'acquisition de cette prime à la condition que l'ouvrier sera encore partie du personnel de l'usine un certain temps après l'établissement du décompte n'est donc pas contraire au texte précité; elle fait la loi des parties qui l'ont acceptée. (Cass. civ., 22 décembre 1925.)...

306

Scie à ruban.

Note sur une scie à ruban et sur sa substitution à la scie circulaire, par M. Bonzom, inspecteur départemental du travail à Montluçon...

396

Scies circulaires (Protection des).

Note sur la protection des scies circulaires, par M. Aupetit, inspecteur départemental du travail à Tours.....

358

Sculpture-statuaire. — *V. Marbrerie.*

Sections territoriales d'inspection — *V. Inspection du travail.*

Serment. — *V. Inspection du travail.*

Services militaires. — *V. Inspection du travail.*

Soufflage à la bouche. — *V. Fonderies.*

T**Tabletterie (et petites industries du bois et matières similaires).**

Journée de huit heures :

Décret du 25 mai 1925 portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires....

100

La fabrication des tuyaux d'ébonite pour pipes est visée par la rubrique « fabrication de tous objets de corne, celluloïd et autres matières plastiques naturelles ou artificielles ». L'ébonite rentre dans la catégorie des matières plastiques artificielles, au même titre que le celluloïd, la galalith et tous autres produits similaires. (C. du 19 juin 1925.).....

202

Il ne s'agit ici que de façonnage de ces matières; la fabrication même de l'ébonite, du celluloïd, de la galalith et des produits similaires, constitue une industrie chimique et relève du décret du 10 mai 1925; et, si à l'intérieur d'une usine de fabrication, il existe un atelier de façonnage, cet atelier suivra le régime général de l'usine, conformément au principe, admis en matière de réglementation de travail, que c'est l'industrie principale qui détermine l'assujettissement d'un établissement. (*Ibid.*).....

203

	Pages.
Le même principe s'appliquera aux ateliers de fabrication de viroles métalliques pour pipes. (<i>Ibid.</i>)....	202
Il s'appliquera également à l'opération de tournage : les ouvriers tourneurs doivent suivre le régime de l'industrie dans laquelle ils travaillent, lorsque le tournage n'est que l'accessoire de cette industrie. Si le tournage constitue l'industrie principale, c'est le présent règlement qui s'applique (« fabrication de tous objets tournés en bois, cornes, os, celluloïd et autres matières plastiques »). (<i>Ibid.</i>).....	202
Par « boutons en toutes matières », il faut entendre des boutons d'os, de métal, de nacre, de corne, etc. qui sont fabriqués dans les mêmes usines que les boutons en bois et autres matières. Seuls les boutons de verre et de porcelaine sont visés par d'autres règlements. (<i>Ibid.</i>).....	202
La fabrication des pinceaux et brosses pour peintres, non expressément dénommée, rentre dans la rubrique « broserie » ; les mots « fabrication de balais » s'entendent de la fabrication des balais de tous genres (balais de crins, de soie, de paille de sorgho, etc.). (<i>Ibid.</i>)....	202
La vannerie est comprise dans la rubrique « fabrication de tous articles d'osier, de roseau, de rotin, de paille et autres matières végétales similaires ». (<i>Ibid.</i>).....	202
Timbre (Droit de). — V. <i>Inspection du travail.</i>	
Toupie moulurière (Protecteur de).	
Note sur un protecteur de toupie moulurière, par M. Gaudiot, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	426
Traitements. — V. <i>Salaires.</i> — <i>Pensions.</i>	

	Pages.
Travail de nuit des enfants et des femmes.	
Loi du 24 janvier 1925 portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes).....	10
L'interdiction du travail de nuit des enfants est étendue « aux entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée » et « aux entreprises de chargement et de déchargement ». (C. du 13 mars 1925.).....	188
De ces entreprises diverses, seules les entreprises de transport par route et les entreprises de chargement et de déchargement sont assujetties au contrôle de l'Inspection du travail. Les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par voie ferrée sont assujetties au contrôle des agents du Ministère des Travaux publics, en conformité des termes du nouvel article 96. (<i>Ibid.</i>).....	189
Les limites horaires de l'interdiction du travail de nuit sont 22 heures et 5 heures. L'amplitude de dix-sept heures ainsi laissée au travail de jour permet d'organiser deux postes de huit heures coupés chacun par un ou plusieurs repos atteignant au maximum une demi-heure. (<i>Ibid.</i>).....	189
L'obligation du repos de nuit (art. 23 du livre II du Code du travail) s'impose pour les enfants de l'un et l'autre sexe. (<i>Ibid.</i>)....	189
Les dérogations concernant les industries dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide (art. 24 du livre II du Code du travail) ne pourront jouer que lorsque cela est nécessaire pour sauvegarder ces matières d'une perte inévitable, et pour les femmes majeures seulement. (<i>Ibid.</i>).....	190

	Pages.
Quant aux enfants, une dérogation temporaire sur simple préavis ne peut s'appliquer qu'aux enfants du sexe masculin et en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. (<i>Ibid.</i>).....	190
La possibilité de récupérer sur simple préavis, jusqu'à concurrence de quinze nuits par an, les journées chômées par suite d'interruption accidentelle ou de force majeure (art. 25 du livre II du Code du travail) est limitée aux enfants âgés de 16 ans au moins et aux femmes majeures. Il faut en outre que l'interruption ne présente pas un caractère périodique. (<i>Ibid.</i>)..	190
Seuls les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit dans les usines à feu continu aux travaux indispensables (art. 26 du livre II du Code du travail), réserve faite des dispositions transitoires. (<i>Ibid.</i>)..	191
Travaux préparatoires de la loi du 24 janvier 1925 portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes.	308
V. <i>Accords internationaux.</i>	
Travaux dangereux. --- V. <i>Femmes et enfants.</i>	
Travaux publics (Établissements soumis au contrôle technique du Ministre des). — V. <i>Inspection du travail.</i>	
Troubles oculaires.	
Note sur les troubles oculaires et la conjonctivite dans le travail de réglage des condensateurs variables à air pour T. S. F., par M. Chardin, inspecteur départemental du travail à Besançon....	402

	Pages.
V	
Verreries en tous genres.	
<i>Journée de huit heures :</i>	
Décret du 19 février 1925 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries, à l'exclusion des glaceries et des verreries automatiques.....	50
L'opération dénommée « mise en place », lorsqu'elle est effectuée non par des ouvriers spécialistes, mais par le personnel producteur lui-même, ne rentre pas dans les travaux préparatoires qui doivent nécessairement être exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement. (C. du 12 mars 1925.).....	186
Lorsque l'exécution des travaux de mise en place par les ouvriers producteurs eux-mêmes a pour conséquence de porter la durée de leur travail au delà des huit heures, l'excédent devra être considéré comme travail supplémentaire et être imputé sur le crédit de 150 heures de dérogation temporaire prévu à l'article 6, 3°, toute prolongation inférieure à une demi-heure étant comptée pour une demi-heure. (<i>Ibid.</i>).....	186
Circulaire du 10 décembre 1925 relative aux difficultés qui se sont produites, dans les verreries à bassins, au sujet de l'application du décret du 19 février 1925 appliquant la loi de huit heures dans les verreries, et exposant que ces difficultés posent essentiellement une question de repos hebdomadaire.....	251

TABLE DES MATIÈRES

DE LA TRENTE-TROISIÈME ANNÉE (1925).

ACTES OFFICIELS.

(Par ordre chronologique.)

	Pages.
1920. — 25 juin — Loi. — Portant création de nouvelles ressources fiscales (extrait). [Amendes pénales.].....	1
1921. — 10 févr. — Décret. — Relatif à la composition des Comités départementaux de l'enseignement technique.	22
1924. — 22 mars. — Loi. — Ayant pour objet la réalisation d'économies, la création de nouvelles ressources fiscales et diverses mesures d'ordre financier (extrait). [Amendes pénales.].....	2
1924. — 1 ^{er} mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville du Havre.....	26
1924. — 1 ^{er} mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy.....	28
1924. — 1 ^{er} mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Bordeaux.....	29
1924. — 21 mai. — Décret. — Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de la ville de Lille où s'exerce le commerce de détail de vêtements confectionnés.....	32

1924. — 2 août. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy.....	33
1924. — 18 nov. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des villes de Troyes et Sainte-Savine.....	34
1924. — 23 nov. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims.....	36
1924. — 23 nov. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Troyes et de Sainte-Savine.....	38
1924. — 25 nov. — Circulaire.	— Inspection du travail. — Rapports et statistiques annuels.....	165
1924. — 18 déc. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication du papier.	39
1924. — 22 déc. — Circulaire.	— Mesures à prendre pendant la saison froide.	176
1925. — 3 janv. — Loi.	— Relative à l'amnésie.....	2
1925. — 7 janv. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique sur le repos hebdomadaire des clercs des études dans les offices ministériels.....	45
1925. — 8 janv. — Circulaire.	— Mines. — Rapports et statistiques annuels.	177
1925. — 16 janv. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication du papier. — Décret du 18 décembre 1924.....	183
1925. — 23 janv. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 20 février 1912 déterminant les indemnités pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'Inspection du travail.....	149
1925. — 24 janv. — Loi.	— Portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes).....	10

		Pages.
1925. — 2 févr. — Loi.	— Modifiant l'article 85 du livre I ^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant les bureaux de placement et offices départementaux	12
1925. — 2 févr. — Décret.	— Relatif à l'application, au personnel de l'Inspection du travail, de la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État..	46
1925. — 6 févr. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs départementaux du travail.....	150
1925. — 17 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de plusieurs communes de la banlieue de Paris.	48
1925. — 17 févr. — Lettre min.	— Délégués-mineurs. — Dédoublément de circonscriptions. — Elections	185
1925. — 19 févr. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries, à l'exception des glaceries et des verreries automatiques	50
1925. — 12 mars. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Verreries en tous genres. — Décret du 19 février 1925.....	185
1925. — 13 mars. — Décret.	— Transférant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales certaines attributions conférées au Commissaire général de la République à Strasbourg.....	56
1925. — 13 mars. — Circulaire.	— Livre II du Code du travail. — Art. 20 a à 28 et 96. — Loi du 24 janvier 1925 ...	188
1925. — 20 mars. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.....	151
1925. — 20 mars. — Circulaire.	— Travaux dangereux pour les enfants et les femmes. — Recommandation de Washington. — Désargentation du plomb..	194
1925. — 2 avril. — Circulaire.	— Récupération des chômages collectifs résultant de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux.	195

1925. — 3 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés.....	58
1925. — 3 avril. — Décret.	— Portant modification des articles 1 ^{er} et 10 du décret du 15 août 1923 relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100.000 habitants et certaines villes assimilées à ces dernières.....	63
1925. — 7 avril. — Loi.	— Portant ratification de la convention concernant le travail de nuit des femmes, élaborée à Washington par la Conférence internationale du travail signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique.....	15
1925. — 10 avril. — Loi.	— Portant ratification du décret du 25 février 1922 relatif au rattachement de l'administration des mines, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail.....	16
1925. — 10 avril. — Décret.	— Étendant aux couperies de poils les dispositions du décret du 30 août 1910 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux.....	65
1925. — 10 avril. — Décret.	— Relatif au contrôle de l'application du livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre.....	66
1925. — 24 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans la boucherie de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes.....	68
1925. — 24 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Clermont-Ferrand, Montferrand et Chamalières.....	71
1925. — 24 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Toulouse.....	72

		Pages.
1925. — 24 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Douarnenez.....	74
1925. — 24 avril. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure dans toute l'étendue du département de la Seine et certaines communes de Seine-et-Oise.....	75
1925. — 29 avril. — Circulaire.	— Décret du 10 avril 1925. — Contrôle de l'application du livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre.	197
1925. — 10 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries chimiques.....	76
1925. — 21 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes.....	84
1925. — 21 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de fabrication du plâtre, de la chaux et des ciments, et dans les carrières annexées à ces entreprises.....	89
1925. — 23 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes.....	95
1925. — 25 mai. — Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.....	100
1925. — 26 mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries chimiques. — Décret du 10 mai 1925.....	198

1925. — 30 mai. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication de plâtre, chaux et ciments. — Décret du 21 mai 1925.....	200
1925. — 11 juin. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 20 février 1922, modifié, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'inspection du travail.....	152
1925. — 15 juin. — Arrêté.	— Relatif aux élections aux commissions de réforme prévues par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires.....	154
1925. — 19 juin. — Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries de la tabletterie et petites industries du bois et matières similaires.....	201
1925. — 1 ^{er} juillet. — Circulaire.	— Loi du 14 avril 1924 sur les pensions. — Commission de réforme. — Election des délégués des inspecteurs du travail.....	203
1925. — 13 juillet. — Loi.	— Portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (extraits). — Impôts sur les salaires et traitements. — Indemnités pour charges de famille.....	16
1925. — 24 juillet. — Loi.	— Portant réorganisation du régime administratif des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle.....	18
1925. — 25 juillet. — Loi.	— Accordant le repos hebdomadaire, par roulement, au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.....	20
1925. — 30 juillet. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 11 mars 1921, modifié, relatif aux indemnités pour frais fixes de tournées alloués aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.....	155
1925. — 30 juillet. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.....	156
1925. — 30 juillet. — Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées	

		payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail. .	162
1925. — 31 juillet. — Décret.	—	Relatif à la retenue à 6 p. 100 pour pensions sur les traitements ou allocations des fonctionnaires civils.	106
1925. — 3 août. — Circulaire.	—	Loi du 4 avril 1924, article 10. — Validation, pour la retraite, des services civils accomplis depuis l'âge de 18 ans.	204
1925. — 4 août. — Circulaire.	—	Délégués à la sécurité des ouvriers mineurs. — Article 155, § 1 ^{er} du livre II du Code du travail. — Caractère du minimum de l'indemnité mensuelle dans les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers.	210
1925. — 6 août. — Loi.	—	Autorisant la ratification de la convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, élaborée à Washington par la Conférence internationale du travail, signée à Paris le 24 janvier 1921 par la France et la Belgique.	20
1925. — 6 août. — Décret.	—	Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie.	107
1925. — 6 août. — Décret.	—	Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Chatelleraut.	112
1925. — 9 août. — Décret.	—	Portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du livre II du Code du travail (titre II, Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.	114
1925. — 9 août. — Décret.	—	Relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et imitation.	124
1925. — 12 août. — Décret.	—	Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture statuaire.	126

1925. — 13 août.	— Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois, autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires...	132
1925. — 20 août.	— Décret.	— Portant incorporation de fonctionnaires d'Alsace et Lorraine dans les cadres généraux de l'inspection du travail et de l'office du travail.....	138
1925. — 20 août.	— Décret.	— modifiant l'article 17 du décret du 2 septembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924, sur le régime des pensions civiles et militaires (validation des services auxiliaires).....	140
1925. — 26 août.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Biscuiterie, chocolaterie, confiserie.....	211
1925. — 31 août.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et du bronze d'art et imitation.....	213
1925. — 2 sept.	— Circulaire.	— Inspection du travail. — Loi du 14 avril 1924 (art. 10). — Validation, pour la retraite, des services accomplis depuis l'âge de 18 ans.....	215
1925. — 6 sept.	— Décret.	— Rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg..	141
1925. — 11 sept.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Marbrerie et sculpture statuaire. — Décret du 12 août 1925....	215
1925. — 12 sept.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires. — Décret du 13 août 1925.....	217
1925. — 16 sept.	— Circulaire.	— Repos hebdomadaire. — Personnel affecté à rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations. — Loi du 25 juillet 1925.....	220
1925. — 21 sept.	— Circulaire.	— Cancer des ouvriers fileurs.....	221
1925. — 21 sept.	— Circulaire.	— Soufflage à la bouche des moules dans les fonderies. — Enquête.....	222

			Pages.
1925. — 22 sept.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Chantiers privés fonctionnant dans les arsenaux de la marine de l'État.	222
1925. — 24 sept.	— Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Nantes où s'exerce le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie	144
1925. — 24 sept.	— Circulaire.	— Visites des délégués-mineurs. — Fixation du prix de la journée. — Allocations familiales	224
1925. — 2 oct.	— Arrêté.	— Modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail	163
1925. — 23 oct.	— Circulaire.	— Droit de timbre et d'enregistrement pour prestation de serment	225
1925. — 27 oct.	— Circulaire.	— Décret du 9 août 1925. — Protection et salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics	226
1925. — 27 oct.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Bâtiment et travaux publics. — Décret du 11 février 1924	229
1925. — 10 nov.	— Circulaire.	— Adaptation des conditions de la production à la journée de huit heures	230
1925. — 13 nov.	— Arrêté.	— Fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 du décret du 9 août 1925, relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics	164
1925. — 16 nov.	— Décret.	— Portant règlement d'administration publique pour l'application d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des communes d'Argenteuil et de Bezons	145
1925. — 23 nov.	— Circulaire.	— Décret du 9 août 1925. — Protection et salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics	231
1925. — 25 nov.	— Circulaire.	— Inspection du travail. — Rapport et statistiques annuels	232
1925. — 25 nov.	— Circulaire.	— Mines. — Rapport et statistiques annuels	244
1925. — 26 nov.	— Circulaire.	— Infection charbonneuse	250

1925. — 26 nov.	— Circulaire.	— Ateliers de classage de chiffons. — Ateliers d'effilochage. — Enquête.....	251
1925. — 3 déc.	— Décret.	— Étendant aux fabriques de pâtes à porcelaine, à faïence et à grès, les décrets des 15 août 1923 et 12 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques.....	146
1925. — 10 déc.	— Circulaire.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Décret du 19 février 1925. — Verreries à bassins.....	251
1925. — 24 déc.	— Loi.	— Modifiant l'article 80, alinéa 2, et l'article 87 du livre IV du Code du travail et de la Prévoyance sociale, concernant les conseils de prud'hommes, en élevant le taux de la compétence en dernier ressort de ces tribunaux.....	21
1925. — 28 déc.	— Lettre min.	— Délégués mineurs. — Renouvellement triennal. — Élections retardées par suite d'une grève.....	254

JURISPRUDENCE.

1923. — 12 avril.	— Cass. civ.	— Louage de services. — Contrat de gérance. — Subordination du gérant. — Compétence des prud'hommes. — Appel des sentences prud'hommales.....	302
1924. — 8 févr.	— Conseil d'État.	— Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Batellerie fluviale. — Assujettissement à la loi. — Règlement d'administration publique du 28 novembre 1919. — Équivalence entre la durée du travail effectif et la durée des heures de présence du personnel à bord. — Échelonnement des départs journaliers de bateaux.....	255
1924. — 3 déc.	— Cass. Ch. req.	— Maladies professionnelles. — Loi du 25 octobre 1919 (art. 5). — Délai légal pour la déclaration de la maladie.....	285
1924. — 19 déc.	— Conseil d'État.	— Repos hebdomadaire. — Arrêté municipal déclarant le jour de l'an fête locale au sens de l'article 44 du livre II du Code du travail. — Annulation.....	258

1925. — 6 févr. — Conseil d'État. — Repos hebdomadaire. — Article 35 du livre II du Code du travail. — Le Préfet a seul le pouvoir de statuer sur les demandes de dérogations au repos collectif du dimanche. Le maire n'a d'autre attribution que celle prévue à l'article 44 de désigner les jours de fête locale où le repos peut être suspendu 260
1925. — 27 mars. — Conseil d'État. — Fermeture obligatoire des magasins au public pendant la durée du repos hebdomadaire (art. 43 a du livre II du Code du travail, loi du 29 décembre 1923). — Profession admise de droit à donner le repos par roulement (art. 38 du livre II du Code du travail, 4^e Pharmacies). — Accord intersyndical stipulant le repos collectif du dimanche. — L'arrêté préfectoral pris sur demande des syndicats signataires de l'accord, et ordonnant la fermeture des officines au public le dimanche, fait perdre aux établissements visés le bénéfice de la dérogation légale.. 261
1925. — 28 mars. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail, ordonnant la fermeture au public d'une catégorie d'établissements pendant la durée du repos hebdomadaire. — Obligation, pour le juge de simple police, de se prononcer sur la légalité de l'arrêté si elle est mise en cause par le défendeur, sans qu'il y ait à considérer si ce dernier a, ou non, déféré l'arrêté au Conseil d'État par voie de pourvoi, un pourvoi de cet ordre n'ayant, au surplus, aucun caractère suspensif..... 286
1925. — 1^{er} mai. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail, ordonnant la fermeture au public des charcuteries pendant le repos collectif le vendredi et interdisant la vente de la viande de porc brute ou travaillée, le vendredi, dans quelque établissement que ce soit. — Vente de viande de porc, un vendredi, par un épicer marchand de comestibles. — Infraction..... 287
1925. — 8 mai. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Pharmacies. — Repos par roulement de droit. — Applicabilité de l'article 43 a du livre II du Code du travail (fermeture au public) quel que soit le mode d'organisation du repos hebdomadaire..... 289

1925. — 14 mai. — Cass. crim.	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Fermeture des établissements au public pendant la durée du repos hebdomadaire par voie d'arrêté préfectoral, après accord et sur demande des syndicats patronaux et ouvriers de la profession. — N'est pas conforme aux exigences légales l'accord intervenu entre les syndicats des patrons bijoutiers et le syndicat des commis et comptables de Bordeaux, ce dernier n'étant pas composé des ouvriers et employés bijoutiers de cette ville.....	290
1925. — 27 mai. — Cass. civ.	— Allocations familiales. — Accident du travail. — Salaire de base.....	304
1925. — 12 juin. — Conseil d'État.	— Repos hebdomadaire. — Arrêté préfectoral, pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail, ordonnant la fermeture au public des salons de coiffure le dimanche, alors que l'accord entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la localité stipulait deux modalités différentes du repos hebdomadaire. — Arrêté illégal.....	265
1925. — 12 juin. — Conseil d'État.	— Repos hebdomadaire. — Fermeture au public, le dimanche, des magasins de vente de vêtements au détail tenus par les confectionneurs et les marchands tailleurs. — Arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail, après consultation régulière de la profession des marchands de vêtements au détail et sur la constatation de l'opinion favorable de la majorité des intéressés. — Validité.....	268
1925. — 19 juin. — Conseil d'État.	— Délégués-mineurs. — Allocations familiales. — Article 154 et 155, § 1, du livre II du Code du travail. — 1° Applicabilité en Alsace-Lorraine des dispositions législatives concernant la rétribution des délégués-mineurs. — 2° Validité des arrêtés préfectoraux qui font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficient de certaines allocations.	271
1925. — 10 juil. — Conseil d'État.	— Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Fermeture au public pendant la durée du repos. — Applicabilité aux pharmacies. — L'absence de consultation d'un syndicat étran-	

- ger au département n'est pas de nature à entraîner l'annulation de l'arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail. — Illégalité d'une disposition de l'arrêté préfectoral créant dans l'organisation d'un service de garde une inégalité entre les divers intéressés ou leur imposant, pour rétablir l'égalité, des charges particulières. — Annulation de l'arrêté..... 275
1925. — 16 juil. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Fermeture des établissements au public pendant la durée du repos hebdomadaire par voie d'arrêté préfectoral, après accord et sur demande des syndicats patronaux et ouvriers de la profession. — Sont soumis à ces dispositions réglementaires les marchands forains qui vendent des marchandises relevant de professions dans lesquelles un accord est intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers..... 291
1925. — 17 juil. — Conseil d'Etat. — Repos hebdomadaire. — Arrêté préfectoral pris en exécution de l'article 43 a du livre II du Code du travail ordonnant la fermeture au public des magasins de vente d'ameublement pendant le repos collectif le dimanche. — L'intervention de l'arrêté, en exécution de l'accord intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession et de la région, comporte « ipso facto » suppression des dérogations, antérieurement accordées, qui seraient contraires aux termes de l'accord. — Assujettissement des commerçants n'occupant aucun personnel. — Inapplicabilité de l'arrêté aux brocanteurs dont la profession est distincte de celle de marchand d'ameublement..... 298
1925. — 17 juil. — Cass. crim. — Repos hebdomadaire. — Article 43 a du livre II du Code du travail. — Fermeture des établissements au public pendant la durée du repos hebdomadaire par voie d'arrêté préfectoral, après accord et sur demande des syndicats patronaux et ouvriers de la profession. — Sont soumis à ces dispositions réglementaires les marchands de la profession, bien que n'occupant aucun personnel. — Action en dommages-intérêts des syndicats professionnels..... 293
1925. — 23 oct. — Cass. crim. — Procès-verbal. — Foi due. — Infraction à l'article 20 du livre II du Code du travail

	(travail de nuit dans la boulangerie). — Procès-verbal ne mentionnant pas les noms des ouvriers occupés la nuit ni les questions qui auraient pu amener leur aveu sur le point de savoir s'ils étaient salariés. — Relaxe fondée sur cette prétendue insuffisance de constatation et sur les allégations du prévenu. — Cassation.	205
1925. — 23 oct. — Cass. crim.	— Gérants de succursales. — Cautionnements : a. les gérants ont le caractère d'employés pour l'application des articles 32 a et suivants du livre I ^{er} du Code du travail; b. les sommes déposées par les gérants en garantie de leur gestion constituent des cautionnements et ne peuvent être conservées par l'entreprise même sous la forme d'ouverture d'un compte courant au nom du gérant en cause.....	296
1925. — 29 oct. — Cass. crim.	— Durée du travail dans les mines. — Dépassement. — Défaut de preuve que les ouvriers étaient restés au fond en vue de prêter assistance à cause d'un accident ou pour parer à un danger existant ou imminent (art. 164 b du livre II du Code du travail). — Contravention établie. — Rejet.....	298
1925. — 31 oct. — Cass. crim.	— Hygiène et sécurité du travail. — Décret du 10 juillet 1913, art. 6, § 3. — Prescription matérielle formulée par un texte précis. — Obligation pour le juge de police d'appliquer la sanction de la loi à la prescription inexécutée.....	299
1925. — 21 nov. — Cass. crim.	— Journée de huit heures dans les salons de coiffure. — Décret du 26 août 1920. — Horaire prévoyant deux heures de repos par roulement sans fixer les heures auxquelles devait commencer et finir chaque journée de travail et de repos. — Emploi d'ouvriers selon un tel horaire, non conforme aux prescriptions réglementaires. — Infraction à la loi	301
1925. — 2 déc. — Cass. civ.	— Loi du 25 octobre 1919, article 5. — Premières manifestations de la maladie professionnelle antérieures à la loi. — Cessation de travail, imputable à la maladie professionnelle, postérieure à la mise en vigueur de la loi. — Applicabilité.	305
1925. — 22 déc. — Cass. civ.	— Salaires. — Payement. — Délai légal de quinzaine. — Payement de primes. — Délai discrétionnaire	306

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

Pages.

Travaux préparatoires de la loi du 24 janvier 1925 portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale.
— **Travail de nuit des enfants et des femmes.**

CHAMBRE DES DÉPUTÉS :

Projet de loi présenté au nom de M. Alexandre Millerand, par MM. Albert Peyronnet et Yves Le Trocquer.....	308
Rapport de M. Justin Godart	318
Séance du 18 décembre 1923. — Adoption.....	327

SÉNAT :

Projet de loi adopté par la Chambre des députés.....	329
Rapport de M. Mario Roustan	331
Séance du 30 décembre 1924. — Adoption.....	341

Loi du 26 juillet 1925 portant création de chambres de métiers 343

Circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, en date du 26 février 1925. — Emploi des enfants de moins de 13 ans dans les représentations publiques..... 349

Application pendant l'année 1924 de la loi du 25 octobre 1919 sur les maladies professionnelles..... 349

Enquête sur les cas de charbon professionnel pendant l'année 1924 355

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE sur la protection des scies circulaires, par M. AUPETIT, inspecteur départemental du travail à Tours..... 358

NOTE sur la sécurité et l'hygiène des ouvriers des hauts fourneaux, par M. BABAUD, inspecteur départemental du travail à Nancy..... 360

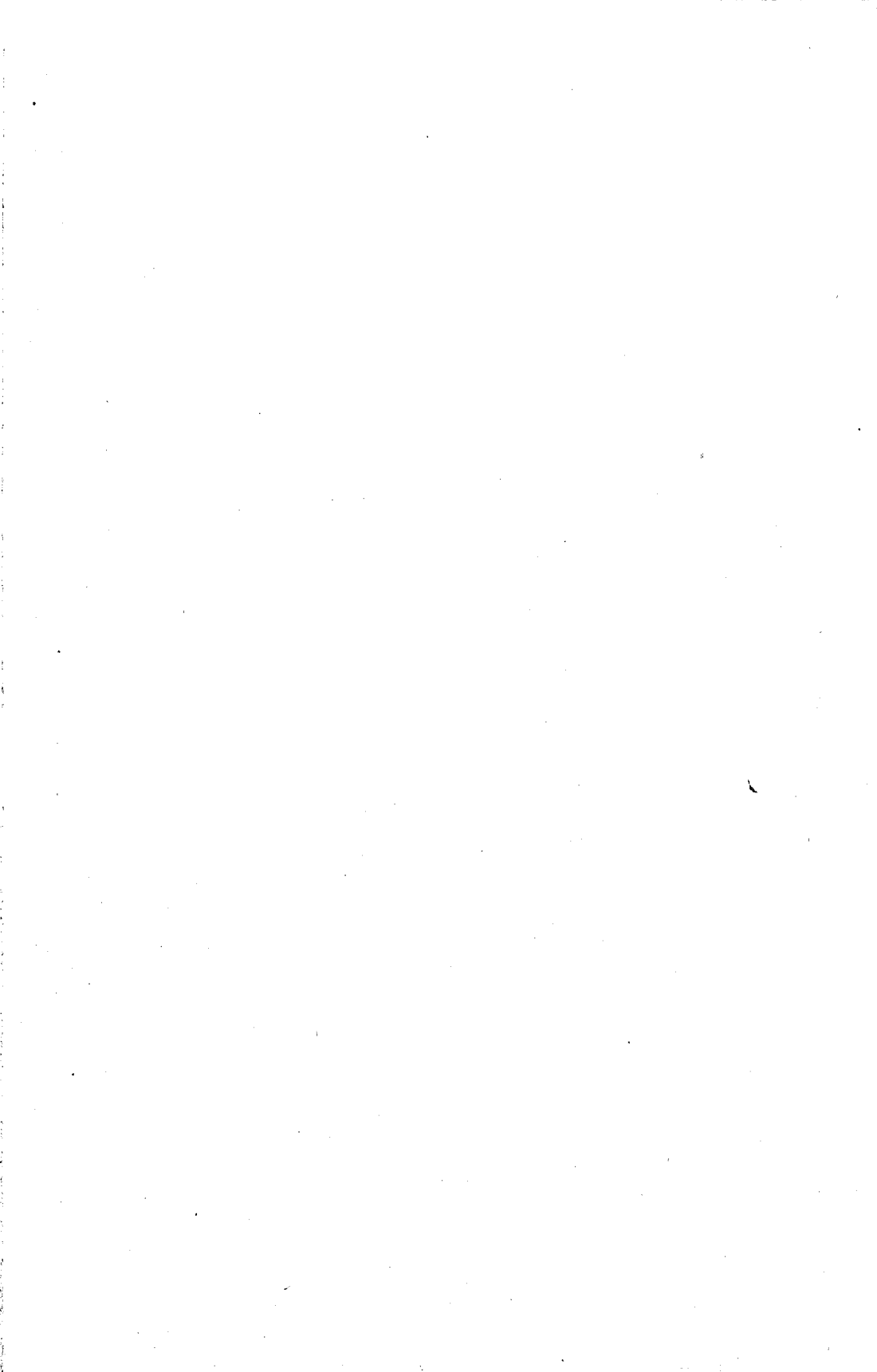
NOTE sur les perfectionnements apportés aux machines employées dans l'industrie de la mégisserie, par M. J. BARET, inspecteur départemental du travail à Castres. 393

NOTE sur une scie à ruban et sur sa substitution à la scie circulaire, par M. BONZOM, inspecteur départemental du travail à Montluçon 396

NOTE sur les troubles oculaires et la conjonctivite dans le travail de réglage des condensateurs variables à air pour T. S. F., par M. CHARDIN, inspecteur départemental du travail à Besançon..... 402

	Pages.
NOTE sur un dispositif de rafraîchissement pour les fours à réchauffer les billettes et les lingots , par M. COURTOT, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	406
NOTE sur une modification apportée à la presse Bliss (appareil occupant la main droite hors de l'outil et immobilisant la pédale en haut de sa course), par M. COURTOT, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	408
NOTE sur une installation de fosses septiques , par M ^{lle} N. FABRE, inspectrice du travail à Tours.....	410
NOTE sur un dispositif de sécurité applicable aux presses à pâtes alimentaires , par M. GALOPEAUD, inspecteur départemental du travail à Bordeaux.....	413
NOTE sur des procédés nouveaux tendant à la suppression ou à la réduction du débouillage des cardes à coton , par M. GAUDIOT, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	416
NOTE sur un protecteur de toupie moulurière , par M. GAUDIOT, inspecteur départemental du travail à Nancy.....	426
NOTE sur une nouvelle machine à filer et à torsader le crin , par M. LAVOISIER, inspecteur départemental du travail à Paris.....	429
NOTE sur les explosions des fours à émailler en noir les pièces d'automobiles, de cycles, de machines, chauffés électriquement , par M. PALLAUD, inspecteur départemental du travail à Belfort.....	434

MINISTÈRE DU TRAVAIL.....	440
PERSONNEL de l'Inspection du travail.....	440



MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

DIRECTION DU TRAVAIL. — 3^e BUREAU.

BULLETIN
DE L'INSPECTION DU TRAVAIL
ET DE L'HYGIÈNE INDUSTRIELLE.

TRENTE-TROISIÈME ANNÉE (1925). — NUMÉROS 1 à 6.

ACTES OFFICIELS.

LOI DU 25 JUIN 1920

portant création de nouvelles ressources fiscales (1).

EXTRAIT.

TITRE IV.

Dispositions diverses.

.....

ART. 110. — Il est ajouté deux décimes et demi au principal de toutes les pénalités fiscales, y compris celles prononcées par la présente loi, qu'elles soient ou non déjà assujetties aux décimes par les lois en vigueur.

Le montant des amendes pénales prononcées par les cours et tribunaux sera majoré de vingt décimes.

.....

(1) J. O. du 26 juin 1920.

LOI DU 22 MARS 1924

ayant pour objet la réalisation d'économies, la création de nouvelles ressources fiscales et diverses mesures d'ordre financier (1).

EXTRAIT.

.....

ART. 41. — En ce qui concerne les amendes pénales prononcées en France par les cours et tribunaux, le principal est majoré de trente décimes.

L'article 1^{er} de la loi du 6 prairial an VII, l'article 14 de la loi du 2 juillet 1862, l'article 1^{er} de la loi du 23 août 1871, l'article 2 de la loi du 31 décembre 1873, l'article 110 de la loi du 25 juin 1920 sont abrogés, en ce qui concerne l'application aux amendes pénales des décimes ou demi-décimes qu'ils ont institués.

.....

Fait à Paris, le 22 mars 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,
R. POINCARÉ.

Le Ministre des Finances,
DE LASTEYRIE.

LOI DU 3 JANVIER 1925

relative à l'amnistie (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 :

.....

1° A toutes les infractions et contraventions en matière de réunions, d'élections, de conflits collectifs de travail et de manifestations sur la voie publique ;

(1) J. O. du 23 mars 1924.

(1) J. O. du 6 janvier 1925.

2° A tous les délits et contraventions prévus par la loi sur la presse du 29 juillet 1881, à l'exception des infractions prévues par l'article 28 de ladite loi ;

3° A tous les délits et contraventions prévus par les lois des 11 juin 1887, 19 mars 1889, 30 mars 1902 (art. 44) et 20 avril 1910 ;

4° A toutes les infractions prévues par la loi du 21 mars 1884, modifiée par la loi du 12 mars 1920 ;

5° A toutes les infractions prévues par les lois des 1^{er} juillet 1901, 4 décembre 1902 et 7 juillet 1904 ;

6° A toutes les infractions prévues par la loi du 9 décembre 1905 ;

7° Aux infractions aux dispositions du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, exception faite des infractions aux articles 60, 61 et 62 dudit livre. Toutefois, les mises en demeure signifiées en vertu du titre II (hygiène et sécurité des travailleurs) dudit livre sont maintenues ;

8° A tous les délits connexes aux infractions visées aux alinéas précédents ;

9° Aux infractions à l'article 5 de la loi du 21 mai 1836, ainsi qu'aux infractions aux lois des 2 juin 1891 et 4 juin 1909 ;

10° A tous les délits et contraventions en matière forestière, de chasse, de pêche fluviale et maritime, à l'exception des délits prévus par l'article 25 de la loi du 15 avril 1829 ; de grande et petite voirie, de police de roulage ; aux contraventions de simple police, quel que soit le tribunal qui ait statué, à l'exception de celles prévues par l'article 15 de la loi du 31 mars 1922 ;

11° Aux délits et contraventions à la police des chemins de fer et tramways ;

12° Aux infractions prévues par la loi du 3 juillet 1877 et la loi du 22 juillet 1909 sur les réquisitions ;

13° A tous les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu contre des fonctionnaires, agents, employés ou ouvriers des services publics ou concédés, à des peines disciplinaires.

Sont exceptés les faits ayant donné lieu ou pouvant donner lieu à des sanctions disciplinaires pour manquement à la probité, à l'honneur ou aux règles essentielles imposées pour la gestion des caisses publiques ou le maniement des deniers d'autrui.

La réintégration, si elle se produit, n'aura lieu toutefois, qu'après que les victimes de la guerre ayant droit aux emplois réservés en vertu de la loi du 30 janvier 1923 auront exercé, chaque trimestre, après inscription sur la liste de classement, leur droit de préférence ;

14° Aux infractions commises en matière de contributions indirectes lorsque le montant de la transaction intervenue ou des condamnations

passées en force de chose jugée ne dépasse pas cinq cents francs (500 fr.), ou lorsque pour les procès-verbaux n'ayant donné lieu ni à transaction, ni à condamnation définitive, le minimum des pénalités correctionnelles encourues n'aura pas été supérieur à douze cents francs (1,200 fr.), le tout, décimes non compris.

Ces sommes seront portées respectivement au double en matière d'alcool lorsque les contrevenants seront des récoltants tirant occasionnellement parti de leurs fruits;

15° Aux infractions commises en matière de douane, lorsque le montant des condamnations pécuniaires encourues ou de la transaction non définitive intervenue n'excède pas sept cent cinquante francs (750 fr.) et lorsqu'elles n'ont pas eu pour objet des marchandises originaires ou en provenance des pays ennemis.

L'amnistie ne s'étendra pas aux infractions poursuivies par la régie des contributions indirectes ou la douane, agissant comme parties jointes en cas d'infraction concomitante à un délit non amnistié et poursuivi par le ministère public.

Seront également sans effet, en matière de contributions indirectes et de douane; les articles 3 et 4 ci-après;

16° Aux infractions à la loi du 25 juin 1841 sur les ventes aux enchères de marchandises neuves et à la loi du 30 décembre 1906 sur la vente au déballage;

17° Aux infractions à l'arrêté du Parlement de Paris du 23 juillet 1748, aux lois du 21 germinal an xi et du 29 pluviôse an xiii, à l'article 1^{er} de la loi du 12 juillet 1916, mais en tant seulement que ledit article concerne les substances classées dans le tableau C du décret du 14 septembre 1916;

18° Aux infractions aux articles 15, 16, 18, 21, 22, 23 de la loi du 30 novembre 1892 sur l'exercice illégal de la médecine, pourvu que, dans les cas prévus à l'article 16 et réprimés par l'article 18, il n'y ait pas eu récidive, et que dans ceux prévus à l'article 16-1^o et réprimés par l'article 18, il s'agisse d'aspirants ou d'aspirantes aux différents diplômes visés à l'article 16-1^o régulièrement inscrits à un établissement d'enseignement supérieur;

19° A tous les délits et contraventions en matière de navigation maritime et fluviale et spécialement aux infractions aux dispositions des décrets, règlements et ordres des autorités maritimes pris en exécution de la loi du 2 juillet 1916 sur la police maritime et à l'article 60 du Code disciplinaire et pénal du décret du 14 mars 1852, ainsi qu'aux ordonnances d'août 1669 sur les eaux et forêts, et de décembre 1672 relative à la navigation sur les fleuves et rivières, à l'arrêt du Conseil d'État du 24 juin 1777 portant règlement pour la navigation de la rivière de Marne et autres rivières et canaux navigables, aux lois des 22 décembre 1789 et 8 janvier 1790, et au décret du 24 mars 1914 portant règlement de police sur les voies de navigation intérieure;

20° Aux condamnations prononcées pour défaut d'affichage des prix ;

21° Aux infractions aux lois du 20 avril 1916 et du 23 octobre 1919, lorsque ces infractions auront été relevées, soit contre des agriculteurs, soit contre des commerçants ;

22° Aux faits d'appréhension frauduleuse ou de recel d'objets abandonnés dans les régions libérées, commis par des habitants desdites régions, même au préjudice des services de récupération civile ou militaire, toutes les fois qu'il y a eu condamnation, en vertu des articles 401 et 460 du Code pénal, par les tribunaux correctionnels, soit à une simple amende, soit avec bénéfice du sursis.

Sont toutefois exclus du bénéfice du présent alinéa ceux qui auront été condamnés pour vol ou pour recel d'objets, matériaux, métaux provenant de sépulture de guerre, ou pour complicité de ces infractions, ou se seront rendus coupables de celles-ci et tous les titulaires de marchés passés avec l'État ou les établissements publics, à quelque titre que ce soit, notamment à titre de récupération ou de cession de produits ;

23° Aux infractions prévues par la loi du 8 octobre 1919, relative à la création d'une carte d'identité professionnelle pour les voyageurs et représentants de commerce ;

24° Aux infractions prévues par les articles 30 et 31, alinéa 1^{er}, de la loi du 27 juillet 1881 sur la police sanitaire des animaux ;

25° Aux infractions prévues par l'article 3 de la loi du 30 janvier 1907, lorsqu'elles ont été commises par des administrateurs de sociétés coopératives, agricoles, ouvrières, de production, de consommation ou d'habitations à bon marché, sous réserve des faits susceptibles d'entraîner l'application de l'article 405 du Code pénal ;

26° Aux infractions aux dispositions de la loi du 16 mars 1915 concernant les liqueurs similaires d'absinthe, à la condition que ces infractions soient antérieures au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie.

Ne sera pas considérée comme ouverture d'un nouveau débit de boissons prohibée par l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, la réouverture, dans le délai de six mois de la promulgation de la présente loi, d'un établissement dont la fermeture a été ordonnée pour infraction à la loi du 16 mars 1915 concernant les liqueurs similaires d'absinthe commise antérieurement au 24 octobre 1922 pour la France et au 15 novembre 1922 pour l'Algérie ;

27° Aux infractions prévues par le quatrième alinéa de l'article 10 de la loi du 9 novembre 1915, mais sans que, dans ce dernier cas, l'amnistie puisse autoriser la réouverture du débit ;

28° Aux infractions prévues par la loi du 19 juin 1918, relative à l'interdiction d'abatage des oliviers ;

29° Aux condamnations prononcées contre les magistrats municipaux

poursuivis en cette qualité, lorsque ces magistrats ne seront que des délinquants primaires et n'auront été frappés à l'occasion de délits que d'une peine d'amende.

Dans tous les cas visés à la présente loi où la condition de délinquant primaire sera imposée pour pouvoir bénéficier de l'amnistie, devra être assimilé à un délinquant primaire celui dont le casier judiciaire n° 2 ne comportera que des infractions toutes amnistiées par la présente loi.

ART. 2. — Amnistie pleine et entière est accordée :

1° Lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 155 (§ 1^{er}), 156 (§ 1^{er} et 2), 161, 184; 211, sauf lorsqu'il y a eu port d'armes; 212, 213, 222 à 225 inclus; 230, 258; 309 (§ 1^{er} et 2), 314, 319, 340, 402 (pourvu qu'il ne s'agisse que de cas de banqueroute simple), 445 du Code pénal;

2° Pour les faits commis antérieurement au 12 novembre 1924 et prévus par les articles 78, 166 et 167, sous la réserve expresse que, dans ces trois dernier cas, il s'agira de faits appréciés par la Cour de justice depuis 1914, ainsi que par les articles 196, 199, 200, 236, 249 à 252 inclus, 257, 259 (§ 1^{er}), 311 (§ 1^{er}) et l'alinéa 2 dudit article, lorsque la peine prononcée ne dépasse pas le maximum prévu par l'alinéa 1^{er} du même article; 320, 337 à 339 inclus; 443, 456, 458, 471 à 482 inclus du Code pénal et 80 et 157 du Code d'instruction criminelle.

Dans les cas prévus par les articles 319 et 320 du Code pénal, l'amnistie ne pourra être accordée, en outre des conditions déjà précisées au présent article, qu'autant que les délits prévus par ces deux articles ne s'accompagneront pas du délit de fuite prévu par la loi du 17 juillet 1908.

ART. 3. — Sous réserve de ce qui a été dit à l'article 1^{er}, alinéa 15, ci-dessus, ou des exceptions prévues au présent article ou à l'article 5 ci-après, amnistie pleine et entière est accordée, lorsqu'il s'agit d'un délinquant primaire, pour toutes les infractions n'ayant donné lieu ou pouvant ne donner lieu qu'à l'application de peines correctionnelles et commises antérieurement au 12 novembre 1924 :

1° Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui auront appartenu, pendant au moins six mois, à l'une des unités réputées combattantes énumérées dans les instructions ministérielles prises pour l'application du décret du 28 octobre 1919, et dans les conditions spécifiées par ces instructions; ou aux unités automobiles P. T. et T. M., aux armées; ou aux unités réputées combattantes énumérées au décret du 24 janvier 1918, pris pour l'application de la loi du 10 août 1917; ou qui auront été blessés ou faits prisonniers de guerre avant d'avoir accompli leurs six mois de présence dans ces unités.

Sont également considérées comme unités combattantes les unités qui ont pris une part effective aux hostilités à l'armée du Levant, au Maroc, dans le Sud algérien et dans le Sud tunisien, ainsi que dans le Cameroun;

2° Par tous les militaires des armées de terre et de mer qui ne rentreront pas dans les cas prévus au paragraphe précédent, mais auront été cités à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou qui auront été ou seront, dans l'année de la promulgation de la présente loi, pensionnés à la suite de réforme prononcée pour blessure ou maladie contractée ou aggravée en service, ou encore pour troubles mentaux ;

3° Par les infirmières ayant appartenu pendant au moins six mois à des hôpitaux ou à des formations sanitaires de la zone des armées, ou qui, sans aucune obligation de séjour dans la zone des armées, auront contracté une maladie ou auront été blessées en service ou auront été citées à l'ordre du jour des armées françaises ou alliées, ou auront obtenu la médaille des épidémies.

Sont toutefois exceptées du bénéfice des trois alinéas qui précèdent les infractions prévues par les articles 169 à 183 inclus, 317, 330 à 334 inclus, 345 à 357 inclus, 361 à 366 inclus, 381 à 386 inclus, 400, 401 ; 402 quand il s'agira de cas de banqueroute frauduleuse ; 403 à 408 inclus, 430 à 433 inclus du Code pénal, et par les lois suivantes : loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés et lois la complétant, loi du 27 mai 1885 sur le vagabondage spécial, loi du 1^{er} août 1905 sur les fraudes alimentaires, lois du 12 février 1916 et du 16 octobre 1919 sur le trafic des monnaies et espèces nationales, loi du 20 octobre 1919 réprimant la fonte des monnaies d'or et d'argent, loi du 1^{er} juillet 1916 (art. 20) sur les bénéfices de guerre, loi du 20 août 1920 (art. 7) sur les fausses déclarations de dommages de guerre, loi du 1^{er} octobre 1917 (art. 10) sur la répression de l'ivresse, loi du 31 juillet 1920 réprimant la provocation à l'avortement et la propagande anticonceptionnelle, loi du 12 février 1924 remplaçant la loi du 3 février 1893 et réprimant les atteintes au crédit de l'État.

ART. 4. — Sous la réserve de ce qui a été dit à l'article 1^{er}, alinéa 15. ci-dessus, ou des exceptions prévues à l'article précédent et à l'article 5 ci-après, amnistie est accordée pour toutes les infractions commises avant le 12 novembre 1924 par tous ceux qui devant les tribunaux militaires, avant la promulgation de la présente loi, auront bénéficié, ou bénéficieront dans les six mois qui suivront la promulgation de celle-ci, d'un sursis à l'exécution de la peine par application des lois des 26 mars 1891, 28 juin 1904 et 27 avril 1916, ou dont la peine aura été suspendue par application des articles 150 du Code de justice militaire pour l'armée de terre et 180 du Code de justice militaire pour l'armée de mer.

Ne devra être considéré comme amnistié dans les cas prévus au présent article que le condamné dont le sursis n'aura pas été révoqué par une nouvelle condamnation devenue définitive avant la promulgation de la présente loi, ou dont la suspension de peine n'aura pas été révoquée avant la promulgation de la présente loi.

ART. 5. — En aucun cas, les dispositions des articles 3 et 4 ci-dessus ne s'appliqueront aux faits d'insoumission, de désertion à l'ennemi, d'intelli-

gence avec l'ennemi, de trahison, d'espionnage prévus par les articles 204, alinéa 1^{er}; 205, 206, 230, 238 du Code de justice militaire pour l'armée de terre; 262, alinéa 1^{er}; 263, 264, 309, 316 du Code de justice militaire pour l'armée de mer, et par la loi du 18 avril 1886 sur l'espionnage, ni aux faits de désertion qui font l'objet des dispositions spéciales des articles 9, 10, 11 ci-après.

ART. 6 à 15. — (*Amnistie pour infractions prévues par des articles du Code de justice militaire pour l'armée de terre et l'armée de mer.*)

ART. 16. — (*Recours contre les condamnations prononcées au cours de la guerre par les conseils de guerre et les cours martiales.*)

ART. 17. — Les mineurs de moins de dix-huit ans envoyés dans une colonie pénitentiaire, à raison d'infractions, autres que des crimes, amnistiées par la présente loi et pour lesquelles ils ont été acquittés comme ayant agi sans discernement, seront libérés, sur l'ordre de l'autorité pénitentiaire, mais seulement sur la demande du père ou de la mère non déchu de la puissance paternelle, du tuteur responsable ayant effectivement la garde du mineur, ou d'une œuvre charitable.

ART. 18. — Amnistie pleine et entière est accordée pour les délits et contraventions antérieurs au 9 juillet 1924, prévus par des lois françaises introduites dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin, du Haut-Rhin, mais à la condition que ces lois punissent des délits et des contraventions non prévus par les lois locales et que ces infractions ne soient pas exclues de l'amnistie par les articles 1^{er} (§ 14 et 15), 2 et 3 de la présente loi.

ART. 19. — Amnistie pleine et entière est accordée aux faits antérieurs au 9 juillet 1924 prévus par les dispositions des lois locales en vigueur dans les départements de la Moselle, du Bas-Rhin et du Haut-Rhin, lorsque ces dispositions correspondent à des faits ou infractions amnistiés par la présente loi.

ART. 20. — Sont réhabilités de plein droit les commerçants qui, antérieurement au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire.

Sont également réhabilités de plein droit les commerçant qui, pour des faits antérieurs au 9 juillet 1924, auront été déclarés par le tribunal de commerce en état de faillite ou de liquidation judiciaire. Il n'en sera ainsi qu'autant qu'en cas de faillite le commerçant aura, dans les délais fixés par les articles 438 et 439 du Code de commerce, fait la déclaration prévue par l'article 586, 4^o, du même code et qu'en cas de liquidation judiciaire, la requête aura été présentée par le débiteur dans les délais fixés par l'article 2 de la loi du 4 mars 1889.

Dans tous les cas les droits des créanciers seront expressément réservés.

ART. 21. — Dans aucun cas l'amnistie ne pourra être opposée aux droits des tiers, lesquels devront porter leur action devant la juridiction civile, si elle était du ressort de la cour d'assises, ou si la juridiction criminelle n'avait pas déjà été saisie, sans qu'on puisse opposer au demandeur la fin de non-recevoir tirée de l'article 46 de la loi du 29 juillet 1881.

ART. 22. — L'amnistie n'est pas applicable aux frais de poursuite et d'instance avancés par l'État, aux droits fraudés, restitutions, dommages-intérêts, ni aux sommes dues en vertu des transactions souscrites par les contrevenants.

ART. 23. — En cas de condamnation pour infractions multiples, le condamné est amnistié, si l'infraction amnistiée par la présente loi comporte la peine la plus forte ou en tout cas une peine égale à la peine prévue pour les autres infractions poursuivies, lors même que les juges, après avoir accordé les circonstances atténuantes pour cette infraction, auraient emprunté la répression à un article prévoyant une peine inférieure. Par exception aux dispositions ci-dessus, le bénéfice de l'amnistie ne sera pas acquis lorsqu'en cas d'inculpations multiples ou d'inculpations de délits connexes avec ceux amnistiés, l'une des infractions non amnistiées rentrera dans la catégorie des infractions exclues par les articles 2 et 3 ci-dessus.

ART. 24. — Il est interdit à tout fonctionnaire de l'ordre administratif ou judiciaire de rappeler ou de laisser subsister dans un dossier ou autre document quelconque, et sous quelque forme que ce soit, les condamnations et les peines disciplinaires effacées par l'amnistie ou par la grâce amnistiant.

L'interdiction prévue à l'alinéa qui précède ne concerne ni l'application de la disposition supprimant le droit de vote prévue à l'article 9 ci-dessus, ni les minutes des jugements ou arrêts déposés dans les greffes.

ART. 25. — La présente loi est également applicable, et sans autre promulgation par l'autorité locale, à l'Algérie, aux colonies, aux pays de protectorat ou de mandat, et à toutes condamnations prononcées par une juridiction française quelconque, quel que soit le territoire pour lequel elle ait compétence.

ART. 26. — Sont exceptés des dispositions de la présente loi les sujets des nations ayant été en guerre avec la France, sauf ceux qui auront contracté pendant la guerre un engagement dans les armées françaises ou alliées et auront combattu sous leurs drapeaux, à la condition qu'ils soient restés au moins six mois dans les unités combattantes.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 3 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

Édouard HERRIOT.

*Le Ministre de la Guerre,
Général NOLLET.*

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

René RENOULT.

*Le Ministre de la Marine,
Jacques-Louis DUMESNIL.*

LOI DU 24 JANVIER 1925

portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes) [1].

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 a à 28 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de dix-huit ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de dix-huit ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement.

« Art. 22. — Tout travail entre vingt-deux heures et cinq heures est considéré comme travail de nuit.

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives au minimum.

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un

(1) J. O. des 26 et 27 janvier 1925.

règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement, sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de seize à dix-huit ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus.

« *Art. 25.* — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre des journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de seize ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur.

« *Art. 26.* — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de seize ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

« *Art. 27.* — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de quatre heures et jusqu'à vingt-deux heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins.

« *Art. 28.* — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de quatre heures et jusqu'à minuit. »

ART. 2. — L'article 96 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« *Art. 96.* — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés

à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. »

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de seize ans pourront continuer à être occupés la nuit, dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur, jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement, en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
Justin GODART.

Le Ministre des Travaux publics,
Victor PEYTRAL.

LOI DU 2 FÉVRIER 1925

modifiant l'article 85 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant les bureaux de placement et offices départementaux (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — L'article 85 du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est remplacé par les dispositions suivantes :

« Art. 85. — Dans chaque commune, un registre constatant les offres et demandes de travail et d'emploi devra être ouvert à la mairie et mis gratuitement à la disposition du public. A ce registre sera joint un répertoire où seront classées les notices individuelles que les intéressés pourront librement joindre à leur offre ou à leur demande de travail.

« Les villes comptant une population municipale totale, égale ou supérieure à 10,000 habitants, sont tenues de créer un bureau municipal.

(1) J. O. du 6 février 1925 et erratum : J. O. du 27 février 1925.

« Si la création du bureau municipal de placement prescrite par le paragraphe précédent n'a pas été réalisée, il y sera procédé d'office par le préfet, après mise en demeure restée sans résultat adressée au conseil municipal.

« Les dépenses nécessitées par l'installation et le fonctionnement du bureau de placement créé en exécution des dispositions qui précèdent sont obligatoires pour les villes déterminées au paragraphe 2 du présent article. »

ART. 2. — Sont codifiées dans la teneur ci-après et formeront les articles 85 a à 85 e du Livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale les dispositions suivantes :

« *Art. 85 a.* — Dans chaque département, l'institution d'un office départemental de placement est comprise dans les dépenses obligatoires inscrites au budget départemental.

« Les offices départementaux ont pour objet d'organiser et d'assurer, dans toutes les communes de leur circonscription, le recrutement et le placement gratuits des travailleurs de l'agriculture, de l'industrie, du commerce, des professions libérales, ainsi que des domestiques et des apprentis.

« Il peut être créé facultativement plusieurs offices dans le même département, si le conseil général le décide.

« Des arrêtés préfectoraux déterminent, conformément aux délibérations du conseil général, le siège et la circonscription de chaque office départemental, son budget, son organisation, son fonctionnement et le mode de nomination de son personnel.

« Les conseils généraux peuvent, en outre, s'associer pour la création et le fonctionnement d'offices interdépartementaux de placement.

« *Art. 85 b.* — Dans chaque circonscription d'office départemental, un bureau municipal de placement, s'il en existe, peut être chargé, par arrêté préfectoral et après accord avec la municipalité intéressée, de former l'office départemental.

« Les bureaux municipaux de placement — ou, s'il a été fait application du paragraphe précédent, les bureaux de la circonscription autres que celui qui joue le rôle d'office départemental — ainsi que les services municipaux d'inscription des offres et demandes d'emplois, doivent être en relations, quant à leur fonctionnement technique, avec l'office départemental de leur circonscription.

« Chaque office départemental, de son côté, doit se tenir en rapports réguliers, notamment par l'échange de renseignements sur les excédents d'offres et de demandes de main-d'œuvre, avec les autres offices du département, ceux des autres départements, les offices interdépartementaux et avec l'office central institué auprès du Ministère du Travail.

« La correspondance postale échangée pour les besoins du service entre

tous ces bureaux et offices de placement est admise à circuler en franchise sous pli fermé.

« *Art. 85 c.* — Chaque bureau municipal ou office départemental peut, pour certaines professions, instituer des sections professionnelles. L'institution d'une section agricole est obligatoire dans chaque office départemental.

« Il est adjoint, à chaque bureau municipal et office départemental et, s'il y a lieu, par arrêté spécial, à chaque section professionnelle, une commission administrative chargée de contrôler les opérations de placement et de donner son avis pour toutes les questions intéressant le développement de ces institutions.

« Ces commissions doivent comprendre un nombre égal d'ouvriers ou employés et de patrons appartenant, autant que possible, aux professions qui font le plus souvent appel au placement.

« *Art. 85 d.* — Les offices départementaux et les bureaux municipaux des villes de plus de 100,000 habitants pourront, sur la demande des conseils généraux ou des conseils municipaux qui les ont institués, être constitués en établissement publics, par décret rendu en Conseil d'État.

« *Art. 85 e.* — Un règlement d'administration publique déterminera les autres conditions auxquelles devront, d'une manière générale, satisfaire les divers offices, bureaux ou sections professionnelles, notamment en ce qui concerne : la constitution des commissions paritaires, les mesures à prendre pour assurer la gratuité et la sincérité des opérations de placement des offices, l'impartialité en cas de conflits du travail, la coordination entre les divers bureaux et offices, etc. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 2 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*

RAYNALDY.

Le Ministre de l'Intérieur,
Camille CHAUTEPS.

LOI DU 7 AVRIL 1925

portant ratification de la convention concernant le travail de nuit des femmes, élaborée à Washington par la conférence internationale du travail, signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention sur le travail de nuit des femmes, signée à Paris, le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique conformément au projet de convention (2) élaboré par la conférence internationale du travail qui s'est réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, convention ouverte à l'adhésion des autres États, membres de l'organisation internationale du travail en vertu du protocole, en date du même jour, signé à Paris par la France et la Belgique.

Une copie authentique de ces actes sera annexée à la présente loi.

ART. 2. — L'approbation ainsi donnée aux dispositions du projet de convention concernant le travail de nuit des femmes adopté par la conférence internationale du travail réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, sera, conformément à l'article 405 du traité de Versailles, communiquée au secrétaire général de la Société des nations pour être enregistrée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 7 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*
Édouard HERRIOT.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
Justin GODART.

(1) J. O. du 9 avril 1925.

(2) Voir ce projet de convention au *Bulletin* 1921, page 138.

LOI DU 10 AVRIL 1925

portant ratification du décret du 25 février 1922 relatif au rattachement de l'administration des mines dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — Est ratifié le décret du 25 février 1922 (2), portant rattachement de l'administration des mines, dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 10 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

Le Ministre des Travaux publics,

Édouard HERRIOT.

Victor PEYTRAL.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,
Justin GODART.*

LOI DU 13 JUILLET 1925

portant fixation du budget général de l'exercice 1925 (3).

EXTRAITS.

.....

Impôt sur les salaires et traitements.

ART. 5. — Les trois premiers alinéas et le sixième alinéa de l'article 23 de la loi du 31 juillet 1917, modifié ou complété par les articles 1^{er} de la loi

(1) J. O. du 22 avril 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1923, page 7.

(3) J. O. du 14 juillet 1925.

du 25 juin 1920, 4 de la loi du 31 juillet 1920, 6 de la loi du 30 mars 1923 et 42 de la loi du 22 mars 1924, sont remplacés par les dispositions suivantes :

« 1^{er} et 2^e alinéas. — Les revenus provenant des traitements publics et privés, des indemnités et émoluments, des salaires, des pensions et des rentes viagères sont assujettis à un impôt portant sur la partie de leur montant annuel qui dépasse 7,000 francs.

« 3^e alinéa. — L'abattement ci-dessus sera augmenté, pour chaque contribuable soumis à l'impôt, d'une somme de 3,000 francs pour sa femme, si celle-ci n'a ni salaire ni revenus personnels, de 3,000 francs par enfant de moins de 18 ans et non salarié, et de 2,000 francs pour chacune des autres personnes à sa charge, dans les mêmes conditions que celles de l'article 7 de la loi du 25 juin 1920.

« 6^e alinéa. — En outre, pour le calcul de l'impôt, la fraction comprise entre le minimum exempté et 9,000 francs sera compté pour moitié. »

.....

*Taux des indemnités allouées aux fonctionnaires
pour charges de famille.*

ART. 187. — A compter du 1^{er} janvier 1925, les indemnités annuelles pour charges de famille allouées aux personnels civils et militaires de l'État dans les conditions prévues par l'article 11 de la loi du 18 octobre 1919, modifié par l'article 6 de la loi du 28 décembre 1923, sont fixées ainsi qu'il suit :

540 francs pour le premier enfant ;

720 francs pour le second ;

1,080 francs pour le troisième ;

1,260 francs pour chaque enfant à partir du quatrième.

Le supplément temporaire d'indemnité pour charges de famille institué par l'article 103 de la loi du 30 juin 1923 est supprimé.

Les sommes allouées depuis le 1^{er} janvier 1925 au titre du supplément temporaire de 120 francs seront précomptées sur les rappels à accorder par suite du relèvement du taux des indemnités pour charges de famille.

.....

LOI DU 24 JUILLET 1925

*portant réorganisation du régime administratif
des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle (1).*

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le commissariat général de la République à Strasbourg est supprimé à la date du 15 octobre 1925.

ART. 2. — Il est institué, sous l'autorité immédiate du Conseil des Ministres, une direction générale à laquelle ressortiront tous les services des départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle qui n'auront pas été rattachés au ministère duquel ils relèveraient de par leur nature.

Le directeur général sera, en outre, chargé, au nom du Président du Conseil, d'assurer l'unité de vues et d'action, ainsi que la solution des affaires dans les services rattachés aux ministères compétents, notamment en ce qui concerne tous projets ayant pour objet, soit de modifier la législation, l'administration ou le régime fiscal spéciaux aux trois départements, soit d'y faire exécuter des travaux importants d'utilité publique.

ART. 3. — La Direction générale comprendra :

1° A Paris : un service central chargé des travaux législatifs, du contrôle et de la centralisation des affaires préparées par les services de Strasbourg, ainsi que de la liaison avec les différents ministères pour les services qui leur sont rattachés ;

2° A Strasbourg :

a. Le service de l'instruction publique ;

b. Le service des cultes ;

c. L'office des assurances sociales ;

d. Un service spécial chargé de centraliser et d'instruire toutes les réclamations relatives à l'interprétation ou à l'application des statuts locaux du personnel et de pensions.

Les questions relatives aux statuts locaux pourront être soumises à une commission consultative composée en nombre égal de représentants du Gouvernement et du personnel qui siégera dans la même ville et sera présidée par le Directeur général ou son délégué. En cas de partage, la voix du président sera prépondérante.

La composition et le fonctionnement de ce service et de cette commission seront fixés par décret.

(1) J. O. du 29 juillet 1925.

ART. 4. — Dans un délai de trois mois à dater de la promulgation de la présente loi, les directions et services ayant appartenu précédemment au commissariat général de la République et qui ne sont pas énumérés à l'alinéa 2 du précédent article, seront, par décrets rendus dans les conditions des alinéas 2 et 3 de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1919 relative au régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine, soit supprimés, soit rattachés aux ministères desquels ils relèvent de par leur nature. Toutefois, les préfets du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle continueront à relever du Président du Conseil.

Les propositions soumises par les préfets au Président du Conseil lui seront, en ce qui concerne les affaires relevant des services généraux, maintenues à **Strasbourg**, adressées par l'intermédiaire de ceux-ci.

Le Président du Conseil pourra donner délégation au Directeur général, ainsi qu'aux directeurs des services énumérés à l'alinéa 2 du précédent article pour statuer en son nom sur certaines affaires.

ART. 5. — L'alinéa 2 de l'article 62 de la loi du 31 décembre 1921 est modifié ainsi qu'il suit :

« Les crédits afférents aux services du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, non encore rattachés aux ministères correspondants, ne figureront que pour ordre dans les budgets de ces ministères ; ils seront inscrits dans une annexe spéciale au budget du ministère dirigé par le Président du Conseil et seront administrés par lui. »

ART. 6. — Les fonctionnaires de toute catégorie, occupant dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle des emplois supprimés en exécution de la présente loi, seront pourvus d'emplois d'un grade équivalent, soit dans les cadres de l'administration générale, soit dans les autres services de l'État.

Ils conserveront, en attendant, leurs traitements et indemnités.

ART. 7. — Les alinéas 2 et 3 de l'article 4 et l'alinéa 3 de l'article 6 de la loi du 17 octobre 1919 cesseront d'être en vigueur à l'expiration du délai d'un an à dater de la promulgation de la présente loi.

Sont abrogées les dispositions de la loi du 17 octobre 1919 contraires à la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 24 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Président du Conseil.

Ministre de la Guerre.

Paul PAINLEVÉ.

LOI DU 25 JUILLET 1925

accordant le repos hebdomadaire, par roulement, au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 51 du Livre II du Code du travail prend le numéro 50 *a* et il est inscrit dans ledit code un article 50 *b* ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente section sont applicables au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 25 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

LOI DU 6 AOÛT 1925

autorisant la ratification de la convention concernant le travail de nuit des enfants dans l'industrie, élaborée à Washington par la Conférence internationale du travail, signée à Paris le 24 janvier 1921 par la France et la Belgique (2).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le Président de la République est autorisé à ratifier la convention sur le travail de nuit des enfants (3), signée à Paris le 24 janvier 1921, par la France et la Belgique, conformément au projet de convention élaboré par la Conférence internationale du travail, qui s'est réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, convention ouverte à

(1) *J. O.* du 29 juillet 1925.

(2) *J. O.* du 9 août 1925.

(3) Voir ce projet de convention *Bulletin* 1921, page 145.

L'adhésion des autres États, membres de l'organisation internationale du travail, en vertu du protocole, en date du même jour, signé à Paris par la France et la Belgique.

Une copie authentique de ces actes sera annexée à la présente loi.

ART. 2. — L'approbation ainsi donnée aux dispositions du projet de convention concernant le travail de nuit des enfants adopté par la Conférence internationale du travail, qui s'est réunie à Washington du 29 octobre au 29 novembre 1919, sera, conformément à l'article 405 du traité de Versailles, communiquée au secrétaire général de la Société des nations pour être enregistrée.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Vizille, le 6 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Affaires étrangères,

Aristide BRIAND.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

LOI DU 24 DÉCEMBRE 1925

modifiant l'article 80, alinéa 2, et l'article 87 du Livre IV du Code du Travail et de la Prévoyance sociale, concernant les conseils de prud'hommes, en élevant le taux de la compétence en dernier ressort de ces tribunaux (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE promulgue la loi dont la teneur suit :

ARTICLE PREMIER. — Le second alinéa de l'article 80 du Livre IV du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié ainsi qu'il suit :

« Les jugements des conseils de prud'hommes sont définitifs et sans appel, sauf du chef de la compétence, lorsque le chiffre de la demande n'excède pas six cents francs (600 fr.) en capital. »

ART. 2. — L'article 87 du Livre IV du Code du Travail et de la Prévoyance sociale est modifié ainsi qu'il suit :

« Si la demande est supérieure à six cents francs (600 fr.), il peut être

(1) J. O. du 25 décembre 1925.

fait appel des jugements des conseils de prud'hommes devant le tribunal civil. »

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Paris, le 24 décembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

René RENOULT.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 10 FÉVRIER 1921

*relatif à la composition des Comités départementaux
de l'enseignement technique (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts;

Vu l'article 8 de la loi du 25 juillet 1919 (1) sur l'organisation de l'enseignement technique industriel et commercial;

Vu l'avis du conseil supérieur de l'enseignement technique, en date du 14 décembre 1920,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les Comités départementaux de l'enseignement technique comprennent des membres de droit, des membres élus et des membres nommés par le préfet.

ART. 2. — Dans le département de la Seine, le Comité départemental comprend :

1° Des membres de droit, savoir :

Le préfet de la Seine, ou à son défaut le secrétaire général de la préfecture de la Seine, président du comité;

Le président de la Commission de l'enseignement au Conseil municipal de Paris, vice-président;

Un inspecteur général de l'enseignement technique, désigné par le Sous-Secrétaire d'État de l'enseignement technique;

(1) J. O. du 28 février 1921 (errata : J. O. du 4 mars 1921).

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 242.

L'inspecteur de l'enseignement artistique des écoles professionnelles de la ville de Paris :

Le directeur de l'Office départemental de placement ;

L'inspecteur divisionnaire du travail ;

Le directeur de l'enseignement primaire de la Seine ;

Deux inspecteurs ou inspectrices de l'enseignement technique, désignés par le Sous-Secrétaire d'État de l'enseignement technique.

2° Des membres élus, savoir :

Deux conseillers généraux, désignés par leurs collègues ;

Deux membres du Conseil municipal de Paris, désignés par leurs collègues ;

Six chefs d'entreprise industrielle ou commerciale ou petits patrons ou artisans qui forment des apprentis, désignés par la Chambre de commerce de Paris ;

Trois ouvriers, désignés par les ouvriers, employés d'usines ou d'ateliers, membres de la Commission locale professionnelle du département de la Seine ;

Trois employés, désignés par les employés de commerce, membres de la Commission locale professionnelle du département de la Seine ;

Six maîtres ou maîtresses d'apprentissage désignés par leurs collègues.

3° Des membres nommés par le préfet et choisis :

Au nombre de cinq, au maximum, parmi les directeurs, ingénieurs, professeurs, professeurs techniques ou professeurs techniques adjoints des écoles et cours techniques du département ou parmi les personnes que leurs expérience des choses de l'enseignement technique qualifie notoirement pour apporter un concours utile au comité ;

Au nombre de cinq, au maximum, parmi le personnel de maîtrise, chefs de fabrication, contremaîtres ou assimilés, représentants, chefs de rayon ou assimilés, ouvriers des établissements industriels ou commerciaux.

ART. 3. — Dans les autres départements, le Comité départemental comprend :

1° Des membres de droit :

Le préfet ou, à son défaut, le secrétaire général de la préfecture, président du comité ;

Un inspecteur de l'enseignement technique, désigné par le Sous-Secrétaire d'État de l'enseignement technique, vice-président ;

L'inspecteur de l'enseignement artistique de la circonscription dont fait partie le département ou son représentant, désigné par le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts ;

Le directeur de l'Office départemental de placement ;

Le maire de la ville, siège du comité ou son délégué;

Les inspecteurs de l'enseignement technique exerçant dans le département;

L'inspecteur d'académie;

L'inspecteur divisionnaire du travail de la région ou son délégué.

2° Des membres élus :

Deux conseillers généraux, désignés par leurs collègues;

Quatre chefs d'entreprise industrielle ou commerciale ou petits patrons qui forment des apprentis, désignés par la Chambre de commerce; s'il existe plusieurs Chambres de commerce dans le département, ces membres sont désignés, après entente provoquée par le préfet, entre les présidents de ces compagnies;

Deux ouvriers, désignés par les ouvriers, employés d'usines ou d'ateliers, membres des Commissions locales professionnelles instituées dans le département;

Deux employés, désignés par les employés de commerce, membres des Commissions locales professionnelles instituées dans le département;

Trois maîtres ou maîtresses d'apprentissage, désignés par leurs collègues.

3° Des membres nommés par le préfet et choisis :

Au nombre de cinq, au maximum, parmi les directeurs, ingénieurs, professeurs, professeurs techniques ou professeurs techniques adjoints des écoles et cours techniques du département ou parmi les personnes que leurs expérience des choses de l'enseignement technique qualifié notoirement pour apporter un concours utile au comité;

Au nombre de cinq, au maximum, parmi le personnel de maîtrise, chefs de fabrication, contremaîtres ou assimilés, représentants, chefs de rayon ou assimilés, ouvriers des établissements industriels ou commerciaux.

ART. 4. — Les Comités départementaux sont renouvelés tous les quatre ans.

Les membres qui font partie de ces comités, à raison de leurs fonctions administratives ou électives, doivent être remplacés à partir du moment où ils cessent d'être investis de ces fonctions. Leur remplacement doit avoir lieu dans les six mois de la vacance.

ART. 5. — Le Comité départemental peut adjoindre à ses membres des personnes étrangères pour constituer des commissions spéciales en vue de l'étude d'une question relative à l'enseignement technique.

ART. 6. — Les comités de deux ou plusieurs départements peuvent se concerter sur les questions communes relatives à l'enseignement technique.

ART. 7. — Les fonctions de membres des Comités départementaux de l'enseignement technique sont gratuites.

Des indemnités de déplacement et de séjour peuvent être allouées par le Conseil général aux membres des Comités départementaux et aux inspecteurs régionaux et départementaux.

ART. 8. — Le Comité départemental se réunit au moins deux fois par an, sur la convocation de son président; il peut être convoqué extraordinairement sur la demande du tiers de ses membres.

Une commission permanente, composée de membres choisis dans son sein par le Comité départemental, assurera le fonctionnement entre ses réunions.

ART. 9. — Les délibérations du Comité départemental sont prises à la majorité absolue, la moitié plus un des membres étant présents; la voix du président est prépondérante.

ART. 10. — Une copie du procès-verbal de chaque séance, signée du président, est transmise au Sous-Secrétaire d'État de l'enseignement technique.

Lorsque le comité statue en première instance sur les oppositions à l'ouverture d'une école technique privée, formée dans les conditions prévues par l'article 26 de la loi du 25 juillet 1919, ainsi que sur les poursuites disciplinaires intentées contre les directeurs des écoles privées par application de l'article 30 de ladite loi, il fait parvenir au Sous-Secrétaire d'État de l'enseignement technique une expédition de sa décision en cette matière.

ART. 11. — Par mesure transitoire, dans les départements où les dispositions des articles 2 et 3 du présent décret ne seront pas encore mises en application, six membres dans le département de la Seine et trois membres dans les autres départements sont, en l'absence de maîtres ou maîtresses d'apprentissage, désignés par le préfet parmi le personnel enseignant des cours professionnels du département pour faire partie du Comité départemental de l'enseignement technique.

ART. 12. — Le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts est chargé de l'exécution du présent décret qui sera inséré au *Bulletin des lois* et au *Journal officiel de la République française*.

Fait à Paris, le 10 février 1921.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

LÉON BÉRAUD.

Par décret en date du 24 février 1921, rendu sur la proposition de M. le Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts, le décret du 10 février 1921 est complété par la mesure transitoire suivante :

« ARTICLE UNIQUE. — Par mesure transitoire, dans les départements où les Commissions locales professionnelles prévues par l'article 39 de la loi du 25 juillet 1919 n'auraient pas encore été instituées, les dispositions de l'article 2 du décret du 24 octobre 1911 seront maintenues en vigueur en ce qui concerne la désignation des membres ouvriers et des membres employés des Comités départementaux de l'enseignement technique ; le nombre de ces membres restant fixé comme il est dit aux articles 2 et 3 du décret du 10 février 1921. »

DÉCRET DU 1^{er} MAI 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville du Havre (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de l'Hygiène,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 15 août 1923 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières, et notamment les articles 2, § 3, et 7 conçus comme suit :

« Art. 2, § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe. »

« Art. 7. — Lorsque, dans une profession et dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées que les travaux visés à l'article 5 ne nécessitent qu'une prolongation de la durée du travail inférieure aux durées prévues par ledit article ou que les travaux urgents auxquels les établissements de la localité et de la profession ont à faire face ne nécessitent qu'un nombre d'heures supplémentaires inférieur au nombre fixé à l'article 6, 2^e, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel » ;

(1) Journal officiel du 6 mai 1924.

(2) Voir Bulletin 1923, page 42.

Vu l'accord conclu au Havre, le 12 décembre 1923, entre l'Union des commerçants du Havre et le syndicat des employés de magasins de la ville du Havre;

Vu la demande formulée par lesdites organisations;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la ville du Havre est établi, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret sus-visé du 15 août 1923, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après :

Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine, savoir :

De 9 heures à 12 heures et de 14 heures à 19 heures.

Toutefois, les établissements ou parties d'établissements qui assurent à leur personnel le repos collectif du dimanche entier pourront substituer à ce régime de répartition la répartition suivante :

De 13 h. 1/2 à 19 heures le lundi;

De 8 h. 1/2 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures du mardi au samedi.

La journée de travail pourra se terminer une demi-heure, une heure ou deux heures plus tard les jours où il sera fait usage des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail, dans les conditions déterminées à l'article 2 du présent décret.

Seuls seront admis à bénéficier des dispositions de l'article 4, § 3, du décret du 15 août 1923, visant la faculté de prévoir, pour certains employés appelés à assurer la mise en place des étalages ou des travaux de nettoyage, une demi-heure au maximum de travail en sus de la durée du travail du reste du personnel, moyennant un repos compensateur d'égale durée au cours de la journée de travail, les établissements ou parties d'établissements qui auront adopté la limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine..

La faculté de prolongation ne pourra être utilisée qu'entre huit heures et demie et neuf heures et le repos compensateur devra être ajouté au repos de midi ou donné en fin de journée.

ART. 2. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, § 2^o, du décret précité du 15 août 1923, le nombre d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail pouvant être affectées à la vente au public ne devra pas excéder quarante-six heures par an. Ces heures ne pourront être utilisées qu'aux jours ci-après désignés et dans les limites ci-après indiquées :

Une demi-heure chaque samedi, sauf les veilles de Pâques et de la Pentecôte où la prolongation du travail pourra atteindre une heure;

Une demi-heure les cinq jours ouvrables autres que le samedi, précédant Pâques, la Pentecôte, Noël et le 1^{er} janvier ;

Une heure les veilles de l'Ascension, du 14 juillet, du 15 août, de la Toussaints et de la fête locale ;

Deux heures les veilles de Noël et du 1^{er} janvier.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de l'Hygiène est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de l'Hygiène,*

DANIEL-VINCENT.

DÉCRET DU 1^{er} MAI 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires de la ville de Nancy (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de l'Hygiène,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 15 août 1923 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières et notamment l'article 2, § 3, conçu comme suit :

« § 3. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire, ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe » ;

Vu l'accord intervenu le 7 septembre 1923 entre la fédération des commerçants détaillants de Nancy, la fédération des commerçants détaillants en chaussures

(1) *Journal officiel* du 6 mai 1924.

(2) Voir *Bulletin* 1923, page 42.

et divers chefs d'établissements de Nancy, d'une part, et l'association générale des employés de Nancy, d'autre part ;

Vu les demandes formulées par les signataires de l'accord susvisé et par l'Union des syndicats professionnels féminins ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Nancy, pour tous les établissements ou parties d'établissements dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, est établi le régime uniforme ci-après de répartition du travail :

De huit heures et demie à dix-huit heures et demie avec un repos de deux heures consécutives.

Pendant les mois de mars, avril, mai, juin, septembre, octobre, novembre et décembre, la journée de travail pourra commencer à huit heures et se terminer à dix-neuf heures, afin de permettre l'utilisation des crédits de dérogation et de récupérations prévue par le décret du 15 août 1923 précité.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa promulgation au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail et de l'Hygiène est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de l'Hygiène,*
DANIEL-VINCENT.

DÉCRET DU 1^{er} MAI 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans la ville de Bordeaux (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

(1) *Journal officiel* du 6 mai 1924.

Vu le décret du 15 août 1923 (1), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de cent mille habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières, et notamment les articles 2, § 3 et 7, conçus comme suit (2) :

.....

Vu l'accord conclu à Bordeaux, le 10 novembre 1923, entre les organisations d'employeurs et d'employés ci-après désignées : Syndicat des Commerçants détaillants de la Gironde; Syndicat de la Couture et de la Mode; Syndicat des Chausseurs bordelais et du Sud-Ouest; Société syndicale des Tailleurs et Confectionneurs pour hommes et pour dames, de Bordeaux et de la Région; Syndicat des patrons teinturiers et nettoyeurs de Bordeaux; Syndicat des négociants en chaussure de détail de Bordeaux; Syndicat des libraires du Sud-Ouest; Syndicat du petit commerce de détail de la Gironde; Syndicats des Bijoutiers, Joailliers, Horlogers, Orfèvres, Graveurs et des industries qui s'y rattachent de Bordeaux et de la Gironde, d'une part; — Chambre syndicale des Employés de commerce; Union des Commis et Comptables de la Gironde; Syndicat professionnel des Employés de la Gironde; Syndicats professionnels féminins « La Gerbe »; Syndicats professionnels féminins « La Ruche », d'autre part;

Vu la demande formulée par lesdites organisations;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la ville de Bordeaux est établi, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret susvisé du 15 août 1923, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après :

La répartition des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine devra s'effectuer à raison de huit heures cinquante minutes les cinq premiers jours, du lundi au vendredi inclus, et de trois heures cinquante minutes le samedi matin, selon l'horaire ci-après :

De 8 h. 10 à 12 heures et de 14 heures à 19 heures, du lundi au vendredi;

De 8 h. 10 à 12 heures le samedi.

Dans les cas où la récupération des heures perdues dans les conditions prévues à l'article 3 du décret du 15 août 1923, se ferait par suspension du repos de l'après-midi du samedi, la répartition des heures déterminée ci-dessus pour les cinq autres jours ouvrables, s'appliquerait également à la journée du samedi.

ART. 2. — Les catégories de personnel pour lesquelles l'article 5 du décret susvisé du 15 août 1923 (alinéas 1^o et 2^o, 3^o, 4^o et 6^o) prévoit une

(1) Voir *Bulletin* 1923, page 42.

(2) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 26.

prolongation de travail d'une heure au maximum au-delà des limites fixées en conformité de l'article 2 dudit décret, bénéficieront, dans le cours de la journée, d'un repos intercalaire de quinze minutes au minimum pour la collation dite « casse-croûte ».

Le nombre des heures de prolongation devra être limité de telle sorte que le total des heures effectuées par ce personnel, en sus de la durée du travail fixée par l'article 2 du décret du 15 août 1923, au titre des dérogations permanentes, des récupérations ou des dérogations temporaires pour surcroît extraordinaire de travail, n'excède pas 225 par an.

ART. 3. — La dérogation de l'article 5, alinéa 5°, du décret susvisé du 15 août 1923 est supprimée en ce qui concerne les chefs d'atelier ou de rayon.

ART. 4. — Par dérogation aux dispositions de l'article 5, alinéa 7° du décret susvisé du 15 août 1923, la prolongation de la durée du travail des conducteurs d'automobiles, livreurs et encaisseurs attachés au service de livraison ne pourra dépasser une heure par jour, pour les livraisons effectuées dans la ville de Bordeaux.

Pour les conducteurs d'automobiles, livreurs et encaisseurs affectés au service des livraisons, en dehors de la ville de Bordeaux, ainsi que pour les charretiers et les voituriers, le total des heures de dérogation effectuées en application de l'alinéa 7° de l'article 5 précité, y compris le temps consacré au repas de midi, ne pourra excéder 800 par an.

ART. 5. — Par dérogation aux dispositions de l'article 6, § 2°, du décret précité du 15 août 1923, le nombre des heures supplémentaires pour surcroît de travail, ne pourra dépasser quatre-vingts par an. Ces heures ne pourront être utilisées qu'à magasin fermé, pour les travaux de rangement des marchandises, préparation des étalages, mises en vente, inventaires et toutes autres opérations préparatoires ou complémentaires de la vente.

ART. 6. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 7. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 1^{er} mai 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de l'Hygiène,
DANIEL-VINCENT.*

DÉCRET DU 21 MAI 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition des heures de travail dans les magasins de la ville de Lille où s'exerce le commerce de détail de vêtements confectionnés (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail et de l'Hygiène,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 15 août 1923 (2) portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières et notamment l'article 2, § 3 ainsi conçu (3) :

.....

Vu l'accord conclu à Lille, le 7 décembre 1923, entre la Chambre syndicale des maîtres tailleurs et des tailleurs-confectionneurs de Lille, d'une part, le Syndicat des employés et le Syndicat des dames employées, d'autre part ;

Vu la demande formulée par lesdites organisations ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la ville de Lille est établi, pour tous les établissements ou parties d'établissements où s'exerce le commerce de détail de vêtements confectionnés et qui ne constituent pas des dépendances immédiates d'entreprises de confections de vêtements, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après :

De neuf heures à dix-neuf heures, avec repos intercalaire de deux heures consécutives pris dans les conditions qui seront fixées par le règlement de chaque établissement.

ART. 2. — Les prolongations de la journée de travail en vertu des dispositions des articles 4, 5 et 6, § 2, du décret du 15 août 1923 ne pourront avoir pour effet de prolonger cette journée de plus d'une heure. Cette heure sera placée au début de la journée de travail, qui commencera alors à huit heures au lieu de neuf heures.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

(1) *Journal officiel* du 27 mai 1924.

(2) Voir *Bulletin* 1923, page 42.

(3) Voir ce paragraphe ci-dessus, page 28.

ART. 4. — Le Ministre du Travail et de l'Hygiène est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 21 mai 1924.

A. MILLERAND.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail
et de l'Hygiène,
DANIEL-VINCENT.*

DÉCRET DU 2 AOÛT 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Vichy (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, § 3 et 7 conçus comme suit :

« § 3. Dans les magasins et salons de coiffures pour hommes et pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine, à Paris, et dans les autres villes comptant plus de 500,000 habitants ; 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500,000 habitants et au moins 100,000 habitants ; 60 heures par semaine, dans les villes comptant moins de 100,000 habitants. »

« § 7. Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins grande du territoire ou dans une localité déterminée demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe » ;

Vu la demande formulée, le 15 novembre 1923, par la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Vichy ;

(1) *Journal officiel* des 11 et 12 août 1924 (erratum *Journal officiel* du 14 août 1924).

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

Vu, à défaut d'organisation professionnelle ouvrière, la consultation du personnel des établissements intéressés ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Vichy, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

Du 1^{er} mai au 30 septembre inclus, de huit heures à dix-neuf heures, avec repos de douze heures à treize heures, du lundi au samedi inclus, le repos hebdomadaire étant fixé au dimanche ;

Du 1^{er} octobre au 30 avril inclus : de huit heures à dix-neuf heures, avec repos de douze heures à treize heures du mardi au samedi inclus, et de huit heures à treize heures le dimanche, le repos hebdomadaire étant fixé au lundi.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 août 1924.

GASTON DOUMERGUE,

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 18 NOVEMBRE 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des villes de Troyes et Sainte-Savine (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

(1) *Journal officiel* du 22 novembre 1924 (erratum : *Journal officiel* du 26 novembre 1924).

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (1), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7, conçus comme suit :

« § 3. — Dans les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, en raison du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée au premier paragraphe du présent article :

« 54 heures par semaine à Paris et dans les autres villes comptant plus de 500,000 habitants ;

« 57 heures par semaine dans les villes comptant au plus 500,000 habitants et au moins 100,000 habitants ;

« 60 heures par semaine dans les villes comptant moins de 100,000 habitants.

« § 6. — Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum hebdomadaire de travail effectif dans les magasins et salons de coiffure pour hommes et dans les magasins et salons de coiffure pour dames correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le paragraphe 3 du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire, par arrêté ministériel. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

« § 7. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition des heures pour tous les établissements de la profession dans la région, la localité ou les quartiers, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe » ;

Vu la demande de la Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Troyes et Sainte-Savine, transmise par l'inspecteur départemental du travail, le 2 juin 1924 ;

Vu l'accord intervenu, le 30 mai 1924, entre la Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Troyes et de Sainte-Savine et le Syndicat des ouvriers coiffeurs du département de l'Aube ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Troyes et Sainte-Savine, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence réduites à 57 heures par semaine :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos le dimanche : du lundi au samedi inclus, de 8 h. 15 à 19 h. 15, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ;

(1) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant un repos hebdomadaire d'une journée et demie du dimanche 12 h. 30 au mardi matin : les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ; le dimanche, de 8 heures à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 23 NOVEMBRE 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de la ville de Reims (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (4) :

.....

Vu la demande formulée, les 31 mars et 25 juillet 1924, par le Syndicat patronal des coiffeurs de Reims ;

Vu la consultation du Syndicat ouvrier ;

(1) *Journal officiel* du 30 novembre 1924.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Reims, pour tous les magasins et salons de coiffure, pour hommes et pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

I. Maisons donnant le repos hebdomadaire le dimanche : de 7 h. 45 à 19 h. 15, avec repos de 12 heures à 13 h. 30.

II. Maisons donnant le repos hebdomadaire le lundi.

a. *Horaire d'été.*

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 45 à 19 h. 45, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ; le samedi, de 7 h. 45 à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ; le dimanche de 6 h. 45 à 15 heures, avec repos de 12 heures à 13 heures.

b. *Horaire d'hiver.*

Les mardi, mercredi, jeudi et vendredi, de 7 h. 45 à 19 h. 45, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ; le samedi, de 7 h. 45 à 20 heures, avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ; le dimanche, de 7 h. 45 à 16 heures, avec repos de 12 heures à 13 heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

DÉCRET DU 23 NOVEMBRE 1924

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les pharmacies vendant au détail de Troyes et Sainte-Savine (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 17 août 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les pharmacies vendant au détail et notamment l'article 3, § 1^{er}, 4 et 5 conçus comme suit :

« § 1^{er}. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} ne pourra excéder neuf heures et demie par jour **ouvrable**.

« § 4. — Lorsque dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée il est constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le maximum journalier de travail effectif dans les pharmacies vendant au détail correspond à une durée de présence inférieure à celle qui est fixée par le premier paragraphe du présent article, un régime différent, tenant compte de ces accords, pourra être fixé, à titre provisoire par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

« § 5. — Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande, par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, là où il en existe » ;

Vu la demande formulée par le Syndicat des préparateurs en pharmacie de Troyes, le 13 juin 1924 ;

Vu l'accord intervenu le 1^{er} mai 1924 entre le syndicat des préparateurs en pharmacie et l'Union pharmaceutique de Troyes ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des villes de Troyes et Sainte-Savine, pour tous les établissements ou parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du décret précité du 17 août 1921, est institué le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à neuf heures :

De huit heures à dix-neuf heures, avec repos de deux heures consécutives placé au choix des intéressés.

(1) *Journal officiel* du 30 novembre 1924.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 35.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 novembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 18 DÉCEMBRE 1924

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication du papier (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 31 août 1920, page 12.728, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la fabrication du papier, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables

(1) J. O. du 31 décembre 1924 (erratum : J. O. du 3 janvier 1925).

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Fabrication de pâtes à papier de toutes catégories (fabrication mécanique, mi-chimique et chimique de pâte de bois, de chiffons, de paille, d'alfa et autres dérivés de la cellulose).

Fabrication du papier, de la carte, du carton.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^o et 2^o du premier paragraphe, et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur deux ou quatre semaines, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande, par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, manque de matières premières, sinistres), une pro-

longation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective de travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au 2° du paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective de travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire, en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

Art. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et, éventuellement, pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles

commencera et finira chaque période de travail, et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder, soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application de l'article 3, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues à l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1^o Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries, autoclaves, chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement.

Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs, employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage ;

Une heure et demie au maximum.

Deux heures au maximum le lendemain de chaque journée de chômage.

2^o Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsqu'elles n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles ;

Deux heures au maximum.

3° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des fours, machines et autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement ;

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant ;

5° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ;

6° Travail des ouvriers spécialement employés au service direct des fours, quand ce service doit rester continu pendant plus d'une semaine ;

7° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement ;

8° Travail du personnel occupé aux travaux de chargement ou de déchargement des wagons, bateaux ou charrettes de paille ou de bois, dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement desdits travaux dans les délais de rigueur ;

9° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, service d'incendie ; préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles ;

10° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires ; personnel préposé au nettoyage des locaux et à l'emballage.

Une heure au maximum, avec faculté de faire travailler ces ouvriers dix heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer.

Une heure au maximum.

La durée de travail ou de présence pourra être prolongée d'un nombre d'heures égal au plus à la moitié de la durée normale le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.

Deux heures au maximum.

Deux heures au maximum.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Deux heures au maximum.

Dans les établissements où, à la date du 1^{er} novembre 1924, le mode de

fonctionnement des machines et appareils à marche continue, autres que les fours, exigeait une prolongation de la durée normale du travail, le jour où s'opère le décalage des équipes, la dérogation prévue sous le n° 6 du paragraphe précédent s'appliquera au travail des ouvriers spécialement occupés au service direct de ces machines et appareils, pendant une période de six mois à dater de la publication du présent décret. A l'expiration de cette période, ces établissements devront avoir adopté un régime de travail permettant d'assurer la limitation de la durée du travail effectif de chaque équipe aux maxima fixés en vertu de l'article 2 du présent décret.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles qui sont visées sous les n°s 9 et 10, applicables aux personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum : 150 heures par an. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet

de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 18 décembre 1924.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 7 JANVIER 1925

portant règlement d'administration publique sur le repos hebdomadaire des clercs des études dans les offices ministériels (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et du Ministre du Travail ;

Vu l'article 51 du Livre II du Code du Travail, complété par la loi du 19 avril 1924 (2), assurant le repos hebdomadaire aux clercs des études dans les offices ministériels :

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le préavis prévu par l'article 51 du Livre II du Code du Travail est envoyé par l'officier public ou ministériel intéressé au président ou syndic de la chambre de discipline dont il relève, si cet officier public ou ministériel est lui-même ce président ou syndic, ou, s'il n'y a pas de chambre de discipline, le préavis est envoyé au parquet.

(1) *J. O.* du 11 janvier 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 24.

Cet envoi a lieu au plus tard la veille du jour du repos compensateur, lorsque ce jour est choisi dans les six jours qui précèdent le dimanche où le repos sera supprimé et, la veille de ce dimanche, lorsque le repos est fixé à l'un des six jours qui le suivent.

Le préavis indique :

1° Le ou les dimanches où l'officier public ou ministériel procédera à des adjudications immobilières ou mobilières pour lesquelles il sera accompagné de clercs ;

2° Le nom de ces clercs ;

3° Le ou les jours où le repos compensateur leur sera accordé.

Ces mentions seront reportées, à la date de l'envoi du préavis et avec l'émargement du ou des clercs qu'elles concernent, sur un registre spécial que l'officier public ou ministériel tient constamment à jour et présente, pour qu'il soit contrôlé et visé, à toute réquisition de la chambre de discipline ou du parquet,

La chambre de discipline conserve les préavis reçus par elle et les transmet en fin de chaque mois au parquet.

ART. 2. — Le Garde des Sceaux, Ministre de la Justice et le Ministre du Travail sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 7 janvier 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

René RENOULT.

Le Ministre du Travail,

Justin GODART.

DÉCRET DU 2 FÉVRIER 1925

relatif à l'application au personnel de l'Inspection du travail de la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires, et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et du Ministre des Finances ;

(1) J. O. du 15 février 1925.

Vu la loi du 17 avril 1924 (1), réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État;

Vu l'article 101 du Livre II du Code du Travail ainsi conçu :

« Un décret rendu après avis du Comité consultatif des arts et manufactures et de la Commission supérieure du travail détermine les départements dans lesquels il y a lieu de créer des inspecteurs départementaux. Il fixe le nombre, le traitement et les frais de tournées de ces inspecteurs. »

Vu le décret du 22 septembre 1913 relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919, 29 mars, 24 novembre 1920 et 15 juillet 1922 :

Vu le décret du 8 juillet 1924 (2), relatif à l'application au personnel de l'inspection du travail de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 et de la loi du 31 mars 1924 relatifs aux rappels d'ancienneté pour services militaires obligatoires;

Vu l'avis du comité consultatif des arts et manufactures;

Vu l'avis de la commission supérieure instituée par l'article 112 du Livre II du Code du Travail,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Les Inspecteurs du travail ayant droit à ancienneté supplémentaire par application de la loi du 17 avril 1924 seront promus dans les conditions prévues par le décret du 8 juillet 1924, relatif à l'application, dans le Service de l'Inspection du travail, des dispositions de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 et de la loi du 31 mars 1924.

ART. 2. — Les promotions de classe à l'ancienneté des Inspecteurs du travail seront faites dans l'ordre d'ancienneté de classe au 1^{er} janvier 1924, tel qu'il s'établit après attribution d'ancienneté supplémentaire par application de la loi du 17 avril 1924 et du présent décret.

Hors le cas où il l'aurait déjà dépassé dans l'ordre d'ancienneté de classe antérieur au 1^{er} janvier 1924 et celui où il justifierait d'une ancienneté totale supérieure, aucun bénéficiaire de la loi du 17 avril 1924 et du présent décret ne peut prendre rang à l'ancienneté, avant un autre inspecteur ou inspectrice entré avant lui en service.

Pour la détermination du rang d'ancienneté de classe au 1^{er} janvier 1924, il est fait état de la durée des services effectifs dans la classe augmentée de l'ancienneté supplémentaire pour services militaires obligatoires dont il n'a pas encore été tenu compte lors d'une promotion antérieure et, éventuellement, des majorations d'ancienneté restant à attribuer pour services dans les régions dévastées par application du décret du 6 novembre 1920.

Pour la détermination de l'ancienneté totale visée au premier paragraphe du présent article, il est fait état :

a. De la durée des services effectifs dans l'Inspection du travail;

(1) Voir *Bulletin* 1924, page 20.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 82.

- b. De la durée du service militaire actif;
- c. Des majorations éventuelles d'ancienneté pour services dans les régions dévastées, par application du décret du 6 novembre 1920;
- d. De l'ancienneté supplémentaire pour services de guerre, par application de la loi du 17 avril 1924.

ART. 3. — Les dispositions du présent décret auront effet à compter du 1^{er} janvier 1924.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Ministre des Finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 2 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

CLÉMENTEL.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 17 FÉVRIER 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de plusieurs communes de la banlieue de Paris (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (4) :

Vu les accords intervenus : le 16 mai 1924, entre l'organisation patronale des

(1) *Journal officiel* du 20 février 1925. — Ce décret a été abrogé par le décret du 24 avril 1925; voir ci-dessous, page 75.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

coiffeurs du canton de Charenton, et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la Seine; le 28 juillet 1924 entre les organisations patronales des coiffeurs d'Issy, Vanves, Clamart, Boulogne, Billancourt, Saint-Cloud, Montrouge, Châtillon, Malakoff, Bagneux, Saint-Maur-les-Fossés, Joinville, Champigny, Le Raincy, Villemomble, Gargan, Pavillon-sous-Bois, Gagny, Livry, Montfermeil, Montreuil-sous-Bois, Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé et Saint-Denis, d'une part, et le Syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris et de la région, et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la Seine, d'autre part; le 5 août 1924, entre les patrons coiffeurs de Courbevoie et Puteaux, et le Syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris et de la région;

Vu les demandes formulées par lesdites organisations;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des communes de Charenton, Issy, Vanves, Clamart, Boulogne-sur-Seine, Billancourt, Saint-Cloud, Montrouge, Châtillon, Malakoff, Bagneux, Saint-Maur-les-Fossés, Joinville, Champigny, Le Raincy, Villemomble, Gargan, Pavillon-sous-Bois, Gagny, Livry, Montfermeil, Montreuil-sous-Bois, Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé, Saint-Denis, Courbevoie et Puteaux, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, la répartition hebdomadaire des heures de présence devra être telle qu'elle assure aux ouvriers coiffeurs le repos de l'après-midi du dimanche à partir de 13 heures, le travail ne devant pas reprendre avant 8 heures le mardi matin.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreranno en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 17 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

DÉCRET DU 19 FÉVRIER 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries, à l'exclusion des glaceries et des verreries automatiques (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 24 octobre 1923, page 10172, relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries du verre, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après désignées :

Verreries en tous genres, à l'exclusion des glaceries et des verreries automatiques.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus désignées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers ou employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures

(1) *J. O.* du 20 février 1925. *Erratum*, *J. O.* du 21 février 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés au 1^o et 2^o du premier alinéa et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe,

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être appliquée, à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sur autorisation écrite de l'Inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues au premier paragraphe du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'Inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les

modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 8, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder la limite fixée en conformité de l'article 2.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 2 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage des locaux et du matériel de lavage :

Une heure et demie au maximum ; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des fours, machines, et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos, pendant la marche générale de l'établissement;

3° Pour les services qui ne sont pas continus, travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles;

4° Travail d'un agent de maîtrise dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

5° Travail des agents de maîtrise dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

6° Travail des chauffeurs de fours ou tisseurs, des enfourneurs ou fondeurs;

7° Travail des fondeurs aux fours à creusets dont la fusion n'a lieu que pendant la nuit;

8° Travail des mélangeurs et enfourneurs-mélangeurs;

9° Travail des ouvriers spécialement chargés de l'opération dite « mise de pot »;

10° Travail des agents de maîtrise pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement;

11° Travail du personnel occupé aux travaux de chargement ou de déchargement des wagons ou bateaux, dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement desdits travaux dans les délais de rigueur;

Une heure au maximum avec faculté de faire travailler ces ouvriers douze heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

Deux heures au maximum.

Durée de l'absence de l'agent de maîtrise à remplacer.

Une heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

La durée du travail pourra être prolongée d'un nombre d'heures égal au plus à la moitié de la durée normale, le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.

Quatre heures au maximum.

Une heure au maximum.

Durée nécessaire à l'opération de « mise de pot ».

Deux heures au maximum.

Deux heures au maximum.

12° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, chefs-magasinières, service d'incendie; préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles;

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

13° Pointeurs, gargons de bureau et agents similaires;

Une heure au maximum.

14° Personnel préposé au nettoyage des locaux.

Une heure au maximum.

Dans les établissements où, en raison de l'éloignement du domicile des ouvriers, le travail des fondeurs était antérieurement au 1^{er} novembre 1924, réparti entre trois équipes faisant chacune douze heures de travail et bénéficiant chacune d'un repos ininterrompu de vingt-quatre heures entre deux périodes de travail, ce régime pourra être maintenu, sous réserve que la durée totale du travail effectif de chaque équipe n'excède en aucun cas quarante-huit heures par semaine ou quatre-vingt-seize heures par quinzaine.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les numéros 12, 13 et 14, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent cinquante heures par an. Toute prolongation inférieure à une demi-heure sera comptée pour une demi-heure. En aucun cas, la durée de la prolongation ne pourra avoir pour effet de porter la durée du travail journalier à plus de dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux glaciers et aux verreries automatiques.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 19 février 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,
Justin GODART.

DÉCRET DU 13 MARS 1925

transférant au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales certaines attributions conférées au Commissaire général de la République à Strasbourg (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 13 mars 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

L'introduction progressive dans les départements recouverts de la législation du travail en vigueur dans le reste de la France conduit à confier aujourd'hui au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales les attributions qui, jusqu'ici, ont été dévolues au commissaire général de la République à Strasbourg dans les matières intéressant la législation du travail.

Le maintien en vigueur de quelques dispositions de la législation locale ne saurait constituer un obstacle à la mesure envisagée, laquelle est de nature à réaliser l'unité de vues désirable en matière d'application de la législation du travail sur l'ensemble du territoire français.

En conséquence, les attributions du Ministre du Travail seraient étendues à l'Alsace et à la Lorraine, en ce qui concerne notamment les questions suivantes : conventions relatives au travail ; réglementation du travail et inspection du travail ; juridiction professionnelle ; conciliation et arbitrage ; représentation professionnelle ; main-d'œuvre, chômage, placement ; coopération ; artisanat.

Si vous approuvez cette manière de voir, nous vous serions obligés de vouloir bien revêtir de votre signature le décret ci-joint.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'hommage de notre respectueux dévouement.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu le décret du 21 mars 1919, relatif à l'administration de l'Alsace et de la Lorraine ;

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine ;

Vu la loi de finances du 31 décembre 1921, et notamment l'article 62 de ladite loi ;

(1) J. O. du 18 mars 1925.

Vu les avis exprimés, dans ses sessions d'octobre 1922 et d'octobre 1923, par le conseil consultatif près le Commissaire général de la République à Strasbourg ;

Vu les propositions du Commissaire général de la République à Strasbourg,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont transférées, à dater du 1^{er} janvier 1925, au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales les attributions exercées par le Commissaire général de la République à Strasbourg en ce qui concerne les matières suivantes : organisation du travail, législation du travail en général, réglementation et inspection du travail, hygiène et sécurité des travailleurs, accidents du travail, maladies professionnelles, contrat de travail, salaires, associations professionnelles, juridictions professionnelles, conciliation et arbitrage, main-d'œuvre, chômage, placement, sociétés coopératives de consommation, associations ouvrières de production, artisanat.

ART. 2. — Pendant la durée du régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine, les projets de loi et de décret portant extension aux départements recouverts de dispositions législatives ou réglementaires de droit français, seront revêtus du contre-seing du Ministre chargé des affaires d'Alsace et de Lorraine, qui sera consulté sur les questions importantes relatives aux matières visées à l'article 1^{er} du présent décret.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 17^o octobre 1919.

ART. 4. — Le Président du Conseil, Ministre des Affaires étrangères, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 13 mars 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

Édouard HERRIOT.

Le Ministre des Finances,

CLÉMENTEL.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 3 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, du Ministre des Pensions et du Ministre des Finances ;

Vu les articles 18 et 19 (2) de la loi du 26 avril 1924 sur l'emploi obligatoire des mutilés ;

Vu les avis de tous les Ministres, en ce qui concerne leurs services ;

Vu les avis émis par le comité d'administration de l'Office national des mutilés et réformés de la guerre dans ses séances des 26 septembre et 4 décembre 1924 ;

Vu l'avis du Conseil d'État en date du 12 mars 1925,

DÉCRÈTE :

CHAPITRE PREMIER.

DISPOSITIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE PREMIER. — En vue de l'application de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, assurant l'emploi obligatoire des mutilés de la guerre, les administrations ou établissements de l'État qui comprennent, dans leur personnel d'employés ou d'ouvriers, des auxiliaires même temporaires, quel que soit le titre auquel ils ont été nommés à leur emploi, devront, dans les deux mois qui suivront la publication du présent décret au *Journal officiel*, inviter les intéressés à leur adresser une demande indiquant notamment la nature de l'emploi qu'ils occupent, leur traitement ou salaire et leurs indemnités, la date de leur entrée dans l'administration dont ils relèvent actuellement et, dans le cas de services accomplis dans diverses administrations, la nature des emplois occupés, avec les traitements ou salaires et indemnités y afférents, ainsi que les dates d'entrée et de sortie.

En formulant cette demande, les intéressés devront justifier qu'ils sont bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, c'est-à-dire :

1° Qu'ils étaient, au 30 avril 1924, bénéficiaires de la loi du 31 mars 1919, soit comme ancien militaire des armées de terre et de mer, soit comme veuve de guerre non remariée, soit comme veuve de guerre remariée mais ayant des enfants mineurs du conjoint mort pour la France, soit comme mère ou fille mineure de militaire mort à la guerre ou des suites de la guerre, soit comme femme d'aliéné interné, soit comme infirmier ou infirmière pensionné en vertu de l'article 57 de la loi du 31 mars 1919, ou

(1) *J. O.* du 10 avril 1925. •

(2) Voir ces articles au *Bulletin* 1924, page 35.

qu'ils ont obtenu le bénéfice de cette dernière loi, en l'une des qualités qui viennent d'être spécifiées, postérieurement au 30 avril 1924, mais avec effet rétroactif à cette date au plus tard ;

2° Qu'ils étaient au service de l'État le 30 avril 1924 et qu'à cette date ils avaient accompli, en l'une des qualités mentionnées au 1° ci-dessus au moins une année de services civils, consécutifs ou non, soit dans l'administration ou établissement de l'État dont ils dépendent à la date de la demande, soit dans une autre administration ou établissement de l'État.

L'invitation prévue au premier paragraphe du présent article sera accompagnée d'un formulaire type de demande, spécifiant les justifications à produire ; sa remise sera, pour les intéressés présents dans les services, constatée par leur émargement ; pour les autres, l'invitation sera adressée, par lettre recommandée, à leur dernier domicile connu.

Les intéressés devront déposer la demande, accompagnée des justifications qu'elle comporte, dans les trois mois qui suivront la date de l'invitation ; ils ne pourront présenter cette demande après l'expiration de ce délai de trois mois que si leur retard est justifié par des raisons reconnues valables par l'administration ou établissement.

Un arrêté interministériel fixera le formulaire type des demandes, ainsi que les pièces justificatives à produire.

ART. 2. — Entrent en compte dans le calcul de l'année de présence exigée pour la titularisation les services civils accomplis dans les diverses administrations ou établissements de l'État.

Le total de ces services résulte de l'addition des périodes respectivement passées dans chaque administration ou établissement, y compris la durée des congés annuels ou de maladie qui ont été accordés conformément aux règlements en vigueur.

ART. 3. — Le Ministre de qui relève l'administration ou l'établissement de l'État auquel appartient l'intéressé vérifie si ce dernier remplit les conditions exigées par l'article 18 et, dans l'affirmative, prononce son admission au bénéfice de cet article.

L'intéressé conserve le bénéfice de cette admission même si, postérieurement à la décision ministérielle qui la lui accorde, il cesse de jouir de la pension qu'il avait obtenue au titre de la loi du 31 mars 1919, exception faite du cas où la pension lui serait retirée par application du paragraphe 3°, A, de l'article 67 de la loi du 31 mars 1919, modifié par la loi du 28 juillet 1921.

CHAPITRE II.

EFFETS DE LA TITULARISATION.

ART. 4. — La titularisation dans leur emploi des employés ou ouvriers auxiliaires de l'État admis au bénéfice de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924, prend date de la publication du présent règlement au *Journal officiel*, pour ceux qui sont en exercice à cette date, et à partir de leur entrée en fonctions pour les autres.

Dans toutes les administrations et établissements de l'État qui comptent des bénéficiaires de l'article 18, il sera constitué un cadre dit latéral, comprenant uniquement les employés ou ouvriers admis au bénéfice dudit article 18, et dans lequel ils seront titularisés.

La titularisation dans le cadre latéral a pour effet de donner aux bénéficiaires de l'article 18, indépendamment de la permanence de leur emploi par l'État, tous les avantages du statut applicable au personnel des cadres permanents, notamment aux points de vue du traitement ou du salaire, de l'avancement, de la retraite, des congés, des mesures disciplinaires, de l'accès aux emplois supérieurs.

Lorsque les auxiliaires à titulariser occupent des emplois identiques à ceux de la hiérarchie normale, la titularisation se fera aux grades et classes correspondant à ceux de ladite hiérarchie.

Lorsque les emplois occupés par les bénéficiaires de l'article 18 sont seulement analogues à ceux de la hiérarchie normale, la titularisation aura lieu par assimilation à des grades ou classes correspondants.

Il sera tenu compte, à cet effet, des fonctions exercées, de l'ancienneté, des salaires, traitements, et émoluments de toute nature perçus par les intéressés.

En aucun cas le bénéfice de la titularisation ne pourra être refusé pour inaptitude physique ou professionnelle.

Des décrets rendus dans la forme des règlements d'administration publique pour les administrations centrales de ministère, fixeront les conditions dans lesquelles aura lieu, compte tenu des équivalences déterminées comme il est dit à l'article suivant, le classement des intéressés, dans le cadre latéral, le statut de chaque cadre latéral ainsi que les conditions dans lesquelles les intéressés pourront accéder à des emplois autres que ceux du cadre latéral. Ils seront pris sur le rapport du Ministre intéressé, du Ministre du Travail et du Ministre des Finances, après avis du Ministre des Pensions, l'Office national des mutilés entendu.

CHAPITRE III.

RECLASSEMENT DES BÉNÉFICIAIRES DE L'ARTICLE 18 DONT L'EMPLOI EST SUPPRIMÉ.

ART. 5. — Pour permettre le classement, et, en cas de suppression d'emploi, le reclassement des bénéficiaires de l'article 18, les administrations et établissements de l'État adresseront au Ministre du Travail, dans les trois mois de la publication du présent décret, la nomenclature des emplois tenus par les auxiliaires, même temporaires, bénéficiaires des dispositions de l'article 18 avec la description exacte des travaux, des traitements et avantages divers et du régime de retraite.

Dès réception de ces renseignements, le Ministre du Travail dressera la nomenclature de ces emplois et déterminera d'accord avec le Ministre des Pensions, après consultation de l'Office national des mutilés, la correspondance des emplois des auxiliaires avec les emplois des titulaires, sur avis

d'une commission paritaire comprenant pour moitié des représentants de chaque administration ou établissement de l'État et pour moitié des représentants des bénéficiaires de l'article 18.

Une deuxième nomenclature devra être fournie par chaque administration et mentionner tous les emplois tenus par les auxiliaires non victimes de la guerre.

ART. 6. — Les suppressions d'emploi dans les catégories comprenant des agents non bénéficiaires des lois du 30 janvier 1923, du 26 avril 1924 et du 18 juillet 1924 ne pourront atteindre ces bénéficiaires que quand il n'y aura plus d'autres agents qu'eux dans la catégorie en question ou quand la conservation d'autres agents dans cette catégorie sera nécessaire à la bonne marche du service.

Toute administration, tout établissement qui projette la suppression d'emplois occupés par des bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924 est tenu d'envoyer à l'Office central de la main-d'œuvre la liste nominative de ces bénéficiaires.

Cette liste donnera, pour chaque intéressé, avec la date de la décision l'admettant au bénéfice de l'article 18, toutes indications utiles à son reclassement, telles que son âge, la nature de son emploi, la catégorie à laquelle il appartient, son traitement actuel et ses perspectives d'avenir, ses aptitudes, ses charges de famille, ainsi que les décisions générales ou spéciales déjà intervenues et notifiées par le Ministre du Travail, en ce qui concerne l'équivalence de son emploi, par application de l'article 5.

ART. 7. — Chaque administration ou établissement sera tenu de signaler, dans les huit jours, à l'Office central de la main-d'œuvre, relevant du Ministère du Travail, toute vacance d'emploi figurant dans les tableaux d'équivalence mentionnés à l'article 5 et dont l'administration sera en droit de disposer. Tous ces emplois seront attribués immédiatement, dans les conditions fixées par le présent article et l'article 8, aux bénéficiaires de l'article 18 de la loi du 26 avril 1924 dont l'emploi serait supprimé.

Lorsqu'un ministère pourra affecter un emploi disponible dans ses services au reclassement d'un bénéficiaire de l'article 18 occupant un emploi dont la suppression est envisagée, il devra simplement notifier à l'Office central de la main-d'œuvre la mutation ainsi opérée.

ART. 8. — A l'aide des indications fournies par les diverses administrations, l'Office central de la main-d'œuvre dressera, par catégorie d'emplois, la liste des bénéficiaires à reclasser.

Dans un délai de quinze jours à dater de l'avis mentionné à l'article 7, l'Office central de la main-d'œuvre devra présenter aux administrations et établissements intéressés les bénéficiaires de l'article 18 qu'il propose de reclasser dans les emplois disponibles.

Il est interdit aux administrations et établissements de faire appel à d'autres candidats avant l'expiration du délai précité. Tout agent recruté

en contravention de cette prescription sera licencié et remplacé par un bénéficiaire de l'article 18.

L'emploi occupé par un bénéficiaire de l'article 18 ne peut être supprimé qu'après nomination de l'intéressé à un nouvel emploi ou après son refus d'accepter l'emploi qui lui était offert, reconnu injustifié par le Ministre de qui relève cet emploi, la commission, constituée comme il est dit à l'article 5, entendue.

ART. 9. — Les mutations entraînant un changement de résidence ne devront être prononcées qu'en cas de nécessité absolue et en tenant compte du taux d'invalidité, des charges de famille et de la situation particulière de chaque intéressé.

Au cas où le reclassement n'assurerait pas par lui-même à l'intéressé le maintien intégral des avantages de traitement ou salaire dont il jouissait avant son reclassement, il pourra lui être attribué, à titre personnel, sur l'avis d'une commission constituée comme il est dit à l'article 5 ci-dessus, une indemnité compensatrice, prélevée sur les crédits ouverts à un chapitre spécial prévu à cet effet au budget de chaque ministère.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, le Ministre des Pensions et le Ministre des Finances, ainsi que les autres Ministres, pour ce qui concerne leurs services, sont chargés de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre des Affaires étrangères,*

Édouard HERRIOT.

Le Ministre des Finances,

DE MONZIE.

Le Ministre des Colonies,

DALADIER.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

Le Ministre de l'Agriculture,

H. QUEUILLE.

Le Ministre de la Guerre,

Général NOLLET.

Le Ministre de l'Intérieur,

Camille CHAUTEUPS.

*Le Ministre des Pensions,
BOVIER-LAPIERRE.*

*Le Ministre du Commerce
et de l'Industrie,*

RAYNALDY.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

FRANÇOIS-ALBERT.

*Le Garde des Sceaux,
Ministre de la Justice,*

René RENOULT.

Le Ministre de la Marine,

Jacques-Louis DUMESNIL.

Le Ministre des Régions libérées,

DALBIEZ.

Le Ministre des Travaux publics,

Victor PEYTRAL.

DÉCRET DU 3 AVRIL 1925

portant modification des articles 1^{er} et 10 du décret du 15 août 1923, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et certaines villes assimilées à ces dernières (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyances sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 15 août 1923 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes comptant plus de 100,000 habitants et dans certaines villes assimilées à ces dernières, notamment l'article 10, ainsi conçu :

« Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

« Dans un délai d'un an, un règlement spécial déterminera les conditions dans lesquelles le présent décret sera étendu :

« 1° Aux communes suburbaines de plus de 5,000 habitants comprises dans un rayon de 25 kilomètres autour des villes énumérées à l'article 1^{er} du présent décret;

« 2° Aux communes de plus de 50,000 habitants.

« En outre, un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissement visés à l'article 1^{er} du présent décret et situés dans les autres régions »;

Vu les avis insérés au *Journal officiel*: du 29 avril 1920 (p. 6503), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires dans les villes de plus de 25,000 habitants; du 16 décembre 1922 (p. 12208), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'application de la loi du 23 avril 1919 au commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires : 1° dans les villes comptant plus de 50,000 et moins de 100,000 habitants; 2° dans les communes de plus de 5,000 habitants comprises dans un rayon de 25 kilomètres autour des villes comptant plus de 100,000 habitants; et du 1^{er} août 1924 (p. 6947), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension du décret susvisé du 15 août 1923 dans les communes, quel que soit le chiffre de leur population, comprises dans un rayon de 25 kilomètres autour des villes visées par ledit décret;

(1) J. O. du 12 avril 1925 (erratum : J. O. du 17 avril).

(2) Voir *Bulletin* 1923, page 42.

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, pour les régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées :

Montpellier, 10 juin 1919; Le Mans, 18 juin 1919; Perpignan, 13 août 1919; Troyes, 9 juillet 1924; Calais, 29 août 1924; Dijon, 25 novembre 1924; Nîmes, 10 décembre 1924; Carcassonne, 19 août 1924; Narbonne, 1^{er} septembre 1924;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er}, § 1^{er} du décret précité du 15 août 1923 est modifié comme suit :

« *Article premier*, § 1^{er}. — Les dispositions du présent décret sont applicables aux établissements ou parties d'établissement dans lesquels s'exerce le commerce de détail de marchandises autres que les denrées alimentaires, situés :

« 1^o A Paris et dans les communes suburbaines suivantes :

« Boulogne-sur-Seine, Suresnes, Puteaux, Courbevoie, Neuilly, Levallois-Perret, Asnières, Clichy, Saint-Ouen, Saint-Denis, Aubervilliers, Pantin, Pré-Saint-Gervais, Les Lilas, Bagnolet, Montreuil-sous-Bois, Vincennes, Saint-Mandé, Charenton, Saint-Maurice, Ivry, Kremlin-Bicêtre, Gentilly, Montrouge, Malakoff, Vanves, Issy-les-Moulineaux;

« 2^o Dans les villes de Marseille, Lyon et Villeurbanne, Bordeaux, Lille, Nantes, Toulouse, Saint-Étienne, Le Havre, Nice, Rouen, Roubaix, Tourcoing, Nancy, Toulon et dans les communes limitrophes desdites villes;

« 3^o Dans les villes d'Amiens, Limoges, Angers, Nîmes, Clermont-Ferrand, Rennes, Montpellier, Dijon, Grenoble, Reims, Tours, Brest, Calais, Le Mans, Orléans, Versailles, Béziers, Besançon, Boulogne-sur-Mer, Troyes, Caen, Perpignan, Carcassonne, Narbonne. »

ART. 2. — L'article 10 du décret précité du 15 août 1923 est remplacé par les dispositions suivantes :

« *Art. 10*. — Dans le délai d'un an, un règlement spécial déterminera les conditions dans lesquelles le présent décret sera étendu aux autres communes suburbaines de la région parisienne.

« En outre, un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements et parties d'établissements visés à l'article 1^{er} du présent décret et situés dans les autres régions. »

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

DÉCRET DU 10 AVRIL 1925

étendant aux couperies de poils les dispositions du décret du 30 août 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 30 août 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la préparation des cuirs et peaux (2) ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 10 janvier 1925 (p. 459) relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières, en vue de l'extension du décret susvisé, aux couperies de poils ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 30 août 1919 est modifié comme suit :

« *Article premier.* — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries

(1) J. O. du 19 avril 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 282.

de préparation des peaux ci-après : couperie de poils, salage des peaux, tannerie, mégisserie, corroierie, vernissage des cuirs, pelleterie et toutes opérations ou manipulations se rattachant directement à ces industries. »

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

DÉCRET DU 10 AVRIL 1925

*relatif au contrôle de l'application du Livre II du Code du travail
dans les établissements de la guerre (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et du Ministre de la Guerre :

Vu le Livre II du Code du travail ;

Vu notamment l'article 94 dudit Livre II, ainsi conçu :

« Pour les établissements de l'État dans lesquels l'intérêt de la défense nationale s'oppose à l'introduction d'agents étrangers au service, l'exécution des dispositions du présent livre est exclusivement confiée aux agents désignés à cet effet par les Ministres de la Guerre et de la Marine.

« La nomenclature de ces établissements est fixée par un règlement d'administration publique » ;

Vu la loi du 26 novembre 1912 (2), portant codification des lois ouvrières (Livre II du Code du travail), et notamment l'article 4 de ladite loi ;

Vu le décret portant règlement d'administration publique en date du 27 mars 1904 (2) et fixant la nomenclature des établissements relevant du Ministère de la

(1) J. O. du 24 avril 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1912, page 341.

(3) Voir *Bulletin* 1904, page 2.

Guerre où le contrôle de l'exécution de la loi du 12 juin 1893 concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ladite loi modifiée par celle du 11 juillet 1903, est exclusivement confié à des agents désignés par le Ministre de la Guerre :

Vu le décret du 18 août 1920, portant réorganisation des établissements et commandements de l'artillerie :

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les établissements militaires, ateliers, chantiers dans lesquels le contrôle de l'exécution du Livre II du Code du travail est exclusivement confié à des agents désignés à cet effet par le Ministre de la Guerre sont les suivants :

Les ateliers de construction et de fabrication : les ateliers des sections techniques ; les manufactures nationales d'armes ; les poudreries et dépôts d'explosifs ; les cartoucheries ; la pyrotechnie de Bourges ; le laboratoire des poudres ; les établissements centraux, les magasins d'approvisionnement, les dépôts, entrepôts et parcs de matériel, quelle que soit leur dénomination ; les manutentions militaires et leurs dépendances ; les postes radiotélégraphiques ; les hôpitaux militaires ; les établissements ou parties d'établissements où est employée exclusivement la main-d'œuvre militaire ; les travaux exécutés en régie dans les ouvrages de fortification.

ART. 2. — Le décret portant règlement d'administration publique en date du 27 mars 1904 et fixant la nomenclature des établissements relevant du Ministère de la Guerre où le contrôle de l'exécution de la loi du 12 juin 1893, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs dans les établissements industriels, ladite loi modifiée par celle du 11 juillet 1903, est exclusivement confié à des agents désignés par le Ministre de la Guerre, est abrogé.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Ministre de la Guerre sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

Justin GODART.

Le Ministre de la Guerre,

Général NOLLET.

DÉCRET DU 24 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans la boucherie de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) ;

.....

Vu l'accord intervenu le 5 janvier 1925 entre le syndicat de la boucherie lyonnaise et le syndicat interdépartemental de la boucherie de la région lyonnaise, d'une part, et la Chambre syndicale des garçons bouchers de la ville de Lyon et l'Union syndicale des garçons bouchers et similaires de la ville de Lyon, d'autre part ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements et parties d'établissement de la ville de Lyon et des communes de Villeurbanne, Saint-Fons, Oullins, Vénissieux, la Mulatière, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Caluire-et-Cuire, Neuville-sur-Saône, Tassin-la-Demi-Laine, Écully où s'exercent les professions ci-après :

Boucherie et triperie.

Si un établissement comporte accessoirement un rayon de vente de toutes autres denrées, il n'en reste pas moins soumis aux dispositions du présent décret.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er} et afin de tenir compte du caractère intermittent du travail, il est admis qu'une durée de présence de cinquante-six heures par semaine correspond à la durée maximum de travail effectif fixé par l'article 6 du chapitre II (titre I^{er}, Livre II) du Code du travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements visés à l'article 1^{er} doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose, entre deux journées consécutives de travail, d'un repos ininterrompu

(1) J. O. du 1^{er} mai 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

de dix heures au minimum. La répartition des cinquante-six heures de présence devra se faire de telle sorte que la durée de présence, en aucun jour ouvrable, n'excède pas onze heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans une ou plusieurs des localités énumérées à l'article 1^{er} ou dans un quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit, et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous, et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret :

1^o Travail des chauffeurs employés au service de l'éclairage, du chauffage, de la force motrice, de la réfrigération ;

Une heure au maximum.

2^o Travail des charretiers, voituriers, conducteurs d'automobiles et autres agents affectés au service des transports et des livraisons.

Une heure au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 2 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1^{re} Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage, réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement, ou éviter le dépérissement des denrées ;

Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2^o Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3^o Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cinquante-deux heures à raison d'une heure par semaine.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation ; le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers ; la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
DURAFOUR.

DÉCRET DU 24 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Clermont-Ferrand, Montferrand et Chamalières (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures :

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure et notamment l'article 2, § 3, 6 et 7 conçus comme suit (4) :

Vu la demande formulée le 13 janvier 1925 par la Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Clermont-Ferrand et le Syndicat ouvrier des coiffeurs de Clermont-Ferrand ;

Vu l'accord intervenu entre ces organisations le 6 janvier 1925 ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Clermont-Ferrand et dans les agglomérations de Montferrand et de Chamalières (Puy-

(1) *Journal officiel* du 29 avril 1925 (erratum : *Journal officiel* du 1^{er} mai 1925).

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 35.

de-Dôme) pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière, portant sur une durée de présence réduite à 57 heures par semaine :

1° Pour les magasins et salons de coiffure donnant le repos le dimanche :

Du lundi au samedi inclus, de 8 heures à 19 heures avec repos de 12 heures à 13 h. 30 ;

2° Pour les magasins et salons de coiffure donnant un repos hebdomadaire d'une journée et demie, du dimanche midi et demie au mardi matin ;

Mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de 8 heures à 20 heures ,avec repos de 12 heures à 18 h. 30 ;

Le dimanche matin, de 8 heures à 12 h. 30.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 24 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Toulouse (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3),

(1) *Journal officiel* du 29 avril 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (1) :

.....

Vu les accords intervenus, le 2 octobre 1924, entre le syndicat des patrons coiffeurs de Toulouse, et le Syndicat des ouvriers coiffeurs et, le 9 octobre 1924, entre la Chambre syndicale des patrons coiffeurs de Toulouse et le Syndicat des ouvriers coiffeurs ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Toulouse, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, est établi le régime spécial ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

a. Maisons donnant le repos hebdomadaire le dimanche :

De huit heures à dix-neuf heures, avec repos de douze heures à treize heures trente ;

b. Maisons donnant le repos hebdomadaire le lundi :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de sept heures trois quarts à dix-neuf heures trois quarts, avec repos de douze heures à treize heures trente ; le dimanche, de sept heures trente à treize heures.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

DÉCRET DU 24 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Douarnenez (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (4) :

.....

Vu la demande formulée, les 5 septembre et 9 octobre 1924, par le Syndicat patronal des coiffeurs et perruquiers de Douarnenez ;

Vu, à défaut d'organisation professionnelle ouvrière, la consultation du personnel des établissements intéressés ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Douarnenez, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames donnant le repos hebdomadaire le mardi, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

Le lundi, de huit heures à vingt heures, avec repos de douze heures à treize heures et de dix-huit heures à dix-neuf heures ;

Le mercredi de huit heures à vingt et une heures, avec repos de douze heures à treize heures et de dix-huit heures à dix-neuf heures ;

Le jeudi, de neuf heures à vingt et une heures, avec repos de douze heures à treize heures et de dix-huit heures à dix-neuf heures ;

Le vendredi, de huit heures à vingt et une heures avec repos de douze heures à treize heures et de dix-huit heures à dix-neuf heures ;

Le samedi, de neuf heures à vingt-deux heures, avec repos de douze heures à treize heures et de dix-huit heures à dix-neuf heures.

Le dimanche, de six heures et demie à treize heures et demie.

(1) *Journal officiel* du 29 avril 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales.*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 24 AVRIL 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les magasins et salons de coiffure dans toute l'étendue du département de la Seine et certaines communes de Seine-et-Oise (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (4) :

.....

Vu les accords intervenus : le 16 mai 1924, entre l'organisation patronale des coiffeurs du canton de Charenton et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la Seine ; le 28 juillet 1924, entre les organisations patronales des coiffeurs d'Issy, Vanves, Clamart, Boulogne, Billancourt, Saint-Cloud, Montrouge, Châtillon, Malakoff, Bagneux, Saint-Maur-les-Fossés, Joinville, Champigny, le Raincy, Villemonble, Gargan, Pavillon-sous-Bois, Gagny, Livry, Montfermeil, Montreuil-sous-Bois, Vincennes, Fontenay-sous-Bois, Saint-Mandé et Saint-Denis, d'une part, et le Syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris et de la région et la Chambre syndicale des ouvriers coiffeurs de la Seine, d'autre part ; le 5 août 1924, entre les patrons coiffeurs de Courbevoie et Puteaux et le Syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris et de la région ; le 10 décembre 1924, entre la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris, l'Union des syndicats de la Seine et le Syndicat confédéré des ouvriers coiffeurs de Paris et de la région,

(1) *Journal officiel* du 5 mai 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

la Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de la Seine et le syndicat autonome des ouvriers coiffeurs de la Seine;

Vu les demandes formulées par lesdites organisations;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue du département de la Seine et des communes de Saint-Cloud, le Raincy, Gargan, Gagny, Livry et Montfermeil, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes ou pour dames, donnant le repos hebdomadaire le lundi, la répartition hebdomadaire des heures de présence devra être telle qu'elle assure aux ouvriers coiffeurs le repos de l'après-midi du dimanche à partir de treize heures, le travail ne devant pas reprendre avant huit heures le mardi matin.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*. A la même date, cesseront d'être applicables les dispositions du décret du 17 février 1925 (1), portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime spécial de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de plusieurs communes de la banlieue de Paris.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 24 avril 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 10 MAI 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries chimiques (2).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyances sociales;

(1) Voir ci-dessus, page 48.

(2) J. O. du 13 mai 1925 (errata : J. O. du 14 mai 1925).

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (1) :

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 22 juillet 1919, page 7597 (erratum au *Journal officiel* du 29 juillet 1919, p. 7856), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des produits chimiques, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRET :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après :

Fabrication de l'acide sulfurique ;

Fabrication de l'acide chlorhydrique et du sulfate de soude ;

Fabrication de l'acide azotique ;

Fabrication du chlore, du chlorure de chaux, de l'eau de Javel ;

Extraction du brome, de l'iode, du phosphore ;

Raffinage du soufre ;

Préparation du sulfure de carbone, de l'acide borique, du borax, du sulfate de soude, des aluns, des sulfates, des chromates et bichromates alcalins, du permanganate de potasse, des cyanures ;

Préparation du graphité, des pierres précieuses artificielles ;

Fabrication du carbonate de soude, du bicarbonate de soude, de la soude caustique ;

Fabrication du carbonate de potasse, de la potasse caustique ;

Fabrication et traitement d'engrais chimiques ou organiques ;

Fabrication de l'ammoniac, des sels ammoniacaux ;

Fabrication de l'air liquide, de l'acide carbonique liquide, de l'anhydride sulfureux liquide ;

Extraction de l'oxygène ;

Préparation de l'acétylène, des carbures chlorés ; des acides formique, oxalique, tartrique, citrique, des éthers, de l'essence de térébenthine, du camphre ;

Distillation du bois ; extraction et traitement des produits de cette distillation ; fabrication d'extraits tinctoriaux et tannants ;

(1) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

Distillation et traitement des goudrons de la houille; extraction et traitement des produits, sous-produits et dérivés de cette distillation;

Traitement et manutention industrielle, en usine, du pétrole; extraction et traitement des sous-produits;

Distillation des schistes; fabrication de l'asphalte, du bitume;

Extraction, traitement, fabrication des corps gras autres que les graisses alimentaires; fabrication des savons, cierges et bougies, de l'acide stéarique, de la **glycérine**;

Extraction de l'amidon, de la cellulose;

Fabrication d'alcools d'industrie;

Fabrication de matières colorantes;

Fabrication de couleurs, peintures, vernis, encre, cirages, crayons, matières à polir et produit d'entretien;

Fabrication de colles, gélatines;

Fabrication de matières pour parfumerie et préparation, en usine, de parfumerie;

Fabrication de poudres et d'explosifs;

Fabrication en gros de produits pharmaceutiques;

Fabrication de produits photographiques;

Fabrication de soie artificielle;

Fabrication de matières plastiques;

Traitement du caoutchouc et de la gutta-percha; fabrication des caoutchoucs synthétiques et artificiels;

Fabrication de clarifiants, désincrustants, tartrifuges, fondants, mordants, produits insecticides, poudres à tremper les métaux;

Fabrication de produits et grenades ignifuges;

Fabrication des allumettes chimiques; fabrication des mèches de mines et bandes phosphorées;

Fabrication de charbons artificiels, électrodes, charbons pour piles, filtres en charbon, balais;

Fabrication de meules artificielles, de toiles à émeri, de manchons à incandescence;

Et toutes autres industries chimiques.

Ne sont pas visées les fabrications par voie électrique (électrochimie, électrometallurgie), qui demeurent assujetties aux dispositions du décret du 9 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux; ni les industries visées par le décret du 30 janvier 1924 concernant l'industrie du gaz.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas

à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers ou employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif, à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ;

2^o Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite. Toutefois, elle pourra être autorisée par arrêté ministériel, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, dans les industries ou les fabrications où cette organisation sera justifiée par des raisons techniques.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe doit être continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^o et 2^o du premier paragraphe et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail journalier ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, manque de charbon pour le chauffage des bacs et chaudières, pénurie générale de matières premières, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, pour le personnel autre que celui qui travaille par équipes successives, à titre de compensation des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire de travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe premier de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre d'ouvriers auxquels s'applique cette modification.

Lorsque dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison des jours fériés légaux, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

Dans les industries à marche saisonnière qui subissent périodiquement des arrêts d'au moins soixante jours consécutifs, la récupération des heures perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, jusqu'à concurrence de cent heures par an.

En aucun cas, l'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant la répartition des heures de travail pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans

les périodes de travail ne devra pas excéder, soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3 relatives aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire ainsi établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être, préalablement, adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, pourra être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1^o Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries, presses à chaud, autoclaves, gazogènes et chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, à la préparation des bains de traitement, au chauffage des cuves et bacs, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire, et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement.

Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage ;

2^o Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines, fours et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement ;

3^o Travail d'un agent de maîtrise dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe,

Une heure et demie au maximum.

Deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

Une heure et demie au maximum, avec la faculté de faire travailler ces ouvriers douze heures les jours d'interruption de la production et les veilles desdits jours.

Durée de l'absence de l'agent de maîtrise à remplacer.

dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant ;

4° Travail des agents de maîtrise dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ;

Une heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

5° Travail des agents de maîtrise et des chefs d'équipe affectés spécialement aux études, aux essais, à la mise au point de nouveaux types et à la réception de tous appareils ;

Deux heures au maximum.

6° Travail des ouvriers spécialement employés aux services et travaux qui doivent rester nécessairement continus pendant plus d'une semaine ;

a. Ou bien la durée de travail pourra être prolongée d'un nombre d'heures égal au plus à la moitié de la durée normale, le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes : cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins.

b. Ou bien la durée hebdomadaire du travail pourra atteindre cinquante-six heures en sept postes, à la condition que la durée moyenne hebdomadaire du travail ne dépasse pas quarante-huit heures par période n'excédant pas dix semaines.

7° Pour les services qui ne sont pas continus, travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires, par suite de circonstances exceptionnelles ;

Deux heures au maximum.

8° Travail des agents de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation et la surveillance des travaux exécutés par l'établissement ;

Une heure au maximum.

9° Travail du personnel occupé aux travaux de chargement ou de déchargement des wagons ou bateaux dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement desdits travaux dans les délais de rigueur ;

Deux heures au maximum.

10° Travail des inspecteurs, surveillants de personnel, gardiens, garde-portes, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs

Quatre heures au maximum, sans que l'usage de cette dérogation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures

d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, basculeurs préposés au pesage des wagons, camions et voitures, service d'incendie, préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles :

la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

11° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires; personnel préposé au nettoyage des locaux.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont exclusives aux hommes adultes, à l'exception de celles visées aux alinéas 10 et 11 qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif pourra être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément aux articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions ci-après :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ;

Faculté illimitée pendant un jour, au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent heures par an pour les services et travaux à marche non continue; cent-vingt-cinq heures dans les usines d'extraction du parfum des fleurs; cent-cinquante heures pour le service des expéditions dans les fabriques d'engrais et de produits destinés à l'agriculture.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation; le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers; la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage de dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 10 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 21 MAI 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de la ville de Lyon et de diverses communes avoisinantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

(1) *J. O.* du 27 mai 1925 (errata : *J. O.* du 29 mai 1925).

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 1^{er} juillet 1919, page 6667 ; 8 août 1919, page 8355, et 29 avril 1920, page 6503, et relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des hôtels, cafés et restaurants, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu l'accord intervenu à Lyon, le 26 janvier 1925, entre le Syndicat général des débitants de boissons, restaurateurs et hôtels de Lyon et de la région, d'une part, et l'Union syndicale des employés limonadiers-restaurateurs, bars et hôtels de la ville de Lyon et de la région et la Chambre syndicale des cuisiniers de Lyon et de la banlieue, d'autre part ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Lyon et dans les communes de Villeurbanne, Vaulx-en-Velin, Bron, Saint-Fons, Vénissieux, Oullins, la Mulatière, Sainte-Foy-lès-Lyon, Saint-Rambert-l'Île-Barbe, Caluire-et-Cuire, aux établissements et parties d'établissement ci-après désignés :

Hôtels, restaurants, cantines, cercles, cafés, débits de boissons et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, occupant un personnel de plus de trois employés ou ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint et de ses enfants.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er}, et afin de tenir compte des pertes de temps correspondant aux repas et résultant du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue à l'article 3 ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre II (Titre I^{er}, Livre II) du Code du travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er}, doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose, entre deux journées consécutives de travail, d'un repos ininterrompu de onze heures au minimum.

Toute durée de présence dépassant onze heures sera interrompue par un repos de deux heures consécutives au minimum, pendant lequel le personnel aura le droit de quitter l'établissement.

La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures. Lorsque cette présence est répartie en deux périodes, celles-ci doivent être séparées par un repos de trois heures au minimum, pendant lequel le personnel a le droit de quitter l'établissement et ne doit, en aucun cas, séjourner dans les cuisines.

Le repos séparant deux journées consécutives de travail ne pourra, pour les cuisiniers, être inférieur à douze heures.

Pour le personnel des chambres d'hôtels, le repos séparant deux journées consécutives de travail ne sera pas inférieur à douze heures. La durée de présence journalière pourra être portée à douze heures.

La durée de présence des lingères d'hôtel ne pourra excéder dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la durée de présence de chaque équipe ne pourra excéder dix heures.

Les durées de présence fixées dans le présent article comprennent les périodes de temps ordinairement assignées aux repas.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans une ou plusieurs des localités énumérées à l'article 1^{er} ou dans un quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 4. -- Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les employés et ouvriers ne pourront être occupés qu'en conformité aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'établissement ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'Inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'Inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être pro-

longée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret :

1° Travail des chauffeurs employés au service du chauffage ;

Une heure et demie au maximum.

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant ;

Durée de l'absence du chef d'équipe à remplacer.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ;

Une heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

4° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, service d'incendie.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de dix heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leur famille.

Les ouvriers ou employés assurant le service de garde pourront être employés pendant les heures de repos prévues pour l'ensemble du personnel de leur catégorie. Dans ce cas, l'horaire prévu à l'article 4 devra indiquer le repos compensateur qui sera accordé à ces ouvriers ou employés, soit en fin de journée, soit au début de la journée suivante, de manière à le souder au repos séparant deux journées consécutives de travail.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ;

Faculté illimitée pendant un jour, au choix du chef d'établissement ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent cinquante heures réparties sur cent jours au maximum. En aucun cas, la durée du repos ininterrompu entre deux journées consécutives de travail ne pourra être réduite au-dessous de dix heures, sauf autorisation exceptionnelle accordée par l'inspecteur départemental du travail.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6

du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'Inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'Inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 4 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret ne sont pas applicables aux directeurs, secrétaires, gérants, chefs de service, occupés dans les établissements désignés à l'article 1^{er}.

Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 à ces catégories de personnel, ainsi qu'aux établissements visés à l'article 1^{er} occupant au plus trois employés ou ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint et de ses enfants.

ART. 10. — Les dispositions du présent règlement entreranno en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 11. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 21 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 21 MAI 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 25 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les entreprises de fabrication du plâtre, de la chaux et des ciments, et dans les carrières annexées à ces entreprises (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* du 22 juillet 1919, page 7597 (erratum au *Journal officiel* du 29 juillet 1919, p. 7856), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières des carrières de pierres et des fabriques de chaux, ciment, plâtre de toute nature et blanc de craie, et des fabriques de produits en terre cuite pour le bâtiment (briques, tuiles, carreaux, poteries), en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Fabrication de plâtre, de chaux et de ciments ;

Fabrication de tous matériaux de construction de plâtre, chaux ou ciment, moulés, agglomérés ou comprimés.

Les dispositions du présent décret sont également applicables :

1° Aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances ;

2° Aux carrières annexées à des entreprises ou s'exercent les fabrications ci-dessus énumérées

(1) *J. O.* du 27 mai 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine);

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser par dérogation aux régimes visés aux 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée de travail journalier ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, intempéries, pénurie de matières premières et de moyens de transport, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après) :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

Dans les ateliers, chantiers et autres établissements où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives de travail, l'inspecteur départemental du travail, sur la demande des employeurs ou des ouvriers, substituera aux modes de récupération prévus ci-dessus, ainsi qu'au mode de récupération prévu par l'article 45 du livre II du Code du travail, l'autorisation de prolonger la durée du travail pendant certaines périodes de l'année. Pour déterminer ces périodes, le nombre et la répartition des heures de prolongation autorisées à titre de récupération, ainsi que les établissements auxquels s'applique l'autorisation, l'inspecteur consultera les organisations patronales et ouvrières intéressées et se référera, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles à ce sujet. Les conditions de récupération ainsi déterminées pourront être modifiées dans les mêmes formes. L'autorisation accordée à un ou plusieurs établissements d'une localité ou d'une région sera, sans nouvelle consultation, étendue par l'inspecteur aux établissements de même nature de la localité ou de la région intéressée, qui lui en feront la demande.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de neuf heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement

pour chaque semaine ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder, soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3 relatives aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les ouvriers spécialistes qui, dans les fabriques de tous matériaux de construction de plâtre, chaux ou ciment moulés, agglomérés ou comprimés, préparent et mélangent les matières premières mises en œuvre.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché, en caractères lisibles, et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique, ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1^o Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage des locaux et du matériel de levage;

Une heure et demie au maximum; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2^o Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant l'arrêt de la production à l'entretien et au nettoyage des machines, fours et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement;

Une heure au maximum avec faculté de faire travailler ses ouvriers douze heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

5° Travail des ouvriers spécialement employés au service direct des fours, quand ce service doit rester continu pendant plus d'une semaine;

6° Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires, par suite de circonstances exceptionnelles;

7° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement, ainsi que des cuiseurs aux fours à plâtre rotatifs intermittents;

8° Travaux exécutés pour assurer dans les délais de rigueur le chargement ou le déchargement des wagons ou bateaux, dans le cas où la dérogation serait nécessaire et suffisante pour permettre l'achèvement desdits travaux dans lesdits délais;

9° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, chefs magasiniers, service d'incendie; préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles;

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer.

Une demi-heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

a. Ou bien la durée de travail pourra être prolongée d'un nombre d'heures égal au plus à la moitié de la durée normale le jour où s'opère le décalage destiné à permettre l'alternance des équipes, cette alternance ne pouvant avoir lieu qu'à une semaine d'intervalle au moins;

b. Ou bien la durée hebdomadaire de travail pourra atteindre cinquante-six heures en sept postes, à la condition que la durée moyenne hebdomadaire du travail ne dépasse pas quarante-huit heures par période n'excédant pas dix semaines.

Deux heures au maximum.

Deux heures au maximum.

Deux heures au maximum.

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

10° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires ;

Deux heures au maximum.

11° Personnel préposé au nettoyage des locaux.

Une heure au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles qui sont visées sous les n°s 9, 10 11, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par les articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer les accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignés au travail général de l'établissement,

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent cinquante heures.

Les établissements bénéficiant d'une autorisation de l'inspecteur du travail en vertu du paragraphe 3 de l'article 3, ne pourront bénéficier des heures supplémentaires prévues sous le numéro 3° du paragraphe 1^{er} du présent article si le total des heures de prolongation ainsi autorisées atteint deux cent cinquante par an. Si ce total est inférieur à deux cent cinquante heures par an, les établissements bénéficieront, en vertu de la disposition prévue sous le 3° précité, du nombre d'heures nécessaire pour parfaire ce chiffre. Ce nombre d'heures de dérogation sera déterminé par l'inspecteur dans l'autorisation délivrée en vertu du paragraphe 3 de l'article 3.

L'application des dérogations prévues ci-dessus ne saurait avoir pour effet de prolonger la durée du travail journalier au delà de dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos

prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jour et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur deux mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 21 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,

de l'Assistance

et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 23 MAI 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les hôtels, cafés, restaurants et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, de Bordeaux et de diverses communes avoisinantes (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

(1) J. O. du 29 mai 1925.

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (1) :

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 8 août 1919, page 8355, et 29 avril 1920, page 6503, et relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des hôtels, cafés et restaurants, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu l'accord intervenu en août 1919 entre l'Association syndicale des hôteliers-limonadiers-restaurateurs de Bordeaux et le Syndicat des garçons limonadiers-restaurateurs de Bordeaux et du Sud-Ouest ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières intéressées ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans la ville de Bordeaux, et dans les communes de Bègles, Villenave-d'Ornon, Talence, Pessac, Caudéran, le Bouscat, Lormont, Cénon et Floirac, aux établissements et parties d'établissement ci-après désignés :

Hôtels, restaurants, cercles, cafés, buffets, débits de boissons et autres établissements de vente de denrées alimentaires à consommer sur place, occupant un personnel de plus de quatre employés et ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint.

ART. 2. — Pour l'application de la loi du 23 avril 1919 aux établissements visés à l'article 1^{er}, et afin de tenir compte des pertes de temps correspondant aux repas et résultant du caractère intermittent du travail, il est admis que la durée de présence prévue à l'article 3 ci-après correspond à la durée maximum de travail effectif fixée par l'article 6 du chapitre 2, titre I^{er}, livre II du Code du Travail.

ART. 3. — La durée de présence du personnel employé dans les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er}, doit être fixée de telle façon que chaque employé dispose, entre deux journées consécutives de travail, d'un repos ininterrompu de dix heures au minimum.

Toute durée de présence dépassant dix heures sera interrompue par un ou plusieurs repos dont la durée totale ne devra pas être inférieure à deux heures, et pendant lesquels le personnel aura le droit de quitter l'établissement.

La durée de présence des cuisiniers ne pourra excéder neuf heures et demie. Lorsque cette présence est répartie en deux périodes celles-ci doivent être séparées par un repos de trois heures au minimum, pendant

(1) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

lequel le personnel a le droit de quitter l'établissement et ne doit, en aucun cas, séjourner dans les cuisines.

La durée de présence des lingères d'hôtel ne pourra excéder dix heures.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, la durée du repos ininterrompu entre deux journées consécutives de travail pourra être réduite à huit heures le jour de l'alternance des équipes.

Les durées de présence fixées dans le présent article comprennent les périodes de temps ordinairement assignées aux repas, et dont la durée totale ne pourra être inférieure à deux heures.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans une ou plusieurs des localités énumérées à l'article 1^{er} ou dans un quartier, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou parties d'établissement, les employés ou ouvriers ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, la répartition des heures de présence.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de présence et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé, ainsi que la durée des repos.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera transcrit, soit sur une affiche facilement accessible et lisible, apposée de façon apparente dans chacun des lieux de travail auxquels s'applique cet horaire, soit sur un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection, dans l'établissement où est occupé le personnel visé.

Un double de l'horaire ainsi transcrit et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée de présence journalière peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être pro-

longée au delà des limites fixées en conformité de l'article 3 du présent décret :

1° Travail des chauffeurs, employés au service du chauffage : Une heure et demie au maximum.

2° Travail d'un chef d'équipe dont la présence est indispensable au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant ; Durée de l'absence du chef d'équipe à remplacer.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ; Une heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

4° Travail des surveillants, gardiens, concierges, conducteurs d'automobiles, porteurs, service d'incendie. Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de dix heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Les ouvriers ou employés assurant le service de garde pourront être employés pendant les heures de repos prévues pour l'ensemble du personnel de leur catégorie. Dans ce cas, l'horaire prévu à l'article 4 devra indiquer les heures de repos qui seront accordées en compensation à ces ouvriers ou employés, au cours, soit de la journée de travail précédente, soit de la journée de travail suivante.

ART. 6. — La durée de présence journalière peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément à l'article 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ; Faculté illimitée pendant un jour au choix du chef d'établissement ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît de-travail). Maximum annuel : cent quatre heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes prévues à l'article 5 est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'employés (enfants, femmes, hommes) pour

lesquels la durée de présence sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces employés, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel sont inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

Dans le cas où il aura été fait usage de la faculté, prévue au paragraphe 4 de l'article 4, de transcrire l'horaire sur un registre, l'affichage du tableau prévu au paragraphe 3 du présent article pourra être remplacé par la transcription dudit tableau sur le registre.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 2^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale. La faculté de compensation ne sera admise que pour les durées de travail supplémentaire n'excédant pas une demi-heure dans la même journée.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement ne sont pas applicables aux directeurs, secrétaires, gérants, maîtres d'hôtel, chefs de cuisine, chefs sommeliers-cavistes, premières caissières, premières lingères, occupés dans les établissements désignés à l'article 1^{er}.

Un règlement spécial déterminera les délais et conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 à ces catégories de personnel, ainsi qu'aux établissements visés à l'article 1^{er} occupant au plus quatre employés ou ouvriers en outre du chef d'établissement ou de son conjoint.

ART. 10. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 11. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 23 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 25 MAI 1925

portant réglementation d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales ;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 1^{er} juillet 1919, page 6667 ; 22 juillet 1919, page 7597 ; 9 octobre 1919, page 11157, et relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries du bois et matières similaires, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919 ;

Vu les observations présentées par les divers organisations patronales et ouvrières ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après désignées :

Tabletterie en toutes matières ;

Fabrication d'ébauchons de pipes, de pipes et autres articles de fumeurs ;

Fabrication de peignes et articles de coiffure en toutes matières ;

Fabrication de tous objets de corne, celluloïd et autres matières plastiques naturelles ou artificielles ;

Fabrication de maquettes, pièces d'anatomie, modèles réduits de machines et d'appareils de bois, carton, carton moulé et laqué et autres matières plastiques ;

Fabrication de jeux, jouets et engins sportifs ;

Fabrication de tous objets tournés en bois ;

Fabrication de cannes, manches, poignées, fouets, cravaches ;

(1) *J. O. du 29 mai 1925.*

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

Fabrication d'articles de pêche autres que les filets ;

Fabrication d'articles de bureau et de dessin ;

Fabrication de bustes, têtes, mannequins en toutes matières ;

Fabrication de chapelets : fabrication de perles autres que les perles de métal ou de verre ;

Fabrication de boutons en toutes matières, autres que les boutons de verre ou de porcelaine ;

Fabrication d'arçons en bois ;

Fabrication de balais, broserie ; fabrication de plumeaux ;

Fabrication de tous articles d'osier, de roseau, de rotin, de paille et autres matières végétales similaires.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite. En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser par dérogation aux régimes visés aux 1^o et 2^o du premier alinéa et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail journalier n'excède pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les

organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruptions de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de compensation ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues dans le présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 3 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder, soit la limite fixée par l'article 2, soit dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3 relative aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire ainsi établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou sous la responsabilité de celui-ci par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente, dans chacun des lieux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement, devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du Service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage et du chauffage :

Une heure et demie au maximum ; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines, fours et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement :

Une heure au maximum.

3° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement ;

Une demi-heure au maximum.

4° Travail du personnel de maîtrise, des chefs d'équipe affectés spécialement aux études, aux essais, à la mise au point de nouvelles fabrications et à la réception de tous appareils ;

Une heure au maximum.

5° Travail des surveillants, gardiens, veilleurs de nuit, conducteurs d'automobiles, charretiers, magasiniers, préposés au service d'incendie ;

Quatre heures au maximum, sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

Préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles ;

6° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires, personnel préposé au nettoyage des locaux.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables au personnel adulte de l'un ou l'autre sexe, à l'exception de celles visées sous les numéros 1 et 2, qui sont exclusivement aux hommes adultes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément aux articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale, ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer, dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent vingt heures. Cent cinquante heures pour l'industrie de la fabrication des jeux, jouets et engins sportifs.

En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

A titre transitoire, pour les années 1925 et 1926, le maximum annuel prévu sous le 3° est porté à cent cinquante heures pour toutes les industries visées à l'article 1^{er}.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein

droit au chef d'établissement sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage de dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 25 mai 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 31 JUILLET 1925

relatif à la retenue de 6 p. 100 pour pensions sur les traitements ou allocations des fonctionnaires civils (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Finances :

Vu la loi du 14 avril 1924 (2), portant réforme du régime des pensions civiles et militaires ;

Vu le décret du 9 novembre 1853 portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 9 juin 1853 :

Vu le décret du 2 septembre 1924 (3), portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924 :

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1926, les traitements ou allocations des fonctionnaires civils passibles de la retenue de 6 p. 100 pour pensions sont ordonnancés pour le net. Le montant de la retenue est ordonnancé en fin d'exercice en bloc, par chapitre et par comptable, au profit du Trésor, pour être imputé au compte : « Retenues de 6 p. 100 pour le service des pensions civiles ».

ART. 2. — Les retenues prélevées pour cause de congé d'absence ou par mesure disciplinaire, sont ordonnancées avec le traitement et imputées en dépense pour leur montant intégral ; elles sont portées en recettes au compte : « Recettes accidentelles à différents titres ».

ART. 3. — L'article 5 du décret du 9 novembre 1853 est abrogé.

ART. 4. — Le Ministre des Finances est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 31 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances.

J. CAILLAUX.

(1) J. O. du 12 août 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 3.

(3) Voir *Bulletin* 1924, page 88.

DÉCRET DU 6 AOÛT 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales :

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er}, ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 24 août 1924 et 23 octobre 1924, relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la biscuiterie, fabrique de pain d'épices et de gâteaux de toute nature, chocolaterie, confiserie, fabriques de confitures et de fruits confits ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Biscuiterie, fabrique de pain d'épices et de gâteaux de toute nature ;

Chocolaterie ;

Confiserie, fabriques de confitures et de fruits confits.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1^o Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ;

(1) *J. O.* du 11 août 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1° et 2° du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail ne dépasse pas dix heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, manque de matières premières, arrêt pour nettoyage et ramonage des cheminées, fours et chaudières, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée, à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sur autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. En ce qui concerne les jours fériés légaux, la récupération ne pourra avoir lieu que dans

la semaine qui précède et la semaine qui suit la semaine comprenant le jour férié à récupérer.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées, pour cette récupération, par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder, soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3, relatives aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les ouvriers spécialistes chargés de la préparation des pâtes.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef de l'entreprise ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1° Travail des ouvriers spécialement employés à la conduite des fours, fourneaux, étuves, sécheries, autoclaves, alambics, chaudières autres que les générateurs pour machines motrices, appareils frigorifiques, sous la condition que ce travail ait un caractère purement préparatoire ou complémentaire et ne constitue pas un travail fondamental de l'établissement.

Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage; travail des ouvriers employés au service de la stérilisation et de l'ébullition;

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des fours, machines et autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement;

3° Travail des ouvriers spécialement employés à des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires, par suite de circonstances exceptionnelles;

4° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

5° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

Une heure et demie au maximum.

Deux heures au maximum le lendemain de chaque journée de chômage.

Une heure au maximum avec faculté de faire travailler ces ouvriers dix heures les jours de chômage normale de l'établissement et les veilles desdits jours.

Deux heures au maximum.

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer.

Une demi-heure au maximum.

6° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement ;

Deux heures au maximum.

7° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, magasiniers, services d'incendie ; préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles ;

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

8° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires ; personnel préposé au nettoyage des locaux et à la préparation des expéditions.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les n^{os} 6, 7 et 8, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par les articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement ;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel ; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer dans chaque cas de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent vingt heures par an. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures. Toutefois, la durée du travail pourra être portée exceptionnellement à onze heures, sur autorisation accordée par l'Inspecteur départemental du travail pendant une période qui ne pourra excéder vingt-cinq jours pour la fabrication des marrons glacés et des fruits confits.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départe-

mental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Vizille, le 6 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 6 AOÛT 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure de Châtellerault (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

(1) *Journal officiel* des 10 et 11 août 1925.

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 26 août 1920 (1), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (3) :

.....

Vu les demandes formulées les 8 janvier et 18 mai 1925 par le Syndicat des ouvriers coiffeurs de Châtelleraut ;

Vu l'accord intervenu le 5 janvier 1925 entre le Syndicat patronal des coiffeurs de Châtelleraut et des environs et le Syndicat des ouvriers coiffeurs de Châtelleraut et du département de la Vienne ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue de la ville de Châtelleraut, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, est établi le régime uniforme ci-après de répartition des heures de présence journalière maximum :

Les mardi, mercredi, jeudi, vendredi et samedi, de huit heures à vingt heures, avec repos de douze à treize heures ;

Le dimanche matin, de huit heures à treize heures, le repos hebdomadaire étant fixé au lundi.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Vizille, le 6 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

(1) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(3) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

DÉCRET DU 9 AOÛT 1925

portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (titre II, Hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu les articles 67, 68 et 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, ainsi conçus :

« Art. 67. — Des règlements d'administration publique déterminent :

« 1° Les mesures générales de protection et de salubrité applicables à tous les établissements assujettis, notamment en ce qui concerne l'éclairage, l'aération ou la ventilation, les eaux potables, les fosses d'aisances, l'évacuation des poussières et vapeurs, les précautions à prendre contre les incendies, le couchage du personnel, etc.;

« 2° Au fur et à mesure des nécessités constatées, les prescriptions particulières relatives, soit à certaines professions, soit à certains modes de travail.

« Art. 68. — En ce qui concerne l'application des règlements d'administration publique prévus par l'article précédent, les inspecteurs, avant de dresser procès-verbal, mettent les chefs d'établissement en demeure de se conformer aux prescriptions desdits règlements.

« Art. 69. — Cette mise en demeure est faite par écrit sur le registre prévu à cet effet par l'article 90 a. Elle sera datée et signée, indiquera les contraventions constatées et fixera un délai à l'expiration duquel ces contraventions devront avoir disparu. Ce délai, qui ne pourra, en aucun cas, être inférieur à quatre jours, devra être fixé, en tenant compte des circonstances, à partir du minimum établi pour chaque cas par le règlement d'administration publique »;

Vu l'avis du Comité consultatif des arts et manufactures;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les chantiers se rattachant à l'industrie du bâtiment et des travaux publics, les chefs d'industrie, directeurs ou préposés sont tenus, indépendamment des prescriptions du chapitre I^{er} du titre II, Livre II du Code du travail, article 66 a, et des mesures générales prescrites par les décrets des 10 juillet 1913 (2) et 4 décembre 1915 (3), de prendre les mesures particulières de protection et de salubrité énoncées aux articles suivants :

(1) J. O. du 14 août 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1913, page 213.

(3) Voir *Bulletin* 1915, page 23.

TITRE PREMIER.

Dispositions générales.

ART. 2. — Le matériel utilisé dans les chantiers pour l'établissement des échafaudages, échelles, passerelles, appareils de manutention ou de levage et tous autres engins ou installations, doit être d'une résistance suffisante pour supporter les charges et les efforts auxquels il sera soumis. Il sera vérifié avant son emploi.

L'entrepreneur devra mettre sur le chantier même ou, en cas d'impossibilité, au siège de l'entreprise, à la disposition des ouvriers, un registre pour qu'ils puissent y consigner leurs observations en ce qui concerne l'état du matériel ou l'existence de causes susceptibles d'en compromettre la solidité et généralement l'application par l'entrepreneur des dispositions qui font l'objet du présent décret.

Ce registre, sur lequel l'entrepreneur pourra également consigner ses observations, devra être présenté à l'inspecteur du travail à chacune de ses visites et visé par lui.

TITRE II.

Appareils de levage et de manutention.

ART. 3. — Avant leur mise en service sur le chantier, les appareils de levage ou de manutention doivent être vérifiés par l'entrepreneur ou son préposé, dans toutes leurs parties, et essayés en vue de s'assurer de leur solidité.

La vérification sera renouvelée chaque fois que ces appareils auront subi des démontages ou des modifications, ou que l'une de leurs parties aura été remplacée. Elle sera renouvelée également lorsque des ouvriers signaleront le mauvais état des appareils ou l'existence de causes susceptibles de compromettre la solidité de ceux-ci.

ART. 4. — Les crochets de suspension seront d'un modèle s'opposant au décrochement accidentel des fardeaux.

ART. 5. — Tous les appareils de levage et de manutention mus mécaniquement seront munis d'un frein ou de tout autre dispositif équivalent capable d'arrêter le mouvement dans toutes les positions, et disposé de façon à pouvoir fonctionner automatiquement, ou à être actionné par le préposé à la manœuvre de l'appareil immédiatement et directement de sa place de manœuvre, même en cas d'interruption de la puissance motrice.

Les cries seront disposés de manière à éviter les accidents causés par le retour de la manivelle.

ART. 6. — En service normal, aucune chaîne, aucun câble métallique ou en cordage ne peut travailler à une charge supérieure au sixième de sa résistance à la rupture.

Pour les travaux exceptionnels, toutes dispositions spéciales devront être prises pour garantir les ouvriers contre les dangers de la rupture éventuelle de la chaîne ou du câble.

ART. 7. — Des dispositions seront prises et des consignes seront données pour assurer la sécurité des ouvriers pendant le fonctionnement des appareils de levage ou de manutention.

ART. 8. — Toutes précautions seront prises pour éviter la chute des objets déplacés par les appareils de levage.

Les objets qui dépassent le bord de la benne doivent être rattachés au câble, à la chaîne ou au cordage.

Les ouvriers préposés à la manœuvre des treuils établis sur le sol pour la montée des matériaux, seront protégés contre les chutes d'outils, de menus matériaux ou objets analogues, par un toit de sûreté suffisamment résistant.

ART. 9. — Les treuils à bras doivent être munis d'un encliquetage et d'un frein, ou de tout autre dispositif permettant leur immobilisation immédiate.

ART. 10. — Sauf le cas visé à l'article 12, il est interdit d'utiliser les monte-charges ou les bennes des transporteurs pour transporter du personnel.

TITRE III.

Travaux souterrains.

ART. 11. — Les orifices au jour des puits et des galeries d'une inclinaison dangereuse doivent être, outre la clôture prévue à l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail, entourés d'une plinthe ayant au moins 15 centimètres de hauteur, destinée à empêcher la chute des matériaux.

ART. 12. — Tous les puits en construction, ainsi que les puits de service doivent être pourvus d'un treuil de puisatier muni d'un frein à main, d'un câble et d'un étrier ou d'une benne convenablement installée, pour le montage ou la descente des ouvriers ; pour la manœuvre du treuil, un homme doit être constamment présent, tant qu'il y a des hommes au fond ; quand la profondeur des puits dépassera 15 mètres, deux hommes seront nécessaires pour le service du treuil.

ART. 13. — Dans le cas de visite ou de réparation d'anciens puits, on devra s'assurer préalablement que l'atmosphère y est respirable. Les ouvriers ne pourront être autorisés à y descendre qu'après que des mesures auront été prises pour amener et maintenir l'atmosphère dans l'état de pureté nécessaire à la santé et à la sécurité des ouvriers.

La descente des ouvriers devra se faire au moyen d'une sellette avec ceinture de sûreté.

ART. 14. — L'atmosphère des chantiers souterrains ou des puits doit être maintenue en l'état de pureté nécessaire à la santé des ouvriers.

ART. 15. — Dans les chantiers souterrains où les ouvriers sont exposés à être incommodés par l'eau, des vêtements et des chaussures imperméables, en bon état, seront mis à la disposition de chacun d'eux. Ces vêtements et chaussures seront mis à la disposition des ouvriers dans l'abri visé à l'article 57, lorsque le chantier comportera ledit abri.

ART. 16. — Dans les puits où il est possible d'installer une descenderie par échelle, les échelles peuvent être verticales; mais des paliers de repos seront établis à 6 mètres au plus les uns des autres.

A chaque palier des poignées fixes seront placées de façon à permettre facilement l'accès.

ART. 17. — Les parois des puits, les parois et le toit des galeries souterraines doivent être boisés ou consolidés de façon à prévenir les éboulements, à moins qu'ils ne soient établis à travers des terrains compacts.

Lorsqu'un puits ou une galerie doivent être maçonnés ou bétonnés, le boitage ou le blindage ne sont enlevés qu'au fur et à mesure de l'avancement des travaux et seulement dans la mesure où, étant donné la nature du terrain traversé, cet enlèvement ne peut nuire à la sécurité du personnel.

Les mêmes précautions seront prises pour l'exécution des travaux d'abatage latéral.

ART. 18. — Dans les galeries souterraines où se trouvent disposées des voies ferrées, à défaut d'un espace libre de 55 centimètres mesuré entre la partie la plus saillante du matériel roulant et les parties les plus saillantes des parois de la galerie, il sera aménagé, tous les dix mètres au plus, une niche de sûreté ayant des dimensions suffisantes pour abriter simultanément deux personnes et ayant au moins 60 centimètres de profondeur.

En cas d'impossibilité, il pourra être dérogé à cette prescription à la condition que la sécurité du personnel soit assurée d'une autre manière par des dispositions que l'entrepreneur devra porter préalablement à la connaissance de l'inspecteur du travail.

ART. 19. — Lorsque les chantiers souterrains seront éclairés électriquement, un éclairage de sécurité sera établi pour fonctionner en cas d'arrêt du courant, pendant le temps nécessaire pour assurer l'évacuation du chantier.

TITRE IV.

Travaux de terrassement.

ART. 20. — Les fouilles en excavation ou en tranchée doivent présenter talus suffisamment incliné, eu égard à la nature des terres, pour éviter

les éboulements. Si cette condition n'est pas remplie, elles doivent être convenablement boisées.

Si les terres provenant des déblais, des excavations ou des tranchées sans talus ne peuvent être rejetées assez loin, des mesures seront prises pour prévenir tout éboulement.

ART. 21. — Les travaux de terrassement à exécuter sous ou dans le voisinage de constructions existantes, de voies carrossables ou de voies ferrées, ne peuvent être exécutés qu'après que les étalements nécessaires ont été posés

ART. 22. — La reprise des fondations en sous-œuvre ne doit être exécutée que par petites portions, et au fur et à mesure que les étalements mis en place assurent une sécurité suffisante.

TITRE V.

Travaux de démolition.

ART. 23. — Les murs à abattre doivent être préalablement débarrassés de toutes les pièces de bois ou de fer en saillie si ces pièces ne sont pas scellées ou si, quoique scellées, elles sont en saillie de plus de 2 mètres sur le mur à abattre.

ART. 24. — Les ouvriers ne peuvent travailler à des hauteurs différentes que si des précautions sont prises pour assurer la sécurité de ceux qui sont occupés dans les plans inférieurs.

ART. 25. — Dans le cas où des ouvriers travaillent au marteau à la démolition de murs élevés ne comportant pas de gitage, ils doivent être attachés à un point fixe par le moyen d'une ceinture et de cordages de sûreté, de manière à prévenir leur chute; un échafaudage doit être installé à 1 m. 70 au plus de la crête du mur du côté opposé aux planchers.

ART. 26. — Les constructions voisines dont l'équilibre pourrait être compromis devront être préalablement consolidées.

ART. 27. — Lorsque dix ouvriers au moins sont occupés sur un chantier de démolition, l'emploi de chefs d'équipe affectés exclusivement à la surveillance du travail est obligatoire à raison d'un chef d'équipe par 10 ouvriers.

TITRE VI.

Travaux de construction. — Échafaudages.

ART. 28. — Les échafaudages fixes doivent être construits, entretoisés et contreventés de manière à supporter les charges et à résister à la poussée du vent.

ART. 29. — Les montants d'échafaudage ou échasses doivent être encastrés dans le sol ou fixés de manière à empêcher tout déplacement du pied.

En cas d'enture des montants, la consolidation est faite de telle façon que la résistance de la partie entée des montants soit au moins égale à celle de la partie qui lui est immédiatement inférieure.

Les parties horizontales doivent être fixées aux parties verticales par deux cordages au moins.

Les boulins doivent être soigneusement fixés à leurs extrémités ; leur écartement ne doit pas dépasser 1 m. 33 sauf exception due à l'existence, dans la construction, de baies, fenêtres, portes ou autres ouvertures. Mais, dans ce cas, l'épaisseur du plancher sera augmentée en proportion de l'écartement admis.

ART. 30. — Lorsque les échafaudages ne comportent qu'un seul rang d'échasses, les boulins doivent être fixés d'un bout dans le mur. Les scellements, faits solidement, auront au moins 16 centimètres de profondeur.

ART. 31. — Les planchers des échafaudages doivent être formés de planches, bastings, ou madriers placés les uns contre les autres sans intervalles et reposant sur trois boulins au moins de manière à ne pouvoir basculer.

ART. 32. — Les garde-corps prescrits par l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail doivent être constitués par une traverse de 40 centimètres carrés de section au moins, solidement fixée à l'intérieur des montants.

Une plinthe de 15 centimètres de hauteur au moins bordera, en outre, les côtés extérieurs de l'échafaudage.

ART. 33. — Lorsque les échafaudages fixes seront établis sur les toitures, leurs montants devront reposer sur des parties solides de la construction.

ART. 34. — Lorsque les échafaudages fixes sont établis en porte à faux, ils doivent être supportés par des pièces de fort équarrissage si elles sont en bois, et de gros échantillon si elles sont en fer. Les extrémités intérieures de ces pièces seront solidement maintenues. Seules, les parties résistantes de la constructions peuvent être utilisées comme points d'appui des pièces d'échafaudage.

ART. 35. — Les échafaudages légers construits sans montants le long des murs ne peuvent être supportés par des barres scellées dans le mur que si celui-ci a au moins 35 centimètres d'épaisseur, le scellement étant de 16 centimètres au moins. Les barres de fer employées dans la construction de ces échafaudages doivent être de fort échantillon et ne peuvent être remplacées que par des traverses en bois résistant. L'extrémité libre de chaque barre, munie d'un œil, ou de la traverse en bois, doit être reliée par un cordage à une pièce résistante de la construction, ou soutenue par une jambe de force.

ART. 36. — Les planchers des échafaudages légers doivent être jointifs. S'ils sont montés sur chevalets, ceux-ci ne peuvent être espacés de plus de 2 mètres et doivent être solidement fixés à des pièces résistantes de la construction.

ART. 37. — Les échelles verticales employées à la confection d'échafaudages légers doivent être fixées solidement à diverses hauteurs et être soigneusement étré sillonnées.

ART. 38. — Les échafaudages légers doivent, comme les échafaudages fixes, être munis de garde-corps rigides et de plinthes.

Le garde-corps des échafaudages sur lesquels les ouvriers travaillent assis, doit être constitué par deux lisses rigides l'une à 90 centimètres, l'autre à 45 centimètres au-dessus du plancher.

ART. 39. — Les plateaux, les échafaudages mobiles ou volants doivent avoir un plancher jointif bordé de tous côtés par une plinthe de 15 centimètres de haut.

Ils doivent être munis de garde-corps composés d'une traverse rigide placée à 70 centimètres de hauteur au moins sur le côté du mur et à 90 centimètres de hauteur sur les trois autres faces. Ces garde-corps doivent être portés par des montants espacés de 1 m. 50 au plus, solidement fixés au plancher.

L'ensemble constitué par le plancher et les garde-corps doit être rendu rigide avant la suspension.

ART. 40. — Les plateaux, les échafaudages volants doivent être suspendus par trois cordages au moins, espacés de trois mètres au plus, s'adaptant à des étrières en fer qui entourent et supportent la cage rigide de l'échafaudage. Ces cordages doivent être manœuvrés par des moufles ou organes similaires, et suspendus ou reliés à des parties solides de la construction.

ART. 41. — Les travaux sur corde à nœuds, échelle suspendue ou sur plate-forme attachée à un cordage sont interdits, sauf dans le cas où le peu d'importance des travaux ne comporte pas l'établissement d'échafaudages volants. Dans les cas où il est indispensable de recourir à ces modes de travail, les échelles suspendues ou les cordages seront fixés à une partie solide de l'édifice.

ART. 42. — Les plates-formes servant à l'exécution des travaux à l'intérieur des constructions doivent prendre appui non sur les hourdis de remplissage, mais sur des traverses reposant sur des solives.

ART. 43. — Lorsque des plates-formes reposent sur des tréteaux, ces tréteaux doivent être solides. Il est interdit de superposer des tréteaux de support les uns au-dessus des autres.

Lorsque les plates-formes sont établies à plus de deux mètres du sol, elles

doivent, comme les échafaudages fixes, être munies de garde-corps rigides et de plinthes.

Échelles, passerelles, ponts de service, escaliers.

ART. 44. — Les échelles doivent être disposées et fixées de façon à ne pouvoir ni glisser du bas, ni basculer.

Elles doivent dépasser l'endroit où elles s'appuient d'un mètre au moins, ou être prolongées par un montant de même hauteur, formant main courante à l'arrivée.

Les échelons doivent être rigides et emboîtés solidement dans les montants.

Une seule échelle ne pourra, à moins d'être consolidée en son milieu, franchir plus de cinq mètres.

Les échelles reliant les étages doivent être chevauchées et un palier de protection doit être établi à chaque étage.

Les échelles ne peuvent être utilisées pour le transport de fardeaux dépassant 50 kilos.

ART. 45. — Les échelles doubles doivent, pendant leur emploi, avoir leurs montants reliés ou immobilisés afin d'éviter tout écartement accidentel.

ART. 46. — Les paliers extérieurs ainsi que les diverses passerelles, plans inclinés ou ponts de service doivent être installés solidement et munis de garde-corps avec plinthes, dans les conditions indiquées pour les plates-formes.

Leur largeur doit être de 60 centimètres au moins.

ART. 47. — Les échafaudages, paliers, passerelles, escaliers, doivent être constamment débarrassés de tous gravats et décombres.

ART. 48. — Lorsqu'après suppression du passage des échelles, les ouvriers passent par les escaliers, ceux-ci doivent être munis de rampes provisoires rigides.

Les ouvertures ménagées en vue du passage des ascenseurs doivent être clôturées.

Travaux sur les toitures et charpentes.

ART. 49. — Dans les travaux exécutés sur les toits et autres travaux exposant les ouvriers à des chutes graves, il sera installé, à défaut d'échafaudages, des garde-corps, crochets, plinthes, ou autres dispositifs protecteurs s'opposant efficacement à la chute de l'ouvrier sur le sol s'il vient à glisser.

Lorsqu'il y aura impossibilité d'utiliser ces dispositifs protecteurs et pour l'exécution des travaux de charpente, des ceintures de sûreté avec cordages permettant de s'attacher à un point fixe seront mises à la disposition des ouvriers.

Les ouvriers occupés sur des toits vitrés doivent travailler sur des échafaudages, plates-formes ou échelles les empêchant de prendre appui directement sur le vitrage.

Dans les travaux de vitrage importants, il y a lieu, soit de munir les ouvriers de ceintures et cordages de sûreté, soit d'installer à faible distance au-dessous du vitrage, une plate-forme destinée à retenir les ouvriers en cas de chute.

Les débris de verre doivent être immédiatement enlevés.

TITRE VII.

Prescriptions diverses.

ART. 50. — Les ouvertures existant dans les étages ou les échafaudages doivent, outre la clôture prévue par l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail, être bordées d'une plinthe de 15 centimètres au moins de hauteur.

ART. 51. — Les charpentes sur lesquelles des ouvriers travaillent, doivent recevoir un plancher suffisamment large pour permettre aux ouvriers d'accomplir leur besogne en toute sécurité. En particulier la largeur de ce plancher, établi sur solives à l'écartement ordinaire de 70 centimètres pour le travail des maçons briqueteurs, doit être de 3 mètres au moins. Lorsque l'écartement des solives dépasse 70 centimètres le plancher installé sera considéré comme échafaudage.

ART. 52. — En cas de verglas, de gelée ou de neige, des scories, cendres, sables ou autres matières pulvérulentes doivent être répandues en quantité suffisante sur les échafaudages et passerelles de manière à prévenir toute glissade.

ART. 53. — Par grands vents, le travail ne peut continuer que si toutes les précautions sont prises pour consolider les installations provisoires, pour attacher ou descendre les matériaux susceptibles de tomber.

ART. 54. — Les ouvriers occupés à des travaux sur pierres dures susceptibles de produire des éclats doivent avoir à leur disposition des lunettes de sûreté.

ART. 55. — Des mesures doivent être prises pour que les décintrements, enlèvements d'éтанçons et toutes opérations analogues ne puissent se faire que sur l'ordre précis du chef de chantier et sous son contrôle personnel.

ART. 56. — Dans les cas où des travaux sont effectués au-dessus de cours d'eau, étangs, canaux, ainsi que dans les travaux maritimes, des mesures doivent être prises afin que les ouvriers tombés à l'eau puissent être rapidement secourus. Les passerelles donnant accès aux travaux doivent être munies sur les deux côtés de garde-corps rigides de 90 centimètres de haut, et de plinthes de 15 centimètres de hauteur.

ART. 57. — Dans les chantiers fixes occupant plus de 20 ouvriers pendant

plus de quinze jours, les employeurs doivent mettre un abri clos à la disposition du personnel. Cet abri doit être éclairé, chauffé en hiver, et tenu en état constant de propreté. Pour les chantiers souterrains, il sera établi au jour.

Dispense de tout ou partie de ces prescriptions pourra être accordée par l'inspecteur du travail lorsque leur observation sera reconnue impossible.

ART. 58. — Dans les chantiers occupant plus de 10 ouvriers, des mesures doivent être prises pour que les ouvriers victimes d'accidents puissent recevoir rapidement les premiers soins.

ART. 59. — Lorsque les ouvriers sont appelés, au cours de l'exécution de travaux, à être occupés à moins de trois mètres de conducteurs ou de supports de lignes de distribution ou de transport d'énergie électrique, l'entrepreneur doit, avant de commencer les travaux, et après s'être concerté avec l'exploitant de la ligne électrique, prendre les mesures nécessaires pour sauvegarder la sécurité des ouvriers occupés sur son chantier pendant la durée des travaux.

TITRE VIII.

Affichage. — Délais d'exécution.

ART. 60. — Un extrait du présent décret, extrait dont le texte sera fixé par arrêté ministériel, sera affiché dans les chantiers fixes, occupant plus de cinquante ouvriers, ainsi qu'au lieu où se fait la paye du personnel.

ART. 61. — Le délai minimum prévu à l'article 69 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale pour l'exécution des mises en demeure est fixé :

A quinze jours pour les mises en demeure fondées sur les dispositions de l'article 57 du présent décret ;

A quatre jours pour les mises en demeure fondées sur les autres dispositions.

ART. 62. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 9 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 9 AOÛT 1925

relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et de bronze d'art et imitation (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu le décret du 9 août 1920 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux;

Vu les demandes présentées par les diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 20 mai 1920 (p. 7561) et 5 décembre 1920 (p. 19901), relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries de la fabrication de bijouterie, orfèvrerie, horlogerie, de bronzes en tous genres, de la taille de pierres précieuses, de la gravure sur métaux et de la galvanoplastie, de la fabrication de couverts et d'orfèvrerie argentée ou non argentée, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées :

Orfèvrerie d'argent (Paris), 6 juin 1919; gravure sur métaux (Marseille), 6 juin 1919; bijouterie, joaillerie (Marseille), 21 juin 1919; gravure sur acier (Paris), 17 octobre 1919; horlogerie (Besançon), 8 juin 1920; horlogerie (Cluses), 9 février 1925;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Sous réserve des modifications prévues aux articles 2, 3 et 4 du présent décret, les dispositions du règlement d'administration publique du 9 août 1920, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux sont étendues aux établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Fabrication de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, bimbeloterie en tous genres et en toutes matières et toutes opérations ou manipulations se rattachant directement à ces industries;

Taille de pierres précieuses, fines et d'imitation;

(1) *J. O.* du 13 août 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

(3) Voir *Bulletin* 1920, page 167.

Travail des métaux fins ;

Fabrication d'horlogerie ;

Galvanoplastie, dorure, argenture, nickelure, bronzage, vernissage sur métaux ;

Fabrication de bronzes en tous genres (bronzes d'art, d'ameublement et d'éclairage) et de ferronnerie d'art ;

Fabrication de bronze imitation.

ART. 2. — L'alinéa 2° du premier paragraphe de l'article 2 du règlement d'administration publique susvisé du 9 août 1920 est remplacé, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par la disposition suivante :

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente.

Corrélativement, au second paragraphe du même article, sont supprimés les mots « ou remplacer le repos de l'après-midi du samedi par un repos d'une demi-journée un autre jour de la semaine ».

ART. 3. — Les dispositions du second paragraphe de l'article 3 du règlement d'administration publique susvisé du 9 août 1920 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

En cas d'interruption collective de travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

ART. 4. — Les dispositions de l'article 6, § 3°, du règlement d'administration publique susvisé du 9 août 1920 sont remplacées, en ce qui concerne les établissements ou parties d'établissement énumérés à l'article 1^{er} du présent décret, par les dispositions suivantes :

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : cent vingt heures. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

Lorsque, dans une région comprenant une partie plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il est constaté par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face à l'exécution des travaux urgents est inférieur au maximum fixé au paragraphe 3° du présent article, un nombre différent tenant compte de ces

accords, pourra être fixé à titre provisoire, par arrêté ministériel. Le nouveau crédit d'heures supplémentaires ainsi fixé ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

ART. 5. — Les dispositions du présent règlement s'appliqueront à l'ensemble du territoire français et entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 6. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 9 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 12 AOÛT 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture statuaire (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales :

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu le décret du 11 février 1924 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics ;

Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales ;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* du 28 juillet 1924 (p. 6852), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de l'industrie de la marbrerie, et du 6 août 1924 (p. 7203), relatif à la consultation des organisations patronales et ouvrières de la profession de sculpteur-statuaire praticien, en vue

(1) *J. O.* du 15 août 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 237.

(3) Voir *Bulletin* 1924, page 71.

de l'élaboration d'un règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 :

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les régions ci-après énumérées et aux dates ci-après indiquées : Paris, 19 mai 1919; Lyon, 30 mai 1919;

Vu les observations présentées par les diverses organisations patronales et ouvrières :

Le Conseil d'État entendu.

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans tous les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après énumérées :

Scierie de marbre;

Fabrication de cheminées, pendules, autels, dressoirs, tables et monuments de marbre, de granit et de pierre;

Fabrication de cubes pour la mosaïque;

Sculpture-statuaire, sculpture-ornemaniste.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret et restent assujettis au décret du 11 février 1924 :

1° Les ateliers annexés aux chantiers et locaux où s'exercent les industries du bâtiment et des travaux publics;

2° Les ateliers non annexés auxdits chantiers et locaux, s'il est établi que vingt-cinq pour cent au moins de leur personnel est appelé à être occupé sur ces chantiers et locaux.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite.

En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées, et en se référant, là où il en existe, au accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^{er} et 2^o du paragraphe 1^{er} et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée

du travail ne dépasse pas neuf heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans un région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de récupération des heures de travail perdues, dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours, à dater du jour de la reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent, sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues, ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux aura été donnée pour toute l'année, les forma-

lités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées pour cette récupération par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de dix heures.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour toute autre période de temps dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit, dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3, relatives aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après, ainsi que pour les scieurs occupés à la conduite des machines à scier le marbre.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise ou sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractères lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée, soit par un tableau affiché, soit par un registre spécial tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, des électriciens, des chauffeurs employés au service de la force motrice, de l'éclairage, du chauffage des locaux et du matériel de levage;	Une heure au maximum; une heure et demie le lendemain de chaque journée de chômage.
---	---

2° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

Durée de l'absence du chef d'équipe ou de l'ouvrier spécialiste à remplacer.

3° Travail d'un chef d'équipe ou d'un ouvrier spécialiste dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent;

Une demi-heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

4° Travail du personnel de maîtrise et des chefs d'équipe pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement;

Deux heures au maximum.

5° Travail du spécialiste chargé de la vérification des machines à scier avant la mise en marche de ces machines;

Une heure au maximum.

6° Travail des surveillants, gardiens, aiguilleurs, personnel occupé au service des chemins de fer de l'établissement, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs, chefs magasiniers, service d'incendie, préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles;

Quatre heures au maximum sans que cette prolongation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

7° Pointeurs, garçons de bureau et agents similaires;

Deux heures au maximum.

8° Personnel préposé au nettoyage des locaux.

Une heure au maximum.

Les dérogations énumérées dans le présent article sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles visées sous les n^{os} 6, 7 et 8, qui sont applicables au personnel adulte des deux sexes.

ART. 6. — La durée du travail effectif peut être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées par les articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions suivantes :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement;

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel; les jours suivants, deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationale ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation;

Limite à fixer dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Maximum annuel : soixante heures. En aucun cas, la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départemental du travail une déclaration datée spécifiant : la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée, évaluée en jours et en heures, de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement, dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret, au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3° de l'article 6 du présent décret seront considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 12 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 13 AOÛT 1925.

portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois, autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919, notamment l'article 1^{er} ainsi conçu (2) :

.....
Vu les demandes présentées par diverses organisations syndicales;

Vu les avis insérés au *Journal officiel* des 2 juin 1919, page 5767; 1^{er} juillet 1919, page 6667; 22 juillet 1919, page 7597; 9 octobre 1919, page 11157, relatifs à la consultation des organisations patronales et ouvrières des industries du bois et matières similaires, en vue de l'élaboration du règlement d'administration publique concernant l'application de la loi du 23 avril 1919;

Vu les accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières pour les industries et régions ci-après énumérées et aux dates indiquées :

Sabotiers, Troyes, 22 juin 1919; scierie et parquetage, Aube, 25 juillet 1919; tonnellerie pour cêruse, Lille, 7 janvier 1920; layetiers-emballleurs, Roubaix, 13 janvier 1925;

Vu les observations présentées par les diverses organisations patronales et ouvrières intéressées :

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions du présent décret sont applicables dans les établissements ou parties d'établissement où s'exercent les industries ci-après désignées :

Tronçonnage, sciage, débitage, fendage, tranchage et déroulage du bois; fabrication de fibre ou de paille de bois;

Touillage, rabotage et moulurage du bois;

Fabriques de parquets;

Chantiers de bois à œuvrer;

Imprégnation, ignifugation, injection des bois;

Fabrication de rais, moyeux en bois et brouettes;

Fabrication d'éléments de charpente et de menuiserie en bois;

(1) J. O. du 19 août 1925.

(2) Voir cet article dans le *Bulletin* 1919, page 137.

Fabrication d'emballages, caisses, boîtes, malles, coffres, coffrets, paniers, cercueils en bois ;

Fabrication d'échelles ;

Fabrication de tonneaux, feuillards, cuves, baquets, boissellerie ; fabrication de machines, engins, outils et appareils en bois ;

Fabrication mécanique de sabots et bois de galoches, de talons, formes et embauchoirs en bois ; bois de brosses, bois de fusils ;

Fabrication de modèles en bois pour tous usages ;

Fabrication de bateaux en bois, d'accessoires de marine en bois, d'appareils de gymnastique ;

Fabrication de grillages, treillages et treillis en bois ;

Fabrication de bois cintrés et contreplaqués ;

Fabrication de selles, de jougs, de bâts ;

Fabrication d'ailes d'aéroplanes ;

Fabrication de bouchons et autres objets en liège ; trituration et agglomération des déchets de liège ;

Fabrication d'articles et appareils d'orthopédie et de prothèse en bois ;

Moulins à tan non annexés à des tanneries ; écorçage à la vapeur.

Les dispositions du présent décret sont également applicables aux ouvriers et employés occupés par les établissements où s'exercent les industries ci-dessus énumérées, même dans le cas où leurs professions ne ressortissent pas à ces industries, lorsque le travail de ces ouvriers et employés a pour objet exclusif l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances.

Ne sont pas soumis aux dispositions du présent décret :

1° Les scieries ambulantes annexées aux coupes de bois et chantiers d'abatage du bois ;

2° Les industries de l'ameublement, déjà soumises aux dispositions du décret du 19 mars 1921 ;

3° Les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires déjà soumises aux dispositions du décret du 25 mai 1925 ;

4° Les ateliers annexés à des établissements ressortissant à une autre industrie où les opérations visées au premier paragraphe du présent article s'effectuent exclusivement pour les besoins de ladite industrie.

ART. 2. — Les établissements ou parties d'établissement visés à l'article 1^{er} devront, pour l'application de la loi du 23 avril 1919, choisir l'un des modes ci-après :

1° Limitation du travail effectif à raison de huit heures par chaque jour ouvrable de la semaine ;

2° Répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures

de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, afin de permettre le repos d'une demi-journée par semaine.

L'organisation du travail par relais est interdite. En cas d'organisation du travail par équipes successives, le travail de chaque équipe sera continu, sauf l'interruption pour les repos.

A la demande d'organisations patronales ou ouvrières de la profession, de la localité ou de la région, des arrêtés ministériels pourront, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles, autoriser, par dérogation aux régimes visés aux 1^o et 2^o du premier alinéa et à titre provisoire, un régime équivalent basé sur une autre période de temps, à la condition que la durée du travail journalier n'excède pas neuf heures. Ledit régime ne pourra être établi à titre définitif que par voie de règlement d'administration publique.

Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession, dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique, après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles, s'il en existe.

ART. 3. — En cas d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure (accidents survenus au matériel, interruption de force motrice, sinistres, pénurie de matières premières), une prolongation de la journée de travail pourra être pratiquée à titre de compensation des heures de travail perdues dans les conditions ci-après :

a. En cas d'interruption d'une journée au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de quinze jours à dater du jour de la reprise du travail ;

b. En cas d'interruption d'une semaine au plus, la récupération pourra s'effectuer dans un délai maximum de cinquante jours à dater du jour de reprise du travail ;

c. En cas d'interruption excédant une semaine, la récupération ne pourra s'effectuer au delà de la limite indiquée à l'alinéa précédent sans autorisation écrite de l'inspecteur départemental du travail, donnée après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

En cas d'interruption collective du travail un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, la récupération des heures de travail perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées.

Dans les établissements où le régime hebdomadaire du travail comporte un repos d'une demi-journée par semaine, comme il est prévu au paragraphe 1^{er} de l'article 2, la récupération pourra se faire par suspension de ce repos d'une demi-journée.

Le chef d'établissement qui veut faire usage des facultés de récupération prévues aux deux premiers paragraphes du présent article doit, soit dans l'avis, soit dans la demande d'autorisation qu'il devra adresser à l'inspecteur départemental du travail, indiquer la nature, la cause et la date de l'interruption collective du travail, le nombre d'heures de travail perdues, les modifications qu'il se propose d'apporter temporairement à l'horaire en vue de récupérer les heures perdues ainsi que le nombre de personnes auxquelles s'applique cette modification.

Lorsque, dans le cas prévu au paragraphe 2 du présent article, l'autorisation de récupérer les heures perdues, en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, aura été donnée pour toute l'année, les formalités édictées au paragraphe précédent pourront être remplacées pour cette récupération par d'autres formalités que l'autorisation spécifiera.

Dans les ateliers, chantiers et autres établissements où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives de travail, l'inspecteur départemental du travail, sur la demande des employeurs ou des ouvriers, substituera aux modes de récupération prévus ci-dessus ainsi qu'au mode de récupération prévu par l'article 45 du livre II du Code du travail, l'autorisation de prolonger la durée du travail pendant certaines périodes de l'année. Pour déterminer ces périodes, le nombre et la répartition des heures de prolongation autorisées à titre de récupération, ainsi que les établissements auxquels s'applique l'autorisation, l'inspecteur consultera les organisations patronales et ouvrières intéressées et se référera, là où il en existe, aux accords intervenus entre elles à ce sujet. Les conditions de récupération ainsi déterminées pourront être modifiées dans les mêmes formes.

L'autorisation accordée à un ou plusieurs établissements d'une localité ou d'une région sera, sans nouvelle consultation, étendue par l'inspecteur aux établissements de même nature de la localité ou de la région intéressée, qui lui en feront la demande.

L'augmentation exceptionnelle prévue à titre de récupération ne peut avoir en aucun cas pour effet de prolonger la durée journalière du travail de plus d'une heure.

ART. 4. — Dans chaque établissement ou partie d'établissement, les ouvriers et employés ne pourront être occupés que conformément aux indications d'un horaire précisant, pour chaque journée et éventuellement pour chaque semaine, ou pour tout autre période de temps, dans le cas d'application du paragraphe 4 de l'article 2, la répartition des heures de travail.

Cet horaire, établi suivant l'heure légale, fixera les heures auxquelles commencera et finira chaque période de travail et en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé. Le total des heures comprises dans les périodes de travail ne devra pas excéder soit la limite fixée en conformité de l'article 2, soit dans le cas où il aura été fait application des dispositions de l'article 3, relatives aux récupérations, la limite fixée par l'inspecteur départemental du travail.

Des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations prévues par l'article 5 ci-après.

Toute modification de la répartition des heures de travail devra donner lieu, avant sa mise en service, à une rectification de l'horaire établi.

Cet horaire, daté et signé par le chef d'entreprise, ou, sous la responsabilité de celui-ci, par la personne à laquelle il aura délégué ses pouvoirs à cet effet, sera affiché en caractère lisibles et apposé de façon apparente dans chacun des locaux de travail auxquels il s'applique, ou, en cas de personnel occupé au dehors, dans l'établissement auquel le personnel intéressé est attaché.

Un double de l'horaire et des rectifications qui y seraient apportées éventuellement devra être préalablement adressé à l'inspecteur départemental du travail.

En cas d'organisation du travail par équipes, la composition nominative de chaque équipe sera indiquée soit par un tableau affiché, soit par un registre tenu constamment à jour et mis à la disposition du service de l'inspection du travail.

ART. 5. — La durée du travail effectif journalier peut, pour les travaux désignés au tableau ci-dessous et conformément à ses indications, être prolongée au delà des limites fixées en conformité des articles 2 et 3 du présent décret :

1° Travail des mécaniciens, électriciens, chauffeurs employés au service de la force motrice, des étuves et séchoirs, de l'éclairage, du chauffage et du matériel de levage;

Une heure et demie au maximum; deux heures le lendemain de chaque journée de chômage.

2° Travail des ouvriers employés d'une façon courante ou exceptionnelle, pendant l'arrêt de la production, à l'entretien et au nettoyage des machines, fours et tous autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement;

Une heure au maximum, avec faculté de faire travailler ces ouvriers dix heures les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

3° Travail du personnel occupé aux travaux de chargement ou de déchargement des wagons, navires ou bateaux, ainsi que du personnel occupé au chargement ou déchargement des voitures affectées au service desdits wagons, navires ou bateaux, en vue de permettre l'achèvement desdits travaux dans les délais de rigueur;

Deux heures au maximum.

4° Travail d'un agent de maîtrise dont la présence est indispensable à la marche d'un atelier ou au fonctionnement d'une équipe, dans le cas d'absence inattendue de son remplaçant et en attendant l'arrivée d'un autre remplaçant;

Durée de l'absence du remplaçant.

5° Travail des agents de maîtrise dont la présence est indispensable pour coordonner le travail de deux équipes qui se succèdent ;

Une demi-heure au maximum au delà de la limite assignée au travail général de l'équipe.

6° Travail des agents de maîtrise, chefs d'équipe, de chantier et scierie, pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement ;

Deux heures au maximum.

7° Travail des gardiens de chantier, surveillants, conducteurs d'automobiles, charretiers, livreurs préposés au service d'incendie, concierges ;

Quatre heures au maximum, sans que l'usage de cette dérogation puisse avoir pour effet de réduire à moins de douze heures la durée du repos ininterrompu entre deux journées de travail.

8° Travail des magasiniers, personnel préposé au pointage, au nettoyage des locaux, préposés au service médical et autres institutions créées en faveur des ouvriers et employés de l'établissement et de leurs familles.

Deux heures au maximum.

Les dérogations énumérées ci-dessus sont applicables exclusivement aux hommes adultes, à l'exception de celles qui visent les concierges et le personnel préposé au nettoyage des locaux et au service médical.

ART. 6. — La durée du travail effectif pourra être, à titre temporaire, prolongée au delà des limites fixées conformément aux articles 2 et 3 du présent décret, dans les conditions ci-après :

1° Travaux urgents dont l'exécution immédiate est nécessaire pour prévenir des accidents imminents, organiser des mesures de sauvetage ou réparer des accidents survenus, soit au matériel, soit aux installations, soit aux bâtiments de l'établissement :

Faculté illimitée pendant un jour au choix de l'industriel, les jours suivants : deux heures au delà de la limite assignée au travail général de l'établissement.

2° Travaux exécutés dans l'intérêt de la sûreté et de la défense nationales ou d'un service public, sur un ordre du Gouvernement constatant la nécessité de la dérogation ;

Limite à fixer dans chaque cas, de concert entre le Ministre du Travail et le Ministre qui ordonne les travaux.

3° Travaux urgents auxquels l'établissement doit faire face (surcroît extraordinaire de travail).

Cent vingt heures par an. Cent cinquante heures pour la fabrication des caisses d'emballage.

En aucun cas la durée du travail journalier ne pourra dépasser dix heures.

ART. 7. — Le bénéfice des dérogations permanentes est acquis de plein droit au chef d'établissement, sous réserve d'accomplissement des formalités prévues à l'article 4 du présent décret.

Tout chef d'établissement qui veut user des facultés prévues à l'article 6 du présent décret est tenu d'adresser préalablement à l'inspecteur départe-

mental du travail une déclaration datée spécifiant la nature et la cause de la dérogation, le nombre d'ouvriers (enfants, femmes, hommes) pour lesquels la durée du travail sera prolongée, les heures de travail et de repos prévues pour ces ouvriers, la durée évaluée en jours et en heures de la dérogation.

Le chef d'établissement doit, en outre, tenir à jour un tableau sur lequel seront inscrites, au fur et à mesure de l'envoi des avis à l'inspecteur du travail, les dates des jours où il sera fait usage des dérogations, avec indication de la durée de ces dérogations. Ce tableau sera affiché dans l'établissement dans les conditions déterminées à l'article 4 du présent décret au sujet de l'horaire, et il y restera apposé du 1^{er} janvier de l'année courante au 15 janvier de l'année suivante.

ART. 8. — Les heures de travail effectuées par application des dérogations prévues au 3^o de l'article 6 du présent décret sont considérées comme heures supplémentaires et payées conformément aux accords et usages en vigueur pour les heures de travail effectuées en dehors de la durée normale.

ART. 9. — Les dispositions du présent règlement entreront en vigueur un mois après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 10. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 13 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :
Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURAFOUR.

DÉCRET DU 20 AOÛT 1925

*portant incorporation de fonctionnaires d'Alsace et Lorraine
dans les cadres généraux
de l'inspection du travail et de l'office du travail (1).*

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 mars 1919 relatif à l'administration de l'Alsace et de la Lorraine;

(1) *J. O.* du 6 septembre 1925.

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine :

Vu le décret du 11 juillet 1922 portant reclassement provisoire des fonctionnaires du cadre local d'Alsace et de Lorraine de l'Inspection du travail ;

Vu la loi du 22 juillet 1923 relative au statut des fonctionnaires d'Alsace et de Lorraine ;

Vu le décret du 12 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier, 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919 et 29 mars 1920 (1), relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail : •

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Guerre, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les fonctionnaires du cadre local d'Alsace et Lorraine, dont les noms suivent, déjà reclassés, à titre provisoire, par le décret susvisé du 11 juillet 1922, sont incorporés dans les conditions ci-après dans les cadres de l'Inspection du travail :

M. MOREL (Robert), en qualité d'inspecteur départemental du travail hors classe, 2^e échelon (ancienneté de classe du 1^{er} janvier 1922) ;

M. BURGUBURU (Pierre), en qualité d'inspecteur départemental du travail hors classe, 1^{er} échelon (ancienneté de classe du 1^{er} juillet 1922) ;

M. LACHMANN (Charles), en qualité d'inspecteur départemental du travail de 2^e classe.

MM. MOREL et BURGUBURU recevront en outre un complément de traitement de 6,000 francs et M. LACHMANN un complément de traitement de 5,000 francs.

ART. 2. — Les fonctionnaires recrutés sur place depuis l'armistice dont les noms suivent sont incorporés, dans les conditions ci-après dans les cadres de l'Inspection du travail :

M. KALTENBACH (Émile), en qualité d'inspecteur départemental du travail de 5^e classe (ancienneté du 1^{er} juillet 1922) ;

M. WAGNER (Jean), en qualité d'inspecteur départemental du travail de 5^e classe (ancienneté du 16 avril 1923) ;

M. FERRENBACH (Louis), en qualité d'inspecteur départemental stagiaire du travail (ancienneté du 1^{er} avril 1923).

ART. 3. — M. WEILL (Charles), recruté sur place depuis l'armistice est incorporé dans les cadres de l'Office du travail en qualité d'enquêteur de 3^e classe.

(1) Voir *Bulletin* 1920, page 149.

ART. 4. — Le présent décret prend effet du 1^{er} janvier 1924.

ART. 5. — Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel*.

Fait à Rambouillet, le 20 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil
Ministre de la Guerre,*

Paul PAINLEVÉ.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

Le Ministre des Finances,

J. CAILLAUX.

DÉCRET DU 20 AOÛT 1925

modifiant l'article 17 du décret du 2 septembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924, sur le régime des pensions civiles et militaires (validation des services auxiliaires) (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre des Finances ;

Vu la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, et notamment l'article 10 de cette loi (2) ;

Vu le règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, et notamment l'article 17 dudit règlement ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Le délai prévu par l'article 17, alinéa 5, du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924 (3), à l'égard des fonctionnaires titulaires admis à valider des services d'auxiliaires, de temporaires ou d'aides dans les conditions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, ne courra qu'à dater du jour de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant indication des services pour lesquels cette faculté est admise.

(1) J. O. du 22 août 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 3.

(3) Voir *Bulletin* 1924, page 88.

ART. 2. — Le Ministre des Finances, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 20 août 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre des Finances,

J. CAILLAUX.

DÉCRET DU 6 SEPTEMBRE 1925

rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales divers services du Commissariat général de la République à Strasbourg (1).

RAPPORT

AU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE.

Paris, le 6 septembre 1925.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

La loi du 24 juillet 1925 (2) dispose que, dans le délai de trois mois à dater de sa promulgation, les directions et services ayant appartenu précédemment au commissariat général de la République à Strasbourg et qui ne font pas partie de la direction générale des services d'Alsace et Lorraine, instituée par la même loi, à la présidence du Conseil, seront, soit supprimés, soit rattachés aux ministères desquels ils relèvent par leur nature.

Pour nous conformer à ces dispositions, nous avons l'honneur de soumettre à votre haute approbation un projet de décret rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales les services du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle qui relèvent de ce département ministériel de par leur nature. Toutefois, ladite loi a expressément disposé que le service des assurances sociales continuerait à ressortir de l'autorité du président du Conseil.

Il ne nous a pas paru possible d'insérer dans le projet de décret ci-après, une énumération limitative de ces services.

En effet, les législations en vigueur et les services chargés de leur exécution de part et d'autre de l'ancienne frontière présentent respectivement entre eux de notables différences. En second lieu, trois décrets en date des 25 février 1922, 6 décembre 1924 et 13 mars 1925 ont déjà ou bien rattaché au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales certains services du commissariat général de la République à Strasbourg (Office régional de statistique d'Alsace et de Lorraine), ou bien transféré au Ministre du Travail certaines attributions précédemment exercées par le commissaire général de la

(1) *J. O.* du 10 septembre 1925.

(2) Voir ci-dessus, page 18, le texte de cette loi.

République (organisation du travail, législation du travail en général, réglementation et inspection du travail, etc.).

Il existe donc à l'heure actuelle, à Strasbourg, des services qui dépendent à la fois du commissaire général de la République à Strasbourg et du Ministre du Travail (Direction du travail), d'autres qui dépendent exclusivement du Ministère du Travail (Office régional de statistique). Enfin, certaines attributions qui, dans le reste de la France, n'appartiennent pas au Ministre du Travail sont confiées, dans les départements recouvrés, à des services qui, si l'on s'en tenait à leur appellation, devraient être intégralement rattachés au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. C'est ainsi, par exemple, que le service des allocations et pensions aux victimes civiles de la guerre dépend, en Alsace et Lorraine, de la direction de l'assistance publique, alors que les services correspondants des autres départements ressortissent au Ministère des Pensions.

Pour éviter des omissions et doubles emplois, l'article 1^{er} du projet est rédigé en termes très généraux. Il transfère au Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales toutes les attributions qui relèvent, de par leur nature, de ce département ministériel, à l'exception des assurances sociales, mais ces attributions seulement.

L'article 2 place sous l'autorité du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales les services correspondants.

Ainsi, la loi du 24 juillet 1925 sera entièrement appliquée en ce qui concerne à la fois les attributions et les services (travail, assistance publique, hygiène, etc.) qui auraient relevé du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales dès la libération des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, s'il n'avait été utile de doter, à titre transitoire, ces départements d'un régime spécial.

Nous croyons devoir ajouter, pour éviter toute erreur d'interprétation, que le transfert d'attributions et le rattachement de services que nous vous proposons de décréter n'auront pas pour effet direct de modifier la législation et la réglementation propres aux trois départements recouvrés. Comme par le passé, les lois et règlements français ne pourront y être déclarés applicables que par des textes exprès.

Si vous partagez notre manière de voir, nous vous serions reconnaissants de vouloir bien revêtir de votre signature le projet de décret ci-après.

Nous vous prions, Monsieur le Président, d'agréer l'hommage de notre respectueux dévouement.

DÉCRET.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu le décret du 21 mars 1919, relatif à l'administration de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu la loi du 17 octobre 1919 sur le régime transitoire de l'Alsace et de la Lorraine;

Vu le décret du 6 décembre 1924 rattachant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales l'office régional de statistique d'Alsace et de Lorraine;

Vu le décret du 13 mars 1925 (1), transférant au Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales certaines attributions du Commissaire général de la République à Strasbourg;

Vu la loi du 10 avril 1925 (2), portant ratification du décret du 25 février 1922

(1) Voir ci-dessus, page 56.

(2) Voir ci-dessus, page 16.

relatif au rattachement de l'administration des mines dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle respectivement au Ministère des Travaux publics et au Ministère du Travail :

Vu la loi du 24 juillet 1925 (1), portant réorganisation du régime administratif des départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle ;

Sur le rapport du Président du Conseil, Ministre de la Guerre, du Ministre des Finances et du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Les attributions exercées par le commissaire général de la République à Strasbourg dans les départements du Bas-Rhin du Haut-Rhin et de la Moselle, en ce qui concerne les matières qui ressortissent, de par leur nature, au ministère du travail, de l'hygiène, de l'assistance et de la prévoyance sociales, sont transférées à ce département ministériel, à dater du 1^{er} octobre 1925, sauf en ce qui concerne les assurances sociales dont les services restent sous l'autorité du président du conseil, conformément à la loi du 24 juillet 1925.

ART. 2. — A partir de la même date, les services chargés, dans les départements du Bas-Rhin, du Haut-Rhin et de la Moselle, d'assurer l'exécution des lois et règlements relatifs aux matières définies à l'article 1^{er}, sont placés sous l'autorité du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la prévoyance sociales.

ART. 3. — Le présent décret sera soumis à la ratification des Chambres, conformément aux prescriptions de l'article 4 de la loi du 17 octobre 1919.

ART. 4. — Le Président du Conseil, Ministre de la Guerre, le Ministre des Finances et le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 6 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Président du Conseil,
Ministre de la Guerre,*

Le Ministre des Finances,

Paul PAINLEVÉ.

J. CAILLAUX.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

(1) Voir ci-dessus, page 18.

DÉCRET DU 24 SEPTEMBRE 1925

portant règlement d'administration publique pour l'établissement d'un régime uniforme de répartition du travail dans les établissements ou parties d'établissements de la ville de Nantes où s'exerce le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales,

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ;

Vu le décret du 17 mai 1921 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans le commerce de gros et demi-gros de marchandises de toute nature et notamment l'article 2, § 4, conçu comme suit :

« Art. 2. — § 4. Si des organisations patronales ou ouvrières de la profession, dans une localité ou dans une région, demandent qu'il soit fixé un régime uniforme de répartition du travail pour tous les établissements de la profession dans la localité ou dans la région, il sera statué sur la demande par décret portant règlement d'administration publique après consultation de toutes les organisations intéressées et en se référant aux accords intervenus entre elles s'il en existe » ;

Vu l'accord du 6 juin 1924 et l'avenant du 15 juin 1924, conclus à Nantes entre le Syndicat des négociants en tissus, blanc et mercerie d'une part, le Syndicat des employés des deux sexes d'autre part : vu la demande formulée par lesdites organisations ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans la ville de Nantes est établi pour tous les établissements, ou parties d'établissements où s'exerce le commerce de gros et demi-gros des tissus, blanc et mercerie, le régime uniforme de répartition des heures de travail ci-après, du 1^{er} juin au 30 septembre inclus :

De huit heures à dix-huit heures trente, avec repos de onze heures trente à treize heures trente, les lundi, mardi et mercredi ;

De sept heures trente à dix-huit heures trente, avec repos de onze heures trente à treize heures trente, les jeudi et vendredi ;

De sept heures trente à douze heures, le samedi.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène de l'Assistance et de la

(1) *Journal officiel* du 1^{er} octobre 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 19.

Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Rambouillet, le 24 septembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 16 NOVEMBRE 1925

portant règlement d'administration publique pour l'application d'un régime uniforme de répartition du travail dans les magasins et salons de coiffure des communes d'Argenteuil et de Bezons (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures;

Vu le décret du 26 août 1920 (2), modifié par le décret du 30 octobre 1921 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les magasins et salons de coiffure, et notamment l'article 2, § 3 et 7, conçus comme suit (4) :

.....

Vu l'accord intervenu, le 2 juillet 1925, entre la Chambre syndicale ouvrière des coiffeurs de la Seine et Seine-et-Oise et le Syndicat patronal des coiffeurs d'Argenteuil et de Bezons;

Vu la demande formulée par la Chambre syndicale patronale des coiffeurs de Paris, Union des syndicats de la Seine;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Dans toute l'étendue des communes d'Argenteuil et de Bezons, pour tous les magasins et salons de coiffure pour hommes et pour dames, donnant le repos hebdomadaire le lundi, la répartition hebdomadaire

(1) *Journal officiel* du 20 novembre 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 178.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 39.

(4) Voir ces paragraphes ci-dessus, page 33.

des heures de présence devra être telle qu'elle assure aux ouvriers coiffeurs le repos de l'après-midi du dimanche à partir de treize heures, le travail ne devant pas reprendre avant huit heures le mardi matin.

ART. 2. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur huit jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 3. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 16 novembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

DÉCRET DU 3 DÉCEMBRE 1925

étendant aux fabriques de pâte à porcelaine, à faïence et à grès, les décrets des 15 août 1923 et 12 décembre 1924 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques (1).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales;

Vu la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures et notamment l'article 1^{er} conçu comme suit :

« ARTICLE PREMIER. — Le chapitre 2 (Durée du travail) du titre I^{er} du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

CHAPITRE II. — DURÉE DU TRAVAIL.

« Art. 6. — Dans les établissements industriels et commerciaux ou dans leurs dépendances, de quelque nature qu'ils soient, publics ou privés, laïques ou religieux, même s'ils ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfai-

(1) J. O. du 6 décembre 1925.

sance, la durée du travail effectif des ouvriers ou employés de l'un ou l'autre sexe et de tout âge ne peut excéder, soit huit heures par jour, soit quarante-huit heures par semaine, soit une limitation équivalente établie sur une période de temps autre que la semaine.

« Art. 7. — Des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, les délais et conditions d'application de l'article précédent.

« Ces règlements sont pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières, nationales ou régionales intéressées. Dans l'un et l'autre cas les organisations patronales et ouvrières intéressées devront être consultées : elles devront donner leur avis dans le délai d'un mois. Ils seront révisés dans les mêmes formes.

« Ces règlements devront se référer, dans le cas où il en existera, aux accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières, nationales ou régionales intéressées.

« Ils devront être obligatoirement révisés lorsque les délais et conditions qui y seront prévus seront contraires aux stipulations des conventions internationales sur la matière.

« Art. 8. — Les règlements d'administration publique prévus à l'article précédent détermineront notamment :

« 1° La répartition des heures de travail dans la semaine de quarante-huit heures afin de permettre le repos de l'après-midi du samedi ou toute autre modalité équivalente;

« 2° La répartition des heures de travail dans une période de temps autre que la semaine;

« 3° Les délais dans lesquels la durée actuellement pratiquée dans la profession, dans l'industrie, le commerce ou la catégorie professionnelle considérée sera ramenée en une ou plusieurs étapes aux limitations fixées à l'article 6;

« 4° Les dérogations permanentes qu'il y aura lieu d'admettre pour les travaux préparatoires ou complémentaires qui doivent être nécessairement exécutés en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement ou pour certaines catégories d'agents dont le travail est essentiellement intermittent;

« 5° Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroûts de travail extraordinaires, à des nécessités d'ordre national, à des accidents survenus ou imminents;

« 6° Les mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail effectif, ainsi que la procédure suivant laquelle seront accordées ou utilisées les dérogations;

« 7° La région à laquelle ils sont applicables. »

Vu le décret du 15 août 1923 (1), modifié par le décret du 12 décembre 1924 (2), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine, ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques;

Vu l'avis inséré au *Journal officiel* des 30 et 31 mars 1925, page 3246 relatif à

(1) Voir *Bulletin* 1923, page 37.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 102.

la consultation des organisations patronales et ouvrières en vue de l'extension du décret susvisé aux fabriques de pâtes à porcelaine, à faïence et à grès ;

Vu les observations présentées par les organisations patronales et ouvrières de diverses régions ;

Le Conseil d'État entendu,

DÉCRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} du décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 12 décembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication d'objets de faïence et de porcelaine ainsi que de poteries ayant un caractère d'art ou destinées à des usages domestiques, est complété, après- :

« Fabrication de pipes en terre. »

par la rubrique suivante :

« Fabrication de pâtes à porcelaine, à faïence et à grès. »

ART. 2. — Le paragraphe 5 de l'article 3 du décret du 15 août 1923, modifié par le décret du 12 décembre 1924, sera rédigé comme suit :

« Dans les établissements n'occupant pas plus de cinq ouvriers et n'utilisant pas de force motrice, dans lesquels les intempéries ou les morte-saisons entraînent normalement des interruptions collectives du travail et dans les fabriques de pâtes à porcelaine, à faïence et à grès, la récupération des heures perdues pourra être autorisée par l'inspecteur départemental du travail, jusqu'à concurrence de cent heures par an, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. »

ART. 3. — Les dispositions du présent décret entreront en vigueur quinze jours après sa publication au *Journal officiel*.

ART. 4. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel de la République française* et inséré au *Bulletin des lois*.

Fait à Paris, le 3 décembre 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,

DURABOIS.

ARRÊTÉ DU 23 JANVIER 1925

modifiant l'arrêté du 20 février 1922 déterminant les indemnités pour frais de tournées et le maximum de frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'inspection du travail (1).

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 1^{er} du décret du 4 janvier 1922 (2), relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre du service de l'Inspection du travail;

Vu l'arrêté du 20 février 1922 (3), déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail;

Vu le rapport en date du 16 décembre 1924 de M. l'Ingénieur en chef des mines du 2^e arrondissement minéralogique de Paris;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 février

RÉSIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL par DIVISION et par ARRONDIS- SEMENT.	OBSER- VATIONS.
<i>2^e arrondissement de Paris.</i>						
Paris.....	Ingénieur en chef.	150 ^f	700 ^f	850 ^f	»	
<i>Sous-arrondissement de Paris.</i>						
Paris.....	Ingénieur ordin ^{re} .	150 ^f	600 ^f	750 ^f	»	
Paris (8 ^e).....	Ingénieur T. P. E.	160	»	160	»	
Paris (9 ^e).....	Idem.....	170	»	170	»	
Versailles.....	Idem.....	160	»	160	»	
Auxerre.....	Idem.....	190	»	190	»	
Orléans.....	Idem.....	160	»	160	»	
Chartres.....	Idem.....	160	»	160	»	
Crail.....	Idem.....	180	»	180	»	
Laon.....	Idem.....	180	»	180	»	
<i>Sous-arrondissement de Caen.</i>						
Caen.....	Ingénieur ordin ^{re} .	150 ^f	600 ^f	750 ^f	»	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	240	»	240	»	
Argentan.....	Idem.....	220	»	220	»	
Évreux.....	Idem.....	180	»	180	»	
Rouen.....	Idem.....	200	»	200	4,550	

(1) J. O. du 25 décembre 1925.

(2) Voir *Bulletin* 1922, page 7.

(3) Voir *Bulletin* 1922, page 27.

1922 déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'inspection du travail est modifié comme suit :

ART. 2. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1925.

Paris, le 23 janvier 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

ARRÊTÉ DU 6 FÉVRIER 1925

modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913 (1) modifié, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919 (2) modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspectrices et inspecteurs départementaux du travail;

Vu l'avis de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 11^e circonscription;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail, est modifié comme suit :

11^e CIRCONSCRIPTION (LYON).

*(Rhône, Isère, Ain, Haute-Savoie, Savoie, Puy-de-Dôme,
Loire, Haute-Loire.)*

1. — INSPECTEURS.

1^{re} Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 2^e arrondissement de la ville de Lyon.

(1) Voir *Bulletin* 1913, page 411.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 356.

ISÈRE : arrondissement de Vienne.

.....

3^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 3^e et 6^e arrondissements de la ville de Lyon : cantons de l'Arbresle, de Saint-Laurent de Chamousset, de Saint-Symphorien-Coïse et de Vaugnerau de l'arrondissement de Lyon ; cantons de Tarare, d'Amplepuis et de Thizy de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

4^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 7^e arrondissement de la ville de Lyon ; cantons de Condrieu, de Givors, de Mornant et de Saint-Denis-Laval de l'arrondissement de Lyon.

5^e Section. — Résidence à Lyon.

RHÔNE : 1^{er}, 4^e et 5^e arrondissements de la ville de Lyon ; cantons de Limonest et de Neuville-sur-Rhône de l'arrondissement de Lyon et cantons d'Anse, de Beaujeu, du Bois d'Oingt, de Belleville-sur-Saône, de Lamure, de Monsels et de Villefranche-sur-Saône de l'arrondissement de Villefranche-sur-Saône.

.....

ART. 2. — Ces modifications auront effet à dater du 1^{er} février 1925.

Paris, le 6 février 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

ARRÊTÉ DU 20 MARS 1925

modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'arrêté du 14 janvier 1921 (1) modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail ;

Vu l'arrêté du 6 février 1925 (2), modifiant, à dater du 1^{er} février 1925, l'arrêté du 29 octobre 1919 modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspectrices et inspecteurs départementaux du travail ;

(1) Voir *Bulletin* 1921, page 42.

(2) Voir ci-dessus, page 150.

Vu les propositions de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 11^e circonscription;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est modifié comme suit :

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
	1 ^{re}	Lyon	1,200 ^f
	2 ^e	<i>Idem.</i>	3,000
	3 ^e	<i>Idem.</i>	2,400
	4 ^e	<i>Idem.</i>	1,200
	5 ^e	<i>Idem.</i>	1,400
	6 ^e	Grenoble	3,200
11 ^e	7 ^e	Chambéry	3,300
	8 ^e	Saint-Étienne	2,100
	9 ^e	<i>Idem.</i>	2,500
	10 ^e	Roanne	2,600
	11 ^e	Clermont-Ferrand	3,400
	12 ^e	Lyon (Inspectrice)	1,200
	13 ^e	<i>Idem.</i>	1,200

ART. 2. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} février 1925.

Paris, le 20 mars 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

JUSTIN GODART.

ARRÊTÉ DU 11 JUIN 1925

modifiant l'arrêté du 20 février 1922, modifié, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'inspection du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 1^{er} du décret du 4 janvier 1922 (1), relatif à l'attribution des indemnités fixes pour frais de tournées et des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux, ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines, au titre du service de l'inspection du travail;

(1) Voir *Bulletin* 1922, page 7.

Vu l'arrêté du 20 février 1922 (1), modifié le 23 janvier 1925 (2), déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et aux ingénieurs T. P. E. des mines, au titre de l'Inspection du travail :

Vu les rapports en date des 12 mars et 15 avril 1925 de M. l'Ingénieur en chef des mines de l'arrondissement minéralogique de Douai :

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le tableau de l'article 1^{er} de l'arrêté du 20 février 1922, modifié, déterminant les indemnités fixes pour frais de tournées et le maximum des frais de tournées payables sur état alloués annuellement aux inspecteurs généraux des mines chargés d'une division minéralogique, aux ingénieurs et ingénieurs T. P. E. des mines au titre de l'inspection du travail est modifié comme suit :

RESIDENCES.	FONCTIONS.	FRAIS de TOURNÉES sur état.	FRAIS FIXES de tournées.	TOTAL des FRAIS.	TOTAL par DIVISION et par ARRONDISSE- MENT.	OBSER- VATIONS.
<i>Arrondissement de Douai.</i>						
Douai	Ingénieur en chef.	200 ^f	1,000 ^f	1,200 ^f	"	
<i>Sous-arrondissement de Douai.</i>						
Lille	Ingénieur ordin ^{re} .	100 ^f	250 ^f	350 ^f	"	
Douai	Idem.....	250	900	1,150	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	2 x 350	"	700	"	
Lille	Idem.....	2 x 350	"	700	"	
<i>Sous-arrondissement de Valenciennes.</i>						
Valenciennes.....	Ingénieur ordin ^{re} .	250 ^f	900 ^f	1,150 ^f	"	
Idem.....	Ingénieur T. P. E.	3 x 350 ^f	"	1,050	6,300 ^f	

ART. 2. — Les dispositions du présent arrêté auront leur effet à dater du 1^{er} avril 1925.

Paris, le 11 juin 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

(1) Voir *Bulletin* 1922, page 27.

(2) Voir ci-dessus, page 149.

ARRÊTÉ DU 15 JUIN 1925

relatif aux élections aux commissions de réforme prévues par l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 (1), portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires :

Vu l'article 22 du décret du 2 septembre 1924 (2), portant règlement d'administration publique, en vue de l'exécution des dispositions de la loi susvisée ;

Sur le rapport du Directeur de l'Administration générale, de la Mutualité et de la Prévoyance sociale,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Pour l'élection des délégués du personnel à la commission de réforme du département de la Seine, les agents de l'administration du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales, en fonctions dans ce département et les chefs des services des autres départements sont groupés par catégories comme suit :

a. Directeurs, chef de division, chefs de bureau, actuaire de l'administration centrale ;

Enquêteur, chef des enquêtes et enquêteur principal de l'Office du Travail ;

Contrôleur des retraites ouvrières et paysannes, chef du contrôle ;

b. Inspecteurs divisionnaires du travail (Seine et départements) ;

b bis. Inspecteurs et inspectrices départementaux du travail (Seine et départements) ;

c. Inspecteurs départementaux de l'assistance publique (Seine et départements) ;

Directeur de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains ;

d. Sous-chefs de bureau, actuaire-adjoint, caissier payeur, agent préposé au service intérieur de l'administration centrale ;

Enquêteurs de l'Office du travail ;

Contrôleurs des retraites ouvrières et paysannes ;

Chef du laboratoire ;

e. Rédacteurs principaux et rédacteurs de l'administration centrale.

f. Commis calculateurs principaux, commis principaux d'ordre et de comptabilité, commis calculateurs, commis d'ordre et de comptabilité de l'administration centrale ;

(1) Voir *Bulletin* 1924, page 3.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 88. *

g. Expéditionnaires principaux et expéditionnaires de l'administration centrale;

Préparateurs du laboratoire;

h. Agents du service intérieur (chef surveillant, huissiers, concierges, gardiens de bureau, lingère) de l'administration centrale;

Garçon du laboratoire.

ART. 2. — Pour l'élection des délégués du personnel aux commissions de réforme de la Seine et des départements, les fonctionnaires des services de l'Inspection départementale de l'assistance publique (Seine et départements) et les agents de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains, soumis à la loi du 14 avril 1924 sont groupés par catégories comme suit :

a. Sous-inspecteurs départementaux de l'assistance publique (Seine et départements);

Agent comptable de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains;

b. Commis de l'inspection départementale de l'assistance publique (Seine et départements);

Secrétaire de l'établissement thermal d'Aix-les-Bains.

ART. 3. — Chaque catégorie élit, parmi les fonctionnaires qui la composent deux délégués titulaires et deux délégués suppléants.

ART. 4. — Le Directeur de l'Administration générale, de la Mutualité et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Paris, le 15 juin 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

ARRÊTÉ DU 30 JUILLET 1925

modifiant l'arrêté du 11 mars 1921, modifié, relatif aux indemnités pour frais fixes de tournées allouées aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

LE MINISTRE DES FINANCES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et 7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916, 12 juin 1919 et 29 mars 1920 (1), relatif à l'organisation du corps de l'Inspection du travail;

Vu l'article 1^{er} du décret du 24 novembre 1920 (2), relatif au relèvement des frais de tournées et de bureau;

(1) Voir *Bulletin* 1920, page 149.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 191.

Vu l'arrêté du 11 mars 1921 (1), modifié, relatif aux indemnités pour frais fixes de tournées allouées aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail,

ARRÊTENT :

ARTICLE PREMIER. — L'article 1^{er} de l'arrêté du 11 mars 1921 relatif aux indemnités pour frais fixes de tournées allouées aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est modifié comme suit :

PARIS.

Inspecteur divisionnaire du travail.....	5,000 fr.
Inspecteurs départementaux chargés du contrôle.	2,700
Inspecteurs et inspectrices départementaux :	
Sections dans Paris.....	1,200
Sections Paris et banlieue (inspectrices)....	1,500
Sections de banlieue.....	1,800
Sections de banlieue et de grande banlieue..	400
20 ^e section (pour les trois communes de la Seine)	150

ART. 2. — Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales et le Ministre des Finances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* et aura son effet à compter du 1^{er} août 1925.

Fait à Paris, le 30 juillet 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène,
de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*
DURAFOUR.

Le Ministre des Finances,
J. CAILLAUX.

ARRÊTÉ DU 30 JUILLET 1925

modifiant l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu le décret du 22 septembre 1913, modifié par les décrets des 13 janvier et

(1) Voir *Bulletin* 1921, page 49.

7 décembre 1914, 1^{er} janvier 1916 et 12 juin 1919 (1), relatifs à l'organisation du corps de l'Inspection du travail :

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919 (2), modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail ;

Vu la proposition de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 1^{re} circonscription ;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

Le texte de l'arrêté du 29 octobre 1919, modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail est modifié comme suit :

1^{re} CIRCONSCRIPTION (PARIS).

I. — INSPECTEURS. (Seine.)

Section des Inspecteurs chargés du contrôle :

Toute la circonscription.

1^{re} Section.

1^{er} arrondissement. — Saint-Germain-l'Auxerrois, Palais-Royal, Place-Vendôme.

8^e arrondissement. — Champs-Élysées, Faubourg-du-Roule, Madeleine, Europe.

16^e arrondissement. — Porte-Dauphine, Chaillot, La Muette, Auteuil.

17^e arrondissement. — Ternes, Plaine-Monceau, Batignolles, Épinettes.

2^e Section.

2^e arrondissement. — Vivienne, Gaillon, Mail.

9^e arrondissement. — Saint-Georges, Chaussée-d'Antin, Faubourg Montmartre, Rochechouart.

18^e arrondissement. — Grande-Carrières, Clignancourt.

3^e Section.

1^{er} arrondissement. — Halles.

2^e arrondissement. — Bonne-Nouvelle.

10^e arrondissement. — Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.

18^e arrondissement. — Goutte-d'Or, Chapelle.

19^e arrondissement. — Pont de Flandre.

(1) Voir *Bulletin* 1919, page 280.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 356.

4^e Section.

- 10^e arrondissement. — Hôpital-Saint-Louis.
19^e arrondissement. — La Villette, Amérique, Combat.
20^e arrondissement. — Belleville.

5^e Section.

- 3^e arrondissement. — Saint-Avoye.
10^e arrondissement. — Porte-Saint-Martin.
11^e arrondissement. — Folie-Méricourt.

6^e Section.

- 3^e arrondissement. — Arts-et-Métiers, Enfants-Rouges, Archives.
4^e arrondissement. — Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal.
11^e arrondissement. — Saint-Ambroise.

7^e Section.

- 11^e arrondissement. — Roquette.
20^e arrondissement. — Saint-Fargeau, Père-Lachaise.

8^e Section.

- 11^e arrondissement. — Sainte-Marguerite.
12^e arrondissement. — Bel-Air.
20^e arrondissement. — Charonne.

9^e Section.

- 12^e arrondissement. — Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.
13^e arrondissement. — Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche.

10^e Section.

- 4^e arrondissement. — Notre-Dame.
5^e arrondissement. — Saint-Victor, Jardin-des-Plantes, Val-de-Grâce, Sorbonne.
6^e arrondissement. — Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs.
13^e arrondissement. — Croulebarbe.
14^e arrondissement. — Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge.

11^e Section.

- 6^e arrondissement. — Saint-Germain-des-Prés.

7^e arrondissement. — Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, École militaire, Gros-Caillou.

14^e arrondissement. — Plaisance.

15^e arrondissement. — Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

12^e Section.

Cantons de Boulogne-sur-Seine, Neuilly-sur-Seine; communes d'Issy-les-Moulineaux et de Vanves du canton de Vanves, commune de Suresnes du canton de Puteaux.

13^e Section.

Canton de Puteaux, moins la commune de Suresnes; cantons de Courbevoie, de Colombes, de Levallois-Perret.

14^e Section.

Cantons d'Asnières, de Clichy et de Saint-Ouen.

15^e Section.

Cantons de Saint-Denis, d'Aubervilliers; communes de Drancy et de Bobigny du canton de Noisy-le-Sec.

16^e Section.

Cantons de Pantin, canton de Noisy-le-Sec, moins les communes de Drancy et de Bobigny; cantons de Montreuil-sous-Bois et de Vincennes.

17^e Section.

Cantons de Sceaux, de Villejuif et d'Ivry-sur-Seine.

INSPECTEURS (Seine, Seine-et-Marne, Seine-et-Oise).

18^e Section.

Paris. — Chantiers du Métropolitain et autres.

Seine. — Cantons de Nogent-sur-Marne et de Saint-Maur.

Seine-et-Marne.

19^e Section.

Seine. — Canton de Charenton.

Seine-et-Oise. — Arrondissement de Pontoise, Corbeil, Étampes.

20^e Section.

Seine : Communes de Malakoff, Châtillon-sous-Bagneux, et Clamart du canton de Vanves.

Seine-et-Oise. — Arrondissement de Versailles, Mantes et Rambouillet.

II. — INSPECTRICES.

21^e Section.

1^{er} arrondissement. — Saint-Germain-l'Auxerrois, Palais-Royal, Place-Vendôme.

2^e arrondissement. — Gaillon.

Cantons de Puteaux et de Neuilly-sur-Seine.

22^e Section.

8^e arrondissement. — Faubourg-duRoule, Madeleine, Europe.

17^e arrondissement. — Ternes, Plaine-Monceau, Batignolles.

Cantons de Courbevoie et de Colombes.

23^e Section.

9^e arrondissement. — Saint-Georges, Chaussée d'Antin.

17^e arrondissement. — Épinettes.

18^e arrondissement. — Grandes-Carrières.

Cantons de Levallois-Perret et d'Asnières.

24^e Section.

2^e arrondissement. — Vivienne.

9^e arrondissement. — Faubourg-Montmartre, Rochechouart

18^e arrondissement. — Clignancourt, Goutte-d'Or, la Chapelle.

Cantons de Saint-Denis et de Saint-Ouen.

25^e Section.

2^e arrondissement. — Bonne-Nouvelle.

10^e arrondissement. — Saint-Vincent-de-Paul, Porte-Saint-Denis.

19^e arrondissement. — La Villette, Pont-de-Flandre.

Cantons de Pantin et d'Aubervilliers.

26^e Section.

3^e arrondissement. — Arts-et-Métiers, Saint-Avoye.

10^e arrondissement. — Porte-Saint-Martin. Hôpital-Saint-Louis.

19^e arrondissement. — Amérique, Combat.

Cantons de Montreuil-sous-Bois et de Noisy-le-Sec.

27^e Section.

3^e arrondissement. — Enfants-Rouges, Archives.

11^e arrondissement. — Folie-Méricourt, Saint-Ambroise.

20^e arrondissement. — Belleville, Saint-Fargeau, Père-Lachaise.

Cantons de Vincennes et de Nogent-sur-Marne.

28^e Section.

1^{er} arrondissement. — Les Halles.

2^e arrondissement. — Mail.

4^e arrondissement. — Saint-Merri, Saint-Gervais, Arsenal.

11^e arrondissement. — Roquette.

Cantons de Charenton et de Saint-Maur.

29^e Section.

4^e arrondissement. — Notre-Dame.

5^e arrondissement. — Saint-Victor, Jardin-des-Plantes.

11^e arrondissement. — Sainte-Marguerite.

12^e arrondissement. — Bel-Air, Picpus, Bercy, Quinze-Vingts.

18^e arrondissement. — Salpêtrière, Gare, Maison-Blanche, Croulebarbe.

20^e arrondissement. — Charonne.

Cantons d'Yvry-sur-Seine et de Clichy.

30^e Section.

5^e arrondissement. — Val-de-Grâce, Sorbonne.

6^e arrondissement. — Monnaie, Odéon, Notre-Dame-des-Champs.

14^e arrondissement. — Montparnasse, Santé, Petit-Montrouge, Plaisance.

Cantons de Sceaux et de Villejuif.

31^e Section.

6^e arrondissement. — Saint-Germain-des-Prés.

7^e arrondissement. — Saint-Thomas-d'Aquin, Invalides, École militaire, Gros-Caillou.

8^e arrondissement. — Champs-Élysées.

15^e arrondissement. — Saint-Lambert, Necker, Grenelle, Javel.

16^e arrondissement. — Auteuil, Muette, Porte-Dauphine, Chaillot.
Cantons de Vanves et de Boulogne.

Paris, le 30 juillet 1925.

*Le Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

ARRÊTÉ DU 30 JUILLET 1925

modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE L'HYGIÈNE PUBLIQUES,

Vu l'arrêté du 14 janvier 1921 (1) fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail :

Vu l'arrêté du 29 octobre 1919 (2), modifié, répartissant les sections territoriales d'inspection attribuées aux inspecteurs et inspectrices départementaux du travail ;

Vu la proposition de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 1^{re} circonscription ;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Le deuxième paragraphe de l'article 1^{er} de l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est modifié comme suit :

« Toutefois, le maximum est fixé, en ce qui concerne la 1^{re} circonscription, à 2,150 francs pour l'inspecteur divisionnaire et à 1,000 francs pour les inspecteurs chargés du contrôle. »

ART. 2. — L'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail, est modifié comme suit :

(1) Voir *Bulletin* 1921, page 42.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 356.

CIRCONSCRIPTIONS.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
1 ^{re}	18°.....	Paris.....	3,000 ^f
	19°.....	Idem.....	2,800
	20°.....	Versailles.....	2,800

ART. 3. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} août 1925.
Paris, le 30 juillet 1925.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales.*

DURAFOUR.

ARRÊTÉ DU 2 OCTOBRE 1925

modifiant l'arrêté du 14 janvier 1921, modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'arrêté du 14 janvier 1921 (1), modifié, fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail;

Sur la proposition de l'inspecteur divisionnaire du travail de la 4^e circonscription;

Sur le rapport du Conseiller d'État, Directeur du travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté du 14 janvier 1921 fixant le maximum des frais de tournées payables sur état aux inspecteurs divisionnaires et départementaux du travail est modifié comme suit :

CIRCONSCRIPTION.	SECTIONS.	RÉSIDENCES.	MAXIMUM des frais sur état.
4 ^e	1 ^{re}	Laon.....	3,600 ^f
	2 ^e	Reims.....	3,200
	3 ^e	Charleville.....	3,200
	4 ^e	Nancy.....	3,700
	5 ^e	Idem.....	3,500
	6 ^e	Idem.....	3,200
	7 ^e	Idem.....	3,200
	8 ^e	Epinal.....	3,500
	9 ^e	Nancy (Inspectrice).....	600

(1) Voir *Bulletin* 1921, page 42.

ART. 2. — Ces dispositions auront leur effet à dater du 1^{er} janvier 1925.
Paris, le 2 octobre 1925.

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales.*
DURAFOUR.

ARRÊTÉ DU 13 NOVEMBRE 1925

*fixant le texte de l'affiche prévue par l'article 60 du décret du 9 août 1925,
relatif aux mesures particulières de protection et de salubrité applicables
dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics (1).*

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE
SOCIALES,

Vu l'article 60 du décret du 9 août 1925 (2), portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (titre II, hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En exécution de l'article 60 du décret du 9 août 1925 portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail (titre II, hygiène et sécurité des travailleurs) en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, le texte des titres I, II, VI et VII dudit décret devra être affiché dans tous les chantiers fixes se rattachant à l'industrie du bâtiment et des travaux publics, occupant plus de 50 ouvriers, ainsi qu'au lieu où se fait la paye du personnel.

ART. 2. — En ce qui concerne l'exécution des travaux souterrains, des travaux de terrassement et des travaux de démolition, l'affiche prévue à l'article précédent comprendra, outre les prescriptions visées audit article, celles des dispositions du décret du 9 août 1925 plus spécialement relatives aux travaux à exécuter, à savoir : le titre III, pour les travaux souterrains ; le titre IV, pour les travaux de terrassement ; le titre V, pour les travaux de démolition.

Paris, le 13 novembre 1925.

Le Ministre du Travail.
DURAFOUR.

(1) J. O. du 6 décembre 1925.

(2) Voir ci-dessus, page 114.

CIRCULAIRE DU 25 NOVEMBRE 1924 (1).

Inspection du Travail. — Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1924, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport.

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le Rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout en-

(1) Adressée aux Inspecteurs divisionnaires du travail.

semble de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit *sur le recto des feuilles seulement*, et autant que possible, *en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire que j'adresse, d'autre part directement, avec les états statistiques nécessaires, à chacun des inspecteurs départementaux placés sous vos ordres.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL

(INSPECTION DU TRAVAIL 1924).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

§ 1^{er}. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 2. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de

savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail?

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION. LIVRETS.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu? — Quelles en ont été les conséquences?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les 6 jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme

forfaitaire tend-elle à se répandre? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrière pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérogations permanentes.

§ 5. — Dérogations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit annuel d'heures de dérogation?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels (1) dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 3 du décret du 30 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de 11 heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite de dérogations régulières ou contraventionnelles, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mises sous bandes tend-il à diminuer?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis regus par le service.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 3 du décret du 30 juin 1913, rappeler le nombre

(1) Par établissements industriels il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail.

d'établissements occupant encore des enfants la nuit en indiquant spécialement le nombre des enfants âgés de moins de 16 ans occupés la nuit.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers dans les boulangeries? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.) l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (Livre II, art. 25)? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis; par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du Livre II.

§ 2. — *Affichage* des lois, des règlements d'administration publique.

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET REPOS DES JOURS FÉRIÉS.

Champ d'application de l'article 30 du Livre II. — A quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois? — Pour quels motifs? — Solution intervenue. — Litiges *nouveaux* concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service (1), d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910; — les modes de repos temporairement tolérés dans certaines professions (boulangeries, hôtels). Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

(1) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

Constatations nouvelles touchant la fermeture des magasins pendant le repos collectif.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er}?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 30 juin 1913 et du 13 août 1910, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles?

ART. 43 a. — Localités (ou régions) et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif. — Quelles difficultés a soulevées l'application de ces arrêtés?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.)

Contrôle. — Difficultés rencontrées.

ART. 50 b. — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES

ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 a et 54 b du Livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement.

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 *a* du Livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple. — Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau (1), pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables ;

2° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels ;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène ; maladies professionnelles dont ils sont la cause (2). — Indiquer les mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du Livre II ?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris

(1) La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

(2) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, au soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour.

§ 5. — *Céruse*. — a. Application du Chapitre iv du Titre II du Livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b. Application du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi de la céruse dans les industries autres que la peinture en bâtiments.

§ 6. — *Chantiers*. — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90 b du Livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (Décret du 21 mars 1914). — En particulier application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries.

§ 8. — *Surcharges*. — Application du décret du 28 décembre 1909.

§ 9. — Application de l'article 76 du Livre II (Sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 1^{er}. — *Établissements publics*. — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des acci-

dents (1). — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2^e. du Livre II.

§ 2. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau ; *b.* par l'usage des ponts roulants ; *c.* par la circulation sur les passerelles et les ponts volants ; *d.* par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE XI. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre de déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 4 mai 1921).

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la nouvelle législation sur les maladies professionnelles est appliquée. — Propositions relatives à l'extension des dispositions de cette législation à d'autres maladies professionnelles ou à d'autres travaux.

CHAPITRE XII. — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, ET INCOMMODES.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examens de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

(1) Ces industries ou ces travaux pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

CHAPITRE XIII. — CAUTIONNEMENTS.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *b* du Livre 1^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — SALAIRES DES OUVRIÈRES À DOMICILE DE L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du Livre 1^{er} du Code du travail ou du décret du 10 août 1922. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté,

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis? — Quelle a été l'efficacité des observations officiellement présentées à cet égard aux entrepreneurs?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Payements des salaires.* — L'interprétation des articles 34 à 45 du Livre premier du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le paiement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45?

§ 2. — *Économats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée

par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du Livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux)?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel? — La durée en dépassait-elle trois heures? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements? — Difficultés que vous avez rencontrées. — Établissements dont l'accès vous aurait été refusé. — Dans quelles circonstances?

CHAPITRE XVII. — THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES. PROFESSIONS AMBULANTES.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du Livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçu dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du Livre II). — Décret du 21 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. COMITÉS DE PATRONAGE.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis? (1) — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

(1) Les procès-verbaux des réunions des commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

CHAPITRE XIX. — INSPECTION.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations et le service. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, par les employeurs; — par les ouvriers et employés; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XX. — PÉNALITÉS.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — *Récidives*; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les Bulletins. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 k du Livre I^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXI.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 22 DÉCEMBRE 1924 (1).

Mesures à prendre pendant la saison froide.

Au moment où nous entrons dans la saison froide, je crois utile d'appeler votre attention sur l'intérêt de veiller à ce que les dispositions de l'article 5

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

du décret du 10 juillet 1913 relatives au chauffage des locaux de travail soient convenablement observées.

D'autre part, je vous signale l'importance de tenir la main à l'application du décret du 21 juin 1913 réglementant l'emploi des enfants et des femmes aux étalages extérieurs des boutiques et magasins et du décret du 22 septembre 1913 concernant les mesures particulières d'hygiène relatives aux étalages extérieurs des boutiques et magasins en tant que ces textes visent à protéger les travailleurs contre le froid.

Vous voudrez bien me faire connaître par un bref rapport les mesures que vous avez prises dans ce sens.

CIRCULAIRE DU 8 JANVIER 1925 (1).

Mines. — Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1924, dans les exploitations soumises à votre contrôle, du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du Livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au payement des salaires et aux éconômats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (suspension du repos hebdomadaire) qui, cette année encore, ne vous est pas demandé.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre qui est également ci-joint.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tout cas, *avant le 1^{er} mars*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplaire si possible, *le 15 avril au plus tard*.

Je vous prie de m'accuser réception de la présente circulaire et des états qui l'accompagnent, dont vous voudrez bien répartir les exemplaires entre les ingénieurs placés sous vos ordres.

(1) Adressée aux ingénieurs en chef des mines.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL (MINES 1924).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques autres que les mines de fer et les mines d'autres substances ; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans rencontrés employés contrairement à l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie ? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée ? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail ? — Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu ? — Quelles en ont été les conséquences ?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du Livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

III. — Durée du travail normale (1) dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes. — Y emploie-t-on des enfants ou des femmes en dehors des conditions permises par la loi, les règlements d'administration publique des 3 mai 1893 et 30 juin 1893?

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du Livre II du Code du travail? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé?

CHAPITRE V. — REGISTRE. — AFFICHAGE.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 a du Livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

CHAPITRE VI. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1. — Nombre et répartition, *par grandes catégories professionnelles* (1). des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du Livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les gendrons. — Accidents dus aux courants électriques à basse tension.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 3 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET DES JOURS FÉRIÉS.

§ 1. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

§ 3. — *Dérogação de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations?

§ 4. — *Dérogação de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article? Pour quels travaux? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel?

(1) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

§ 1. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au Livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du Livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau ; *b.* par l'usage des ponts roulants ; *c.* par la circulation sur les passerelles et ponts volants ; *d.* par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE IX. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du Livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés ;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye ;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2) ;

Le paiement des primes ;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. *Économats*. — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2° de l'article 73 du Livre 1^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux)?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant, par suite, des économats.

CHAPITRE X. — DÉLÉGUÉS MINEURS (1).

§ 1^{er}. — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués.

§ 2. — Nombre des délégués titulaires	{	travaillant au fond dans leur circonscription ;
		travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;
		ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.
Nombre des délégués suppléants	{	travaillant au fond dans leur circonscription ;
		travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;
		ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

§ 5. — Nombre des interventions spéciales du Service des Mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.

§ 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débi-tants.)

(1) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscription, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

§ 7. — Application de l'article 120, § 2, du Livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.

§ 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XI. — CONTRÔLE DE L'ÉTAT.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail; nombre des tournées au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des Livres I^{er} et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. — Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 16 JANVIER 1925 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication du papier.
Décret du 18 décembre 1924.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication du papier.

Ce décret, en date du 18 décembre 1924 (2), a été publié au *Journal officiel* du 31 décembre 1924, page 11532 (erratum au *Journal officiel* du 3 janvier 1925, p. 203). Il entrera en vigueur, aux termes de son article 9, un mois après cette publication, c'est-à-dire le 1^{er} février 1925.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 39.

Au cours de la réunion de la commission mixte qui a précédé l'établissement du texte définitif du décret, il a été rappelé que la fabrication du papier couché, du papier de fantaisie et du papier peint, qui a été réservée lors de l'élaboration du décret concernant les industries de la transformation du papier, n'est pas non plus visée par le décret réglementant la fabrication du papier ; mais que, si de telles fabrications sont exécutées dans des établissements assujettis au décret, elles sont soumises à la même réglementation, conformément au paragraphe 2 de l'article 1^{er}.

La rédaction du 6^o de l'article 5 a fait l'objet de discussions, en commission mixte, qui ont abouti à l'addition de l'avant-dernier paragraphe de cet article. La délégation patronale avait demandé que le mot « fours » fût remplacé par « machines » ou « appareils à marche continue ». La délégation ouvrière a repoussé cette rédaction qui engloberait les machines à papier. Le texte comportant le mot « fours » a été maintenu, car il a été établi qu'il n'y a aucun inconvénient à ce que les fabriques de papier arrêtent le dimanche, ne fût-ce que huit heures, ce qui permet d'assurer vingt-quatre heures de repos à chaque équipe, et qu'en fait l'arrêt est d'une pratique presque générale dans cette industrie. Toutefois, en raison notamment de la situation des usines à force hydraulique, la disposition de l'avant-dernier paragraphe de l'article 5 a été introduite, pour étendre la dérogation du 6^o aux ouvriers spécialement occupés au service direct des machines et appareils à marche continue autres que les fours. Cette disposition n'est applicable que dans les usines où, à la date du 1^{er} novembre 1924, une prolongation de la durée normale du travail était pratiquée le jour de l'alternance des équipes, et seulement pendant une période de six mois à dater de la publication du décret. Il vous appartient d'inviter les chefs d'établissement de votre circonscription qui peuvent bénéficier de cette dérogation à prendre dès maintenant les mesures nécessaires pour se conformer au régime normal fixé par l'article 2, à l'expiration du délai de six mois.

En ce qui concerne l'utilisation des 150 heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail prévues à l'article 6, 3^o, il a été précisé en commission mixte que ces heures ne pourront pas jouer lorsque la fabrication est continue, et qu'elles ne seront utilisées que pour le personnel qui travaille exclusivement de jour, et dans les petites usines qui fonctionnent à une ou deux équipes seulement.

J'ajoute qu'il a été rappelé en commission mixte que la loi est promulguée depuis cinq ans et demi, et que les industriels de la fabrication du papier ont été invités à plusieurs reprises, notamment à la suite d'une circulaire du 8 novembre 1923 adressée aux inspecteurs, à prendre leurs dispositions en vue de l'intervention du règlement. Il conviendra de présenter ces observations aux chefs d'établissements qui feraient valoir les difficultés que comporterait pour eux l'application du nouveau décret.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 17 FÉVRIER 1925 (1).

Délégués-mineurs. — Dédoublement de circonscriptions. — Élections.

Par lettre du 29 janvier dernier, vous m'avez informé que vous aviez décidé, par arrêtés des 27 janvier, dont vous m'avez adressé copie, le dédoublement d'un certain nombre de circonscriptions de délégués-mineurs de votre département.

Vous me demandez à cette occasion de vous faire connaître quelle sera la durée du mandat des délégués-mineurs élus dans les nouvelles circonscriptions.

J'ai l'honneur de vous informer que la question du renouvellement des délégués-mineurs dans les circonscriptions remaniées a été réglée par la circulaire du 9 septembre 1893 qui prévoit que « si la circonscription primitive avait été remaniée, le renouvellement à provoquer partirait des premières élections *qui ont dû suivre ce remaniement* ».

Il en résulte que les nouveaux délégués élus devront entrer en fonctions pour une durée de trois ans à dater du jour des élections que vous allez provoquer et ne pas être soumis au renouvellement général qui aura lieu en 1926.

CIRCULAIRE DU 12 MARS 1925 (2).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Verreries en tous genres. — Décret du 19 février 1925.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret, en date du 19 février 1925 (3), portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les verreries en tous genres, à l'exclusion des glaceries et des verreries automatiques.

Comme vous le voyez, les glaceries et les verreries automatiques sont exclues de la présente réglementation. Des règlements spéciaux interviendront ultérieurement pour ces industries. Dès maintenant, vous voudrez bien me faire connaître quelles dispositions, devraient être, le cas échéant, introduites dans ces règlements pour adapter auxdites industries le régime applicable aux verreries en général.

En ce qui concerne le présent décret, j'appelle particulièrement votre attention sur les dispositions suivantes :

A l'article 2, la question s'est posée de savoir si l'on devait comprendre

(1) Adressée à un préfet.

(2) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 50.

dans la durée du travail effectif, telle qu'elle est limitée par ledit article, le temps nécessaire à ce qu'on appelle, dans certaines verreries, la « mise en place » ou si ce travail devait être considéré comme un travail préparatoire et être rangé parmi les travaux pour lesquels des dérogations permanentes sont prévues par l'article 5. Ainsi qu'il a été précisé aux organisations centrales patronales et ouvrières au cours de l'élaboration du projet de décret, les travaux de mise en train dont il s'agit, qui sont effectués, non par des ouvriers spécialistes, mais par le personnel producteur, ne rentrent pas dans les travaux visés par l'article 8, alinéa 4° du Livre II du Code du travail, c'est-à-dire les travaux préparatoires qui doivent être nécessairement exécutés *en dehors de la limite assignée au travail général de l'établissement*. Étendre la dérogation prévue par ledit article 8, 4°, aux travaux qui, comme ceux de mise en place, sont exécutés par les ouvriers producteurs eux-mêmes, aboutirait à dépasser la limite assignée au travail général de l'établissement. Ce serait évidemment contraire aux intentions du législateur. Celui-ci a, en effet, entendu réserver la dérogation dont il s'agit aux travaux préparatoires qui doivent être nécessairement exécutés par un petit nombre d'ouvriers avant le commencement du travail de l'ensemble du personnel, afin de permettre à celui-ci d'atteindre la limite légale de la durée normale du travail. Aucune dérogation n'a donc été prévue, pour ces travaux, à l'article 5 du projet de règlement. Lorsque l'exécution de ces travaux par les ouvriers producteurs eux-mêmes a pour conséquence de porter la durée de leur travail au delà des huit heures, l'excédent devra être considéré comme travail supplémentaire et être imputé sur le crédit de 150 heures de dérogation temporaire prévu à l'article 6, 3°, toute prolongation inférieure à une demi-heure étant comptée pour une demi-heure.

L'article 3 du décret ne prévoit pas la récupération des chômages collectifs des jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales et autres événements locaux. Il a été reconnu en commission mixte, que la récupération des heures ainsi perdues n'est pas en usage, bien que la journée de huit heures soit déjà pratiquée d'une manière générale. Le comité central des maîtres de verrerie a, toutefois, signalé qu'il est des circonstances où, dans certains centres de verrerie, il est d'usage de compenser, par des heures supplémentaires, des chômages collectifs que les traditions professionnelles imposent. Tel serait le cas des obsèques d'un ouvrier auxquelles tout le personnel tient à assister. Les heures perdues du fait de cette cérémonie seraient généralement récupérées les jours suivants. J'ai fait connaître au comité que le texte même du décret permet une récupération de ces heures. En effet, un chômage tel que celui auquel il est fait allusion ne saurait porter sur la journée entière, mais sur quelques heures. Comme il est toujours loisible au chef d'établissement de modifier son horaire, il suffira, dans la semaine au cours de laquelle le chômage se sera produit, de substituer à la répartition des quarante-huit heures à raison de huit heures par jour ouvrable, la répartition inégale prévue à l'alinéa 2° de l'article 2. Si, en raison du chômage, la durée du travail effectif a été réduite, par exemple, à trois heures, les quarante-cinq autres heures de travail effectif que la loi permet d'effectuer dans la même semaine pourront être réparties, à raison de neuf heures par jour, sur les cinq autres

jours de la semaine. Un simple avertissement adressé à l'inspecteur, dans les formes prévues à l'article 4, suffira à régulariser ce changement temporaire de répartition du travail, strictement légal et conforme, au surplus, aux stipulations de la convention internationale de Washington.

A l'article 5, la dérogation 3° (deux heures au maximum pour l'achèvement des opérations qui, techniquement, ne peuvent être arrêtées à volonté, lorsque ces opérations n'ont pu être terminées dans les délais réglementaires par suite de circonstances exceptionnelles), est applicable notamment dans le cas de l'accident dit : « bris de creuset ».

Ce même article 5 comporte sous le n° 4 la disposition déjà inscrite dans un grand nombre de décrets, aux termes de laquelle, en cas d'absence inattendue d'un agent de maîtrise, appelé à prendre son tour de travail, l'agent dont le tour serait normalement achevé peut être maintenu à son poste jusqu'à l'arrivée du remplaçant. Il va sans dire, — ce point a été précisé en commission mixte sur une question posée par le comité central des maîtres de verrerie — que cette disposition permet, en cas d'absence inattendue d'un agent de maîtrise, de demander à l'agent dont le tour de travail devait suivre de venir avant l'heure qui lui est normalement assignée. Ce sont là, au surplus des incidents assez rares et aucune difficulté ne m'ayant été signalée par vous à cet égard, à l'occasion de l'application des règlements déjà en vigueur, il y a tout lieu de penser qu'il ne s'en présentera pas davantage dans les industries de la verrerie.

Au 5° de ce même article 5, il est prévu que la durée du travail pourra être prolongée de quatre heures au maximum pour le « travail des chauffeurs dans les fours à creusets dont la fusion n'a lieu que la nuit ». Cette dérogation a été demandée par les représentants de la gobeletterie lyonnaise qui estiment indispensable qu'un même chauffeur assure l'opération entière de la fusion. Il est bien précisé qu'il ne s'agit que de la fusion et que la dérogation ne peut jouer que si cette fusion n'a lieu que la nuit.

La dérogation inscrite sous le n° 12 « vise les surveillants, gardiens, etc. Il va sans dire que les « veilleurs », bien que non expressément désignés rentrent dans la catégorie des surveillants.

L'avant-dernier paragraphe de l'article 5 prévoit une dérogation d'un caractère tout à fait exceptionnel, répondant à une situation de fait qui existe dans le personnel des *chauffeurs* de certaines verreries du département du Nord et qu'il a paru impossible de ne pas prendre en considération. L'éloignement du domicile de ces ouvriers est tel que le travail à trois équipes de huit heures ne permettrait pas à l'ouvrier de jouir d'un repos de douze heures à son foyer entre deux postes de travail. La disposition de ce paragraphe permet en conséquence le maintien du travail des *chauffeurs* en trois équipes de douze heures, avec repos ininterrompu de vingt-quatre heures entre deux périodes de travail. Pour maintenir à cette dérogation son caractère exceptionnel, il est stipulé que seuls les établissements pratiquant ce régime avant le 1^{er} novembre 1924 pourront le maintenir, et, d'autre part, que le travail effectif de chaque équipe ne devra pas excéder quarante-huit heures par semaine ou quatre-vingt-seize heures par quinzaine.

CIRCULAIRE DU 13 MARS 1925 (1).

Livre II du Code du travail. — Articles 20 a à 28 et 96.

Loi du 24 janvier 1925.

La loi du 24 janvier 1925 (2) a apporté à diverses dispositions du Livre II du Code du travail des modifications sur lesquelles il me paraît indispensable d'appeler tout spécialement l'attention du Service de l'inspection du travail.

Cette loi comporte trois articles : l'article 1^{er} porte modification des articles 20 a à 28 du Livre II, relatifs au travail de nuit des femmes et des enfants ; l'article 2 précise les attributions conférées par l'article 96 du même Code aux fonctionnaires du Ministère des Travaux publics pour le contrôle de l'application des lois ouvrières dans les établissements soumis au contrôle technique de cette même administration ; l'article 3 est une disposition transitoire maintenant, dans les usines à feu continu, le régime en vigueur, jusqu'au jour où sera intervenu un règlement d'administration publique abrogeant et remplaçant le décret du 30 juin 1913.

I. — MODIFICATIONS APPORTÉES AUX ARTICLES 20 a à 28.

Les articles 20 a à 28 du Livre II du Code du travail étaient, sur un certain nombre de points, en désaccord avec les stipulations des projets de convention adoptés en 1919 par la Conférence internationale du travail, à Washington, touchant d'une part, le travail de nuit des enfants (3), d'autre part le travail de nuit des femmes (4), dans les établissements industriels ; ils n'étaient pas, au surplus, en harmonie complète avec les prévisions de la convention internationale de Berne du 26 septembre 1906, sur la suppression du travail de nuit des femmes, convention rendue exécutoire en France par le décret du 13 septembre 1906. Le délai de dix années imparti par l'article 8 de la convention de Berne pour l'interdiction du travail de nuit des femmes dans les fabriques de sucre brut de betteraves s'était écoulé sans qu'il eût été satisfait à cette obligation de la convention.

Le Gouvernement, en même temps qu'il demandait au Parlement d'autoriser la ratification des deux projets de convention de Washington, devait obligatoirement lui proposer d'apporter à la législation intérieure les remaniements nécessaires pour que cette législation réponde entièrement aux exigences des projets à ratifier : il paraissait indispensable, à cette occasion, de tenir compte, dans le réajustement des articles visés du Code du travail, des stipulations de la convention de Berne.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail et aux ingénieurs en chef des mines.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 10.

(3) Voir *Bulletin* 1921, page 145.

(4) Voir *Bulletin* 1921, page 138.

Industries visées par l'interdiction. — Une première modification porte sur l'article 20 *a* qui est devenu l'article 21 : un second alinéa étend, conformément à l'article 1^{er}, § *d*, de la convention de Washington, l'interdiction du travail de nuit des enfants « aux entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée » et « aux entreprises de chargement et de déchargement ». De ces entreprises diverses, seules les entreprises de transport par route et les entreprises de chargement et de déchargement sont assujetties au contrôle de l'Inspection du travail. Les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par voie ferrée sont assujetties au contrôle des agents du Ministère des Travaux publics, en conformité des termes du nouvel article 96.

Définition du travail de nuit. — L'article 22 nouveau (ancien art. 21) consacre une nouvelle définition du travail de nuit. Les limites horaires de l'interdiction du travail de nuit sont désormais 22 heures et 5 heures, au lieu de 21 heures et 5 heures. Il est à peine besoin de rappeler les raisons pour lesquelles le Gouvernement a cru devoir user de la faculté que lui accordait la convention de Washington de retarder d'une heure le point de départ de l'interdiction du travail de nuit des enfants : il s'agit de faciliter l'application de la loi du 23 avril 1919 en permettant la répartition du travail en deux équipes « de jour ». Cette répartition n'était sans doute pas légalement impossible sous le régime antérieur, la période comprise entre 5 heures et 21 heures laissant place à deux postes de huit heures ; mais les deux postes ainsi organisés auraient comporté une durée continue de travail de huit heures qui, dans nombre d'industries, aurait été incompatible avec le souci de ménager les forces de l'ouvrier. Sur une amplitude de dix-sept heures, il est au contraire possible de couper chacun des postes de huit heures par un ou plusieurs repos atteignant au maximum une demi-heure. Des accords intervenus entre organisations patronales et ouvrières touchant les modalités d'application de la journée de huit heures, notamment l'accord du 24 mai 1919 entre l'Union des industries métallurgiques et minières et la Fédération des ouvriers en métaux, ont prévu l'organisation du travail en deux postes dont les limites extrêmes sont 4 heures et 22 heures, et ont émis le vœu que le travail fût autorisé pour les femmes et les enfants jusqu'à 22 heures.

Repos de nuit. — L'article 22 nouveau, pour donner satisfaction à la convention de Washington sur le travail de nuit des enfants (art. 2), étend aux enfants *de l'un et l'autre sexe* l'obligation du repos de nuit qui ne s'imposait, aux termes de l'ancien article 22, qu'aux enfants du sexe féminin.

Déroptions au repos de nuit. — La disposition de l'ancien article 22, qui permettait de réduire la durée du repos à dix heures « dans les cas prévus par les articles 17 et 23 », a été supprimée pour les raisons suivantes. L'article 17 fait partie des dispositions de l'ancienne législation qui, aux termes de la loi du 23 avril 1919, sont abrogées au fur et à mesure de la publication des règlements d'administration publique déterminant les modalités d'application de la loi de huit heures aux diverses industries, professions,

catégories professionnelles ou régions. Or, les industries auxquelles la faculté de réduire la durée du repos de nuit à dix heures avait été accordée et qui sont énumérées à l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1913, sont aujourd'hui assujetties aux prescriptions du décret du 12 décembre 1919 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 dans les industries du vêtement, et ne peuvent plus user de la faculté qui leur était ainsi octroyée. La disposition visée de l'article 22 n'avait donc plus d'objet.

Déroptions à l'interdiction du travail de nuit. — a. Industries saisonnières. — Quant à l'ancien article 23, qui permettait de prolonger le travail des femmes dans certaines industries et à certaines époques jusqu'à 22 heures, il a été abrogé, les termes du nouvel article 22 lui ôtant toute raison d'être.

b. Matières périssables. — L'article 24 nouveau, qui, par suite de la suppression de l'ancien article 23, concorde comme numérotage avec le texte auquel il est substitué, apporte, conformément aux stipulations de la convention de Washington, certaines restrictions à la faculté de dérogation temporaire sur simple préavis à l'inspecteur, accordée en ce qui concerne les femmes majeures; non seulement, comme par le passé, un règlement d'administration publique déterminera les industries auxquelles s'appliquera la dérogation, mais ce règlement d'administration publique ne pourra viser que des industries « dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide », et la dérogation ne pourra jouer que « lorsque cela est nécessaire pour sauvegarder ces matières d'une perte inévitable ». En outre, cette faculté de dérogation ne concerne que les *femmes majeures*. Quant aux enfants, une dérogation temporaire sur simple préavis ne peut s'appliquer qu'aux enfants du sexe masculin et « en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus ». L'article 2 du décret du 30 juin 1913, qui énumère les industries autorisées à déroger temporairement et fixe le nombre annuel des journées de dérogation, devra être modifié en conséquence : vous voudrez bien m'adresser des propositions à ce sujet.

c. Récupération de journées chômées. — L'article 25 nouveau prévoit, comme l'article 25 ancien, la possibilité de récupérer sur simple préavis, dans les conditions prévues par un règlement d'administration publique, jusqu'à concurrence de quinze nuits par an (sauf autorisation de l'inspecteur), les journées chômées par suite d'interruption accidentelle et de force majeure. Mais, conformément aux stipulations des deux conventions de Washington (art. 4), d'une part, cette faculté de récupération, précédemment applicable à tout le personnel protégé, est *limitée désormais aux enfants âgés de 16 ans au moins et aux femmes majeures*; d'autre part, il est précisé que l'interruption accidentelle ou de force majeure ne donne ouverture à récupération que si elle ne présente pas un caractère périodique. Ceci implique que si des raisons techniques amènent l'arrêt périodique de la force motrice, par exemple pour des travaux de réparations sur le réseau fournissant la force, à certaines heures ou à certains jours déterminés à l'avance, les chô-

mages résultant de tels arrêts ne peuvent être compensés par des heures de travail de nuit.

d. *Usines à feu continu.* — Une des dispositions les plus importantes du texte nouveau est l'article 26. L'ancien article 26 permettait, dans les conditions déterminées par un règlement d'administration publique, l'emploi, dans les usines à feu continu, des enfants et des femmes la nuit « aux travaux indispensables ». La nouvelle rédaction limite cette faculté *aux seuls enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans.*

L'article 3 de la loi porte que « les enfants âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit, dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur, jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement ».

Pour l'entrée en application de ces modifications, il pourra être tenu compte des conditions de la concurrence internationale.

Certaines importantes organisations professionnelles patronales ont, en effet, signalé que l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans dans les usines à feu continu risquerait de mettre les industries françaises en état d'infériorité, non seulement sur les marchés étrangers, mais sur le marché intérieur même, par rapport aux industries concurrentes de pays étrangers où ce travail de nuit ne serait pas interdit. La disposition transitoire de l'article 3 de la loi permet de prendre en considération cette objection et de ne mettre en application sur ce point le règlement nouveau que lorsque l'adhésion des principaux États concurrents à l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans aura été constatée.

A cet égard, le projet de loi autorisant le Président de la République à ratifier le projet de convention concernant le travail de nuit des jeunes gens, tel qu'il avait été voté par la Chambre des Députés le 18 décembre 1923 comportait un article 3, aux termes duquel cette ratification ne devait entrer en vigueur « que lorsque les États-Unis d'Amérique, l'Allemagne, la Tchécoslovaquie, l'Italie et la Pologne auront soit adhéré au protocole prévu par l'article 1^{er}, soit ratifié la convention, conformément à la procédure de l'article 405 du Traité de Versailles ». En transmettant le projet au Sénat, le Gouvernement proposa de supprimer cette disposition. Le rapporteur de la commission sénatoriale (Rapport Roustan, n° 663, p. 17) s'associait en ces termes à cette proposition : « L'Italie, la Tchécoslovaquie, la Grande-Bretagne ont ratifié la convention sur le travail de nuit des enfants..... Je n'ai pas besoin de rappeler que la législation allemande a, depuis longtemps, exclu les enfants des travaux souterrains des mines et des minières et qu'elle leur interdit le travail de nuit, ainsi que le travail du dimanche dans les mêmes conditions qu'aux femmes. Disons-le en toute sincérité : c'est aux États-Unis que l'on pense..... Non seulement les États-Unis ne sont pas membres de l'Organisation internationale du travail, non seulement ils restent en dehors de toute obligation née du pacte de la Société des Nations, mais encore la Constitution fédérale américaine ne donne capacité à la confédération de souscrire une convention internationale que dans les matières qui font l'objet d'une législation fédérale, c'est-à-dire d'une législation nationale

applicable à l'ensemble des États. Or, la législation protectrice du travail est propre à chacun des États..... Sans doute, de nombreux États ont établi une législation protectrice de l'enfant employé dans l'industrie ; mais c'est la diversité la plus grande, chacun en ces matières entendant rester maître chez soi. Alors, réclamer, préalablement à l'adhésion de la France, l'adhésion des États-Unis, cela équivaut à déclarer que la France doit refuser bel et bien son adhésion. »

Le Sénat a ratifié les propositions de la commission : le projet doit être à nouveau soumis aux délibérations de la Chambre.

Aux trois États signalés par le rapporteur de la commission sénatoriale comme ayant déjà ratifié la convention (Grande-Bretagne; Italie, Tchécoslovaquie). Il convient d'ajouter la Pologne. Seule l'Allemagne — les États-Unis étant hors de cause — n'a pas encore statué sur la ratification, bien que sa législation puisse être considérée comme donnant satisfaction par avance à la convention.

Subordonnera-t-on la mise en application des nouvelles dispositions à la ratification formelle par l'Allemagne? C'est une question qui sera examinée ultérieurement. Mais il n'y a pas lieu, en tout cas, d'attendre cette éventualité pour examiner les modifications qui devraient être apportées à l'article 3 du décret, afin de mettre en harmonie, non seulement avec la nouvelle législation sur le travail de nuit, mais d'une manière générale avec les dispositions du Code du travail visant la durée du travail. Cet article 3 prévoit, en effet, que la durée du travail effectif ne peut « dépasser *dix* heures », disposition qui ne saurait jouer dans le cadre de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Travail de nuit dans les mines. — En ce qui concerne les articles 27 et 28, relatifs au travail dans les mines, le texte en a été mis en accord avec les dispositions de la loi du 24 juin 1919 sur la durée du travail dans les mines : l'article 27 visait « deux postes de travail ne travaillant pas plus de neuf heures » ; l'article 28 contenait la condition « que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif, ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures » ; il est évident que ces dispositions étaient incompatibles avec les termes de la loi du 24 juin 1919. Elles ont été purement et simplement supprimées. Considérant que la durée du travail dans les mines est sensiblement inférieure à celle qui avait paru justifier, aux yeux du législateur de 1892, l'obligation du repos intercalaire d'une heure, le nouvel article 27 permet de réduire ce repos à une demi-heure.

II. — MODIFICATION DU DÉCRET DU 30 JUIN 1913.

Il ressort de l'exposé qui précède que l'article 1^{er} du décret du 30 juin 1913, qui prévoit la possibilité, pour deux industries du vêtement, de prolonger la durée du travail des femmes et des filles âgées de plus de 18 ans jusqu'à 10 heures du soir a cessé d'avoir sa raison d'être et qu'il y a lieu d'en envisager l'abrogation.

L'article 2, relatif aux dérogations temporaires accordées à certaines industries saisonnières, doit être modifié, pour répondre aux termes de l'article 23 qui limite la dérogation aux travaux s'appliquant à des matières « susceptibles d'altération très rapide ». d'autre part, la disposition qui permet l'emploi des femmes, filles ou enfants jusqu'à concurrence de *dix* heures de travail effectif doit être amendée en tenant compte des modalités d'application de la loi de huit heures.

En ce qui concerne l'article 3, en conformité de la convention de Berne et des conventions de Washington touchant le travail de nuit des femmes et des enfants, la portée de la tolérance accordée doit être limitée, d'une part, aux garçons de plus de 16 ans, d'autre part, aux industries énumérées par la convention de Washington, savoir : *a.* usines de fer et d'acier, travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération, et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage); *b.* verreries; *c.* papeteries; *d.* sucreries où l'on traite le sucre brut; *e.* réduction du minerai d'or. Les distilleries de betteraves, les fabriques d'objets en fer et fonte émaillés, les usines pour l'extraction des huiles, les raffineries de sucre, inscrites au tableau qui figure à cet article 3, doivent disparaître. En outre, la disposition fixant à *dix* heures le maximum de durée du travail doit être amendée.

A l'occasion de cette revision du décret nécessitée par la nouvelle législation sur le travail de nuit des femmes et des enfants, il paraît opportun d'envisager également une refonte, sinon l'abrogation pure et simple de l'article 4 du même décret, qui énumère « les industries pour lesquelles les restrictions relatives à la durée du travail pourront être temporairement levées par l'inspecteur divisionnaire, pour les enfants âgés de moins de 18 ans et les femmes de tout âge ». Il s'agit des restrictions prévues par l'article 14 du Livre II du Code du travail. Or, cet article 14 est abrogé, du fait de la mise en application de la loi de huit heures par voie de règlement d'administration publique, pour 44 industries. Les règlements d'administration publique présentement à la veille d'être promulgués, concernant les produits chimiques, les petites industries du bois, la biscuiterie, la confiserie, la chocolaterie, la fabrication des chaux et ciments, porteront ce chiffre à 49 industries sur 57 énumérées. Il reste donc un nombre infime de professions qui peuvent encore, temporairement, bénéficier du régime de la loi de 1892-1900.

Les articles 5 et 6 du décret, qui prévoient la procédure d'octroi des autorisations, d'envoi des avis à l'inspection, etc., devront être également modifiés corrélativement aux modifications apportées aux autres dispositions du décret.

Je vous serai obligé de me faire part de votre avis touchant la forme que devraient prendre les modifications à apporter à ce décret.

III. — MODIFICATIONS APPORTÉES À L'ARTICLE 96.

L'article 96 du Livre II du Code du travail était conçu comme suit :
« Dans les établissements soumis au contrôle du Ministre des Travaux pu-

blics, l'exécution des dispositions relatives au repos hebdomadaire est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du Travail ». L'assujettissement des entreprises de transport par *voie ferrée* aux dispositions relatives au travail de nuit des enfants constituait un fait nouveau, non prévu explicitement par cet article 96. Le contrôle du travail dans les entreprises de transport par voie ferrée relevant, dans l'ensemble, du Ministère des Travaux publics, rien ne paraissait justifier une exception à cette règle. Il a paru utile de préciser ce point dans la loi. Le texte nouveau de l'article 96 ne confère aucune compétence nouvelle à l'un ou à l'autre des deux départements : il délimite simplement leurs attributions, pour l'application des dispositions du Livre II du Code du travail : le Ministre des Travaux publics assure désormais, par ses agents et sous son autorité, l'application des prescriptions nouvelles relatives au travail de nuit des enfants, de même que celles des articles 6 et suivants du Livre II (durée du travail) qui, antérieurement à la loi du 23 avril 1919, ne s'appliquaient pas aux chemins de fer.

D'une manière générale, le contrôle de l'application des lois ouvrières, dans les entreprises qui relèvent, du point de vue technique, du Ministère des Travaux publics, sera assuré par les agents de ce dernier département, placés, à cet effet, sous l'autorité du Ministre du Travail. Tel est le cas des *distributions d'énergie électrique*, qui échappent désormais au contrôle du corps de l'inspection du travail : qu'il s'agisse de durée du travail, de travail de nuit, de repos hebdomadaire, d'hygiène et de sécurité des travailleurs, ce sont les fonctionnaires du Ministère des Travaux publics qui, sous l'autorité du Ministre du Travail, sont chargés du contrôle de l'observation des prescriptions du Code du travail.

Bien entendu, les usines, ateliers, chantiers ou bureaux des entreprises de *production* d'électricité demeurent assujettis au contrôle de l'inspection du travail.

CIRCULAIRE DU 20 MARS 1925 (1).

Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.
Recommandation de Washington. — Désargentation du plomb.

La commission d'hygiène industrielle a été appelée à examiner quelles sont les modifications à apporter aux dispositions du décret du 21 mars 1914 sur les travaux dangereux pour les enfants et les femmes en vue de mettre ces dispositions en harmonie avec la recommandation adoptée par la Conférence internationale du travail de Washington, concernant la protection des femmes et des enfants contre le saturnisme.

La recommandation envisage notamment dans l'alinéa b l'interdiction de

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

l'emploi des femmes et des jeunes gens au-dessous de 18 ans à la « désargentation du plomb ».

Lors des délibérations de la commission d'hygiène industrielle on a pensé qu'il n'était point nécessaire d'insérer cette interdiction dans le tableau A du décret du 21 mars 1914, estimant que l'opération de désargentation du plomb rentrait dans la rubrique « Affinage des métaux au fourneau », laquelle figure déjà au tableau A.

Or la rubrique « Affinage des métaux au fourneau » renvoie à la rubrique « Grillage des minerais », laquelle est ainsi rédigée :

« Grillage des minerais sulfureux (sauf le cas prévu au tableau C). Émissions nuisibles.

Il en résulte que la rubrique « Affinage des métaux au fourneau » pourrait être considérée comme ne visant que les opérations d'affinage *qui comportent grillage de minerai sulfureux*. La désargentation du plomb ne saurait, dans ces conditions, s'y trouver comprise.

Il y aurait lieu, en conséquence, pour donner satisfaction à la recommandation, de prévoir une rubrique spéciale pour interdire les opérations de *désargentation du plomb* aux enfants âgés de moins de 18 ans et aux femmes.

Je vous prie de me fournir des renseignements sur les conditions dans lesquelles l'opération de désargentation du plomb serait effectuée dans votre circonscription et de me faire connaître si l'inscription de la rubrique envisagée au tableau A du décret du 21 mars 1914 vous paraît devoir soulever des objections.

CIRCULAIRE DU 2 AVRIL 1925 (1).

Récupération des chômages collectifs résultant de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux.

L'application des dispositions des différents décrets sur la journée de huit heures relatives à la récupération des chômages collectifs résultant de jours fériés légaux, inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux provoque actuellement des difficultés, en présence desquelles il m'est apparu nécessaire de vous donner des directives de façon à assurer sur tout le territoire, une application uniforme de ces dispositions.

En dehors de l'opposition de principe faite à l'application de ces dispositions par les organisations ouvrières, ces difficultés proviennent actuellement du fait que certaines industries souffrent du chômage ou en sont menacées et que les ouvriers craignent que la faculté donnée aux employeurs

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

de récupérer les heures perdues pour jours fériés, inventaires, fêtes locales, etc., ne vienne aggraver ce chômage.

Comme vous le savez, cette récupération n'est pas de droit; elle est subordonnée à une autorisation de l'inspecteur du travail, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées. L'inspecteur du travail peut donc accorder ou non cette autorisation, la limiter ou la subordonner à certaines conditions. Il devra se montrer particulièrement circonspect lorsque l'enquête à laquelle il se sera livré lui aura fait apparaître l'existence ou la menace de chômages.

Dans beaucoup d'industries, il est d'usage d'autoriser la répartition des heures à récupérer sur tous les jours ouvrables de l'année. Cette façon de procéder a l'avantage — pour les employeurs comme pour les employés — d'éviter les modifications trop fréquentes d'horaires qu'entraîne la récupération au fur et à mesure. Elle pourrait par contre, avoir l'inconvénient de ne pas permettre à l'inspecteur de tenir compte des chômages que l'on n'envi-sageait pas au moment où il a donné son autorisation.

Il est possible de remédier à cet inconvénient de plusieurs façons.

L'inspecteur pourra ne pas autoriser la récupération pour l'année entière; il pourra la limiter à un semestre, voire même, en cas de chômage imminent, à un trimestre.

Il pourra également, tout en donnant l'autorisation pour l'année entière, se réserver la faculté de la révoquer, en cas de chômage, après un préavis, qui pourra être d'un mois ou de quinze jours par exemple.

L'inspecteur n'est pas tenu d'ailleurs d'autoriser la récupération de toutes les interruptions collectives du travail qui se produisent un autre jour que le repos hebdomadaire. Il faut que ces interruptions rentrent dans les prévisions des décrets; mais cette condition n'est pas suffisante. Il n'y a pas lieu, par exemple, d'encourager la multiplication des chômages pour inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux, chômages qui peuvent être plus ou moins justifiés, en assurant la récupération de ces chômages dans tous les cas.

Les récupérations ne doivent être, en aucun cas, un moyen détourné de maintenir toute l'année la journée de neuf heures comme journée normale.

Il est bien entendu que les dispositions relatives aux récupérations doivent être appliquées d'une façon uniforme à tous les employeurs d'une même industrie et d'une même région. Il ne saurait être question de donner l'autorisation aux uns et de la refuser aux autres, ni d'imposer aux uns et aux autres des limitations ou des conditions différentes.

Enfin, je n'ai pas besoin de vous rappeler que seules les interruptions *collectives* de travail peuvent être récupérées. Les congés annuels, donnés individuellement par roulement, dont le contrôle est d'ailleurs, par suite, pratiquement impossible, ne peuvent, en aucun cas, donner lieu à récupération.

CIRCULAIRE DU 29 AVRIL 1925 (1).

Décret du 10 avril 1925. — Contrôle de l'application du Livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-après le texte d'un décret en date du 10 avril 1925 (2), relatif au contrôle de l'application du Livre II du Code du travail dans les établissements de la Guerre.

En exécution de l'article 4, alinéa 2, de la loi du 12 juin 1893 modifiée, concernant l'hygiène et la sécurité des travailleurs, le décret du 27 mars 1904 avait fixé la nomenclature des établissements relevant du Ministère de la Guerre où le contrôle de l'exécution de ladite loi est exclusivement confié, dans l'intérêt de la défense nationale, à des agents désignés par le Ministre de la Guerre.

Il a paru que la revision de cette nomenclature s'imposait, en raison des changements de dénomination, des créations, et suppressions survenues parmi les établissements de la Guerre depuis 1904.

Le décret du 10 avril 1925 — qui abroge et remplace le décret du 27 mars 1904 — a pour objet de fixer la nouvelle nomenclature, établie, après accord entre mon administration et le département de la Guerre, sur les bases suivantes :

La répartition des établissements entre les divers services du Ministère de la Guerre a été supprimée pour faire place à une nomenclature unique. D'autre part, le texte du décret n'indique plus, en principe, l'emplacement des établissements; l'application en est donc indépendante des changements survenus dans le siège des établissements militaires.

Par ailleurs, le décret comporte comme additions les sections techniques, les postes radiotélégraphiques, le laboratoire des poudres, les manutentions militaires et les hôpitaux militaires. Les manutentions et les hôpitaux militaires, détenant des approvisionnements, étaient considérés, sous le régime du décret de 1904, comme étant compris dans le paragraphe 4 dudit décret. Ce rôle particulier ne ressortant pas nettement de leur appellation, il a paru opportun de les désigner nommément dans le nouveau décret, en vue d'écarter des conflits d'attributions possibles.

En outre, afin de prévenir toute difficulté d'interprétation, les termes « ateliers ou parties d'ateliers où fonctionne exclusivement la main-d'œuvre militaire », qui figuraient dans le décret primitif sous la rubrique n° 4, ont été remplacés par les termes « établissements ou parties d'établissements où est employée exclusivement la main-d'œuvre militaire ».

Enfin, il convient d'observer que le nouveau décret a été pris en exécution de l'article 94 du Livre II du Code du travail. Par voie de conséquence, il a trait, non pas comme le décret qu'il remplace à l'exécution des seules dispo-

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 66.

sitions qui étaient contenues dans la loi du 12 juin 1893-11 juillet 1903, mais à l'exécution de l'ensemble des dispositions contenues dans le Livre II du Code du travail.

CIRCULAIRE DU 26 MAI 1925 (1).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.
Industries chimiques. — Décret du 10 mai 1925.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 10 mai 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries chimiques. Ce décret entre en vigueur le 1^{er} juin 1925.

J'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

L'article premier énumère un certain nombre d'industries chimiques assujetties aux prescriptions du décret. Cette énumération n'est nullement limitative, ainsi qu'il ressort des mots «et toutes autres industries chimiques» qui en sont la conclusion. Il y a lieu cependant de noter que les industries qui, à de certains égards, ont pu être parfois considérées comme des industries chimiques, ne sont pas visées par le décret. Telles sont, non seulement la fabrication des graisses alimentaires, nommément exceptées, mais aussi les industries de la fabrication de la dextrine et du glucose, qui seront comprises dans les règlements relatifs aux industries de la fabrication des produits alimentaires.

Au cours de la réunion de la commission mixte, à laquelle vous avez assisté, certaines précisions ont été fournies qu'il convient de rappeler. La «fabrication de soie artificielle» figure dans l'énumération de l'article premier, mais il va sans dire que les parties d'établissement où s'effectue cette fabrication continueront à être assujetties au décret du 12 décembre 1919 sur les industries textiles dans tous les cas où il sera constatés qu'elles ne constituent qu'une annexe d'un établissement ressortissant à ces dernières industries. La rubrique «traitement et manutention industrielle, en usine, du pétrole» doit être entendue en ce sens que le «traitement» du pétrole comprend le raffinage, attendu que les usines, qui présentement ne pratiquent plus guère le raffinage, sont néanmoins outillées pour le reprendre si les circonstances les y appellent. Dans la fabrication des couleurs est comprise la fabrication de la céruse, encore que ce produit soit accessoirement employé à d'autres usages que pour la peinture. Il n'a pas paru nécessaire de le désigner nommément, non plus que le noir de fumée, le bleu d'outremer ou tout autre produit colorant : la rubrique vise

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 76.

la fabrication de toutes les matières colorantes. Il n'a pas paru, de même, nécessaire de viser nommément le traitement des algues marines, attendu que l'extraction de l'iode figure dans l'énumération. La fabrication du celluloïd, le traitement du sel gemme, ne sont pas nommément désignés; mais le celluloïd rentre dans les « matières plastiques » dont la fabrication est visée; quant au traitement du sel gemme, il sera assujéti au décret du 10 mai 1925 s'il s'effectue comme annexe d'une industrie chimique; s'il est pratiqué, comme c'est le cas le plus généralement, sur le carreau d'une mine, il relèvera de la loi du 24 juin 1919 sur la durée du travail dans les mines. En ce qui concerne le caoutchouc, le traitement du caoutchouc (non compris la confection des vêtements et tissus caoutchoutés, qui, est, au surplus, assujéti au décret du 12 décembre 1919 sur les industries du vêtement) est une industrie chimique et, à ce titre, figure dans l'énumération de l'article premier. Il n'en est pas de même de la fabrication de la cyanamide qui, ressortissant à l'électro-chimie, relève du décret du 9 août 1920 sur les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

Parmi les ouvriers et employés dont le travail « a pour objet exclusif « l'entretien ou le fonctionnement desdits établissements et de leurs dépendances » et qui sont assujétis, comme tels, au décret (art. 1^{er}, §3), est compris le personnel des stations centrales annexées et appartenant aux établissements où s'exercent des industries chimiques.

A l'article 2, l'organisation du travail par relais est interdite en règle générale. Toutefois, après consultation des organisations patronales et ouvrières intéressées, cette organisation de travail pourra être autorisée par arrêté ministériel dans les industries ou fabrications où elle sera reconnue justifiée par des raisons techniques. C'est dire que cette dérogation à l'interdiction du travail par relais ne saurait avoir qu'un caractère strictement exceptionnel.

Je signalerai enfin que, pour les travaux qui doivent demeurer continus pendant plus d'une semaine, le décret (art. 5, § 6) a repris la disposition figurant dans les deux décrets du 30 janvier 1924 (industrie du gaz et industrie de l'électricité) accordant aux établissements le choix entre deux modalités de dérogation pour assurer le décalage nécessaire à l'alternance des équipes. Il a été expliqué que la modalité b, qui comporte faculté d'atteindre, par semaine, cinquante-six heures de travail en sept postes (à la condition que la durée moyenne du travail ne dépasse pas quarante-huit heures par période n'excédant pas dix semaines) doit être entendue comme permettant le « doublage » pour le septième poste hebdomadaire.

A la réserve des observations qui précèdent, le décret ne comporte aucune disposition nouvelle qui paraisse appeler des éclaircissements ou des instructions spéciales.

CIRCULAIRE DU 30 MAI 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication de plâtre, chaux et ciments. — Décret du 21 mai 1925.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 21 mai 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de plâtre, de chaux et de ciments et de la fabrication de tous matériaux de construction de plâtre, chaux ou ciment, moulés, agglomérés ou comprimés. Ce décret entrera en vigueur le 28 juillet 1925.

J'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

Au nombre des matériaux de construction dont la fabrication est visée par le décret, ne figurent pas les tuiles et briques, qui feront l'objet d'un règlement spécial, pour l'élaboration duquel une enquête est dès maintenant ouverte.

Le champ d'application du décret s'étend, aux termes de l'article 1^{er}, § 2, « aux carrières annexées à des entreprises où s'exercent les fabrications ci-dessus énumérées ». Il est à peine besoin de faire observer qu'il n'est pas nécessaire que ces carrières soient exactement contiguës aux entreprises où s'exercent les fabrications visées à l'article 1^{er} : il suffit, pour qu'elles suivent le sort de ces entreprises, qu'elles fonctionnent dans le voisinage de celles-ci et qu'elles soient exploitées essentiellement pour les besoins de celles-ci. Les carrières indépendantes demeurent soumises à la législation spéciale sur la durée du travail dans les mines et carrières.

A l'article 3, au nombre des « causes accidentelles ou de force majeure » pouvant donner ouverture à récupération des heures chômées, figure « la pénurie de matières premières et de moyens de transport » ; il a été précisé, en commission mixte, que le chômage des canaux et des ports fluviaux non spécifiquement mentionné se trouve implicitement visé dans la mesure où il entraîne la pénurie de matières premières ou de moyens de transport, cause du chômage collectif.

Le régime institué par le décret du 11 février 1924 pour les industries du bâtiment et des travaux publics est admis en faveur des ateliers, chantiers et autres établissements où les intempéries entraînent normalement des interruptions collectives du travail. Vous voudrez bien prendre note que aux termes du paragraphe final de l'article 3, la récupération ne peut en aucun cas avoir pour effet de porter la durée journalière du travail à plus de neuf heures.

A l'article 4, pour une catégorie d'ouvriers producteurs dont le travail précède et commande les travaux effectués par d'autres catégories d'ouvriers, il a paru nécessaire de prévoir la faculté de fixer des heures de travail et de repos différentes des heures de travail et de repos de l'ensemble de l'établissement. Ce sont les spécialistes qui préparent et mélangent les

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 89.

matières premières mises en œuvre dans certains établissements, tels que les fabriques d'agglomérés. Il ne s'agit pas là d'une dérogation temporaire : la journée de travail de ces ouvriers de la préparation des mélanges peut commencer et finir à des heures différentes des heures fixées pour l'ensemble de l'établissement, mais la durée de cette journée de travail ne doit pas excéder la durée normale de travail de l'établissement.

Je dois signaler à l'article 5, sous le n° 7, une dérogation temporaire, spéciale à l'industrie du plâtre, qui concerne le travail des «ciseurs aux fours à plâtre rotatifs intermittents». Il existe en France, à l'heure présente, un certain nombre de ces fours tournants et discontinus, où la présence des ciseurs est nécessaire une heure ou deux avant le commencement du travail : le maximum de dérogation prévue par le décret est de deux heures.

Corrélativement aux dispositions de l'article 3 visant la récupération des heures chômées pour intempéries, l'article 6 prévoit, comme l'article 6 du décret du 11 février 1924, le cumul des heures de récupération et des heures de dérogation temporaire pour surcroît extraordinaire de travail jusqu'à concurrence de 250 au total pour l'année. Si le chiffre des heures à récupérer atteint à lui seul 250, il ne peut être fait usage des heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail. Aussi y a-t-il avantage, comme il a été fait dans certains centres, et notamment à Paris, pour l'application du décret du 11 février 1924, à ce que les inspecteurs du travail, dans leurs décisions d'autorisation, ne prévoient la répartition forfaitaire que d'une partie de ce crédit de 250 heures, laissant ainsi aux entreprises la faculté de disposer, en cas de surcroît imprévu de travail, d'un certain nombre d'heures de dérogation temporaire (à Paris 50 heures). Les organisations nationales, patronales et ouvrières, réunies en commission mixte, se sont mises entièrement d'accord sur l'opportunité de mettre à profit le délai de deux mois prévu par l'article 9 du décret pour conclure des ententes locales sur la détermination du nombre des heures de récupération et sur la répartition des heures de prolongation dans les diverses périodes de l'année. Vous voudrez bien, ainsi que les inspecteurs départementaux placés sous vos ordres, fournir, le cas échéant, votre concours aux organisations locales en vue de faciliter ces ententes qui ne peuvent que contribuer à assurer la bonne application du décret.

CIRCULAIRE DU 19 JUIN 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries de la tabletterie et petites industries du bois et matières similaires.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 25 mai 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 100.

1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et similaires. Ce décret est entré en vigueur le 11 juin 1925.

J'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

Industries assujetties. — Parmi les industries visées par le décret, en vertu de l'article premier, figure la « fabrication d'ébauchons de pipes, de pipes et autres articles de fumeurs ». La fabrication des tuyaux d'ébonite pour pipes, bien que non désignée expressément, n'en est pas moins assujettie, le décret stipulant plus loin « fabrication de tous objets de corne, cellulôid et autres matières plastiques naturelles ou artificielles ». L'ébonite rentre dans la catégorie des matières plastiques artificielles, au même titre que le cellulôid, la galalith et tous autres produits similaires. Mais il va sans dire qu'il ne s'agit ici que de façonnage de ces matières; la fabrication même de l'ébonite, du cellulôid, de la galalith et des produits similaires, constitue une industrie chimique et relève du décret du 10 mai 1925 ; et, si à l'intérieur d'une usine de fabrication, il existe un atelier de façonnage, cet atelier suivra le régime général de l'usine, conformément au principe, admis en matière de réglementation de travail, que c'est l'industrie principale qui détermine l'assujettissement d'un établissement. Ce même principe s'appliquera aux ateliers de fabrication de viroles métalliques pour pipes. Il s'applique également, et ceci répond à une observation présentée en commission mixte par les représentants d'une organisation ouvrière, à l'opération de tournage : les ouvriers tourneurs doivent suivre le régime de l'industrie dans laquelle ils travaillent, lorsque le tournage n'est que l'accessoire de cette industrie. Si le tournage constitue l'industrie principale, c'est le présent règlement qui s'applique (« fabrication de tous objets *tournés* en bois, corne, os, cellulôid et autres matières plastiques »).

Par « boutons en toutes matières », il faut entendre des boutons d'os, de métal, de nacre, de corne, etc.. qui sont fabriqués dans les mêmes usines que les boutons en bois et autres matières. Seuls les boutons de verre et de porcelaine sont visés par d'autres règlements.

La fabrication des pinceaux et brosses pour peintres, non expressément dénommée, rentre dans la rubrique « broserie » ; les mots « fabrication de balais » s'entendent de la fabrication des balais de tous genres (balais de crins, de soie, de paille de sorgho, etc.).

La fabrication de vannerie ne figure pas au nombre des industries assujetties ; la Commission mixte a estimé que la vannerie était comprise dans la rubrique « fabrication de tous articles d'osier, de roseau, de rotin, de paille et autres matières végétales similaires ».

Dérogations permanentes. — A l'article 5, 2°, conformément à l'avis de la Commission mixte, pour l'entretien et le nettoyage des machines et autres appareils que la connexité des travaux ne permettrait pas de

mettre isolément au repos pendant la marche générale de l'établissement, il n'a été prévu qu'une heure de dérogation, sans faculté de faire travailler ces ouvriers plus longtemps les jours de chômage normal de l'établissement et les veilles desdits jours.

Au 3°, une demi-heure a été jugée suffisante (travail du personnel de maîtrise pour la préparation des travaux exécutés par l'établissement), et une heure au 4° (études, essais, mise au point de nouvelles fabrications; réception de tous appareils). Cette dernière dérogation n'est applicable qu'au personnel de maîtrise et aux chefs d'équipe, non aux ouvriers.

Dérogations temporaires. — Le maximum des heures de dérogation temporaire pour surcroît extraordinaire de travail (art. 6, 3°) est fixé à cent vingt heures par an pour l'ensemble des industries, exception faite de la fabrication des jeux, jouets et engins sportifs qui, en raison de son caractère saisonnier, bénéficie de cent cinquante heures. Cependant, à titre transitoire, pour les années 1925 et 1926, le maximum peut atteindre cent cinquante heures pour toutes les industries visées à l'article premier.

A la réserve des observations qui précèdent, le décret ne comporte aucune disposition qui paraisse appeler des éclaircissements ou des instructions spéciales.

CIRCULAIRE DU 1^{er} JUILLET 1925 (1).

Loi du 14 avril 1924 sur les pensions. — Commission de réforme. — Élection des délégués des inspecteurs du travail.

J'ai l'honneur de vous informer qu'en exécution de l'article 22 du décret du 2 septembre 1924 (2) relatif à l'application de l'article 20 de la loi du 14 avril 1924 (3) portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, l'arrêté du 15 juin 1925 (4) a, en vue des élections des représentants du personnel aux commissions de réforme, groupé en catégories les fonctionnaires relevant du Ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales. Vous trouverez ci-joint copie de cet arrêté.

Ainsi qu'il ressort de l'arrêté, les inspecteurs divisionnaires, d'une part, les inspecteurs et inspectrices départementaux, d'autre part, sont groupés en catégories distinctes pour l'élection de leurs représentants à la commission de réforme du département de la Seine. En vue de l'application de la législation sur les pensions, cette commission a compétence pour

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 88.

(3) Voir *Bulletin* 1924, page 3.

(4) Voir dans le présent *Bulletin*, page 154.

constater l'invalidité des inspecteurs divisionnaires, des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail sans considération de résidence, les inspecteurs départementaux ayant, au sens des dispositions de l'avant-dernier alinéa de l'article 22 du décret du 2 septembre 1924, été considérés comme des chefs des services des départements.

Les inspecteurs divisionnaires, d'une part, les inspecteurs et inspectrices départementaux, d'autre part, sont ainsi appelés à élire deux délégués titulaires et deux délégués suppléants. Ces délégués, renouvelables tous les deux ans seront membres de la commission de réforme de la Seine pour les affaires concernant les agents de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

J'ai décidé que l'élection se ferait par correspondance suivant la pratique suivie par les élections du personnel à la commission de classement et au conseil de discipline. Le scrutin sera clos le vendredi 17 juillet prochain ; il sera dépouillé le lundi 20 juillet à 14 heures dans les conditions prévues par la circulaire du 10 juin 1907. Le résultat sera porté à la connaissance du personnel par voie de circulaire.

CIRCULAIRE DU 3 AOÛT 1925 (1).

Loi du 14 avril 1924, article 10. — Validation, pour la retraite, des services civils accomplis depuis l'âge de 18 ans.

L'article 10 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires, est conçu comme suit :

Les services civils, y compris les services auxiliaires, temporaires ou d'aide accomplis dans différents établissements ou administrations de l'État, ne sont comptés qu'à partir de l'âge de 18 ans, sous réserve du versement rétroactif, lors de l'admission définitive dans le cadres, des retenues légales calculées sur le traitement initial de fonctionnaire titulaire.

L'article 85 de la loi du 8 avril 1910 est applicable au temps de surnumérariat ou de stage accompli après l'âge de 18 ans.

Pourront faire état, pour la retraite, des services visés aux précédents paragraphes, les fonctionnaires en exercice lors de la promulgation de la présente loi.

Les conditions d'application de ces dispositions ont été fixées par l'article 17 du décret du 2 septembre 1924, portant règlement d'administration publique pour l'exécution de la loi du 14 avril 1924. Cet article est ainsi conçu :

Art. 17. — Les services de surnuméraire, de stagiaire, d'auxiliaire, de temporaire ou d'aide, accomplis dans les établissements ou administrations de l'État, lorsqu'ils auront été régularisés par le paiement des retenues rétroactives, placeront l'intéressé, au point de vue du droit à la retraite et du paiement des

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

retenues, dans la situation où il se serait trouvé s'il avait été titularisé dès l'origine de ces services.

Les retenues rétroactives doivent être versées pour la totalité des services visés au premier paragraphe, qu'ils aient été continus ou discontinus.

Les retenues seront calculées à raison de 5 p. 100 pour la période antérieure au 17 avril 1924, de 6 p. 100 à partir du 17 avril 1924 sur le traitement initial effectivement touché par le fonctionnaire lorsqu'il a été titularisé.

Toutefois, le cas échéant, seront déduites des retenues à verser celles qui auraient été effectuées à raison des services prévus au premier paragraphe du présent article. La rente viagère correspondant à ces versements et à la bonification de l'État viendra en déduction du montant de la pension, cette rente est calculée, pour les agents ayant effectué les versements à capital réservé, comme si ces versements avaient été effectués à capital aliéné. Un décret rendu sur la proposition du Ministre des Finances réglera les modalités d'exécution du présent paragraphe.

Les fonctionnaires titulaires pourront, dans un délai d'un an, à dater de la publication du présent règlement, faire connaître, par lettre adressée au Ministre dont ils relèvent, lettre dont il sera accusé réception, s'ils entendent bénéficier de la faculté prévue aux précédents paragraphes. Pour les agents qui seraient titularisés après la publication de ce règlement, ce délai d'un an courra à dater du jour de leur titularisation.

Les retenues rétroactives pourront, si la période à laquelle elles s'appliquent est inférieure à deux ans, faire l'objet de douze versements mensuels, le premier échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la demande. Si ladite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels échelonnés sur autant de semestres que le temps de service à valider comprend d'années entières, sans que le délai accordé pour la libération totale de l'intéressé puisse dépasser cinq années. A toute époque, les intéressés pourront se libérer par anticipation. Les sommes non encore exigibles et restant dues au jour de la concession de la pension seront précomptées sur les arrérages de la retraite sans que ce prélèvement du vivant du pensionnaire puisse réduire ces arrérages de plus d'un cinquième.

Dans chaque Ministère, des arrêtés contresignés par le Ministre des Finances détermineront la nature et le point de départ des services à admettre pour l'application des dispositions qui précèdent.

Les détails d'application des dispositions légales et réglementaires viennent d'être fixés par une circulaire de M. le Ministre des Finances, en date du 3 juillet 1925.

Vous trouverez ci-joint un nombre suffisant d'exemplaires de cette circulaire pour distribution aux inspecteurs et inspectrices départementaux placés sous vos ordres.

Les inspecteurs et inspectrices qui, antérieurement à leur entrée dans le service de l'inspection du travail, auraient accompli dans diverses administrations publiques des services susceptibles d'être validés devront m'adresser une demande établie suivant les indications de la circulaire de M. le Ministre des Finances. Cette demande devra, notamment, fournir tous renseignements sur la nature exacte, le point de départ et la durée des services considérés. Elle indiquera, en outre, les modalités suivant lesquelles, dans les limites fixées par la circulaire, les intéressés entendent effectuer le versement des retenues rétroactives afférentes aux services dont la validation est demandée.

Cette demande devra m'être adressée même par ceux des inspecteurs et

inspectrices qui m'auraient déjà saisi antérieurement d'une demande de validation de service. En effet, mon administration s'est jusqu'à présent dessaisie de toutes les demandes de cette nature émanant d'inspecteurs ou d'inspectrices du travail. Ces demandes qui, en raison de l'âge minimum d'admission dans l'inspection du travail, ne pouvaient viser que des services rendus dans d'autres administrations ont été transmises à celles-ci. La circulaire de M. le Ministre des Finances décidant que c'est l'administration à laquelle appartient actuellement l'agent qui doit instruire et donner suite aux demandes portant sur des services rendus dans d'autres administrations, il convient, pour éviter toute erreur, de renouveler dans la forme indiquée les demandes antérieures.

Je crois devoir appeler l'attention des intéressés sur la nécessité de présenter les demandes dans le délai d'un an fixé par l'article 17 du décret du 2 septembre 1924, c'est-à-dire avant le 10 septembre prochain.

Paris, le 3 juillet 1925.

LE MINISTRE DES FINANCES

à Monsieur le Ministre du Travail.

J'ai l'honneur de vous rappeler que l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, portant réforme du régime des pensions civiles et militaires, permet aux fonctionnaires titulaires, sous réserve du versement rétroactif des retenues légales, de faire entrer en compte pour la liquidation de leur pension les services auxiliaires, temporaires ou d'aide et de surnuméraire ou stagiaire, par eux accomplis à partir de l'âge de 18 ans dans différents établissements ou administrations de l'État.

Un décret du 2 septembre 1924, portant règlement d'administration publique, a fixé, en son article 17, les conditions d'application de l'article susvisé de la loi du 14 avril 1924. Les dispositions adoptées peuvent se résumer ainsi :

Dans le délai d'un an calculé à compter de la promulgation dudit règlement, les fonctionnaires, en exercice au 17 avril 1924 ou titularisés entre cette date et celle du 10 septembre de la même année, devront faire connaître expressément leur intention de bénéficier des avantages prévus par l'article 10 de la loi du 14 avril 1924. Le règlement d'administration publique fixant les conditions d'application de cette loi ayant été publié au *Journal officiel* du 10 septembre 1924, les demandes des intéressés devront donc être présentées avant le 10 septembre prochain au plus tard.

En ce qui concerne les agents titularisés à compter du 10 septembre 1924, le délai d'un an qui leur est imparti pour manifester leur intention court du jour de leur titularisation. Cette disposition trouvera surtout son application pour les titularisations qui interviendront dans l'avenir.

Les retenues que lesdites demandes de validation rendent exigibles sont calculées sur la totalité des services d'auxiliaire, de temporaire, d'aide et de surnuméraire ou stagiaire, que ceux-ci aient été continus ou discontinus, cette dernière hypothèse visant exclusivement le cas des agents possédant des services d'auxiliaire interrompus par des services de titulaire, sans toutefois qu'il y ait discontinuité dans l'accomplissement de ces deux catégories de services. Elles seront comptées à raison de 5 p. 100 pour la période antérieure au 17 avril 1924, de 6 p. 100 à partir du 17 avril 1924, sur le traitement initial effectivement touché par le fonctionnaire lorsqu'il a été titularisé.

Le cas échéant, le décompte des retenues rétroactives est diminué du montant

des retenues déjà subies et versées à la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse en vue de la constitution d'une rente viagère.

Si le fonctionnaire est admis à faire valoir ses droits à la retraite avant que les retenues rétroactives par lui dues aient été versées, cette situation ne fait pas échec à la liquidation et à la concession de sa pension, sous la condition cependant que les retenues exigibles suivant le mode de libération choisi par l'agent aient été acquittées. Les retenues dont le montant reste à percevoir sont précomptées sur les premiers arrérages de la pension.

Des arrêtés soumis à mon contreseing, arrêtés qui ont déjà été pris ou doivent l'être, détermineront suivant les directives tracées par mon instruction du 12 octobre dernier, article 10, à laquelle vous voudrez bien vous reporter le cas échéant, la nature et le point de départ des services admis à validation par application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924.

Les règles relatives à la détermination des services susceptibles de validation étant ainsi arrêtées, j'appelle votre attention sur les dispositions qui, d'une manière générale, devront être suivies pour assurer, en exécution de l'article 10 de la loi précitée, la validation des services, ainsi que la liquidation du montant de l'encassement des retenues rétroactives.

Tout d'abord, il convient de distinguer nettement les fonctionnaires titularisés avant la promulgation de la loi du 14 avril 1924 de ceux titularisés après cette date.

Pour les premiers, les dispositions de l'article 20 constituent une simple faculté dont ils auront à réclamer expressément le bénéfice, sans avoir la possibilité de limiter la validation à une partie seulement des services, aussi bien en ce qui concerne le stage ou le surnumérariat que les services auxiliaires, temporaires ou d'aides, étant entendu toutefois que les périodes de stage ou de surnumérariat accomplies après la promulgation de la loi du 8 avril 1910 ont dû obligatoirement donner lieu, en vertu de l'article 85 de ladite loi, au versement de retenues rétroactives de la part des fonctionnaires titularisés.

Pour les seconds, l'alinéa 2 de l'article 10 modifie le point de départ en le fixant à l'âge de 18 ans de la période du stage ou du surnumérariat susceptible d'être validée pour la retraite en conformité de l'article 85 de la loi du 8 avril 1910. La validation de ces services reste donc obligatoire pour les agents de cette catégorie, alors que reste facultative, au contraire, celle des services qu'ils ont accomplis en qualité d'auxiliaire, de temporaire ou d'aide.

Les fonctionnaires et agents qui désirent se prévaloir du bénéfice de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 doivent, dans la demande adressée à l'Administration dont ils dépendent ou dont ils dépendaient lorsqu'ils ont cessé leurs fonctions, indiquer, en outre, les conditions dans lesquelles ils entendent effectuer le versement des retenues rétroactives.

Si les services, dont la validation est demandée, ont été accomplis dans une administration autre que celle dont dépend l'agent ou dont il dépendait avant de cesser ses fonctions, l'instruction de la demande et la suite à donner seront néanmoins assurées par cette dernière. Elle aurait donc à demander au Département ministériel auquel a appartenu temporairement l'un de ses agents tous renseignements nécessaires tant sur le point de savoir si les services peuvent être validés que sur les traitements devant servir de base pour la perception des retenues.

Les retenues rétroactives afférentes au temps de service accompli en qualité d'auxiliaire d'agent temporaire ou d'aide ainsi que celles à verser pour le temps passé dans les fonctions de surnuméraire ou de stagiaire par les fonctionnaires titularisés au jour de la promulgation de la loi pourront, soit faire l'objet d'un versement unique, soit de versements fractionnés, conformément aux dispositions du paragraphe 6 de l'article 17 du décret du 2 septembre 1924. Si la période à laquelle elles s'appliquent est inférieure à deux ans, ces retenues pourront être versées en douze mensualités, la première échéant à l'expiration du troisième mois complet écoulé depuis la demande. Si ladite période est égale ou supérieure à deux ans, les retenues seront acquittées par des versements mensuels éche-

lonnés sur autant de semestres que le temps de service à valider comprend d'années entières, sans que le délai accordé pour la libération totale de l'intéressé puisse dépasser cinq années. A toute époque, les intéressés pourront se libérer par anticipation et par conséquent modifier sur ce point leur demande de validation.

Dans un autre ordre d'idées, il est à remarquer que les fonctionnaires ne supportant plus la retenue « dite de premier douzième », le premier terme de la retenue « dite de stage » sera, à l'avenir, exigible dès expiration du premier mois qui suivra la titularisation au lieu du cinquième mois.

Afin de simplifier les opérations, les versements partiels seront arrondis au montant en francs immédiatement supérieur, le dernier de ces versements comprendra, il va sans dire, le solde de la dette totale.

L'échéance des termes mensuels étant fixée au dernier jour du mois, un ou plusieurs termes sont devenus le 30 juin dernier exigibles des intéressés qui ont présenté avant le 31 mars leur demande d'option.

En possession de la demande des bénéficiaires de l'article 10 de la loi précitée, les administrations procéderont à la liquidation des retenues légales exigibles, compte tenu s'il y a lieu de celles déjà subies en vue de la constitution d'une rente viagère par la Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse et prendront les dispositions nécessaires pour en faire assurer le recouvrement, soit par fractions, soit en seul terme, conformément au mode de libération choisi par l'intéressé.

Le recouvrement des retenues sera opéré dans des conditions différentes suivant que le fonctionnaire est encore en activité de service ou qu'il a cessé ses fonctions; il sera assuré dans le premier cas par voie de précompte mensuel sur le traitement du fonctionnaire intéressé, dans le second cas, au moyen d'un titre de perception.

Précompte sur mandat. — Bien que ce précompte doive s'exercer suivant une marche sensiblement analogue à celle tracée en 1911 pour l'encaissement des retenues de stage perçues en exécution de l'article 85 de la loi du 8 avril 1910 lors de la titularisation des agents tributaires de la loi du 9 juin 1853, il me paraît préférable d'indiquer dans leur ensemble les règles adoptées.

Afin de permettre à la Cour des comptes d'exercer son contrôle et aux Trésoriers généraux de s'assurer que le recouvrement des produits de l'espèce s'effectue avec régularité, sans erreur, ni omission, lorsqu'un agent titulaire aura à verser la première fraction de la retenue rétroactive, ou passera d'un département dans un autre, ou reprendra la série interrompue de ses versements, l'ordonnateur devra joindre à la première ordonnance ou au premier mandat de traitement sur lequel un prélèvement est opéré, un bulletin conforme au modèle n° 1 ci-joint, indiquant la situation dudit agent au point de vue de l'application de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924.

Les ordonnances et mandats de traitements sur lesquels des retenues seront précomptées, ou, en cas d'ordonnement collectif, les états d'émargement y annexés, mentionneront d'une façon très apparente le numéro d'ordre (1^{er} acompte, 2^e acompte, etc.) et le montant de la fraction de retenue à recouvrer sur chaque fonctionnaire, retenue dont il sera tenu compte pour la détermination du montant net à payer.

Lorsque toutes les retenues exigibles auront été précomptées, l'ordonnateur qui aura procédé au précompte du solde de ces retenues établira dans la forme du modèle n° 2 ci-joint, un certificat de versement qui, après visa du comptable sur la caisse duquel a été ordonné le traitement, sera joint au dossier de l'agent pour justifier le versement intégral des retenues correspondant aux services dont la validation a été demandée.

Si avant parfait paiement des retenues, l'agent passait d'une administration dans une autre, ou changeait de département, les dispositions utiles seraient prises pour assurer l'exacte perception des termes non acquittés : dans ce but, il serait adressé à l'ordonnateur chargé d'assurer à l'avenir le mandatement

du traitement, un certificat modèle n° 2 visé par le comptable chargé de la centralisation des mandats de paiement comportant le précompte des retenues. Ce certificat, annoté des opérations postérieures, serait, lors de la perception du solde ou en cas de nouvelle modification dans la situation du fonctionnaire, utilisé, comme il est dit ci-dessus, pour justifier la libération de l'intéressé.

Recouvrement par titre de perception. — Ce mode de recouvrement sera utilisé toutes les fois qu'il sera impossible de procéder par voie de précompte sur des émoluments, notamment à l'égard des fonctionnaires en instance de pension et ayant cessé leurs fonctions, en congé, en non-activité, touchant un traitement réduit. Ces titres, qui mentionneront les nom, prénoms et domicile du redevable, et le décompte des sommes dues compte tenu, le cas échéant, des retenues déjà exercées, par voie de précompte sur un traitement, me seront adressés sous le timbre de la Direction de la comptabilité publique (Bureau des Trésoriers généraux) pour être transmis aux comptables aux fins de prise en charge.

Je vous signale, dès maintenant, que les versements à effectuer par les agents en service détaché aux colonies ou à l'étranger seront, suivant les règles en vigueur à cet égard, centralisés par le receveur central des finances de la Seine.

Une déclaration de versement global constatant l'encaissement des termes mis en recouvrement sur titre de perception sera adressée aux ordonnateurs par les comptables, après recouvrement total des retenues exigibles.

Vous remarquerez que les deux modes de recouvrement indiqués ci-dessus, peuvent être utilisés pour le même agent, lorsque, par exemple, celui-ci aura cessé ses fonctions ou aura été admis à faire valoir ses droits à la retraite avant parfait paiement des retenues.

Si l'agent cesse ses fonctions par suite de sa mise en congé, en disponibilité avec traitement ou en position de service détaché, le bulletin modèle n° 2 le concernant sera immédiatement établi, ainsi qu'un titre de perception et adressé pour recouvrement avec celui-ci dans les conditions indiquées plus haut. Pour les agents admis à faire valoir leurs droits à la retraite, deux hypothèses doivent être envisagées :

a. Le fonctionnaire est maintenu en activité de service conformément aux dispositions de l'article 28 de la loi du 31 décembre 1920 jusqu'à la remise de son livret de pension. En raison du mode de recouvrement par voie de précompte sur les émoluments, le fonctionnaire admis à faire valoir ses droits à la retraite doit normalement avoir subi, chaque mois, la retenue des termes exigibles; il suffira donc d'exercer le précompte de ceux venant à échéance jusqu'à l'envoi du dossier de liquidation de la pension à la Direction de la Dette inscrite. A ce moment, le bulletin modèle n° 2 sera arrêté et transmis dans les conditions indiquées précédemment; la somme restant due, dont le montant sera mentionné sur le bordereau de liquidation, fera l'objet d'un titre de perception joint audit bordereau. Ce titre sera envoyé par les soins de la Direction de la Dette inscrite au Trésorier-Payeur général chargé d'effectuer les précomptes sur les premiers arrérages de la pension.

Il va sans dire que le recouvrement du solde exigible, dont le montant est arrêté « *ne varietur* », devant être assuré par voie de précompte sur les arrérages de la pension, il ne sera plus, sauf en cas de décès avant entrée en jouissance de la pension, exercé de retenue sur le traitement du fonctionnaire.

b. Le fonctionnaire remet son service avant d'être en possession de son livret de pension. Lors de la cessation de ses fonctions, le fonctionnaire fera connaître la caisse à laquelle il entend effectuer aussi bien le versement des termes de retenue qui viendront à échéance entre l'époque de sa remise de service et celle de la liquidation de sa pension que la perception des premiers arrérages de sa pension. Dans ce cas, l'ordonnateur arrêtera et transmettra comme il a déjà été dit, le bulletin modèle n° 2, déterminera le montant des retenues non perçues et avisera le Trésorier-Payeur général intéressé (ou le receveur central des finances

s'il s'agit du département de la Seine), du nombre et du montant des termes dont il devra assurer l'encaissement sans titre de perception.

Ultérieurement, lors de la liquidation de la pension, un titre de perception sera délivré et transmis dans les conditions indiquées ci-dessus à l'appui du bordereau de liquidation; mais ce titre sera annoté des versements effectués par l'agent depuis la cessation de ses fonctions; dans ce but, les Trésoriers généraux adresseront aux ordonnateurs une déclaration des versements ainsi opérés; le bordereau de liquidation ne mentionnera que le montant des retenues restant à précompter, montant qui, il va sans dire, ne devra correspondre qu'à des termes non encore exigibles.

S'il advenait que le fonctionnaire ait effectué le versement intégral des retenues avant que la liquidation de sa pension puisse être opérée, le titre de perception serait, par dérogation aux règles ci-dessus, transmis à mon Département sous le timbre du bureau des Trésoriers généraux.

Je vous signale que si, pour une cause quelconque, il y avait, avant parfait paiement des retenues rétroactives, rupture du lien rattachant l'agent titulaire à l'administration, la somme due au Trésor redeviendrait immédiatement exigible pour la totalité, ou pour le reliquat, et le recouvrement pourrait en être poursuivi jusqu'à due concurrence sur les sommes restant dues au fonctionnaire.

Si, au moment où se produit la rupture, le reliquat du traitement était insuffisant pour couvrir la dette de l'agent, il ne serait exercé aucune poursuite contre lui, ni contre ses représentants.

Toutefois, si l'agent rayé définitivement des cadres était ultérieurement réintégré dans le même emploi ou dans un emploi différent, le complément non versé des retenues auxquelles il était assujéti, serait perçu intégralement au moment du paiement des premières mensualités.

En ce qui concerne les fonctionnaires ayant cessé temporairement leurs fonctions, soit pour remplir leurs obligations militaires, soit pour cause de maladie, il ne sera pas fait application des dispositions ci-dessus relatives à l'imputation intégrale du reliquat exigible des retenues sur le prorata de traitement acquis au moment de la cessation des services. Mais quand ces agents seront réintégrés dans leurs fonctions ou dans des fonctions différentes, le prélèvement sera repris par fraction à partir de l'échéance du premier traitement mensuel complet.

Enfin, faute par les intéressés d'effectuer aux époques fixées les versements qui leur seraient réclamés en vertu de titres de perception, les poursuites par toutes les voies de droit pourraient être exercées contre eux tant qu'ils n'auraient pas été définitivement rayés des cadres.

Il convient d'ailleurs de signaler que les services pour lesquels la retenue correspondante n'aura pas été intégralement versée ne seront pas considérés comme validés et, par suite, n'ouvriront aucun droit à pension.

CIRCULAIRE DU 4 AOÛT 1925 (1).

Délégés à la sécurité des ouvriers mineurs. — Article 155, § 1^{er} du Livre II du Code du travail. — Caractère du minimum de l'indemnité mensuelle dans les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers.

Aux termes de l'article 155, § 1^{er} du Livre II du Code du travail, le Préfet fixe au mois de décembre de chaque année, pour l'année suivante et pour chaque circonscription, le nombre maximum des journées que le délégué doit employer à ses visites et le prix de la journée. Il fixe également

(1) Adressée aux préfets. (En communication aux ingénieurs en chef des mines.)

le minimum de l'indemnité mensuelle pour les circonscriptions comprenant au plus 250 ouvriers. Pour ces dernières circonscriptions, la circulaire du 26 mai 1905 a prévu que l'indemnité minimum doit être fixée à deux fois le nombre de journées alloué pour visites réglementaires dans le mois ou quatre fois le nombre de journées nécessaires pour la visite détaillée de la circonscription, sans que cette indemnité puisse être inférieure à dix journées pour les circonscriptions de plus de 120 ouvriers.

La question s'est posée de savoir si un délégué avait droit à l'intégralité de l'indemnité minimum ainsi fixée en fonction du nombre des journées devant obligatoirement être employées aux visites réglementaires bien que ce délégué n'eût pas effectué toutes les visites obligatoires. En fait le délégué avait perçu l'indemnité minimum sur production d'états de visites mentionnant que les visites réglementaires avaient été effectuées en nombre égal au nombre fixé par l'arrêté préfectoral, mais une enquête ultérieure du service des mines avait fait ressortir que certaines des visites mentionnées sur les états n'avaient pas été effectuées. Devait-on, dans ces conditions, poursuivre contre le délégué-mineur le recouvrement de la partie de l'indemnité qui pouvait sembler avoir été indûment perçue ?

J'ai soumis la question au Conseil général des mines qui, dans sa séance du 17 juillet 1925, a adopté les conclusions du rapporteur ainsi conçues : « Nous concluons que l'indemnité minimum allouée aux délégués « mineurs par arrêté préfectoral, pour les circonscriptions comprenant au « plus 250 ouvriers, constitue une indemnité forfaitaire qui leur est due « intégralement quel que soit le nombre des visites effectivement faites, et « même dans le cas où le délégué n'a effectué aucune visite. Cette question « est indépendante de celle des mesures disciplinaires à appliquer aux dé- « légués mineurs dans le cas où ils n'ont pas effectué les visites prescrites ».

Je me suis rangé à l'avis exprimé par le Conseil général des mines. La perception de l'indemnité minimum que le Préfet avait fixée étant considérée comme un droit, il s'ensuit que le recouvrement d'aucune fraction de cette indemnité ne saurait être poursuivi contre le délégué mineur. Mais il va sans dire que le délégué qui n'effectue pas les visites réglementaires obligatoires encourt des sanctions disciplinaires.

CIRCULAIRE DU 26 AOÛT 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Biscuiterie, Chocolaterie, Confiserie.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte du décret du 6 août 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 107.

1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la biscuiterie, chocolaterie, confiserie. Ce décret entrera en vigueur le 26 août 1925.

J'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

Camp d'application du décret. — Le décret vise entre autres établissements, les fabriques de *gâteaux* de toute nature. Cette formule a été adoptée par crainte que le mot biscuiterie ne soit pris dans un sens trop restrictif et ne vise pas les gâteaux frais qui peuvent être fabriqués dans les mêmes établissements que les gâteaux secs. Mais il doit être toutefois bien entendu que la pâtisserie au détail n'est pas visée : le règlement dit, en effet, *fabriques* et non *fabrication* des gâteaux de toute nature ; aussi les pâtisseries proprement dites restent-elles en dehors de la présente réglementation, car elles ressortissent plutôt au commerce de détail qu'à l'industrie : le décret ne s'appliquera qu'aux établissements où la fabrication des gâteaux aura un caractère industriel prépondérant. Des difficultés pourront se produire, pour la détermination de ce caractère industriel ou commercial, lorsque un atelier de fabrication sera attaché à un magasin de commerce de détail ; la question devra être résolue en appliquant la règle du principal et de l'accessoire ; si l'atelier fonctionne exclusivement pour alimenter le magasin au détail, c'est la réglementation qui sera relative à ce commerce qui jouera, l'atelier étant considéré comme faisant corps avec celui-ci. Si, au contraire, le magasin de détail ne constitue pas le principal débouché des produits fabriqués à l'atelier, dont la majeure partie est vendue en gros ou alimente d'autres magasins, l'atelier sera soumis au présent décret.

En Commission mixte, la question a été posée de savoir si la fabrication de pain de régime devait être assimilée à la biscuiterie et rentrer dans le champ d'application du présent décret, ou si la fabrication en question ne relevait pas plutôt de la boulangerie et ne devait pas être comprise dans le règlement à intervenir pour cette dernière industrie. Il a été décidé qu'il serait procédé à une enquête complémentaire à ce sujet. Je vous serais obligé de me faire parvenir dès maintenant votre avis sur la question.

Je dois vous signaler le sens très général dans lequel doit être pris le terme *confiserie* qui englobe notamment le nougat, ainsi que le terme *confiture* qui désigne également les compotes.

La question a été posée en Commission mixte de savoir quel sera le régime applicable aux fabriques de conserves de fruits pour confiserie. La Commission a estimé, et je partage cet avis, que si les fabriques de conserves de fruits exploitées d'une façon indépendante doivent être régies par le décret qui doit intervenir pour les fabriques de conserves de légumes et de fruits, les ateliers de conserves de fruits annexés à des fabriques de confiserie et fonctionnant pour les besoins de ces fabriques doivent suivre le sort de ces dernières, en vertu du second paragraphe de l'article 1^{er}.

ART. 3. — *Récupération des jours fériés.* — J'appelle votre attention sur la récupération des jours fériés légaux qui est prévue à l'article 3 du présent décret, mais qui ne pourra avoir lieu que dans la semaine qui pré-

cède et la semaine qui suit celle comprenant le jour férié à récupérer. Il est bien évident que le décret permet de toujours récupérer, par le seul jeu d'un changement de répartition des heures de travail dans la semaine même, 5 heures sur 8 (en faisant neuf heures par jour) ; ce sont les trois autres heures qui ne pourront être récupérées que dans la semaine qui précède ou la semaine qui suit, ceci afin d'éviter la pratique de la journée de dix heures trois ou quatre jours sur cinq, pratique qui serait possible si la faculté de récupération intégrale dans la semaine était prévue.

ART. 5. — Dérogations permanentes. — Il a été précisé en Commission mixte que les gardiens visés au 7° comprennent notamment les gardiens de nuit.

Vous remarquerez en outre, qu'au paragraphe 8° l'expression « préparation des expéditions » a été substituée au terme « emballage » qui figurait au premier projet de décret. On a entendu éviter ainsi, que la dérogation prévue à ce paragraphe ne puisse être appliquée au personnel chargé de « l'emballage » des biscuits, bonbons, etc., cette dernière opération étant souvent désignée par le terme « emballage ».

CIRCULAIRE DU 31 AOÛT 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et du bronze d'art et imitation.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le texte du décret du 9 août 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la fabrication de la bijouterie, orfèvrerie, horlogerie et du bronze d'art et imitation.

Ce décret rend applicable aux industries en cause, sous réserve d'un certain nombre de modifications, le décret du 9 août 1920, relatif à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la métallurgie et du travail des métaux.

J'appelle spécialement votre attention sur les points suivants :

Champ d'application du décret. — Ainsi qu'il a été précisé dans la commission mixte réunie pour l'élaboration du projet d'où est sorti le décret, la rubrique générale « fabrication de bijouterie, joaillerie, orfèvrerie, bimbeloterie en tous genres et en toutes matières et toutes opérations ou manipulations se rattachant directement à ces industries » comprend implicitement la fabrication de la *bijouterie de fantaisie, la gravure et la ciselure sur métaux, la fabrication des médailles, la taille des cristaux.*

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 124.

Par « travail des métaux fins », il faut entendre « tous travaux sur tous métaux fins ».

Dans la « fabrication d'horlogerie » rentre la fabrication de tous les mouvements d'horlogerie, même s'ils ne sont pas destinés à des pièces d'horlogerie proprement dite.

Par « fabrication de bronze imitation », on a voulu désigner toutes les imitations du bronze, en zinc d'art ou en poterie d'étain.

Répartition hebdomadaire des heures de travail. — L'article 2, modifie l'alinéa 2° du paragraphe 1^{er} de l'article 2 du décret du 9 août 1920 en ce sens que la répartition inégale entre les jours ouvrables des quarante-huit heures de travail effectif de la semaine, avec maximum de neuf heures par jour, ne comporte pas obligatoirement le repos de l'après-midi de samedi; tout autre régime équivalent, tel que repos d'une après-midi autre que le samedi, ou repos d'une matinée, peut être adopté par l'établissement intéressé, sans qu'il soit besoin de faire appel à l'arrêté ministériel ou au règlement d'administration publique, prévus par le paragraphe 3 dudit article.

Heures de récupération. — En dehors des heures perdues par suite d'interruption collective du travail résultant de causes accidentelles ou de force majeure, les seules heures chômées pouvant donner ouverture à récupération sont, pour les industries visées par le nouveau décret, les heures perdues par interruption collective, un autre jour que celui du repos hebdomadaire, en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux. La récupération des heures perdues par suite de chômage des jours fériés légaux n'est pas admise.

Dérogations temporaires. — L'article 6, 3° du décret du 9 août 1920 est pour les industries visées, modifié sur deux points :

a. Le nombre des heures supplémentaires est fixé à cent vingt par an;

b. La faculté est prévue, — comme dans un certain nombre de décrets antérieurs, — de provoquer la fixation, par arrêté ministériel à titre provisoire, ou à titre définitif, par voie de règlement d'administration publique, d'un maximum annuel d'heures supplémentaires inférieur à cent vingt, lorsque dans une région plus ou moins étendue du territoire ou dans une localité déterminée, il aura été constaté, par des accords intervenus entre les organisations patronales et ouvrières intéressées, que le nombre annuel d'heures supplémentaires nécessaires pour faire face aux travaux urgents est inférieur à ce maximum de cent vingt heures.

Ce décret est entré en application le 29 août 1925.

CIRCULAIRE DU 2 SEPTEMBRE 1925 (1).

Inspection du travail. — Loi du 14 avril 1924 (art. 10).

*Validation, pour la retraite, des services civils
accomplis depuis l'âge de 18 ans.*

Comme suite à ma circulaire du 3 août 1925 (2), relative à l'article 10 de la loi du 14 avril 1924 (validation pour la retraite des services civils accomplis depuis l'âge de 18 ans), j'ai l'honneur de vous informer qu'un décret, portant la date du 20 août 1925 (3), est intervenu qui modifie sur un point les instructions contenues dans ladite circulaire.

Ma circulaire du 3 août appelait l'attention des intéressés sur la nécessité d'observer le délai d'un an imparti par l'article 17 du décret du 2 septembre 1924 (3) pour demander à bénéficier des avantages prévus par l'article 10 de la loi, délai qui venait à expiration le 10 septembre prochain.

Or le décret susvisé du 20 août 1925 (*Journal officiel* du 22 août 1925) stipule en son article 1^{er} que : « le délai prévu par l'article 17, alinéa 5, du règlement d'administration publique du 2 septembre 1924, à l'égard des fonctionnaires titulaires admis à valider des services d'auxiliaires, de temporaires ou d'aides dans les conditions de l'article 10 de la loi du 14 avril 1924, ne courra qu'à dater du jour de la publication au *Journal officiel* de l'arrêté portant indication des services pour lesquels cette faculté est admise ».

CIRCULAIRE DU 11 SEPTEMBRE 1925 (5).

*Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Marbrerie
et sculpture statuaire. — Décret du 12 août 1925.*

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le texte du décret du 12 août 1925 (6), qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries de la marbrerie et de la sculpture statuaire.

Voici, tels qu'ils ressortent des échanges de vues qui se sont produits dans la réunion de la commission mixte appelée à examiner le projet d'où est sorti le présent décret, les traits essentiels de ce nouveau règlement.

Champ d'application. — Le décret n'empiète en aucune mesure sur le champ d'application du décret du 11 février 1924, relatif aux industries du

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, page 204.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 140.

(4) Voir *Bulletin* 1924, page 88.

(5) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(6) Voir dans le présent *Bulletin*, page 126.

bâtiment et des travaux publics, lequel, aux termes de son article premier est applicable aux entreprises de « marbrerie, sculpture et taille de pierre ». Les entreprises de marbrerie, sculpture et taille de pierre qui ont le caractère des chantiers définis par le décret du 11 février 1924, demeurent assujettis à ce décret, ainsi que les ateliers annexés à ces chantiers, et les ateliers, même non annexés à ces chantiers, dont le personnel est, jusqu'à concurrence de vingt-cinq pour cent au moins de son effectif, appelé à être occupé sur ces chantiers. Le texte précise formellement cette distinction, qui résultait au surplus, implicitement, des termes du décret du 11 février 1924.

Il ressort de ce qui précède, qu'en principe, les entreprises de marbrerie assujetties au décret ne bénéficient pas d'heures de récupération des chômages dus aux intempéries, les travaux qu'elles exécutent s'effectuant généralement en ateliers clos et couverts. Si ces entreprises effectuent des travaux extérieurs, par exemple, à la devanture de boutiques et magasins, la règle posée par l'article premier et rappelée plus haut jouera. Il en sera ainsi, notamment, pour la fabrication de monuments funéraires, la sculpture ornementale, etc.

En ce qui concerne les industries énumérées à l'article premier, il y a lieu de noter que, dans la rubrique « fabrication de cheminées, pendules, autels, dressoirs, tables et monuments de marbre, de granit et de pierre », les mots « de marbre, de granit et de pierre » doivent être entendus comme s'appliquant à tous les travaux visés.

Les mots « fabrication de cubes pour la mosaïque » excluent la mosaïque faite avec des *agglomérés* de déchets de marbre, cette spécialité relevant du décret concernant le carrelage : ici, encore, jouera le critérium posé par le décret du 11 février 1924, lequel vise les *travaux de carrelage en bâtiment* mais non la *fabrication de carrelage* en atelier, qui n'est encore visée par aucun règlement.

Répartition des heures de travail. — L'article 2 comporte, comme dans la plupart des règlements parus, une disposition (§ 4) permettant aux entreprises d'obtenir, à titre provisoire par arrêté ministériel, et à titre définitif par règlement d'administration publique, l'autorisation de répartir les heures de travail selon un mode autre que les deux régimes prévus aux alinéas 1° et 2° du même article : il y a lieu de noter qu'en aucun cas, le régime proposé ne peut avoir pour effet de porter la durée normale du travail effectif, un jour quelconque de la période à plus de neuf heures.

Récupérations. — Seules peuvent être récupérées, en dehors du cas de cause accidentelle ou de force majeure, les heures perdues par suite de chômage collectif en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux. Quant aux chômages des jours fériés, il va sans dire qu'ils peuvent être compensés, en partie, au cours de la semaine où ils se sont produits, par une répartition hebdomadaire appropriée des heures de travail en vertu du 2° de l'article 2.

Horaires spéciaux pour certaines catégories de travailleurs. — L'article 4,

relatif à l'horaire, stipule par son paragraphe 3, que des heures différentes de travail et de repos pourront être prévues pour les catégories de travailleurs auxquelles s'appliquent les dérogations permanentes, *ainsi que pour les scieurs occupés à la conduite des machines à scier le marbre*. Cette disposition est destinée à permettre la marche des scies pendant une durée supérieure à celle des ateliers que ces scies alimentent, sans toutefois que les scieurs fassent individuellement plus de huit heures.

Dérogations permanentes. — Il y a lieu de noter que la durée de la dérogation prévue sous le 1° de l'article 5 (mécaniciens, électriciens, chauffeurs occupés au service de la force motrice, etc.) est réduite à *une* heure au maximum et *une heure et demie* le lendemain de chaque journée de chômage.

La durée de la dérogation prévue sous le 3° (coordination du travail de deux équipes qui se succèdent) est réduite à une *demi-heure*.

Une dérogation spéciale (5°) vise le travail du spécialiste chargé de la vérification des machines à scier avant la mise en marche de ces machines : la durée de cette dérogation est d'*une* heure. Il s'agit du travail du spécialiste qui, selon la terminologie des techniciens, « règle la descente et la mise en marche » des appareils.

Dérogations temporaires. — Le chiffre des heures de dérogation temporaire a été fixé à soixante par an, conformément à l'accord qui s'est établi en commission mixte : ce chiffre a été accepté par les patrons, les ouvriers ayant de leur côté accepté la généralisation de la récupération des heures perdues pour fêtes locales, jusqu'à concurrence de quarante heures par an.

Les dispositions du règlement sont entrées en vigueur le 31 août 1925.

CIRCULAIRE DU 12 SEPTEMBRE 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures. — Industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires. — Décret du 13 août 1925.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint, le texte du décret du 13 août 1925 (2) qui a déterminé les modalités d'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bois autres que l'ameublement, la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires.

Les industries du bois sont donc, dans leur ensemble, assujetties aujourd'hui à la loi :

1° Les industries de l'ameublement, en vertu du décret du 19 mars 1921 ;

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 132.

2° Les industries de la tabletterie et les petites industries du bois et matières similaires, en vertu du décret du 25 mai 1925 ;

3° Les industries du bois autres que celles qui sont visées par les deux décrets ci-dessus mentionnés, en vertu du décret du 13 août 1925.

Voici, tels qu'ils ressortent des échanges de vues qui se sont produits dans la réunion de la commission mixte appelée à examiner le projet d'où est sorti le présent décret, les traits essentiels de ce nouveau règlement.

Champ d'application. — D'une manière générale, demeurent en dehors du champ d'application du nouveau décret, les industries réglementées par les décrets du 19 mars 1921 et du 25 mai 1925.

Les industries assujetties ne sont pas toutes nommément désignées. « La fabrication des traverses, pavés et coins de bois » non spécifiquement mentionnée, est assujettie au décret toutes les fois qu'elle est effectuée dans des scieries fixes.

La fabrication des bois d'allumettes non désignée, rentre dans le débitage du bois.

Conformément à l'interprétation admise pour tous les autres décrets, les ateliers de réparation sont implicitement visés sous la rubrique *fabrication* : il a été précisé, à cet égard, que la réparation des tonneaux est assujettie au décret, qu'elle soit exécutée dans des ateliers indépendants ou dans des entreprises de vente ou de location de fûts.

La question des scieries ambulantes, qui en tant qu'entreprises forestières, échappent à l'application de la loi du 23 avril 1919, a fait, en commission mixte, l'objet d'une longue discussion.

Patrons et ouvriers ont exprimé la crainte que des scieries ayant en réalité un caractère industriel n'échappent à la réglementation générale, à la faveur de leur apparence de scieries forestières.

Il a été décidé que seules demeurent en dehors de la réglementation, les scieries ambulantes « annexées aux coupes de bois et chantiers d'abatage de bois », étant entendu que les scieries mobiles situées près des rivières ou des gares ne sont pas assujetties si elles sont à proximité de la coupe et alimentées par elle, si elles en constituent une dépendance. Mais si la durée de fonctionnement, au même endroit, d'une scierie dite ambulante excède la durée de l'exploitation forestière dont elle constituait une dépendance, cette scierie sera considérée, dès lors, comme fixe et assujettie au décret.

Récupérations. — Seules peuvent être récupérées en dehors du cas de cause accidentelle ou de force majeure, les heures perdues par suite de chômage collectif en raison d'inventaires, fêtes locales ou autres événements locaux. Quant aux chômages des jours fériés, il va sans dire qu'ils peuvent être compensés en partie, au cours de la semaine où ils se sont produits, par une répartition hebdomadaire appropriée des heures de travail.

Les interruptions collectives de travail dues aux intempéries, lorsqu'elles ont un caractère de récurrence annuelle régulière, donnent ouverture à la procédure déjà prévue par divers autres règlements (notamment par le décret

du 11 février 1924 visant les industries du bâtiment et des travaux publics, art. 3, § 6 et 7), la récupération forfaitaire des heures perdues pour intempéries indiquant renonciation au bénéfice de la faculté de récupération inscrite à l'article 45 du Livre II du Code du travail.

A la différence, toutefois, du décret du 11 février 1924, l'article 3, par son paragraphe final limite à *une heure par jour* la prolongation de la durée du travail effectif que la récupération peut entraîner.

Répartition des heures de travail. — L'article 2 comporte, comme dans la plupart des règlements parus, une disposition (§ 3) permettant aux entreprises d'obtenir, à titre provisoire, par arrêté ministériel, ou, à titre définitif, par voie de règlement d'administration publique, l'autorisation de répartir les heures de travail selon un mode autre que les deux régimes prévus aux alinéas 1° et 2° du même article : il y a lieu de noter qu'en aucun cas, le régime proposé ne peut avoir pour effet de porter la durée normale du travail effectif un jour quelconque de la période à plus de *neuf* heures.

Déroptions permanentes. — A l'article 5, figure (3°) une dérogation temporaire analogue à celle qui a été prévue, notamment, par le décret du 10 mai 1925, sur les industries chimiques (art. 5, 9°) et le décret du 21 mai 1925 sur la fabrication du plâtre, de la chaux et des ciments (art. 5, 8°) concernant les travaux de chargement ou déchargement des wagons, navires ou bateaux, avec cette addition que la dérogation s'applique, non seulement au personnel occupé à ce déchargement, mais au personnel occupé au chargement ou au déchargement des *voitures* affectées au service de ces wagons, navires ou bateaux. La durée de la dérogation est de deux heures au maximum, de même que dans les deux autres décrets rappelés ci-dessus.

Aux 4°, 5° et 6° il est précisé que l'expression « agents de maîtrise » s'applique aux chefs d'équipe.

Au 5°, la durée de la dérogation a été limitée à une demi-heure, temps jugé suffisant pour assurer la coordination du travail de deux équipes qui se succèdent.

Il est rappelé que les magasiniers (8°) sont les agents responsables de l'entrée et de la sortie des marchandises du magasin. En vertu de la nouvelle rédaction du paragraphe final de l'article 5, les magasiniers du sexe féminin échappent à la dérogation.

Déroptions temporaires. — Le crédit d'heures de dérogation temporaire inscrit à l'article 6, 3° (surcroît extraordinaire de travail) est de cent-vingt heures par an, exception faite pour la fabrication des caisses d'emballage, qui bénéficie d'un crédit de cent cinquante heures.

Les dispositions de ce règlement entreront en vigueur le 20 septembre courant.

CIRCULAIRE DU 16 SEPTEMBRE 1925 (1).

*Repos hebdomadaire. — Personnel affecté à la rédaction
dans les entreprises de journaux et d'informations.
Loi du 25 juillet 1925.*

La loi du 25 juillet 1925 (2) accordant le repos hebdomadaire, par roulement, au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations, est conçue comme suit :

ARTICLE UNIQUE. — L'article 51 du Livre II du Code du travail prend le numéro 50 *a* et il est inscrit dans ledit code un article 50 *b* ainsi conçu :

« Les dispositions de la présente section sont applicables au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations. »

★
★ ★

Antérieurement à la promulgation de cette loi, l'application de la section première du chapitre IV du Livre II du Code du travail (repos hebdomadaire) était limitée aux « employés et ouvriers occupés dans un établissement industriel ou commercial ou dans ses dépendances (art. 30) », ainsi qu' « aux clercs des études dans les offices ministériels » spécialement visés par l'article 51.

Le personnel affecté à la rédaction, dans les journaux et entreprises d'informations, avait été exclu du bénéfice de la loi : à la séance du Sénat du 3 avril 1906 (3), le rapporteur, en réponse à une proposition d'amendement de M. Dominique Delahaye, s'exprimait ainsi : « Au nom de la commission, je me bornerai à répondre que nous faisons une loi pour les employés de commerce et les ouvriers et non pour les journalistes. Quant aux ouvriers et employés des journaux, la loi prévoit pour eux le repos par roulement. »

L'article 50 *b* nouveau appelle au bénéfice des dispositions de la première section du chapitre IV du Livre II du Code du travail (art. 30 à 50) le personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations. Dès lors, les dispositions de l'article 38, qui, au nombre des catégories d'établissements admises de droit à donner le repos hebdomadaire par roulement, cite (6°) les « entreprises de journaux et d'informations », s'appliquent, non plus seulement aux employés et ouvriers (en conformité de l'article 30), mais, en vertu du nouvel article 50 *b*), au personnel affecté à la rédaction.

Il appartient aux inspecteurs du travail, concurremment avec les officiers de police judiciaire, d'assurer l'exécution de la loi et de donner suite aux

(1) Adressée aux préfets et aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 20.

(3) Voir *Bulletin* 1907, pages 240 à 243.

réclamations dont ils pourront être saisis de la part des intéressés ou de leurs organisations professionnelles. Ils pourront, le cas échéant, faire appel au concours des organisations professionnelles de la Presse et les engager à éclairer leurs adhérents sur les obligations qui leur incombent à cet égard, en vertu du décret du 24 août 1906 organisant le contrôle du repos hebdomadaire.

CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1925 (1).

Cancer des ouvriers fileurs.

Mon attention a été attirée sur une enquête qui se poursuit en Grande-Bretagne au sujet de l'épithélioma du scrotum qu'on constaterait chez les ouvriers fileurs.

En vous communiquant ci-dessous la note relative à cette question, j'ai l'honneur de vous inviter à me signaler les cas similaires qui viendraient à votre connaissance.

NOTE.

Une statistique assez récente a établi qu'un cancer au scrotum assez analogue au cancer des ramoneurs bien connu, au moins dans les publications, survenait chez certains ouvriers, notamment chez les ouvriers du goudron et chez les ouvriers fileurs. Cette statistique est la suivante :

Fileurs.	69
Ouvriers du goudron et de la paraffine.	22
Ouvriers ramoneurs.	1
Occupations diverses.	38
Occupations inconnues.	11
	141 cas.

Une enquête vient d'être faite en Angleterre, dans le Lancashire notamment, qui a montré que les chiffres publiés pour les fileurs sont au-dessous de la réalité. On aurait constaté depuis plusieurs années plus de 200 cas.

Le D^r Southam et le D^r Wilson ont traité à l'hôpital de Manchester au moins 62 cas d'épithélioma du scrotum entre les années 1902-1922 chez les ouvriers fileurs. Le D^r Henry a recueilli des renseignements au sujet de 145 cas d'épithélioma de la peau chez ces ouvriers entre 1907 et 1923, 94 p. 100 de ces cas de cancer désignaient le scrotum comme siège.

La partie atteinte est surtout la partie gauche de l'organe. On a constaté que l'ouvrier se tient fréquemment sur la jambe gauche pendant l'opération qui consiste à rattacher les fils. La partie du chariot sur laquelle il s'appuie pendant cette opération est une barre presque toujours imprégnée d'huile de graissage. C'est une huile minérale contenant sans doute des matières irritantes qui, traversant le tissu léger dont est fait le pantalon, arrive à la peau et l'irrite dans un endroit où le nettoyage naturel s'exécute mal.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

Dans ces ateliers à chaleur humide l'ouvrier porte des vêtements légers.

Le service anglais de l'inspection des fabriques a fait imprimer de petits tracts pour mettre au courant de ces faits industriels et ouvriers en vue d'appeler leur attention sur la nécessité de la propreté et sur celle d'avoir recours au médecin dès que possible lorsqu'il se manifeste des apparences de morbidité au scrotum.

CIRCULAIRE DU 21 SEPTEMBRE 1925 (1).

Soufflage à la bouche des moules dans les fonderies. — Enquête.

Mon attention a été attirée sur une opération qui se pratique dans les fonderies et qui serait de nature à présenter certains inconvénients pour l'hygiène du personnel.

Il s'agit de l'opération du soufflage des moules, lorsqu'elle s'effectue à l'aide d'une « soufflette » dans laquelle des ouvriers différents peuvent être appelés à souffler successivement, avec la bouche, pour provoquer la projection d'eau pulvérisée sur les moules. Ce procédé peut présenter des dangers de contamination du même ordre que ceux auxquels donne lieu le soufflage à la bouche en verrerie. La contamination syphilitique, en particulier, pourrait être à redouter dans cette circonstance.

Je vous serais obligé de porter à ma connaissance les renseignements que le service possède sur cette question, en envisageant notamment les points suivants :

a. Importance relative des différents modes de soufflage des moules (soufflage direct de l'eau par la bouche ; — soufflage à la bouche dans une soufflette ; — soufflage par l'air comprimé, etc.) ;

b. Le service a-t-il eu connaissance de transmission de maladies (en particulier contamination syphilitique) qui se seraient produites par suite de l'usage en commun d'une même « soufflette » ;

c. Y a-t-il matière à prescriptions réglementaires spéciales.

J'attacherais du prix à recevoir votre réponse avant le 1^{er} décembre 1925.

CIRCULAIRE DU 22 SEPTEMBRE 1925 (2).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Chantiers privés fonctionnant dans les arsenaux de la marine de l'État.

Mon attention a été appelée sur les difficultés que présente, pour le contrôle de l'application des règlements pris pour l'application de la loi du

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

23 avril 1919 sur la journée de huit heures, et notamment de l'utilisation des heures de récupération ou de dérogation, le fait que certaines entreprises privées sont admises par l'Administration de la marine à établir des chantiers à l'intérieur des arsenaux, et échappent dès lors à la surveillance du service de l'inspection.

Les arsenaux de la marine figurent, en effet, au nombre des établissements énumérés à l'article premier du décret du 28 juin 1904, dans lesquels, en vertu de l'article 94 du Livre II du Code du travail, l'exécution des dispositions de ce livre est confiée exclusivement aux agents désignés par le Ministre de la Marine.

Ces agents n'ont, présentement, aucun moyen de savoir quelle est, à l'égard de la loi, la situation des entreprises en cause, et dans quelle mesure elles ont le droit d'user des facultés de prolongation de la durée normale du travail au titre des récupérations ou des dérogations temporaires.

Il a paru désirable de réaliser, entre les fonctionnaires de l'Administration de la Marine et les inspecteurs du travail, une liaison permettant aux agents des deux services d'être à tout moment renseignés sur la situation des établissements visés à l'égard de l'application des règlements pris pour l'exécution de la loi de huit heures.

D'accord avec M. le Ministre de la Marine, j'ai arrêté comme suit les principes et les modalités de cette liaison.

1° L'inspection du travail et le contrôle de l'Administration de la marine se mettront en relations, le cas échéant, pour se garantir les moyens de veiller, chacun dans son domaine réglementaire, à l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les chantiers ou ateliers privés fonctionnant dans les arsenaux, soit pour l'exécution des travaux à bord des navires de commerce autorisés à s'y faire réparer ou caréner, soit pour l'exécution de tous autres travaux.

Dans ce dernier cas, toutefois, il y aura lieu de considérer que certaines entreprises privées de construction ou de refontes d'immeubles, de transports et de manutentions, etc., sont en fait, constituées uniquement pour le service maritime et n'ont pas à proprement parler, en dehors de l'arsenal, de chantiers ni d'ateliers solidaires de ceux qui fonctionnent dans le port : ce sont là des cas d'espèce, à considérer un à un, qu'on ne saurait autrement définir. Dans le plus grand nombre de cas, les industries qui s'exercent dans ces conditions forment des établissements ou parties d'établissements susceptibles d'obtenir à titre distinct les dérogations prévues par la réglementation spéciale à chacune d'elles et d'en avoir un compte particulier. En ce qui concerne les entreprises de cette nature, le Ministre de la Marine a prescrit à ses services de se borner à aviser l'Inspection du travail de l'existence des ateliers ou chantiers en cause, à charge de lui fournir de plus amples renseignements si elle en fait la demande motivée.

2° Considérant que la tenue d'un compte d'heures de dérogation et de récupération intéressant un établissement industriel ou une partie d'établissement suppose la connaissance exacte de toutes les dérogations qu'il obtient et utilise, le Ministre de la Marine admet en principe que le concours des

deux services précités puisse s'établir même dans le cas où les travaux de l'industrie privée porteraient sur un bâtiment de l'État ou seraient commandés, soit par la Marine, soit par un autre Département ministériel : toutefois, en cette hypothèse, le Ministre de la Marine se réserve le droit exclusif d'apprécier et d'interpréter, par lui-même ou par le service de contrôle relevant de son autorité, les demandes et motifs des dérogations éventuellement sollicitées.

3° Sur ces bases, la liaison entre l'Inspection du travail et le contrôle résident serait réalisée suivant les modalités exposées ci-après :

a. Lorsqu'un chantier ou atelier d'une entreprise privée s'établira dans un arsenal, le contrôle résident avisera l'inspecteur départemental du travail compétent ;

b. Réserve faite du cas envisagé au second alinéa du paragraphe 1° ci-dessus, l'inspecteur du travail, au reçu de ce renseignement, fera connaître sans délai au contrôle résident le crédit total d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail revenant à l'établissement industriel en cause, conformément à l'article 6, § 3 du décret applicable à l'industrie visée ; le total des heures récupérables en vertu d'une autorisation de l'inspecteur, dans les conditions prévues à l'article 3 dudit décret ; le total des heures supplémentaires ou de récupération utilisées, d'après les avis reçus depuis le début de l'année en cours ;

c. Le contrôle résident adressera à l'inspecteur départemental du travail une copie des avis de dérogations ou de récupérations qui lui seraient fournis par l'établissement industriel en cause à l'occasion des travaux exécutés dans l'arsenal.

Le régime ainsi défini entrera en pratique le 1^{er} octobre 1925. Vous voudrez bien prendre toutes dispositions utiles pour que les inspecteurs départementaux de votre circonscription qui ont, dans leur section une localité siège d'un arsenal de la marine, se mettent en relations directes avec le contrôle résident, en vue de régler les mesures d'exécution des présentes instructions.

CIRCULAIRE DU 24 SEPTEMBRE 1925 (1).

*Visites des délégués-mineurs. — Fixation du prix de la journée.
Allocations familiales.*

L'attribution aux délégués-mineurs des allocations pour charges de famille accordées aux ouvriers de la circonscription, telle que cette attribution a été prévue par la circulaire ministérielle du 2 décembre 1921 (2) prise après avis

(1) Adressée aux préfets (en communication aux ingénieurs en chef des mines).

(2) Voir *Bulletin* 1921, page 102.

du Conseil général des mines, a fait l'objet de réclamations contentieuses de la part de certains exploitants.

Le Conseil d'État, appelé à statuer sur les requêtes dont ces exploitants l'avaient saisi a, par décision rendue le 19 juin 1925 (1) et dont vous voudrez bien trouver ci-joint copie, reconnu « que l'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que le préfet était fondé (à l'occasion de la fixation annuelle du prix de la journée de visite des délégués) à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués-mineurs, lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficiaient de telles indemnités ».

Le Conseil d'État a ainsi reconnu la régularité de l'attribution aux délégués mineurs des allocations familiales accordées aux ouvriers de la circonscription.

En ce qui concerne les conditions de l'attribution des allocations familiales aux délégués mineurs, il convient de se reporter aux circulaires des 2 décembre 1921 et 1^{er} mars 1922 dont les dispositions se trouvent confirmées par la récente décision du Conseil d'État.

Comme la circulaire du 2 décembre 1921 l'a prévu, vous ne devrez pas manquer, dans l'arrêté que vous êtes appelé à prendre au mois de décembre de chaque année, de distinguer explicitement, d'une part, le salaire proprement dit établi conformément aux instructions en vigueur, indépendamment des allocations familiales, et, d'autre part, les taux de ces allocations énumérées et calculées conformément aux conventions qui les régissent dans la circonscription du délégué-mineur. Le taux des allocations familiales devra être mentionné quelle que soit la situation de famille du délégué à la date de l'arrêté, l'attribution de ces allocations demeurant conditionnée par la situation de famille du délégué, situation qui peut varier en cours d'année.

Vous voudrez bien porter ces indications sur l'état n° 3 relatif aux bases des indemnités à payer aux délégués mineurs de votre département, état que vous devez m'adresser chaque année conformément aux prescriptions des circulaires des 9 juillet 1890 et 26 mai 1905.

CIRCULAIRE DU 23 OCTOBRE 1925 (2).

Droits de timbre et d'enregistrement pour prestation de serment.

Par circulaire du 29 avril 1922 (3), je vous ai communiqué copie d'une lettre de M. le Directeur général de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre relative aux droits de timbre et d'enregistrement dûs à l'occasion

(1) Voir dans le présent *Bulletin*, page 271.

(2) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(3) Voir *Bulletin* 1922, page 61.

de la prestation de serment des inspecteurs et inspectrices qui entrent dans le service. Comme suite à cette circulaire, j'ai l'honneur de porter à votre connaissance qu'à l'occasion d'un cas d'espèce, M. le Directeur général de l'Enregistrement, des Domaines et du Timbre vient de m'informer que le droit fixe, le seul auquel soit soumise la prestation de serment des inspecteurs et inspectrices stagiaires du travail, se trouve porté de 6 francs à 7 fr. 20 par application de l'article 3 de la loi du 22 mars 1924, qui a ajouté deux décimes aux impôts recouvrés au profit de l'État.

En même temps, M. le Directeur général de l'Enregistrement des Domaines et du Timbre me signale qu'en cas de contestation sur le montant du droit à percevoir pour la prestation de serment, il est préférable, dans un but de simplification et aucune question de principe n'étant en jeu, que les intéressés, au lieu de saisir l'Administration centrale, saisissent directement le Directeur départemental de l'Enregistrement.

CIRCULAIRE DU 27 OCTOBRE 1925 (1).

Décret du 9 août 1925. — Protection et salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-joint le texte d'un décret, en date du 9 août 1925 (2), déterminant, par application de l'article 67, alinéa 2, du Livre II du Code du travail, les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

Depuis longtemps l'attention de l'Administration avait été appelée sur l'intérêt de fixer, dans un règlement d'administration publique, par application de l'article 67 susvisé, les mesures de cet ordre. Une telle réglementation semble de nature en effet à prévenir, en partie tout au moins, les accidents du travail qui se produisent en nombre important dans les chantiers en question.

L'étude de cette réglementation, qui avait été abordée déjà avant la guerre et que les hostilités avaient suspendue, a été reprise et poursuivie dès que les circonstances l'ont permis.

Un avant-projet de décret a été préparé par l'Administration à l'aide des éléments d'information dont elle disposait. Ce projet, pour l'établissement duquel il avait été tenu compte des avis et suggestions du service de l'Inspection du travail, s'inspirait aussi du règlement relatif à la prévention des accidents édicté par le Syndicat général de garantie du bâtiment et des travaux publics contre les accidents du travail, et des vœux émis par la Section du Nord de l'Association française pour la protection légale des travailleurs qui, dans une série de séances tenues en 1912 et 1913, s'était spécialement préoc-

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 114.

cupée de l'amélioration des conditions de sécurité et d'hygiène dans l'industrie du bâtiment. Le projet fut communiqué aux organisations professionnelles de patrons et d'ouvriers des professions intéressées en vue de recueillir leurs avis et observations. Un nouveau texte, pour l'établissement duquel il a été tenu compte, dans la mesure où il a paru qu'il convenait de le faire, de ces avis et observations, a été soumis à une commission mixte comprenant, à côté de représentants de l'administration, des délégués des grandes organisations syndicales de patrons et d'ouvriers des industries du bâtiment et des travaux publics. Les échanges de vues qui se sont produits au sein de cette commission ont permis de rédiger un texte qui a obtenu l'adhésion unanime des membres de la commission.

Dans ce dernier état, le texte du projet de décret a été soumis au comité consultatif des arts et manufactures, dont l'avis est obligatoire, aux termes de l'article 186 du Livre II du Code du travail, pour la publication des règlements de l'espèce. Le comité a adopté, dans son ensemble, le texte qui lui était soumis, se bornant à suggérer, sur un tout petit nombre de points, une rédaction plus précise qui a été reproduite dans le texte soumis au Conseil d'État. Le Conseil d'État a lui-même adopté, pour ainsi dire sans modification, le projet présenté à son avis.

Le texte du décret ci-joint reproduit exactement le texte adopté par le Conseil d'État.

Les dispositions de la nouvelle réglementation qui, sur de nombreux points, ne fait que rendre obligatoires des mesures déjà prises par les patrons soucieux d'assurer la sécurité de leur personnel, ne paraissent pas devoir soulever de difficultés d'interprétation. Sur quelques points seulement la commission mixte qui a pris part à l'élaboration du décret a formulé des avis reproduits ci-après, et auxquels il y aura lieu de se référer à l'occasion de l'application du décret.

ARTICLE PREMIER. — *Champ d'application du décret.* — Il convient de donner à la définition du mot « chantiers » le sens le plus étendu. Il y a lieu d'y comprendre, notamment, tous les lieux de travail où des ouvriers, faisant partie du personnel d'une entreprise assujettie aux prescriptions du décret, sont régulièrement employés, même si le chantier visé est installé à l'intérieur de locaux habités. (L'accès des inspecteurs du travail dans les locaux habités est, bien entendu, subordonné à l'autorisation des personnes qui occupent ces locaux.)

ART. 18. — *Niches de sûreté.* — Certains membres de la commission mixte avaient demandé que les dimensions de la niche de sûreté, qui doit pouvoir abriter simultanément deux personnes, fussent fixées; ils proposaient les dimensions suivantes : 0 m. 55 de profondeur, 1 mètre de largeur et 1 m. 80 de hauteur, dans la mesure où la hauteur de la galerie le permettrait. Après échange de vues, la commission a estimé qu'il convenait de ne fixer que la profondeur de la niche (60 centimètres), étant entendu qu'il fallait faire confiance aux inspecteurs du travail.

ART. 27. — *Surveillance du travail sur les chantiers de démolition.* — La commission a émis l'avis que les dispositions prévues à l'article 27 n'ont nullement pour objet de soustraire à l'autorité du chef de chantier responsable, le chef d'équipe exclusivement chargé de la surveillance du travail.

ART. 36, 39. — *Planchers jointifs.* — Le mot « jointif » doit être largement interprété. Il suffira, pour qu'un plancher soit considéré comme jointif, que les planches le composant soient posées l'une à côté de l'autre, sans intervalle.

L'adhésion unanime que les délégués des grandes organisations professionnelles de patrons et d'ouvriers des industries intéressées ont donnée par avance à une réglementation à la préparation de laquelle ils ont si largement coopéré, laisse espérer que le nouveau décret s'appliquera sans difficultés.

J'appelle votre attention sur les dispositions des paragraphes 2 et 3 de l'article 2 du décret. Par application de ces prescriptions, les ouvriers seront mis en mesure de consigner sur un registre leurs observations en ce qui concerne l'état du matériel et généralement l'application des dispositions du décret.

Comme vous le savez, le nombre élevé des établissements soumis au contrôle des inspecteurs du travail ne permet pas à ceux-ci de visiter aussi fréquemment qu'il serait souhaitable chacune des entreprises de leurs sections. D'autre part, quel que soit le souci que prennent les employeurs de la sécurité de leur personnel, ils ne peuvent être constamment présents sur les chantiers ouverts.

Or, les incidents de nature à mettre en péril la sécurité du personnel sur les chantiers du bâtiment peuvent se produire à tout moment ; à un instant quelconque de leur travail les ouvriers peuvent être appelés à constater dans le matériel à leur usage des déficiences susceptibles de compromettre leur sécurité. Il importe que mention puisse être faite aussitôt de ces incidents ou de ces déficiences sur le registre du chantier. Cette procédure présentera pour les employeurs eux-mêmes un réel intérêt : ils se trouveront informés d'une manière précise de toutes les causes de danger constatées et pourront prendre spontanément les mesures de protection nécessaires. Il y a, d'autre part, intérêt à ce que les inspecteurs du travail puissent se rendre compte de tous les incidents intéressant la sécurité du personnel survenus sur les chantiers depuis leurs dernières visites, pour orienter leurs vérifications ; ils se feront présenter, dans ce but, à chacune de leurs visites, le registre sur lequel les ouvriers sont admis à mentionner leurs observations.

De même que les organisations syndicales nationales ont été associées à la préparation du nouveau décret, à l'application duquel, dans chaque entreprise, vont se trouver appelés à coopérer le patron et ses ouvriers, de même il est désirable de faire appel, pour la mise en train de l'application, au concours des organisations locales ou régionales de patrons et d'ouvriers des professions intéressées.

Les inspecteurs du travail devront donc faire connaître aux syndicats intéressés la publication du nouveau décret. Ils insisteront sur l'intérêt que présente une réglementation inspirée du souci de prévenir, dans la mesure du

possible, les accidents du travail dans l'une des branches essentielles de l'activité nationale. Ils demanderont aux syndicats de faire part de la publication du décret à leurs adhérents, de faire ressortir auprès de ceux-ci le but de la nouvelle réglementation et l'intérêt de voir les patrons et les ouvriers faciliter l'application de cette réglementation. D'ailleurs, j'ai moi-même communiqué le texte du décret, accompagné d'un exemplaire de la présente circulaire, aux grandes organisations professionnelles qui ont été appelées à coopérer à sa préparation.

D'autre part, au cours de leurs visites des chantiers du bâtiment et des travaux publics, les inspecteurs ne devront pas manquer de fournir aux intéressés tous éclaircissements sur la nouvelle réglementation en insistant sur l'utilité des prescriptions qu'elle édicte et en demandant aux chefs d'établissement de prendre les mesures utiles pour se conformer à ces prescriptions.

Je vous serai obligé d'exposer brièvement, dans votre rapport annuel, les mesures prises par le service pour faire connaître la réglementation nouvelle et pour en assurer l'application. Vous indiquerez les premiers résultats obtenus et les observations que vous aura suggérées la mise en vigueur du décret. Il serait, en outre, désirable que vous soyez en mesure, lors de la conférence annuelle des inspecteurs divisionnaires, qui aura lieu en décembre prochain, d'apporter une première documentation permettant de confronter les premiers résultats obtenus et de procéder à un échange de vues utile à l'application uniforme et satisfaisante de la nouvelle réglementation.

CIRCULAIRE DU 27 OCTOBRE 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

Bâtiment et travaux publics. — Décret du 11 février 1924.

La circulaire du 15 novembre 1920 (2), commentant le décret du 5 août 1920 portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics des régions libérées, déléguait à l'inspecteur divisionnaire du travail le pouvoir de décision conféré au Ministre du Travail par l'article 6, 2°, dudit décret. Cette circulaire précisait qu'en ce qui concerne les travaux exécutés dans l'intérêt d'un service public, visés par ledit article 6, 2°, l'inspecteur ne devrait saisir l'Administration centrale que des cas qui lui paraîtraient soulever des difficultés qu'il hésiterait à résoudre sous sa seule responsabilité.

Le décret du 5 août 1920 ayant été abrogé par le décret du 11 février 1924 (3), les instructions du 15 novembre 1920 sont devenues caduques.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires des 1^{re}, 3^e, 4^e, 5^e et 6^e circonscriptions.

(2) Voir *Bulletin* 1920, page 281.

(3) Voir *Bulletin* 1924, page 71.

Il me paraît, en conséquence, nécessaire de vous confier à nouveau, par la présente circulaire, le pouvoir de décision que vous conférait la circulaire précitée, pouvoir devant s'exercer désormais pour l'application dans les régions libérées de l'article 6, 2°, du décret du 11 février 1924, portant règlement d'administration publique pour l'application de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures dans les industries du bâtiment et des travaux publics.

CIRCULAIRE DU 10 NOVEMBRE 1925 (1).

Adaptation des conditions de la production à la journée de huit heures.

Une circulaire ministérielle du 17 décembre 1919 (2) a invité les inspecteurs du travail à recueillir dans les établissements industriels soumis à leur contrôle des renseignements touchant l'adaptation des conditions de la production à la journée de huit heures. Les instructions contenues dans cette circulaire ont été rappelées à diverses reprises : les 17 décembre 1923, 25 juillet et 19 août 1924 (2).

Un certain nombre de monographies, établies d'après les rapports des inspecteurs, ont été publiées au *Bulletin* du Ministère du Travail et de l'Hygiène (numéros d'avril-mai-juin 1924 et suivants). La publication de ces monographies a eu un grand retentissement tant en France qu'à l'étranger. Le bureau international du travail, notamment, en a fait état dans son enquête sur la production (T. IV, 2^e vol., p. 801-840) et dans ses publications périodiques (Informations sociales des 1^{er} décembre 1924, 5-12 janvier 1925).

Je vous serai très obligé de rappeler aux inspecteurs du travail placés sous vos ordres que l'enquête sur l'adaptation des conditions de la production à la journée de huit heures est toujours ouverte, et de les inviter à établir, chaque fois qu'ils en auront la possibilité, de telles monographies.

Je rappelle qu'aux termes de la circulaire précitée du 17 décembre 1919, il y a lieu d'indiquer, pour chaque constatation :

a. Nom et adresse de l'établissement, et nature de l'industrie qui y est exercée; — *b.* Description sommaire du travail ou des travaux auxquels se rapportent les constatations; — *c.* Date à laquelle la journée de huit heures a été appliquée; — *d.* Durée antérieure du travail; — *e.* Époques auxquelles se rapportent les faits faisant l'objet de la comparaison avant et après l'application de la journée de huit heures; — *f.* Documents ou témoignages d'après lesquels ces faits ont été établis; — *g.* Évaluation du rendement horaire avant et après; — *h.* Indications, s'il y a lieu, des modifications

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir *Bulletin* 1919, page 450.

apportées depuis l'introduction de la journée de huit heures et qui ont pu influer sur le rendement horaire : 1° dans l'outillage, le matériel et les locaux ; 2° dans la répartition des heures de travail et des repos en dehors de la réduction même des heures de travail (suppression des petits repos intermédiaires, des tolérances pour les entrées et les sorties ; modification du repos de midi, etc.) ; 3° dans l'organisation du travail (nouvelle division du travail, mesures nouvelles de surveillance ou de discipline) ; 4° dans la rémunération du travail ; introduction du travail à la tâche, aux pièces, aux primes, modification des tarifs.

J'insiste tout particulièrement sur l'intérêt que présentent, parmi les causes qui ont pu contribuer à maintenir, pour huit heures, le rendement journalier atteint antérieurement pour neuf ou dix heures, ou même à augmenter ce rendement, les améliorations apportées à l'outillage.

J'ajoute que les inspecteurs devront demander aux industriels intéressés s'ils autorisent la publication dans le *Bulletin* du Ministère du Travail des monographies concernant leurs établissements, ainsi que du nom et de l'adresse de ces établissements.

CIRCULAIRE DU 23 NOVEMBRE 1925 (1).

Décret du 9 août 1925. — Protection et salubrité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics.

L'article 60 du décret du 9 août 1925 (2) portant règlement d'administration publique pour l'exécution des dispositions du Livre II du Code du travail, en ce qui concerne les mesures particulières de protection et de salubrité applicables dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics, prévoit qu'un extrait du décret, extrait dont le texte sera fixé par arrêté ministériel, doit être affiché dans les chantiers fixes occupant plus de 30 ouvriers, ainsi qu'au lieu où se fait la paye du personnel.

En exécution de cette disposition du décret, l'arrêté du 13 novembre 1925 (3) a fixé le texte de l'extrait du décret qui devra être affiché. Vous trouverez ci-dessus une copie de cet arrêté.

Au cours de l'action prévue par ma circulaire du 27 octobre dernier (4) pour la mise en train de l'application du décret, vous voudrez bien faire état des dispositions de cet arrêté.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 114.

(3) Voir dans le présent *Bulletin*, page 164.

(4) Voir dans le présent *Bulletin*, page 226.

CIRCULAIRE DU 25 NOVEMBRE 1925 (1).

Inspection du travail. — Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport sur l'application, en 1925, des lois réglementant le travail, ainsi que le cadre de ce rapport (2).

Comme les années précédentes, les états n^{os} 1, 2, 5, 10, 11, 12, ne vous sont pas demandés.

Je vous rappelle à nouveau qu'en vue de rendre plus facilement comparables avec ceux de vos collègues vos renseignements sur chaque point particulier, il est indispensable que votre rapport soit établi rigoureusement suivant le plan qui vous est tracé, en distinguant exactement les divers paragraphes qui composent chacun des chapitres.

Vous ne manquerez pas de signaler les faits ou les incidents qui se seraient produits au cours de l'année et qui mériteraient de fixer l'attention d'une façon particulière. Vous ne devez pas oublier, lorsque vous signalez des irrégularités, de mentionner en même temps les mesures qui ont pu être prises pour y remédier.

J'appelle votre attention, comme les années précédentes, sur l'inutilité que présente l'insertion, dans le rapport même, de tableaux statistiques reproduisant les renseignements contenus dans les états joints audit rapport et réunis dans la statistique générale : afin d'éviter à cet égard tout double emploi, on a pris le soin d'éliminer du cadre du rapport annuel tous les renseignements statistiques qui peuvent être extraits des états. Par contre, lorsque les questions posées exigent des réponses numériques, vous devez y répondre par des chiffres aussi exacts que possible.

Il y aurait intérêt à ce que ces chiffres soient présentés sous forme de tableaux, établis en se conformant aux cadres adoptés dans les tableaux d'ensemble incorporés dans le rapport de la Commission supérieure du travail ainsi que dans le rapport général à M. le Président de la République, sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs.

Vous remarquerez d'ailleurs qu'aucun des chiffres qui sont demandés dans le cadre du rapport n'exige d'enquête spéciale. Ces chiffres s'appliquent exclusivement aux établissements connus du service et sur lesquels il possède actuellement des indications précises touchant les conditions du travail. Le calcul de ces chiffres par les inspecteurs départementaux et leur vérification, le cas échéant, par les inspecteurs divisionnaires, n'exigent donc que la consultation des documents (fiches, horaires, avis, etc.) dont la conservation est prescrite par les instructions.

En ce qui concerne les tableaux statistiques, je vous rappelle que les circulaires antérieures ont défini comme un seul établissement « tout ensemble

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessous, page 233.

de locaux de travail, bâtiments et cours, ateliers et chantiers communiquant entre eux à l'intérieur d'une même enceinte et dans lesquels, sous une même direction, une ou plusieurs personnes sont occupées d'une façon habituelle, soit à des travaux relevant d'un même groupe professionnel, soit à des travaux industriels ou commerciaux accessoires ».

Dès lors, un établissement industriel auquel serait annexé un magasin de vente au détail ne devra être porté qu'à la catégorie professionnelle de l'établissement industriel principal. A l'inverse, un grand magasin de vente qui posséderait un atelier de réparation sera porté seulement à la catégorie professionnelle de l'établissement principal (commerce, banque).

Cette manière de procéder vous permettra, tout en maintenant dans la statistique le caractère d'unité de ces établissements, de répartir exactement leurs diverses catégories de personnel sous l'indication des lois qui les protègent.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux. Si, dans les comparaisons rétrospectives, vous étiez amenés à modifier les chiffres donnés dans les rapports antérieurs, vous ne manquerez pas d'en exposer les raisons.

Vous devrez, selon l'usage, me faire parvenir les états statistiques dès qu'ils seront établis et sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, afin de permettre d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport d'ensemble.

Quant au rapport, il devra me parvenir, écrit *sur le recto des feuilles seulement*, et, autant que possible, *en deux exemplaires, le 1^{er} mars au plus tard*.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL

(INSPECTION DU TRAVAIL. — 1925).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

§ 1^{er}. — Ateliers de famille soumis ou non soumis aux lois sur le travail. Le nombre de ces ateliers paraît-il en augmentation ou en diminution? — Faits nouveaux constatés dans ces ateliers.

§ 2. — Quelles sont les catégories nouvelles d'établissements ou de travailleurs pour lesquelles des contestations ont été élevées sur le point de savoir si elles sont ou non visées, d'une manière générale, par les lois sur le travail?

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION. LIVRETS.

§ 1^{er}. — *Enfants de 12 à 13 ans.* — Mesures nouvelles prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour ces enfants.

§ 2. — *Livrets.* — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets. — Mesures prises par le service pour mettre fin à ces irrégularités.

§ 3. — *Enfants étrangers.* — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements industriels de la région. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 4. — Mesures nouvelles prises par les industriels pour restreindre l'emploi des enfants dans les industries où la main-d'œuvre enfantine fait défaut, notamment dans les verreries, la grosse métallurgie et la papeterie (transformation de l'outillage, modification de l'organisation du travail, remplacement des enfants par des hommes adultes, etc.).

§ 5. — *Enfants de 13 à 16 ans.* — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail? Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu? — Quelles en ont été les conséquences?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

A. — *Application des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles d'ordre général rencontrées (assujettissement de certaines professions non désignées nommément dans les règlements d'administration publique; assujettissement de parties d'établissement où s'exercent des professions visées par des règlements d'administration publique, encore que l'établissement principal appartienne à une profession pour laquelle il n'a pas été pris de règlement, etc.).

§ 2. — Régime le plus généralement adopté dans le cas où le règlement laisse le choix entre plusieurs régimes (répartition égale des 48 heures sur les 6 jours ouvrables; répartition inégale des 48 heures avec liberté de l'après-midi ou de la journée entière du samedi (ou d'un autre jour); répartition sur des périodes autres que la semaine (96 heures en deux semaines, 144 heures en trois semaines).

§ 3. — Récupération des heures perdues. — La récupération sous la forme forfaitaire tend-elle à se répandre? — Ententes nouvelles entre organisations patronales et ouvrières pour l'utilisation des récupérations.

§ 4. — Dérégations permanentes.

§ 5. — Dérégations temporaires. — Dans quelle mesure et de quelle façon a été utilisé le crédit d'heures supplémentaires pour surcroît extraordinaire de travail? — Des difficultés se sont-elles rencontrées pour la subdivision de l'établissement en parties d'établissement en vue de l'utilisation du crédit annuel d'heures de dérogation?

§ 6. — Contrôle. — Horaires, registres, tableaux récapitulatifs, avis et demandes de récupérations et de dérogations.

B. — *Application de la législation antérieure dans les établissements non visés par des règlements d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de 8 heures.*

Durées normales pratiquées en fait dans ces établissements, en distinguant les diverses catégories professionnelles.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

§ 1^{er}. — *Travail de nuit.* — Indiquer, sous forme de tableau, le nombre et la nature des établissements industriels (1) dans lesquels le travail de nuit des hommes adultes a été pratiqué d'une façon habituelle à la connaissance du service, en dehors des « usines à feu continu » visées par l'article 3 du décret du 20 juin 1913. — Personnel occupé de nuit et personnel total de ces établissements.

§ 2. — *Repos de nuit de 11 heures consécutives.* — Nombre de cas où, par suite de dérogations régulières ou contraventionnelles, le repos de nuit des femmes employées dans l'industrie aurait été inférieur à ce minimum.

§ 3. — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient encore été employées la nuit au brochage des imprimés et au pliage des journaux dans les locaux industriels des imprimeries? L'emploi de femmes la nuit au travail commercial de mises sous bandes tend-il à diminuer?

§ 4. — *Travail de nuit temporaire* (art. 2 du décret du 30 juin 1913). — Nombre d'avis reçus par le service.

§ 5. — *Usines à feu continu.* — Le service a-t-il constaté que des femmes auraient été encore employées la nuit dans des usines à feu continu, y compris les fabriques de sucre brut? — Dans chacune des catégories d'usines à feu continu visées à l'article 3 du décret du 30 juin 1913, rappeler le nombre d'établissements occupant encore des enfants la nuit en indiquant spécialement le nombre des enfants âgés de moins de 16 ans occupés la nuit.

(1) Par établissements industriels il faut entendre exclusivement les usines, manufactures, ateliers et chantiers, tels qu'ils sont définis pour l'application de l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail.

§ 6. — *Boulangeries.* — Quelles mesures nouvelles ont été prises pour parer aux difficultés rencontrées pour l'application de la loi du 28 mars 1919 sur l'interdiction de l'emploi d'ouvriers dans les boulangeries? — Ententes locales entre patrons boulangers pour la suppression du travail de nuit des patrons travaillant seuls.

CHAPITRE V. — TOLÉRANCES ACCORDÉES PAR LES INSPECTEURS.

Pour quels motifs (incendies, inondations, etc.) l'interdiction du travail de nuit des enfants et des femmes a-t-elle été levée au cours de l'année (Livre II, art. 25)? — Nombre de cas où l'interdiction a été levée par simple préavis; par autorisation de l'inspecteur.

CHAPITRE VI. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

§ 1^{er}. — *Registres d'inscription et d'usine.* — Application de l'article 90 a du Livre II.

§ 2. — *Affichage* des lois, des règlements d'administration publique.

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET REPOS DES JOURS FÉRIÉS.

Champ d'application de l'article 30 du Livre II. — A quelles professions l'application des prescriptions légales a-t-elle été contestée pour la première fois? — Pour quels motifs? — Solution intervenue. — Litiges *nouveaux* concernant l'application de la loi à certaines catégories d'employés (associés, directeurs, ingénieurs, gérants de succursales, membres de la famille, etc.).

Modes de repos hebdomadaire. — Répartition, sous forme de tableau, des établissements dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service (1), d'après ce régime; nombre des établissements pratiquant : le repos collectif du dimanche; — le repos collectif un autre jour; — le repos du dimanche midi au lundi midi; — le repos collectif de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; — le repos par roulement; — les repos spéciaux du décret du 31 août 1910; — les modes de repos temporairement tolérés dans certaines professions (boulangeries, hôtels). — Distinguer dans chaque catégorie les établissements industriels et les établissements commerciaux.

Circonstances dans lesquelles des autorisations, accordées précédemment par les préfets, ont été retirées ou modifiées.

Constatations nouvelles touchant la fermeture des magasins pendant le repos collectif.

(1) Les établissements du département du Rhône, dont le contrôle a été confié spécialement aux officiers de police judiciaire, en ce qui concerne le repos hebdomadaire, doivent être laissés en dehors.

ART. 38. — Des difficultés nouvelles se sont-elles présentées pour l'interprétation des différentes rubriques du paragraphe 1^{er} ?

ART. 39. — Tableau indiquant le nombre des adultes appartenant à chacune des 18 catégories visées par le décret du 31 août 1910 auxquelles ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

Tableau donnant le nombre total des usines à feu continu et la répartition de celles de ces usines, énumérées ou non par les décrets du 30 juin 1913 et du 31 août 1910, qui s'arrêtent chaque semaine, d'après la nature de ces usines et la durée de l'arrêt hebdomadaire.

ART. 40 et 41. — L'interprétation de ces articles a-t-elle donné lieu à des contestations nouvelles ?

ART. 43 a. — Localités (ou régions) et professions pour lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés préfectoraux sont intervenus pour prescrire la fermeture au public des établissements le jour du repos hebdomadaire collectif. — Quelles difficultés a soulevées l'application de ces arrêtés ?

ART. 44. — Localités dans lesquelles, à la connaissance du service, des arrêtés municipaux ont été pris en vertu de cette disposition et répartition de ces localités d'après le nombre de repos du dimanche suspendus dans l'année.

ART. 45 à 48. — Quelles difficultés a soulevées la distinction entre industries et commerces ? — Les déclarations sont-elles faites régulièrement ? — (Ces renseignements seront donnés en distinguant les dérogations prévues par chacun de ces articles.)

Contrôle. — Difficultés rencontrées.

ART. 50 b. — Difficultés rencontrées à l'occasion de l'application du repos par roulement au personnel affecté à la rédaction dans les entreprises de journaux et d'informations.

ART. 52. — *Repos des jours de fêtes reconnus par la loi.*

CHAPITRE VIII. — REPOS DES FEMMES EN COUCHES ET DES FEMMES ALLAITANT LEURS ENFANTS.

§ 1^{er}. — Application des articles 54 a et 54 b du Livre II du Code du travail.

§ 2. — Chambres d'allaitement.

CHAPITRE IX. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1^{er}. — Indiquer, à propos de l'article 66 a du Livre II du Code du travail et de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913, les améliorations obtenues et les installations nouvelles qui peuvent être données en exemple.

— Indiquer les catégories d'établissements sur lesquels a porté plus particulièrement l'effort du service pendant l'année et faire ressortir, autant que possible par des chiffres, les résultats obtenus.

On indiquera notamment, dans un tableau (1), pour l'évacuation des poussières dans les fabriques de chaux et de ciments, pour l'évacuation des vapeurs de benzine dans les ateliers travaillant le caoutchouc, pour l'évacuation des poussières des cardes, pour l'évacuation des buées dans les teintureries et les filatures de soie, pour l'évacuation des poussières du bois dans les scieries et autres ateliers de l'industrie du bois employant des machines-outils mues mécaniquement, pour l'élimination des poussières dans les ateliers de polissage :

1° Le nombre des établissements connus du service dans lesquels ces mesures sont applicables ;

2° Le nombre, de ceux dans lesquels ces mesures sont actuellement appliquées à la connaissance du service, soit à la suite de mises en demeure, soit spontanément, soit à la suite d'ententes amiables avec les industriels ;

3° Le nombre de ceux dans lesquels ces mesures ont fait l'objet de mises en demeure non encore exécutées.

D'autre part, les inspecteurs mentionneront les nouvelles remarques auxquelles aurait pu les conduire l'examen des conditions d'éclairage des locaux de travail.

§ 2. — Application du décret du 13 août 1913 sur le couchage du personnel.

§ 3. — Industries et commerces particulièrement dangereux de la circonscription au point de vue de l'hygiène ; maladies professionnelles dont ils sont la cause (1). — Indiquer les mesures nouvelles prises, pendant l'année, pour remédier à ces dangers. — Y a-t-il lieu de prendre, pour ces industries, des règlements spéciaux par application de l'article 67, 2°, du Livre II ?

§ 4. — Remarques auxquelles a donné lieu l'application des décrets pris en vertu de l'article 67, 2°, spécialement en ce qui concerne les décrets relatifs à l'air comprimé, à l'intoxication saturnine, à l'infection charbonneuse, aux couperies de poils, au soufflage à la bouche dans les verreries. Indiquer, dans un tableau, le nombre des établissements connus du service auxquels s'applique chacun de ces décrets, et le nombre de ceux : 1° où le médecin prévu

(1) La première colonne de ce tableau doit reproduire la première colonne du tableau récapitulatif relatif au même objet, figurant dans le rapport adressé par le Ministre au Président de la République sur l'application de la loi du 12 juin 1893 pendant l'année 1912.

(1) Ces industries pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies ou de notes spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour atténuer l'insalubrité de ces industries.

par lesdits décrets a été désigné; 2° où le registre sanitaire est ouvert; 3° où ce registre est tenu à jour.

§ 5. — *Céruse*. — *a*. Application du chapitre IV du titre II du Livre II du Code du travail. — Exposer l'action du service pendant l'année écoulée. — Nombre de visites faites dans les chantiers de peinture en bâtiment en vue de l'application des dispositions interdisant l'emploi de la céruse. — Nombre de cas où il a été reconnu sur place que la céruse n'était pas employée. — Nombre de cas où l'emploi de la céruse a été constaté sur place. — Nombre de cas où des échantillons ont été prélevés pour analyse. — Résultats de ces analyses. — Nombre des procès-verbaux dressés. — Suites données à ces procès-verbaux. — Appréciation d'ensemble sur l'état de la question dans la circonscription.

b. Application du décret du 1^{er} octobre 1913 sur l'emploi de la céruse dans les industries autres que la peinture en bâtiments.

§ 6. — *Chantiers*. — Résultats des constatations concernant l'application de l'article 90. *b* du Livre II du Code du travail. — Nombre de cas où la liste des chantiers prévue par le premier alinéa a été trouvée tenue à jour. — Nombre de cas où cette liste n'a pas été trouvée tenue à jour. — Nombre de procès-verbaux dressés. — Nombre des avis prévus par le deuxième alinéa reçus pour l'ouverture de chantiers occupant dix ouvriers au moins pendant plus d'une semaine. — Nombre de cas dans lesquels il a été constaté que cet avis n'avait pas été envoyé. — Nombre de procès-verbaux dressés.

§ 7. — *Sécurité dans les chantiers du bâtiment et des travaux publics*. — Mesures prises par le Service pour faire connaître les dispositions du décret du 9 août 1925. — Premiers résultats obtenus. — Observations suggérées par la mise en vigueur du décret.

§ 8. — Prescriptions spéciales aux enfants, aux filles mineures et aux femmes (Décret du 21 mars 1914). — En particulier, application de l'article 7 concernant le travail des enfants dans les verreries.

§ 9. — *Surcharges*. — Application du décret du 28 décembre 1909.

§ 10. — Application de l'article 76 du Livre II (Sièges pour les femmes employées dans les magasins).

§ 11. — *Établissements publics*. — Constatations relatives à l'hygiène et la sécurité des travailleurs consignées sur le registre prévu par le décret du 2 mars 1905. — Suite donnée à ces constatations.

CHAPITRE X. — ACCIDENTS.

§ 1^{er}. — Nombre d'accidents de plus de quatre jours non déclarés dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des acci-

dents (1). — Envisager spécialement, à cet égard, la situation des industries du bâtiment. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 10 juillet 1913, ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67, 2°, du Livre II.

§ 3. — Fournir en particulier des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau ; *b.* par l'usage des ponts roulants ; *c.* par la circulation sur les passerelles et les ponts volants ; *d.* par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE XI. — MALADIES PROFESSIONNELLES.

§ 1^{er}. — Nombre de déclarations d'emploi de procédés de travail visés par la loi du 25 octobre 1919 (art. 2 du décret du 31 décembre 1920). — Répartir ce nombre suivant les rubriques des tableaux annexés à la loi. — Nombre des ouvriers occupés dans chacune des catégories de travaux ainsi visés. — Mentionner à part les déclarations se rapportant, pour un même établissement, à plusieurs rubriques.

§ 2. — Nombre de déclarations de cessation d'assujettissement (art. 1^{er} du décret du 31 décembre 1920). — Répartition comme ci-dessus. — Nombre d'ouvriers intéressés.

§ 3. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles communiquées au service par les maires (art. 5 de la loi du 25 octobre 1919).

§ 4. — Nombre de déclarations de maladies professionnelles adressées au service par les médecins (art. 12 de la loi du 25 octobre 1919. — Décret du 4 mai 1921).

§ 5. — Observations sur les conditions dans lesquelles la nouvelle législation sur les maladies professionnelles est appliquée. — Propositions relatives à l'extension des dispositions de cette législation à d'autres maladies professionnelles ou à d'autres travaux.

CHAPITRE XII. — ÉTABLISSEMENTS DANGEREUX, INSALUBRES ET INCOMMODES.

Application de l'article 11 de la loi du 19 décembre 1917. — Nombre d'examens de demandes d'autorisation auxquelles il a été procédé par le service en vertu des dispositions de l'alinéa 5 dudit article.

(1) Ces industries ou ces travaux pourront faire l'objet, en dehors du rapport annuel, de monographies spéciales destinées au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

Les inspecteurs n'insisteront dans leurs rapports que sur les mesures prises pour prévenir les accidents.

CHAPITRE XIII. — CAUTIONNEMENTS.

Difficultés nouvelles rencontrées dans l'application des articles 32 *a* et 32 *d* du Livre I^{er} du Code du travail. — Registres. — Certificats de dépôt.

CHAPITRE XIV. — SALAIRES DES OUVRIERS À DOMICILE
DE L'INDUSTRIE DU VÊTEMENT.

§ 1^{er}. — Difficultés nouvelles rencontrées à l'occasion de l'application des articles 33 *a*, 33 *b*, 33 *c* du Livre I^{er} du Code du travail ou du décret du 10 août 1922. — Travaux dont l'assujettissement à la loi aurait été contesté.

§ 2. — Le contrôle a-t-il donné l'occasion au service de constater des salaires inférieurs aux minima établis? — Quelle a été l'efficacité des observations officiellement présentées à cet égard aux entrepreneurs?

§ 3. — Collaboration des inspecteurs aux travaux des comités de salaires ou des comités professionnels d'expertises.

§ 4. — Concurrence des ouvriers, ateliers de charité ou de bienfaisance. — Résultats des interventions du service (circulaire du 9 juillet 1917).

§ 5. — Décisions de jurisprudence particulièrement intéressantes et qui n'auraient pas été publiées dans le *Bulletin de l'Inspection* ou dans le *Bulletin du Ministère du Travail* (circulaire du 19 février 1918).

§ 6. — Propositions éventuelles d'extension du bénéfice de la loi à d'autres catégories de travaux exécutés à domicile.

CHAPITRE XV. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Payement des salaires.* — L'interprétation des articles 34 à 45 du Livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés nouvelles, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés ;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye ;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2) ;

Le payement des primes ;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er}, le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45?

§ 2. — *Économats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2° de l'article 73 du Livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les employeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant pas, par suite, des économats.

CHAPITRE XVI. — ÉTABLISSEMENTS DE BIENFAISANCE.

§ 1^{er}. — Enfants au-dessous de 13 ans occupés à un travail manuel dans les établissements de bienfaisance visités pendant l'année. — Ce travail avait-il exclusivement le caractère d'enseignement professionnel ? — La durée en dépassait-elle trois heures ? — L'instruction primaire était-elle donnée aux enfants ? (Circ. du 11 juillet 1900.)

§ 2. — Comment s'exerce votre contrôle dans ces établissements ? — Difficultés que vous avez rencontrées. — Établissements dont l'accès vous aurait été refusé. — Dans quelles circonstances ?

CHAPITRE XVII. — THÉÂTRES ET CAFÉS-CONCERTS SÉDENTAIRES. PROFESSIONS AMBULANTES.

§ 1^{er}. — Application des articles 58 et 59 du Livre II sur l'emploi des enfants dans les théâtres et cafés-concerts sédentaires. — Quelle application ont reçu dans votre circonscription la circulaire du Sous-Secrétaire d'État des Beaux-Arts du 10 mars 1913 portée à votre connaissance par ma circulaire du 22 avril 1913 et la lettre circulaire du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts du 26 juin 1924 ? — Les abus signalés au sujet de l'octroi des autorisations, de l'âge des enfants et du répertoire ont-ils cessé ?

§ 2. — Professions ambulantes (art. 60 et suivants du Livre II). — Décret du 31 mars 1914, tableau C (ménageries).

CHAPITRE XVIII. — COMMISSIONS DÉPARTEMENTALES. COMITÉS DE PATRONAGE.

Les commissions départementales et les comités de patronage existant dans votre circonscription se sont-ils réunis ? (1) — Participation des inspecteurs à leurs travaux.

(1) Les procès-verbaux des réunions des Commissions et les vœux émis par celles-ci devant être communiqués par les préfets, il est inutile de reproduire ces textes dans les rapports annuels.

CHAPITRE XIX. — INSPECTION.

§ 1^{er}. — Sur quelles catégories d'établissements a porté l'effort principal du service pendant l'année? — Les projets d'itinéraires ont-ils été régulièrement envoyés et ont-ils été suivis par les inspecteurs départementaux?

§ 2. — Relations avec les organisations patronales et ouvrières. — Concours apporté par ces organisations à l'application des dispositions légales et

réglementaires. — Ententes intervenues à ce sujet entre ces organisations et le service. — Nombre et objet des conférences faites sur la demande de ces organisations. — Interventions du service pour le règlement des différends collectifs.

§ 3. — Citer les départements ou les arrondissements où les rapports de l'inspection avec l'autorité préfectorale, avec l'autorité judiciaire, avec les employeurs et les ouvriers ou employés, ont donné lieu à des remarques.

§ 4. — Nombre de cas d'obstacle apporté à l'accomplissement des devoirs de l'inspecteur, par les employeurs; — par les ouvriers et employés; — par d'autres personnes (indiquer lesquelles).

§ 5. — Concours des officiers de police judiciaire.

CHAPITRE XX. — PÉNALITÉS.

§ 1^{er}. — *Pénalités.* — Taux des pénalités. — Application des circonstances atténuantes, de la loi de sursis, etc.

§ 2. — Récidives; nombre de cas. — Nombre d'affaires portées en appel ou en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence et qui n'auraient pas été citées au cours du rapport ou publiées dans les *Bulletins*. — Indication des décisions illégales.

§ 3. — Interventions de syndicats patronaux ou ouvriers et des associations autorisées (art. 33 *k* du Livre I^{er} du Code du travail) comme partie civile dans les poursuites pour infractions aux lois réglementant le travail.

CHAPITRE XXI.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents.

CIRCULAIRE DU 25 NOVEMBRE 1925 (1).

Mines. — Rapport et statistiques annuels.

J'ai l'honneur de vous adresser ci-dessous les états qui doivent servir à l'établissement des tableaux statistiques annexés au rapport annuel que vous avez à m'adresser sur l'application en 1925, dans les exploitations soumises à votre contrôle, du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents du travail et des dispositions du Livre I^{er} du Code du travail, relatives aux cautionnements, au paiement des salaires et aux économats.

Au nombre de ces états ne figure plus l'état E (suspension du repos hebdomadaire) qui, cette année encore, ne vous est pas demandé.

Quant au rapport lui-même, il devra être établi suivant le cadre ci-dessous.

J'insiste à nouveau d'une façon toute particulière, pour qu'il soit répondu de la façon la plus précise et la plus complète aux diverses questions contenues dans le cadre du rapport, notamment en ce qui concerne la durée du travail.

Les états statistiques que vous aurez à m'adresser devront s'appliquer à l'ensemble de votre arrondissement minéralogique. Vous devrez me les faire parvenir dès qu'ils seront établis, sans attendre que la rédaction de votre rapport soit terminée, et, en tous cas, *avant le 1^{er} mars*. Ce mode de procéder permettra d'accélérer le travail de dépouillement qui précède la préparation du rapport de la Commission supérieure du travail.

Je vous prie de veiller à ce qu'il y ait une concordance absolue entre les chiffres de votre rapport et ceux qui sont inscrits aux tableaux annexés, ainsi qu'entre les totaux applicables aux mêmes espèces qui doivent se retrouver dans les différents tableaux.

Je crois utile de rappeler qu'il est indispensable que votre rapport me parvienne, écrit sur le recto des feuilles seulement, en double exemplaire si possible, *le 15 avril au plus tard*.

CADRE DU RAPPORT ANNUEL. — (MINES 1925).

CHAPITRE PREMIER. — GÉNÉRALITÉS.

Nombre et nature des exploitations existantes. — Distinguer, parmi les mines : les mines de combustibles, les mines de fer, les mines métalliques

(1) Adressée aux ingénieurs en chef des mines.

autres que les mines de fer et les mines d'autres substances ; parmi les carrières, distinguer les carrières d'ardoises.

Nombre et nature des exploitations qui n'ont jamais été visitées (les tourbières non comprises).

Signaler spécialement les visites faites à des dépendances qui ne rentrent pas dans la police des mines.

Constatations auxquelles a pu donner lieu l'assujettissement de certains établissements aux différentes lois réglementant le travail et conflits d'attributions qui ont pu se produire avec le Service de l'Inspection du travail.

CHAPITRE II. — ÂGE D'ADMISSION. — LIVRETS.

§ 1^{er}. — Conditions habituelles de l'admission des enfants au fond et au jour.

Nombre d'enfants au-dessous de 13 ans rencontrés employés contrairement à l'article 1^{er} du Livre II du Code du travail. — Mesures spéciales pour remédier aux abus constatés à cet égard.

Mesures prises, soit par l'administration préfectorale, soit par les municipalités, pour faciliter la délivrance des certificats prescrits par la loi pour les enfants de 12 à 13 ans.

Livrets. — Nombre d'enfants rencontrés sans livrets. — Les livrets sont-ils tenus constamment à la disposition du Service par les chefs d'industrie? — Irrégularités constatées en ce qui concerne la délivrance des livrets par les mairies. — Autres irrégularités concernant les livrets.

Enfants étrangers. — Nationalité et, si possible, nombre des enfants nés hors de France, employés dans les établissements soumis au contrôle du service des mines. — La circulaire du 20 avril 1899 relative à la délivrance des livrets à ces enfants a-t-elle été régulièrement appliquée? — Abus auxquels l'emploi de ces enfants a donné lieu. — Contraventions relevées. — Application de l'arrangement franco-italien du 15 juin 1910 et de la circulaire du 20 décembre 1912.

§ 2. — Enfants de 13 à 16 ans. — Proportion pour laquelle ils entrent dans le personnel. — A-t-on réclamé au cours de l'année l'examen médical prévu par l'article 4 du Livre II du Code du travail? — Dans quelles conditions cet examen a-t-il eu lieu? — Quelles en ont été les conséquences?

CHAPITRE III. — DURÉE DU TRAVAIL.

I. — *Durée du travail du personnel protégé par la loi du 24 juin 1919.*

II. — *Durée du travail des employés du fond et des ouvriers et employés du jour occupés dans les mines et leurs dépendances légales.*

III. — *Durée du travail du personnel des établissements annexes.*

§ 1. — Infractions constatées à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (dans les établissements annexes assujettis à la loi en vertu d'un règlement d'administration publique).

§ 2. — Infractions constatées à l'article 14 du Livre II du Code du travail (dans les établissements industriels annexes occupant des enfants ou des femmes et non visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919).

III. — Durée du travail normale (1) dans les établissements annexes qui ne sont ni visés par un règlement d'administration publique pris en vertu de la loi du 23 avril 1919, ni assujettis à l'article 14 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE IV. — TRAVAIL DE NUIT.

Travail de nuit. — Nombre et nature des exploitations et établissements dans lesquels le travail de nuit est pratiqué d'une façon permanente, périodique ou accidentelle. — Indiquer pour chaque catégorie d'exploitations ou d'établissements le nombre des personnes occupées exclusivement de jour et le nombre des personnes occupées de jour et de nuit en distinguant les enfants de moins de 18 ans, les femmes et les hommes adultes.

Pour quels motifs (incendies, inondations, avaries de machines, etc.) l'interdiction du travail de nuit a-t-elle été levée temporairement pour cause de chômage en vertu de l'article 25 du Livre II du Code du travail ? — Comment dans ce cas le travail a-t-il été organisé ?

CHAPITRE V. — REGISTRES. — AFFICHAGE.

Registre d'inscription. — Nombre d'exploitations occupant des enfants de moins de 18 ans rencontrées sans registre ou dont le registre n'était pas à jour. — Le registre est-il tenu constamment à la disposition du service des mines ?

Registre d'usine. — Application de l'article 90 a du Livre II du Code du travail dans les établissements annexes.

CHAPITRE VI. — HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DES TRAVAILLEURS.

§ 1. — Nombre et répartition, par grandes catégories professionnelles (2),

(1) La durée du travail normale est la durée s'appliquant, dans une exploitation, à la majorité des ouvriers de la catégorie considérée, abstraction faite des prolongations ou réductions temporaires.

(2) Pour les grandes catégories professionnelles, s'en référer au tableau A de l'état n° 19 (Statistique des accidents du travail).

des établissements annexes des exploitations minérales, qui ne sont pas soumis aux lois et règlements sur la police des mines et où le service des mines doit assurer l'application du titre II du Livre II du Code du travail. — Enfants, femmes et hommes adultes occupés dans les établissements de chacune des catégories professionnelles. — Indiquer, à propos de chacun des articles du décret du 10 juillet 1913 les exemples les plus saillants d'améliorations obtenues et les installations nouvelles. — Renseignements qui auraient pu parvenir à la connaissance du service concernant les diverses affections dont pourraient être atteints les ouvriers travaillant le brai et les goudrons. — Accidents dus aux courants électriques à basse tension.

§ 2. — Application de l'article 2 du décret du 3 mai 1893 qui définit la nature des travaux interdits aux enfants employés au fond. Le service des mines a-t-il eu notamment l'occasion de faire application du paragraphe 1^{er} de cet article en cas de surcharges ?

§ 3. — Application du décret du 21 mars 1914. (Travaux dangereux pour les enfants et les femmes.)

CHAPITRE VII. — REPOS HEBDOMADAIRE ET DES JOURS FÉRIÉS.

§ 1. — Application des prescriptions légales relatives au repos hebdomadaire. — Difficultés d'ordre général ou spéciales à certains établissements, travaux ou catégories de personnel (notamment des machinistes et chauffeurs).

§ 2. — Répartition des mines, carrières souterraines continues et temporaires, carrières à ciel ouvert continues et temporaires, établissements annexes des mines et carrières, dont le régime général de repos hebdomadaire est connu du service, d'après ce régime; nombre de ces exploitations pratiquant : le repos collectif du dimanche; le repos collectif un autre jour; le repos de l'après-midi du dimanche avec repos compensateur; le repos par roulement; les repos spéciaux du décret du 31 août 1910.

§ 3. — *Dérogation de l'article 40.* — L'interprétation de cet article a-t-elle donné lieu à des contestations ?

§ 4. — *Dérogation de l'article 41.* — Difficultés d'interprétation.

§ 5. — *Décret du 14 août 1907, article 2.* — Quels établissements ont fait usage du régime prévu par cet article ? Pour quels travaux ? Le service a-t-il été saisi de réclamations du personnel ?

§ 6. — *Décret du 31 août 1910.* — Nombre d'adultes appartenant à chacune des catégories visées par ce décret, auxquels ont été appliqués les modes spéciaux de repos autorisés par le décret.

§ 7. — *Repos des jours fériés reconnus par la loi.* — Infractions aux articles 52 et 53 du Livre II du Code du travail.

CHAPITRE VIII. — ACCIDENTS.

§ 1. — Nombre d'accidents ayant entraîné une incapacité de plus de quatre jours, non déclarés, dont le service a eu connaissance.

§ 2. — Accidents résultant de contraventions au Livre II du Code du travail ou aux décrets qui le complètent et ayant pu donner lieu à enquête. — Mesures prises par le service dans ce cas.

§ 3. — Industries ou travaux qui causeraient fréquemment des accidents. — Mesures nouvelles prises pour prévenir ces accidents. — Indiquer les modifications qu'il conviendrait d'apporter à cet égard au décret du 21 mars 1914 ou au décret du 10 juillet 1913 ou les règlements qui pourraient être pris en vertu de l'article 67 du Livre II du Code du travail.

§ 4. — Fournir, en particulier, des renseignements sur les accidents qui auraient pu se produire : *a.* par suite de l'éclatement de récipients ou canalisations à l'intérieur desquels s'exerce une pression autre que celle de la vapeur d'eau; *b.* par l'usage des ponts roulants; *c.* par la circulation sur les passerelles et ponts volants; *d.* par l'action des courants électriques à basse tension.

CHAPITRE IX. — PAYEMENT DES SALAIRES ET ÉCONOMATS.

§ 1^{er}. — *Paiement des salaires.* — L'interprétation des articles 43 à 45 du Livre I^{er} du Code du travail a-t-elle donné lieu à des difficultés particulières, notamment en ce qui concerne :

La distinction des ouvriers et des employés;

La fixation d'un délai pour l'établissement des fiches de paye;

La définition du travail aux pièces (art. 44, § 2);

Le paiement des primes;

Le local dans lequel la paye est effectuée (art. 45).

Nombre des réclamations dont le service a été saisi sur chacun de ces points.

A l'occasion de l'application des articles 43 et 45 du Livre I^{er} le service a-t-il pu constater les conditions dans lesquelles sont appliqués les articles 50, 51, 61 à 63 du même Livre ?

Quels sont les documents et renseignements dont il a pu disposer pour constater l'application des articles 43 à 45 ?

§ 2. — *Économats.* — Les économats dont l'existence avait été signalée par le service ont-ils été tous fermés ou transformés en coopératives ? — De nouveaux économats ont-ils été ouverts ?

Le service a-t-il eu l'occasion de constater des infractions au 2^o de l'article 73 du Livre I^{er} du Code du travail (pressions exercées par les em-

ployeurs sur leurs ouvriers ou employés pour les obliger à se fournir dans des magasins désignés par eux) ?

Signaler les résultats du contrôle exercé par le service sur les cantines non exploitées par les employeurs et ne constituant, par suite, des économats.

CHAPITRE X. — DÉLÉGUÉS MINEURS (1).

§ 1^{er} — Nombre des exploitations ayant des délégués.

Nombre des sièges d'extraction.

Nombre des circonscriptions de délégués.

§ 2. — Nombre des délégués titulaires :

Travaillant au fond dans leur circonscription ;

Travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;

Ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

Nombre des délégués suppléants :

Travaillant au fond dans leur circonscription ;

Travaillant au fond en dehors de leur circonscription ;

Ne travaillant pas au fond dans les mines ou carrières.

Prix moyen de la journée du délégué rapprochée de la journée de l'ouvrier adulte employé au fond.

§ 5. — Nombre des interventions spéciales du Service des Mines (visites, rapports ou lettres) motivées par les observations des délégués.

§ 6. — Application du paragraphe 2 de l'article 137. (Délégués débitants.)

§ 7. — Application de l'article 120, § 2, du Livre II du Code du travail.
— Nombre de cas dans lesquels des délégués ont signalé des contraventions aux prescriptions concernant le travail des enfants et des femmes, la durée du travail et le repos hebdomadaire. — Suite donnée à ces indications des délégués.

§ 8. — Application de la loi du 13 décembre 1912 sur les accidents du travail survenus aux délégués mineurs.

CHAPITRE XI. — CONTRÔLE DE L'ÉTAT.

Intervention respective de l'ingénieur en chef, des ingénieurs ordinaires, des contrôleurs, pour l'application des lois sur le travail ; nombre des tournées

(1) Sous chacun des numéros, présenter les observations que comporte la matière, les réclamations qui se sont produites, création ou modification de circonscriptions, renvoi de délégués par les exploitants, réclamations relatives aux visites, prix de la journée, mesures disciplinaires, etc.

au fond et au jour consacrées en totalité ou en partie par chacun d'eux à l'application des Livres I et II du Code du travail et des règlements pris pour leur exécution.

Indications sur les procès-verbaux dressés et la suite qui y a été donnée. — Détail des contraventions par industrie. — Affaires jugées par le tribunal de simple police et affaires jugées par le tribunal correctionnel. — Récidives. — Affaires portées en appel et en cassation. — Décisions intéressantes au point de vue de la jurisprudence.

CHAPITRE XII.

Observations ne rentrant dans aucun des chapitres précédents. — Vœux divers.

CIRCULAIRE DU 26 NOVEMBRE 1925 (1).

Infection charbonneuse.

J'ai l'honneur de vous communiquer ci-dessous (2) les résultats, pour les années 1923 et 1924, de l'enquête permanente du service sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance.

Il résulte de ces indications qu'il s'est produit en France, au cours de l'année 1923, 79 cas de charbon, dont 9 ont été mortels, et, au cours de l'année 1924, 81 cas, dont 13 mortels. Ces chiffres sont sensiblement supérieurs à ceux des années 1921 (21 cas dont 5 mortels) et 1922 (17 cas dont 1 mortel).

Comme vous le savez, les chefs d'établissements dont le personnel est exposé à l'infection charbonneuse sont tenus, indépendamment des mesures générales prescrites par le décret du 10 juillet 1913, de prendre certaines mesures particulières de protection et de salubrité qu'édicté le décret spécial du 1^{er} octobre 1913.

En raison de la tendance à l'aggravation, qui ressort de la comparaison des nombres ci-dessus rappelés, je vous serais obligé de veiller, d'une manière particulièrement active, à la stricte application des dispositions précitées.

Vous voudrez bien me faire connaître par un rapport spécial :

a. Les constatations que le Service aura faites en ce qui concerne l'observation des prescriptions en vigueur ; — b. Les mesures que le Service aura été averti à prendre à la suite de ces constatations ; — c. Vos observations éventuelles touchant la nécessité de compléter la réglementation déjà élaborée.

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir ci-dessus, page 355, pour l'année 1924. Pour l'année 1923, voir *Bulletin* 1924, page 194.

CIRCULAIRE DU 26 NOVEMBRE 1925 (1).

Ateliers de classage de chiffons. — Ateliers d'effilochage. — Enquête.

Mon attention a été appelée sur les conditions d'application, dans les ateliers de *classage* de chiffons, des dispositions de l'article 6 du décret général du 10 juillet 1913, concernant l'évacuation des poussières.

Le Service aurait été conduit à mettre divers chefs d'établissements en demeure d'installer des aspirateurs de poussières dans leurs ateliers de *classage* de chiffons. L'exécution de ces mises en demeure aurait soulevé des objections basées sur ce fait que les femmes occupées au *classage* des chiffons, généralement incommodées par des courants d'air froid à la suite de l'installation d'aspirateurs dans les ateliers, interrompaient, dans la plupart des cas, le fonctionnement de ces appareils.

Je vous serais obligé de procéder à une enquête sur les conditions dans lesquelles ont été appliquées, en fait, dans les ateliers de *classage* de chiffons de votre circonscription, les dispositions réglementaires relatives à l'évacuation des poussières. Vous voudrez bien me faire connaître, avec les résultats de cette enquête, vos observations éventuelles touchant les améliorations susceptibles d'être réalisées en l'espèce.

En ce qui concerne les ateliers d'*effilochage* des chiffons, la circulaire du 17 décembre 1911 a maintenu, comme vous le savez, l'exclusion des femmes des opérations de l'*effilochage* dans les cas où, en particulier, l'évacuation totale des poussières ne serait pas assurée. D'après les renseignements qui m'ont été fournis, l'installation des appareils d'évacuation des poussières dans les ateliers d'*effilochage* ne donne pas lieu à contestation, mais les appareils, une fois installés, les ouvrières en arrêteraient le fonctionnement pour la raison indiquée plus haut. Si des faits de cette nature sont parvenus à votre connaissance, vous voudrez bien me les signaler, à l'occasion de l'enquête susvisée, concernant les ateliers de *classage* de chiffons.

CIRCULAIRE DU 10 DÉCEMBRE 1925 (1).

Loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures.

— *Décret du 19 février 1925. — Verreries à bassins.*

Des difficultés se sont élevées dans diverses régions au sujet de l'application aux verreries à bassins du décret du 19 février 1925 (2). D'un côté, les employeurs ont estimé qu'ils pouvaient imposer sept postes aux ouvriers

(1) Adressée aux inspecteurs divisionnaires du travail.

(2) Voir dans le présent *Bulletin*, page 50.

verriers occupés aux verreries à bassins, à la condition que la durée du travail effectif, repos déduits, ne dépassât pas 48 heures par semaine. Par contre, les ouvriers ont soutenu qu'en vertu de ce même règlement les employeurs ne pouvaient en aucun cas imposer à leurs ouvriers plus de six postes de 8 heures.

La question m'ayant été soumise à l'occasion de l'horaire établi par la verrerie de..., j'ai été amené à préciser la position de la question dans une lettre adressée le 9 décembre au syndicat des ouvriers verriers de... que vous trouverez ci-dessous.

Pour compléter les indications contenues dans cette lettre, il y a lieu de préciser que, pour arriver aux durées de travail et de repos hebdomadaire calculées à l'horaire, celui-ci prévoit que le travail arrêtera du dimanche 11 heures au lundi 5 heures du matin, la brigade qui commence la nouvelle semaine ne reprenant le travail le lundi qu'à 5 heures du matin au lieu de 3 h. 30.

Je n'ai pas besoin de vous rappeler que, si l'article 1^{er} du décret du 14 août 1907 n'admet nommément au repos hebdomadaire par roulement, dans les verreries et cristalleries, que les ouvriers occupés au « service des fours », l'article 2 de ce décret confère le même bénéfice, d'une manière générale, aux établissements qui, fonctionnant de jour et de nuit à l'aide d'équipes alternantes, auront suspendu, pendant douze heures consécutives au moins chaque dimanche, les travaux autres que ceux visés à l'article 4 et à l'article 5, § 1^{er} de la loi du 13 juillet 1906 (articles 40 et 41 du Livre II du Code du travail).

La généralité des verreries à bassins, fonctionnant de jour et de nuit et arrêtant douze heures au moins chaque dimanche, sont donc visées par cette disposition.

Paris, le 9 décembre 1925.

Monsieur le Secrétaire,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir les observations que m'a paru comporter, après un examen plus approfondi l'horaire du travail du personnel verrier que vous m'avez remis au cours de l'audience que je vous ai accordée le mardi soir 9 décembre.

La première partie de l'horaire fait ressortir les durées du travail suivantes par semaine et par brigade :

Première semaine.

- 1^{re} brigade, de 3 h. 30 à 11 h., soit 7 h. 30;
- 2^e brigade, de 11 h. à 19 h. 15, soit 8 h. 15;
- 3^e brigade, de 19 h. 15 à 3 h. 30, soit 8 h. 15.

Deuxième semaine.

- 1^{re} brigade, de 19 h. 15 à 3 h. 30, soit 8 h. 15;
- 2^e brigade, de 3 h. 30 à 11 h., soit 7 h. 30;
- 3^e brigade, de 11 h. à 19 h. 15, soit 8 h. 15.

Troisième semaine.

1^{re} brigade, de 11 h. à 19 h. 15, soit 8 h. 15;

2^e brigade, de 19 h. 15 à 3 h. 30, soit 8 h. 15;

3^e brigade, de 3 h. 30 à 11 h., soit 7 h. 30.

Ce tableau fait ressortir chaque semaine pour deux des brigades des durées de 8 h. 15, qui dépassent la limite de 8 heures prévue par l'article 2 du décret du 9 février 1925 : ce qui est irrégulier, s'il s'agit d'heures de travail effectif. Peu importe que pour l'autre brigade, la durée soit inférieure d'une demi-heure à la limite légale, aucune compensation ne peut s'établir entre les unes et les autres, la durée du travail effectif ne pouvant dépasser pour aucun poste huit heures.

Mais le tableau horaire porte en outre l'indication que les heures de travail seront coupées par un repos de 30 minutes dans toutes les brigades aux heures suivantes :

7 h. 30 à 8 h., soit 1/2 heure;

15 h. à 15 h. 30, soit 1/2 heure;

23 h. 15 à 23 h. 45, soit 1/2 heure.

Si ces repos ont un caractère collectif, si aucun des ouvriers composant la brigade n'est occupé pendant ces repos, ceux-ci doivent être déduits des durées prévues ci-dessus, ce qui ramène les durées de 8 h. 15 relevées plus haut à des durées inférieures à la limite légale.

S'il en est ainsi, l'horaire apparaît comme régulier.

Reste la question du repos hebdomadaire. La répartition du travail entre les trois brigades fait ressortir six postes par semaine pour deux des brigades et sept postes pour la troisième, le septième poste ayant lieu pour cette dernière le dimanche matin.

Comme en vertu des règlements sur le repos hebdomadaire, les verreries à bassins sont admises, comme usines fonctionnant de jour et de nuit, à déroger au repos du dimanche et à donner le repos par roulement, elles ne commettent aucune infraction en occupant une brigade le dimanche, tant que les règlements actuels subsisteront et du moment qu'à aucun jour ouvrable — le dimanche étant pour elles jour ouvrable — la durée du travail effectif ne dépasse pas huit heures.

Il ne pourrait y avoir d'infraction que si chaque ouvrier n'avait pas un repos de 24 heures au moins par semaine. Or, d'après l'horaire, les ouvriers des trois brigades auraient alternativement 32 h. 15, 33 h. 45 et 31 h. 30 de repos chaque semaine.

Si, en l'état de la réglementation, le septième poste du dimanche est licite, c'est en vertu des règlements sur le repos hebdomadaire et non pas en vertu du décret du 19 février 1925 sur la journée de huit heures.

Sur ce point, l'horaire semble interpréter inexactement le décret en faisant ressortir qu'y compris le septième poste, la durée du travail d'aucune des trois équipes ne dépasse 48 heures par semaine. La limite de 48 heures par semaine ne joue pas en l'espèce : elle n'est prévue par le décret que pour les établissements qui pratiquent la semaine anglaise, ce qui n'est pas le cas pour les verreries à bassins. Celles-ci, à moins d'autorisation accordée dans les conditions prévues par l'article 2, § 4, du décret du 19 février 1925, sont soumises exclusivement à la limitation de huit heures pour chaque jour ouvrable de la semaine.

C'est donc essentiellement une question de repos hebdomadaire qui se pose. Et c'est pour dissiper tout malentendu et essayer de résoudre cette question que j'ai décidé de réunir une conférence le 23 décembre prochain, conférence à laquelle seront convoquées, outre les inspecteurs divisionnaires du travail, les fédérations patronales et ouvrières intéressées.

Veuillez agréer, Monsieur le Secrétaire, l'assurance de ma considération très distinguée.

LETTRE MINISTÉRIELLE DU 28 DÉCEMBRE 1925 (1).

*Délégués mineurs. — Renouvellement triennal.
— Élections retardées par suite d'une grève.*

Par lettre du 14 novembre dernier, vous m'avez rappelé que les dernières élections générales pour le renouvellement des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs qui auraient dû avoir lieu en Moselle le 25 février 1923 avaient dû, par suite des grèves, être reportées aux 6 et 13 mai 1923. Vous m'avez demandé, en vue du prochain renouvellement triennal, si la période de trois ans prévue par l'article 150 du Livre II du Code du travail devait être comptée à partir de la date à laquelle auraient dû avoir lieu les élections ou à partir de la date à laquelle il a été procédé effectivement à celles-ci.

J'ai l'honneur de vous informer que le Conseil général des mines à qui j'ai soumis la question a, dans sa séance du 4 décembre 1925, émis l'avis suivant :

« LE CONSEIL,

« Considérant que les dernières élections pour le renouvellement triennal des délégués mineurs dans le département de la Moselle devaient avoir lieu le 25 février 1923; que si, par suite de grèves et par application des dispositions du paragraphe 2 de l'article 152 du Livre II du Code du travail, ces élections n'ont eu lieu effectivement que les 6 et 13 mai 1923, les élections dont la date a été ainsi retardée ont néanmoins constitué les élections du renouvellement triennal de 1923;

« Est d'avis qu'il y a lieu, pour maintenir le rythme du renouvellement triennal, de considérer les pouvoirs des délégués mineurs actuellement en fonctions comme expirant le 25 février 1926 et de fixer en conséquence la date des prochaines élections. »

J'ai adopté l'avis du Conseil général des mines.

(1) Adressée à un préfet.

JURISPRUDENCE.

CONSEIL D'ÉTAT.

Décision du 8 février 1924.

LOI DU 23 AVRIL 1919 SUR LA JOURNÉE DE HUIT HEURES. — BATELLERIE FLUVIALE. — ASSUJETTISSEMENT À LA LOI. — RÈGLEMENT D'ADMINISTRATION PUBLIQUE DU 28 NOVEMBRE 1919. — ÉQUIVALENCE ENTRE LA DURÉE DU TRAVAIL EFFECTIF ET LA DURÉE DES HEURES DE PRÉSENCE DU PERSONNEL À BORD. — ÉCHELONNEMENT DES DÉPARTS JOURNALIERS DE BATEAUX.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux ;

Sur le rapport du 2^e Comité d'Instruction de la Section du Contentieux ;

Vu les requêtes sommaires et les mémoires ampliatifs présentés pour la Ligue de Navigation fluviale, dont le siège social est à Paris, quai des Grands-Augustins, n° 53, agissant poursuites et diligences de son président, et pour l'Union normande, société anonyme, dont le siège est à Paris, boulevard de la Bastille, n° 32, représentée par ses administrateurs-délégués, lesdites requêtes et lesdits mémoires enregistrés au Secrétariat du Contentieux du Conseil d'État, les 17 décembre 1919 et 25 octobre 1920, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir un décret, en date du 28 novembre 1919, portant application de la loi de huit heures au personnel de la batellerie fluviale ;

Ce faire, attendu que c'est par suite d'une véritable méprise matérielle que les entreprises de transport par eau n'ont pas été exclues de l'application de la loi de huit heures comme elles l'avaient été de celle de la loi sur le repos hebdomadaire ; qu'il en résulte que le règlement d'administration publique attaqué ne saurait se prévaloir de l'esprit de la loi pour pousser jusqu'à l'abus une réglementation qui ne lui a été déléguée qu'à l'insu du législateur ; que cependant, le décret du 28 novembre 1919, passant outre aux vœux des groupements intéressés, ne tient aucun compte de la diversité des conditions de travail dans les différentes régions ; que, d'autre part, son barème des heures de présence-travail (art. 3) fait ressortir à un temps très inférieur à huit heures la durée moyenne du travail effectif ; qu'enfin rien ne rattache à la limitation de la durée du travail l'échelonnement administratif des départs prescrit par l'article 4 du décret ; que cette mesure aura pour effet d'abréger encore la journée de travail ; qu'elle porte atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie ; qu'en tous cas, elle constitue

une mesure d'exploitation de la voie fluviale, indépendante de l'application de la loi de huit heures et que le décret du 28 novembre 1919 n'a pu prescrire sans détournement de pouvoir ;

Vu le décret attaqué ;

Vu le mémoire en défense présenté par le Ministre des Travaux publics, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 4 juillet 1921, et tendant au rejet des requêtes, par les motifs que le Conseil d'État n'a point à apprécier les mérites de la réglementation adoptée ni à examiner les critiques formulées contre l'œuvre du législateur ; que les pourvois n'excipent d'aucun vice de forme et se bornent à deux critiques sur le fond ; que telle est celle qui s'adresse au système consistant à remplacer la durée de huit heures de travail effectif par une durée moyenne de dix heures de présence à bord, système destiné à concilier les exigences de la loi avec les nécessités spéciales à la batellerie fluviale et les vœux des intéressés ; que, d'autre part, l'échelonnement des départs journaliers est une solution transactionnelle entre les thèses des organisations ouvrières et patronales ; qu'elle se rattache par un lien direct et nécessaire à l'application de la loi du 23 avril 1919 ; qu'en tout cas, l'article 4 du décret attaqué se borne à poser un principe en renvoyant pour l'exécution à des arrêtés ministériels et que ce sont seulement ces arrêtés ministériels qui seraient susceptibles d'un recours pour excès de pouvoir ;

Vu le mémoire en réplique présenté pour la Ligue de Navigation fluviale, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 28 juin 1922, et tendant aux mêmes fins que la requête, par les motifs que c'est incontestablement la durée du travail effectif qui constitue la base même de la législation nouvelle ; que la délégation conférée au pouvoir exécutif est donc strictement limitée à cet objet et que c'est en méconnaître l'étendue que d'incorporer sans aucune distinction les repos au temps de travail ; que, d'autre part, le système de l'échelonnement des départs constitue un expédient illégal imaginé par le Gouvernement pour ajuster la loi à une industrie à laquelle elle est matériellement inapplicable ; que la Ligue requérante est dès maintenant recevable à critiquer le principe de cette réglementation ; qu'au surplus le Chef de l'État a excédé ses pouvoirs en confiant au Ministre des Travaux publics le soin de fixer les heures des départs journaliers (art. 4) et les conditions du contrôle des heures de présence (art. 5), aucune sous-délégation n'étant admissible des pouvoirs délégués par le législateur ;

Vu le nouveau mémoire présenté par le Ministre des Travaux publics, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 21 avril 1923, et tendant aux mêmes fins que le mémoire en défense, par les motifs que la notion de « travail effectif » varie avec les professions et que c'est pour cela précisément que des règlements d'administration publique sont prévus pour déterminer, de concert avec les intéressés, les modalités d'application de la loi ; que, d'autre part, l'échelonnement des départs est une des mesures de contrôle des heures de travail et de repos et de la durée du travail prévues par l'article 8, § 6, de la loi ; qu'en tout cas, comme il a été dit, la critique

formulée sur ce point ne pourrait être utilement invoquée que contre les arrêtés ministériels prévus à l'article 4 du décret, de même que celle que l'on tire de l'illégalité prétendue d'une sous-délégation de pouvoir; qu'au surplus, rien dans les principes généraux, ni dans le texte de la loi de 1919, ne s'oppose à cette sous-délégation;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu l'article 3 de la loi constitutionnelle du 24 février 1875;

Vu la loi du 23 avril 1919;

Vu la loi du 22 décembre 1789-janvier 1790 et le décret du 24 mars 1914;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Oùï M. Porché, maître des requêtes, en son rapport;

Oùï M^e Labbé, avocat de la Ligue de Navigation fluviale et de l'Union normande, et M^e Cartault, avocat du Ministre des Travaux publics, en leurs observations;

Oùï M. A. Ripert, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les deux requêtes susvisées, tendant à l'annulation d'un même décret; que, dès lors, il y a lieu de les joindre pour y statuer par une seule décision;

Considérant qu'après avoir fixé dans l'article 6, chapitre II du titre I^{er}, livre II du Code du travail, la durée maxima du travail, la loi du 23 avril 1919 dispose dans l'article 7 que « des règlements d'administration publique déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou par région, les délais et conditions d'application de l'article précédent »;

Considérant, d'une part, qu'en établissant, en vue d'assurer la limitation de la durée du travail effectif, des règles d'équivalence entre celle-ci et la durée, seule susceptible d'un contrôle efficace, des heures de présence à bord du personnel de la batellerie fluviale, le Chef de l'État n'a fait que se conformer à la volonté marquée par le législateur de voir, par des mesures appropriées, adapter le principe de la loi de huit heures aux nécessités particulières à chaque industrie;

Considérant, d'autre part, qu'en s'efforçant d'empêcher que l'institution du nouveau régime de travail fût obstacle à une exploitation rationnelle des voies navigables et en prévoyant, dans ce but, l'établissement par région d'un échelonnement des départs journaliers des bateaux, le Président de la République n'a fait qu'user tant des pouvoirs spéciaux qui lui ont été conférés pour fixer les conditions d'application de la loi du 23 avril 1919 que des pouvoirs généraux de police qui lui appartiennent;

Considérant enfin que le Chef de l'État a pu régulièrement, après avoir posé, dans l'article 4 du décret attaqué, la règle de l'échelonnement du

départ dont il vient d'être parlé, confier au Ministre des Travaux publics le soin d'assurer les délais d'exécution :

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les requêtes susvisées de la Ligue de Navigation fluviale et de l'Union Normande sont rejetées.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre des Travaux publics.

Décision du 19 décembre 1924.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ MUNICIPAL DÉCLARANT LE JOUR DE L'AN FÊTE LOCALE AU SENS DE L'ARTICLE 44 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — ANNULATION.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu la requête sommaire et le mémoire ampliatif présentés par le sieur Gaunoux, chef de rayon, demeurant à Paris, rue des Vinaigriers, n° 44, ladite requête et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, les 18 février et 12 avril 1922, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 21 décembre 1921, par lequel le Préfet de police a autorisé la suppression du repos hebdomadaire le jour de l'an, quand cette fête tombe un dimanche et mettre les frais de timbre à la charge de la ville de Paris ;

Ce faire, attendu que l'article 44 du livre II du Code du travail n'autorise les maires à supprimer le repos hebdomadaire du dimanche qu'au cas où ce jour coïncide avec une fête locale ou de quartier ; que le jour de l'an ne peut être regardé comme étant une fête locale ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu la requête en intervention présentée pour la Fédération française des syndicats d'employés catholiques, ayant son siège social à Paris, rue Cadet, n° 5, agissant aux poursuites et diligences de son bureau fédéral en exercice, ladite requête enregistrée comme ci-dessus, le 24 avril 1922, tendant à l'annulation de l'arrêté attaqué, pour les motifs déduits dans la requête ;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée de la requête, enregistrées comme ci-dessus, le 7 juin 1922, et tendant au rejet du pourvoi, par le motif qu'à

Paris le jour de l'an revêt le caractère d'une fête locale, au sens qu'attache à cette expression l'article 44 du livre II du Code du travail :

Vu les nouvelles observations présentées pour la Fédération française des syndicats d'employés catholiques, enregistrées comme ci-dessus, le 18 septembre 1924, tendant aux mêmes fins que les précédentes, par les mêmes motifs, et, en outre, attendu que l'arrêté attaqué a été pris dans un but autre que celui qu' a envisagé l'article 44 du livre II du Code du travail :

Vu les observations présentées par le sieur Gaunoux, enregistrées comme ci-dessus, le 6 décembre 1924, aux termes desquelles le requérant déclare se désister de ses conclusions tendant au remboursement des frais de timbre ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier :

Vu le livre II du Code du travail ;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 :

Où M. Sélégman, maître des requêtes, en son rapport ;

Où M^e Souriac, avocat de la Fédération française des syndicats d'employés catholiques, en ses observations ;

Où M. Cahen-Salvador, maître des requêtes, Commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Sur la recevabilité de la requête en intervention de la Fédération française des syndicats d'employés catholiques :

Considérant que la Fédération française des syndicats d'employés de commerce catholiques a intérêt à suivre l'instance engagée par le sieur Gaunoux, à l'effet d'obtenir l'annulation de l'arrêté du Préfet de police du 21 décembre 1921, qui a autorisé, dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail, la suppression du repos hebdomadaire le jour de l'an ; que, par suite, son intervention est recevable :

En ce qui concerne la légalité de l'arrêté du Préfet de police :

Considérant qu'en prenant l'arrêté attaqué le Préfet de police a entendu agir en vertu des pouvoirs qu'il tient de l'article 44 du livre II du Code du travail ;

Considérant qu'aux termes de cet article, « dans tout établissement où s'exerce un commerce de détail et dans lequel le repos hebdomadaire aura lieu le dimanche, ce repos pourra être supprimé lorsqu'il coïncidera avec un jour de fête locale ou de quartier désigné par arrêté municipal » ;

Considérant que le jour de l'an ne peut être regardé comme constituant une fête locale ; qu'il y a lieu, par suite, d'annuler l'arrêté attaqué ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention de la Fédération française des syndicats catholiques est admise.

ART. 2. — L'arrêté du Préfet de police, en date du 21 décembre 1921, est annulé.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 6 février 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 35 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.

— LE PRÉFET A SEUL LE POUVOIR DE STATUER SUR LES DEMANDES DE DÉROGATIONS AU REPOS COLLECTIF DU DIMANCHE. — LE MAIRE N'A D'AUTRE ATTRIBUTION QUE CELLE PRÉVUE À L'ARTICLE 44 DE DÉSIGNER LES JOURS DE FÊTE LOCALE OÙ LE REPOS PEUT ÊTRE SUSPENDU.

Le Conseil d'État, statuant au Contentieux,

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux ;

Vu la requête présentée pour le sieur Georgin (Prosper), garçon de magasin, demeurant à Cherbourg, rue Emmanuel-Liais, n^o 33, ladite requête enregistrée au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 21 février 1923, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler, pour excès de pouvoir, un arrêté du 21 décembre 1922 par lequel le maire de Cherbourg a autorisé les établissements où se fait un commerce de détail à suspendre le repos hebdomadaire les dimanches 25 et 31 décembre 1922, ensemble condamner la ville de Cherbourg au remboursement des frais de timbre ;

Ce faire, attendu qu'en prenant l'arrêté attaqué le maire s'est ainsi substitué au Préfet, auquel l'article 34 du livre II du Code du travail réserve le pouvoir d'accorder des dérogations à la règle du repos hebdomadaire ;

Vu, enregistré comme ci-dessus, le 3 octobre 1924, le mémoire ampliatif par lequel le sieur Georgin déclare se désister de sa demande de remboursement des frais de timbre, et persister dans ses autres conclusions ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu la dépêche, en date du 22 novembre 1924, par laquelle le Ministre du Travail accuse réception de la communication du pourvoi, et transmet une lettre du maire de Cherbourg, dans laquelle celui-ci fait connaître qu'il a pris l'arrêté attaqué conformément à l'avis du conseil municipal, sur la demande de l'Union des syndicats ouvriers, et sur le vu d'une pétition signée de nombreux employés de commerce, alors qu'il ne pouvait prévoir la décision que le Conseil d'État a rendue dans des circonstances analogues, sur le recours du sieur Morin dirigé contre un de ses précédents arrêtés (1) ;

(1) Voir *Bulletin*, 1924, p. 187.

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier :

Vu le livre II du Code du travail ;

Où M. Sauvel, auditeur, en son rapport ;

Où M^e Souriac, avocat du sieur Georgin, en ses observations ;

Où M. Cahen-Salvador, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Considérant que le livre II du Code du travail, qui a, par son article 35, attribué au Préfet le pouvoir de statuer, après avoir pris l'avis des conseils municipaux, chambres de commerce et syndicats intéressés, sur les demandes de dérogation au repos collectif du dimanche, fondées sur l'intérêt du public ou sur celui des établissements en cause, n'a réservé au maire d'autre attribution que celle prévue à l'article 44 de désigner les jour de fête locale, où le repos peut être suspendu ;

Considérant que le maire de Cherbourg, par l'arrêté attaqué, n'a pas fait usage des pouvoirs qu'il tient de l'article 44 susvisé, mais a entendu accorder des dérogations d'ordre général, dans l'intérêt du public et dans celui des établissements en cause ; que l'arrêté par lequel il s'est ainsi substitué au Préfet doit être annulé comme entaché d'excès de pouvoir ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté attaqué du maire de Cherbourg est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 27 mars 1925.

FERMETURE OBLIGATOIRE DES MAGASINS AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE (ART. 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, LOI DU 29 DÉCEMBRE 1923). — PROFESSION ADMISE DE DROIT À DONNER LE REPOS PAR ROULEMENT (ART. 38 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, 4^e PHARMACIES). — ACCORD INTERSYNDICAL STIPULANT LE REPOS COLLECTIF DU DIMANCHE. — L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS SUR DEMANDE DES SYNDICATS SIGNATAIRES DE L'ACCORD, ET ORDONNANT LA FERMETURE DES OFFICINES AU PUBLIC LE DIMANCHE, FAIT PERDRE AUX ÉTABLISSEMENTS VISÉS LE BÉNÉFICE DE LA DÉROGATION LÉGALE.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport de la Section du contentieux,

.....

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale ;

Vu la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* dudit Code ;

Vu la loi des 16-24 août 1790 ;

Vu l'arrêté du 12 messidor, an VIII ;

Oùï M. Dayras, auditeur, en son rapport ;

Oùï M^e Balliman, avocat du Syndicat des grandes pharmacies de France et des colonies, M^e Auger, avocat du Syndicat de la pharmacie parisienne, M^e Bosviel, avocat de l'Association des syndicats pharmaceutiques de France, et M^e Masson, avocat de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, en leurs observations ;

Oùï M. Berget, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Considérant que les requêtes susvisées sont dirigées contre un même arrêté du Préfet de police, en date du 5 septembre 1924 ; qu'elles sont fondées sur des moyens semblables et présentent à juger une même question ; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision ;

Sur les interventions de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France, du Syndicat des pharmaciens d'Asnières et de la banlieue Ouest. et du Syndicat général des pharmaciens de France ;

Considérant que la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France, le Syndicat des pharmaciens d'Asnières et de la banlieue Ouest et le Syndicat général des pharmaciens de France, ont intérêt au maintien de l'arrêté du 5 septembre 1924 ; que, par suite, leurs interventions sont recevables ;

Sur les pourvois du Syndicat des grandes pharmacies de France et des colonies, du Syndicat de la pharmacie parisienne, des sieurs Brocadet, Bourgeois et autres (1), tendant à l'annulation de l'arrêté du Préfet de police, en date du 5 septembre 1924 ;

Considérant qu'aux termes de l'article unique de la loi du 29 décembre 1923, codifié sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail, « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminées sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos » ;

(1) Pourvois de 250 pharmaciens de Paris et du département de la Seine.

Considérant que ces dispositions ne règlent les conditions ni de forme ni de fond auxquelles doit être subordonné l'accord permettant au préfet de prononcer la fermeture au public desdits établissements; qu'il appartient dès lors au préfet, dans chaque espèce, sous le contrôle du juge, d'examiner si l'accord intervenu est conforme à la volonté qu'a eue le législateur en édictant la loi du 29 décembre 1923 et si les mesures prévues par cet accord rentrent dans les pouvoirs généraux de police de l'autorité publique et ne créent aucune inégalité entre les commerçants et industriels soumis à l'application de cette loi;

Sur le moyen tiré de ce que la loi du 29 décembre 1923 ne serait pas applicable aux pharmaciens;

Considérant, d'une part, que les dispositions de l'article 43 *a* susvisé sont expressément applicables à tous les modes de repos hebdomadaire et ne comportent aucune distinction suivant que la profession visée bénéficie d'une dérogation accordée soit par l'autorité préfectorale, soit de plein droit par l'article 38 du Code du travail; qu'il résulte, au contraire, des travaux préparatoires que le législateur a entendu remédier aux difficultés de contrôle et aux inconvénients que présente le droit de donner au personnel le repos par roulement; que, dès lors, les pharmaciens ne peuvent plus invoquer le bénéfice de la dérogation légale prévue en leur faveur par l'article 38, lorsque la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1923 a été appliquée à leur profession dans la région dont s'agit;

Considérant, d'autre part, que les pharmaciens sont des commerçants expressément soumis à la législation sur le repos hebdomadaire, et que si le diplôme de pharmacien confère à son titulaire le droit de préparer et de vendre des médicaments, il ne soustrait pas les pharmaciens à l'observation des lois et règlements de police qui régissent l'exercice de ce commerce; que les requérants ne sont, par suite, pas fondés à soutenir que, par l'arrêté attaqué le Préfet de police aurait violé la loi en leur faisant application des dispositions de l'article 43 *a*;

Sur le moyen tiré de ce que l'accord du 6 août 1924 serait intervenu dans des conditions irrégulières;

Considérant que si la loi du 29 décembre 1923 prévoit la nécessité d'un accord entre, d'une part, les syndicats patronaux et, d'autre part, les syndicats ouvriers d'une profession et d'une région déterminée, elle ne précise pas dans quelles conditions cet accord doit intervenir, dans chaque catégorie, notamment, quand il existe plusieurs syndicats patronaux ou ouvriers; qu'il résulte des travaux préparatoires que la loi du 29 décembre 1923 a eu pour but d'empêcher que « l'opposition d'une minorité, si faible soit-elle, ne mît en échec la volonté de l'immense majorité des intéressés »; qu'il suit de là que le législateur a entendu écarter la nécessité de l'adhésion unanime de tous les syndicats patronaux ou ouvriers à la mesure proposée; qu'en principe, le préfet aura à apprécier, sous le contrôle du juge, si les

syndicats signataires de l'accord représentent, en fait, dans chaque catégorie, la volonté du plus grand nombre des intéressés, ainsi que l'a d'ailleurs indiqué le Ministre du Travail dans sa circulaire du 5 février 1924; qu'au surplus, aucune disposition législative n'ayant, pour la constitution d'un syndicat, imposé un nombre minimum d'adhérents, la nécessité d'un avis unanime de tous les syndicats patronaux ou ouvriers pour que puisse être suivie la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1923, rendrait cette dernière loi pratiquement inapplicable;

Considérant que l'accord du 6 août 1924 est intervenu entre, d'une part, le syndicat ouvrier qualifié pour représenter les préparateurs en pharmacie, et, d'autre part, la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine; qu'il résulte de l'instruction que ladite chambre syndicale, qui agissait au nom de la majorité des syndicats patronaux, représentait, dans l'espèce, l'opinion explicitement formulée du plus grand nombre des intéressés; que dès lors en donnant satisfaction à cette demande et en prescrivant, par l'arrêté attaqué, sur les bases de l'accord intervenu, la fermeture des pharmacies, le dimanche, dans le département de la Seine, le Préfet de police n'a fait qu'user dans des conditions régulières des pouvoirs que lui confère la loi du 29 décembre 1923;

Sur le moyen tiré de ce que le préfet, en admettant qu'il pût ordonner la fermeture, ne pouvait, en tous cas, sans excéder ses pouvoirs, prescrire l'organisation d'un service de garde assuré le dimanche, par une partie des pharmaciens;

Considérant, d'une part, que la loi du 29 décembre 1923, qui a entendu déroger dans les cas qu'elle détermine aux dispositions antérieures du Code du travail qui seraient incompatibles avec son application, n'exclut, ni par son texte ni dans son esprit, le droit pour le préfet d'autoriser, dans les limites de l'accord intervenu, et si un intérêt public l'exige, l'organisation d'un service de garde; qu'une telle exception s'impose particulièrement, dans l'intérêt de la santé publique, à l'égard des pharmaciens; qu'en prévoyant l'ouverture à tour de rôle, le dimanche, d'un certain nombre de pharmacies, ainsi que, d'ailleurs, l'apposition sur la devanture des pharmacies fermées d'un écriteau indiquant les noms et adresses des collègues assurant ce service de garde, le préfet n'a fait qu'user de ses pouvoirs de police pour prendre, comme c'était son devoir, les mesures indispensables dans l'intérêt de la santé publique; qu'à cet effet, il s'est borné à prendre acte d'engagements qui constituaient les conditions fondamentales de l'accord intervenu, et d'après lesquelles la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine assurerait l'exécution de ces clauses avec le concours de tous les pharmaciens qui y donneraient volontairement leur adhésion; qu'ainsi ces dispositions ne sauraient être regardées comme portant atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie et comme créant une inégalité entre les divers intéressés;

Considérant, d'autre part, que si l'article 2 de l'arrêté du 5 septembre 1924 confie à la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine le soin de

préparer l'établissement de ce tableau de roulement, il réserve au préfet son droit de contrôle et d'approbation; que, dans ces conditions, les requérants ne sont pas fondés à prétendre que le préfet aurait illégalement délégué une partie des pouvoirs de la puissance publique;

Considérant que de tout ce qui précède, il résulte que le préfet n'a pas excédé la limite des pouvoirs qu'il tient tant de la loi du 29 décembre 1923 que de la législation générale, et que l'arrêté attaqué n'a fait que concilier les intérêts du public et les droits des commerçants et ouvriers;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les interventions de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, de l'Association générale des syndicats pharmaceutiques de France, du Syndicat des pharmaciens d'Asnières et de la banlieue Ouest, et du Syndicat général des pharmaciens de France, sont admises.

ART. 2. — Les requêtes susvisées du Syndicat des grandes pharmacies de France et des colonies, du Syndicat de la pharmacie parisienne, des sieurs Brocadet, Bourgeois et autres sont rejetées.

ART. 3. — Les frais de timbre exposés par les associations et syndicats intervenants sont mis à la charge des requérants.

Décision du 12 juin 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL, PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, ORDONNANT LA FERMETURE AU PUBLIC DES SALONS DE COIFFURE LE DIMANCHE, ALORS QUE L'ACCORD ENTRE LES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS DE LA PROFESSION ET DE LA LOCALITÉ STIPULAIT DEUX MODALITÉS DIFFÉRENTES DU REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ ILLÉGAL.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport du 1^{er} Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu la requête présentée par les sieurs Pachet, Chapron et autres, patrons coiffeurs de la ville de Poitiers, ladite requête enregistrée au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, le 4 août 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté en date du 12 juillet 1924, par lequel le Préfet de la Vienne a rapporté tous les arrêtés accordant des dérogations au repos hebdomadaire dominical aux établissements de coiffure de

Poitiers et ordonné la fermeture totale au public pendant toute la journée du dimanche desdits établissements;

Ce faire,

Attendu que les avis du conseil municipal et de la chambre de commerce, sur lesquels s'appuie l'arrêté attaqué, contiennent des réserves et notamment indiquent la nécessité d'une période transitoire pour permettre aux intéressés de se mettre complètement d'accord; que la majorité des ouvriers coiffeurs a, depuis l'intervention dudit arrêté, signé une pétition opposée à ses dispositions; qu'enfin l'accord passé entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier qui forme la base principale de l'arrêté préfectoral, s'il prévoyait la fermeture des salons de coiffure pendant la durée du repos hebdomadaire, fixe ce repos au dimanche pour la première catégorie et du dimanche 13 heures au mardi matin pour la deuxième catégorie; que seul ledit accord doit être homologué:

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail et de l'Hygiène, en réponse à la communication qui lui a été donnée du pourvoi, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 5 décembre 1924, et tendant au rejet de la requête par les motifs que les avis du conseil municipal et de la chambre de commerce étaient nettement favorables à la suppression des dérogations dont bénéficiaient les patrons coiffeurs; que l'arrêté attaqué a fait droit à la demande d'une période transitoire; que la prétendue protestation des ouvriers coiffeurs, qui n'est d'ailleurs intervenue qu'après l'arrêté, a été suivie d'une contre-protestation qui lui enlève toute valeur: qu'en ce qui concerne l'accord intervenu entre le syndicat patronal et le syndicat ouvrier, celui-ci n'était pas définitivement sanctionné lorsque l'administration fut saisie par les ouvriers coiffeurs d'une requête tendant à la suppression des dérogations accordées en 1906 et 1907; que cette requête fut régulièrement instruite et les dérogations régulièrement supprimées par l'article 1^{er} de l'arrêté attaqué; que sans doute la disposition de l'article 2 qui ordonne la fermeture au public pendant toute la journée du dimanche n'est pas entièrement conforme à l'accord intervenu, mais que cette mesure s'impose pour des considérations d'opportunité et qu'elle concorde avec l'esprit de la législation et le mouvement de l'opinion:

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier:

Vu le livre II du Code du travail (loi du 30 juillet 1906, loi du 29 décembre 1923);

Où M. Renaudin, auditeur, en son rapport:

Où M. Mazerat, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

En ce qui concerne la suppression des dérogations au repos hebdomadaire

éditée par l'article 1^{er} de l'arrêté préfectoral en vertu des articles 33 et 35 du livre II du Code du travail :

Considérant d'une part que le retrait des dérogations précédemment accordées aux coiffeurs de Poitiers a été régulièrement effectuée après l'instruction préalable prescrite pour les demandes de dérogation par l'article 35 du livre II du Code du travail ;

Considérant, d'autre part, qu'il résulte de l'instruction et notamment de l'enquête à laquelle il a été procédé que, à l'époque où est intervenu l'arrêté attaqué, le repos dominical simultané du personnel des établissements des requérants n'était plus susceptible, eu égard aux conditions actuelles du travail, de porter préjudice au public, ni de compromettre le fonctionnement normal de ces établissements ; que, dans ces conditions, les requérants ne sont pas fondés à demander l'annulation de l'arrêté préfectoral en tant qu'il a prononcé le retrait des dérogations accordées ;

En ce qui concerne la disposition de l'arrêté attaqué ordonnant la fermeture au public pendant toute la durée du dimanche des établissements de coiffure :

Considérant qu'aux termes de l'article unique de la loi du 29 décembre 1923, codifié sous l'article 43 a du livre II du Code du travail : « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos » ;

Considérant qu'il résulte de l'article précité que l'arrêté préfectoral ne peut intervenir que pour sanctionner par la fermeture des établissements et sur la demande des syndicats intéressés un accord préalablement conclu entre ceux-ci ; qu'ainsi les dispositions de l'arrêté qui ne seraient pas conformes, en ce qui concerne le mode de repos hebdomadaire, aux stipulations dudit accord, manqueraient de base légale ;

Considérant qu'à la date du 5 avril 1924 un accord a été passé entre le syndicat des patrons et le syndicat des ouvriers coiffeurs de Poitiers ; qu'il y était stipulé que le repos hebdomadaire serait donné suivant deux modes différents dans les établissements de coiffure de la ville divisés à cet effet en deux catégories ; qu'à la suite de cet accord le préfet de la Vienne a été saisi d'une demande tendant à la fermeture desdits établissements pendant la durée du repos hebdomadaire ainsi fixé ; que, sans examiner si l'accord, dans les termes où il a été conclu, pouvait être ratifié par le préfet, celui-ci ne pouvait en tout cas prescrire la fermeture au public de tous les établissements de coiffure pendant la journée du dimanche, cette mesure n'ayant

pas fait l'objet de l'accord intervenu ; que, dès lors, en prenant la mesure attaquée, le préfet de la Vienne a fait une fausse application de la loi.

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du préfet de la Vienne en date du 12 juillet 1924 est annulé en tant qu'il prescrit la fermeture au public, pendant toute la journée du dimanche, des salons de coiffure de Poitiers.

ART. 2. — Le surplus des conclusions de la requête est rejeté.

ART. 3. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 12 juin 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — FERMETURE AU PUBLIC, LE DIMANCHE, DES MAGASINS DE VENTE DE VÊTEMENTS AU DÉTAIL TENUS PAR LES CONFECTIONNEURS ET LES MARCHANDS TAILLEURS. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, APRÈS CONSULTATION RÉGULIÈRE DE LA PROFESSION DES MARCHANDS DE VÊTEMENTS AU DÉTAIL ET SUR LA CONSTATATION DE L'OPINION FAVORABLE DE LA MAJORITÉ DES INTÉRESSÉS. — VALIDITÉ.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport du 1^{er} Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu les requêtes présentées par les sieurs Dony et Lemonnier, négociants-confectionneurs à Limoges, lesdites requêtes enregistrées au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État les 29 et 30 juillet 1924 et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté, en date du 31 mai 1924, par lequel le préfet de la Haute-Vienne a ordonné la fermeture au public le dimanche des magasins de vente de vêtements au détail tenus à Limoges par les confectionneurs et les marchands tailleurs et a rapporté toutes les dérogations au repos hebdomadaire précédemment accordées auxdits négociants ;

Ce faire,

Attendu que l'arrêté attaqué, faisant application de la loi du 29 décembre 1923 (art. 43 *a* du Code du travail), se fonde sur un accord conclu le 2 avril 1924 entre le syndicat des marchands tailleurs et le syndicat des employés du vêtement ; que ledit accord ne peut lier que les marchands tailleurs, ainsi que cela résulte d'une lettre adressée au préfet par le sieur B..., président du syndicat des marchands tailleurs, et non les marchands

confectionneurs, que ledit sieur B... n'avait pas qualité pour représenter, et dont les intérêts sont absolument différents de ceux des tailleurs; que, d'ailleurs, un syndicat de confectionneurs existait antérieurement à la date de l'arrêté entrepris; que, si les requérants vendent aussi des vêtements sur mesure, la vente des vêtements confectionnés n'en constitue pas moins la plus grosse partie de leurs recettes; que l'argument tiré par le préfet du petit nombre des opposants est sans valeur, alors que la presque totalité des négociants auxquels s'applique l'arrêté fermaient déjà leurs magasins le dimanche; que la mesure prise constitue une gêne sérieuse pour toute la clientèle rurale; qu'enfin, en droit, l'accord exigé par la loi du 29 décembre 1923 n'a pas été obtenu des marchands confectionneurs auxquels l'arrêté ne peut être appliqué sans violation de la loi;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail et de la Prévoyance sociale, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus le 9 septembre 1924 et tendant au rejet des requêtes par les motifs que d'une part la fermeture le dimanche des magasins de vêtements ne porte pas préjudice à la clientèle rurale qui vient à Limoges d'autres jours que le dimanche; que d'autre part l'accord qui a servi de base à l'arrêté préfectoral a bien été signé par le sieur B..., agissant en sa qualité de président du syndicat, et que celui-ci semble bien avoir compris, au moment de la signature de l'accord, les marchands confectionneurs, ainsi que son titre l'indique; que le syndicat formé par ceux-ci le 17 mai 1924 paraît avoir été créé pour les besoins de la cause;

Vu les autres pièces produites et jointes aux dossiers;

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (loi du 13 juillet 1906 et du 29 décembre 1923);

Oùï M. Renaudin, auditeur, en son rapport;

Oùï M. Mazerat, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les deux requêtes susvisées sont dirigées contre le même arrêté et présentent à juger les mêmes questions; qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision;

Considérant qu'aux termes de l'article unique de la loi du 29 décembre 1923, codifié sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos »;

Considérant que si la loi du 29 décembre 1923 prévoit la nécessité d'un accord entre, d'une part, les syndicats patronaux et, d'autre part, les syndicats ouvriers d'une profession et d'une région déterminées, elle ne règle les conditions ni de forme ni de fond auxquelles doit être subordonné cet accord; qu'il résulte des travaux préparatoires que la loi du 29 décembre 1923 a eu pour but d'empêcher que « l'opposition d'une minorité, si faible soit-elle, ne mît en échec la volonté de l'immense majorité des intéressés »; qu'il suit de là que le préfet aura à apprécier, sous le contrôle du juge, si les syndicats signataires de l'accord représentent en fait, dans chaque catégorie, la volonté du plus grand nombre des intéressés ainsi que l'a d'ailleurs indiqué le Ministre du Travail dans sa circulaire du 5 février 1924;

Considérant que l'accord du 2 avril 1924 est intervenu entre, d'une part, le Syndicat des marchands tailleurs et confectionneurs de Limoges, et, d'autre part, le Syndicat des employés du vêtement et du tissu au détail de cette ville; qu'il résulte de l'instruction que lesdits syndicats ne groupaient, au moment où l'accord a été conclu, qu'une minorité d'employeurs et d'employés; qu'il appartenait dès lors au préfet, sous le contrôle du juge, de rechercher, par l'examen des circonstances de fait et la consultation des intéressés, si l'accord intervenu correspondait bien à la volonté qu'a eue le législateur en édictant la loi du 29 décembre 1923;

Considérant qu'il ressort des pièces du dossier d'une part que vingt-huit négociants en vêtements sur un nombre total de cinquante-quatre ont appuyé la demande de fermeture au public des établissements le dimanche; d'autre part, que huit magasins de vente de vêtements seulement restaient ouverts ledit jour avant que fût pris l'arrêté attaqué; que, dans ces conditions, le préfet a pu valablement considérer que l'accord dont il était saisi représentait l'opinion du plus grand nombre des intéressés et qu'en donnant satisfaction à la demande, il n'a fait qu'user régulièrement des pouvoirs que lui confère la loi du 29 décembre 1923;

Considérant, il est vrai, que les requérants soutiennent que les confectionneurs et les tailleurs ont des intérêts différents et qu'ainsi l'arrêté n'est pas applicable aux premiers;

Mais considérant, d'une part, qu'il résulte de l'instruction que les marchands confectionneurs de Limoges tiennent un rayon de vêtements sur mesures; qu'au surplus, les commerces respectivement exercés par les tailleurs et les confectionneurs comportent sensiblement le même genre d'opérations; qu'en effet lesdits négociants se livrent uniquement les uns et les autres à la vente de vêtements au détail; qu'ainsi une concurrence peut s'établir entre eux que favoriserait l'application aux uns seulement de l'arrêté de fermeture; que, dans ces conditions, le préfet saisi de l'accord passé entre le Syndicat des marchands tailleurs et confectionneurs et le Syndicat des employés du vêtement et du tissu au détail était fondé à réunir dans une même catégorie les tailleurs et les confectionneurs de la ville et à prendre un arrêté visant l'unique profession des marchands de vêtements au détail;

Considérant, d'autre part, que les confectionneurs ont été régulièrement consultés; qu'en effet l'un d'entre eux au moins faisait partie du syndicat patronal qui a signé l'accord par l'intermédiaire de son président, chargé par l'article 9 des statuts de représenter le syndicat auprès de l'administration; que les autres confectionneurs, qui n'étaient pas encore syndiqués, ont été mis en mesure d'exprimer leur avis au cours de l'enquête ouverte sur la mesure projetée:

Considérant que de tout ce qui précède il résulte que l'arrêté attaqué n'a été pris qu'après consultation régulière de la profession des marchands de vêtements au détail et sur la constatation de l'opinion favorable de la majorité des intéressés; qu'ainsi le préfet n'a pas excédé la limite des pouvoirs qu'il tient de la loi du 29 décembre 1923:

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les requêtes des sieurs Deny et Lemonnier sont rejetées.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 19 juin 1925.

DÉLÉGUÉS-MINEURS. — ALLOCATIONS FAMILIALES. — ARTICLES 154 ET 155, § I, DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — 1° APPLICABILITÉ EN ALSACE-LORRAINE DES DISPOSITIONS LÉGISLATIVES CONCERNANT LA RÉTRIBUTION DES DÉLÉGUÉS-MINEURS — 2° VALIDITÉ DES ARRÊTÉS PRÉFECTORAUX QUI FONT ÉTAT DES ALLOCATIONS FAMILIALES DANS LA FIXATION DES INDEMNITÉS DES DÉLÉGUÉS À LA SÉCURITÉ DES OUVRIERS MINEURS, LORSQUE ET DANS LA MESURE OÙ LES OUVRIERS DE LA CIRCONSCRIPTION DU DÉLÉGUÉ BÉNÉFICIENT DE TELLES ALLOCATIONS.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux,

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu les requêtes présentées;

1^o Sous le n^o 79.648 par la Société des hauts fourneaux et aciéries de Differdange-Saint-Ingberg-Rumelange, société anonyme dont le siège est à Luxembourg, avenue de la Porte-Neuve, n^o 2, agissant poursuites et diligences de son directeur général en exercice;

2^o Sous le n^o 79.649 par la Société des aciéries réunies de Burbach, Eich et Dudelange, dont le siège est à Luxembourg, agissant poursuites et

diligences de son représentant en France, le sieur Duvivier, demeurant à Thionville (Moselle) ;

3° Sous le n° 79.654 par les petits-fils de François de Wendel et C^{ie}, société en commandite simple dont le siège est à Hayange (Moselle), agissant poursuites et diligences de ses gérants en exercice ;

4° Sous le n° 79.665 par la Société métallurgique de Knutange, société anonyme dont le siège est à Paris, boulevard Malesherbes, n° 16, agissant poursuites et diligences de l'un de ses administrateurs en exercice ;

5° Sous le n° 79.669 pour la Société anonyme des mines de fer de Rochonvillers, dont le siège est à Paris, rue de la Victoire, n° 96, agissant poursuites et diligences de ses directeurs et administrateurs en exercice ;

6° Sous les n°s 79.710, 79.711 et 79.712 par la Société houillère de Sarre et Moselle, société anonyme dont le siège est à Paris, rue de Prony, n° 60, agissant poursuites et diligences du président de son conseil d'administration, — lesdites requêtes enregistrées au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, les 6, 8, 9 et 13 mars 1923, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir des arrêtés, en date du 29 décembre 1922, par lesquels le préfet du département de la Moselle les a astreintes à payer aux délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, en plus d'un prix de journée, une indemnité familiale ;

Ce faire, attendu qu'il résulte des articles 154 à 156 du Code du travail que les exploitants de mines ne sont tenus que du remboursement des « journées de travail » des délégués-mineurs ; que le préfet ne pouvait donc mettre à la charge des compagnies requérantes, en plus du prix des journées de travail proprement dites, des indemnités familiales, qui constituent un avantage gratuit et ne font pas partie du salaire ;

Vu les arrêtés attaqués ;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 3 août 1923, et tendant au rejet des requêtes, par les motifs que d'après les articles 154 et suivants du Code du travail, la journée de visite des délégués-mineurs leur est payée « comme journée de travail » ; qu'ainsi que l'a reconnu le Conseil général des mines, cette disposition doit être interprétée en ce sens que les journées employées par le délégué-mineur à ses visites devront lui être payées comme s'il les avait consacrées au travail dans la mine ; que, dans ces conditions, pour fixer la rémunération des délégués, le préfet est en droit de distinguer, d'une part, le salaire proprement dit, et d'autre part les allocations familiales, calculées conformément aux conventions qui les régissent dans la circonscription du délégué-mineur ; que d'ailleurs, la Cour de cassation a décidé, le 2 mai 1923, que les indemnités familiales devaient être comprises dans le salaire annuel destiné à servir de base au calcul de la rente en cas d'accident du travail ;

Vu les observations présentées par le Ministre des Travaux publics, en

réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 28 septembre 1923, et tendant au rejet des requêtes par les motifs exposés à l'avis du Ministre du Travail ;

Vu, enregistré comme ci-dessus, le 13 novembre 1923, le mémoire en réplique présenté par la Société des mines de fer de Rochonviller et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens, et, en outre, attendu que les allocations familiales accordées par la société ont un caractère purement bénévole, puisqu'elles ne sont réglées ni par le règlement d'atelier, ni par les contrats individuels de travail ; que la thèse du Ministre du Travail méconnaît les caractères différents de l'indemnité des délégués et du salaire des ouvriers, la première étant fictive, impersonnelle et collective, tandis que le second est réel, personnel et individuel ; que l'indemnité ne peut donc, en vertu du système même admis par le législateur, se modeler étroitement sur les bénéfices indirects que l'ouvrier mineur retire de son travail ; qu'il en est si bien ainsi qu'il a fallu des lois spéciales pour assurer aux délégués-mineurs le bénéfice des caisses de secours ou de retraites et celui des indemnités dues en cas d'accident ; qu'il ne peut être fait état de l'arrêt rendu par la Cour de cassation, le 2 mai 1923, en matière d'accidents du travail, arrêt dans lequel il s'agissait d'établir les rémunérations effectivement perçues par l'accidenté, d'après le contrat de travail ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 17 janvier 1925, les observations présentées par la Société houillère de Sarre et Moselle et tendant aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens et, en outre, attendu que l'indemnité du délégué doit être fixée d'après le prix normal de la journée de travail d'un mineur de fond, alors que le système du préfet conduit à prendre pour base le salaire d'un homme marié et ayant des charges de famille ; que ce système pourrait aboutir à des conséquences nettement contraires à l'esprit et au texte de la loi, lorsque, comme c'est le cas pour la société requérante, l'exploitant n'accorde pas d'indemnités familiales ; qu'en effet le délégué qui travaillerait comme ouvrier en dehors de ses journées de visite serait payé davantage comme délégué que comme ouvrier ; que les indemnités des délégués sont pour les exploitants un véritable impôt, qu'il ne peut être majoré en dehors de toute base légale ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 20 mars 1925, les nouvelles observations présentées par la Société des mines de fer de Rochonvillers, tendant aux mêmes fins que la requête par le motif qu'à la date à laquelle le préfet de la Moselle a pris son arrêté, les dispositions dont il prétend avoir fait application n'étaient pas en vigueur en Alsace et Lorraine ; qu'en effet, c'est seulement par un décret du 3 décembre 1923 que l'article 34 de la loi du 8 août 1890 et l'article 14 de la loi du 26 décembre 1890 ont été introduits en Alsace et Lorraine ;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier ;

Vu les articles 154, 155 et 156 du Livre II du Code du travail ;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872 ;

Où M. Toutée, auditeur, en son rapport;

Où M^e Aguillon, avocat de la Société des mines de fer de Rochonvillers, et M^e Labbé, avocat de la Société houillère de Sarre et Moselle, en leurs observations;

Où M. Josse, auditeur, commissaire-adjoint du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que pour demander l'annulation des arrêtés en date du 29 décembre 1922, par lesquels le préfet de la Moselle a fixé, pour chacune des circonscriptions comprises dans leurs exploitations, l'indemnité des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs, les compagnies requérantes se fondent sur ce qu'en comprenant dans ladite indemnité, en plus d'un salaire proprement dit, des allocations éventuelles pour charges de famille, le préfet a violé l'article 154 du Code du travail; que la Société des mines de fer de Rochonvillers soutient en outre que les dispositions législatives concernant la rétribution des délégués-mineurs ont été introduites en Alsace et Lorraine par le décret du 3 décembre 1923 seulement, et n'y étaient, dès lors, pas applicables à la date à laquelle ont été pris les arrêtés attaqués; que les requêtes présentent à juger la même question: qu'il y a lieu de les joindre pour y statuer par une seule décision;

Sur l'applicabilité, en Alsace et Lorraine, des dispositions législatives concernant la rétribution des délégués-mineurs :

Considérant que les dispositions du Code du travail concernant la rétribution des délégués-mineurs, et notamment l'article 154 du Code du travail, ont été introduites en Alsace et Lorraine par un arrêté du Commissaire général en date du 1^{er} octobre 1919 dont la légalité n'est pas contestée; que les articles 34 de la loi du 8 août 1890 et 14 de la loi du 26 décembre 1890, qui ont été rendues applicables à l'Alsace et à la Lorraine par le décret du 3 décembre 1923, sont des dispositions complémentaires accessoires relatives au recouvrement des indemnités sur les exploitants, et qu'ils sont sans application dans l'espèce;

Sur le moyen tiré de la violation de l'article 154 du Code du travail :

Considérant que l'indemnité pour charges de famille concourt avec le salaire proprement dit à assurer la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que le préfet était fondé à envisager l'allocation d'indemnités familiales en faveur des délégués-mineurs, lorsque et dans la mesure où les ouvriers de la circonscription du délégué bénéficiaient de telles indemnités;

Considérant qu'il n'est pas contesté que les ouvriers mineurs de la Société des hauts fourneaux et aciéries de Differdange-Saint-Ingbert-Rumelange, de la Société des aciéries réunies de Burbach, Eich et Dudelange, des Petits-Fils de François de Wendel et C^{ie}, de la Société métallurgique de Knutange et de la Société des mines de fer de Rochonvillers bénéficiaient au 1^{er} janvier 1923 d'indemnités familiales; que si la Société des mines de fer de Rochonvillers expose que l'allocation de l'indemnité familiale ne résulte, dans ses conces-

sions, d'aucune convention collective ni d'aucun règlement d'atelier, et qu'elle n'est même pas portée à la connaissance des ouvriers au moment de l'embauchage, les indemnités effectivement allouées par cette société n'en font pas moins partie de la rémunération du travail des ouvriers; qu'il suit de là que les requêtes des sociétés ci-dessus énumérées doivent être rejetées;

Considérant au contraire qu'il n'est pas contesté que la Société houillère de Sarre et Moselle n'alloue à ses ouvriers aucune indemnité familiale; que le préfet n'a pu, sans violer l'article 154 du Code du travail, allouer aux délégués de cette société une indemnité de cette nature; que les arrêtés visant cette société doivent par suite être annulés pour excès de pouvoir, en tant qu'ils font état d'allocations familiales à la charge de la société;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les arrêtés susvisés par le préfet de la Moselle, en date du 29 décembre 1922, concernant la Société houillère de Sarre et Moselle, sont annulés en tant que ces arrêtés font état des allocations familiales dans la fixation des indemnités des délégués à la sécurité des ouvriers mineurs.

ART. 2. — Les requêtes susvisées de la Société des hauts fourneaux et aciéries de Differdange-Saint-Ingbert-Rumelange, de la Société des aciéries réunies de Burbach, Eich et Dudelange, des Petits-Fils de François de Wendel et C^{ie}; de la Société métallurgique de Knutange, de la Société anonyme des mines de fer de Rochonvillers sont rejetées.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail et au Ministre des Travaux publics.

Décision du 10 juillet 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL.

— FERMETURE AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DU REPOS. — APPLICABILITÉ AUX PHARMACIES. — L'ABSENCE DE CONSULTATION D'UN SYNDICAT ÉTRANGER AU DÉPARTEMENT N'EST PAS DE NATURE À ENTRAÎNER L'ANNULATION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — ILLÉGALITÉ D'UNE DISPOSITION DE L'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL CRÉANT DANS L'ORGANISATION D'UN SERVICE DE GARDE UNE INÉGALITÉ ENTRE LES DIVERS INTÉRESSÉS OU LEUR IMPOSANT, POUR RÉTABLIR L'ÉGALITÉ, DES CHARGES PARTICULIÈRES. — ANNULATION DE L'ARRÊTÉ.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux, Section du contentieux.

Sur le rapport du 2^e Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu les requêtes sommaires et les mémoires ampliatifs présentés par les sieurs Lemeland (Jean) et Pozzi (Eugène), pharmaciens, demeurant à Troyes, rue Émile-Zola, n° 88, et rue de la République, n° 12, lesdites requêtes et lesdits mémoires enregistrés, comme ci-dessus, les 19 septembre et 21 novembre 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler un arrêté en date du 19 août 1924, par lequel le préfet de l'Aube a ordonné la fermeture des pharmacies, le dimanche, dans les villes de Troyes et de Sainte-Savine;

Ce faire, attendu que l'article 38 du Code du travail accorde aux pharmaciens le droit de donner à leur personnel le repos par roulement; que l'article 43 *a*, sur lequel est fondé l'arrêté attaqué, n'a nullement abrogé les dispositions de l'article 38; qu'en outre, les pharmaciens ne sauraient être assimilés à des commerçants; qu'ainsi l'article 43 *a* ne leur est pas applicable; que la désignation d'une pharmacie chargée d'assurer, le dimanche, le service de garde, porte atteinte au libre exercice de la profession; que, en prescrivant la fermeture obligatoire, le préfet de l'Aube n'a pas respecté la liberté du travail et a méconnu les intérêts du public;

Vu l'arrêté attaqué;

Vu les observations présentées par le Ministère du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 2 février 1925, et tendant au rejet des requêtes par les motifs que c'est, non pas l'arrêté préfectoral attaqué, mais la loi du 29 décembre 1923 qui supprime, pour les professions visées à l'article 38 le droit de donner le repos hebdomadaire par roulement, toutes les fois où est appliqué l'article 43 *a*; que le tribunal de simple police de la Seine s'est, d'ailleurs, prononcé en ce sens; que tous les pharmaciens qui le désirent, assurent à tour de rôle le service de garde; qu'aucune inégalité n'est dès lors à créer entre eux; que l'arrêté attaqué sauvegarde les intérêts du public;

Vu le mémoire en réplique présenté pour les sieurs Lemeland et Pozzi, ledit mémoire enregistré comme ci-dessus, le 20 mars 1925, et tendant aux mêmes fins que les requêtes par les moyens précédemment analysés et, en outre, par les motifs que la loi du 29 décembre 1923, si elle a augmenté les pouvoirs du préfet, n'a pas enlevé aux professions visées à l'article 38 le bénéfice de la dérogation légale prévue en leur faveur; qu'elle n'est applicable que dans les commerces où le repos hebdomadaire est donné à jour fixe et simultanément; que, d'ailleurs, cette thèse a été consacrée par la chambre correctionnelle du tribunal de la Seine; que les requérants font partie d'un Syndicat des grandes pharmacies, dont le siège est à Paris, et qui n'a pas été consulté sur la mesure projetée; que les critiques dirigées contre la pharmacie dite « du dimanche » sont justifiées, et qu'une pharmacie ne peut être légalement la propriété collective de plusieurs pharmaciens;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* dudit Code ;

Vu les lois des 22 décembre 1789 et 28 pluviôse an VIII ;

Vu la loi du 14 juin 1791 ;

Où M. Dayras, auditeur, en son rapport ;

Où M^e Tetreau, avocat des sieurs Lemeland et Pozzi, en ses observations ;

Où M. A. Ripert, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions ;

Considérant que les requêtes susvisées sont dirigées contre un même arrêté du préfet de l'Aube, en date du 19 août 1924 ; qu'elles sont fondées sur des moyens semblables et présentent à juger une même question : qu'il y a lieu de les joindre pour y être statué par une seule décision :

Sur le moyen tiré de ce que la loi du 29 décembre 1923 ne serait pas applicable aux pharmaciens :

Considérant qu'aux termes de l'article unique de la loi du 29 décembre 1923, codifié sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail, « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une régions déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel suivant un des modes visés par les articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée de ce repos » ;

Considérant, d'une part, que les dispositions de l'article 43 *a* susvisé sont expressément applicables à tous les modes de repos hebdomadaire, et ne comportent aucune distinction suivant que la profession visée bénéficie d'une dérogation accordée soit par l'autorité préfectorale, soit de plein droit par l'article 38 du Code du travail ; qu'il résulte, au contraire, des travaux préparatoires que le législateur a entendu remédier aux difficultés de contrôle et aux inconvénients que présente le droit de donner au personnel le repos par roulement ; que, dès lors, les pharmaciens ne peuvent plus invoquer le bénéfice de la dérogation légale prévue en leur faveur par l'article 38, lorsque la procédure prévue par la loi du 29 décembre 1923 a été appliquée à leur profession dans la région dont s'agit ;

Considérant, d'autre part, que les pharmaciens sont des commerçants expressément soumis à la législation sur le repos hebdomadaire ; que les requérants ne sont par suite pas fondés à soutenir que, par l'arrêté attaqué, le préfet de l'Aube aurait violé la loi en leur faisant application des dispositions de l'article 43 *a* ;

Sur le moyen tiré de ce que l'accord du 1^{er} mai 1924 serait intervenu dans des conditions irrégulières :

Considérant que les requérants soutiennent que cet accord est irrégulier par le motif que le Syndicat des grandes pharmacies, dont le siège social

est à Paris, et dont ils font partie, n'aurait pas été consulté, à tort, sur la mesure projetée ;

Considérant que pour satisfaire aux conditions prévues par la loi du 29 décembre 1923, l'accord doit intervenir « entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée » ; que l'accord critiqué a été signé par l'Union pharmaceutique de l'Aube, représentant les pharmacies de ce département, et que la circonstance qu'un syndicat de la région parisienne n'y aurait pas participé n'est pas, en l'espèce, de nature à entraîner l'annulation ;

Sur le moyen tiré de l'illégalité de la disposition relative à l'organisation d'un service de garde :

Considérant que s'il appartient au préfet, dans l'intérêt de la santé publique, de prévoir, dans les limites de l'accord intervenu, l'organisation, le jour de la fermeture, d'un service de garde entre tous les pharmaciens y donnant volontairement leur adhésion, il ne doit autoriser aucune clause créant une inégalité entre les divers intéressés ou leur imposant, pour rétablir l'égalité, des charges particulières ;

Considérant que d'après l'article 2 de l'arrêté le service de garde est assuré chaque dimanche par une même pharmacie qui est la propriété collective d'un certain nombre de pharmaciens de la ville de Troyes ayant pris divers engagements pour garantir son fonctionnement ; qu'en fait, la désignation permanente de cette pharmacie crée une inégalité entre ses propriétaires et les autres pharmaciens de la ville de Troyes qui ne veulent pas assumer la responsabilité et les charges, notamment financières, pouvant résulter de la co-propriété de cette pharmacie et qui sont illégalement privés du droit d'assurer, à tour de rôle, ainsi qu'ils le désirent, le service de garde dans leur propre officine ; qu'il suit de là que par cette disposition, le préfet de l'Aube a excédé ses pouvoirs et porté atteinte à la liberté du commerce et de l'industrie ; que l'annulation dudit article 2 entraîne par voie de conséquence l'annulation de l'ensemble de l'arrêté attaqué ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'arrêté susvisé du préfet de l'Aube, en date du 19 août 1924, est annulé.

ART. 2. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

Décision du 17 juillet 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, ORDONNANT LA FER-

METURE AU PUBLIC DES MAGASINS DE VENTE D'AMEUBLEMENT PENDANT LE REPOS COLLECTIF LE DIMANCHE. — L'INTERVENTION DE L'ARRÊTÉ, EN EXÉCUTION DE L'ACCORD INTERVENU ENTRE LES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS DE LA PROFESSION ET DE LA RÉGION, EMPORTE « IP SO FACTO » SUPPRESSION DES DÉROGATIONS, ANTÉRIEUREMENT ACCORDÉES, QUI SÉRAIENT CONTRAIRES AUX TERMES DE L'ACCORD. — ASSUJETTISSEMENT DES COMMERÇANTS N'OCCUPANT AUCUN PERSONNEL. — INAPPLICABILITÉ DE L'ARRÊTÉ AUX BROCANTEURS DONT LA PROFESSION EST DISTINCTE DE CELLE DE MARCHAND D'AMEUBLEMENT.

Le Conseil d'État, statuant au contentieux.

Sur le rapport du 4^e Comité d'instruction de la Section du contentieux,

Vu les requêtes présentées par :

1^o Le Syndicat des commerçants de toutes catégories du marché aux puces de Bagnole; le Syndicat des ouvriers et ouvrières chiffonniers de la Seine; la Chambre syndicale des brocanteurs de Seine et Seine-et-Oise; le Syndicat des brocanteurs et gens de marchés de Pantin et Aubervilliers; le Syndicat des marchands du marché de Bicêtre; les sieurs Bocquet, Conord et autres marchands de meubles et brocanteurs énoncés dans la requête n^o 84.678;

2^o Les sieurs Wolff (René) et Braunstein (Max) et autres marchands de meubles et brocanteurs énoncés dans la requête n^o 84.771;

3^o Le Syndicat des marchands de meubles neufs et d'occasion, brocanteurs et parties similaires du département de la Seine et les sieurs Mathon, Dalex et autres marchands de meubles et brocanteurs énoncés dans la requête n^o 84.862; ensemble le mémoire ampliatif produit à l'appui de cette dernière requête, lesdites requêtes et ledit mémoire enregistrés au Secrétariat du contentieux du Conseil d'État, les 12, 19 et 26 juillet et 9 août 1924, et tendant à ce qu'il plaise au Conseil annuler pour excès de pouvoir un arrêté, en date du 26 mai 1924, par lequel le Préfet de police a prescrit la fermeture au public, pendant la journée du dimanche, des établissements vendant l'ameublement;

Ce faire, attendu que la fermeture de leur établissement ne peut être légalement imposée aux marchands qui n'emploient aucun personnel salarié; qu'en effet, les patrons sont en dehors du champ d'application de la législation sur le repos hebdomadaire qui tend uniquement à assurer le repos des employés; qu'en tout cas, les marchands travaillant seuls ont la faculté de choisir le jour de la fermeture de leur établissement, et qu'on ne peut les contraindre à fermer un jour déterminé, surtout lorsque, n'ouvrant leur établissement qu'un, deux ou trois jours par semaine, ils ne peuvent être regardés comme n'observant pas le repos hebdomadaire; que les organisations corporatives requérantes, qui représentent la grande majorité des commerçants vendant au public sans le concours de personnel salarié, n'ont pas participé à l'accord intervenu entre certains syndicats patronaux et

ouvriers de l'ameublement ; que la fermeture dominicale des établissements des requérants porte un grave préjudice à leur clientèle, composée d'artisans dont le dimanche est la seule journée de liberté ; qu'elle compromet le fonctionnement des établissements des requérants, dont beaucoup ne vendent que le dimanche, précisément parce que c'est le seul jour de la semaine où ils soient en contact avec le public ; qu'enfin, l'arrêté attaqué est entaché de détournement de pouvoir, puisqu'il favorise les commerçants qui emploient du personnel salarié au détriment des petits patrons travaillant seuls ;

Vu l'arrêté attaqué ;

Vu les observations présentées par le Ministre du Travail, en réponse à la communication qui lui a été donnée des pourvois, lesdites observations enregistrées comme ci-dessus, le 28 octobre 1924, et tendant au rejet des requêtes par les motifs que l'arrêté attaqué a été pris en application de la loi du 29 décembre 1923 (art. 43 *a* du livre II du Code du travail) ; que ce texte constitue une réglementation nouvelle du repos hebdomadaire qui s'applique indistinctement à tous les établissements d'une profession déterminée, a eu précisément pour but d'empêcher la concurrence faite aux établissements employant du personnel (et par suite contraints de fermer) par les établissements où seuls travaillent les patrons ; que le principe même de la loi consiste dans la fermeture simultanée des établissements au jour fixé pour le repos hebdomadaire ; que la journée de huit heures et la semaine anglaise laissent au public la possibilité d'effectuer ses achats un autre jour que le dimanche ; que l'arrêté a été pris à la suite d'un accord intervenu le 6 février 1924 entre les syndicats patronaux et ouvriers de l'ameublement relativement au repos hebdomadaire du dimanche, et à la suite également d'une demande formée par ces groupements qui représentent la grande majorité des intéressés, tendant à la fermeture, le dimanche, des établissements de la profession ; que les groupements signataires de la requête n° 84.678 n'avaient pas à être appelés à participer à l'accord puisque le Syndicat des ouvriers et ouvrières chiffonniers n'appartient pas à la profession du meuble, et que les autres syndicats, s'ils peuvent compter parmi leurs adhérents des marchands de meubles, ne sont pas des syndicats de marchands de meubles, mais bien des syndicats de brocanteurs, dont on peut même se demander si, en raison de la variété des objets sur lesquels portent leur commerce, ils peuvent être admis au bénéfice de la loi du 21 mars 1884 ; qu'enfin le Syndicat des marchands de meubles, signataire de la requête n° 84.862, n'a effectué le dépôt légal de ses statuts que le 24 juillet 1924, c'est-à-dire postérieurement à la publication de l'arrêté et ne pouvait par suite participer à l'accord ;

Vu, enregistrées comme ci-dessus, le 21 janvier 1925, les observations présentées pour le Syndicat des marchands de meubles neufs et d'occasion, brocanteurs et parties similaires du département de la Seine, et tendant aux mêmes fins que la requête et le mémoire ampliatif par les mêmes moyens et, en outre, par les motifs que, dans son article 2, l'arrêté préfec-

toral attaqué supprime les dérogations antérieurement accordées aux marchands d'ameublement par application de l'article 35 du livre II du Code du travail; qu'une telle mesure ne peut être prise, d'après ledit article, qu'en cas de faits nouveaux et après consultation obligatoire d'un certain nombre d'organismes; que le préfet n'a pas invoqué de fait nouveau et n'a pas observé la procédure de l'article 35; qu'ainsi l'arrêté a privé les intéressés des garanties qu'ils tenaient de l'article 35 et qu'il est par suite entaché de vice de forme; que la législation du repos hebdomadaire, contenue au livre II du Code du travail et dont la loi du 29 décembre 1923 ne constitue qu'un article, interdit seulement de faire travailler, mais non de travailler; que le but du législateur de 1923 a été de réduire le nombre des établissements où le repos est donné par roulement et de combattre la pratique dite des « extras », mais qu'il n'a nullement entendu porter atteinte à la liberté du travail, garantie par les principes généraux de notre droit; que l'arrêté doit encore être annulé en raison de la généralité de ses termes, puisqu'il vise non seulement les marchands de meubles mais encore les brocanteurs, réglementant ainsi deux professions distinctes, alors que d'après la loi du 29 décembre 1923 un accord spécial est nécessaire pour chaque profession, et que les brocanteurs n'ont d'ailleurs pas été représentés à cet accord;

Vu, enregistré comme ci-dessus, le 9 avril 1925, le mémoire en intervention présenté pour la Chambre syndicale de l'ameublement, le Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine pour l'ameublement, la Chambre syndicale patronale de l'ameublement de la région parisienne, la Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris et du département de la Seine, et tendant au rejet de la requête du Syndicat des marchands de meubles, pour les motifs que l'arrêté attaqué, pris en exécution de l'article 43 *a* pour mettre en vigueur le régime nouveau prévu par cet article, n'était nullement assujéti aux formes édictées pour un ordre d'idées tout différent par l'article 35; qu'il impliquait sans doute la suppression de dérogations incompatibles avec le régime nouveau, mais que cette conséquence nécessaire ne rendait pas obligatoire une procédure autre que celle prévue par l'article 43 *a* lui-même; que l'arrêté a purement et simplement reproduit la loi, qui ne fait aucune distinction entre les établissements où le patron travaille seul et ceux qui emploient du personnel; qu'enfin, l'arrêté ne s'applique aux brocanteurs que lorsque ceux-ci, spécialisés dans le commerce des objets d'ameublement, exercent en réalité la profession de marchands de meubles, mais que les syndicats intervenants n'ont jamais entendu poursuivre la fermeture des établissements des brocanteurs proprement dits, alors même qu'ils vendraient de temps à autre de vieux meubles;

Vu les autres pièces produites et jointes au dossier;

Vu le livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale;

Vu la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 *a* dudit code;

Vu les lois des 7-14 octobre 1790 et 24 mai 1872;

Oùï M. Toutée, auditeur, en son rapport;

Où M^e Chassagnade-Belmin, avocat du Syndicat des marchands de meubles, et M^e Coche, avocat de la Chambre syndicale de l'ameublement, du Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine pour l'ameublement, de la Chambre syndicale patronale de l'ameublement de la région parisienne, de la Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris et du département de la Seine, en leurs observations;

Où M. Berget, maître des requêtes, commissaire du Gouvernement, en ses conclusions;

Considérant que les requêtes susvisées sont dirigées contre un même arrêté du Préfet de police, en date du 26 mai 1924; qu'elles sont fondées sur des moyens semblables et présentent à juger la même question; qu'il y a lieu de les joindre pour y statuer par une seule décision;

Sur l'intervention de la Chambre syndicale de l'ameublement, du Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine pour l'ameublement, de la Chambre syndicale patronale de l'ameublement de la région parisienne, de la Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris et du département de la Seine :

Considérant que les syndicats ci-dessus énumérés ont intérêt au maintien de l'arrêté du 26 mai 1924; que, par suite, leur intervention est recevable;

Sur le moyen tiré, à l'appui de la requête n° 84.862, de ce qu'en retirant les dérogations antérieurement accordées aux établissements vendant l'ameublement, sans observer la procédure prévue par l'article 35 du Code du travail, le Préfet aurait violé ledit article :

Considérant que d'après l'article 8 de la loi du 13 juillet 1906, codifié sous l'article 35 du livre II du Code du travail, lorsqu'un établissement veut bénéficier d'une exception à la règle du repos collectif du dimanche, le préfet doit, préalablement à sa décision, provoquer l'avis du conseil municipal, de la chambre de commerce et des syndicats patronaux et ouvriers intéressés de la région; que les mêmes mesures d'instruction préalables doivent être prises, lorsque le préfet envisage, en raison de faits nouveaux, de rapporter les autorisations de dérogations précédemment accordées;

Mais considérant que, par l'arrêté attaqué, le préfet n'a pas eu pour but de retirer des autorisations de dérogation précédemment accordées, en vertu de l'article 35 du Code du travail, aux établissements vendant l'ameublement; que l'objet de son arrêté a été, en application de la loi du 29 décembre 1923, codifiée sous l'article 43 a du livre II du Code du travail, et à la suite d'un accord intervenu entre les syndicats intéressés sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire serait à l'avenir donné aux employés de la profession, d'ordonner la fermeture obligatoire des établissements vendant l'ameublement pendant la durée du repos hebdomadaire; que ces établissements se sont ainsi trouvés placés, au point de vue du repos hebdomadaire, sous un régime nouveau entièrement différent

de celui auquel se réfère l'article 35; que si la mise en vigueur de ce nouveau régime mettait nécessairement fin à certaines modalités du régime antérieur incompatibles avec son fonctionnement, notamment aux autorisations de dérogation par roulement, et si le préfet a cru devoir, dans l'article 2 de son arrêté, préciser cette conséquence, il n'en résultait pas l'obligation de recourir à la procédure prévue par l'article 35, lequel était sans application dans l'espèce :

Sur le moyen tiré, à l'appui de la requête n° 84.862, de ce que les requérants n'auraient pas été appelés à participer à l'accord intersyndical :

Considérant qu'il résulte de l'instruction que le syndicat requérant n'a déposé ses statuts à la Préfecture de la Seine que le 26 juillet 1924, c'est-à-dire postérieurement à l'accord intersyndical intervenu le 6 février 1924, et à l'arrêté préfectoral du 26 mai 1924; qu'il ne pouvait donc être appelé à participer audit accord;

Sur le moyen tiré de ce que la fermeture obligatoire des établissements des requérants porterait préjudice au public et compromettrait le fonctionnement des entreprises visées :

Considérant que si l'article 34 du livre II du Code du travail tient compte du préjudice que le repos simultané du dimanche peut causer au public ou à l'exploitant d'un établissement en permettant d'adopter dans ce cas un autre mode de repos hebdomadaire, aucune disposition de ce genre ne se trouve dans la loi du 29 décembre 1923 qui constitue, ainsi qu'il a été indiqué précédemment, une législation distincte reposant sur des principes différents; que les griefs invoqués ne sont donc pas de nature à entraîner à l'annulation pour excès de pouvoir de l'arrêté attaqué;

Sur le moyen tiré de ce qu'en ordonnant la fermeture au public de tous les établissements, le préfet aurait violé la loi, qui ne vise que les établissements où du personnel est employé :

Considérant que la loi du 29 décembre 1923 prévoit que l'arrêté préfectoral ordonne « la fermeture au public des établissements de la profession et de la région » pendant toute la durée du repos hebdomadaire;

Considérant que ce texte ne fait aucune distinction entre les établissements où le patron travaille seul et ceux où il emploie du personnel; que sa portée est d'ailleurs confirmée par les travaux préparatoires, desquels il résulte que la volonté du législateur a été d'empêcher la concurrence faite aux établissements fermés, par l'ouverture, le jour du repos collectif, de certains établissements exploités par le patron seul ou aidé de sa famille ou d'employés occasionnels, et de permettre ainsi l'application et le contrôle de la loi sur le repos hebdomadaire; que, dès lors, en ordonnant la fermeture au public des établissements vendant l'ameublement, le Préfet de police a pu viser, sans excéder ses pouvoirs, les établissements où le patron travaillerait sans personnel;

Sur le moyen tiré de ce que l'arrêté aurait été pris en vue de favoriser les établissements importants :

Considérant qu'il ne résulte pas des pièces du dossier que le Préfet de police ait, en prenant l'arrêté attaqué, usé de ses pouvoirs dans un but autre que celui en vue duquel ils lui ont été conférés ;

Sur le moyen tiré de ce que l'arrêté attaqué s'appliquerait aux brocanteurs, alors que les représentants des brocanteurs n'ont pas été partie à l'accord intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers de l'ameublement, et qu'aucun accord spécial n'est intervenu entre les brocanteurs et leurs employés :

Considérant que la loi du 29 décembre 1923 dispose que lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers « d'une profession déterminée », le préfet pourra ordonner la fermeture au public des établissements « de la profession » ; qu'ainsi, le législateur a voulu qu'un arrêté préfectoral sanctionnant un accord unique ne pût englober plus d'une profession déterminée ;

Considérant que la profession de brocanteur, qui consiste à acheter, revendre ou échanger toutes sortes de marchandises de hasard, est et reste distincte de celle de marchand d'ameublement, alors même que, parmi les marchandises faisant l'objet du commerce de brocanteur se trouveraient des objets d'ameublement ;

Considérant que dans l'arrêté du 26 mai 1924, le Préfet de police a ordonné la fermeture au public, pendant toute la journée du dimanche, « des établissements, parties d'établissement et leurs dépendances vendant l'ameublement (meubles et literie), de quelque nature et de quelque provenance qu'il soit, de luxe ou d'imitation, neuf ou d'occasion » ; qu'à raison de la généralité de ses termes, ledit arrêté vise, tant les établissements exploités par les brocanteurs que ceux tenus par les marchands d'ameublement ; que, cependant, si l'arrêté s'applique valablement à ceux qui exerceraient en fait, sous le nom de brocanteurs, la profession de marchands d'ameublement, il résulte de ce qui précède qu'il n'a pu légalement régler la profession de brocanteur ; que les requérants sont donc fondés à demander, sur ce point, l'annulation de l'arrêté attaqué ;

DÉCIDE :

ARTICLE PREMIER. — L'intervention de la Chambre syndicale de l'ameublement, du Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine pour l'ameublement, de la Chambre syndicale patronale de l'ameublement, de la Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris et du département de la Seine est admise.

ART. 2. — L'arrêté du Préfet de police, en date du 26 mai 1924, est annulé en tant qu'il ordonne la fermeture au public des établissements exploités par les brocanteurs.

ART. 3. — Le surplus des conclusions des requêtes susvisées est rejeté.

ART. 4. — Expédition de la présente décision sera transmise au Ministre du Travail.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE DES REQUÊTES).

Arrêt du 3 décembre 1924.

MALADIES PROFESSIONNELLES. — LOI DU 25 OCTOBRE 1919 (ART. 5).
DÉLAI LÉGAL POUR LA DÉCLARATION DE LA MALADIE.

LA COUR.

Oùï M. le Conseiller J. Bonnet en son rapport, et M^e Mihura, avocat du pourvoi, en ses observations, et M. l'Avocat général Wattinne en ses conclusions;

Sur le moyen pris de la violation de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898 et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 et fausses applications de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919;

Attendu que la dame Brochet, ouvrière à la Société des accumulateurs Fulmen, a dû cesser de paraître à son atelier le 2 février 1922 parce qu'elle souffrait de saturnisme avec coliques de plomb, maladie causée par l'exercice habituel de son travail;

Attendu qu'à la date du 27 du même mois seulement elle a fait la déclaration prescrite par la loi du 25 octobre 1919, qu'elle a cité la société devant le juge de paix de Clichy en payement du demi-salaire auquel elle prétendait avoir droit;

Attendu que sa demande a été rejetée, avec raison; qu'en effet, si la loi du 25 octobre 1919 a étendu aux maladies professionnelles, causées par le travail journalier, le principe de la responsabilité patronale, consacré par la loi du 9 avril 1898, la victime doit, aux termes de l'article 5, déclarer à la mairie la maladie dont elle est atteinte, dans les quinze jours de la cessation du travail et joindre à cette déclaration un certificat médical indiquant la nature de la maladie et ses suites probables;

Attendu qu'à l'appui des sa déclaration la dame Brochet a déposé un certificat du docteur Lacroix, constatant que la victime était atteinte d'intoxication saturnine avec coliques de plomb, maladie résultant, aux termes de la loi, de l'exercice habituel de sa profession;

Que le pourvoi ne saurait donc prétendre que la maladie résulterait d'un

accident du travail et par suite que sa demande est opposée à la règle posée par l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919 :

Attendu, dès lors, que la décision attaquée, qui est motivée, a fait une exacte application de la loi ;

Par ces motifs,

REJETTE la requête.

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CRIMINELLE).

Arrêt du 28 mars 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, ORDONNANT LA FERMETURE AU PUBLIC D'UNE CATÉGORIE D'ÉTABLISSEMENTS PENDANT LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE. — OBLIGATION, POUR LE JUGE DE SIMPLE POLICE, DE SE PRONONCER SUR LA LÉGALITÉ DE L'ARRÊTÉ SI ELLE EST MISE EN CAUSE PAR LE DÉFENDEUR, SANS QU'IL Y AIT À CONSIDÉRER SI CE DERNIER A, OU NON, DÉFÉRÉ L'ARRÊTÉ AU CONSEIL D'ÉTAT PAR VOIE DE POURVOI, UN POURVOI DE CET ORDRE N'AYANT, AU SURPLUS, AUCUN CARACTÈRE SUSPENSIF.

LA COUR.

Oùï M. le Conseiller Georges Lecherbonnier, en son rapport, M^e Dambeza, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions ;

Sur le moyen, pris de la violation et fausse application de l'article 471, n° 15, du Code pénal, de l'arrêté de M. le Préfet de la Loire, du 11 octobre 1924, de la loi du 29 décembre 1923 constituant l'article 43 *a* du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, et de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a condamné le demandeur pour prétendue infraction à un arrêté préfectoral, dont il prétendait démontrer l'illégalité, par l'unique motif qu'il n'avait pas exprimé sa volonté de déférer ledit arrêté au Conseil d'État pour excès de pouvoir, ce qui aurait eu pour conséquence de suspendre toutes poursuites jusqu'à ce que cette Haute Assemblée eût statué sur la question préjudicielle d'excès de pouvoir et d'abus ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que c'est seulement s'il a été contrevenu à un règlement légalement fait que la sanction pénale prévue par la loi est encourue ;

Que le juge a donc le droit et le devoir de rechercher si les dispositions de l'arrêté dont l'application est requise rentrent dans le pouvoir de l'au-

torité qui les a édictées et si elles sont conformes aux conditions imposées par la loi à cette autorité;

Que, d'autre part, les recours formés devant le Conseil d'État contre les décisions des autorités administratives ne sont pas, en principe, suspensifs;

Attendu qu'Ollier était poursuivi pour avoir contrevenu, le 24 novembre 1924, à un arrêté du préfet de la Loire pris en vertu de l'article 43 *a* du Code du travail, et qui ordonne dans certaines communes de ce département la fermeture des boucheries, charcuteries, etc., pendant la journée du lundi;

Qu'il a été condamné pour infraction à cet arrêté;

Mais attendu qu'Ollier soutenait, dans des conclusions écrites, que l'arrêté dont il s'agit était intervenu sans que le préfet eût été, conformément à l'article 43 *a* susvisé, saisi d'une demande des intéressés à la suite d'un accord conclu à cet effet entre les syndicats de patrons et d'ouvriers de cette corporation;

Que, néanmoins, le juge de police a prononcé une condamnation, en se bornant à déclarer que si le prévenu estimait que l'arrêté était illégal, il n'avait qu'à saisir le Conseil d'État, ce qui aurait suspendu la poursuite;

Attendu qu'en statuant ainsi, le jugement a violé les textes visés au moyen et que la condamnation manque de base légale;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Saint-Étienne, en date du 8 janvier 1925, et, pour être statué à nouveau conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Roanne, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Arrêt du 1^{er} mai 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARRÊTÉ PRÉFECTORAL PRIS EN EXÉCUTION DE L'ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL, ORDONNANT LA FERMETURE AU PUBLIC DES CHARCUTERIES PENDANT LE REPOS COLLECTIF LE VENDREDI ET INTERDISANT LA VENTE DE LA VIANDE DE PORC BRUTE OU TRAVAILLÉE, LE VENDREDI, DANS QUELQUE ÉTABLISSEMENT QUE CE SOIT. — VENTE DE VIANDE DE PORC, UN VENDREDI, PAR UN ÉPICIER MARCHAND DE COMESTIBLES. — INFRACTION.

LA COUR.

Où M. le Conseiller Payssonie, en son rapport, M. l'avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions;

Vu la requête à l'appui du pourvoi ;

Sur le moyen unique, pris de la violation, par refus d'application des articles 43, livre II du Code du travail, modifié par la loi du 29 décembre 1923, 1^{er} de l'arrêté du préfet de la Dordogne, du 26 septembre 1924, et 471. n° 15, du Code pénal, en ce que le tribunal de simple police a rendu en faveur du sieur Gatineau une décision de relaxe, bien qu'il fût constaté par un procès-verbal régulier et qu'il ne fût pas dénié que le vendredi 5 décembre 1924, il avait contrevenu à l'article 1^{er} dudit arrêté en vendant de la viande de porc dans son magasin d'épicerie, alors que cette vente est interdite le vendredi dans quelque établissement que ce soit ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que l'article 43 *a* du livre II du Code du travail confère aux préfets la faculté d'ordonner par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région pendant toute la durée du repos hebdomadaire ;

Attendu que cette disposition est générale, et que la mesure prescrite s'applique aux divers établissements de la profession, quels qu'ils soient ; qu'en conséquence, l'exercice de cette profession, dans certains établissements mixtes, pendant le jour fixé pour la fermeture, ne saurait se poursuivre sans entraîner une concurrence préjudiciable à ceux qui observent la règle commune ;

Attendu qu'un arrêté du préfet de la Dordogne, en date du 24 septembre 1924, prescrit qu'à partir du 5 octobre 1924, les charcuteries de la ville de Périgueux seront fermées au public pendant le repos collectif, le vendredi ; qu'il est, en outre, spécifié que la vente de la viande de porc brute ou travaillée sera interdite le vendredi, dans quelque établissement que ce soit ;

Attendu qu'il est constaté par un procès-verbal du commissaire de police, visé au jugement attaqué, que Gatineau, épicier et marchand de comestibles à Périgueux, a contrevenu à cet arrêté légalement pris, pour avoir mis à l'étalage, le vendredi 5 décembre 1924, de la viande de porc, et en avoir vendu à diverses personnes ;

Attendu que vainement Gatineau objectait que son magasin est une épicerie où il ne vend que temporairement de la charcuterie ;

Attendu que, d'après les prescriptions de l'arrêté préfectoral, la vente de viande de porc est interdite le vendredi dans quelque établissement que ce soit où la profession est exercée ;

Qu'en refusant, dans les circonstances susénoncées, de faire application dudit arrêté, le jugement attaqué a violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Périgueux du 28 février 1925, qui a relaxé Gatineau, et pour être statué à nouveau

conformément à la loi, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Bergerac, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Arrêt du 8 mai 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — PHARMACIES. — REPOS PAR ROULEMENT DE DROIT.
— APPLICABILITÉ DE L'ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL
(FERMETURE AU PUBLIC) QUEL QUE SOIT LE MODE D'ORGANISATION DU
REPOS HEBDOMADAIRE.

LA COUR.

Où M. le Conseiller Paillot, en son rapport, Mes Masson et Balliman, avocats, en leurs observations, M. Mornet, avocat général, en ses conclusions ;

Sur le moyen unique, pris de la violation des articles 43 *a* du livre II du Code du travail, et 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que le jugement attaqué a décidé que l'arrêté préfectoral du 5 septembre 1924 ne pouvait ordonner la fermeture des pharmacies, sous prétexte que l'article 38 du livre II du même Code réservait, en toute hypothèse, aux pharmaciens, le droit d'ouvrir leurs établissements, alors que l'article 43 *a*, en vertu duquel a été pris l'arrêté, prévoit pour le préfet la faculté d'ordonner, sous certaines conditions, la fermeture au public de tous les établissements d'une profession quelconque, pendant la durée du repos hebdomadaire ;

Vu lesdits articles ;

Attendu que si, aux termes de l'article 38 du livre II du Code du travail, les pharmaciens sont admis de plein droit à donner à leur personnel le repos hebdomadaire par roulement, l'article 43 *a*, qui a été incorporé à ce livre par la loi du 29 décembre 1923, édicte que « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats ouvriers et patronaux d'une profession et d'une région déterminées, sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel, suivant un des modes visés aux articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture au public des établissements de la profession et de la région, pendant toute la durée du repos » ;

Attendu que cette disposition est générale, qu'elle ne comporte aucune distinction, et qu'elle s'applique à tous les établissements, quel que soit le mode d'organisation du repos hebdomadaire qui y soit pratiqué ;

Attendu, en conséquence, qu'en rejetant la demande de la Chambre syndicale des pharmaciens du département de la Seine, motif pris de ce que le Préfet de police ne pouvait valablement user du pouvoir que lui confère l'article 43 *a* du livre II du Code du travail qu'à l'égard des éta-

blissements où le repos par roulement n'est pas de droit, le jugement attaqué a violé les textes visés au moyen ;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du 9 janvier 1925 du tribunal de simple police de Courbevoie, mais seulement en ce qu'il a rejeté la demande de la Chambre syndicale des pharmaciens de la Seine, contre Pelletier, et, pour être statué à nouveau de ce chef, renvoie la cause et les parties devant le tribunal de simple police de Versailles, canton Nord, à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Arrêt du 14 mai 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE PAR VOIE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL, APRÈS ACCORD ET SUR DEMANDE DES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS DE LA PROFESSION. — N'EST PAS CONFORME AUX EXIGENCES LÉGALES L'ACCORD INTERVENU ENTRE LES SYNDICATS DES PATRONS BIJOUTIERS ET LE SYNDICAT DES COMMIS ET COMPTABLES DE BORDEAUX, CE DERNIER N'ÉTANT PAS COMPOSÉ DES OUVRIERS ET EMPLOYÉS BIJOUTIERS DE CETTE VILLE.

Sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Bordeaux, en cassation des jugements rendus le 3 avril 1925 par ledit tribunal, qui ont relaxé Joyaux (Eugène), Baron (Léon), Larrère (Émile), Mallet (Delphine), femme Bruneau, Confoulin (Raoul), Sussat (Cécile), Ducas (Joseph), prévenus d'infraction à un arrêté préfectoral sur le repos hebdomadaire,

LA COUR.

Où M. le Conseiller Rome, en son rapport, et M. l'avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions ;

Vu la connexité, joint les causes, et statuant par un seul et même arrêt ;

Sur le moyen commun aux différents pourvois, pris de la violation de l'article 43 *a* du livre II du Code du travail, et de la loi du 29 décembre 1923, en ce que le jugement a décidé que l'accord aurait dû intervenir entre les syndicats de patrons et celui des ouvriers et employés de la même catégorie ;

Attendu qu'il résulte des jugements attaqués « qu'à la suite d'un accord intervenu entre les syndicats patronaux et le syndicat dit Union des commis et comptables de Bordeaux, le préfet de la Gironde a pris le 12 jan-

vier 1925 une arrêté dont l'article 1^{er} est ainsi libellé : « A partir du 18 janvier 1925, les magasins des bijoutiers, joailliers, horlogers, orfèvres, graveurs et industries qui s'y rattachent existant à Bordeaux seront fermés au public le dimanche, jour fixé pour le repos hebdomadaire du personnel » :

Attendu que des procès-verbaux constatent que Joyeux, Baron, Larrère, Mallet, femme Bruneau, Confoulin, Sussat et Ducas ont laissé ouverts leurs magasins de bijoutiers ou de graveurs dans la journée du 18 janvier 1925 ;

Attendu que le tribunal de simple police devant lequel ils étaient poursuivis a décidé qu'aux termes de la loi, l'accord aurait dû intervenir entre le syndicat des patrons et celui des ouvriers et employés de la même catégorie, que le syndicat dit Union des commis et comptables de Bordeaux n'est nullement composé des ouvriers bijoutiers, joailliers, etc., de cette ville, et qu'en conséquence, l'accord constaté par l'arrêté n'est pas conforme aux exigences légales ;

Attendu qu'en statuant ainsi, le juge de police n'a commis aucune violation de la loi ;

Qu'en effet, l'accord nécessaire pour autoriser le préfet à ordonner la fermeture des établissements d'une profession déterminée doit intervenir entre les syndicats de patrons et les syndicats d'ouvriers et d'employés appartenant les uns et les autres à cette profession ;

Que, d'après les constatations souveraines du jugement ci-dessus reproduit, il n'en est pas ainsi dans l'espèce ;

Et attendu que le jugement est régulier ;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi...

Arrêt du 16 juillet 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 a DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE PAR VOIE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL, APRÈS ACCORD ET SUR DEMANDE DES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS DE LA PROFESSION. — SONT SOUMIS À CES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES LES MARCHANDS FORAINS QUI VENDENT DES MARCHANDISES RELEVANT DE PROFESSIONS DANS LESQUELLES UN ACCORD EST INTERVENU ENTRE LES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS.

Sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Limoges, en cassation d'un jugement rendu le 25 mars 1925 par ce tribunal, dans la cause d'entre le susdit ministère public et Chassagard (Charles) et autres.

LA COUR.

Où M. le Conseiller Courtin, en son rapport, M^e Hannotin, avocat à la Cour, en ses observations, et M. Bloch-Laroque, avocat général, en ses conclusions ;

Statuant sur le pourvoi du ministère public près le tribunal de simple police de Limoges contre un jugement rendu le 25 mars 1925 par ce tribunal, qui a relaxé Chassagard (Charles), Andrieux (Jean), Moreau (Jean), Chazaud (Marcel), Robolydas (Alexandre), Frugier (Georges), Dupetit (Arsène), Lagasne (André) et Charbonniaud (Anne), épouse Demarty, poursuivis pour infraction à un arrêté préfectoral prescrivant la fermeture dans la ville de Limoges, le dimanche, des établissements où s'effectuait la vente de vêtements ou de chaussures.

Sur le moyen, pris de la violation de l'article 43 *a* du livre II du Code du travail, en ce que, pour déclarer non opposable à des marchands forains vendant des vêtements et des chaussures, un arrêté préfectoral qui prescrivait la fermeture au public des établissements de ces professions, le dimanche, le jugement attaqué s'est fondé sur ce que la profession de marchand forain était distincte de celle de marchand sédentaire ;

Vu ledit article ;

Attendu, d'une part, que ce texte dispose que « lorsqu'un accord sera intervenu entre les syndicats patronaux et ouvriers d'une profession et d'une région déterminée sur les conditions dans lesquelles le repos hebdomadaire sera donné au personnel, suivant l'un des modes déterminés aux articles précédents, le préfet du département pourra, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, ordonner la fermeture des établissements de la profession et de la région pendant toute la durée du repos » ;

Attendu, d'autre part, que la constatation que des commerçants sont, les uns forains, les autres sédentaires, établit seulement qu'ils exercent leur profession d'une façon différente, mais qu'on n'en saurait déduire qu'ils appartiennent à des professions distinctes, alors qu'ils vendent les uns et les autres des marchandises de même espèce ;

Attendu que, par un arrêté, en date du 6 décembre 1924, pris en exécution du texte de loi précité, le préfet du département de la Haute-Vienne a prescrit la fermeture au public, dans toute l'étendue de la ville de Limoges, pendant la journée du dimanche, des établissements sédentaires ou forains où s'effectuait la vente au détail de vêtements ou de chaussures ;

Qu'il est énoncé dans le jugement attaqué que ledit arrêté a été pris après accords, d'une part, entre le syndicat patronal des marchands tailleurs et le syndicat des employés du vêtement et, d'autre part, entre le syndicat patronal des marchands de chaussures et le syndicat général des employés de commerce, d'industrie et de bureau des deux sexes de la ville de Limoges ;

Attendu, en fait, que neuf marchands forains poursuivis devant le tri-

bunal de simple police de Limoges pour avoir contrevenu à l'arrêté préfectoral ci-dessus mentionné en mettant en vente, postérieurement à sa publication, un dimanche, des vêtements et des chaussures, ont été relaxés par le juge de police par le motif que la profession qu'ils exerçaient était distincte de celle des marchands sédentaires dont les syndicats avaient été seuls consultés et que, la procédure prévue par l'article 43 *a* du livre II du Code du travail n'ayant pas été suivie à leur égard, l'arrêté intervenu ne leur était pas opposable;

Que, pour écarter toute assimilation entre les marchands sédentaires et les marchands forains le juge de police déclare que ces derniers travaillent seuls ou avec l'aide de leur famille; que les marchandises qu'ils vendent sont d'une nature particulière, achetées en solde dans les grands magasins et le plus souvent démodées; qu'enfin, ils ont pour clientèle des cultivateurs qui ne disposent que de la matinée du dimanche pour faire leurs achats;

Mais, attendu que ces considérations sont indifférentes, alors qu'il est constaté que les prévenus vendaient des vêtements et des chaussures et qu'un accord était intervenu entre les syndicats patronaux et les syndicats ouvriers de ces professions;

D'où il suit qu'en se fondant sur le seul motif ci-dessus relaté pour refuser de faire application aux prévenus de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 1924, le juge de police n'a pas donné une base légale à sa décision et a violé le texte de loi visé au moyen;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Limoges du 25 mars 1925, et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et les prévenus devant le tribunal de simple police de Saint-Yriex à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Arrêt du 17 juillet 1925.

REPOS HEBDOMADAIRE. — ARTICLE 43 *a* DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL. — FERMETURE DES ÉTABLISSEMENTS AU PUBLIC PENDANT LA DURÉE DU REPOS HEBDOMADAIRE PAR VOIE D'ARRÊTÉ PRÉFECTORAL, APRÈS ACCORD ET SUR DEMANDE DES SYNDICATS PATRONAUX ET OUVRIERS DE LA PROFESSION. — SONT SOUMIS À CES DISPOSITIONS RÉGLEMENTAIRES LES MARCHANDS DE LA PROFESSION, BIEN QUE N'OCCUPANT AUCUN PERSONNEL. — ACTION EN DOMMAGES-INTÉRÊTS DES SYNDICATS PROFESSIONNELS.

Sur les pourvois de la Chambre syndicale de l'ameublement, du Syndicat d'initiative du faubourg Saint-Antoine, de la Chambre syndicale patronale

de l'ameublement de la Chambre syndicale des négociants en meubles de Paris et du département de la Seine et de la Chambre syndicale des employés de la région parisienne, en cassation d'un jugement rendu le 26 février 1925 par le tribunal correctionnel de la Seine qui, dans une poursuite exercée contre Brossard (Gaston), pour infraction à l'arrêté du Préfet de police du 26 mai 1924, prescrivant la fermeture, le dimanche, dans toute l'étendue du département de la Seine, des établissements vendant des meubles, a déclaré l'action publique éteinte par l'effet de la loi d'amnistie du 3 janvier 1925 et, statuant sur l'action civile, a déclaré les parties civiles mal fondées en leur demande de dommages-intérêts, par le motif que le prévenu n'occupait aucun personnel dans son établissement et échappait, par suite, aux dispositions de loi relatives au repos hebdomadaire.

LA COUR.

Où M. le Conseiller Courtin, en son rapport, M^{es} Coche, Hersant et Chassagnade-Belmin, avocats à la Cour, en leurs observations, et M. Bloch-Larroque, avocat général, en ses conclusions;

Joint les pourvois à raison de la connexité et statuant par un seul et même arrêt;

Sur le moyen, pris de la violation de l'article 43 *a* du livre II du Code du travail et de l'arrêté du Préfet de police du 26 mai 1924, en ce que le jugement attaqué, pour affranchir Brossard de l'obligation de fermer son établissement le dimanche, s'est fondé sur ce que le prévenu n'occupait aucun personnel, alors que les textes susvisés excluaient toute distinction entre les établissements qui occupent du personnel et ceux qui n'en occupent pas;

Vu l'article unique de la loi du 29 décembre 1923, codifié sous l'article 43 *a* du livre II du Code du travail;

Attendu que ce texte de loi confère aux préfets la faculté d'ordonner, par arrêté, sur la demande des syndicats intéressés, la fermeture au public des établissements d'une profession et d'une région déterminée pendant toute la durée du repos hebdomadaire;

Attendu que cette disposition est générale; que la mesure prescrite s'applique à tous les établissements de la profession et de la région quels qu'ils soient; qu'il est prétendu par le défendeur que les établissements qui n'occupent aucun personnel, échapperaient sans aucune distinction à l'application de toutes les dispositions de loi relatives au repos hebdomadaire;

Mais, attendu que la loi du 29 décembre 1923 détermine nettement les conditions et les effets de la mesure qu'elle prévoit; qu'après en avoir subordonné l'application à un accord préalable entre les syndicats patronaux et ouvriers de la profession intéressée elle confère au préfet, lorsqu'un tel accord s'est réalisé, le pouvoir d'ordonner par arrêté la fermeture des établissements de cette profession pendant la durée du repos hebdomadaire; d'où il suit que, sous la seule condition que la procédure instituée par

ladite loi ait été appliquée à leur profession, les établissements qui n'occupent aucun personnel, aussi bien que ceux qui en occupent, sont assujettis à la mesure prescrite, et que l'exercice de la profession ne saurait se poursuivre dans un établissement quelconque, pendant le jour fixé pour la fermeture, sans entraîner une concurrence préjudiciable à ceux qui observent la règle commune et sans tomber sous les sanctions que la loi édicte à l'égard de ceux qui ont contrevenu aux règlements légalement faits par l'autorité administrative;

Attendu que l'arrêté du préfet de police du 26 mai 1924 prescrit la fermeture au public pendant toute la journée du dimanche, dans toute l'étendue du département de la Seine, des établissements, parties d'établissement et leurs dépendances vendant l'ameublement de quelque nature qu'il soit; qu'il résulte des énonciations du jugement attaqué que Brossard, marchand de meubles à Paris, a maintenu son établissement ouvert au public le dimanche 10 août 1924; qu'en se fondant sur les motifs ci-dessus relatés pour refuser de faire application dudit arrêté, le juge de paix n'a pas donné une base légale à sa décision, et a violé les textes visés au moyen:

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal correctionnel de la Seine du 26 février 1925, dans les dispositions par lesquelles il a déclaré les parties civiles mal fondées en leur demande de dommages-intérêts contre Brossard, et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, sur l'action civile, renvoie la cause et les parties devant le tribunal correctionnel de Versailles à ce désigné par délibération spéciale prise en la chambre du conseil.

Arrêt du 23 octobre 1925.

PROCÈS-VERBAL. — FOI DUE. — INFRACTION À L'ARTICLE 20 DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL (TRAVAIL DE NUIT DANS LA BOULANGERIE). — PROCÈS-VERBAL NE MENTIONNANT PAS LES NOMS DES OUVRIERS OCCUPÉS LA NUIT NI LES QUESTIONS QUI AURAIENT PU AMENER LEUR AVEU SUR LE POINT DE SAVOIR S'ILS ÉTAIENT SALARIÉS. — RELAXE FONDÉE SUR CETTE PRÉTENDUE INSUFFISANCE DE CONSTATATION ET SUR LES ALLÉGATIONS DU PRÉVENU. — CASSATION.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Rome, en son rapport, M^e Talamon, avocat, en ses observations, et M. l'avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions;

Vu la requête produite par l'officier du ministère public près le tribunal de simple police de Saint-Étienne, à l'appui de son pourvoi;

Sur le moyen, pris de la violation des articles 154 du Code d'instruction criminelle, 20 et 107 du livre II du Code du travail;

Vu lesdits articles;

Attendu que Richard était prévenu de contravention à l'article 20 du livre II du Code du travail, pour avoir employé des ouvriers à la fabrication du pain entre 10 heures du soir et 4 heures du matin;

Attendu que ce fait est constaté par un procès-verbal régulièrement dressé par l'inspecteur départemental du département de la Loire, et faisant foi jusqu'à preuve contraire;

Attendu que ce procès-verbal n'a pas été débattu par ladite preuve et que, pour relaxer le prévenu, le jugement s'est fondé à la fois sur les allégations du prévenu et sur une prétendue insuffisance des constatations du procès-verbal;

Attendu que c'est à tort que le tribunal considère que le procès-verbal n'indiquerait ni les noms des six ouvriers occupés au travail de nuit, ni les questions qui auraient pu amener leur aveu sur le point de savoir s'ils touchaient des salaires; que de pareilles mentions ne sont pas exigées par la loi;

D'où il suit, qu'en relaxant le prévenu, le jugement a violé les textes visés au moyen;

CASSE...

Arrêt du 23 octobre 1925.

GÉRANTS DE SUCCURSALES. — CAUTIONNEMENTS : *a.* LES GÉRANTS ONT LE CARACTÈRE D'EMPLOYÉS POUR L'APPLICATION DES ARTICLES 32 *a* ET SUIVANTS DU LIVRE I^{er} DU CODE DU TRAVAIL; *b.* LES SOMMES DÉPOSÉES PAR LES GÉRANTS EN GARANTIE DE LEUR GESTION CONSTITUENT DES CAUTIONNEMENTS ET NE PEUVENT ÊTRE CONSERVÉS PAR L'ENTREPRISE MÊME SOUS LA FORME D'OUVERTURE D'UN COMPTE COURANT AU NOM DU GÉRANT EN CAUSE.

LA COUR,

Sur le premier moyen, pris de la violation de l'article 1134 du Code civil, et des articles 32 *a* et 32 *d* et 99 *b* du livre I^{er} du Code du travail, ainsi que de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêt attaqué rend applicables les dispositions du Code du travail, relatives aux cautionnements des employés, aux gérants de succursales d'une société et alors qu'il résulte des énonciations mêmes de l'arrêt que ces gérants, s'ils reçoivent les instructions de la société, lui fournissent des comptes et subissent son contrôle, n'en ont pas moins l'administration et la direction

effective de la succursale à la tête de laquelle ils sont placés, et qu'ils ne sauraient, dès lors, être considérés comme des employés au sens des articles précités du Code du travail :

Attendu que l'inspecteur départemental du Puy-de-Dôme a dressé procès-verbal à Deffradas pour contravention à l'article 32 *a* du livre I^{er} du Code du travail ; que ce dernier a été traduit pour ce fait devant le tribunal de police correctionnelle et que, par arrêt, en date du 25 mars 1925, il a été condamné à 50 francs d'amende ;

Attendu que l'arrêté attaqué énonce que l'inspecteur départemental a invité Deffradas, administrateur délégué de la Société des économats du Centre, à lui représenter le registre sur lequel doivent être mentionnées les sommes que se fait verser la société par les gérants de succursales à titre de cautionnement, ainsi que les certificats constatant le dépôt de ces cautionnements dans une caisse publique ;

Que Deffradas n'a pas pu représenter ces documents, alléguant qu'il n'était tenu à l'accomplissement des formalités édictées par la loi qu'à l'égard des ouvriers et employés de la société, mais point au regard des gérants qui n'étaient pas visés par l'article 32 *a* précité ;

Qu'il soutenait, d'autre part, que les gérants n'étant rattachés à la société par aucun lien de subordination ou de dépendance, ne devaient pas être considérés comme des employés ;

Attendu, il est vrai, qu'on ne saurait assimiler à des employés, pour l'application des dispositions relatives au repos hebdomadaire, les gérants qui ont, comme dans l'espèce, la libre administration de leur succursale, qui choisissent eux-mêmes le personnel utile à leur magasin et qui ne sont rémunérés que par des remises sur les ventes qu'ils effectuent ;

Mais attendu que le législateur, en prescrivant à tous les commerçants et industriels de verser dans une caisse publique les fonds qui leur sont remis obligatoirement à titre de cautionnement, a eu pour but de sauvegarder les intérêts de tous ceux qui, à un titre quelconque, engagent leurs services et de les protéger contre les risques qu'ils pourraient courir du fait des employeurs ;

Attendu que cette protection s'étend par conséquent aux gérants de la société, qui sont astreints à l'obligation de fournir un cautionnement et que dès lors ils doivent être considérés comme des employés au sens de l'article 32 *a* précité ;

Attendu qu'en décidant ainsi, l'arrêt attaqué a donné de la loi une exacte interprétation et que le moyen ne saurait être accueilli ;

Sur le second moyen, pris de la violation de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810 pour manque de base légale, violation des textes visés au premier moyen, des articles 1117 et 1134 du Code civil et des principes en matière de dépôt et de compte courant, en ce que l'arrêt considère comme un dépôt un placement de fonds en compte courant et qu'il ne

résulte nullement des énonciations dudit arrêt que les parties aient entendu dissimuler la nature du contrat ou que l'une d'elles ait été l'objet d'une véritable contrainte;

Attendu qu'il résulte de l'arrêt attaqué que pour obtenir la gestion d'une succursale les époux Picard-Martin ont dû verser une somme de 3,000 francs que la société avait le droit d'utiliser comme roulement de fonds;

Attendu que ladite société soutient que cette somme remise en compte courant constituait de la part des gérants un dépôt volontaire et librement consenti;

Mais attendu que l'arrêt constate qu'aux termes de l'article 12 du contrat qui lie les parties, cette remise a été imposée par la société;

Attendu qu'en l'état de ces constatations souveraines, la Cour a pu, sans dénaturer les clauses du contrat, décider que les sommes versées par les gérants l'étaient à titre de cautionnement;

Qu'ainsi, le moyen n'est pas fondé;

Et attendu que l'arrêt est régulier;

REJETTE le pourvoi...

Arrêt du 29 octobre 1925.

DURÉE DU TRAVAIL DANS LES MINES. — DÉPASSEMENT. — DÉFAUT DE PREUVE QUE LES OUVRIERS ÉTAIENT RESTÉS AU FOND EN VUE DE PRÊTER ASSISTANCE À CAUSE D'UN ACCIDENT OU POUR PARER À UN DANGER EXISTANT OU IMMINENT (ART. 164 b DU LIVRE II DU CODE DU TRAVAIL). — CONTRAVENTION ÉTABLIE. — REJET.

LA COUR,

Sur le moyen unique du pourvoi pris de la violation de l'article 164 b du Code du travail et de l'article 163 du Code d'instruction criminelle pour défaut de motifs, en ce que le jugement attaqué a condamné le demandeur à cinq amendes d'un franc chacune et aux dépens pour avoir fait travailler plus de huit heures les ouvriers Cloquet, Dubois, Mozo, Guichery et Marcelet sans répondre aux conclusions dont le tribunal de simple police était saisi et qui articulaient : 1° que les quatre premiers de ces ouvriers étaient restés au fond en vue de parer à un danger existant ou imminent; 2° que le cinquième était resté exceptionnellement et de son initiative personnelle;

Attendu qu'il ne peut être fait grief à un jugement de n'avoir pas répondu à des conclusions que s'il est juridiquement constaté par le tribunal qu'il a été mis en demeure de le faire;

Attendu que les conclusions jointes au dossier et qui figurent à l'inventaire du pourvoi sous le n° 3 ne sont signées ni du prévenu ni de son défenseur; qu'elles ne portent pas le visa du juge de simple police et qu'il n'en existe aucune trace soit dans les qualités, soit dans les motifs du jugement attaqué;

Qu'il n'est pas établi que le juge en ait été saisi;

Attendu, en surplus, qu'il a été répondu au moyen pris de ce que l'ouvrier Marcelet était resté dans la mine au delà des huit heures réglementaires; qu'en effet, le jugement attaqué déclare que les ouvriers étaient parfois autorisés à prolonger leur travail pour récupérer des journées perdues et que cette circonstance ne faisait pas disparaître la contravention relevée à la charge des patrons;

Attendu, en outre, que s'il a été allégué devant le juge que les quatre autres ouvriers étaient restés au fond en vue de parer à un danger existant ou imminent, il n'a été formulé sur ce point de fait aucune offre de preuve; que le prévenu s'est borné à conclure à être relaxé de la poursuite; qu'il suit de là que le jugement attaqué a répondu à la prétention du demandeur en le déclarant coupable de la contravention relevée;

Qu'ainsi, il n'y a pas eu violation des textes visés au moyen, non plus que de l'article 7 de la loi du 20 avril 1810;

REJETTE le pourvoi...

Arrêt du 31 octobre 1925.

HYGIÈNE ET SÉCURITÉ DU TRAVAIL. — DÉCRET DU 10 JUILLET 1913.
ART. 6, § 3. — PRESCRIPTION MATÉRIELLE FORMULÉE PAR UN TEXTE PRÉCIS. — OBLIGATION POUR LE JUGE DE POLICE D'APPLIQUER LA SANCTION DE LA LOI À LA PRESCRIPTION INEXÉCUTÉE.

LA COUR,

Où M. le Conseiller Le Marc'hadour, en son rapport, et M. Mornet, avocat général, en ses conclusions;

Sur la recevabilité du pourvoi :

Attendu que la mission confiée à l'expert ne se borne pas à une simple mesure préparatoire de nature à éclairer le juge sur la question de fait; qu'elle laisse, au contraire, préjuger quelle pourra être la décision définitive du juge suivant les réponses qui seront faites aux questions posées; que, dans ces circonstances, le jugement attaqué présente le caractère d'un jugement interlocutoire contre lequel le pourvoi est recevable avant le jugement définitif;

Sur le moyen pris de la violation, par défaut d'application, des articles 6 du décret du 10 juillet 1913, 67 du décret du 28 novembre 1912, 1^{er} de la loi du 26 novembre 1912, 471, § 15, du Code pénal;

Vu lesdits articles;

Attendu que l'article 6 du décret du 10 juillet 1913, pris en exécution de l'article 67 du livre II du Code du travail, est ainsi conçu dans son paragraphe 3 : « Pour les poussières déterminées par les meules... et tous autres appareils mécaniques, il sera installé, autour des appareils, des tambours en communication avec une ventilation aspirante énergique »;

Attendu que l'inspecteur du travail a constaté, au cours d'une visite qu'il a faite le 17 avril 1925 dans la fabrique de formes en bois pour chaussures appartenant à B... que les poussières déterminées par quatre tours en plein fonctionnement se répandaient abondamment et librement dans l'atelier où le personnel travaillait;

Attendu qu'il résulte, en outre, du procès-verbal, que B... avait été, le 23 mars 1923, par une mise en demeure consignée sur le registre spécial institué à cet effet, invité à mettre, dans un délai de trois mois, chacun de ses tours en communication directe avec une ventilation aspirante énergique; qu'à la date du procès-verbal, 17 avril 1925, cette mise en demeure n'avait été suivie d'aucun effet;

Attendu que B... ayant été poursuivi à raison de ce fait, le tribunal de simple police de Marseille a ordonné, avant faire droit, une expertise aux fins « d'examiner le fonctionnement actuel de l'outillage, voir comment le décret du 10 juillet 1913 (art. 6) est appliqué, dire si la ventilation est suffisante, si, par contre, le système préconisé par l'inspecteur du travail est plus conforme à l'exécution stricte de la loi ou si, comme le prétend le prévenu, il est d'une application impossible à son genre d'industrie »;

Attendu que, s'il appartient au juge de police d'apprécier l'exception tirée par le prévenu de l'impossibilité où il se serait trouvé de satisfaire aux exigences de la loi, faute par lui d'avoir pu réaliser un appareil protecteur répondant aux conditions posées, il n'en est plus de même lorsqu'un texte précis, tel que celui de l'article 6, § 3. du décret du 10 juillet 1913, formule une prescription matérielle déterminée, comme l'est celle d'entourer les appareils d'un tambour en communication avec une ventilation aspirante énergique; qu'une fois constatée par lui l'absence de l'organe protecteur exigé, le juge de police est sans droit pour refuser la sanction de la loi à la prescription inexécutée;

Par ces motifs,

CASSE ET ANNULE le jugement du tribunal de simple police de Marseille du 6 juillet 1925, et, pour être statué à nouveau, conformément à la loi, renvoie la cause et le prévenu devant le tribunal de simple police d'Aix à ce désigné par délibération spéciale en chambre du conseil.

Arrêt du 21 novembre 1925.

JOURNÉE DE HUIT HEURES DANS LES SALONS DE COIFFURE. — DÉCRET DU 26 AOÛT 1920. — HORAIRE PRÉVOYANT DEUX HEURES DE REPOS PAR ROULEMENT SANS FIXER LES HEURES AUXQUELLES DEVAIT COMMENCER ET FINIR CHAQUE JOURNÉE DE TRAVAIL ET DE REPOS. — EMPLOI D'OUVRIERS SELON UN TEL HORAIRE, NON CONFORME AUX PRESCRIPTIONS RÉGLEMENTAIRES. — INFRACTION À LA LOI.

LA COUR,

Oui M. le Conseiller Émile Bourdon, en son rapport, M^e Balliman, avocat à la Cour, en ses observations, et M. l'avocat général Bloch-Laroque, en ses conclusions ;

Sur le moyen unique du pourvoi, pris de la violation des articles 6 et suivants du chapitre II, titre I^{er}, 165 et 166 du chapitre IV, titre IV, livre II du Code du travail, 7 de la loi du 20 avril 1810, en ce que l'arrêté attaqué a prononcé une condamnation contre un coiffeur pour le motif qu'il occupait ses ouvriers à des heures prohibées, sans constater que la durée des heures de travail desdits ouvriers excédait la durée légale du travail ;

Attendu que du procès-verbal, base de la poursuite, il résulte que l'inspecteur du travail a trouvé à 13 heures, chez le coiffeur Nadot, trois ouvriers présents, et que, d'autre part, l'horaire affiché dans le salon de coiffure se bornait à indiquer que le travail des ouvriers commençait à 8 heures et finissait à 19 heures avec deux heures de repos par roulement pour les cinq ouvriers occupés, mais qu'il ne fixait pas les heures auxquelles devait commencer et finir chaque période de travail et de repos ;

Attendu que si Nadot, aux termes de la citation qui lui a été donnée, n'a été inculqué que d'avoir occupé des ouvriers en dehors des heures fixées à l'horaire de travail affiché dans son établissement, il résulte des constatations du jugement, que l'arrêté attaqué a confirmé par adoption de motifs, que, devant le tribunal, Nadot a pris des conclusions aux termes desquelles il discutait, dans leur ensemble, les faits relevés par le procès-verbal ; que les premiers juges déclarent que, par l'effet du consentement du prévenu, ils se sont trouvés régulièrement saisis de toutes les infractions découlant des faits consignés au procès-verbal ; qu'en cet état, il a été retenu à la charge de Nadot, non pas comme il est prétendu au moyen, l'emploi d'ouvriers à des heures prohibées, mais bien l'infraction résultant de ce que le demandeur a occupé cinq ouvriers selon un horaire non conforme aux prescriptions du décret du 26 août 1920 qui porte qu'aucun employé ne peut être occupé que conformément aux indications d'un horaire précisant pour chaque journée, et éventuellement pour chaque semaine, la durée des heures de présence ou de travail et fixant les heures auxquelles commen-

cera et finira chaque période de présence ou de travail, en dehors desquelles aucun ouvrier ou employé ne pourra être occupé;

Attendu qu'en faisant application à Nadot, pour réprimer ladite infraction, des peines édictées par les articles 165 et 166 du Code du travail, l'arrêt attaqué n'a commis aucune violation de la loi et a donné une base légale à sa décision;

Par ces motifs,

REJETTE le pourvoi...

COUR DE CASSATION (CHAMBRE CIVILE).

Arrêt du 12 avril 1923.

LOUAGE DE SERVICES. — CONTRAT DE GÉRANCE. — SUBORDINATION DU GÉRANT. — COMPÉTENCE DES PRUD'HOMMES. — APPEL DES SENTENCES PRUD'HOMMALES.

LA COUR,

Statuant sur le pourvoi de la Société anonyme des Économats du Centre contre un jugement du tribunal civil de Saint-Étienne en date du 23 mai 1922;

Sur le premier moyen :

Attendu que devant le tribunal civil de Saint-Étienne, M^e Jaray, avoué, a conclu et M^e Clerc, avocat, a plaidé pour la Société des Économats du Centre, appelante d'une sentence prud'hommale, et que M^e Legriel, avocat, a conclu et plaidé pour les époux Magand-Cortial, intimés; que les deux parties ont été ainsi régulièrement représentées;

Attendu, en effet, que l'article 34 de la loi du 27 mars 1907 dispose que l'appel des sentences prud'hommales sera instruit et jugé comme en matière commerciale; qu'il ajoute que si les parties intéressées ne comparaissent pas en personne, elles ne peuvent être représentées que dans les conditions indiquées à l'article 26; qu'elles peuvent notamment se faire représenter et défendre devant le tribunal civil, soit par un avoué près le tribunal, soit par un avocat inscrit au barreau, sans qu'il soit besoin de procuration;

Attendu que cet article autorise la représentation des parties en cause devant le tribunal d'appel, conformément à la règle générale, sans exiger qu'elles soient absentes ou malades; que sa référence à l'article 26 a simplement pour but de limiter le choix des mandataires; que les juges ont

toujours le droit, s'ils désirent entendre les parties elles-mêmes, d'ordonner leur comparution personnelle ;

D'où il suit que le moyen n'est pas fondé :

Sur le deuxième moyen :

Attendu que par acte sous seings privés du 1^{er} avril 1921, le sieur Defradas, administrateur-délégué de la Société des Économats du Centre, a chargé les époux Magand-Cortial de la gestion d'un magasin d'épicerie à Saint-Étienne ; que ceux-ci l'ont appelé devant le conseil de prud'hommes de cette ville en résiliation du contrat et en paiement d'une somme de 1,950 francs, à titre de dommages-intérêts ; qu'il a soulevé une exception d'incompétence ;

Attendu que le jugement attaqué déclare qu'il résulte de l'acte du 1^{er} avril 1921 que les époux Magand-Cortial étaient tenus envers la société sus-nommée par un lien de subordination ; qu'elle leur imposait les marchandises qu'ils devaient vendre et les prix auxquels elles seraient vendues ; qu'elle leur interdisait tout autre commerce ; qu'elle se réservait de les faire inspecter ; qu'elle ne pouvait mettre fin au contrat qu'après un certain délai de prévenance ;

Attendu que, dans ces conditions, le jugement a pu décider que ce contrat, quoique qualifié mandat, était en réalité un louage de services et que, dès lors, le différend rentrait dans la compétence de la juridiction prud'homale ;

Sur le troisième moyen :

Attendu que l'acte du 1^{er} avril 1921 porte « qu'en ce qui concerne toute contestation sur le fond, les parties font attribution de juridiction au tribunal de commerce de Clermont-Ferrand » ; mais qu'à bon droit le jugement attaqué déclare cette clause inopérante :

Attendu, en effet, qu'aux termes de l'article 32 de la loi du 27 mars 1907, modifiée par celle du 3 juillet 1919, les conseils de prud'hommes sont seuls compétents pour connaître, en premier ou en dernier ressort, des différends entre patrons et employés, lorsque le montant de la demande ne dépasse pas 2,000 francs ; qu'en demandant la résiliation du contrat et une somme de 1,950 francs à titre de dommages-intérêts, les époux Magand-Cortial fixaient ainsi le montant du préjudice que leur causait l'inexécution du contrat ; que l'intérêt du litige était inférieur à 2,000 francs et que par suite la juridiction prud'homale était seule compétente pour en connaître ;

Par ces motifs.

REJETTE le pourvoi.

Arrêt du 27 mai 1925.

ALLOCATIONS FAMILIALES. — ACCIDENT DU TRAVAIL.
SALAIRE DE BASE.

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Vu l'article 10 de la loi du 9 avril 1898 ;

Attendu qu'aux termes de ce texte le salaire annuel servant de base à la fixation des rentes s'entend, pour l'ouvrier occupé dans l'entreprise pendant les douze mois avant l'accident, de la rémunération effective qui lui a été allouée pendant ce temps soit en argent, soit en nature ; que toutes les allocations stipulées à son profit dans le contrat de travail, lorsqu'elles ne sont pas le remboursement de dépenses mises à sa charge, ont le caractère de rémunération et, comme telles, participent du salaire annuel ;

Attendu que Busin, ouvrier au service de la Société des mines d'Aniche, étant décédé des suites d'un accident du travail, sa veuve a, dans l'instance en règlement de la rente légale, demandé à faire entrer dans la constitution du salaire annuel des allocations familiales touchées par son mari dans l'année antérieure à l'accident, en vertu des conventions conclues entre les représentants des compagnies minières et ceux des ouvriers mineurs ; que l'arrêt attaqué confirmant le jugement, a rejeté ce chef de demande par le motif que ces allocations accordées aux ouvriers uniquement « en considération de leurs charges de famille » sont « variables » et « peuvent même disparaître en cas de décès des enfants ou quand ils ont atteint un âge déterminé » ;

Mais attendu que ces modalités importent peu ; que, pour constituer une rémunération, il suffit que l'allocation ait été stipulée dans le contrat de travail ou promise dans un règlement d'atelier pour que l'ouvrier ait été mis à même de peser les avantages qu'il pouvait en retirer comme contre-partie de son travail ;

Attendu, d'autre part, que la circonstance également relevée par l'arrêt que les allocations familiales continueraient à être payées concurremment avec l'indemnité journalière aux ouvriers victimes d'accidents du travail, n'est pas de nature à faire craindre un double emploi, la contestation portant exclusivement sur la composition du salaire annuel ;

Par ces motifs,

CASSE...

Arrêt du 2 décembre 1925.

LOI DU 25 OCTOBRE 1919, ARTICLE 5. — PREMIÈRES MANIFESTATIONS DE LA MALADIE PROFESSIONNELLE ANTÉRIEURES À LA LOI. — CESSATION DE TRAVAIL, IMPUTABLE À LA MALADIE PROFESSIONNELLE, POSTÉRIEURE À LA MISE EN VIGUEUR DE LA LOI. — APPLICABILITÉ.

LA COUR,

Sur le moyen unique :

Attendu que Guillaumin, ouvrier peintre depuis plus de trente années au service de la Société fermière de Vichy, est décédé le 1^{er} juillet 1921 des suites d'une intoxication saturnine chronique qui l'avait obligé à cesser tout travail à partir du 14 février précédent; que, s'il semble avoir ressenti, dès l'année 1912, les premières atteintes de cette maladie professionnelle, ses crises antérieures de coliques de plomb ont été sans gravité, n'ayant entraîné que des suspensions de travail de quelques jours;

Attendu qu'à la suite d'une instance introduite contre la Société fermière de Vichy, dans les termes de la loi du 9 avril 1898 et de celle du 25 octobre 1919, l'arrêt attaqué a alloué à la veuve Guillaumin les rentes légales;

Attendu, d'après le pourvoi, que l'arrêt aurait méconnu le principe de la non-rétroactivité des lois en déclarant la loi du 25 octobre 1919 applicable à une maladie professionnelle qui se serait manifestée depuis l'année 1912;

Mais attendu qu'en disposant, dans son article 5, que toute maladie professionnelle, dont la victime demande réparation, doit être déclarée par ses soins à la mairie, dans les quinze jours de la cessation du travail, la loi du 25 octobre 1919 a fait naître au jour de la cessation du travail le droit de l'ouvrier aux indemnités prévues par cette loi et par la loi du 9 avril 1898; que, par suite, pour admettre un ouvrier ou employé à invoquer le bénéfice de la loi du 25 octobre 1919, il suffit que la cessation de travail, imputable à la maladie professionnelle, dont il demande réparation, soit postérieure à la mise en vigueur de cette loi;

Attendu que, suivant l'article 13, la loi doit entrer en vigueur quinze mois après sa promulgation, sauf pour les modifications et adjonctions ultérieures à la liste des maladies professionnelles; que ce délai répond à la durée de responsabilité fixée à un an pour les maladies professionnelles visées aux tableaux annexés, augmenté de trois mois; qu'ainsi le législateur a déterminé, d'une façon expresse, la date d'applicabilité de la loi, sans la faire dépendre de la circonstance que la maladie professionnelle ayant occasionné après cette date la cessation du travail, s'était ou non manifestée antérieurement par certains accidents;

D'où il résulte qu'en accueillant l'action intentée par la veuve Guillaumin à raison de la maladie professionnelle mortelle de son mari qui a occasionné la cessation de travail plus de quinze mois après la promulgation de la loi, l'arrêt attaqué n'a pas violé les textes de loi visés au moyen ;

Par ces motifs,

REJETTE...

Arrêt du 22 décembre 1925.

SALAIRES. — PAYEMENT. — DÉLAI LÉGAL DE QUINZAINE.
PAYEMENT DE PRIMES. — DÉLAI DISCRÉTIONNAIRE.

LA COUR,

Vu les articles 44 du livre 1^{er} du Code du travail et 1134 du Code civil ;

Attendu que le premier de ces textes prescrivant que les salaires des ouvriers leur seront payés au moins deux fois par mois est nécessairement étranger au mode de règlement des primes promises à l'ouvrier dans le cas où l'établissement d'un décompte fera ressortir que son travail a été productif au delà d'un minimum déterminé ; que la stipulation qui subordonne l'acquisition de cette prime à la condition que l'ouvrier fera encore partie du personnel de l'usine un certain temps après l'établissement du décompte n'est donc pas contraire au texte précité ; qu'elle fait la loi des parties qui l'ont acceptée ;

Attendu qu'il résulte des qualités et des motifs du jugement attaqué que, par un règlement affiché dans les ateliers où travaillait Ameibbonne, et dès lors opposable à celui-ci, la Société des établissements Bergougnan s'engageait à donner à ses ouvriers des primes qui devaient être décomptées à la fin de chaque mois, mais payées seulement deux mois après le décompte ; qu'il était expressément convenu et arrêté que tout ouvrier qui, pour quelque cause que ce soit, ne ferait plus partie du personnel de l'usine au moment du paiement perdrait le bénéfice de cette prime ;

Attendu, néanmoins, que le jugement attaqué condamne la société, qui avait congédié Ameibbonne le 21 août 1921, à lui payer une somme de 172 fr. 50, représentant les primes afférentes aux mois de juin et juillet et à la première quinzaine d'août ; qu'il déclare que la somme réclamée par Ameibbonne constitue un salaire aux pièces venant s'ajouter au salaire horaire, et non une gratification ; que dès lors, elle était payable dans les délais fixés à l'article 44, dont les prescriptions impératives excluent l'application aux faits de la cause de la disposition litigieuse du règlement d'atelier :

Attendu qu'en statuant ainsi la sentence attaquée a étendu la disposition

légale relative au paiement des salaires des ouvriers à un cas qu'elle ne concerne point et refusé de donner effet à une convention régulièrement conclue, en quoi elle a violé les textes ci-dessus visés :

Par ces motifs.

CASSE ET ANNULE le jugement rendu le 26 mai 1924 par le conseil de prud'hommes de Thiers et renvoie devant le conseil de prud'homme de Moulins.

DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS DIVERS.

TRAVAUX PRÉPARATOIRES
DE LA LOI DU 24 JANVIER 1925
PORTANT MODIFICATION
DES ARTICLES 20^a À 28 ET 96 DU LIVRE II
DU CODE DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE
TRAVAIL DE NUIT
DES ENFANTS ET DES FEMMES.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS.

PROJET DE LOI

portant modification des articles 29 du Livre I^{er} et 20 a à 28, 96, 165, 166 et 182 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale, présenté au nom de M. ALEXANDRE MILLERAND, Président de la République française; par M. Albert PEYRONNET, Ministre du Travail et de la prévoyance sociale; et par M. Yves LE TROCQUER, Ministre des Travaux publics (Renvoyé à la Commission du travail) (1).

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le projet de loi que nous avons l'honneur de vous soumettre aujourd'hui n'a pas pour objet d'apporter des modifications foncières au Code du travail,

(1) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 27 mars 1923. Doc. parl. n° 5887.

mais plutôt de remanier un certain nombre de dispositions de ce Code, qui ont cessé de cadrer, soit avec les stipulations de conventions internationales de travail, soit même avec d'autres dispositions du même Code.

Les conventions internationales auxquelles se réfèrent ces remaniements sont :

1° Trois des conventions franco-belges du 25 janvier 1921, qui ont donné effet aux projets de conventions adoptés par la Conférence internationale du travail au cours de sa première session, en novembre 1919. Ces trois conventions ont trait : *a.* au repos des femmes avant et après l'accouchement ; *b.* au travail de nuit des femmes occupées dans l'industrie ; *c.* au travail de nuit des enfants occupés dans l'industrie. De ces trois conventions, seules les deux dernières, dont la ratification vous a été demandée par le Gouvernement, le 8 juillet 1922 (1), ont paru pouvoir, sans refonte importante de notre législation, être *intégralement* prises en considération ici.

Quant à la première, qui vise à la fois le *droit* pour la femme de prendre du repos avant et après l'accouchement sans que l'abandon momentané de son emploi constitue un légitime motif de rupture du contrat de la part de l'employeur, et l'*interdiction* du travail pendant les six semaines consécutives à l'accouchement, le présent projet ne retient que la première de ces dispositions, prolongeant la période durant laquelle l'abandon du travail n'entraîne pas rupture de contrat. Quant à ce qui concerne l'*interdiction* de travail après l'accouchement, la période pendant laquelle cette interdiction joue actuellement (quatre semaines) est égale à celle durant laquelle la femme a droit à l'allocation de maternité (loi du 17 juin 1913, art. 4, § 2). La convention porte à six semaines la durée de l'interdiction. On ne saurait imposer à la femme un repos de cette durée que si, par ailleurs, le bénéfice de l'allocation lui était assuré pendant cette période de six semaines. Le projet de loi sur les assurances sociales, déposé sur le bureau de la Chambre le 22 mars 1921, comporte des dispositions en ce sens ; il a paru qu'il convenait d'attendre que le Parlement se soit prononcé sur la prolongation de la période de secours pour lui demander de sanctionner une prolongation de la période d'interdiction du travail ;

2° La Convention internationale de Berne du 26 septembre 1906, sur la suppression du travail de nuit des femmes, convention rendue exécutoire en France par le décret du 13 septembre 1906 et ratifiée, d'autre part, à des époques diverses, par les États ci-après : Allemagne, Autriche, Belgique, France (y compris l'Algérie et la Tunisie), Grande-Bretagne (y compris Ceylan, la Côte d'Or, les îles Fidji, la Nigérie du Nord, les îles Sous-le-Vent, la Nouvelle-Zélande, l'Ouganda, la Trinité), la Hongrie, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, la Pologne, le Portugal, la Suède et la Suisse. Déjà, par la loi du 22 décembre 1911, certaines modifications ont été apportées à notre législation intérieure pour la mettre en harmonie avec les prévisions de cette convention. Toutefois, un délai de dix années étant

(1) Chambre des députés, 2^e séance du 8 juillet 1922 (n^{os} 4781 et 4783).

imparti par l'article 8 de la convention pour l'interdiction du travail de nuit des femmes dans une catégorie d'usines à feu continu : les fabriques de sucre brut de betteraves, il avait été sursis à la modification de l'article 6 de la loi du 2 novembre 1892 (devenu, depuis la codification de 1913, l'article 26 du livre II du Code de travail), qui remet à un règlement d'administration publique le soin de désigner les travaux auxquels peuvent être employés la nuit les enfants et les femmes dans les usines à feu continu. La période décennale étant écoulée, la modification de cet article 26 du livre II du Code de travail, qui répond d'ailleurs à une situation de fait, est devenue nécessaire.

*
**

Le présent projet de loi tend, en conséquence, à modifier les dispositions du Code de travail visant :

1^o Le droit pour les femmes de suspendre le travail pendant la période précédant l'accouchement, sans s'exposer à se voir congédier en raison de cette absence (art. 29 du livre I^{er} du Code de travail). La convention prévoit l'interdiction, pour le patron, de congédier la femme pendant la période de repos précédant et suivant ses couches. Cette période n'est pas définie ; mais la convention stipule la faculté pour la femme de « quitter son travail sur production d'un certificat médical déclarant que ses couches se produiront probablement dans un délai de six semaines ». La période pendant laquelle la suspension du travail par la femme, tant avant qu'après l'accouchement, ne peut être, d'après la loi française, un motif de rupture de contrat de la part du patron, n'est que de *huit* semaines, dont quatre semaines de repos *obligatoire* après les couches. En prévision d'une prolongation éventuelle de la période de repos obligatoire, nous proposons de porter à *douze* semaines (six avant et six après les couches) la période pendant laquelle l'absence de la femme n'autorise pas le patron à la congédier.

Une autre modification est nécessaire pour répondre aux termes de la convention : en cas de maladie consécutive à la grossesse ou à l'accouchement, reconnue comme telle par certificat médical, la femme pourra prolonger son absence, sans s'exposer à un congédiement, jusqu'à concurrence d'un délai que la convention laisse à chaque gouvernement le soin de fixer. Nous proposons de prévoir trois semaines de plus que l'absence prévue dans les conditions normales, soit quinze semaines :

2^o Le travail de nuit des enfants et des femmes (art. 20 *a* à 29 du livre II du Code du travail) : La question fait l'objet de deux conventions distinctes, mais les dispositions du livre II du Code du travail qui fixent les conditions du travail de nuit des enfants et des femmes se trouvent réunies dans le même chapitre.

Les deux conventions comportent la même définition de la période de nuit (période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin, alors que la loi française stipule 9 heures du soir et 5 heures du matin).

L'obligation du repos de nuit de onze heures s'applique aux enfants de moins de 18 ans, sans distinction de sexe (alors que la loi française ne vise que les enfants du sexe féminin), dans les établissements industriels publics ou privés ou dans leurs dépendances. En ce qui concerne les enfants, cette interdiction s'étend aux entreprises de transport par route et voie ferrée et aux entreprises de chargement et de déchargement, lesquelles ne sont pas visées par la législation française actuelle. Toutefois, l'interdiction du travail de nuit ne s'applique pas aux enfants au-dessus de 16 ans employés dans un certain nombre d'industries nommément désignées à des travaux qui, en raison de leur nature, doivent nécessairement être continués jour et nuit.

Une dérogation est également prévue pour les enfants de 16 à 18 ans lorsqu'un cas de force majeure, qui ne pouvait être prévu ni empêché et qui ne présente pas un caractère périodique, met obstacle au fonctionnement normal de l'établissement. La même disposition s'applique au travail de nuit des femmes, lesquelles peuvent en outre être employées dans le cas où le travail s'applique soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable.

Telles sont les dispositions essentielles de la convention qui appellent certaines modifications à la législation française.

Les articles à modifier sont les articles 20 *a*, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27 et 28, dont le texte est présentement le suivant :

ART. 20 *a*. — Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans, et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

ART. 21. — Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

ART. 22. — Le repos de nuit des enfants du sexe féminin et des femmes doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Toutefois, cette durée peut être réduite à dix heures dans les cas prévus par les articles 17 et 23.

ART. 23. — Il est accordé, pour les femmes âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui sont déterminées par un règlement d'administration publique, sur simple préavis et dans les conditions qui sont précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir, à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne peut être prolongée au delà de douze heures.

ART. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par le même règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger temporairement, sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 20 et 21.

ART. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'interruption accidentelle ou de force majeure, le chef d'établissement peut, dans n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 20 et 21, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par le règlement susvisé. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire

usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur.

ART. 26. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

ART. 27. — Par dérogation aux articles 20 et 21, le travail des enfants du sexe masculin dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières est autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une heure au moins.

ART. 28. — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 20 et 21, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif, ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures.

La première modification porte sur l'article 20 *a*, devenu article 21. Un second alinéa y prévoit, conformément aux termes du projet de convention, l'interdiction du travail de nuit des enfants dans les entreprises de transport par route et voie ferrée et les entreprises de chargement et de déchargement.

L'article 21, devenu article 22, stipule désormais que le travail de nuit est le travail effectué entre 22 heures et 5 heures. Ceci pourrait avoir l'apparence d'un pas en arrière sur la législation actuelle; toutefois, il y a lieu de signaler que cette modification facilite la constitution de deux équipes pour l'application de la loi de huit heures et que c'est la raison qui a été invoquée à Washington par la majorité des deux tiers des membres présents, alors que d'autres dispositions plus restrictives étaient présentées. Ajoutons que des accords intervenus entre organisations patronales et ouvrières au sujet de l'application de la journée de huit heures, notamment l'accord du 24 mai 1919 entre l'Union des industries métallurgiques et minières et la Fédération des ouvriers en métaux, ont prévu l'organisation du travail en deux postes dont les limites extrêmes sont 4 heures et 22 heures et ont émis le vœu que le travail fût autorisé pour les femmes et les enfants jusqu'à 22 heures.

Le nouvel article 23, conformément aux termes de la convention de Washington, étend aux enfants de l'un et l'autre sexe l'obligation du repos de nuit de onze heures. D'autre part, la nouvelle rédaction proposée ne comporte plus la faculté de « réduction du repos de nuit à dix heures dans les cas prévus par les articles 17 et 23 », pour les raisons suivantes. En ce qui concerne l'article 17, il est, aux termes de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, abrogé au fur et à mesure de la publication des règlements d'administration publique déterminant les modalités d'application de la loi aux diverses industries, professions, catégories professionnelles ou régions. Quant à l'article 23 actuel, l'abrogation en est proposée

par le présent projet. La raison qui motive cette abrogation est que ledit article vise la possibilité de prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir pour certaines industries déterminées par un règlement d'administration publique et que cette possibilité de dérogation devient inutile si la période de nuit ne commence qu'à 10 heures. On peut subsidiairement faire observer que les industries qui avaient bénéficié de cette dérogation sont deux industries du vêtement qui, depuis l'entrée en application de la loi de huit heures à ces industries, ont cessé, en fait, d'y recourir.

La modification à apporter à l'article 24 limite la faculté de dérogation aux femmes majeures, précise les industries et les cas auxquels la dérogation s'applique (matières périssables) et substitue aux références aux articles 20 et 21 les références aux articles 21 et 22 nouveaux.

L'article 25 appelle des modifications plus importantes. Il est précisé que le cas de chômage donnant ouverture à dérogation ne s'applique aux enfants, conformément aux termes de la convention, que s'ils sont âgés de 16 ans ou moins.

L'article 26 a été modifié en vue de supprimer la faculté d'occuper la nuit des femmes dans les usines à feu continu, conformément aux termes de la Convention internationale de Berne. La dérogation serait désormais limitée aux enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans.

Certaines importantes organisations professionnelles patronales ont fait observer que l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans risquerait de mettre les industries qu'elles représentent en état d'infériorité, non seulement sur les marchés étrangers, mais sur le marché français lui-même, par rapport aux industries concurrentes de pays étrangers où ce travail de nuit ne serait pas interdit.

Tenant compte de cette objection, nous proposons, par l'article 6 du présent projet, une disposition transitoire : l'application des prescriptions du nouvel article 26 serait subordonnée à la publication du règlement d'administration publique qui, aux termes de cet article même, doit en déterminer les modalités d'application. Le Gouvernement se réserve de ne provoquer la publication de ce règlement que lorsque l'adhésion des États concurrents à l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans aura pu être obtenue.

En ce qui concerne, enfin, les articles 27 et 28, relatifs au travail de nuit des enfants dans les mines, nous estimons, d'accord avec le Conseil général des mines (avis émis dans la séance du 23 décembre 1921), que les exigences du projet de convention peuvent recevoir satisfaction dans le cadre des stipulations actuelles.

Nous proposons seulement d'apporter aux deux articles 27 et 28 les modifications de forme répondant au régime légal actuel en matière de durée du travail dans les mines (loi du 24 juin 1919). L'article 27 autorise le travail des jeunes garçons de 4 heures du matin à 10 heures du soir « quand il est réparti entre deux postes ne travaillant pas plus de neuf heures chacun ». Les postes de travail dans les mines ne pouvant excéder huit heures (y compris le temps de la descente et le temps de la remontée), il est impos-

sible aujourd'hui d'embrasser en *deux* postes une durée de travail de dix heures : il convient de prévoir simplement que, là où le travail sera réparti en deux postes, l'emploi des enfants pourra être toléré à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures. En raison du fait que la durée de travail effectif de neuf heures est remplacée par la durée de présence de huit heures, il est possible, pour répondre aux vœux des exploitants, dont le Comité central des houillères de France s'est fait l'interprète, de réduire d'une heure à une demi-heure le repos intercalaire.

Quant à l'article 28, il vise la faculté, pour certaines mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique, d'occuper des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit. « sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de *huit heures de travail effectif*, ni à plus de *dix heures de présence dans la mine* par vingt-quatre heures ». Les deux conditions posées sont devenues incompatibles avec les stipulations de la loi du 24 juin 1919 : il y a lieu de les supprimer purement et simplement.

D'autre part, l'extension du champ d'application des dispositions relatives au travail de nuit des enfants aux entreprises de transport *par voie ferrée* appelle une modification corrélative des dispositions du livre II du Code du travail (titre III, chap. II) qui définissent les limites de compétences respectives des inspecteurs du travail et des autres agents de contrôle. Le contrôle du travail dans les entreprises de transport par voie ferrée relève du Ministère des Travaux publics. Rien ne justifierait une exception à cette règle. Une stipulation en ce sens doit donc être introduite dans le Code du travail. Elle trouverait sa place à l'article 96, lequel stipule : « Dans les établissements soumis au contrôle du Ministre des Travaux publics, l'exécution des dispositions relatives au repos hebdomadaire est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du Travail. » Ce texte serait modifié comme suit : « Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail ». Cette rédaction ne confère aucune compétence nouvelle au Ministre du Travail, d'une part, et au Ministre des Travaux publics, d'autre part : elle délimite simplement les attributions des deux Départements pour l'application des dispositions du livre II du Code du travail, applicables aux chemins de fer. Ainsi, le Ministre des Travaux publics assurera par ses agents, et sous son autorité, l'application des prescriptions nouvelles relatives au travail de nuit des enfants, de même que celles des articles 6 et suivants du livre II (durée du travail) qui, antérieurement à la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures, ne s'appliquaient pas aux chemins de fer.

La rédaction a, d'autre part, une élasticité suffisante pour permettre de confier, sous l'autorité du Ministre du Travail, aux agents du Ministère des Travaux publics, le contrôle de la durée du travail dans les entreprises.

telles que les distributions d'énergie électrique, qui relèvent, au point de vue technique, de ce dernier Département :

3° Enfin, à l'occasion de ce remaniement de diverses dispositions du livre II du Code du travail, il nous a paru utile de vous proposer, en outre, d'apporter une modification au régime des sanctions prévues par ce Code pour les cas d'infractions à la réglementation de la *durée* du travail.

Les articles 165 et 166 du livre II du Code du travail frappent d'amendes de 5 à 100 francs — juridiction du tribunal correctionnel — les infractions aux articles 6 à 8 du même livre et aux règlements d'administration publique pris en exécution de ces articles. Antérieurement à la promulgation de la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures (qui a substitué des textes nouveaux au texte des articles 6 à 8 anciens et qui a abrogé les articles 14 à 19 du même livre), lesdits articles 6 à 8 concernaient exclusivement le travail des ouvriers adultes travaillant seuls (art. 6) ou dans les mêmes locaux que des personnes protégées par l'article 14 (femmes et enfants).

Sous ce régime, les infractions aux prescriptions relatives au travail des femmes et des enfants (art. 14 et suivants) n'étaient passibles, en vertu des articles 158 et suivants du même livre, que de peines de simple police (amende de 5 à 15 francs). Les articles 6 à 8 actuels régissant la durée du travail des ouvriers de l'un ou l'autre sexe, toutes infractions à la loi de huit heures et aux règlements pris en exécution de ladite loi tombent sous le coup des sanctions de police correctionnelle prévues par les articles 165 et 166.

Au fur et à mesure de l'abrogation progressive des articles 14 à 19, c'est-à-dire aux termes de l'article 3 de la loi du 23 avril 1919, « dans chaque région et pour chaque profession, industrie, commerce ou catégorie professionnelle, à partir de la mise en application des règlements d'administration publique intéressant la dite profession, industrie, ledit commerce ou ladite catégorie professionnelle dans cette région », les conditions du travail des enfants et des femmes cessent d'être régies par l'article 14, pour être visées par les articles 6 à 8 et par les règlements d'administration publique pris en exécution de ces articles. De ce fait, les cas d'inobservation des prescriptions relatives à la durée du travail, s'il s'agit d'enfants et de femmes, passent du régime des peines de simple police à celui des peines correctionnelles.

Si l'on considère l'origine des dispositions du livre II du Code du travail visant ces sanctions, on constate qu'alors que le législateur de 1848 (auteur des textes devenus les articles 6 à 8 du livre II) estimait devoir punir de peines correctionnelles les infractions aux prescriptions limitant à douze heures la durée du travail des ouvriers (en général) dans les usines, etc., le législateur de 1900 (auteur du texte devenu l'article 14), en réduisant à onze et dix heures la durée du travail des enfants et des femmes, ne jugeait pas utile d'aggraver les pénalités (de simple police) prévues par la loi du 2 novembre 1892, qu'il modifiait ainsi profondément.

A aucun moment, au cours de la discussion du projet de loi qui est devenu la loi du 23 avril 1919, l'attention du Parlement n'a été appelée sur les sanctions applicables : il n'est pas douteux que le législateur a pensé que

s'appliquerait le droit commun en matière d'infractions aux prescriptions visant la durée du travail et non un régime spécial tel que celui qui résulte de l'application des articles 165 et 166 du livre II du Code du travail.

Dans l'intérêt même de l'application de la loi, il y aurait avantage à faire rentrer ces infractions dans le régime général, non seulement par un souci, d'ailleurs légitime, d'unification, mais en raison du caractère de juridiction sommaire, de la simplicité et de la rapidité de procédure du tribunal de simple police.

Nous vous proposons, en conséquence, l'abrogation des articles 165 et 166 du livre II du Code du travail. Ces articles constituant à eux seuls la première section du chapitre II du titre IV, leur disparition entraîne un remaniement du numérotage des sections II à IV dudit chapitre, lesquelles deviennent respectivement les sections I à V.

En outre, cette abrogation doit avoir pour corollaire une modification de l'article 182 du même livre. Cet article exclut du bénéfice des circonstances atténuantes les condamnations (de simple police) prononcées dans le cas des articles 14 à 16, et admet ce bénéfice pour les condamnations (*de police correctionnelle*) prononcées dans le cas des articles 6 à 8. Le régime général étant la simple police, le bénéfice des circonstances atténuantes dans le cas des articles 6 à 8 ne se justifierait plus. Il y aurait lieu, en conséquence, de modifier cet article 182 en ajoutant les articles 6 à 8 à l'énumération des articles exceptés, en supprimant les articles 14 et 16 abrogés, ainsi que les articles 27 et 28 dont l'abrogation est proposée par le présent projet ; d'autre part, la mention « concernant le travail des enfants et des femmes » cesse d'être exacte, et il doit y être substitué la mention « concernant la durée du travail en général et les conditions du travail des enfants et des femmes ».

*
**

Telle est, Messieurs, l'économie générale du projet que nous avons l'honneur de vous présenter aujourd'hui et que nous vous demandons d'examiner concurremment avec les projets de loi dont vous êtes saisis d'autre part, concernant la ratification des conventions franco-belges du 24 janvier 1921.

PROJET DE LOI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

DÉCRÈTE :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté à la Chambre des députés par le Ministre du Travail et par le Ministre des Travaux publics, qui sont chargés d'en exposer les motifs et d'en soutenir la discussion :

ARTICLE PREMIER. — L'article 29 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 29. — La suspension du travail par la femme pendant douze semaines

consécutives, dans la période qui précède et suit l'accouchement, ne peut être une cause de rupture, par l'employeur, du contrat de louage de services, et ce à peine de dommages-intérêts au profit de la femme. Celle-ci devra avertir l'employeur du motif de son absence.

« Au cas où l'absence de la femme, à la suite d'une maladie, attestée par certificat médical, comme résultant de la grossesse ou des couches, mettant l'intéressée dans l'incapacité de reprendre son travail, se prolongerait au delà du terme fixé à l'alinéa précédent, sans excéder quinze semaines, l'employeur ne pourra lui donner congé pendant cette absence.

« Toute convention contraire est nulle de plein droit.

« L'assistance judiciaire sera de droit pour la femme devant la juridiction du premier degré. »

ART. 2. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du même Code sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 16 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. »

« Art. 22. — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. »

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée d'onze heures consécutives au minimum. »

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. »

« Art. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. »

« Art. 26. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

« Art. 27. — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est

autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. »

« Art. 28. — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. »

ART. 3. — L'article 96 du même livre II sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 96. — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. »

ART. 4. — Les articles 165 et 166 du même livre, constituant la section I^{re} du chapitre II du titre IV, sont abrogés.

Les sections II à VI du même chapitre prendront respectivement les n^{os} I à V.

ART. 5. — L'article 182 du même livre sera désormais rédigé comme suit :

« Art. 182. — L'article 163 du Code pénal sur les circonstances atténuantes est applicable aux condamnations prononcées en vertu du présent titre, sauf dans le cas des articles 1 à 8, 21 à 28, 52, 53, 55, 56, 58, 71 à 74, 76, 83 à 87, 90 et 91, concernant la durée du travail en général et les conditions du travail des femmes et des enfants. »

ART. 6. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du même livre, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur, jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 2 de la présente loi.

RAPPORT

fait au nom de la Commission du travail chargée d'examiner le projet de loi portant modification des articles 29 du Livre I^{er}, 20a à 28, 96, 165, 166 et 182 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale (Modification des art. 20a à 28 du Livre II — Travail de nuit des enfants et des femmes), par M. JUSTIN GODART, député (1).

MESSIEURS,

La Conférence internationale du travail qui a siégé à Washington, en octobre et novembre 1919, a élaboré, entre autres, deux projets de conven-

(1) Annexe au procès-verbal de la 2^e séance du 4 juillet 1923. Doc. parl. n^o 6337.

tion : l'un relatif au travail de nuit des enfants, l'autre au travail de nuit des femmes.

Le Gouvernement a donné à ces projets son adhésion en en faisant l'objet de deux conventions diplomatiques passées avec la Belgique le 24 janvier 1921 et comportant un protocole ouvert à la signature des États membres de l'organisation internationale du travail. Il a, en outre, décidé de communiquer cette adhésion au secrétaire général de la Société des Nations pour être enregistrée, conformément à l'article 405 du traité de Versailles.

Vous avez été appelés, sur le rapport de la Commission du travail, à autoriser le Président de la République à ratifier les conventions franco-belges et à communiquer la ratification de la France à la Société des Nations.

En conséquence, il reste à modifier notre Code du travail pour qu'entrent en vigueur les dispositions desdites conventions.

Pour cela des modifications doivent être apportées aux articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et à l'article 96. Elles font l'objet du présent rapport.

*
**

Une numérotation nouvelle des articles 20 *a* à 28 est nécessaire. Ils deviennent les articles 21 à 28.

*
**

L'article 20 *a* actuel est ainsi rédigé :

Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

L'énumération visée de la sorte est la suivante :

Les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers, ateliers et dépendances de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère d'enseignement professionnel ou de bienfaisance.

Sont exceptés les établissements où ne sont employés que les membres de la famille sous l'autorité soit du père, soit de la mère, soit du tuteur.

La convention de Washington sur le travail de nuit des enfants englobe dans sa définition des établissements industriels, des entreprises qui n'y sont point comprises en France. Il convient de les ajouter à l'énumération que nous venons de donner, en ce qui concerne les enfants seulement.

L'article 21 qui remplacerait l'article 20 *a* serait donc ainsi conçu :

Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement.

*
**

L'article 21 actuel est ainsi rédigé :

Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Les conventions de Washington sur le travail de nuit des femmes et sur celui des enfants donnent de la nuit une définition différente.

Le terme « nuit » signifie une période d'au moins onze heures consécutives comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin.

Ainsi la législation ouvrière française est plus large.

Aux termes de l'article 405 du traité de Versailles, nous serions en droit de maintenir notre article 21. En effet, « en aucun cas, dit l'article 405, il ne sera demandé à aucun des membres, comme conséquence de l'adoption par la Conférence d'une recommandation ou d'un projet de convention, de diminuer la protection déjà accordée par la législation aux travailleurs dont il s'agit ».

Mais l'application de la loi de huit heures est intervenue, que facilite la constitution de deux équipes. Or, celles-ci ne peuvent être créées que si la période de nuit commence à 22 heures au lieu de 21 heures. Comme la réforme des huit heures a une portée générale d'amélioration, il convient, dans l'intérêt même des travailleurs, de lui subordonner, quand cela est nécessaire, d'autres dispositions législatives. Le recul apparent que constituera la fixation à 22 heures au lieu de 21 heures du commencement de la nuit sera donc, en réalité, un progrès.

Aussi conviendrait-il de rédiger ainsi l'article 22 qui remplacerait l'article 21 actuel :

Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit.

*
**

L'article 22 est ainsi rédigé :

Le repos de nuit des enfants du sexe féminin et des femmes doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Toutefois, cette durée peut être réduite à dix heures dans les cas prévus par les articles 17 et 23.

La convention de Washington étend aux enfants de l'un et l'autre sexe l'obligation du repos de nuit de onze heures. Il convient donc de modifier notre texte du Code du travail qui ne vise que les enfants du sexe féminin.

L'alinéa 2 de l'article 22 actuel vise des dérogations prévues aux articles 17 et 23. Les industries qui en peuvent bénéficier sont indiquées dans le décret du 30 juin 1913.

Mais ces dispositions sont devenues inutiles depuis la loi du 23 avril 1919. Elles étaient imposées par la réglementation légale de la durée du travail antérieure à la loi de huit heures, à raison de son manque de souplesse, la loi elle-même ayant voulu limiter les dérogations quant à leur durée et à leur champ d'application.

La loi de huit heures a heureusement laissé aux intéressés le soin de régler eux-mêmes, corporativement, la question des dérogations. C'est le rôle

des règlements d'administration publique pris, soit d'office, soit à la demande d'une ou plusieurs organisations patronales ou ouvrières nationales ou régionales intéressées. Ils déterminent par profession, par industrie, par commerce ou par catégorie professionnelle, pour l'ensemble du territoire ou pour une région, notamment :

Les dérogations temporaires qu'il y aura lieu d'admettre pour permettre aux entreprises de faire face à des surcroîts de travail extraordinaire, à des nécessités d'ordre national ou à des accidents survenus ou imminents.

C'est dans ces conditions qu'il est possible, sans aucun inconvénient, de supprimer le second alinéa de l'article 22 actuel.

L'article 23 qui remplacerait ce dernier serait donc ainsi conçu :

Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée d'onze heures consécutives au minimum.

*
**

L'article 23 actuel est ainsi rédigé :

Il est accordé, pour les femmes âgées de plus de 18 ans, à certaines industries qui sont déterminées par un règlement d'administration publique, sur simple préavis et dans les conditions qui sont précisées dans ledit règlement, la faculté de prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir à certaines époques de l'année, pendant une durée totale qui ne dépassera pas soixante jours. En aucun cas, la journée de travail ne peut être prolongée au delà de douze heures.

Tout cet article aboutit à l'exception du décret du 30 juin 1913 visant seulement deux industries : la confection de chapeaux de grand deuil pour femmes et enfants, la confection de vêtements de grand deuil pour femmes et enfants.

Il est maintenant inutile, par suite de l'adoption de la vingt-deuxième heure au lieu de la vingt et unième, comme point de départ de la nuit. D'autre part, la loi de huit heures a permis aux industries intéressées de régler elles-mêmes les dérogations qui leur sont nécessaires. Il n'y a donc qu'à abroger l'article 23.

*
**

L'article 24 actuel vise des autorisations à accorder à certaines industries pour des dérogations temporaires :

Il est accordé, dit-il, à certaines industries déterminées par le même règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 20 et 21.

En vertu de cet article, un décret du 30 juin 1913 a accordé à dix industries (beurreries industrielles, colles et gélatines, confiseries, conserves alimentaires de fruits et légumes, conserves de poissons, délainage des peaux de moutons, fromageries industrielles, établissements industriels pour le traitement du lait, extraction des parfums de fleurs, pâtes alimentaires et

fabriques de biscuits employant le beurre frais) la faculté de déroger, pendant un nombre de jours variant de trente à quatre-vingt-dix à l'interdiction du travail de nuit.

Les conventions de Washington prévoient la possibilité de semblables dérogations pour les femmes seulement, et, en cas d'accidents imminents ou pour réparer des accidents survenus, pour les enfants masculins de 16 à 18 ans.

L'article 24 pourrait être, en conséquence, modifié de la façon suivante :

Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les femmes majeures.

Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus.

*
**

L'article 25 actuel est ainsi rédigé :

En outre, en cas de chômage résultant d'interruption accidentelle ou de force majeure, le chef d'établissement peut, dans n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre des journées perdues, déroger aux dispositions des articles 20 et 21, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par le règlement susvisé. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans autorisation de l'inspecteur.

La convention de Washington maintient cette dérogation, mais excepte de son application les enfants de moins de 16 ans. Pour adapter notre Code à cette disposition, il convient de rédiger ainsi l'article 25 :

En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie, et dans la limite du nombre des journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur.

*
**

L'article 26 actuel est ainsi rédigé :

Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

La réglementation à laquelle se réfère l'article 26 a été édictée par le décret du 30 juin 1913.

Celui-ci autorise le travail de nuit des femmes majeures, à condition qu'il ne dépasse point, en durée de travail effectif, dix heures par vingt-quatre heures, et qu'il soit coupé par des intervalles de repos représentant un temps total de repos au moins égal à deux heures.

D'ailleurs, les travaux tolérés en ce cas se réduisent aux besognes suivantes, dans les fabriques de sucre brut de betterave : laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver des appareils et des ateliers, travailler le sucre en tablettes.

La Convention internationale conclue à Berne en 1913 avait déjà supprimé cette exception et aboli totalement le travail de nuit des femmes dans les usines à feu continu.

La Convention de Washington a ratifié la Convention de Berne. Il convient donc de la faire entrer **enfin** en vigueur. Et, comme on le voit, cela n'apporte de changement que dans une partie infime d'une seule grande industrie.

Pour les enfants du sexe masculin, la question est plus importante.

Présentement, de par le décret du 10 juin 1913, dès l'âge légal d'admission au travail industriel, les garçons peuvent être employés dans les usines suivantes aux divers travaux énumérés par le décret :

Distilleries de betteraves. — Laver, peser, trier les betteraves, manœuvrer les robinets à jus et à eau, aider aux batteries de diffusion et aux appareils distillatoires.

Fabriques d'objets en fer et fonte émaillés. — Manœuvrer à distance les portes des fours.

Usines pour l'extraction des huiles. — Remplir les sacs, les secouer après pressage, porter les sacs vides et les claies.

Papeteries. — Aider les surveillants de machines, couper, trier, ranger, rouler, apprêter le papier.

Fabriques et raffineries de sucre. — Laver, peser, trier la betterave, manœuvrer les robinets à jus et à eau, surveiller les filtres, aider aux batteries de diffusion, coudre des toiles, laver les appareils et les ateliers, travailler le sucre en tablettes.

Usines métallurgiques. — Aider à la préparation des lits de fusion, aux travaux accessoires d'affinage, de laminage, de martelage et de tréfilage, de préparation des moules pour objets de fonte moulée, de rangement des paquets, des feuilles, des tubes et des fils.

Verreries. — Présenter les outils, faire les premiers cueillages, aider au soufflage et au moulage, porter dans les fours à recuire, en retirer les objets, le tout dans les conditions prévues à l'article 7 du décret du 13 mai 1893. Trier et ranger les bouteilles.

La Convention de Washington a restreint les industries à feu continu où les enfants peuvent être employés la nuit :

Ces industries sont :

a. Usines de fer et d'acier : travaux où l'on fait emploi des fours à réver-

bère ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les ateliers de décapage);

b. Verreries;

c. Papeteries;

d. Sucreries où l'on traite le sucre brut;

e. Réduction du minerai d'or.

La convention de Washington n'admet l'exception, dans ce cas, de l'emploi la nuit que pour les enfants du sexe masculin au-dessus de seize ans.

Ces dispositions nouvelles entraînent une nouvelle rédaction de l'article 26; la voici :

Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

Auprès du Gouvernement et de la Commission du travail, le Comité des Forges a fait valoir des objections importantes contre l'interdiction de l'emploi des enfants la nuit, avant 16 ans. Il a montré que l'industrie métallurgique se verrait, avec le système des trois équipes, dans l'impossibilité d'employer les enfants au-dessous de 16 ans, même le jour.

D'autre part, cela porterait à l'apprentissage un coup fatal parce que celui-ci ne pourrait être que tardif. Il en résulterait pour la métallurgie française des conditions fâcheuses pour soutenir la concurrence étrangère. Aussi, le Comité des Forges a-t-il demandé que tout au moins avant de faire entrer en vigueur la Convention de Washington, la France soit assurée « de son adoption en droit et en fait par toutes les autres nations productrices ».

Afin de répondre à cette préoccupation très légitime, le Gouvernement propose au Parlement d'adopter le texte suivant :

Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

Le Gouvernement commente ainsi cet article. Il « se réserve de ne provoquer la publication de ce règlement que lorsque l'adhésion des États concurrents à l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans aura pu être obtenue ».

Ainsi satisfaction est donnée à des observations qui n'étaient point négligeables.

Le texte ci-dessus deviendrait l'article 3 du projet en discussion.

Lest articles 27 et 28 actuels du livre II du Code du travail ont trait au travail dans les mines. Ils doivent être modifiés pour s'adapter aux dispositions et de la loi du 24 juin 1919 et de la Convention de Washington.

Le Gouvernement propose les modifications nécessaires après avis conforme du Conseil général des mines en date du 23 décembre 1921.

L'article 27 actuel est ainsi rédigé :

Par dérogation aux articles 20 et 21, le travail des enfants du sexe masculin dans les travaux souterrains de mines, minières et carrières est autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun ;

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une heure au moins.

La loi du 24 juin 1919 ne permet plus de postes de travail excédant huit heures, descente et remontée comprise. Il convient donc de prévoir simplement la possibilité de l'emploi des enfants dans le temps compris entre 4 heures du matin et 22 heures.

En outre, le Gouvernement a accepté le vœu du Comité central des houillères de France tendant à réduire le repos intercalaire à une demi-heure, la durée de travail effectif de neuf heures étant remplacée par la durée de présence de huit heures.

Le nouvel article 27 serait, en conséquence, rédigé de la façon suivante :

ART. 27. — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins.

L'article 28 actuel est ainsi conçu :

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 20 et 21, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures du matin et jusqu'à minuit, sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures.

Tout ce qui est dans ce texte en contradiction avec les stipulations de la loi de huit heures dans les mines doit être supprimé, c'est-à-dire toute la dernière partie de l'article, à partir de « sous la condition expresse... ».

Le nouvel article 28 serait donc ainsi conçu :

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin, à partir de 4 heures jusqu'à minuit.

Présentement, et il en sera de même demain, la dérogation de l'article 28 s'applique (décret du 3 mai 1893, art. 3) :

Aux exploitations des couches minces de houille dans lesquelles le travail est mené à double poste et lorsque le travail de l'un des postes consiste à exécuter aux chantiers d'abatage l'enlèvement des roches encaissantes et le remblaiement qui n'ont pu s'effectuer pendant le poste d'extraction.

Le décret ajoute :

L'exploitant qui voudra recourir à ce régime devra au préalable en avoir donné avis à l'ingénieur en chef des mines. En cas d'opposition de ce dernier, l'exploitant devra obtenir l'autorisation du Ministre.

*
**

La Convention de Washington fait entrer au nombre des établissements industriels les entreprises de transports. Cela entraîne un élargissement de l'article 26 qui, jusqu'ici, ne s'applique qu'au contrôle du repos hebdomadaire.

*
**

La Commission du travail, après avoir étudié et adopté le texte proposé par le Gouvernement, vous demande, Messieurs, de voter les articles suivants :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises sur route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. »

« Art. 22. — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. »

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives, au minimum. »

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. »

« Art. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant

préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. »

« *Art. 26.* — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables. »

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

« *Art. 27.* — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers. »

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. »

« *Art. 28.* — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. »

ART. 2. — L'article 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sera désormais rédigé comme suit :

« *Art. 96.* — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. »

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur, jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

SEANCE DU 18 DÉCEMBRE 1923 (1).

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la discussion du projet de loi portant modification des articles 29 du livre I^{er}, 20 *a* à 28, 165, 166 et 182 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale. (Modification des articles 20 *a* à 28 et 96 du livre II. Travail de nuit des enfants et des femmes.)

Personne ne demande la parole dans la discussion générale?

Je consulte la Chambre sur le passage à la discussion des articles.

(1) *Journal officiel* du 19 décembre 1923.

M. LE PRÉSIDENT :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. »

« Art. 22. — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. »

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives au minimum.

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. »

« Art. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. »

« Art. 26. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

« Art. 27. — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. »

« Art. 28. — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. »

Personne ne demande la parole sur l'article 1^{er} ?

Je le mets aux voix.

(L'article 1^{er}, mis aux voix, est adopté.)

ART. 2. — L'article 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 96. — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. » (*Adopté.*)

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi. » (*Adopté.*)

M. LE PRÉSIDENT. — Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(L'ensemble du projet de loi, mis aux voix, est adopté.)

SÉNAT.

PROJET DE LOI

adopté par la Chambre des Députés, *portant modification des articles 20a à 28 et 96 du Livre II du Code du travail et de la Prévoyance sociale* **Travail de nuit des enfants et des femmes**, présenté au nom de M. ALEXANDRE MILLERAND, Président de la République française, par M. Albert PEYRONNET, Ministre du Travail et par M. Yves LE TROCQUER, Ministre des Travaux publics (*Renvoyé à la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes*). [1],

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

Le Gouvernement a présenté à la Chambre des députés, qui l'a adopté dans sa séance du 18 décembre 1923, un projet de loi portant modification

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 21 février 1924. — Doc. parl. n° 96.

des articles 20 *a* à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes).

Nous avons l'honneur de soumettre à vos délibérations le texte voté par la Chambre.

Le Gouvernement n'a rien à ajouter à l'exposé des motifs qui accompagnait le projet de loi et dont la distribution a été faite à MM. les Sénateurs, en même temps qu'à MM. les Députés.

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« *Art. 21.* — Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. »

« *Art. 22.* — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. »

« *Art. 23.* — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives, au minimum. »

« *Art. 24.* — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. »

« *Art. 25.* — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. »

« *Art. 26.* — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

« *Art. 27.* — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est auto-

risé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. »

« *Art. 28.* — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. »

ART. 2. — L'article 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« *Art. 96.* — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. »

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi. »

RAPPORT

fait au nom de la Commission du commerce, de l'industrie, du travail et des postes, chargée d'examiner le projet de loi, adopté par la Chambre des Députés, portant modification des articles 20a à 28 et 96 au Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale
Travail de nuit des enfants et des femmes, par M. Mario ROUSTAN, sénateur (1)

Le projet primitif et le projet actuel.

MESSIEURS,

Votre Commission du commerce et du travail a examiné le projet de loi portant modification des articles 20 a à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes).

(1) Annexe au procès-verbal de la séance du 2 décembre 1924. — Doc. parl. n° 684.

Quand il a été présenté pour la première fois à la Chambre des députés, ce projet avait le titre suivant : « *Projet de loi, portant modification des articles 29 du livre I^{er} et 20 a à 28, 96, 165, 166 et 182 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale.* »

Il s'agissait, d'après les termes mêmes de l'exposé des motifs, non pas de proposer des modifications foncières au Code du travail, mais « plutôt de remanier un certain nombre de dispositions de ce Code, qui ont cessé de cadrer, soit avec les stipulations internationales du travail, soit même avec d'autres dispositions de ce Code ».

Le projet primitif tendait donc à modifier les dispositions du Code de travail visant :

1° Le droit, pour les femmes, de suspendre le travail pendant la période précédant l'accouchement, sans s'exposer à se voir congédier en raison de cette absence (art. 29 du livre I^{er} du Code du travail) ;

2° Le travail de nuit des femmes et des enfants (art. 20 a, 29 du livre II du Code du travail), ces articles devant être mis en harmonie avec les deux conventions élaborées à Washington par la Conférence du travail dans sa session du 29 octobre au 29 novembre 1919 ;

3° Enfin les sanctions prévues, aux articles 165 et 166, et 182 du livre II du Code du travail, pour les cas d'infractions à la réglementation de la durée du travail.

Le rapport présenté au nom de la Commission du travail de la Chambre par M. Justin Godart, déposé à la séance du 4 juillet 1923, adopté par la Chambre le 18 décembre de la même année, a distrait d'abord la première partie. Votre Commission du commerce et du travail m'a chargé du rapport sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification de l'article 29 du livre I^{er} du Code du travail et de la prévoyance sociale concernant le repos des femmes en couches (année 1924, n° 155, annexe au procès-verbal de la séance du 7 mars 1924).

Dès que l'avis de la Commission d'hygiène aura été déposé, ce projet viendra en discussion devant la Sénat. La troisième partie a été réservée. Il reste donc la seconde, celle qui a trait au travail de nuit des femmes et des enfants. Elle fait l'objet du projet de loi que votre Commission du commerce et du travail rapporte aujourd'hui devant vous.

Articles anciens et articles nouveaux modifiés.

Nous ne reviendrons pas sur les considérations que nous avons présentées dans nos rapports. Nous irons droit aux articles du Code du travail 20 a à 28 qui sont visés par le projet, et nous rapprocherons chacun d'eux de la nouvelle rédaction proposée. Il y a cependant une remarque préliminaire qui a ici sa place : dans la numérotation nouvelle, l'article 20 a devient l'article 21, les autres gardant les numéros qu'ils ont déjà.

Article 20a. Article 21.

L'article 20 a du Code du travail est ainsi rédigé :

Les enfants, ouvriers ou apprentis, âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

Or, l'article 1^{er} du livre II, titre I^{er}, chapitre I^{er}, porte :

Les enfants ne peuvent être employés ni être admis dans les usines, manufactures, mines, minières et carrières, chantiers ateliers et leurs dépendances, de quelque nature que ce soit, publics ou privés, laïques ou religieux, même lorsque ces établissements ont un caractère professionnel ou de bienfaisance, avant l'âge de 13 ans révolus.

Mais la convention de Washington sur le travail de nuit des enfants comprend, dans sa définition, des établissements qui n'y étaient pas encore compris en France.

L'article 21 remplaçant l'article 20 a devra donc être complété par un second alinéa ainsi conçu :

Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement.

Article 21, Article 22.

L'article 21 est ainsi rédigé :

Tout travail entre 9 heures du soir et 5 heures du matin est considéré comme travail de nuit.

Le texte des conventions de Washington qui définit le terme « nuit » déclare que ce terme « signifie une période d'au moins onze heures consécutives, comprenant l'intervalle écoulé entre 10 heures du soir et 5 heures du matin. » Notre législation interne est plus large, nous l'avons prouvé (1). Nous avons montré aussi comment nous n'avons pas à réclamer l'application du dernier alinéa de l'article 405 du traité de Versailles, portant qu'« en aucun cas il ne sera demandé à aucun des membres, comme conséquence de l'adoption par la Conférence d'une recommandation ou d'un projet de convention, de diminuer la protection déjà accordée par la législation aux travailleurs dont il s'agit. » Nous avons établi qu'avec l'application de la loi des huit heures, il fallait songer à la constitution de deux équipes, et que celles-ci ne pouvaient être organisées que si la période de nuit commence à 22 heures. En d'autres termes, il est nécessaire, dans un travail de coordi-

(1) Cf nos rapports 682 et 683.

nation, de subordonner des dispositions législatives particulières aux dispositions dont la portée est plus générale.

L'article 21, devenu l'article 22, sera donc ainsi rédigé :

Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit.

Article 22, Article 23.

L'article 22 actuel est le suivant :

Le repos de nuit des enfants du sexe féminin et des femmes doit avoir une durée minimum de onze heures consécutives. Toutefois, cette durée peut être réduite à dix heures dans les cas prévus par les articles 17 et 23.

Plus de distinction entre les enfants du sexe féminin et ceux du sexe masculin dans les conventions de Washington : de là la modification proposée à l'article 23 nouveau : « Le repos de nuit des enfants de l'un et l'autre sexe... ».

Quant à la deuxième partie depuis : « Toutefois... », elle est devenue inutile. Elle avait sa raison d'être avant la loi du 23 avril 1919 sur la journée de huit heures ; elle ne l'a plus aujourd'hui.

L'article 17 est abrogé, aux termes mêmes de la loi du 23 avril 1919, au fur et à mesure que sont publiés les règlements d'administration publique qui règlent, soit d'office, soit après consultation des intéressés, les modalités d'application de la loi aux diverses industries, professions, catégories professionnelles ou régions.

L'article 23 devient aussi inutile puisque la période de nuit ne commence qu'à 10 heures. En effet, il accordait aux femmes âgées de plus de 18 ans, dans certaines industries, « la faculté de prolonger le travail jusqu'à 10 heures du soir », dans des conditions précisées dans un règlement d'administration publique. La nouvelle définition du terme « nuit » entraîne la suppression logique de cet article (1). Nous avons déjà remarqué ailleurs (2) que l'exception avait dû être limitée aux confections de chapeaux de grand deuil et de vêtements de grand deuil pour femmes et enfants ; nous pouvons ajouter que, depuis la loi du 23 août 1919, ces industries n'en réclament plus elles-mêmes le bénéfice, et répéter que toutes les questions de dérogations sont désormais réglées avec plus d'à-propos et de souplesse par les décrets d'administration publique, pris dans les conditions que nous avons indiquées.

Il est donc logique de faire disparaître du nouveau texte :

a. Dans l'article 23 nouveau, la partie qui va de « toutefois » jusqu'à la fin ;

b. L'article 23 tout entier.

(1) Voir notre rapport n° 682, p. 7 sq.

(1) *Ibid.*

Article 24, nouveau.

L'article 24 actuel est ainsi conçu :

Il est accordé à certaines industries, déterminées par le même règlement d'administration publique, l'autorisation de déroger temporairement, sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 20 *a* et 21.

C'est en vertu de cet article que le décret du 30 juin 1913 accordait à onze industries la faculté de déroger, pendant un nombre de jours variant de trente à quatre-vingt-dix, à l'interdiction du travail de nuit pour les femmes et les enfants.

Ces industries sont les beurreries industrielles, colles et gélatines, confiseries, conserves alimentaires de fruits et légumes, conserves de poissons, délainage des peaux de moutons, fromageries industrielles, établissements industriels pour le traitement du lait, extraction des parfums de fleurs, pâtes alimentaires et fabriques de biscuit employant le beurre frais. Les conventions de Washington :

- a.* Admettent des dérogations analogues pour les femmes seulement ;
- b.* Elles ne les accordent aux enfants masculins de 16 à 18 ans, que pour prévenir des accidents imminents ou réparer des accidents survenus.

L'article 24 nouveau devra donc être modifié comme il suit :

Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration, qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement, sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus.

Article 25, nouveau.

L'article 25 ancien est ainsi libellé :

En outre, en cas de chômage, résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure, le chef d'établissement peut, dans n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre des journées perdues, déroger aux dispositions des articles 20 *a* et 21, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par le règlement susvisé. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an, sans l'autorisation de l'inspecteur.

La convention de Washington ayant excepté de cette dérogation les enfants de moins de 16 ans, la fin de la première phrase doit être ainsi

rédigée : « déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants de 16 ans au moins et les femmes majeures ».

Article 26, nouveau.

C'est l'article relatif aux usines à feu continu :

Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin et les femmes majeures peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique.

On sait qu'il faut entendre par là les seules usines qui ont besoin d'une source calorifique continue, pour la fabrication de leurs produits, et non les usines qui emploient le calorique comme source de force sans que le feu puisse être considéré comme un agent direct de la fabrication.

Le décret du 30 juin 1913 (art. 3) les énumère : distilleries de betteraves, fabriques d'objets en fer et fonte émaillés, usines pour l'extraction des huiles, papeteries, fabriques et raffineries de sucre, usines métallurgiques et verreries. Les travaux tolérés, comme n'exigeant pas une grande dépense de forces, sont, par exemple, le lavage et le triage des betteraves, la manœuvre des robinets à jus et à eau, le travail du sucre en tablettes, etc., dans les raffineries de sucre ; la préparation des lits de fusion et des moules, les travaux accessoires d'affinage, laminage, martelage et tréfilage, dans les usines métallurgiques, et pour les enfants seulement (1). La loi française, en admettant ces exceptions, était nettement en contradiction avec la Convention internationale de Berne qui n'admettait aucune exception permanente. Les conventions de Washington apportent des textes différents et que nous devons examiner.

En aucun cas, les femmes majeures ne doivent être employées, la nuit, dans les usines à feu continu ; en aucun cas, les enfants du sexe masculin de moins de 16 ans ne doivent y être employés, et si ceux qui ont plus de 16 ans peuvent y être employés la nuit, c'est dans les cinq industries énumérées ci-après (cinq au lieu de sept) :

Usines de fer et d'acier : travaux où l'on fait emploi des fours à réverbère ou à régénération et galvanisation de la tôle et du fil de fer (excepté les bains de décapage) ;

Verreries ;

Papeteries ;

Sucreries où l'on traite le sucre brut ;

Réduction du minerai d'or.

(1) On consultera avec fruit un rapport de Boulin sur le « l'organisation du travail dans les usines à feu continu », rapport de 1912 à l'Association nationale française pour la protection légale des travailleurs.

L'article 26 sera donc rédigé dans les termes suivants :

Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés seront déterminés par un règlement d'administration publique.

Un certain nombre d'organisations patronales ont présenté les objections ci-après :

a. Si l'emploi des enfants de moins de 16 ans était interdit dans les usines à feu continu, la nuit, l'industrie métallurgique se verrait, avec le système des trois équipes, dans l'impossibilité d'employer ces enfants même le jour ;

b. L'apprentissage serait plus compromis encore qu'il ne l'est, puisqu'il serait plus tardif ;

c. L'industrie métallurgique française serait en état d'infériorité en face de la concurrence étrangère.

Ces objections ont paru légitimes au Gouvernement et à la Commission du travail de la Chambre ; la commission de la Chambre et la Chambre elle-même ont donc adopté le texte suivant :

Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur, jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi.

Et voici le commentaire explicatif que donne le Gouvernement :

Nous proposons une disposition transitoire : l'application des prescriptions du nouvel article 26 serait subordonnée à la publication du règlement d'administration publique qui, aux termes de cet article même, doit en déterminer les modalités d'application. Le Gouvernement se réserve de ne provoquer la publication de ce règlement que lorsque l'adhésion des États concurrents à l'interdiction du travail de nuit des jeunes garçons de moins de 16 ans aura pu être obtenue.

Votre Commission vous propose d'adopter à votre tour le texte auquel s'est ralliée la Chambre des députés : il deviendra l'article 3 du projet soumis à vos délibérations.

Articles 27 et 28, nouveaux.

Nous réunissons ensemble les deux articles du Code du travail qui ont trait au travail des mines. Voici d'abord l'article 27 :

Par dérogation aux articles 20 *a* et 21, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé de 4 heures du matin à 10 heures du soir, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers ne travaillant pas plus de neuf heures chacun.

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une heure au moins.

Reprenons les mots : « Quand il est réparti entre deux postes ne travaillant pas plus de neuf heures chacun. »

La loi du 24 juin 1919 a introduit d'autres dispositions avec lesquelles celle-ci n'est pas compatible.

Pour les ouvriers de la surface, les huit heures prévues par la loi s'entendent du travail effectif ; pour les ouvriers du fond, la durée est calculée pour chaque poste et pour chaque catégorie, depuis l'heure réglementaire de l'entrée dans le puits des premiers ouvriers descendant jusqu'à l'heure réglementaire de l'arrivée au jour des derniers ouvriers remontant. Il n'est donc plus possible désormais d'embrasser en deux postes une durée de travail de dix heures. Il suffit de prévoir que, là où le travail sera réparti en deux postes, l'emploi des enfants pourra être toléré dans l'intervalle qui va de 4 heures à 22 heures. En outre, les exploitants, dont le Comité central des houillères de France s'est fait l'interprète, ont demandé au Gouvernement de réduire d'une demi-heure le repos intercalaire d'une heure puisque, disent-ils, la durée de présence de huit heures a remplacé la durée de travail effectif de neuf heures. Le Gouvernement a fait droit à cette réclamation, et la Chambre a adopté ce texte que votre Commission vous demande à son tour de voter, et qui deviendra l'article 27 :

Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins.

Quant à l'article 28, il est ainsi conçu :

Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 20 et 21, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit sous la condition expresse que les enfants ne soient pas assujettis à plus de huit heures de travail effectif ni à plus de dix heures de présence dans la mine par vingt-quatre heures.

Il est facile de voir qu'à partir des mots « sous la condition expresse » le texte est en contradiction avec la loi du 24 juin 1919, toute cette fin doit donc disparaître du nouveau texte de l'article 28.

Article 96.

A la fin de l'article 1^{er} de la convention concernant le travail de nuit des enfants, on lit :

d. Le transport de personnes par route, voie ferrée, y compris la manutention des marchandises dans les docks, quais, wharfs et entrepôts, à l'exception du transport à la main.

De là découle la nécessité de compléter l'article 96 (Code du travail, livre II, titre III, chapitre II : inspecteurs du travail) :

Dans les établissements soumis au contrôle du Ministre des Travaux publics, l'exécution des dispositions relatives au repos hebdomadaire est assurée par les fonctionnaires chargés de ce contrôle, placés à cet effet sous l'autorité du Ministre du travail.

Cet article définit les limites de compétences respectives des inspecteurs du travail et des autres agents de contrôle. Que le Ministre des Travaux publics garde le contrôle du travail dans les entreprises de transport par voie ferrée, rien de plus naturel. Le Gouvernement propose de modifier le texte de l'article 96 de façon que ni le Ministre du Travail, ni le Ministre des Travaux publics ne perdent rien de leurs compétences, mais de manière à délimiter les attributions des deux Départements pour l'application, dans les chemins de fer, des dispositions du livre II du Code du travail. D'un côté, le Ministre des Travaux publics assurera par ses agents, et sous son autorité, l'application des prescriptions nouvelles relatives au travail de nuit des enfants; de l'autre côté, ces mêmes agents du Ministère des Travaux publics auront, sous l'autorité du Ministre du Travail, le contrôle de la durée du travail dans les entreprises qui relèvent, au point de vue technique, du Ministère des Travaux publics, telles que les distributions d'énergie électrique.

Le « dosage » destiné à prévenir un conflit d'attributions est présenté par le Gouvernement dans le texte que la Chambre des députés a approuvé, que votre Commission vous propose d'approuver aussi, et qui modifie le texte de l'ancien article 96 de la façon suivante :

Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail.

Conclusion.

Tels sont, Messieurs, les changements qu'il paraît utile d'introduire dans le livre II du Code du travail, chapitre III, travail de nuit, section II, pour le mettre en harmonie avec les conventions élaborées par la Conférence internationale de Washington. Le Gouvernement demandait à la Chambre de les examiner « concurremment avec les projets de loi dont le Parlement était saisi, concernant la ratification des conventions franco-belges du 24 janvier 1921 ». Ces conventions une fois adoptées, il est nécessaire d'adopter aussi les modifications de texte que nous avons examinées devant vous.

En conséquence, votre Commission du commerce et du travail vous demande de voter le projet de loi dont la teneur suit :

PROJET DE LOI.

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de marchandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. »

« Art. 22. — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. »

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives, au minimum. »

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. »

« Art. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. »

« Art. 26. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. »

« Art. 27. — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. »

« Art. 28. — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. »

ART. 2. — L'article 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 96. — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. »

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi. »

SEANCE DU 30 DÉCEMBRE 1924 (1).

M. LE PRÉSIDENT. — L'ordre du jour appelle la première délibération sur le projet de loi, adopté par la Chambre des députés, portant modification des articles 20 *a* à 28 et 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale (travail de nuit des enfants et des femmes).

M. Mario ROUSTAN, *rapporteur*. — J'ai l'honneur de demander au Sénat, d'accord avec le Gouvernement, de vouloir bien déclarer l'urgence.

M. LE PRÉSIDENT. — Je consulte le Sénat sur l'urgence qui est demandée par la commission, d'accord avec le Gouvernement.

Il n'y a pas d'opposition?

L'urgence est déclarée.

Si personne ne demande la parole dans la discussion générale, je consulte le Sénat sur la question de savoir s'il entend passer à la discussion des articles du projet de loi.

(Le Sénat décide qu'il passe à la discussion des articles.)

M. LE PRÉSIDENT. — Je donne lecture de l'article 1^{er} :

ARTICLE PREMIER. — Les articles 20 *a* à 28 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale sont remplacés par les dispositions suivantes, qui constitueront les articles 21 à 28 :

« Art. 21. — Les enfants, ouvriers ou apprentis âgés de moins de 18 ans et les femmes ne peuvent être employés à aucun travail de nuit dans les établissements énumérés à l'article 1^{er}.

« Les enfants âgés de moins de 18 ans ne peuvent également être employés à aucun travail de nuit dans les entreprises de transport de personnes ou de mar-

(1) *Journal officiel* du 31 décembre 1924.

chandises par route, voie ferrée et dans les entreprises de chargement et de déchargement. » (Adopté.)

« Art. 22. — Tout travail entre 22 heures et 5 heures est considéré comme travail de nuit. » (Adopté.)

« Art. 23. — Le repos de nuit des enfants de l'un ou l'autre sexe et des femmes doit avoir une durée de onze heures consécutives au minimum. » (Adopté.)

« Art. 24. — Il est accordé à certaines industries, déterminées par un règlement d'administration publique et dans lesquelles le travail s'applique, soit à des matières premières, soit à des matières en élaboration qui seraient susceptibles d'altération très rapide, lorsque cela est nécessaire pour sauver ces matières d'une perte inévitable, l'autorisation de déroger temporairement sur simple préavis et dans les conditions précisées par ledit règlement, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les femmes majeures.

« Il pourra être dérogé de même, sur simple préavis, aux dispositions des articles 21 et 22, en ce qui concerne les enfants du sexe masculin âgés de 16 à 18 ans, en vue de prévenir des accidents imminents ou de réparer des accidents survenus. » (Adopté.)

« Art. 25. — En outre, en cas de chômage résultant d'une interruption accidentelle ou de force majeure ne présentant pas un caractère périodique, le chef d'établissement peut, pour n'importe quelle industrie et dans la limite du nombre de journées perdues, déroger aux dispositions des articles 21 et 22 en ce qui concerne les enfants âgés de 16 ans au moins et les femmes majeures, en avisant préalablement l'inspecteur, dans les conditions précisées par un règlement d'administration publique. Toutefois, le chef d'établissement ne peut faire usage de cette dérogation plus de quinze nuits par an sans l'autorisation de l'inspecteur. » (Adopté.)

« Art. 26. — Dans les usines à feu continu, les enfants du sexe masculin âgés de plus de 16 ans peuvent être employés la nuit aux travaux indispensables.

« Les travaux tolérés et le laps de temps pendant lequel ils peuvent être exécutés sont déterminés par un règlement d'administration publique. » (Adopté.)

« Art. 27. — Par dérogation aux articles 21 et 22, le travail des enfants du sexe masculin, dans les travaux souterrains des mines, minières et carrières, est autorisé à partir de 4 heures et jusqu'à 22 heures, quand il est réparti entre deux postes d'ouvriers.

« Le travail de chaque équipe doit être coupé par un repos d'une demi-heure au moins. » (Adopté.)

« Art. 28. — Dans les mines spécialement désignées par des règlements d'administration publique comme exigeant, en raison de leurs conditions naturelles, une dérogation aux articles 21 et 22, ces règlements peuvent permettre le travail des enfants du sexe masculin à partir de 4 heures et jusqu'à minuit. » (Adopté.)

Je mets aux voix l'ensemble de l'article 1^{er}.

(L'article 1^{er} est adopté.)

M. LE PRÉSIDENT :

ART. 2. — L'article 96 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale est modifié comme suit :

« Art. 96. — Dans les établissements soumis au contrôle technique du Ministre des Travaux publics, les attributions des inspecteurs du travail sont confiées aux

fonctionnaires chargés de ce contrôle, lesquels sont placés, à cet effet, sauf en ce qui concerne les entreprises de chemins de fer d'intérêt général et de voies ferrées d'intérêt local, sous l'autorité du Ministre du Travail. » (*Adopté.*)

ART. 3. — Dans les usines à feu continu visées à l'article 26 du livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale, les enfants du sexe masculin âgés de moins de 16 ans pourront continuer à être occupés la nuit dans les conditions déterminées par le règlement d'administration publique actuellement en vigueur jusqu'à l'entrée en application des modifications à apporter audit règlement en exécution de l'article 1^{er} de la présente loi. » (*Adopté.*)

Je mets aux voix l'ensemble du projet de loi.

(Le projet de loi est adopté.)

LOI DU 24 JANVIER 1925

portant modification des articles 20a à 28 et 96 du Livre II du Code du travail et de la prévoyance sociale. Travail de nuit des enfants et des femmes (1).

LOI DU 26 JUILLET 1925

portant création de chambres de métiers (1).

LE SÉNAT ET LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS ont adopté,

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE PROMULGUE LA LOI dont la teneur suit :

TITRE PREMIER.

Organisation des chambres de métiers.

ARTICLE PREMIER. — Les chambres de métiers sont, auprès des pouvoirs publics, les organes des intérêts professionnels et économiques des artisans, maîtres et compagnons de leur circonscription. Par maîtres-artisans, il y a lieu d'entendre les travailleurs de l'un ou l'autre sexe qui exercent un métier manuel, à condition, d'une part, qu'ils accomplissent leur travail par eux-mêmes, seuls ou avec le concours de leur conjoint, des membres de leur famille ou de compagnons ou apprentis, et à condition, d'autre part, qu'ils l'exécutent sans se trouver sous la direction d'un patron.

ART. 2. — Les chambres de métiers sont instituées par décrets rendus sur la proposition du Ministre du Travail, du Ministre du Commerce et du

(1) Voir dans le présent *Bulletin*, page 10.

(2) *J. O.* du 30 juillet 1925.

Ministre de l'Instruction publique (sous-secrétaire d'État de l'enseignement technique).

Elles sont des établissements publics.

Il pourra être créé une ou plusieurs chambres de métiers par département. Une chambre pourra se diviser en autant de sections qu'elle le jugera utile.

ART. 3. — Le décret d'institution détermine, après avis des institutions intéressées de la circonscription de chambre de métiers les catégories dans lesquelles sont répartis les métiers de ladite circonscription et fixe, pour chaque catégorie, le nombre des représentants à élire. Toutefois, le nombre total des membres élus de la chambre des métiers ne peut être inférieur à 18, ni excéder 36, sauf à Paris où il pourra s'élever à 72.

ART. 4. — Les chambres de métiers sont composées de deux tiers d'artisans-maîtres et d'un tiers d'artisans-compagnons.

ART. 5. — Les membres des chambres de métiers sont élus pour six ans ; ils sont indéfiniment rééligibles ; le renouvellement a lieu par moitié tous les trois ans, dans le courant de décembre. Lors de la constitution d'une chambre de métiers, l'ordre du renouvellement par catégorie est fixé par le sort.

ART. 6. — Les élections des chambres de métiers auront lieu conformément aux règles édictées par les élections au conseil de prud'hommes par la loi du 27 mars 1907, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions de la présente loi.

Les conditions à remplir pour être électeur à la chambre de métiers sont également les mêmes que celles exigées par la loi précitée pour être électeur ou éligible aux conseils de prud'hommes. Toutefois, pourront être électeurs maîtres les maîtres-artisans travaillant sans compagnon, et, pour être éligibles, les artisans devront, s'ils exercent actuellement le métier, l'avoir exercé effectivement pendant cinq années, et, s'ils ne l'exercent plus, l'avoir exercé pendant quinze ans au moins.

Il est pourvu par les conseil généraux aux frais occasionnés par les élections.

Les maîtres-artisans inscrits actuellement sur la liste des électeurs à la chambre de commerce sont obligatoirement inscrits sur la liste électorale de la chambre des métiers. Tout maître-artisan inscrit sur cette dernière liste peut également réclamer son inscription sur la liste des électeurs de la chambre de commerce.

La première liste électorale sera établie dans chaque commune par le maire, assisté d'un artisan-maître et d'un artisan-compagnon désignés par le conseil municipal, ou, à défaut d'un artisan-compagnon, de deux artisans-maîtres, semblablement désignés.

Elle comprendra sur tableaux différents les électeurs artisans-maîtres et les artisans-compagnons.

Chaque année, dans les vingt jours qui suivent la revision des listes élec-

torales politiques, une commission pareillement composée procède à la revision des tableaux d'inscription des électeurs maîtres et compagnons.

Ces tableaux sont adressés au préfet, qui dresse et arrête la liste de chaque catégorie d'électeurs.

Les listes sont déposées au secrétariat de chaque mairie du département.

Les électeurs sont avisés du dépôt par affiches apposées à la porte des mairies. Dans la quinzaine qui suit la publication, des réclamations peuvent être formées contre la confection des listes : elles sont portées devant le juge de paix du canton, instruites et jugées conformément aux articles 5 et 6 de la loi du 8 décembre 1883 sur les élections consulaires.

Le vote a lieu par canton, dans les mairies désignées par le préfet. L'assemblée électorale est présidée par le maire ou son délégué, assisté de quatre électeurs qui sont les deux plus âgés et les deux plus jeunes des électeurs présents.

Les règles établies par la loi du 5 avril 1884 pour les élections municipales s'appliquent aux opérations électorales pour les chambres de métiers : toutefois, est admis le vote par correspondance et les nominations sont acquises au premier tour de scrutin à la majorité relative.

Les protestations contre les élections sont portées devant le conseil de préfecture qui statue, sauf recours au Conseil d'État, conformément aux dispositions de la loi du 5 avril 1884.

ART. 7. — Sont membres de droits de la chambre de métiers, mais avec voix consultative seulement :

- 1° L'inspecteur départemental de l'enseignement technique;
- 2° Un inspecteur départemental du travail désigné par le Ministre du travail;
- 3° Un représentant du comité départemental de l'enseignement technique, désigné par ce comité.

ART. 8. — Les chambres de métiers peuvent désigner, dans toute l'étendue de leur circonscription, des membres correspondants pris parmi les inscrits de leurs listes électorales, et dont le nombre ne doit pas dépasser celui de la moitié de la chambre elle-même. Les membres correspondants assistent aux séances de la chambre avec voix consultative.

TITRE II.

Fonctionnement des chambres de métiers.

ART. 9. — Les chambres de métiers nomment parmi leurs membres un bureau composé d'un président, d'un vice-président, d'un trésorier, d'un ou plusieurs secrétaires. Les nominations sont faites à la majorité absolue des membres en exercice.

Le bureau est renouvelé après les élections triennales ; les membres sortant sont rééligibles.

En cas de décès ou de démission d'un membre du bureau, il est immédiatement pourvu à la vacance.

ART. 10. — Les membres qui, pendant six mois, se sont abstenus de se rendre aux convocations sans motif reconnu légitime sont déclarés démissionnaires par le préfet, après avis de la chambre. Ils sont remplacés au renouvellement partiel le plus prochain. Il en est de même pour les autres vacances.

ART. 11. — Lorsqu'une chambre de métiers se trouve, par l'effet de vacances survenues pour une cause quelconque, réduite aux trois quarts de ses membres, il est, dans le délai de deux mois à dater de la dernière vacance, procédé à des élections complémentaires.

Toutefois, dans l'année qui précède le renouvellement partiel, les élections complémentaires sont reportées à l'époque de ce renouvellement, à moins que la chambre n'ait perdu plus de la moitié de ses membres.

Les membres nommés dans une élection complémentaire ne demeurent en fonctions que pendant la durée du mandat qui avait été confié à leurs prédécesseurs.

ART. 12. — Les chambres de métiers ne peuvent délibérer que si le nombre des membres présents dépasse la moitié de ceux en exercice.

Les décisions sont prises à la majorité des votants.

En cas de partage, la voix du président est prépondérante.

ART. 13. — Les fonctions des membres des chambres de métiers sont gratuites. Cependant, pourront être prévus l'attribution de jetons de présence et le remboursement des frais de déplacement.

ART. 14. — Les chambres de métiers correspondent directement avec le Ministre du Travail, le Ministre de l'Instruction publique (sous-secrétaire d'État de l'enseignement technique) et le Ministre du Commerce.

Elles leur transmettent chaque année le compte rendu de leurs travaux. Elles sont autorisées à publier le compte rendu de leurs séances.

ART. 15. — Les chambres de métiers correspondent directement entre elles et avec les administrations publiques de leurs circonscriptions pour les questions relatives aux intérêts des métiers.

Elles peuvent se concerter entre elles en vue de poursuivre l'étude et la réalisation, dans la limite de leurs attributions, de projets à frais communs.

ART. 16. — Elles ont la faculté de provoquer, par l'entremise de leurs présidents, une entente sur les objets rentrant dans leurs attributions.

A cet effet, les présidents des chambres de métiers ou leurs délégués se réunissent au moins une fois par an à Paris, en une assemblée générale qui élit son bureau.

Le bureau permanent de l'assemblée des présidents de chambres de métiers a son siège à Paris. Son président convoque l'assemblée générale.

TITRE III.

Attributions des chambres de métiers.

ART. 17. — Les chambres de métiers ont pour attributions :

1° De sauvegarder les intérêts professionnels et économiques des métiers.

A cet effet, l'avis des chambres de métiers devra être demandé dans toutes les questions de perfectionnement, de relèvement et de développement du métier, généralement dans toutes celles qui intéressent l'artisanat.

Les chambres de métiers peuvent émettre des avis, de leur propre initiative, sur toutes les questions énumérées ci-dessus et, en général, sur toutes les questions intéressant une ou plusieurs catégories de métiers ;

2° De participer à l'organisation de l'apprentissage des métiers dans les conditions qui seront fixées par une loi spéciale.

ART. 18. — Le comité départemental de l'enseignement technique prévu à l'article 8 de la loi du 25 juillet 1919 comprendra obligatoirement quatre artisans désignés par la chambre des métiers intéressée, qui aura également deux représentants dans les commissions locales instituées par la loi du 25 juillet 1919.

TITRE IV.

Ressources budgétaires.

ART. 19. — Il est pourvu aux dépenses ordinaires des chambres de métiers au moyen d'une imposition additionnelle au principal de la contribution des patentes, acquittée par les artisans-maîtres ressortissant à la chambre des métiers.

Le nombre de ces centimes additionnels est fixé à 10, au maximum. Les chambres de métiers ne peuvent délibérer au sujet de cette taxe que si le nombre des membres présents dépasse les trois quarts de celui des membres en exercice. Les membres maîtres-artisans ont seuls voix délibérative.

L'état matriciel des assujettis à ces taxes est établi par chaque chambre de métiers dans sa circonscription et il est fourni par elle, en temps utile, aux directions départementales des contributions directes.

Les réclamations des assujettis à ces taxes sont instruites par les chambres de métiers qui les ont établies et transmises par elles à la juridiction compétente en matière d'impôts.

ART. 20. — Les chambres de métiers peuvent recevoir :

1° Des subventions de l'État, des départements, des communes, des chambres de commerce et autres établissements publics et des associations professionnelles ;

2° Des dons et legs.

ART. 21. — Les chambres de métiers peuvent être autorisées, par décret rendu sur la proposition des Ministres du Travail et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (sous-secrétariat de l'enseignement technique), à contracter des emprunts en vue de subvenir ou de concourir aux dépenses de construction des bâtiments destinés à l'installation, soit de leurs services, soit d'écoles de métiers.

Il est fait face au service de ces emprunts au moyen de recettes prévues par l'article 19.

ART. 22. — Indépendamment du budget ordinaire, les chambres de métiers établissent des budgets spéciaux pour les services qu'elles administrent.

Dans les six premiers mois de chaque année, elles adressent le compte rendu des recettes et des dépenses de l'année précédente au préfet de leur département, qui les transmet, avec les pièces de comptabilité, aux Ministères du Travail et de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (sous-secrétariat d'État de l'enseignement technique), auxquels il appartient d'approuver les budgets et les comptes. En dehors des justifications à joindre à l'appui de leurs comptes, les chambres de métiers adressent chaque année aux Ministères indiqués plus haut, un tableau d'amortissement des emprunts qu'elles ont été autorisées à contracter.

Les chambres de métiers peuvent affecter tout ou partie des excédents de recettes provenant de la gestion de leur service ordinaire à la constitution d'un fonds de réserve qui doit être mentionné dans les comptes du budget de ce service à un chapitre spécial et ne peut, en aucun cas, être supérieur à la moitié de la totalité des ressources annuelles dudit budget.

ART. 23. — Un règlement d'administration publique, rendu sur la proposition du Ministre de l'Instruction publique et des Beaux-Arts (sous-secrétariat d'État de l'enseignement technique) déterminera les conditions d'application de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des députés, sera exécutée comme loi de l'État.

Fait à Rambouillet, le 26 juillet 1925.

GASTON DOUMERGUE.

Par le Président de la République :

*Le Ministre du Travail,
de l'Hygiène, de l'Assistance
et de la Prévoyance sociales,*

DURAFOUR.

*Le Ministre de l'Instruction publique
et des Beaux-Arts,*

DE MONZIE.

*Le Ministre du Commerce,
de l'Industrie, des Postes et des Télégraphes,*

Charles CHAUMET.

**CIRCULAIRE DU MINISTRE DE L'INSTRUCTION PUBLIQUE
ET DES BEAUX-ARTS, EN DATE DU 26 FÉVRIER 1925 (1).**

Emploi des enfants de moins de 13 ans dans les représentations publiques.

Comme suite à ma circulaire du 26 juin 1924 (2) sur l'emploi des enfants de moins de 13 ans dans les représentations publiques, j'ai l'honneur d'appeler tout particulièrement votre attention sur les points suivants :

1° Le certificat de scolarité délivré par le Directeur de l'École primaire spéciale du spectacle et qui doit être joint à toute demande d'autorisation adressée à l'Administration des Beaux-Arts, ne peut en aucun cas tenir lieu d'autorisation ;

2° Il est indispensable que l'enfant, au cours de la période d'emploi au théâtre continue à fréquenter assidûment l'école. Il ne doit donc être appelé à aucune répétition pendant les heures scolaires. En cas d'infraction à cette règle, l'autorisation sera retirée dans un délai de trois jours à partir de la date de l'avertissement qui sera adressé par l'Administration des Beaux-Arts au directeur du théâtre, si l'enfant, dans ce délai, n'a pas repris sa place à l'école ;

3° Aucune demande d'autorisation ne sera prise en considération si elle n'est pas faite pour une durée déterminée et si elle n'indique pas la date de la première représentation à laquelle participera l'enfant ;

4° Les prescriptions relatives à l'anonymat de l'enfant doivent être strictement observées ; le nom de l'intéressé ne figurera ni sur les affiches, ni sur les programmes, ni dans les annonces. Toute infraction entraînera le retrait de l'autorisation.

APPLICATION PENDANT L'ANNÉE 1924

DE LA LOI DU 25 OCTOBRE 1919

SUR

LES MALADIES PROFESSIONNELLES.

Aux termes de l'article 5 de la loi du 25 octobre 1919, toute maladie professionnelle dont la victime demande réparation doit être, par ses soins,

(1) Adressée aux directeurs de spectacles de Paris.

(2) Voir *Bulletin* 1924, page 263.

déclarée, dans les quinze jours qui suivent la cessation du travail, au maire de la commune, qui en dresse procès-verbal et en délivre immédiatement récépissé.

Un certificat du médecin indiquant la nature de la maladie et ses suites probables doit compléter cette déclaration.

Copie certifiée de cette déclaration est transmise immédiatement par le maire au chef de l'entreprise qui occupait l'ouvrier malade et à l'inspecteur départemental du travail ou à l'ingénieur ordinaire des mines chargé de la surveillance de l'entreprise.

L'article 12 de la même loi prescrit, d'autre part, que la déclaration de toute maladie ayant un caractère professionnel et comprise dans une liste établie par décret (décret du 4 mai 1921) est obligatoire pour tout docteur en médecine ou officier de santé qui en peut reconnaître l'existence.

Cette déclaration est adressée au Ministre du Travail par l'intermédiaire de l'inspecteur du travail ou de l'ingénieur ordinaire des mines, et indique la nature de la maladie et de la profession du malade.

L'Administration dispose donc de deux sources différentes d'information pour établir la statistique des cas de saturnisme et d'hydrargyrisme, seules intoxications prévues jusqu'à présent par la loi sur les maladies professionnelles.

Il y a lieu de remarquer qu'il n'y a pas coïncidence entre ces deux catégories de déclarations. Les déclarations des intéressés n'ont lieu en principe que pour certaines manifestations saturnines ou hydrargyriques prévues dans le tableau annexé à la loi du 25 octobre 1919 et survenues dans l'une des industries ou travaux énumérés audit tableau.

Quant aux déclarations médicales, elles ont surtout pour but de contribuer, par les renseignements utiles qu'elles peuvent fournir, à l'étude de la prévention des maladies professionnelles et de l'extension ultérieure de la loi. C'est pourquoi elles sont obligatoires pour toutes les manifestations saturnines ou hydrargyriques d'origine professionnelle et quelle que soit la nature du travail effectué par la victime.

Il semblerait donc, d'après les considérations précédentes, que le nombre des déclarations médicales dût l'emporter sur le nombre des déclarations faites dans les mairies. Or, c'est l'inverse qui se produit. Peut-être les médecins ayant déjà, dans la plupart des cas, délivré à la victime un certificat médical n'aperçoivent-ils pas l'utilité d'une déclaration faite directement à l'Administration ; il serait à souhaiter que les médecins veuillent bien se convaincre qu'en observant dans tous les cas les prescriptions réglementaires, ils contribuent à rendre plus efficace la protection des ouvriers dans les industries qui exposent ceux-ci à des intoxications.

Dans la statistique qui va suivre, les cas qui ont fait l'objet d'une double déclaration ne figurent que pour une unité.

DÉCLARATIONS DE L'ANNÉE 1924.

I. — Saturnisme.

Le nombre des cas de saturnisme déclarés s'est élevé à 1,249 contre 1.025 l'année précédente, soit 224 unités en plus. On pourrait supposer, à première vue, que le nombre absolu des cas d'intoxication a progressé de façon sensible. Il ne semble pas qu'il y ait lieu d'interpréter ainsi le nombre des cas déclarés au cours de l'année et il y a lieu de présumer que le chiffre plus élevé des cas déclarés tient surtout à ce que la loi étant de mieux en mieux connue, les déclarations ont lieu de façon plus régulière.

Le tableau suivant indique les déclarations de saturnisme par industrie et par circonscription d'inspection divisionnaire du travail.

CAS DE SATURNISME DÉCLARÉS EN 1924.

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											Als. et Lor.
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	
Fonderie de métaux.....	39	24	"	"	"	1	"	1	"	"	1	12	"
Affinage de métaux.....	1	"	"	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"
Fonderie et laminage de plomb.	121	11	"	"	"	37	"	62	1	2	8	"	"
Trempe au plomb.....	10	"	"	"	"	"	8	"	"	"	"	2	"
Imprimerie.....	39	13	1	"	5	1	3	"	"	6	3	1	6
Toupillage sur zinc (photogra- vure).....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Couverture, plomberie.....	19	7	"	1	3	1	4	1	2	"	"	"	"
Fumisterie.....	2	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique de couverts.....	1	"	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique de poids à peser.....	2	"	"	"	"	"	"	"	"	2	"	"	"
Soudure mécanique.....	3	1	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"	"
Construction mécanique.....	12	8	"	"	1	"	"	"	"	"	"	3	"
Chantiers maritimes.....	5	"	"	"	"	"	"	4	1	"	"	"	"
Chaudronnerie.....	3	"	"	"	"	"	1	"	"	"	1	1	"
Fabrique d'acide sulfurique.....	4	"	"	"	"	"	"	"	1	"	3	"	"
Appareillage électrique.....	1	"	"	"	"	"	"	"	"	1	"	"	"
Appareillage de T. S. F. (ga- lène).....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrication et entretien d'accumu- lateurs.....	313	189	"	"	1	118	3	"	"	"	"	2	"
Produits chimiques et matières colorantes.....	14	4	"	4	6	"	"	"	"	"	"	"	"
Fabrique de céruse, minium....	84	41	1	"	"	27	6	"	"	"	9	"	"
Manutention de céruse, mi- nium.....	7	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Verreries, cristalleries.....	2	1	"	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Décoration du verre à l'aéro- graphe.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Imprimerie de chromo.....	7	"	7	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Métallisation.....	2	"	"	"	"	"	2	"	"	"	"	"	"
Peinture en bâtiment.....	32	23	"	"	2	3	"	"	"	"	"	"	1
▲ reporter.....	726	333	10	6	19	190	28	68	5	11	25	21	11

DÉSIGNATION DES ÉTABLISSEMENTS. ou travaux.	TOTAL.	CIRCONSCRIPTIONS D'INSPECTION DIVISIONNAIRE DU TRAVAIL.											Als. et Lor.
		1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .	6 ^e .	7 ^e .	8 ^e .	9 ^e .	10 ^e .	11 ^e .	
Report.....	726	333	10	6	19	190	28	68	5	11	25	21	11
Peinture en voitures.....	6	3	1	"	"	1	"	"	"	"	"	"	"
Peintures de meubles.....	2	2	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture sur métaux.....	4	4	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Peinture maritime.....	6	"	"	"	"	1	"	2	"	3	"	"	"
Peinture de matériel roulant...	12	1	1	"	"	"	"	"	"	1	3	6	"
Préparation de toiles pour peintures.....	1	1	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"	"
Émailleries de métaux.....	463	38	1	"	375	14	15	"	"	"	"	20	"
Faïenceries.....	23	"	"	1	"	6	"	2	"	11	3	"	"
Industries mal ou insuffisamment désignées.....	6	4	"	"	"	"	"	"	"	"	1	1	"
TOTAUX.....	1,249	386	13	7	394	211	44	70	7	23	35	48	11

Au point de vue de leurs manifestations, les cas de saturnisme déclarés au courant de l'année 1924 se répartissent comme il suit d'après les indications fournies sur chaque déclaration.

Colique saturnine simple.	892
Colique saturnine avec anémie.....	19
Colique saturnine avec asthénie.....	2
Colique saturnine avec vomissements, pouls lent.....	1
Colique saturnine avec subictère.....	6
Colique saturnine avec troubles hépatiques.....	2
Colique saturnine avec stomatite.....	1
Colique saturnine avec ictère non hémolytique.....	1
Colique saturnine avec hypertension.....	2
Colique saturnine avec ictère.....	1
Colique saturnine avec pouls lent.....	1
Colique saturnine avec hypertension et anémie.....	1
Colique saturnine avec anémie et asthénie.....	2
Colique saturnine avec anémie, asthénie, subictère.....	1
Colique saturnine avec rhumatisme.....	2
Colique saturnine avec rhumatisme et anémie.....	1
Colique saturnine avec arthralgie.....	1
Colique saturnine avec myalgie arthralgie.....	1
Colique saturnine avec anémie et hémoptysie.....	1
Colique saturnine avec myalgie.....	1
Colique saturnine avec myalgie et congestion hépatique..	1
Colique saturnine avec encéphalopathie.....	1
Colique saturnine avec crises convulsives.....	2
Colique saturnine avec signes de paralysie.....	1

Colique saturnine avec paralysie saturnine et encéphalopathie.	1
Colique saturnine avec troubles nerveux.	1
Colique saturnine avec néphrite et cirrhose du foie.	2
Colique saturnine avec amaurose totale, puis partielle.	1
Colique saturnine avec tremblement des extrémités.	1
Colique saturnine avec gingivite et tremblements.	1
Colique saturnine avec artério-sclérose.	1
Entéralgie saturnine.	2
Ictère.	1
Saturnisme chronique, stomatite.	1
Hypertrophie parotidienne.	1
Rhumatisme saturnin.	5
Myalgie arthralgie.	1
Stomatite et arthralgie saturnines.	1
Crises gastro-intestinales avec rhumatisme.	1
Rhumatisme, troubles digestifs.	1
Rhumatisme avec anémie.	1
Myalgie, rhumatisme généralisé avec gastralgie.	1
Myalgie saturnine.	1
Rhumatisme, vomissements.	1
Rhumatisme saturnin avec subictère.	1
Myalgie arthralgie avec parésie des membres inférieurs et albuminurie.	1
Diarrhée profuse; anémie, gingivite.	1
Anémie.	4
Anémie et artério-sclérose.	1
Anémie et gingivite.	1
Anémie et crises gastro-intestinales.	1
Paralysie radiale droite.	1
Paralysie des extenseurs des deux mains avec amyotrophie des membres supérieurs.	1
Paralysie saturnine.	4
Paralysie saturnine et anémie.	1
Début de paralysie des bras avec névrite saturnine.	1
Encéphalopathie saturnine.	1
Encéphalopathie saturnine probable.	1
Encéphalopathie saturnine avec néphrite.	1
Encéphalopathie saturnine avec hémorragie cérébrale.	1
Crises épileptiformes avec anémie.	1
Crises nerveuses épileptiques avec vomissements.	1
Néphrite saturnine.	5
Néphrite saturnine avec céphalée.	1
Néphrite hypertensive.	1
Néphrite chronique compliquée d'hémiplégie gauche.	1
Mal de Bright avec albuminurie et hypertension.	1
Albuminurie; hypertension. Apoplexie avec hémiplégie droite.	1

Néphrite; artério-sclérose; cirrhose du foie; hémorragie cérébrale.	1
Néphrite chronique avec albuminurie et hypertension.	1
Néphrite saturnine; œdème pulmonaire.	1
Polynévrite saturnine avec néphrite.	1
Goutte saturnine et néphrite albuminurique.	1
Goutte saturnine.	2
Atteinte cérébrale; hémiparésie droite.	1
Troubles gastriques. Paraplégie légère et passagère.	1
Cirrhose du foie saturnine.	1
Hypertension. Foie scléreux.	1
Œdème du visage, des mains et des membres inférieurs.	1
Troubles gastro-intestinaux avec œdème du visage, des mains et des membres inférieurs.	1
Dermite eczématiforme de la face et des avant-bras. Troubles gastro-intestinaux. Congestion rénale sans albuminurie.	1
Stomatite; céphalée; tremblement des mains; embarras gastrique; asthénie.	1
Diagnostic insuffisant ou absence de diagnostic.	230
TOTVL.	1,249

Le liséré de Burton a été observé et signalé chez 101 de ces malades.

*
* *

261 cas ont fait l'objet d'une déclaration par le médecin seulement.

828 cas ont fait l'objet d'une déclaration de la mairie, sans déclaration de médecin.

160 cas ont fait l'objet d'une double déclaration, tant du médecin que de la mairie.

Ces 1,249 déclarations intéressent 1,155 hommes et 94 femmes.

Les incapacités prévues par ces déclarations se répartissent de la façon suivante :

Aucune interruption de travail.	3
Incapacité de moins de 8 jours.	60
Incapacité de 8 à 15 jours.	623
Incapacité de 16 à 30 jours.	92
Incapacité supérieure à 1 mois.	9

5 déclarations portent incapacité permanente partielle.

1 déclaration porte incapacité permanente possible.

1 déclaration porte incapacité définitive absolue.

1 déclaration porte état grave.

Dans 2 cas, l'intoxication s'est terminée par le décès.

Enfin, 452 déclarations ne donnaient aucune indication relative à la durée probable d'incapacité.

*
* *

II. — Hydrargyrisme.

Il n'a été déclaré que 7 cas d'hydrargyrisme en 1924 :

6 cas dans des secrétages de peaux ou couperies de poils.

1 cas dans une fabrique de piles électriques (amalgamation du zinc).

1 déclaration émane d'un médecin.

4 déclarations ont été faites par la mairie.

2 déclarations ont été faites à la fois par le médecin et la mairie.

Ces déclarations concernent 4 hommes et 3 femmes.

Au point de vue du diagnostic, elles se répartissent ainsi :

Gingivite.	1
Stomatite; troubles gastro-intestinaux.	1
Stomatite, tremblement généralisé, vertiges.	1
Diarrhée avec exagération des réflexes.	1
Tremblement accentué des deux mains.	1
Edème des membres inférieurs et très légère albuminurie.	1
Intoxication mercurielle.	1
TOTAL.	7

Au point de vue de l'incapacité, 2 déclarations indiquent une incapacité de quinze jours; 3 déclarations indiquent une incapacité de trente jours; 2 déclarations ne portent aucune indication à ce sujet.

ENQUÊTE

SUR

LES CAS DE CHARBON PROFESSIONNEL

PENDANT L'ANNÉE 1924.

Le Service de l'Inspection du travail poursuit, depuis 1910, une enquête permanente sur les cas de charbon professionnel portés à sa connaissance. Les résultats de cette enquête ont été groupés annuellement et publiés au *Bulletin de l'Inspection du travail*.

81 cas ont été déclarés au cours de l'année 1924 : 21 à Marseille; 15 à Mazamet (Tarn); 13 à Saint-Denis (Seine); 4 à Saint-Junien (Haute-Vienne); 4 à Aussillon (Tarn); 3 à Limoges (Haute-Vienne); 3 à Bergerac (Dordogne); 2 à Isle (Haute-Vienne); 2 à Castres (Tarn); 2 à Labruguière (Tarn); 2 à Saint-Amans-Valtoret (Tarn); 2 à Vienne (Isère); 1 à Paris; 1 dans chacune des localités ci-après : Ollainville (Seine-et-Oise); Thumesnil (Nord); Tourcoing (Nord); Aiguefonde (Tarn); Annonay (Ardèche); Romans (Drôme); Camp-les-Brignoles (Var).

Ces 81 cas se sont produits : 18 dans des délainages; 15 dans des tanneries; 10 dans des triages de laines; 8 dans des mégisseries; 7 dans des triages, cardages, lavages de laines; 5 dans le commerce des peaux; 4 dans des filatures de laine; 3 dans des délainages et mégisseries; 2 dans des lavages de laines; 2 dans des teintureries de laine; 2 dans des camionnages de peaux; 1 dans chacune des entreprises ou travaux dénommés ci-après : filature de crins; fabrique de crin frisé pour matelas; magasin de cuirs; fabrique de feutre; fabrique d'engrais.

Les victimes sont réparties comme suit, par catégories professionnelles :

13 manœuvres dans des entreprises diverses. (tanneries, 5; délainage et mégisserie, 3; mégisserie, 2; teinturerie de laines, 2; commerce de peaux, 1);

10 trieuses de laines; 9 maragos (délainage); 8 rogneuses (tannerie); 7 sabreurs (délainage); 4 classeurs (commerce de peaux, 2; magasin de cuirs, 1; triage de laines, 1); 4 mégissiers dont 2 ouvriers au travail de rivière; 2 rabatteurs de laine (filature); 2 soigneuses de cardes (triage, cardage, lavage de laines); 2 manutentionnaires de peaux (commerce de peaux, 1; camionnage, 1); 2 camionneurs (camionnage de peaux de mules et de chevreaux, 1; lavage de laine, 1);

1 dans chacune des spécialités ou professions suivantes : trieuse de crins; trieur (mégisserie); peleur (délainage); étendeur (délainage); trieuse et soigneuse (triage, cardage, lavage de laine); soigneuse d'ouvreuse (triage, cardage, lavage de laines); soigneuse de machine (triage, cardage, lavage de laines); fileur (filature de laine); loupeur (filature de laine); palissonneur (mégisserie); écharneur (tannerie); tanneur; cardeuse (feutre); contre-maître (commerce de peaux); journalier (fabrique d'engrais); monteur en chauffage (fabrique de crin frisé pour matelas).

Au point de vue du sexe et de l'âge, les victimes se répartissent en : 59 du sexe masculin, dont 11 de moins de 18 ans et 22 du sexe féminin, dont 1 sans indication d'âge et 1 jeune fille de 17 ans.

Au point de vue de la nature des matières travaillées, les cas se répartissent comme suit :

25 pour les laines; 25 pour les peaux, sans autre indication; 21 pour les peaux de mouton; 3 pour les peaux sèches; 2 pour les cuirots; 1 pour les crins de vaches; 1 pour les crins, sans autre indication; 1 pour les laines mixtes; 1 pour les peaux de mules et de chevreaux; 1 pour les déchets de cuir.

En ce qui concerne le pays d'origine des matières travaillées ayant occasionné l'infection, il convient de remarquer qu'un même établissement met souvent en œuvre des matières premières provenant de pays différents et que, dans ces conditions, il est malaisé de préciser la provenance des matières travaillées qui ont pu être la cause de l'infection. En 1924, dans 16 cas de charbon, le pays d'origine des matières premières n'a pas pu être déterminé d'une façon précise; tout au plus, est-il possible d'indiquer que 11 de ces cas ne peuvent être attribués qu'à l'Asie Mineure ou à Bagdad ou au Nord de l'Afrique.

Pour les 65 autres cas, l'origine a été déterminée de la façon suivante :

22 cas sont attribués à l'Espagne; 2 à la France; 1 à la Belgique; 1 au Portugal; 1 à la Sardaigne; 1 à la Turquie d'Europe;

16 à l'Afrique (Maroc, 3; Algérie, 2; Sénégal, 2; Côte occidentale d'Afrique, sans autre indication, 1; Nord de l'Afrique, sans autre indication, 2; Nigeria, 1; Soudan, 1; Abyssinie, 1; Cap, 2; Afrique, sans autre indication, 1);

9 à l'Asie (Bagdad, 4; Syrie, 1; Inde, 3; Chine, 1);

6 à l'Amérique (Buenos-Ayres, 4; Amérique du Sud, sans autre indication, 2);

1 à l'Australie.

Pour 80 cas, les matières sont mentionnées comme travaillées à l'état brut.

La forme médicale de l'accident est : pustule dans 74 cas; œdème dans 4 cas; charbon interne dans 1 cas (gorge); dans 2 cas il a été diagnostiqué : pustule avec œdème.

Le siège de la lésion est la tête dans 41 cas (joue, 16; front, 4; menton, 4; menton et tempe, 1; maxillaire, 3; région sous-maxillaire, 1; région sourcilière, 2; région sous-orbitaire, 1; face, 2; lèvre, 2; tempe, 1; région mastoïdienne, 1; oreille, 1; pommette, 1; nez, 1); la gorge dans 1 cas; le cou dans 20 cas; la nuque dans 3 cas; le dos dans 2 cas; le membre supérieur dans 12 cas (bras, 2; coude, 2; avant-bras, 7; pousse, 1); le membre inférieur dans 2 cas (cuisse, 1; jambe, 1).

L'examen bactériologique a été pratiqué dans 18 cas.

13 cas ont été mortels (dont 1 cas de charbon interne); les 68 autres cas se sont terminés par la guérison.

TRAVAUX ORIGINAUX DES INSPECTEURS.

NOTE

SUR

LA PROTECTION DES SCIES CIRCULAIRES

PAR M. AUPETIT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À TOURS.

Parmi les nombreux systèmes de protecteurs de scies circulaires existants il en est bien peu que les ouvriers consentent à utiliser : c'est qu'en effet le bec de la plupart de ces appareils dissimulant l'avant de la scie, il n'est pas possible de suivre aisément, au début du sciage, la rectitude du trait.

Cette gêne visuelle fait qu'encore actuellement les prescriptions de l'article 12, § 2 du décret du 10 juillet 1913 concernant la protection des machines à scier le bois sont, en général, incomplètement observées.

Sans doute, le nombre d'accidents occasionnés en ce moment par ces instruments tranchants est moindre que pendant la période qui a suivi les hostilités — tout au moins dans la région du centre — mais cela tient uniquement à la sélection qui a été opérée à la longue dans le choix des ouvriers scieurs.

Il serait cependant aisé de parer à l'inconvénient en question en fixant, par exemple, à l'avant des protecteurs F (fig. 1), une plaque de verre épais V

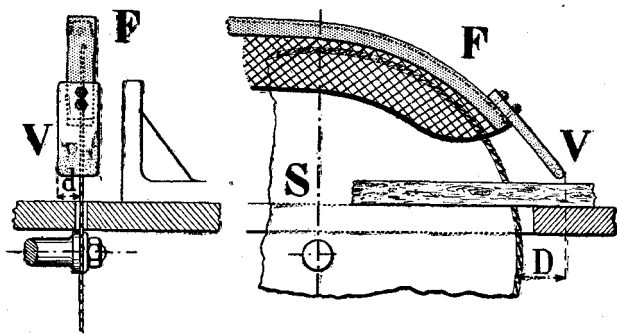


Fig. 1. — Protection des scies circulaires. — Lame de verre permettant de suivre le trait de scie.

déboit de distances convenables (D) et (d) la périphérie de la scie S et ses faces, de manière à éviter l'approche des mains contre les dents tout en permettant l'observation du travail.

A signaler que cet agencement a été réalisé avec succès dans les ateliers de la Compagnie d'entretien de matériel de chemins de fer, à Saint-Pierre-des-Corps, en avant des protecteurs de meules émeri afin d'éviter toute gêne visuelle et garantir en même temps les ouvriers des poussières ou petits éclats causes d'accidents oculaires.

Un autre genre d'accident plus redoutable encore pouvant être déterminé par les scies circulaires est celui dû au rejet violent des pièces de bois mince en sciage (plaquettes, lattes, etc.).

Si les deux parties du morceau de bois scié viennent à coincer vers l'arrière de la scie ou encore qu'une surface dure (nœud, etc.) talonne contre les dents, la pièce entière, lorsqu'elle est libérée, est d'abord soulevée dans le sens de la flèche 1, figure 2, puis, sous l'influence de la vitesse de rotation de l'engin, projetée en avant (flèche 2) pouvant atteindre non seulement le scieur mais les personnes qui se trouvent dans le plan de la machine.

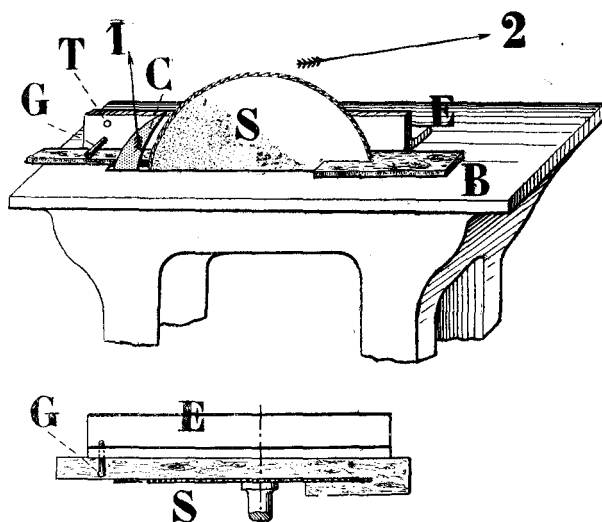


Fig. 2. — Protection des scies circulaires. — Goujon empêchant les pièces sciées d'être soulevées et rejetées.

Le plus souvent les victimes sont touchées à la tête; cette année encore un petit patron de scierie du sud de la section a trouvé la mort (œil crevé et crâne fracturé) dans ces conditions.

L'accident survient aussi bien du fait de l'emploi de pesantes scies ou de petites, c'est pourquoi il est permis de se demander s'il ne conviendrait pas de modifier légèrement la rédaction du paragraphe 3 de l'article 12 du décret précité en comprenant nommément les scies circulaires parmi les engins dans le plan desquels il est interdit, autant que possible, d'occuper des ouvriers.

Les *couteaux diviseurs* C (fig. 2) dont sont munis la plupart des scies

circulaires atténuent certainement la fréquence des rejets de bois mais ne les suppriment pas complètement.

MM. Camus frères, constructeurs, à Amboise, estiment qu'il est possible d'éviter ce genre d'accident en disposant un goujon G (fig. 2) dans des trous T percés *ad hoc* dans le guide-équerre E : il est certain que, dans ces conditions, les planchettes de bois B ne peuvent être soulevées (flèche 1) et par conséquent entraînées en avant par les dents de la scie.

En tout cas, l'établissement a adopté depuis longtemps ce moyen de protection et aucune projection de bois ne s'est jamais produite.

NOTE

SUR

LA SÉCURITÉ ET L'HYGIÈNE DES OUVRIERS DES HAUTS-FOURNEAUX

PAR M. BABAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL à NANCY.

Description du haut-fourneau. — Opérations effectuées.

La métallurgie du fer a pour base la réduction des oxydes de fer par l'oxyde de carbone et la séparation du métal de sa gangue dans des appareils dits hauts fourneaux.

Ces appareils sont constitués par de grandes cavités résultant de la jonction de deux troncs de cône en briques réfractaires, réunis par leurs plus grandes bases au-dessus d'une partie cylindrique (fig. 1).

Pour l'étude des réactions chimiques du haut fourneau on le divise, théoriquement, en cinq zones différentes, partant du gueulard : zones de calcination, de réduction, de carburation, de fusion et de liquation.

Étant donné un minerai de composition connue on détermine par le calcul du lit de fusion les proportions de chacune des matières devant constituer le dosage de la charge : minerai ordinaire, minerai manganésifère, coke, ainsi que le fondant nécessaire à la fusion de la gangue ; avec le minerai de Lorraine, qui est un oxyde de fer hydraté ($\text{Fe}^{\circ}\text{O}^{\text{H}}$), à gangue argileuse, calcaire ou siliceuse, on obtient la fusion des matières terreuses par adjonction d'un carbonate de chaux, la castine, en quantité d'autant plus importante que la proportion de silice est plus élevée.

Dès que la charge est introduite au gueulard, le contact des gaz chauds dessèche le minerai.

Il descend dans la zone de réduction où, par suite de la température plus élevée et de la présence d'oxyde de carbone, il perd son oxygène ; du fer se forme à l'état pâteux.

Dans la zone de carburation le fer se combine au carbone du coke incandescent et de la fonte prend naissance.

La haute température qui règne dans la zone de fusion détermine la liquation de la fonte.

Dans la zone de liquation, le creuset, le métal se sépare du laitier par différence de densité.

La coulée de la fonte, lorsque celle-ci est destinée à alimenter une aciérie, est pratiquée une fois toutes les deux heures environ. Mais elle peut n'être

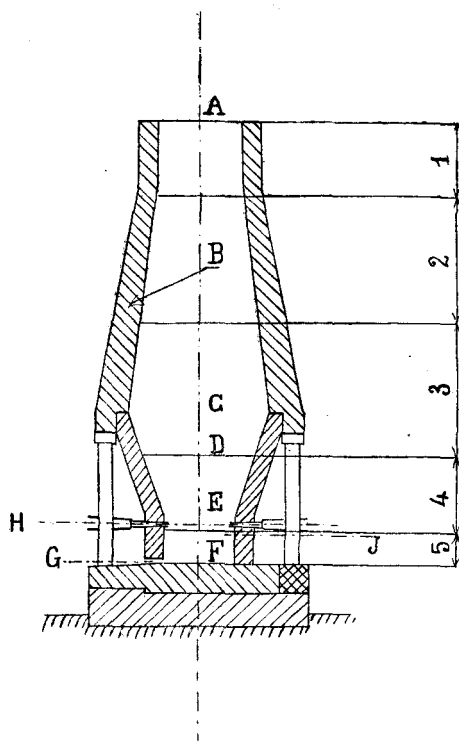


Fig. 1. — Coupe schématique d'un haut-fourneau. — A gueulard; B cuve; C ventre; D étales; E ouvrage; F creuset; G trou de coulée; H tuyères à vent; J axe de la tuyère à laitier. — 1 étage de calcination; 2 étage de réduction; 3 étage de carburation; 4 étage de fusion; 5 étage de liquation.

effectuée qu'une fois toutes les quatre heures ou même toutes les six heures, selon la capacité des creusets, lorsque la fonte doit être mise sur parc en vue de la vente.

L'évacuation des laitiers, dont la production est généralement très importante, est pratiquée au moins une fois l'heure. Ils constituent le principal sous-produit de la fabrication de la fonte; leur composition chimique,

variant avec la nature du minerai et l'allure des fourneaux, se rapproche de celle indiquée ci-après (1) :

Silice.....	31.44 p. 100
Alumine.....	20.03 —
Chaux.....	44.00 —
Magnésie.....	2.96 —
Divers.....	1.57 —

Le laitier qui, autrefois, était considéré comme un résidu encombrant est maintenant apprécié pour les utilisations auxquelles il se prête. Pris à l'état de fusion, à sa sortie du haut fourneau, il peut être transformé par projection dans un courant d'eau froide en un laitier granulé convenant parfaitement à la fabrication du ciment de laitier, des briques blanches de laitier et des moulages en béton comprimé; refroidi lentement il se solidifie en une masse compacte que l'on débite en moellons et que l'on concasse pour obtenir un excellent ballast de voie ferrée ou un macadam pour les routes.

Aux transformations qui résultent de la descente des matières premières correspondent des modifications de composition des gaz qui s'élèvent des tuyères au gueulard.

L'air chaud et sous pression sortant des tuyères pénètre dans la zone de fusion et la combustion se produit. Elle est d'autant plus active que la température est plus élevée, que le contact avec le combustible est plus intime et que l'air insufflé est lui-même à un degré plus élevé.

Le carbone du coke sous l'influence de l'air en excès donne CO^2 .

L'azote, gaz inerte, absorbe de la chaleur et se combine en faibles proportions pour former des cyanogènes en quantités négligeables.

Dans la zone de carburation CO^2 se carbure en traversant les couches de coke incandescent : $\text{CO}^2 + \text{C} = 2\text{CO}$.

Dans la zone de réduction CO rencontre du minerai desséché et chauffé auquel il enlève une partie de son oxygène.

La colonne gazeuse refroidie au travers de la zone de calcination contient alors CO et CO^2 en proportions variables. La marche d'un haut fourneau est satisfaisante lorsqu'à son arrivée au gueulard CO^2 correspond, en poids, aux 50 p. 100 de CO (2).

A titre indicatif nous rappelons une composition des gaz bruts arrivant au gueulard à haute température (3).

(1) Composition moyenne des laitiers de la Société anonyme des Hauts Fourneaux et Fonderies de Pont-à-Mousson (d'après une publication de cette Société).

(2) D'après *Manuel de la Métallurgie du Fer*, par A. LEDEBURG (traduit de l'allemand par BARBARY DE LANGLADE).

(3) D'après des analyses reproduites dans *Calcul et étude du Haut Fourneau* (traduit de l'allemand par L.-E. GRUNER, ingénieur civil des mines).

GAZ RÉSULTANT DE 100 KILOS DE FONTE produite.	EN KILOGRAMMES.	EN MÈTRES CUBES.
CO.....	101.81	81.45
CO ²	68.79	34.39
H.....	0.8	8.88
A z.....	218.62	174.89
H ² O.....	6.05	9.98

L'importance de la production gazeuse d'un haut fourneau de 200 tonnes est de l'ordre de 800,000 mètres cubes par vingt-quatre heures (1).

Le fonctionnement du haut fourneau nécessite des installations annexes comprenant notamment :

Des accumulateurs, sortes de caisses en ciment armé pouvant contenir plusieurs trains de minerai et de coke ;

Un monte-charge incliné ou vertical, constituant l'appareil de chargement ;

Des appareils à air chaud appelés Cowpers, dans lesquels des empilages de briques parcourus alternativement par des gaz enflammés et par de l'air froid permettent de chauffer l'air soufflé dans le haut fourneau par des machines soufflantes ;

Enfin des conduites de gaz et des appareils d'épuration dont il sera question plus loin.

Importance des installations des hauts-fourneaux en Meurthe-et-Moselle.

L'essor de la métallurgie française coïncide avec l'impulsion donnée aux besoins par la construction des chemins de fer, vers 1840, et surtout avec l'invention des procédés Bessemer, Martin, et Thomas, en 1855, 1865, et 1878.

Avant 1860, des centaines de hauts fourneaux, bien différents des gigantesques appareils d'aujourd'hui, étaient disséminés dans le pays, mais à dater de cette époque leur nombre diminue constamment tandis que la production tend à se concentrer dans le département de Meurthe-et-Moselle, comme l'indique d'ailleurs le tableau ci-après (2) :

En 1913 le nombre des hauts fourneaux français était de 156 avec une production de 5.207.000 tonnes, dont 3,493,000 en Meurthe-et-Moselle.

Le développement des usines métallurgiques dans cette région résulte de l'exploitation du bassin ferrifère lorrain, qui s'étend en Meurthe-et-Moselle, dans la Moselle, le Luxembourg, le Sud-Est de la Belgique et le Nord de la Meuse. Il est la base de la sidérurgie française ; sur 21,815,000 tonnes

(1) Voir *Industrie de l'acier en France*, par J. TRIBOT-LAPIÈRE, ingénieur civil des mines (page 66).

(2) Extrait des tableaux annexés à l'ouvrage de E. GRÉAU, *Le Fer en Lorraine*.

de minerai extrait en France en 1913, la Meurthe-et-Moselle a fourni 19,956,000 tonnes, soit 92 p. 100 de la production nationale.

DATES.	NOMBRE de hauts-fourneaux en France.	PRODUCTION. Tonnage de la fonte produite.	NOMBRE de hauts-fourneaux en Meurthe-et-Moselle.	TONNAGE de la fonte produite.
1861.....	472	96,894	"	"
1866.....	384	1,260,348	"	"
1871.....	223	859,541	18	97,080
1876.....	249	1,435,212	30	327,646
1881.....	203	1,886,350	37	606,550
1886.....	108	1,516,574	31	738,403
1891.....	118	1,897,387	48	1,078,633
1896.....	107	2,339,537	52	1,468,526
1901.....	110	2,388,823	46	1,446,416
1906.....	116	3,319,032	76	2,295,174

D'après une publication du Comité des Forges la répartition des hauts fourneaux était la suivante au 1^{er} janvier 1925 (1).

GROUPES.	À FEU.	HORS FEU.	EN CONSTRUCTION OU EN réparation.	TOTAL.
Est.....	53	15	17	85
Alsace-et-Lorraine.....	42	12	14	68
Nord.....	10	5	5	20
Centre.....	8	4	1	13
Sud-Ouest.....	9	2	7	18
Sud-Est.....	4	1	2	7
Ouest.....	77	"	2	9
TOTAUX.....	133	39	48	220

Le nombre total d'ouvriers occupés était de 22,277.

Les 81 hauts fourneaux du groupe de l'Est installés dans 19 usines métallurgiques de Meurthe-et-Moselle, dont 49 seulement sont à feu, occupent très approximativement 3,300 ouvriers spécialistes des catégories professionnelles désignées sous le n° 1 de l'article 1^{er} du décret du 31 août 1910, relatif au repos hebdomadaire des spécialistes d'usines à feu continu. Le total des ouvriers et employés de ces hauts fourneaux et de leurs dépendances est d'environ 5,000.

Progrès réalisés dans la technique des hauts-fourneaux.

Les premiers appareils désignés sous le nom de hauts fourneaux qui prirent naissance en Alsace à la fin du XIII^e siècle n'avaient pas plus de 5 mètres de hauteur (2).

(1) Voir *Bulletin du Comité des Forges*, n° 3849, du 6 mars 1925.

(2) Voir *Le Fer en Lorraine*, par E. GRÉAU, page 12.

Sans remonter à ce début on peut suivre les transformations ayant donné lieu au haut fourneau moderne, d'après les caractéristiques de ceux successivement installés aux dates ci-après, dans une même usine de Meurthe-et-Moselle (1).

DÉSIGNATION.	DE 1846 à 1851.	DE 1852 à 1864.	DE 1864 à 1870.	DE 1871 à 1883.	DE 1896 à 1909.	DEPUIS 1912
Hauteur en mètres.....	9,150	10,250	13,750	15,800	20,935	25
Diamètre au gueulard.....	1,000	2,200	2,500	1,800	"	"
Diamètre au ventre.....	2,600	3,00	3,000	3,200	5,400	7,000
Diamètre au creuset.....	0,600	0,800	1,200	1,500	2,500	"
Volume en mètres.....	"	"	"	"	288	591
Combustible employé.....	Bois.	Bois.	Coke.	Coke.	Coke.	Coke.
Pression du vent en millimètres-mercure.....	"	"	80	90	190	300
Température du vent.....	Froid.	200°	350°	400°	650°	750°
Mode de chauffage du vent.....	"	1 tuyau à ailettes.	4 tuyaux à ailettes.	8 tuyaux à ailettes.	4 Cowper.	4 Cowper.
Nombre de tuyères.....	1	2	2	2	6	16
Diamètre des tuyères en millimètres.....	50	50	80	100	150	180
Production par 24 heures en tonnes.....	3	6	25	40	110	240

Il existe encore des appareils ne donnant que 60 tonnes de fonte de moulage par vingt-quatre heures, toutefois l'on considère comme des productions moyennes un rendement de 160 à 200 tonnes. Dans plusieurs usines, les fourneaux produisent couramment 250 et 300 tonnes de fonte d'affinage par vingt-quatre heures; des rendements plus élevés sont exceptionnellement dépassés, mais dans certains pays, notamment en Amérique, on atteint des productions bien plus considérables.

Lorsque la production ne dépassait pas quelques tonnes par vingt-quatre heures l'alimentation des hauts fourneaux se faisait naturellement à la main; après l'introduction du coke comme combustible, le rendement augmentant rapidement, l'alimentation mécanique s'imposa.

On eut d'abord recours aux monte-charge verticaux aménagés comme balance d'eau, puis à des installations pneumatiques et aux treuils à vapeur. Les treuils de la plupart des monte-charge actuels fonctionnent à la vapeur ou à l'électricité.

Le monte-charge vertical exigeant beaucoup de main-d'œuvre pour charger et amener les bennes au pied du fourneau et ensuite pour les décharger au gueulard, on a réalisé un dispositif constitué par une benne à fond mobile, élevée dans la cage du monte-charge par le treuil d'un pont roulant, qui la dépose au-dessus de l'ouverture du gueulard.

(1) D'après une note que M. le Directeur de cette usine a bien voulu nous permettre de reproduire.

A sa descente la benne est reçue sur un chariot que l'on aiguille vers le point où se fait le remplissage.

Une nouvelle étape dans le perfectionnement du chargement a été l'emploi du monte-charge à plan incliné (le Skip) combiné avec la benne à fond mobile; la charpente du plan se prolonge jusqu'au-dessous des accumulateurs, permettant ainsi l'accrochage de la benne en un plus grand nombre d'endroits.

La manœuvre du monte-charge ainsi perfectionné se fait par un treuil électrique desservi par un seul ouvrier et la marche est entièrement automatique. A chaque instant le mécanicien a devant les yeux, dans sa cabine, la position exacte de la benne, dont il peut suivre la manœuvre; il peut aussi se rendre compte de la position des sondes, de telle sorte qu'aucun ouvrier n'est nécessaire au gueulard.

Ce dernier système nécessite un mécanisme distinct par haut fourneau et, en cas de panne, on doit recourir à un autre mode de chargement, difficulté qui ne se présente pas, notamment, dans les installations où l'on fait usage de ponts-roulants circulant sur un portique au-dessus de la ligne des hauts fourneaux (1).

En France, dans certaines usines où les fourneaux sont disposés en ligne, on a également préféré le portique, d'un prix d'installation inférieur, permettant de desservir plusieurs appareils avec le même pont-roulant.

Il convient cependant de remarquer que le chargement par plan incliné ne s'oppose nullement à l'adjonction de portiques et ponts-roulants, chaque fois que la distance entre les appareils le permet. Mais l'utilité de ce dispositif supplémentaire est contestable; dans une usine où quatre hauts fourneaux desservis par des skips sont munis d'un transporteur spécial destiné à éviter toute interruption en cas d'avarie survenant au système de chargement, on n'a jamais eu à en faire usage.

Parallèlement au développement des appareils de chargement on a perfectionné l'emmagasinement des matières à charger. On se sert à cet effet de magasins en béton armé ou en tôles et profilés appelés accumulateurs. Sur le plan supérieur de ces accumulateurs de 10 à 15 mètres de hauteur, aboutissent les voies ferrées par lesquelles sont amenés des trains entiers composés de wagons spéciaux, supprimant tout déchargement à la main. La reprise des matières se fait en dessous au moyen de trappes appropriées.

Les améliorations réalisées, tant pour l'emmagasinement des matières que pour les appareils qui les reprennent et les élèvent au gueulard, sont le résultat de recherches constantes en vue de réduire au minimum l'emploi de la main-d'œuvre, facteur important du prix de revient.

(1) D'après un article du Lieutenant-colonel REBOUL, publié par le journal *Le Temps*, en novembre 1924, toutes les nouvelles installations allemandes adopteraient l'élévateur vertical avec portique permettant de desservir plusieurs appareils.

Les avantages et inconvénients des différents systèmes de chargements ont été exposés par M. R. JORDAN, dans la *Revue de Métallurgie*, n° de mars 1924.

Profitant de l'expérience acquise, des installations, relativement récentes, ont été, dès leur début, munies d'un outillage perfectionné. C'est ainsi qu'à la Société des Hauts Fourneaux de Caen, le chargement comporte un élévateur du système Munier dont les manœuvres sont commandées de la partie inférieure du fourneau, sans qu'il soit besoin d'occuper aucun ouvrier sur la plate-forme.

Dans les usines de Meurthe-et-Moselle, beaucoup plus anciennes et dont la plupart ont été construites en plusieurs étapes, il existe naturellement quelques installations démodées, mais d'une manière générale, elles n'ont point échappé à l'évolution du progrès et, à cet égard, certaines d'entre elles sont également munies des tout derniers perfectionnements.

Organisation du travail.

Le nombre d'ouvriers nécessaires à la marche d'un haut fourneau varie surtout selon le degré de perfectionnement de son dispositif de chargement. Les chiffres ci-après concernant trois usines dont les deux premières ont chacune quatre appareils à feu et la dernière trois seulement, montrent les économies de main-d'œuvre réalisées de cette manière :

NOMENCLATURE.	NOMBRE D'OUVRIERS OCCUPÉS EN 3 POSTES.		
	Fondeurs.	Chargeurs du bas.	Chargeurs au gueulard.
1° Les manutentions sont faites à la main et l'élévation par monte-charge ordinaire.	36	225	45
2° Chargement entièrement automatique par plan incliné (le coke est chargé à la main dans les bennes)	36	128	Néant.
3° 2 appareils sont à chargement automatique par plan incliné; l'appareil comporte un monte-charge ordinaire (pour les 3 appareils le coke est chargé à la main dans les bennes)	30	125	9

Si, malgré les progrès du mécanisme, la main-d'œuvre est encore importante à la charge du bas c'est uniquement en vue d'opérer le triage du coke, dont le poussier provoque des désordres de marche.

Dans une quatrième usine possédant cinq hauts fourneaux à feu, disposant d'accumulateurs à minerai, mais recevant la plus grande partie du combustible par un transporteur aérien reliant ses fours à coke aux gueulards, le nombre des chargeurs du bas a pu être réduit à ving-sept pour les trois postes.

Les différences sont moins sensibles quand on compare les effectifs des autres catégories professionnelles concourant à la marche du haut fourneau : basculeurs, fondeurs, dégrasseurs, granuleurs, gaziers, personnel de l'épura-

tion, machinistes des souffleries et des monte-charges, mouleurs de saumons et casseurs de fonte.

Antérieurement à l'application de la loi du 23 avril 1919, sur la journée de 8 heures, la durée du travail atteignait 12 heures par jour, soit une moyenne de 84 heures par semaine, comportant un poste de 24 heures chaque quinzaine, au moment du changement de poste.

Avec l'organisation actuelle des trois postes de 8 heures, la moyenne de durée hebdomadaire de travail est de 56 heures, conformément aux prescriptions de l'article 5 du décret du 9 août 1920; l'alternance ne comporte plus qu'un poste de 16 heures toutes les trois semaines et, durant cette période, un poste accomplit : 64 heures la première semaine, 48 heures la seconde et 56 la troisième, soit une moyenne de 56 heures.

Contrairement à l'erreur généralement répandue, l'introduction de la journée de 8 heures n'a pas entraîné, mathématiquement, une augmentation de personnel dans la proportion de $3/2$. D'abord l'effectif du personnel uniquement occupé de jour n'a pas été modifié : manœuvres, la plus grande partie des ouvriers d'entretien, personnel des écritures de la comptabilité et même du laboratoire. De plus le personnel nécessaire à la marche de chaque haut fourneau est devenu moins distinct : dans la plupart des usines le service de maîtrise, qui n'a pas été renforcé exerce son action sur un plus grand nombre d'appareils; les chargeurs du bas, mieux utilisés, emplissent sans arrêt les bennes que les rouleurs conduisent aux différents monte-charges; de même le travail des gaziers est effectué par les mêmes ouvriers pour plusieurs appareils.

Ce sont surtout les catégories professionnelles les moins importantes en nombre : les fondeurs et les machinistes de souffleries et des monte-charges, qui ont dû être renforcées dans la proportion de $3/2$. Au surplus, si, comme l'indique M. TRIBOT-LASPIÈRE, ingénieur civil des mines (1), la marche d'un haut fourneau produisant 40,000 tonnes par an exigeait un effectif de 100 à 120 hommes au temps des deux postes de 12 heures, on constate que les industriels se sont ingéniés à ne pas dépasser cet effectif avec les trois postes de 8 heures, même lorsque leurs installations sont déjà anciennes.

Bien que les métallurgistes suivent de tout près les questions relatives au perfectionnement de leur industrie, la journée de 8 heures, à notre avis, a été une raison impérieuse qui les a déterminés à perfectionner l'outillage et à économiser la main-d'œuvre, afin de produire aux bas prix imposés par la concurrence; elle a hâté la substitution et la généralisation du travail mécanique au travail musculaire, exécuté par les ouvriers des hauts fourneaux, notamment les chargeurs, rouleurs, casseurs et enleveurs de fonte.

Dans le cas particulier qui nous occupe, elle est un incontestable bienfait au point de vue social. Sauf de bien rares exceptions, chefs d'usines et ingénieurs s'accordent à déclarer que 12 heures consécutives d'un travail particulièrement déprimant, effectué au voisinage du feu, dans un tumulte assour-

(1) Voir *Industrie de l'acier en France*, page 58.

dissant, constituait une besogne épuisante. Ils constatent que les absences pour causes de fatigue ou de maladie sont devenues presque nulles et que l'alternance par un poste de 16 heures ne comporte plus aucune difficulté : au contraire les absences étaient autrefois si nombreuses le jour de l'alternance par un poste de 24 heures qu'ils devaient disposer d'une équipe presque complète de remplaçants.

Avec une durée moyenne de 56 heures de travail par semaine, d'ailleurs inférieure aux 60 heures qu'accomplissait la généralité des travailleurs avant la mise en application de la loi du 23 avril 1919, l'ouvrier des hauts fourneaux jouit enfin de loisirs lui permettant de participer à la vie familiale et de développer ses facultés.

Sécurité du personnel.

L'importance de l'industrie du fer dans le département de Meurthe-et-Moselle nous a permis d'observer les dangers auxquels sont exposés les travailleurs de hauts fourneaux dans un ensemble de dix-sept usines comptant soixante et onze appareils.

D'après les avis transmis au service en vertu de l'article 11 de la loi du 9 avril 1898, le nombre d'accidents dont les ouvriers ont été victimes s'établit comme suit, pour chacune des cinq dernières années.

SUITES DES ACCIDENTS.

ANNEES.	MORTS.	INCAPACITÉS PERMANENTES.	INCAPACITÉS TEMPORAIRES.			SUITES INCONNUES.	TOTAUX.
			10 JOURS au plus.	11 à 20 JOURS.	plus de 20 JOURS.		
1920	2	2	319	160	29	13	525
1921	3	2	375	179	35	15	699
1922	6	3	516	218	25	8	776
1923	3	5	647	274	28	10	967
1924	5	3	701	366	67	1	1.143
TOTAUX	19	15	2,558	1,197	184	47	4,020

Comme il s'agit d'accidents survenus dans des usines partiellement ou totalement détruites pendant la guerre 1914-1918, la plus grande fréquence, d'une année à l'autre, s'explique par la mise à feu d'un plus grand nombre de fourneaux au fur et à mesure de la reprise d'activité.

En raison d'une suite de circonstances défavorables : crise des transports, manque de combustible et mévente des produits, la production a été trop irrégulière et, par suite, le nombre d'ouvriers occupés trop variable pour qu'il soit permis de déduire des chiffres précédents le pourcentage du risque professionnel. Mais l'importance des causes, en regard du nombre et de la

gravité des accidents, est bien mise en évidence par le tableau suivant, relatif aux cinq années considérées (1).

SUITES DES ACCIDENTS.

CAUSES.	MORTS.	INCAPACITÉS PERMANENTES.	INCAPACITÉS TEMPORAIRES.			SUITES INCONNUES.	TOTAUX.
			10 JOURS au plus.	11 à 20 JOURS	plus de 20 JOURS.		
Transmissions	•	1	7	2	•	•	10
Appareils de levage ..	2	•	39	21	2	•	64
Explosifs	•	•	2	1	•	1	4
Brûlures	3	•	625	355	67	8	1,058
Chutes d'objets	•	12	1,139	566	63	28	1,808
Chutes de l'ouvrier ..	1	2	369	143	27	6	548
Manutentions	•	•	181	47	14	2	244
Outils à main	•	•	101	29	8	2	140
Electricité	1	•	2	•	1	•	4
Causes diverses	12	•	93	33	2	•	140
TOTAUX	19	15	2,558	1,197	184	47	4,020

Les cinq causes d'accidents graves ou nombreux auxquelles sont exposés les travailleurs des hauts fourneaux sont les suivantes : ascenseurs et appareils de levage, brûlures, chutes d'objets, chute de l'ouvrier et causes diverses.

Ascenseurs et appareils de levage. — Sous cette rubrique figurent les accidents occasionnés par un brusque retour de manivelle des treuils utilisés pour la manœuvre des joints à cloches, mais les plus graves sont attribuables au fonctionnement des monte-charges verticaux d'installations relativement anciennes.

Sur ces appareils puissants, dont les ascensions rapides se succèdent sans arrêt, on ne peut, comme dans les monte-charges ordinaires, réaliser des fermetures automatiques d'une sécurité parfaite. Les mécanismes délicats ne résistant pas aux chocs sont remplacés par des systèmes ne s'opposant nullement à la mise en marche lorsque les portes sont encore ouvertes. Cette imperfection a pour conséquence que les ouvriers rouleurs, qui engagent et retirent les boguets, en particulier ceux du bas, sont encore exposés à être serrés sous les portes, dont les fermetures dites à guillotines sont actionnées par les plateaux qui s'élèvent, ou encore sous les boguets mal placés lorsque par suite de malentendus dans la transmission des signaux ils sont renversés au départ.

Avec l'ascension par ponts-roulants montés sur portiques les ouvriers sont exposés à être renversés ou fortement serrés par le balancement des bennes suspendues à grandes hauteurs.

(1) Le personnel des chemins de fer ne dépendant pas toujours du service des hauts fourneaux, les accidents de traction n'ont pas été relevés.

Brûlures. — Les ouvriers fondeurs, dégrasseurs, granuleurs, mouleurs sous halles et casseurs de fonte sont exposés à deux sortes de brûlures : par contact et par projection.

Les brûlures par contact sont généralement sans gravité quand elles sont dues au maniement d'outils, des produits ou du sable des halles. Des accidents plus sérieux sont provoqués par les suies chaudes, essentiellement mobiles, qui pénètrent dans les chaussures, mais les plus graves résultent d'un contact avec la fonte liquide, soit consécutivement à une chute de l'ouvrier, soit encore que, par inadvertance, l'ouvrier mette le pied sur la fonte insuffisamment solidifiée après sa coulée.

L'écoulement du métal doit être précédé de l'enlèvement du tampon d'argile qui ferme le trou de coulée. Pour cette opération, l'ouvrier, muni de longs outils appropriés, dégarnit l'ouverture de manière à en éviter la détérioration. Or, au cours de ce travail, il se produit parfois, dans la direction de l'opérateur, des projections de scories ou de fonte dont l'importance dépend de la pression intérieure ou d'un écoulement trop rapide ; ces projections arrachent même des briques lorsque la maçonnerie est en mauvais état.

Les plus violentes projections provenant du trou de coulée se produisent en pleine marche ; au poids du contenu du creuset s'ajoute alors la pression du vent, qui projette le métal et la maçonnerie, chassant au dehors des flammes de plusieurs mètres de hauteur.

Le 27 février 1923, aux Aciéries de L..., un ouvrier atteint dans de telles circonstances fut brûlé mortellement.

Le 15 janvier 1925, un ouvrier des Hauts Fourneaux de N..., atteint par un jet de métal en fusion provenant d'une ouverture de coulée, subit des brûlures mortelles sous les yeux de ses camarades impuissants à lui porter secours.

Au contact de la fonte en fusion l'eau est décomposée en ses éléments et il se forme des mélanges détonants qui peuvent se produire, soit à la sortie du trou de coulée et sous les halles, soit dans le canal de granulation lorsque la fonte atteignant un niveau trop élevé dans le creuset fuit par la tuyère à laitier.

L'humidité des poches, dans lesquelles la fonte est coulée par 30 et 40 tonnes, qu'elle résulte de pluies ou d'un séchage insuffisant du revêtement réfractaire, produit les mêmes mélanges détonants, qui soulèvent le métal en fusion et le rejettent sur les côtés.

Chutes d'objets. — La manutention de quantités considérables de matières premières et de produits finis expose tout le personnel des hauts fourneaux aux accidents par chutes d'objets. Toutefois, ils se produisent le plus fréquemment à l'emplissage des boguets, qu'il s'agisse de chargement à la main ou du chargement sous les accumulateurs ; les casseurs et enleveurs de fonte sont également exposés à recevoir sur les pieds les gueuses qu'ils manient.

Chutes d'ouvriers. — L'animation intense qui règne dans les usines mé-

tallurgiques, principalement pendant les coulées, est la cause principale des chutes provoquées par les différences de niveau, les obstacles isolés et la circulation dans les escaliers.

Causes diverses. — En dehors des accidents dont les causes sont mal définies figurent sous cette rubrique les asphyxies et intoxications par le gaz de hauts fourneaux que nous examinerons dans une autre partie de cette note.

Dans les tableaux statistiques qui précèdent ne figurent pas d'accidents attribuables à deux autres causes importantes par leur conséquences, bien que peu fréquentes, se produisant dans des conditions que nous nous proposons d'exposer : les percées et explosions de hauts fourneaux.

Percées de hauts fourneaux. — L'action corrosive de la fonte liquide entraîne une destruction des briques réfractaires du creuset, d'autant plus rapide que la température est plus élevée, la pression plus forte et que les matériaux de construction sont de moins bonne qualité.

Dès les premiers jours de la mise à feu la paroi du creuset est rongée dans ses parties les moins résistantes et réduite d'épaisseur dans des proportions pratiquement incontrôlables ; la fonte se creuse des cavernes d'une profondeur telle qu'elle peut jaillir du sol à plusieurs mètres du creuset.

Par son infiltration au travers d'une maçonnerie qu'elle désagrège elle s'ouvre parfois des brèches dans la paroi du creuset. La pression intérieure du fourneau aidant, les briques descellées sont soulevées et projetées au loin, la fonte jaillit, l'ouverture s'agrandit et le métal liquide d'un volume de plus en plus important vient au contact des eaux de refroidissement dont la décomposition provoque de violentes explosions.

L'incertitude dans laquelle on se trouve sur le bon état du creuset ne permet pas de prévoir l'imminence des percées, qui se produisent le plus souvent d'une façon tout à fait imprévue.

Exceptionnelles dans la plupart des installations, elles sont redoutées pour les arrêts de fabrication qu'elles entraînent et, surtout pour les graves accidents qui peuvent en résulter. C'est ainsi que le 1^{er} mai 1923, un ouvrier des Forges d'A..., étranger au service des hauts fourneaux, fut mortellement blessé par une brique projetée à une centaine de mètres de distance.

Une percée de haut fourneau, survenue le 22 août 1900, à H...-G..., fit plusieurs victimes parmi le personnel et un ingénieur resta infirme par suite de ses brûlures.

Explosion de haut fourneau. — La percée du haut fourneau, due à une cause bien déterminée, ne peut être confondue avec l'explosion, beaucoup moins fréquente et dont les causes, au contraire, restent souvent inexplicables.

Par sa forme et par l'épaisseur de sa paroi, construite en briques fortement cerclées de fer sur toute la hauteur, le haut fourneau est capable de résister à des pressions intérieures considérables. Mais un fonctionnement prolongé entraîne une usure de la maçonnerie par le frottement des charges

descendantes. De plus, sous l'influence des dilatations successives, des briques se déplacent et les cercles en glissant sur la paroi externe compromettent la solidité du frettage : un haut fourneau ancien devant être réparé incessamment, éclata le 16 septembre 1922, aux usines de W..., à H...

Toutefois l'explosion ne peut résulter que d'un incident de marche : éclatement d'une tympe, retour de gaz dans la conduite d'air comprimé ou descente brusque des charges accrochées.

Les tympes sont des cavités en fonte parcourues par un courant d'eau s'opposant à l'élévation de température de la maçonnerie dans laquelle elle sont encastrées, au voisinage du trou de coulée et des tuyères; or si par suite de l'emploi d'eaux séléniteuses le conduit d'évacuation vient à s'obstruer, la tension de la vapeur d'eau atteint une pression telle que la tympe éclate comme un véritable explosif, détruisant toute la maçonnerie.

Un directeur d'usine nous a signalé qu'une explosion de cette nature survenue dans son établissement vers 1912, projeta une partie de la maçonnerie du creuset à plus de 15 mètres de distance et que la masse du haut fourneau, cessant d'être soutenue à la base, s'effondra sur le sol, sans heureusement blesser les ouvriers.

Le retour des gaz dans la conduite d'air comprimé exige une dépression dans le haut fourneau par suite d'arrêt des soufflantes lorsque l'évacuation des gaz cesse d'être assurée par les appareils de consommation, le gueulard étant fermé. Dans ce cas il se produit un mélange détonant qui explose dans la conduite des souffleries.

On attribue à cette cause un accident grave, survenu en 1922, dans une usine luxembourgeoise, à la suite d'un arrêt simultané des services.

Les explosions du haut fourneau proprement dit semblent plutôt être la conséquence d'accrochages.

L'accrochage est caractérisé par un arrêt dans la descente des matières chargées au gueulard; non seulement la production est suspendue mais la qualité des produits obtenus après sa destruction est toujours de qualité inférieure.

Tant qu'il persiste le vent agit moins efficacement, les gaz ne traversent plus les charges, les appareils de récupération se refroidissent et le creuset ne maintient plus sa température.

Quelles que soient les causes auxquelles on l'attribue : dépôts de carbone pulvérulent provenant de la dissociation de CO en présence du minerai, liquation des laitiers avec accumulation d'un dépôt de matières pâteuses, refroidissement provoqué par arrivée dans l'ouvrage d'un coke chargé de fraisils brûlant difficilement ou, simplement, effet mécanique que les pierres exercent les unes sur les autres, les charges restent suspendues au-dessus de l'ouvrage comme soutenues par une voûte.

Pour en déterminer la chute on avait autrefois recours à l'emploi de grandes barres de fer avec lesquelles on s'efforçait de détacher la masse, soit par l'ouverture du gueulard, soit par les ouvertures pratiquées dans la paroi

de la cuve. Actuellement il arrive encore que l'on attaque le pendu (1) à l'aide de pinces. Toutefois les procédés les plus employés sont :

1° Introduction d'explosifs dans la masse, au moyen de tubes spéciaux ;

2° Variations successives de la pression de l'air soufflé ;

3° Utilisation de tuyères de secours disposées à des hauteurs déterminées par l'expérience.

Lorsque l'on opérait par l'ouverture du gueulard, au moyen de barres de fer, les ouvriers étaient également exposés à des chutes dangereuses dans le haut fourneau. On a cité le cas de cinq ouvriers tombés dans un haut fourneau et disparus, au cours d'un travail de ce genre exécuté dans un établissement du Luxembourg.

Lorsque la descente des matières a été longuement retardée, leur chute dans le creuset bouleverse toute la marche, des carbones pulvérulents s'enflamment spontanément en produisant un volume gazeux considérable qui, s'il ne trouve d'issue suffisante, peut déterminer l'explosion du fourneau.

L'explosion survenant dans de semblables circonstances risque toujours de faire de nombreuses victimes parmi le personnel que le travail de décrochage nécessite autour de l'appareil. C'est ainsi qu'après un accrochage ayant persisté pendant quarante jours, aux usines de R..., la chute du pendu provoqua une explosion tuant deux ouvriers et en blessant grièvement deux autres.

Dans une usine belge, le 19 juillet 1922, l'effondrement d'une masse suspendue dans le haut fourneau provoqua l'explosion de la cuve ; on annonça deux ouvriers tués sur le coup, trente et un ouvriers atrocement brûlés, dont quatre ayant succombé à leurs blessures, et dix en danger de mort.

Mais, nous l'avons dit, les explosions peuvent être dues à des causes indéterminées ; parmi les exemples cités par Léon et Maurice Bonneff (2), nous rappellerons que le 10 janvier 1907, aux Aciéries John Laughlin, de Pittsburg (États-Unis), un seul ouvrier sur soixante aurait échappé à l'explosion d'un haut fourneau.

L'effondrement des bâtiments voisins et la torsion des poutres métalliques que provoquent de tels accidents montrent tout le danger qui peut en résulter pour les travailleurs.

En vue de l'étude des accidents survenant couramment, d'après l'heure de la journée à laquelle ils se produisent, nous avons établi un graphique d'après les déclarations enregistrées en 1923 et 1924.

Ce graphique de la figure 2, montre des variations qui s'expliquent par l'organisation du travail.

Aux trois postes successifs, occupés généralement de 6 à 14 heures, 14 à 22 heures, et 22 à 6 heures, vient s'ajouter un quatrième poste de jour, composé de spécialistes de remplacement et de manœuvres.

(1) C'est le mot technique par lequel on désigne souvent l'accrochage.

(2) *La Vie tragiques des travailleurs*, page 105.

Bien que ce quatrième poste soit à effectif réduit, la présence d'un plus grand nombre d'ouvriers pendant le jour justifie les pointes maxima se formant de 9 à 10 heures et de 14 à 15 heures.

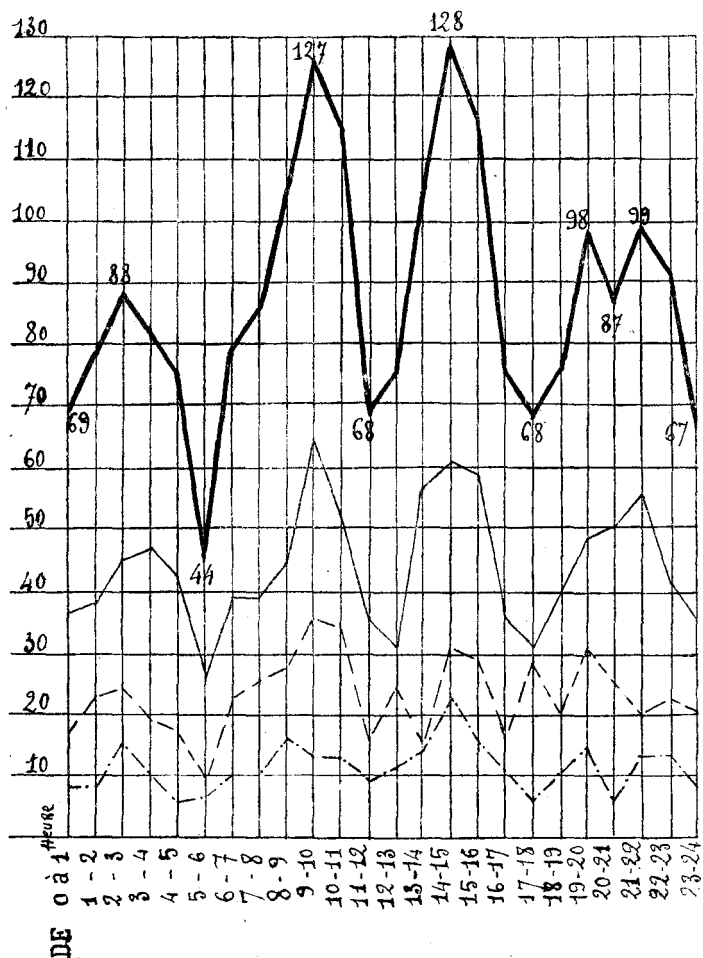


Fig. 2. — Accidents du travail d'après l'heure de la journée.

- ensemble des causes.
- - - - - chutes d'objets.
- - - - - brûlures.
- . - . - chute de l'ouvrier.

Entre 19 et 20 heures et de 21 à 22 heures les pointes s'expliquent par la plus grande activité correspondant aux dernières coulées destinées à alimenter les aciéries et laminaires, fonctionnant en deux postes de 8 heures, répartis entre 7 et 24 heures.

Le relèvement de la courbe entre 2 et 3 heures semble devoir être attribué au travail supplémentaire qu'occasionnent les coulées sous halles.

La similitude existant entre les courbes des causes principales et celle des causes en général indique bien que l'augmentation du nombre des accidents correspond aux heures de travail intense, sans faire ressortir l'importance du facteur physiologique : la fatigue du travailleur.

Les rapprochements que nous avons établis par la méthode du graphique montrent, d'autre part, que le jour de la semaine n'a pas une influence déterminante sur la fréquence des accidents.

Les plus nombreux que l'on observe les lundi et vendredi sont, en effet, d'une importance presque nulle, en regard de la totalité des accidents considérés.

Il est bien certain que la plus grande fréquence constatée le lundi ne peut être attribuée aux libations de la veille, car, de l'avis général, l'alcoolisme est presque nul parmi les ouvriers de hauts fourneaux, qui, sans doute, boivent énormément, mais des boissons non alcoolisées.

Les courbes ascendantes correspondent toujours à des surcroîts de besogne. En effet, en raison de l'arrêt du dimanche dans les services de transformation, aciéries et laminoirs, la production de la veille, accumulée sous halle, constitue un tonnage supplémentaire à enlever venant s'ajouter à la production du lundi, travail supplémentaire qui suffit à accroître le risque de ce jour-là. D'autre part, si l'on tient compte que la réduction du nombre des coulées, le dimanche, implique une succession moins rapide des charges vingt-quatre heures plus tôt (1), on n'est pas surpris de constater, pour le samedi, que le risque des brûlures et chutes d'ouvriers est accru à la coulée des fontes et laitiers, alors que celui résultant des chutes d'objets diminue pour les ouvriers chargeurs et rouleurs, dont le travail est ralenti.

En ce qui concerne le vendredi, on pourrait, à la rigueur, établir une relation avec la fatigue résultant du travail de la semaine, mais, d'autre part, on doit également remarquer que, ce jour-là, on pousse activement la production en prévision de l'arrêt des aciéries le lendemain soir.

On peut ajouter que la moins grande fréquence du dimanche se changerait, sans aucun doute, en une courbe ascendante, s'il était possible de tenir compte, dans le tracé d'un tel graphique, des modifications résultant d'une marche ralentie avec un plus petit nombre d'ouvriers. Et incontestablement, la courbe démontrerait que la plus grande fréquence des accidents correspond à la plus longue journée de travail, le jour de l'alternance avec un poste de 16 heures consécutives.

Hygiène du personnel.

Indépendamment des causes d'accidents, peu de professions exposent l'ouvrier à d'aussi multiples influences s'exerçant sous des aspects aussi variés :

(1) D'après *La Métallurgie à la portée de tous*, par Marcel ASTRUC, le minéral descend à une vitesse approximative de 1 mètre à l'heure et la colonne gazeuse monte à une vitesse qui est dans les environs de 1 mètre à la seconde.

aveuglement causé par l'éclat des matières en fusion, assourdissement provoqué par le tumulte des changements de direction du vent, énervement occasionné par l'animation intense qui règne pendant les coulées, excessive chaleur provoquant des transpirations abondantes compensées par absorption exagérée de liquides, influence alternative de la chaleur et du froid et action des poussières caustiques de chaux et d'alumine rejetées par les ouvertures des gueulards et des conduites. Telles sont les conditions dans lesquelles s'accomplit un travail pénible par lui-même, notamment celui des ouvriers fondeurs, dégrasseurs, casseurs et enleveurs de fonte.

L'action des gaz : hydrogène sulfuré, anhydride carbonique et oxyde de carbone rendant encore plus pernicieux le travail des hauts fourneaux, tout concourt à amoindrir la résistance de l'organisme de l'ouvrier et à créer un état de morbidité spécial. D'après les renseignements qu'il a recueillis dans une grande usine métallurgique le docteur R. ANDRÉ a relevé que sur 100 ouvriers métallurgistes, 45.5 p. 100 étaient atteints de maladies respiratoires (1).

Hydrogène sulfuré. — Le coke métallurgique et quelquefois le minerai contiennent du soufre qui passe dans le lit de fusion et quitte le fourneau mélangé au laitier ; or lorsque le laitier en fusion s'écoule et que pour le granuler il est soumis à l'action d'un courant d'eau, celle-ci est décomposée et une partie de son hydrogène se combine pour donner naissance à de l'hydrogène sulfuré.

Lorsqu'il n'y a pas granulation le soufre reste mélangé au laitier, en quantités si importantes que son odeur accentuée se constate toujours au voisinage des concasseurs qui le broient en vue de son utilisation comme ballast.

Si le fait de se tenir 8 heures chaque jour à proximité d'un appareil producteur de gaz nocif peut suffire à engendrer des intoxications chroniques, il n'est pas, à notre connaissance, de cas de ce genre attribué à H^2S des hauts fourneaux.

La présence du toxique est cependant bien connue du personnel et des ingénieurs. L'un de ces derniers nous a affirmé avoir noirci très rapidement des plaques de cuivre placées sous la direction du vent, à plus de 50 mètres de la granulation. D'autre part, le danger est bien mis en évidence par LEDEBURG lorsqu'il signale que des logements ont été rendus inhabitables, en raison du dégagement de H^2S provenant de laines de laitier utilisées dans la construction des parois isolantes (2).

Gaz des hauts fourneaux. — La richesse en oxyde de carbone du mélange gazeux s'élevant vers le gueulard en fait une source d'énergie si considérable que le haut fourneau pourrait être regardé comme un véritable gazogène donnant de la fonte comme sous-produit. D'après M. Louis DESCROIX, le ren-

(1) Voir *Hygiène de l'industrie du Fer*, par le Docteur R. ANDRÉ, page 273.

(2) Voir *Manuel de la Métallurgie*, de A. LEDEBURG, page 130.

dement thermique des moteurs à gaz atteint aisément 20 p. 100, et leur consommation courante est d'environ 3 mètres cubes, 5 de gaz à 900 calories par cheval-heure (1).

Le gaz est resté longtemps inutilisé, s'échappant librement dans l'atmosphère et exerçant son action au détriment de l'hygiène publique.

Les ouvriers du gueulard jetaient des fragments de coke incandescent dans la colonne gazeuse afin de l'entretenir enflammée.

En 1809, l'ingénieur français AUBERTOT tenta le premier d'utiliser le gaz enflammé en l'envoyant sous des appareils établis sur plates-formes des gueulards et, en 1837, FABER DU FAUR put les recueillir avec succès avant inflammation (2).

La prise FABER se montait sur la cuve du fourneau au dessous du plancher de chargement. Pour réaliser une captation plus complète du gaz, on imagina la fermeture par une simple cloche, obstruant bien imparfaitement l'ouverture et laissant encore subsister le danger des gueulards ouverts pendant l'opération de chargement. Par des progrès successifs on en vint à adopter un système à double cloche, analogue à celui que l'on rencontre sur les gazogènes industriels, réduisant considérablement les émanations gazeuses.

Ce dernier système est encore en usage dans toutes les usines où le chargement se fait au moyen de boguets, que les ouvriers chargeurs basculent à la main dans l'ouverture du gueulard.

Dans les installations modernes où le chargement est entièrement mécanique, la suppression des ouvriers chargeurs a entraîné la suppression des intoxications et asphyxies au gueulard. Automatiquement la benne s'abaisse et vient coiffer le cône du gueulard qu'elle emboîte exactement tandis qu'un couvercle étanche en ferme la partie supérieure. Le fond s'enfonce avec le cône du gueulard et la charge tombe à l'intérieur du fourneau (3).

Le gaz des hauts fourneaux peut suffire comme source de chaleur et d'énergie à la transformation de la fonte produite. C'est dans ce but qu'il est soigneusement recueilli et consommé dans des proportions variables :

1° Dans les récupérateurs de chaleur utilisés pour chauffer l'air soufflé dans le haut fourneau, désignés généralement, quel que soit leur type, sous le nom d'appareils COWPER ;

2° Sous les foyers de chaudières à vapeur et dans les fours métallurgiques : Pitts et fours à réchauffer ;

3° Exceptionnellement, pour le chauffage des ateliers, bureaux et même des habitations.

L'utilisation du gaz doit être précédée d'une opération préliminaire consistant à le débarrasser des poussières qu'il tient en suspension, afin d'aug-

(1) D'après Agenda Dunod 1922, *Métallurgie*, page 60.

(2) Voir *Manuel de la Métallurgie*, de A. LEDEBURG, page 524.

(3) Une description détaillée du système Gogotski-Secomet, fonctionnant sur l'un des plus récents fourneaux de France, à Réhon, a été publiée dans la *Revue Métallurgique* de mars 1924, par M. R. JORDAN.

menter son pouvoir calorique et éviter l'encrassement des appareils de consommation. A cet effet, il est dirigé après captation dans une série d'appareils classiques comprenant :

1° Des cuves à poussières où, par détente, il abandonne les poussières les plus lourdes, contenant une proportion relativement élevée de fer (dans certaines usines ces poussières sont reprises et frittées pour être chargées de nouveau dans les hauts fourneaux) ;

2° De grandes tours métalliques, où il s'élève en abandonnant des poussières au contact d'eau tombant en pluie finement divisée. A sa sortie de ces tours dits appareils ZSCHOCKE, le gaz peut être consommé sous les chaudières et dans les récupérateurs, mais le poids des poussières doit être réduit à quelques millièmes de gramme par mètre cube s'il est destiné aux moteurs à gaz ;

3° En vue de l'utilisation du gaz dans les moteurs, l'épuration complémentaire se fait au moyen du THEISEN, appareil rotatif à injection d'eau agissant par son action centrifuge.

Dans certaines usines, le THEISEN est remplacé par un système d'épuration à sec utilisant des sacs filtrants, poussant ainsi l'épuration très avant.

Un autre procédé s'est fait jour depuis peu de temps, c'est la méthode électrique COTTRELL, à peine entrée dans le domaine de la pratique et qui semble ne devoir apporter aucune modification aux conditions du travail (1).

Pour conduire le gaz aux points d'utilisation on a dû construire des canalisations qui, descendant des gueulards, passant par les divers appareils d'épuration et les ventilateurs, mesurent des centaines de mètres de longueur dans les moindres installations.

Elles sont disposées en un réseau aérien et souterrain selon les indications de la figure n° 3, très schématisée, ne donnant qu'une idée incomplète du nombre de cloches, fermetures hydrauliques, vannes et joints pleins nécessaires à la distribution, et des ouvertures de visites et clapets d'explosion qui sont autant de points par lesquels le gaz peut s'échapper.

Le danger du gaz de hauts fourneaux est double : asphyxiant par l'anhydride carbonique et toxique par sa proportion élevée d'oxyde de carbone. Mais étant donnée l'action prépondérante de ce dernier, même lorsqu'il est mélangé à faibles doses, c'est à lui que doivent être attribués les accidents occasionnés par ce gaz.

Il exerce sur l'organisme une action d'autant plus toxique que son degré d'épuration a été poussé plus avant : le refroidissement augmente sa densité et le poids des éléments toxiques ; de plus, le lavage à l'eau retient une certaine quantité d'acide carbonique, d'où relèvement du pourcentage d'oxyde de carbone.

(1) Le procédé Cottrell a été décrit dans le *Bulletin de l'Inspection du travail* 1923, page 219. (Note sur la purification par l'électricité des gaz industriels rejetés dans l'atmosphère, par M. DODIC, inspecteur départemental du travail à Nancy.)

L'instabilité des ouvriers rend impossible l'observation des intoxications chroniques par les médecins d'usines. Elle échappe totalement à l'Inspection du Travail, qui n'a connaissance que des cas faisant l'objet d'une déclaration en vertu de la loi du 9 avril 1898 sur les accidents, c'est-à-dire des intoxications instantanées suraiguës, entraînant la mort.

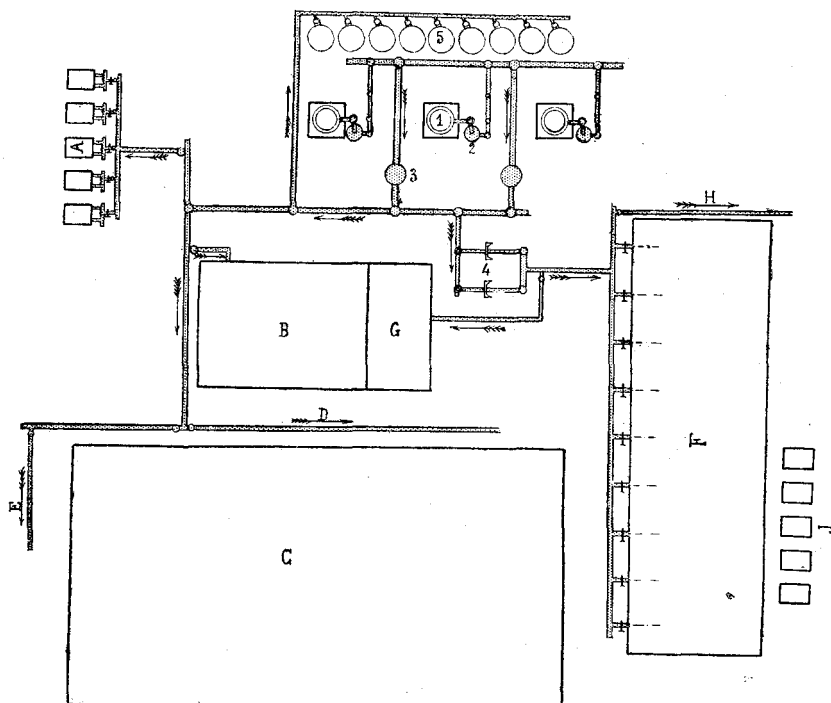


Fig. 3. — Plan des conduites à gaz. — 1 hauts-fourneaux; 2 bouteilles à poussières; 3 laveurs Zschoke; 4 désintégrateurs Theisen; 5 appareils Cowper. — A chaudières chauffées au gaz; B atelier-mécanique, forge; C halles des trains de laminoirs; D vers les Fitts et fours à réchauffer; E vers le mélangeur; F centrale des soufflantes et générateurs (moteurs à gaz); G fonderie de 2° fusion; H vers les bureaux et habitations (chauffage); J groupe de chaudières à vapeur chauffées par le gaz d'échappement des moteurs. — Des hauts-fourneaux 1 jusqu'aux laveurs 3, gaz brut; des laveurs 3 vers A, B, D, E, 4, et 5, gaz épuré au premier degré; des désintégrateurs 4 vers F, G, H, gaz épuré au deuxième degré.

Une monographie détaillée des accidents graves attribuables au gaz et survenus depuis 1920 dans différents services d'usines métallurgiques mettra leurs causes en lumière, permettant ainsi d'être en mesure de les prévenir et, par répercussion, de combattre les intoxications chroniques :

Fin 1919, aux Aciéries M..., du gaz répandu sur le sol, à 10 mètres d'un groupe de chaudières, provoque un commencement d'asphyxie chez quatre ouvriers;

Le 26 octobre 1919, à l'usine de N..., douze ouvriers procédant au net-

toyage de la conduite des fourneaux 1 à 5 subirent un commencement d'intoxication par des émanations gazeuses ;

Le 30 septembre 1920, à 12 heures, aux Aciéries de P..., deux ouvriers des chaudières subirent un commencement d'asphyxie par le gaz s'échappant d'un clapet placé à proximité ;

Le 27 octobre 1920, vers 14 heures, dans une usine de R..., un ouvrier occupé à peindre une tuyauterie à 30 mètres du sol fut intoxiqué mortellement par des émanations s'échappant du haut fourneau, 7 mètres en dessous de l'endroit où il travaillait. ;

Le 4 novembre 1920, à 23 h. 30, aux Aciéries de M..., une colonne gazeuse s'élevant d'un clapet ouvert par explosion détermina l'intoxication mortelle d'un ouvrier descendant un escalier ;

Le 12 février 1921, à 8 h. 30 du matin, dans une usine de F..., un ouvrier fut intoxiqué à l'intérieur d'une conduite en opérant le nettoyage ; on attribua d'abord l'accident à un dégagement de gaz contenu dans les boues remuées ; mais, beaucoup plus tard, on se rendit compte que la conduite était restée en communication avec un autre fourneau en marche ;

Le 24 février 1921, à 0 h. 30, dans une usine de R..., un contremaître occupé sur une conduite au remplacement d'une tôle dite de sûreté, chassée par une explosion, fut mortellement intoxiqué, sans que ses deux aides, incommodés eux-mêmes, aient pu lui porter secours ;

Le 18 décembre 1921, à 6 heures du matin, aux Aciéries de M..., dans une station des moteurs à gaz, une fuite attribuée au manque d'eau dans un joint hydraulique provoqua deux intoxications mortelles et trois intoxications graves ;

Le 8 janvier 1922, à 11 heures du matin, aux Aciéries de L..., deux ouvriers dont l'un muni de la ceinture de sûreté et d'une corde maintenue par son camarade se tenaient sur un madrier posé dans l'ouverture d'un clapet de conduite inclinée, attendant l'ordre de commencer le nettoyage, lorsqu'ils furent précipités dans cette conduite, à 8 mètres de profondeur, dans 2 mètres de poussières brûlantes ;

Le 26 avril 1922, à 6 heures du matin, dans une usine de R..., un ouvrier trouva l'un de ses camarades asphyxié par le gaz à proximité d'un clapet situé sous la voûte ;

Le 1^{er} mai 1922, à 14 h. 30, à l'usine de N..., un ouvrier opérant en plein air fut asphyxié par les émanations gazeuses provenant des boues qu'il retirait par l'ouverture d'un clapet de conduite, à l'aide d'un outil dont le manche mesurait 2 mètres environ ;

Le 18 décembre 1922, à 8 heures du matin, à M..., un ouvrier d'une entreprise de nettoyage ayant pénétré seul dans un épurateur ZSCHOCKE, pour y effectuer une réparation, fut mortellement intoxiqué ;

Le 13 septembre 1923, à 12 h. 30, aux Aciéries de M..., un ouvrier fut

mortellement intoxiqué par l'oxyde de carbone en procédant au bouchage d'une prise de gaz des chaudières;

Le 1^{er} novembre 1923, à 10 h. 30, aux Aciéries de M..., un ouvrier fut asphyxié par le gaz se dégageant des boues qu'il retirait d'un collecteur dans lequel il était entré;

Le 21 novembre 1923, à 6 heures du matin, aux Aciéries de H..., des ouvriers trouvèrent un de leurs camarades intoxiqué par l'oxyde de carbone, à proximité d'un four Martin;

Le 24 mai 1924, à 9 h. 15, aux Forges de J..., un ouvrier ayant voulu faire tomber un clapet ouvert par une explosion se rendit sur la conduite et fut mortellement intoxiqué ainsi que l'un des sauveteurs : cinq autres sauveteurs, dont un ingénieur, furent intoxiqués gravement;

Le 24 juillet 1924, à 21 heures, aux Aciéries de P..., un ouvrier chargeur trouva la mort en procédant au bouchage d'une fuite au-dessous du plancher du gueulard.

Parmi les accidents survenus antérieurement à nos observations, nous signalerons que le 11 mars 1913, dans une usine de L..., deux ouvriers furent asphyxiés dans la cage contenant le mécanisme de chargement du haut fourneau : la même année, à l'usine de H..., un ouvrier non attaché, ayant été envoyé dans une conduite pour vérifier son état de propreté, fut également mortellement intoxiqué.

Un des accidents les plus graves se produisit le 17 décembre 1905, aux usines de H..., où quatorze ouvriers furent mortellement intoxiqués en procédant au nettoyage d'une conduite.

Dans une usine, la rupture d'un joint d'eau fut cause que le gaz se répandit dans un appareil Cowper où dix ouvriers furent asphyxiés, dont cinq moururent; dans la même usine, vers la fin de juin 1912, dans un Cowper en réparation, il se produisit un retour de gaz attribué au manque de tirage de la cheminée par suite d'orage; sur trois ouvriers asphyxiés un seul put être ramené à la vie.

Des intoxications se produisent dans les mêmes circonstances dans toutes les usines métallurgiques; les informations publiées par la presse d'Alsace-Lorraine signalent, notamment, des cas identiques, survenus dans les usines de cette région; en Angleterre, les intoxications par l'oxyde de carbone des hauts fourneaux auraient fait dix-sept victimes en 1906, trente-sept en 1907, vingt-six en 1908, seize en 1909.

Des personnes étrangères aux hauts fourneaux, principalement des dormeurs imprudents, peuvent également être victimes d'asphyxies. C'est ainsi qu'en 1920, aux Forges de J..., un dormeur fut trouvé asphyxié sur la conduite d'échappement d'un moteur; le 12 février 1921, aux Aciéries de P..., le même cas survint au voisinage d'un Cowper.

Il résulte de l'examen des cas rappelés dans la monographie ci-dessus :

1^o Que les ouvriers des hauts fourneaux sont constamment exposés à respirer le gaz s'échappant par les fuites;

2° Que des intoxications massives se produisent :

a. Dans les milieux où le gaz séjourne : voûtes et bâtiments;

b. En plein air, les ouvriers pouvant être atteints soit en circulant autour des appareils, soit en procédant à un travail quelconque sur les conduites en charge;

c. Dans les conduites et appareils, à l'occasion des nettoyages et des réparations.

Mesures prises par les industriels et prescrites par le service pour éviter les accidents et, notamment, les asphyxies massives.

Quelles que soient les causes de danger inhérentes à l'industrie des hauts fourneaux, les conditions de travail ne s'opposent nullement à l'application de mesures destinées à améliorer la sécurité et l'hygiène du personnel, soit par d'importantes innovations techniques, soit simplement par l'emploi de dispositifs spéciaux ayant fait leurs preuves et que l'Inspecteur du travail s'attache à vulgariser comme complément des mesures prescrites par les textes.

Mesures concernant les accidents. — En ce qui concerne le danger des monte-charge, les industriels l'ont presque totalement éliminé d'eux-mêmes, lorsqu'en vue d'économies de main-d'œuvre ils ont adopté un des systèmes modernes de chargement automatique : plan incliné ou appareil à mouvement vertical et horizontal, tel celui du système Munier. Dans les installations où le manque de place s'est opposé aux transformations, les fermetures automatiques établies en application de l'article 11 du décret du 10 juillet 1913 étant principalement des fermetures à guillottes laissent subsister des causes de danger; on doit s'efforcer de les remplacer par des dispositifs établis de telle sorte que les plateaux ne puissent être actionnés tant que les portes sont ouvertes.

Les difficultés techniques que l'on oppose à cette amélioration ne sont pas insurmontables, même avec des monte-charges relativement anciens : Aux Forges de Jœuf, pour éviter le retour d'un accident grave survenu en 1924, sur un monte-charge hydraulique, le directeur vient de faire installer un système de verrouillage, reproduit figure 4, s'opposant à la mise en marche tant que les portes sont ouvertes.

Le fonctionnement du verrouillage est le suivant : La cage B' descend, B' monte. Lorsque E est en 7 les barrières sont verrouillées par les leviers M' et M". Pour l'arrêt des cages D se déplace de 4 en 1. La cage B' arrive à la recette inférieure, elle fait tourner le levier M' qui libère la barrière F; on remplace une cambuse vide par une cambuse pleine, on ferme F, le levier E étant découvert on le ramène en 6 (déverrouillage du distributeur et verrouillage des barrières). Ce mouvement actionne une sonnette qui prévient à la recette supérieure que l'on peut actionner le distributeur, D va

de 1 en 2 et les cages se meuvent (B^1 monte, B^2 descend). E est ramené de 6 en 7 et les deux barrières sont verrouillées par les leviers M^1 et M^2 . Pour l'arrêt des cages D va de 2 en 3, la cage B^2 arrive à la recette inférieure libérant par le levier M^2 la barrière que l'on ouvre pour le chargement.

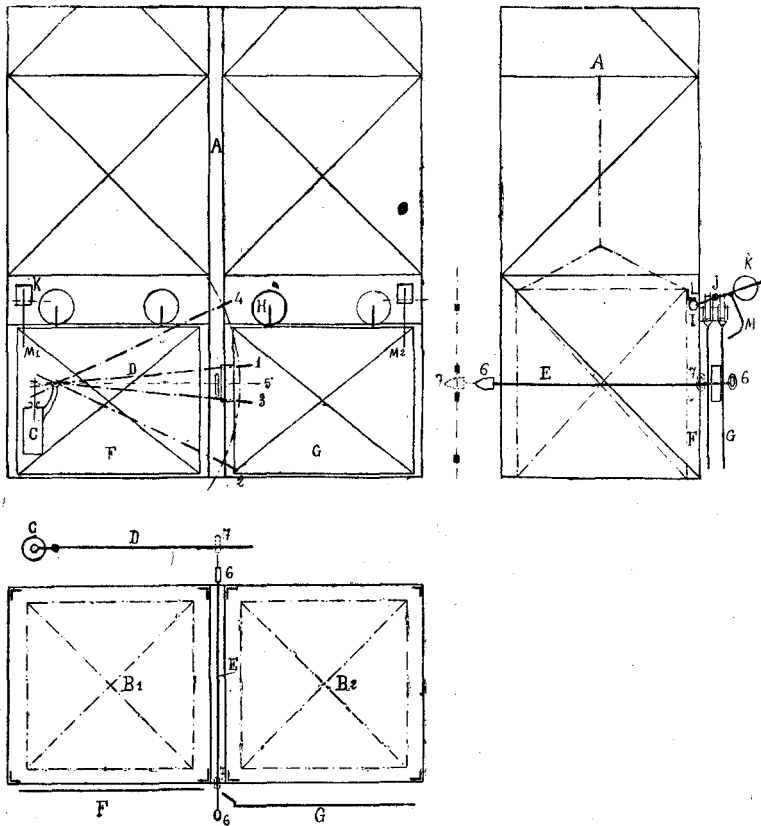


Fig. 4. — Schéma représentant le système de verrouillage des barrières et du levier de commande du distributeur d'un monte-charge hydraulique. — A Monte-charge; B_1 - B_2 cages; C distributeur hydraulique; D levier de commande du distributeur; E tringle de verrouillage; F-G barrières roulantes; H galets de roulement; I galet du levier de verrouillage des barrières pendant la marche des cages; J axe du levier; K contrepoids; L tenon entraînant le levier J; M levier de verrouillage des barrières.

Les brûlures par contact, lorsqu'elles sont la conséquence de chutes, peuvent être évitées, en partie, en entretenant le sol parfaitement uni. Pour prévenir celles qui sont attribuables aux projections, il importe d'éviter soigneusement tout contact de l'eau avec le métal; les halles de coulée doivent être bien couvertes et les poches à fonte parfaitement sèches.

Afin de faciliter le séchage de ces poches et éviter que l'humidité séjourne entre le revêtement réfractaire et l'armature métallique, il convient de per-

forer cette armature à intervalles convenables de manière que les vapeurs s'échappent librement.

La réduction du nombre des accidents par chutes d'objets est entièrement liée à l'application des procédés de manutention mécaniques et automatiques. Lorsque ces moyens existent il y a lieu d'établir les commandes actionnant les ouvertures des accumulateurs aussi loin que possible des points de chutes du minerai, car la pression développée à la partie supérieure fait dévier les pierres qui viennent frapper violemment l'ouvrier.

Le bon entretien du sol aussi uni que possible et la suppression des différences de niveau autres que celles correspondant aux étages peut réduire le nombre des chutes d'ouvriers. Pour éviter les chutes graves qui se produisent dans les escaliers ou sur les passerelles il est de toute nécessité de les munir de rampes et garde-corps solides et de veiller constamment à leur bon état.

Pour s'opposer aux percées du haut fourneau le seul moyen efficace est le refroidissement extérieur du creuset par un courant d'eau froide. Dans certaines usines l'eau est directement projetée sur le briquetage, procédé qui s'est révélé tout à fait insuffisant dans de nombreux cas. Pour plus de sécurité on entoure la paroi externe par une ceinture métallique refroidie dans les mêmes conditions, au contact de laquelle, en cas de percée, la fonte peut se refroidir comme s'il s'agissait d'un moulage en coquille.

Partant de ce même principe, des creusets de fourneaux de construction toute récente ont été entourés de caisses métalliques à minces parois dans lesquels on fait circuler l'eau sous haute pression. Un tel système, identique au principe appliqué dans le four à cuve dit « water-Jacket » de la métallurgie du plomb peut présenter les avantages recherchés; cependant il y a lieu de prendre toutes précautions pour éviter l'encrassement des tuyauteries d'écoulement afin que ces caisses ne se comportent pas en véritables explosifs, en cas d'obturation.

En plus du refroidissement, un procédé peu utilisé donnant d'excellents résultats dans certaines usines, bien que contestés par de nombreux techniciens, consiste à vider, chaque jour, le creuset de son contenu de fonte sans évacuer le laitier; au fur et à mesure que le niveau baisse le laitier adhère à la paroi, compensant ainsi l'action corrosive du métal.

Dans l'éventualité d'epercées possibles, malgré toutes les précautions, il serait désirable que, pour soustraire le personnel au danger, le plancher de travail autour du haut fourneau dépasse le niveau du creuset, comme cela existera à un nouveau haut fourneau sur le point d'être terminé, à l'usine de C...

Afin d'éviter les accrochages, causes des principaux troubles de la marche et notamment des explosions, il est nécessaire que le dosage des charges ne subisse aucune variation, ce qui est facile à réaliser avec les bascules automatiques sur lesquelles les bennes sont chargées. Mais cette condition ne suffisant pas il est éminemment souhaitable qu'aux procédés employés jusqu'ici on substitue l'emploi de tuyères de secours convenablement disposées pour agir utilement dès le début de l'arrêt dans la descente des charges.

Enfin, dans le cas où le travail dangereux de décrochage devrait être effectué par un procédé susceptible de déterminer la chute brusque du pendu, toutes mesures doivent être prises pour éloigner le personnel à ce moment précis.

Mesures préventives contre l'action des gaz. — Comme nous l'avons vu, les progrès successifs qui ont fait du haut fourneau non seulement l'appareil à grand rendement d'aujourd'hui, mais encore la source de chaleur et d'énergie suffisantes à la transformation de sa production, ont eu, comme répercussion, la suppression des chargeurs au gueulard et, par suite, la suppression du risque d'asphyxie et d'intoxication que ces ouvriers couraient. Par contre, l'utilisation des gaz a nécessité de grandes longueurs de conduites traversant des appareils d'épuration et pénétrant dans les locaux de travail où se fait la consommation, créant ainsi de nouveaux risques d'intoxication, soit par la difficulté d'obtenir une étanchéité parfaite des nombreux joints et fermetures, soit à l'occasion des travaux effectués dans ces conduites.

Le danger des asphyxies semble tout à fait impossible à supprimer au voisinage du haut fourneau, où le gaz s'échappera toujours pendant les manœuvres d'appareils. Aux abords des conduites et dans les locaux où elles se terminent des fermetures étanches peuvent réduire le danger ; pendant le jour les fuites sont marquées par une fumée bleuâtre indiquant les points à luter, mais, à vrai dire, cette visibilité diminuant avec le degré d'épuration, le gaz, en raison de sa densité, peut se répandre d'une façon insidieuse et séjourner dangereusement dans les milieux clos ou abrités.

Les fermetures doivent donc être fréquemment vérifiées et les joints hydrauliques, s'il en existe, doivent être à alimentation continue avec tuyau de trop plein. De plus, une ventilation active est indispensable partout où le séjour du gaz peut être redouté.

On peut prévenir les accidents sur les conduites en charge et à leur proximité en évitant d'y exécuter des travaux en dehors des périodes d'arrêts. Dans ce but, les clapets d'explosion et de visite doivent être disposés de telle sorte qu'ils retombent d'eux-mêmes sur leurs sièges, soit par leur propre poids, soit que leur course ait été limitée par des butées, comme l'indique la figure 11. Cependant, quand pour remédier aux fuites d'un clapet soulevé il y a lieu d'effectuer un masticage, ce travail ne doit pas être entrepris par un ouvrier isolé, et l'emploi d'un appareil respiratoire est nécessaire pour procéder sans danger. Il convient, en outre, qu'un moyen de communication rapide permette de faire arrêter le soufflage d'une façon sûre et complète.

Les intoxications massives qui attirent plus vivement l'attention et qui peuvent disparaître par l'observation rigoureuse des mesures préventives sont celles qui se produisent dans les canalisations, notamment à l'occasion des nettoyages.

Ces nettoyages se présentent avec des fréquences diverses selon les parties de conduites considérées ; entre le fourneau et la bouteille de détente le gaz véhicule des poussières lourdes et abondantes mais on évite les dépôts en

disposant ce pot à poussières à proximité du fourneau, ce qui permet d'avoir une conduite fortement inclinée.

Entre les bouteilles à poussières et l'épuration primaire (les Zschocke ou les Bian) le nettoyage est effectué tous les trois mois environ et dans les parties de conduites où circule le gaz épuré au premier degré le nettoyage se fait généralement tous les six mois : une visite tous les deux ou trois ans suffit dans les conduites de gaz épuré au second degré destiné aux moteurs.

En raison des inconvénients qu'ils présentent : causes d'asphyxies massives, difficultés d'organisation du travail et arrêt de la production, des essais ont été tentés en vue de réduire la fréquence de ces nettoyages.

Les vis hélicoïdes, logées dans les conduites et ramenant les dépôts vers les extrémités offriraient, dit-on, une solution trop coûteuse ;

Dans presque toutes les usines les ingénieurs ont essayé l'emploi de chasses d'eau puissantes, mais cette action mécanique est insuffisante à

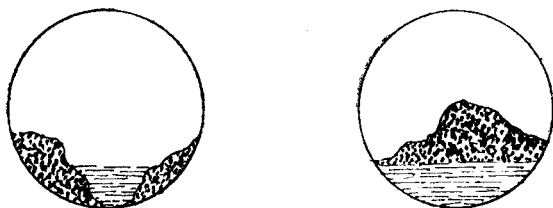


Fig. 5 et 6.

entraîner les dépôts dans les conduites horizontales. L'eau se crée un passage (figure 5) et, en cas de dépôts volumineux, est arrêtée (figure 6) ; dans les cas il se forme un ciment adhérent à la paroi, difficilement enlevé à la raclette.

Par contre les chasses d'eau sont efficaces et peuvent éviter l'entrée d'ouvriers dans les conduites lorsque les ouvertures de descente et les clapets sont disposés à faibles intervalles (figure 7), de manière à pouvoir aider

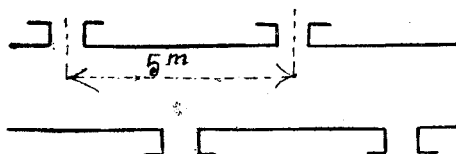


Fig. 7.

du dehors à l'enlèvement du dépôt au moyen d'outils à longs manches. La multiplication des ouvertures est d'ailleurs le seul moyen employé dans les installations anciennes pour conjurer le danger.

Dans plusieurs usines, on a pu réaliser le nettoyage automatique en pleine marche dans la principale conduite en adoptant la forme ovoïde représentée par la figure 8. Les clapets de vidange situés à la partie inférieure ne sont pas espacés de plus de 1 m. 50, de telle sorte que leur ouverture suffit à la

descente des poussières accumulées vers le fond; en raison de la section de la conduite un puissant jet d'eau suffit à ramener les poussières vers les nombreuses ouvertures de descente sans qu'aucun ouvrier y pénètre.

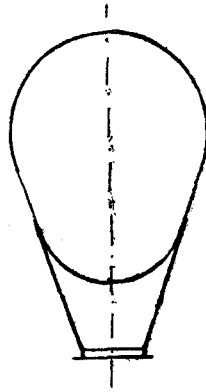


Fig. 8.

Dans d'autres établissements, une partie des conduites est disposée en V et en A (figure 9), avec une inclinaison suffisant à la descente des poussières au fond des conduites verticales munies des joints hydrauliques B dits

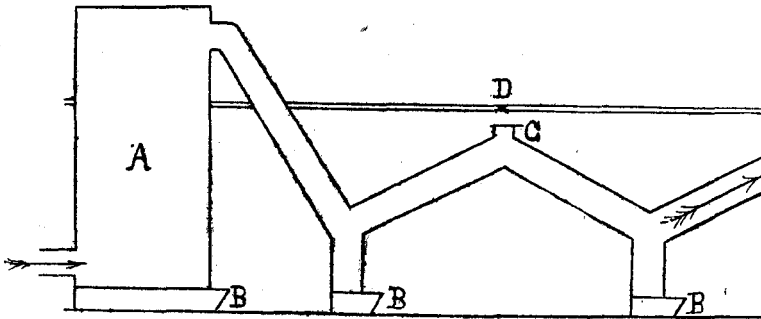


Fig. 9. — A épuration primaire; B joints hydrauliques; C clapet; D prise d'eau sous pression pour lavage de la conduite par l'ouverture C.

bains de pieds. Lorsqu'il y a lieu de procéder à un nettoyage, on fait agir un jet d'eau par l'ouverture des clapets C : à cet effet, une canalisation d'eau sous pression, avec prises en D, est installée parallèlement à celle du gaz. Si l'action de l'eau était insuffisante, un outil à manche suffirait à faire glisser les poussières vers les bains de pieds, sans qu'il soit nécessaire que des ouvriers pénètrent dans les conduites.

L'adoption de dispositifs de ce genre n'étant pas toujours possible dans toutes les usines et sur toutes les conduites par suite de la disposition des

appareils existants ou du manque de place, des mesures doivent être prévues dans tous les établissements pour éviter les asphyxies pendant les nettoyages.

En vue d'assurer la sécurité des ouvriers chargés des nettoyages les mesures suivantes doivent être prises :

- 1° Isoler les conduites à visiter ;
- 2° Procéder à l'assainissement par une ventilation efficace ;
- 3° Organiser les sauvetages éventuels.

Isolement des conduites. — Dans plusieurs usines on met à profit l'arrêt des aciéries du dimanche pour procéder à des nettoyages généraux : on arrête tous les hauts fourneaux par suspension des souffleries et on ouvre les gueulards ainsi que les ouvertures disposées sur les tuyauteries ; dans ces conditions la production du gaz est totalement arrêtée et, en admettant qu'il s'en produise, on compte sur les nombreuses ouvertures qu'il rencontrerait pour s'opposer à son arrivée jusqu'à la partie à nettoyer.

Quelle que soit la confiance qu'inspire ce procédé aux ingénieurs qui l'emploient son efficacité peut apparaître douteuse et il n'exclut pas l'isolement de la partie à visiter.

Pour obtenir ce résultat plusieurs dispositifs assurant une fermeture hermétique ont été préconisés. Nous citerons parmi ceux-ci :

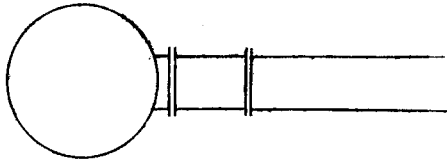


Fig. 10.

1° Le sectionnement de la conduite : on ménage en des points convenablement choisis des tronçons courts (figure 10), que l'on déboulonne afin de fixer un joint plein retenant le gaz de la façon la plus certaine ;

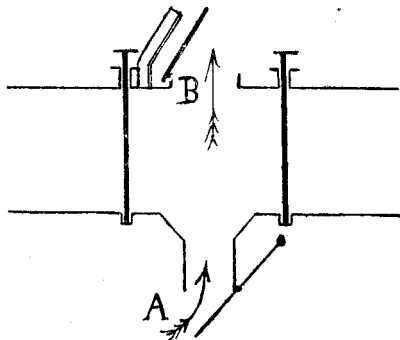


Fig. 11. — A tuyau de descente; B clapet.

2° Le dispositif de double fermeture avec ouvertures intermédiaires, (figure 11). Il s'établit ainsi un tirage naturel entre les clapets allant de A

en B et assurant l'évacuation du gaz qui pourrait filtrer sous la première glissière.

Les joints hydrauliques ne sont pas à employer sur les parties de conduites où la température élevée provoquerait des évaporations rapides et où la présence des poussières donnerait lieu à un dépôt ayant l'apparence du ciment, préjudiciable à leur fonctionnement; après le passage du gaz aux refroidisseurs ils sont de nature à assurer une étanchéité parfaite à condition qu'ils soient à alimentation continue avec robinet de trop plein fixé à une hauteur assurant une résistance suffisante.

Assainissement de l'atmosphère des conduites. — Le dernier paragraphe de l'article 3 du décret du 10 juillet 1913 prescrit que les travaux dans les conduites de gaz ne pourront être entrepris qu'après que l'atmosphère aura été assainie par une ventilation efficace. Dans ce but on se contente souvent d'ouvrir tous les clapets montés sur la tuyauterie deux ou trois heures avant de laisser pénétrer les ouvriers; ce procédé ne peut assurer qu'un assainissement imparfait, car, en raison de la densité du mélange, le courant d'air qui s'établit entre les ouvertures de descente, si elles existent, et celles des clapets est insuffisant à attirer les gaz qui en sont éloignés.

Il faut créer un courant d'air balayant complètement le gaz au moyen d'une active ventilation. On peut l'obtenir par l'action des Theisen, des ventilateurs de la conduite ou en établissant une communication avec une cheminée par l'intermédiaire d'un Cowper; il serait toujours préférable de faire agir une ventilation artificielle indépendante des appareils de hauts fourneaux et ensuite de laisser les clapets ouverts pendant une heure au moins.

La conduite étant parfaitement isolée, l'efficacité de la ventilation effectuée comme il est dit ci-dessus ne semble pas douteuse. Toutefois, avant d'y faire pénétrer le personnel, il serait désirable de s'en assurer au moyen d'un réactif ou d'un animal témoin.

Organisations en vue des sauvetages éventuels. — Malgré toutes les dispositions prises il est nécessaire qu'un agent supérieur soit présent pour assurer la bonne marche du travail et empêcher que de fausses manœuvres soient commises par ses subordonnés. C'est à lui que doivent incomber les responsabilités résultant de l'inobservation éventuelle des prescriptions de l'article 66 a du livre II du Code du travail, imposant d'attacher par une ceinture ou de protéger par un autre dispositif de sûreté les ouvriers pénétrant dans les conduites de gaz.

Les équipes de nettoyeurs doivent être choisies parmi les ouvriers robustes et ne pas comprendre d'alcooliques, beaucoup moins résistants à l'action de l'oxyde de carbone.

Un chef d'équipe doit être préposé spécialement à la surveillance de quatre ou six ouvriers au plus; après s'être assuré personnellement de l'absence de danger il doit veiller à ce que ses ouvriers se relayent à intervalles très courts, 10 minutes environ.

De la passerelle à garde-corps dominant l'ouverture de la conduite, un ouvrier doit avoir constamment en mains la corde attachant le nettoyeur avec lequel il doit, en outre, rester en communication par la parole. Cette mesure de précaution est d'autant plus indispensable que l'expérience démontre qu'il se dégage des poussières et des boues :

1° Des gaz malodorants attribués à la présence de cyanures, incommodant les ouvriers à tel point qu'ils peuvent tomber en avant et mourir par asphyxie ;

2° Des gaz CO et CO² condensés en quelque sorte dans les poussières et boues, dont l'action première engendre un commencement d'asphyxie qui s'achève lorsque l'ouvrier tombe la face en avant.

Or ce n'est qu'en surveillant l'opérateur sans relâche que l'on peut lui porter secours dès le début et l'attirer à l'air libre. Si malgré la corde le sauvetage nécessitait l'entrée dans la conduite, les sauveteurs ne doivent y pénétrer qu'attachés et munis de masques ou autres appareils respiratoires, entretenus prêts à fonctionner.

Dans plusieurs établissements le service d'inspection a pu obtenir que des mesures préventives soient rappelées par affiches en même temps que la consigne particulière au travail à exécuter, lors de chaque nettoyage, et que des ouvriers et chefs soient initiés par les médecins d'usines aux méthodes de respiration artificielle, à l'emploi des ballons d'oxygène et au fonctionnement d'appareils à respiration artificielle ; dans une usine dont les hauts fourneaux sont situés à proximité de l'infirmerie un service de garde a même été organisé spécialement en vue d'apporter à tous moments les soins les plus rapides. Dans toutes les usines importantes où existe un service médical organisé, celui-ci est toujours alerté les jours de nettoyage.

Les mesures prises, qu'elles soient d'initiative patronale ou prescrites en vertu des règlements sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs, ont, incontestablement, contribué à éviter des accidents de conduites et, dans certains cas, réduit les conséquences d'accidents survenus. Mais dans l'intérêt des travailleurs des hauts fourneaux, principalement des débutants, il serait désirable que le texte des affiches concernant les mesures à prendre contre l'oxyde de carbone fût unifié et obligatoirement apposé bien en vue, comme cela se pratique en Angleterre (1).

Conclusion.

Les progrès réalisés dans la technique des hauts fourneaux ont généralement apporté des améliorations aux conditions de travail des ouvriers :

Accumulateurs mieux compris qui ont supprimé le chargement et le

(1) Cette affiche publiée par le *Bulletin des Recherches et Inventions* de mars 1920, page 301, indique le danger du gaz, les mesures de sécurité à prendre, les symptômes d'intoxication, les premiers secours à organiser, le mode d'emploi du cylindre d'oxygène et la méthode de respiration Schaefer.

roulage de berlines ou boguets dont le poids, dans les installations où ce travail se fait encore à la main, n'est pas inférieur à 1,000 kilogrammes, contenu y compris ;

Perfectionnement des monte-charges ordinaires, appelés d'ailleurs à être remplacés dans toutes les usines par les dispositifs entièrement mécaniques supprimant presque totalement l'emploi de main-d'œuvre ;

Application de l'électricité aux appareils de chargement, fonctionnant à distance sous la conduite d'un seul ouvrier, faisant disparaître tout risque d'intoxications aux gueulards ;

Emploi de l'air comprimé qui, plus sûrement que la main de l'ouvrier, ferme le trou de coulée sans danger ;

Adaptation des appareils de levage à aimants à l'enlèvement des gueuses, dispositif qui conduira ultérieurement à la suppression presque complète des casseurs et enleveurs de fonte ;

Modification de forme et de disposition des conduites tendant à la suppression des nettoyages.

Et si cette manifestation de l'activité humaine reste encore pénible et dangereuse malgré tout, l'intervention de la réglementation du travail tend, heureusement, à en réduire les conséquences :

Bien que l'emploi d'enfants de moins de 18 ans comme aide à la préparation des lits de fusion soit compris parmi les exceptions inscrites au décret du 30 juin 1913, article 3, d'autres textes s'opposent, en pratique, à ce que ces emplois leur soient confiés : le décret du 28 décembre 1909 en limitant les charges qui peuvent être portées, traînées ou poussées par les enfants, et le décret du 31 août 1910 dont l'article 6 interdit en fait l'admission des enfants dans la composition des équipes soumises au régime d'alternance ;

L'observation des prescriptions de l'article 66 a du livre II du Code du travail et de l'article 3 du décret du 10 juillet 1913 est de nature à éviter les asphyxies dans les conduites. Toutefois il serait désirable que l'article 3 imposât au préalable l'isolement des conduites de gaz que le personnel doit visiter ;

Par application de l'article 8 du décret du 10 juillet 1913 des locaux spéciaux à l'usage de réfectoires et vestiaires sont à la disposition des ouvriers. L'eau de circulation qui coule tiède autour du haut fourneau fournit les moyens d'assurer la propreté individuelle, complétés dans plusieurs établissements par des bains-douches installés dans l'usine ou en dehors ;

Enfin, la loi du 23 avril 1919, comme nous l'avons dit plus haut, a réduit la durée du travail de 84 à 56 heures par semaine et a substitué au mode d'alternance d'autrefois, déprimant par les 24 heures consécutives de travail qu'il comportait, un autre mode moins exténuant, exigeant encore 16 heures de travail des mêmes ouvriers.

Mais deux conditions restent nécessaires à la sécurité des ouvriers des hauts fourneaux :

1° Qu'ils soient instruits du danger qui les guette afin d'être en mesure d'agir avec bon sens et non au hasard et d'être les premiers à se défendre ;

2° Que par souci d'assurer toute sa vitalité au facteur humain de la production, le plus long et le plus coûteux à remplacer, les industriels, non seulement observent les mesures de sécurité prévues, mais les perfectionnent et les complètent.

NOTE

SUR

LES PERFECTIONNEMENTS APPORTÉS AUX MACHINES

EMPLOYÉES

DANS L'INDUSTRIE DE LA MÉGISSERIE

PAR M. J. BARET, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À CASTRES.

Depuis une quinzaine d'années, le développement du machinisme a pris une extension considérable à Graulhet, centre industriel important où l'on compte actuellement plus de quatre-vingts établissements travaillant le cuirot, c'est-à-dire la peau de mouton délainée provenant de Mazamet.

Les opérations d'écharnage, d'ébutage, de mise au vent — que nous ne traiterons pas, la description en ayant été donnée dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* par M. Cavaillé (1) — se faisaient autrefois à la main. Ce n'est que vers 1880 que les premières machines à écharner firent leur apparition, puis quelques années plus tard les machines à ébuter, à mettre au vent, à retenir, etc.

La fréquence et la gravité des accidents occasionnés par ces machines, dont les plus nombreux sont dus à un moment d'inattention, à une fausse manœuvre de l'ouvrier qui laisse ses mains s'engager entre le tambour élastique et le cylindre travailleur en mouvement, avaient incité quelques constructeurs de la localité à chercher le moyen de supprimer toute cause de danger. Divers dispositifs furent étudiés alors et deux appareils protecteurs, notamment, furent expérimentés. Pourtant leur emploi ne fut pas géné-

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, année 1914, p. 163.

ralisé et ce problème de sécurité ne fut en somme pratiquement jamais résolu.

Pour l'intelligence de ce qui va suivre, rappelons le principe de l'écharneuse, d'ailleurs commun à toutes les machines employées dans l'industrie de la mégisserie, telle qu'elle se pratique à Graulhet.

La peau est fixée dans une sorte d'étau, appelé pince-peau, qui peut coulisser sur deux guides. Avec son corps, l'ouvrier pousse tout d'abord le pince-peau pour engager avec l'aide de ses mains l'extrémité libre de la peau entre un tambour élastique et un cylindre travailleur à lames hélicoïdales (les lames sont en acier aiguisé ou en cuivre, aux arêtes émoussées et légèrement arrondies, selon qu'il s'agit d'une écharneuse ou d'une metteuse au vent), puis il agit sur une pédale pour rapprocher les deux cylindres et tire à lui le pince-peau, en même temps que le cylindre travailleur tend à entraîner la peau dans son mouvement de rotation.

Ainsi d'une part l'ouvrier est astreint toute la journée à déployer un effort musculaire de traction, qui est d'autant plus pénible et exténuant que plus les peaux à travailler sont épaisses, plus la pression sur la pédale pour obtenir le rapprochement du tambour du cylindre doit être forte. De l'autre, il risque de se faire happer les mains par le cylindre à lames chaque fois qu'il étale la peau sur le tambour.

Or s'il existe différents modèles de machines à ouvrir les peaux, telles que les « Turner », les « Mercier », les « Baraillé et Delage », etc., qui sont des modifications de la première machine à écharner « Molinier », aucun constructeur ne s'est attaché jusqu'ici à rendre effectif sur ses machines un système capable d'assurer le maximum de sécurité dans le travail.

Aussi bien, il nous paraît intéressant de signaler les perfectionnements qui ont été apportés aux machines à écharner et autres machines similaires par un constructeur de Graulhet, M. Sicard le même qui avait déjà imaginé un protecteur qui porte son nom.

Ils ont pour but de rendre entièrement mécanique l'entraînement du chariot pince-peau dans son mouvement de va et vient et de supprimer, en même temps que la fatigue de l'ouvrier, le danger pour lui de se faire happer les mains par le cylindre à lames.

En outre, ils peuvent s'adapter à des machines déjà en service, de là une économie pour l'industriel, qui n'est pas tenu à renouveler son matériel mécanique.

Ces perfectionnements, représentés schématiquement sur la figure ci-dessous, ont été réalisés de la façon suivante :

1° Un dispositif d'amenée des peaux entre le cylindre travailleur B et le tambour porteur C, constitué par un tablier 1 ou une série de bandes souples parallèles (caoutchouc, cuir, toile, etc.), dont la tension est réglable, fixé d'une part en 3 au chariot pince-peau E, d'autre part en 2 à un point fixe du bâti A, passant sur un rouleau 4 monté fou à proximité du tambour C et supportant un autre cylindre contre-poids 5 qui coulisse verticalement dans des glissières 6.

Lorsque le pince-peau D est à sa position la plus éloignée du cylindre

travailleur B, il est sollicité par le contre-poids 5 à ce moment au point haut de sa course. Dès que l'ouvrier aura étendu sa peau sur le tablier 1, la moindre impulsion qu'il donnera au pince-peau rompra l'équilibre et

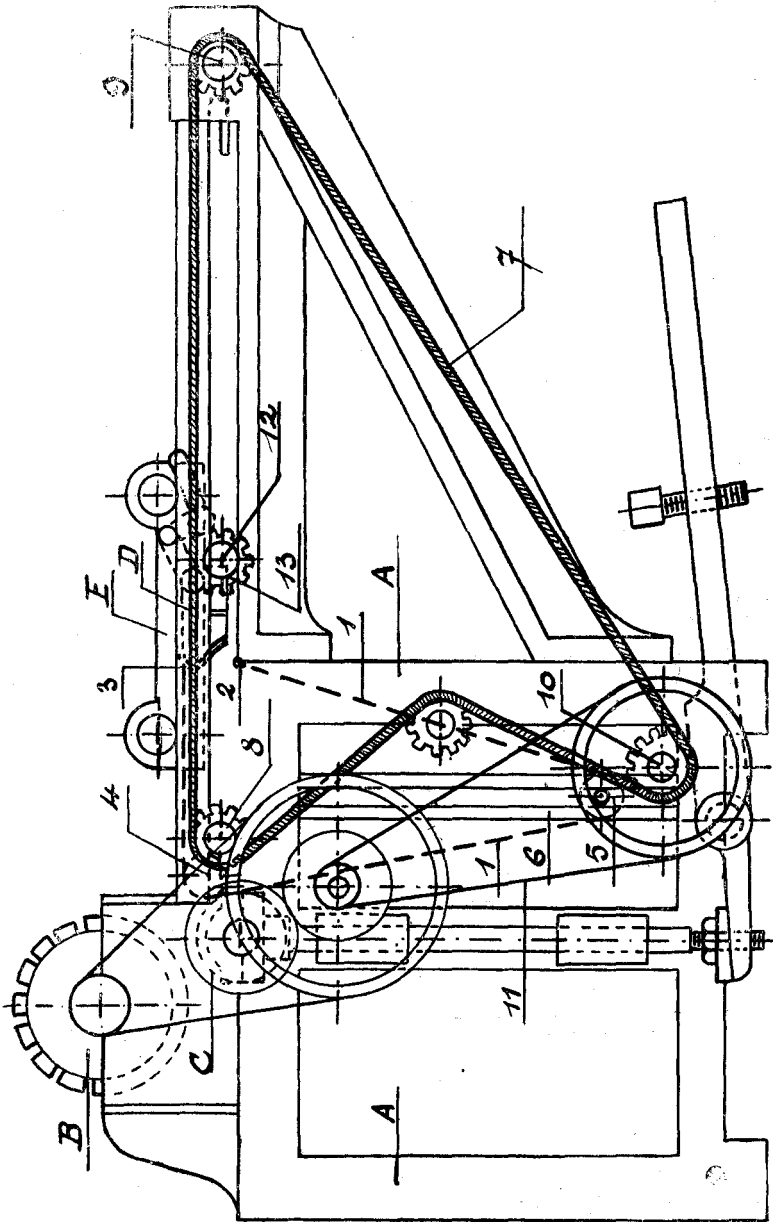


Fig. 1. --- Vue de côté d'une écharneuse transformée.

celui-ci sera entraîné vers le travailleur B en même temps qu'il engagera automatiquement la peau sur le tambour C.

2° Un dispositif de traction automatique de la peau engagée entre le cylindre B et le tambour C, constitué par :

a. Deux chaînes sans fin 7, se déplaçant d'un mouvement continu et mues par les organes existants sur la machine ou par une transmission indépendante, disposées de chaque côté du bâti A et tournant chacune sur trois roues dentées 8, 9 et 10, cette dernière seule étant motrice par l'intermédiaire de la courroie 11;

b. Un arbre 12, relié au chariot E du pince-peau, portant deux roues dentées 13 dont les dents supérieures s'engagent entre les maillons des deux chaînes 7, cet arbre tournant librement tandis que le pince-peau reste immobile;

c. Un dispositif de freinage avec rampes hélicoïdales disposé sur l'arbre 12 et commandé à volonté par l'ouvrier au moyen d'une poignée avec ressort de rappel permettant d'arrêter la rotation des roues dentées 13 et d'assurer ainsi la translation du pince-peau par les chaînes sans fin 7;

d. Une butée empêchant toute avarie en débloquent automatiquement le frein à fin de course du pince-peau.

Nous avons vu fonctionner dans plusieurs mégisseries importantes de Graulhet un certain nombre de machines pourvues des perfectionnements qui font l'objet de notre note. Ces machines, dont plusieurs sont d'anciennes écharneuses Molinier transformées, donnent complète satisfaction aux industriels qui les emploient et aux ouvriers qui les conduisent une plus grande sécurité dans le travail.

En résumé, elles suppriment les dangers auxquels l'ouvrier était exposé, diminuent très sensiblement la fatigue professionnelle et permettent de doubler au moins la production.

C'est pourquoi il nous a paru intéressant de le signaler.

NOTE

SUR UNE SCIE À RUBAN

ET

SUR SA SUBSTITUTION À LA SCIE CIRCULAIRE

PAR M. BONZOM, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À MONTLUÇON.

Dans une note sur le « ruban de scie à denture écrasée » publiée par le *Bulletin de l'Inspection du Travail* (1), notre collègue M. Foulon a déjà

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1921, p. 304.

montré que l'emploi de la scie à ruban présentait, sur celui de la scie circulaire, de gros avantages.

Les perfectionnements réalisés depuis dans la construction de ces scies et la suppression des accidents dans les scieries où quelques-unes d'elles sont en service nous incitent à reprendre la question.

Il existe un modèle de scie à ruban « scie à grumes » qui peut, quels que soient les travaux à exécuter, remplacer avantageusement la scie circulaire. Cette scie est utilisée dans une importante scierie mécanique de notre section où elle donne toute satisfaction.

Description. — L'engin présente les particularités suivantes (fig. 1) :

Le bâti est en une seule pièce, entièrement métallique jusqu'au sol; il s'ensuit un faible encombrement, avantage appréciable.

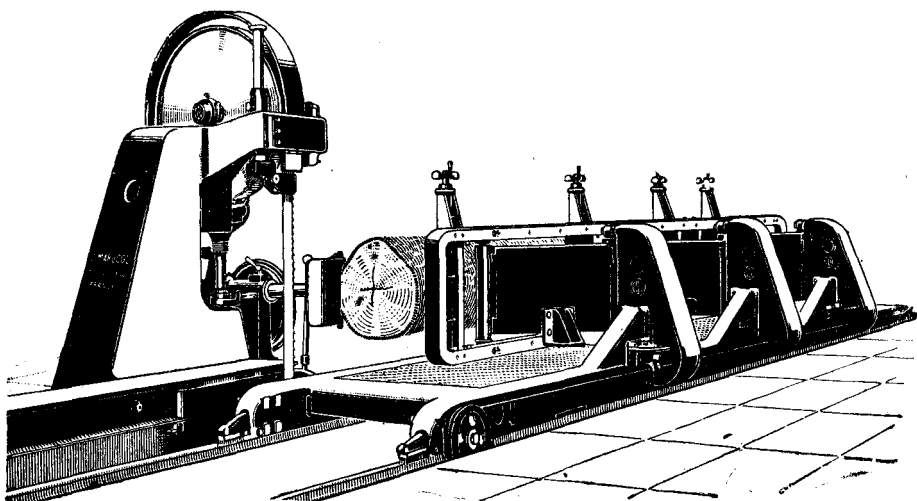


Fig. 1. — Scie à grumes, à ruban. — Vue d'ensemble.

Les poulies sur lesquelles s'enroule le ruban sont à voile plein; le voile de la poulie supérieure est en aluminium, celui de la poulie inférieure est en fonte. Cette dernière poulie forme volant.

Le voile plein est une heureuse innovation qui a pour effet : 1° de diminuer la résistance de l'air et permettre d'obtenir, en économisant la force motrice, une vitesse de sciage plus grande; 2° de rendre moins dangereux tout contact possible avec les poulies.

Un garde-fou protège contre la rupture de la lame; un levier de commande permet l'avance et le recul du chariot; un racloir automatique enlève les sciures; deux pédales servent au blocage et au déblocage du chariot « parallélogramme » portant la grume.

La mise à épaisseur est réglée, sans effort, par un volant avec indication

d'épaisseur et se complète par un système de dégagement latéral où l'inertie seule est utilisée.

Le chariot mérite une description spéciale. Il consiste en « un guide parallélogramme » roulant portant la grume; les axes, qui forment pivots des bras du parallélogramme, sont montés sur billes; un des grands côtés est fixé au châssis; l'autre complètement suspendu sur ce dernier forme le côté avant; sur ce côté sont répartis les porte-griffes.

Chaque porte-griffes se compose d'une glissière verticale dans laquelle se déplacent les griffes inférieure et supérieure; la même glissière guide les deux griffes, de sorte que leurs pointes peuvent venir se toucher l'une au-dessous de l'autre dans le même plan vertical et cela de haut en bas de leur course dans la glissière; la griffe supérieure se déplace librement dans

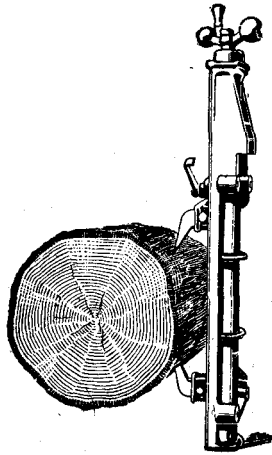


Fig. 2. — Porte-griffes.

la glissière; un levier à main immobilise sa position instantanément; la griffe inférieure a son mouvement commandé par une vis à pas rapide dont l'écrou est solidaire de la griffe. A l'extrémité supérieure de la vis est clavetée une manivelle dont les deux bras sont terminés par une boule; une poignée à main est fixée entre l'une des boules et l'axe de rotation.

Ce système de griffage, qui allie la rapidité, la puissance et la sécurité, a résolu un des délicats problèmes qui se sont posés dans l'emploi du ruban à grumes.

Fonctionnement. — La grume est hissée sur le parallélogramme, le scieur et ses aides agissent chacun simultanément sur un porte-griffes; la griffe supérieure est amenée et bloquée au contact du bois instantanément.

L'ouvrier tourne alors la manivelle puis, quand la griffe inférieure, montant rapidement, arrive au contact du bois, il prend la manivelle aux deux boules d'extrémité et fait effort avec ses deux mains; la griffe soulève le bois avec facilité (la vis multipliant l'effort par 50) et le pénètre.

Le bois ainsi griffé, le chariot est actionné. Dès qu'il avance, les bras du parallélogramme se portent en avant tous ensemble; le parallélogramme s'ouvre et approche le bois qu'il porte contre le guide pour la mise à épaisseur.

Le parallélogramme peut être stabilisé ou rendu libre par action sur la pédale correspondant au blocage ou au déblocage.

Le recul du chariot a pour effet de ramener en arrière les bras du parallélogramme et d'écarter le bois de la lame.

Le bois étant à la position de sciage, il est procédé à la mise à épaisseur.

Cette opération extrêmement simple et très rapide ne nécessite aucun calcul ni aucun effort; elle ne demande que la manœuvre, sans fatigue, d'un volant à main qui actionne l'indicateur d'épaisseur.

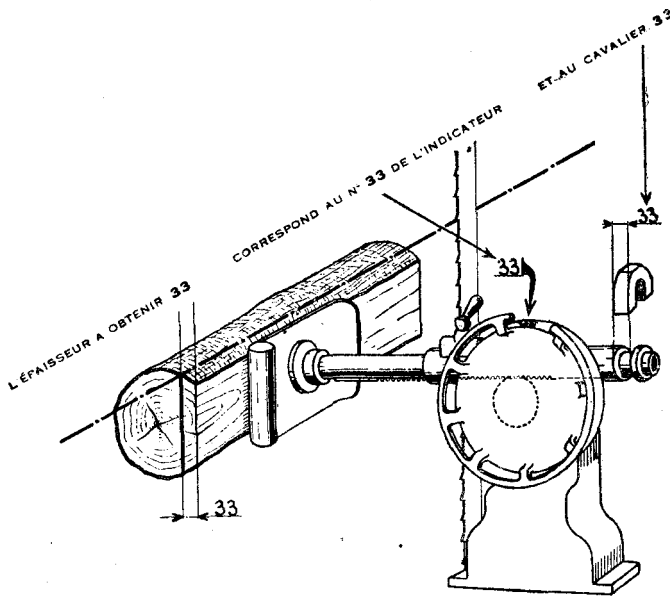


Fig. 3. — Indicateur d'épaisseur.

Cet indicateur d'épaisseur consiste en un cadran sur lequel se déplace, par rotation du volant, une graduation portée par un rouleau en communication par une butée avec la face de sciage sur laquelle elle appuie.

La butée est pratiquement constituée par une glissière horizontale couissant dans un fourreau perpendiculaire au plan de sciage. Cette glissière est cylindrique; elle est munie à son extrémité d'une bague d'arrêt qui correspond à la position la plus avancée du rouleau. Pour les épaisseurs courantes, l'ouvrier n'a qu'à placer un calibre à cheval sur la glissière et à serrer avec la bague ce calibre contre le fond du fourreau. La position du rouleau correspond à l'épaisseur à scier.

Toutes les transmissions sont souterraines, un ventilateur y est adapté et capte toutes les sciures qu'il envoie par une canalisation *ad hoc* à un cyclone.

Supériorité de la scie à ruban sur la scie circulaire. Scie à ruban. Rendement. — Si on compare les rendements obtenus par l'emploi des deux scies, l'avantage va nettement à la scie à ruban. Cette dernière produit une économie sensible de bois par le trait de scie. L'épaisseur du trait de scie est un des principaux facteurs du rendement des grumes. Or l'épaisseur du trait, qui est de 5 millimètres, en moyenne, avec la scie circulaire, n'est plus que de 2 mm. 5 avec la scie à ruban. Le cours actuel des bois étant très élevé, on peut se rendre facilement compte, par calcul simple, de l'économie que peut réaliser un entrepreneur de sciage qui emploie la scie à ruban.

Prix de revient. — Les *frais de main-d'œuvre* sont sensiblement diminués. Cette diminution ne provient pas seulement de la réduction du nombre d'ouvriers (un seul homme suffit à conduire la scie, on lui adjoint un ou deux aides pour le griffage et la manutention), mais surtout des moindres pertes de temps et d'un plus grand débit. Le débit de la scie circulaire se trouve multiplié par 3, au minimum, par l'emploi de la scie à ruban.

Les *frais d'entretien* sont réduits par l'utilisation de roulements à rouleaux qui, diminuant les résistances passives, réduit au minimum la dépense de lubrifiant.

Quoique rentrant pour une faible part dans la diminution du prix de revient, l'*économie de la force motrice* provenant de la disposition des organes et de la marche régulière de la scie n'en est pas moins à considérer : elle se traduit par une économie de combustible et la force en supplément ainsi libérée peut, selon les installations, être utilisée pour d'autres besoins.

Sécurité. — La scie à grumes présente, dans son emploi, le maximum de sécurité.

Poulies. — Ainsi que nous l'avons dit dans la description, la poulie portelame supérieure est à voile plein ; le scieur n'encourt plus le risque d'engager ses bras dans les bras de la poulie. La poulie inférieure formant volant est aussi à voile plein ; elle est entièrement dans le sol, protégée par le bâti et par un plancher. Tout contact inopiné avec elle est ainsi écarté.

Ruban. — Les accidents dus à la rupture du ruban sont prévenus par un garde-fou qui recouvre ledit ruban et empêche sa projection hors des poulies.

L'approche de la denture est à peu près interdite pendant le travail par la butée diviseuse, ce qui n'a généralement pas lieu avec les anciens modèles de scies à ruban.

Dégagement latéral. — Toutes les scies à grumes modernes sont maintenant munies du dégagement latéral automatique. Ce dégagement latéral écarte le bois de la lame dès que le chariot recule. Le scieur doit être attentif à ne pas provoquer, de ce fait, le recul du chariot pendant le sciage sans avoir, au préalable, immobilisé le système de dégagement automatique. Si, surpris par un incident qui l'oblige à faire reculer le chariot, l'ouvrier oublie de bloquer le dégagement latéral, le chariot entraîne la lame de côté en même temps qu'il la projette hors des poulies porte-lame au grand danger du personnel qui travaille autour de la machine.

Or, dans la scie à chariot diviseur parallélogramme que nous avons décrite, l'accident ne peut se produire, car le scieur a la possibilité de faire avancer ou reculer le chariot au milieu d'un trait, sans provoquer le dégagement latéral automatique.

De plus, sur cette machine, le dégagement latéral a une grosse amplitude : 30 à 120 millimètres au lieu de 8 millimètres. Ce dernier écartement est insuffisant, surtout dans les scieries qui débitent des bois mitraillés.

Cette scie a déjà fait ses preuves et depuis un an que plusieurs engins de ce genre fonctionnent dans la même scierie, nous n'avons eu à enregistrer aucun accident.

Il serait oiseux de rappeler les dangers auxquels sont exposés les ouvriers travaillant aux scies circulaires. Malgré les nombreux systèmes de protection, les accidents dus à ces scies restent fréquents et toujours graves. Près de 25 p. 100 de ces accidents ont entraîné, dans notre section, durant ces deux dernières années, une incapacité permanente de travail.

Les ouvriers eux-mêmes opposent à l'utilisation du chapeau protecteur une résistance obstinée. « Le chapeau les gêne », disent-ils. Il est, du reste, difficile, sinon impossible, d'adapter une protection efficace à la scie circulaire dans le débit des grumes.

L'installation de la scie à ruban ne nécessite pas un emplacement spécial. Elle peut, à la rigueur, s'effectuer à l'emplacement même de la scie circulaire à remplacer et cela d'une façon assez simple, sans toucher aux transmissions existantes, par l'emploi de retours d'angle.

Enfin, le prix des scies à ruban est devenu abordable eu égard aux bénéfices résultant de leur emploi.

L'affûtage des lames ne nécessite plus d'ouvriers spéciaux. Les machines à affûter sont précises et peu coûteuses et un manœuvre intelligent peut facilement se mettre au courant de l'affûtage.

Disparaîtrait avec la scie circulaire le cas fortuit qui fait de l'ouvrier scieur un mutilé. L'intérêt des entrepreneurs de sciage, la sécurité des ouvriers, l'intérêt général doivent pousser à faire la chasse à la scie circulaire comme a été faite la chasse à l'arbre carré de sa complice, la dégauchisseuse.

NOTE

SUR

LES TROUBLES OCULAIRES ET LA CONJONCTIVITE

DANS LE TRAVAIL DE RÉGLAGE

DES CONDENSATEURS VARIABLES À AIR POUR T. S. F.

PAR M. CHARDIN, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À BESANÇON.

A Besançon, dans une usine de décolletage de métaux, on fabrique depuis 1922 des pièces et appareils pour T. S. F., notamment les condensateurs variables à air.

Ces condensateurs, que l'on voit couramment dans le commerce, sont formés par deux armatures, l'une fixe, l'autre mobile, composées chacune d'un certain nombre de lames (5, 10 ou 20) en aluminium ou en laiton, de 5 dixièmes de millimètre d'épaisseur, en forme de demi-cercle de quelques centimètres de rayon, et munies d'œillets permettant l'assemblage; les lames de l'armature fixe portent trois œillets, près de la circonférence, et sont évidées au centre; celles de l'armature mobile n'ont qu'un œillet central. Les premières sont empilées par leurs œillets sur trois tiges d'entretoise, où elles alternent avec des rondelles de laiton de 15 dixièmes de millimètre d'épaisseur destinées à maintenir entre elles un écartement de cette même grandeur. Les lames de l'armature mobile, également séparées par des rondelles de 15 dixièmes, sont empilées et serrées sur un axe en laiton passant par l'unique œillet de chaque lame.

Les deux armatures sont montées entre deux fortes flasques circulaires en ébonite formant bloc avec l'armature fixe et qui, en leur centre, reçoivent l'axe de l'armature mobile, de telle sorte que cet axe puisse tourner à frottement doux et que chaque lame mobile demeure toujours dans le plan passant exactement par le milieu de l'intervalle qui sépare deux lames fixes consécutives; lorsque les armatures ont pénétré l'une dans l'autre, il existe donc entre deux faces métalliques en regard un intervalle de 5 dixièmes de millimètre.

Un bouton moletté en ébonite termine l'une des extrémités de l'axe de l'armature mobile et sert à faciliter la manœuvre de cette dernière. L'ensemble est représenté par la figure ci-après.

Il importe que les lames mobiles puissent se déplacer entre les lames fixes non seulement sans frottement ni contact, mais encore en demeurant en toutes leurs positions rigoureusement parallèles à ces dernières. On sait en effet que l'épaisseur du diélectrique, l'air en la circonstance, a une très grande influence sur la capacité des condensateurs.

Un travail dit « de réglage » a précisément pour objet de vérifier le parallélisme des lames, l'égalité des intervalles, et d'apporter s'il y a lieu des corrections.

Ce travail est confié à du personnel féminin. Les ouvrières, assises devant une table, face au jour, prennent le condensateur d'une main par l'une des flasques d'ébonite, l'axe de l'appareil étant horizontal, parallèle au visage ; de l'autre main, elles tournent le bouton moletté de façon à amener les

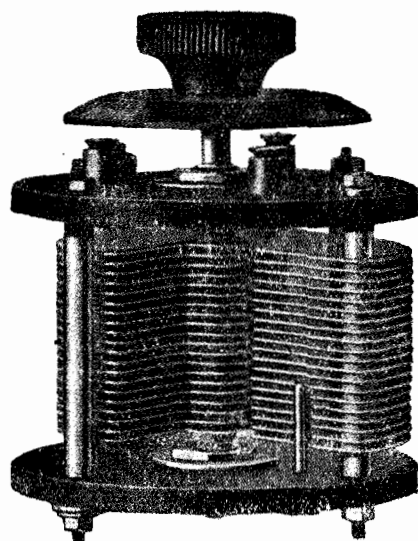


Fig. 1. — Condensateur variable à air pour T. S. F.

lames mobiles entre les lames fixes : en faisant ensuite tourner tout l'appareil entre leurs doigts, elles en examinent toute la périphérie pour s'assurer que l'écartement entre les lames est le même partout ; enfin, en plaçant l'appareil entre leurs yeux et la lumière, naturelle ou artificielle, elles s'assurent que les lames sont bien planes et parallèles jusqu'au centre. Si un défaut apparaît, il est corrigé immédiatement par l'ouvrière avec un instrument spécial, ou, en cas d'impossibilité, l'appareil est renvoyé pour réparation au personnel qui en a effectué le montage.

Ce travail de réglage était commencé depuis peu de jours dans l'usine lorsque toutes les ouvrières qui y participaient, alors au nombre de cinq,

avaient les yeux rouges et se plaignaient de douleurs de tête ; elles ont persisté dans leur travail, et, après plusieurs autres séances, ces symptômes s'accroissaient : l'une des ouvrières, notamment, avait un œil très enflammé.

Le chef de l'établissement a alors fait examiner toutes les régleuses par un oculiste.

Le mécanisme de ces accidents est varié et assez complexe.

On sait que si l'on observe une petite lame plane, une carte de visite par exemple, à une faible distance des yeux dans un plan vertical perpendiculaire au visage et passant entre les deux yeux, on voit, en même temps que la ligne droite que forme l'épaisseur de la lame, les deux faces de cette lame ; l'œil droit voit la face droite, l'œil gauche voit la face gauche ; si on éloigne progressivement la lame des yeux, ses faces deviennent de moins en moins visibles, car elles forment avec les rayons visuels qui les suivent des angles de plus en plus aigus ; à l'infini, les rayons visuels seraient parallèles à la lame, dont l'épaisseur seule apparaîtrait en un trait droit. Les régleuses de condensateurs ont donc tendance, afin de ne voir que des lignes droites et de vérifier ainsi plus aisément l'écartement des lames, à éloigner le plus possible l'objet. Cette tendance résulte aussi du fait que les ouvrières doivent voir à la fois tous les intervalles pour les comparer et s'assurer qu'ils sont tous bien égaux ; or, les rayons visuels ne peuvent traverser à la fois tout l'appareil que s'ils sont presque parallèles aux lames, condition qui est d'autant mieux remplie que l'appareil est plus éloigné. Une autre raison agit encore pour l'éloignement de l'objet : vouloir voir d'un coup d'œil toute la *profondeur* des intervalles revient à vouloir adapter la vue à la fois à tous les plans verticaux et parallèles au visage coupés par les lames, ce qui n'est pas réalisable ; il faut donc rendre aussi grande que possible la distance de l'objet aux yeux, de façon que, par rapport à cette distance, l'écartement des deux plans qui limitent l'objet en avant et en arrière ait un minimum d'importance.

Mais on arrive alors à éloigner l'objet au delà de la *distance normale de vision*, et les détails ne se distinguent pas suffisamment. Il peut même arriver, chez les myopes, que l'objet se trouve placé au delà du *punctum remotum*, point au delà duquel l'accommodation à la distance n'est plus possible.

D'autre part, les détails qu'il s'agit de bien voir, c'est-à-dire les intervalles entre les lames, ont de faibles dimensions (5 ou 15 dixièmes de millimètre, suivant que les armatures pénètrent ou ne pénètrent pas l'une dans l'autre), et leur observation exige une mise au point parfaite des yeux. Or, chez les sujets, nombreux, qui sont atteints de vices de réfraction ne portant pas également sur les deux yeux, si un œil est adapté au travail, l'autre ne l'est pas et doit faire un effort supplémentaire.

Enfin, si l'appareil est tenu près de la table, le tranchant des lames donne devant les yeux des lignes brillantes séparées par des intervalles sombres ; au contraire, si on l'examine en l'interposant entre l'œil et une

source de lumière pour fouiller les intervalles, ceux-ci se détachent en lignes lumineuses à côté des lames qui forment alors des lignes noires. Ce contraste fatigue en même temps le cristallin et l'iris, qui veulent, mais qui ne peuvent, s'adapter à la fois aux traits lumineux et aux traits obscurs. On retrouve là les effets, que tout le monde connaît, produits sur l'œil par une étoffe blanche portant des raies noires étroites et rapprochées. Dans le réglage des condensateurs, cette sensation nuisible est accrue du fait que, pour examiner l'appareil dans toutes ses parties, l'ouvrière lui imprime divers mouvements de rotation et de translation.

Le travail excessif ainsi imposé aux divers muscles de l'œil qui participent à l'accommodation à la distance et à l'éclairement (corps ciliaire, sphincter de l'iris, etc.) a provoqué chez les régleuses de la céphalée périorbitaire, de la rougeur des yeux avec légère cuisson et même, dans un cas, de la conjonctivite qui n'a cédé que devant un traitement spécial.

Les sujets dont la réfraction est mauvaise sont particulièrement sensibles à ces accidents. C'est ainsi que le cas de conjonctivite s'est déclaré chez une jeune fille très myope; toutes les régleuses examinées par l'oculiste présentaient du reste, à des degrés divers, des troubles de réfraction.

Il faut en premier lieu rechercher pour ce travail de réglage des personnes exemptes de tout vice de réfraction. A défaut, il convient de rectifier rigoureusement, par des verres appropriés, la réfraction défectueuse. « Pour un travail de précision, nous a dit l'oculiste, il faut des yeux de précision. » Il faut aussi, toujours à l'aide des verres, adapter la vue à la distance que le sujet estime lui être la plus favorable. A cet effet, les ouvrières de Besançon ont été examinées dans la position de travail, un condensateur à la main.

Les troubles oculaires ont cessé chez les premières régleuses dès que celles-ci ont été munies des lunettes établies selon les prescriptions de l'oculiste. Les ouvrières admises par la suite au réglage ont toutes subi préalablement un examen des yeux; pourvues dès le début de lunettes convenables, elles n'ont jamais été incommodées.

La fabrication des condensateurs à air pour T. S. F. s'effectue dans d'autres usines en France; si la vérification des appareils est pratiquée comme à Besançon, elle a dû occasionner les mêmes accidents, qui n'ont pu passer inaperçus et qui ont probablement abouti à la même intervention médicale et au même traitement. Mais, en admettant que cette question d'hygiène de la vue soit convenablement résolue dans les fabriques de condensateurs, nos constatations faisant l'objet de la présente note méritent, croyons-nous, d'être néanmoins retenues; elles nous suggèrent l'idée qu'il existe peut-être d'autres travaux qui, sans nuire à la vue autant que le réglage des condensateurs, peuvent provoquer des troubles oculaires légers, supportables, dont, en raison même de cette bénignité, on n'a pas cru devoir jusqu'à maintenant rechercher les vraies causes, mais qui, à la longue, peuvent s'aggraver et qui ont toujours une influence fâcheuse sur le rendement.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF DE RAFRAÎCHISSEMENT POUR LES FOURS À RÉCHAUFFER LES BILLETES ET LES LINGOTS

PAR M. COURTOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Description du four. — Le four à réchauffer les billettes et les lingots, employé à la Société des forges et aciéries de Commercy, était autrefois un four poussant mi-gaz à grille, prévu pour le chauffage en dix heures de 10 tonnes de billettes de 50 millimètres de côté et de 2 mètres à 2 m. 25 de longueur. Ce four se composait de la grille, de l'autel, du laboratoire de chauffe avec sole en briques réfractaires sous laquelle passaient les conduits de récupération. La sole comportait deux tubes à refroidissement d'eau enchâssés dans des briques de forme, ces tubes permettant de faire glisser plus facilement les billettes de la porte d'enfournement à l'autel. Cette sole avait 12 mètres de longueur sur 2 m. 50 de largeur. Ce four a été transformé il y a quelques années pour le chauffage au charbon pulvérisé. Rien n'a été changé dans le laboratoire jusqu'à l'autel. La grille a été remplacée par une chambre de combustion dans laquelle vient brûler le mélange d'air et de poussière de charbon provenant des pulvérisateurs en fonctionnement à quelques mètres du four. Le remplacement de la grille a eu pour effet d'améliorer les conditions de travail des hommes de four en supprimant les opérations pénibles de décrassage de la grille qui se faisaient le matin avant le commencement du travail, à midi, aussitôt après l'arrêt, et d'où les hommes sortaient exténués.

Les billettes sont actuellement sorties à raison de 7 à 8 tonnes à l'heure par la porte de défournement près de l'autel au moyen de tenailles de formes appropriées ayant 1 m. 80 de longueur et qui sont suspendues à un chemin de roulement incliné légèrement, ce qui permet de conduire facilement et sans fatigue les billettes du four au laminoir.

La température à l'intérieur du four est d'environ 1,450° à 1,500° à l'autel et à la porte de défournement. Elle est de 550° à 600° à la porte d'enfournement.

Conditions de travail des hommes de four avant rafraîchissement et ventilation. — Pour accomplir leur besogne, les chauffeurs doivent travailler dans l'atmosphère de chaleur et de poussières brûlantes qui se dégagent du four par la porte de défournement obligatoirement presque toujours ouverte.

Après chaque demi-heure de travail que ces ouvriers font tour à tour, ils sont en sueur et dans l'obligation de changer chaque fois leur bourgeron de flanelle.

En raison des poussières incandescentes, les chauffeurs sont souvent brûlés au visage et aux yeux. Les poussières absorbées par la bouche les empêchent de bien dormir et de manger au repas du soir.

Rafraîchissement et ventilation. — M. Marchand, ingénieur à la Société des forges et aciéries de Commercy, a été amené à chercher des perfectionnements et des appareils susceptibles de rendre le travail du chauffeur plus sain et moins pénible en le protégeant contre l'action déprimante de la chaleur et des poussières.

Dans ce but, il a installé un premier appareil suivant schéma ci-joint.

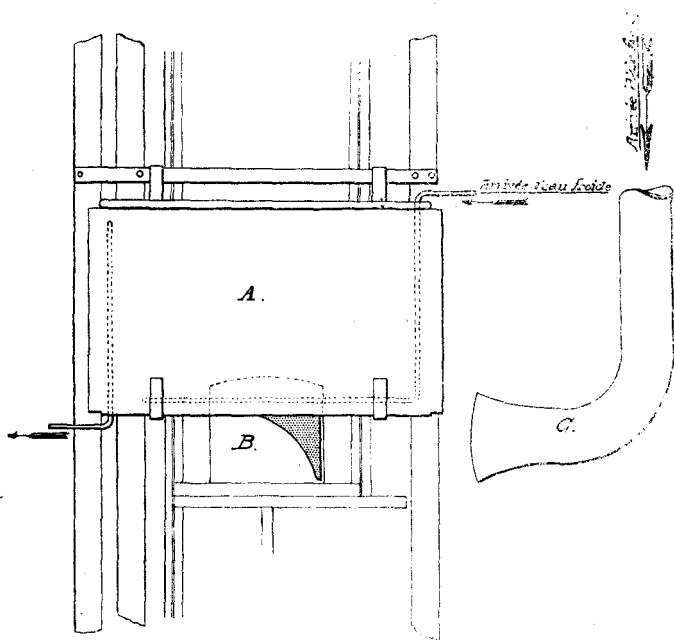


Fig. 1. — Dispositif de rafraîchissement pour four à réchauffer les billettes et lingots.

C'est un écran rafraîchissant constitué par deux tôles peu épaisses distantes de 50 millimètres environ, entretoisées et fermées de façon à former un réservoir dans lequel circule une quantité d'eau suffisante pour rester froide. Cette eau arrive par le bas du réservoir et s'échappe par un trop-plein vers le haut. Les hommes apprécierent cet écran, d'autant plus qu'il atténuait aussi une partie des flammes et des poussières provenant de la porte de défournement en formant comme une cheminée d'appel avec la paroi du four. Il fallait pourtant trouver l'écran capable d'éviter complètement ces flammes et ces poussières souvent incandescentes et d'isoler le chauffeur

du foyer étincelant qu'il a presque toujours devant lui, sans gêner pour cela la sortie du lingot.

Cet important résultat a été obtenu au moyen d'un appareil encore plus simple que le précédent.

Disposant d'une conduite d'air sous pression, alimentée par un ventilateur, M. Marchand amena sur le côté de la porte du four, suivant schéma ci-joint, une dérivation qu'il termina par une pièce de transformation projetant d'une façon continue un jet d'air frais de 350 millimètres de hauteur sur 20 millimètres d'épaisseur formant l'écran protecteur cherché contre la chaleur et soufflant en même temps les flammes et les poussières dans une direction opposée à celle du chauffeur.

Améliorations obtenues dans les conditions de travail des hommes de four.

— L'ensemble de ces perfectionnements a considérablement amélioré les conditions de travail des hommes de four qui ne souffrent plus ni de la chaleur, ni de la flamme, ni de la poussière.

La température, à 50 centimètres de la porte de défournement, qui était avant rafraîchissement de 400°, est maintenant de 60°.

La température, à 1 mètre de la porte de défournement, qui était avant rafraîchissement de 150°, est maintenant de 40°.

Le bourgeron de flanelle est souvent conservé toute la journée, les brûlures aux yeux et au visage ont complètement disparu, l'appétit est revenu et le sommeil est plus réparateur. Le nombre d'absences a diminué dans des proportions considérables.

Par suite de cette installation, le personnel a vu son mieux-être sensiblement amélioré, ses salaires augmentés dans la proportion de 20 p. 100 et la direction a vu la production s'accroître dans des proportions égales.

NOTE

SUR

UNE MODIFICATION APPORTÉE À LA PRESSE BLISS

(APPAREIL OCCUPANT LA MAIN DROITE HORS DE L'OUTIL

ET IMMOBILISANT LA PÉDALE EN HAUT DE SA COURSE)

PAR M. COURTOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

La Société des lunetiers, à Saint-Mihiel, fait des travaux d'estampage très divers, travaux très particuliers où il est difficile d'employer l'éjecteur automatique, les pièces en doublé qu'il faut devant rester sans aucune marque ni joint.

Ces travaux sont faits sur presses Bliss munies d'un embrayage automatique de sûreté. Les accidents qui se produisaient à cette machine comportaient toujours une blessure à la main droite.

M. André Pass, mécanicien à la Société des lunetiers, a cherché à occuper la main droite hors de l'outil et à immobiliser la pédale en haut de sa course pendant que cette main se trouvait entre les deux parties de l'outil, le verrou de sûreté à volet gênant la main qui n'avait qu'une petite pièce à placer et la production diminuant de façon par trop sensible par suite de l'emploi de l'appareil Bliss de sûreté.

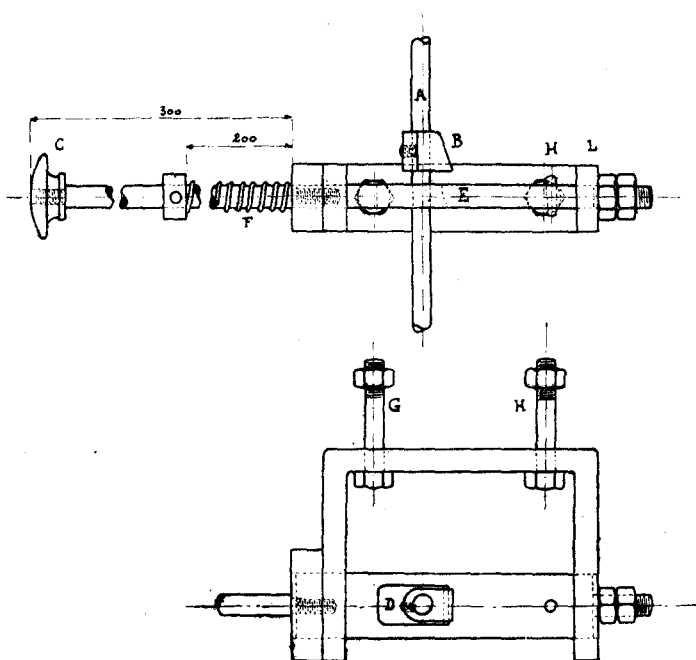


Fig. 1. — Verrou occupant la main droite hors de l'outil, pour la mise en marche (Presse Bliss).

La presse étant toujours dans sa position verticale, M. Pass construisit le verrou représenté par le croquis ci-joint.

Ce verrou est fixé au bâti de la machine à l'aide de deux boulons G et H. Lorsque la main droite place la pièce, la machine ne peut être embrayée, le taquet B venant buter sur le verrou E. Des plots sur la tige A assurent la fixation du taquet B.

La pièce en place, la main droite appuie sur le bouton C qui déplace le verrou jusqu'à ce que la goupille K vienne buter sur un côté L de la chape. Le taquet B et la pédale se trouvent libérés et la presse est embrayée.

La main droite lâche alors le bouton, le pied lâche la pédale, la rampe

du taquet B fait coulisser le verrou qui, rappelé par un ressort F, revient à sa position primitive.

Pendant cette opération d'embrayage, la main gauche prépare une pièce qu'elle présente dans une bonne position à la main droite qui s'engage entre les deux parties de l'outil pour faire une deuxième pièce.

La main droite des ouvrières est ainsi à l'abri du danger. Depuis l'installation de ce verrou, aucun accident ne s'est produit.

NOTE

SUR

UNE INSTALLATION DE FOSSES SEPTIQUES

PAR M^{lle} N. FABRE, INSPECTRICE DU TRAVAIL À TOURS.

Une importante chemiserie de Villedieu (Indre) a fait installer des fosses septiques avec vidange automatique. L'architecte qui a dirigé les travaux a aimablement fourni, avec l'assentiment de la direction de l'entreprise, les plans et les renseignements sur l'installation.

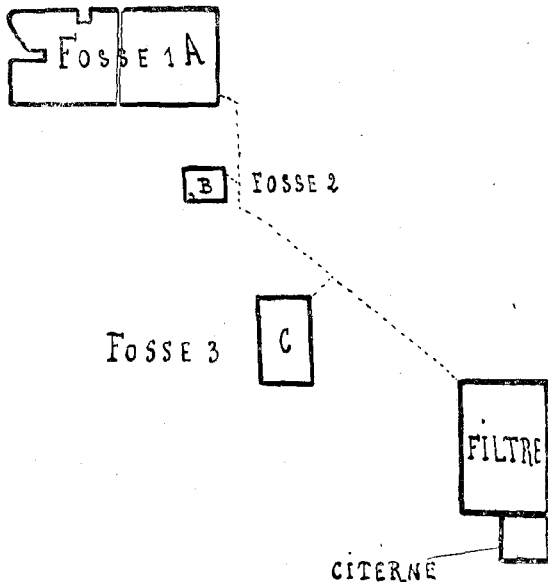


Fig. 1. — Plan schématique.

Il existait à la chemiserie trois fosses étanches séparées : l'une correspondait aux W.-C. des femmes, une autre à ceux des hommes, la troisième

à ceux du personnel directeur. Ce sont ces fosses qui ont été transformées en fosses septiques avec un filtre bactérien commun.

Ces trois fosses, disposées comme l'indique le plan schématique de la figure 1, sont reliées entre elles par une canalisation en grès vernissé.

La fosse A prévue pour le service de deux cent dix personnes (personnel féminin) est divisée en deux compartiments cubant respectivement $31 \text{ m}^3 900$ et $38 \text{ m}^3 900$. Ceci, afin que si un nettoyage devenait nécessaire, il puisse s'effectuer en deux fois, laissant toujours une partie des W.-C. à la disposition du personnel des ateliers.

Le cube de la fosse B (six personnes, direction) est de $7 \text{ m}^3 560$. Celui de la fosse C (trente-cinq personnes, personnel masculin), $14 \text{ m}^3 080$. Chacune de ces fosses est établie suivant le système « septic-tank Bezault ».

On rappellera, pour mémoire, le principe du fonctionnement de ces fosses.

En vase clos, les microbes qui se développent à l'abri de l'air solubilisent par fermentation anaérobie les matières azotées qui forment la plus grande partie des vidanges et les transforment en carbonate d'ammoniaque. Le contenu de la fosse s'écoule par un siphon et vient traverser un filtre bactérien consistant essentiellement en un lit de machefer bien aéré pour que, sous l'influence de la fermentation aérobie, les eaux à épurer puissent s'oxyder et se transformer en nitrates. L'effluent à évacuer au dehors est incolore et inodore.

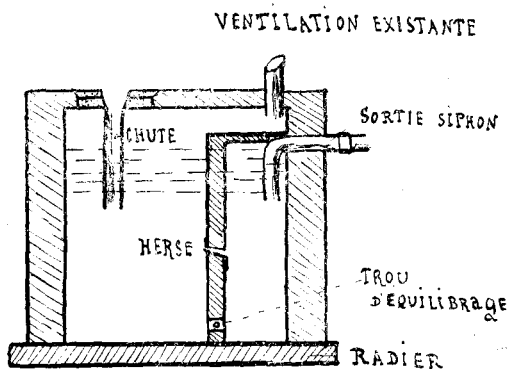


Fig. 2. — Coupe schématique d'une des fosses.

Chacune des fosses de la chemiserie R... est établie suivant le principe de la coupe schématique de la figure 2. Le produit des trois fosses arrive par simple déclivité à la rigole de distribution, au-dessus du lit de machefer du filtre (fig. 3, p. 412). Des caniveaux aspergeurs permettent la répartition à peu près équivalente du liquide sur tous les points du lit bactérien.

Après la traversée de celui-ci, l'effluent se trouve nécessairement au point bas du filtre et celui-ci étant à 2 m. 80 environ en contre-bas du niveau de l'évacuation qui a lieu par caniveau extérieur, il a fallu faire une citerne d'accumulation de l'effluent. Elle a été prévue de petit volume pour éviter les fermentations en attendant la vidange.

Cette vidange s'opère automatiquement (fig. 4). Un flotteur F, constitué par une boîte cylindrique de zinc dont la charge est proportionnée à un contre-poids P, repose sur le liquide de la citerne. Le cordon de suspension

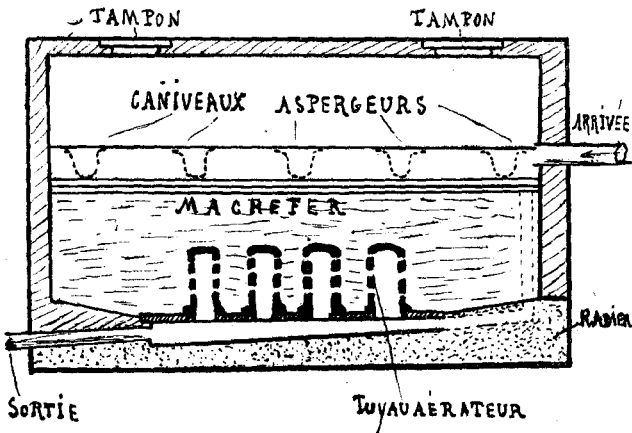


Fig. 3. — Coupe du filtre.

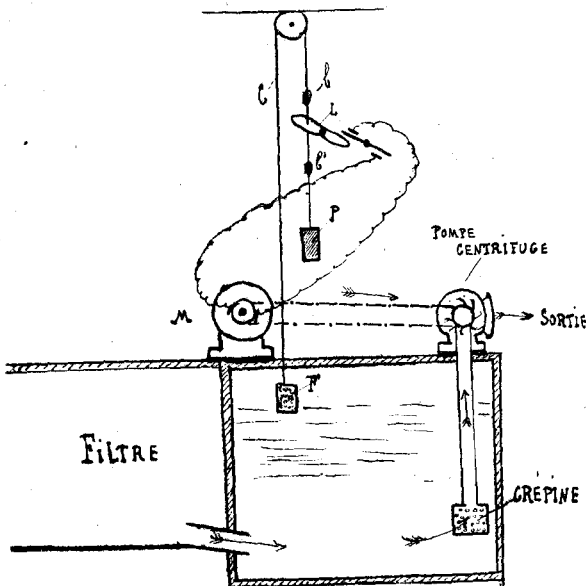


Fig. 4. — Vidange automatique.

du flotteur et de son contre-poids passe sur une poulie placée au plafond de la salle située au-dessus de la citerne. Sa longueur est calculée de façon que lorsque la citerne est pleine, F étant à la surface, P descend d'une longueur telle qu'une des billes b du cordon C vient appuyer sur le grand

bras du levier L. Celui-ci bascule et vient, par ce mouvement, mettre le contact qui permet le passage du courant électrique, mettant en marche le moteur M. Celui-ci actionne une pompe centrifuge qui évacue le liquide au dehors.

A mesure que le niveau du liquide baisse dans la citerne, le flotteur suit le mouvement de descente, le contrepoids remonte et la deuxième bille *b'* du cordon, venant frapper le levier, le remet dans sa position primitive; de ce fait, le contact est supprimé, le courant coupé, le moteur et la pompe s'arrêtent.

Une sonnerie fonctionne en même temps que le déclenchement et attire l'attention du personnel au cas où la pompe se désamorcerait.

Le directeur de la chemiserie de Villedieu se montre très satisfait de cette installation. Aucune émanation ne se produit maintenant et la vidange si difficile à faire effectuer précédemment à la campagne, où le matériel nécessaire n'existe pas, est ainsi supprimée, le nettoyage du lit bactérien d'un filtre n'étant nécessaire qu'à intervalles très espacés.

NOTE

SUR

UN DISPOSITIF DE SÉCURITÉ

APPLICABLES AUX PRESSES À PÂTES ALIMENTAIRES

PAR M. GALOPEAUD, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À BORDEAUX.

Rien de plus simple, en principe tout au moins, que la fabrication des pâtes alimentaires.

On prend de la semoule de blé dur qu'on additionne de 20 p. 100 de son poids d'eau; on malaxe jusqu'à obtenir une pâte de consistance très ferme, presque dure, qu'on oblige à passer au travers d'un moule *ad hoc*. Cette dernière opération se fait dans une presse hydraulique représentée à la figure 1 et dont voici la rapide description.

Un cylindre en fonte C de 1 mètre de hauteur et de 35 centimètres de diamètre a pour fond un moule de cuivre de 4 centimètres d'épaisseur percé de trous de forme et dimensions appropriées au genre de pâte que l'on désire obtenir. La pâte est introduite dans le cylindre — « cloche » en terme de métier — au-dessus duquel se trouve un piston P, actionné par de l'eau à 150 kilogrammes de pression, qui comprime la pâte et la fait passer au travers du moule.

La cloche est remplie avec des blocs de pâte qui ne se déforment pas et laissent donc entre eux des vides assez considérables, de sorte qu'on n'utilise

réellement qu'une partie du volume de la cloche et que le rendement de la machine est médiocre. C'est pour remédier à cet inconvénient que dans les machines les plus modernes, la presse proprement dite porte un appareil auxiliaire qui commence par tasser la pâte dans la cloche et ce n'est que lorsque la cloche est totalement remplie que la presse entre en action. On voit à droite, sur la figure 1, l'appareil dit bourreur de pâte.

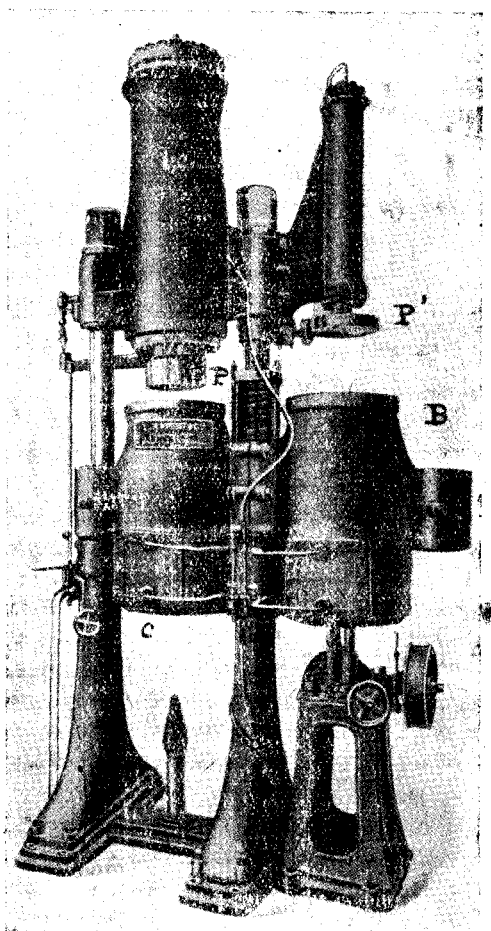


Fig. 1. — Presse hydraulique pour la fabrication des pâtes alimentaires.

Il se compose d'une cloche absolument identique à celle qui a été déjà décrite et placée symétriquement à elle par rapport au bâti qui les porte. Ce bâti est formé de deux parties réunies par un roulement à billes, de telle sorte que l'appareil étant parfaitement équilibré, on peut sans effort faire tourner la partie supérieure et amener la cloche du bourreur à la place de celle de la presse et *vice versa*.

On aperçoit au-dessus de la cloche B le piston P' actionné par de l'eau à 40 kilogrammes de pression. A portée de la main de l'ouvrier, se trouve un levier (non visible sur la figure) calé sur un axe dont les cames ouvrent et ferment les clapets de vidange et d'admission de l'eau sous pression. Tournant le levier dans un sens, l'ouvrier fait descendre le piston et tasse la pâte; tournant en sens inverse, il fait relever le piston et remet dans la cloche de la pâte qui sera comprimée à son tour. Il recommence la manœuvre jusqu'à ce que la cloche soit complètement remplie.

Le diamètre du piston P' est naturellement rigoureusement égal à celui de la cloche et on comprend aisément qu'au moment où il arrive à la hauteur du bord supérieur de celle-ci, il agit à la manière d'une cisaille et malheur à l'ouvrier qui oublie sa main sur la cloche à cet instant.

Nous devons ajouter cependant que la vitesse du piston est très faible et qu'à première vue l'appareil ne semble pas dangereux. Il l'est cependant ainsi qu'on va en juger par les faits suivants que nous rapportons. Dans une usine de la banlieue de Bordeaux qui utilise des presses à bourreur de pâte, deux accidents, dont l'un très grave, se produisirent à quelques mois d'intervalle. Dans le premier cas, l'ouvrier eut seulement un pouce coupé; mais dans l'autre accident, la victime perdit à la fois la main gauche et le pouce droit. Pendant la descente du piston, l'ouvrier ayant les mains libres avait voulu remettre dans la cloche de la pâte qui débordait et avait été saisi par le piston.

Il fallait de toute nécessité éviter le retour d'accidents semblables, et nous avons prescrit au directeur de l'usine d'installer un dispositif protecteur. Celui-ci étudia sérieusement la question et, après s'être rendu compte qu'un garde-mains gênerait le travail au point de le rendre impossible, il imagina un dispositif très simple que nous croyons bon de signaler.

On voit sur la figure 2 l'arbre porte-cames A qui commande l'arrivée et

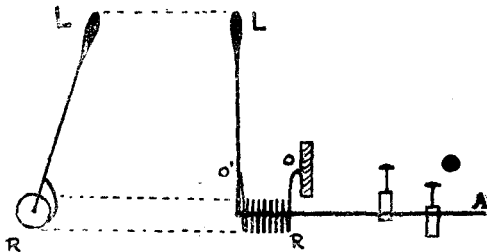


Fig. 2. — Levier de commande avec ressort de rappel.

la vidange d'eau sous pression et le levier L qu'actionne l'ouvrier pour faire descendre ou remonter le piston. Autour de l'axe se trouve un ressort à boudin R en acier dont une extrémité est fixée en O à une partie fixe du bâti, et dont l'autre extrémité est fixée en O' sur le levier même. Le sens de l'enroulement des spires est tel que l'ouvrier tend le ressort en mettant le piston en marche et qu'il doit nécessairement avoir le levier en main pen-

dant toute la durée de la course du piston, car dès qu'il le lâche, le ressort se détend et rappelle le levier de commande des clapets et le piston remonte.

On remarque que, grâce à ce dispositif, l'ouvrier ne peut tout d'abord n'avoir qu'une main dans la zone dangereuse et que, dans le cas où le piston viendrait à la lui serrer, il lui suffit, dès le premier contact, d'abandonner le levier pour éviter tout accident. En fait, il n'y en a pas eu depuis l'installation de l'appareil décrit et nous ne pensons pas qu'il puisse y en avoir si le ressort est bien calculé, si on ne le fait pas travailler au delà de ses limites d'élasticité et si, en tout cas, on a la précaution de le changer dès qu'il est fatigué et qu'il ne rappelle plus suffisamment le levier.

Nous ajouterons pour terminer que lorsqu'un appareil de sécurité est si commode et si peu coûteux, on ne s'explique pas qu'il ne soit pas installé par le constructeur même des machines, qui devient ainsi moralement responsable des accidents survenus à ceux qui les desservent.

NOTE

SUR

DES PROCÉDÉS NOUVEAUX

TENDANT À LA SUPPRESSION OU À LA RÉDUCTION

DU DÉBOURRAGE DES CARDES À COTON

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Considérations générales sur le débouillage des cardes à coton. — La question du débouillage des cardes à coton a, depuis longtemps, vivement préoccupé à la fois les techniciens et les hygiénistes.

Pour le technicien, le problème est, avant tout, un problème de quantité et de qualité dans la production. On sait que, dans l'état actuel des choses, il est nécessaire d'arrêter le fonctionnement de la carde toutes les deux heures, environ, dans le but d'effectuer le débouillage du grand tambour. La garniture d'aiguilles qui recouvre ce dernier s'est, en effet, pendant ces deux heures de marche, progressivement remplie de boutons qui s'y incrustent et la rendent, finalement, impropre à continuer un bon travail.

Mais cet arrêt se fait, évidemment, au détriment de la production, interrompue pendant le temps du débouillage, d'autant plus que ce dernier amène, fatalement, l'entraînement dans les déchets et, par suite, la perte de bonnes fibres incluses dans la garniture du grand tambour.

D'autre part, la propreté du produit cardé n'est pas constante pendant la marche d'une carde. Elle diminue à partir du moment où le débouillage

vient d'être fait — où elle est la meilleure — jusqu'au moment où il devra de nouveau être fait.

L'examen du voile sortant permet une observation facile de ce phénomène. Or, la qualité du coton cardé est une condition essentielle d'une bonne fabrication ultérieure du fil. C'est ce que Evan Leigh a exprimé de façon imagée en écrivant que « la carde est l'âme de la filature ».

Pour l'hygiéniste, la question n'est pas moins importante. L'opération qui consiste à nettoyer le grand tambour, à le débourrer, s'accompagne d'un dégagement de poussières intenses et fines, pénétrant facilement dans les voies respiratoires des débourreurs et viciant l'air des carderies. Elle est donc insalubre au premier chef, et elle est d'autant plus dangereuse qu'elle doit se répéter, pour chaque carde, plusieurs fois par jour : trois à quatre fois environ, dans une journée de huit heures. Rien, jusqu'à l'heure actuelle, ne permettait de l'éviter ou d'en réduire la fréquence.

En outre, il arrivait souvent qu'au cours du débourrage, le grand tambour étant mis à découvert, pendant sa rotation, les mains des ouvriers entraient en contact avec sa garniture. Des mutilations graves ont été enregistrées dans ces conditions et nous avons, personnellement, connu quelques accidents de ce genre.

Solutions proposées au problème du débourrage des cardes à coton. — Les solutions données, jusqu'à ces derniers temps, au problème du débourrage des cardes à coton, ont eu pour but de procéder, à l'aide d'appareils spéciaux, à l'enlèvement, à dates fréquentes et régulières, des débourrures et, en même temps, dans les procédés modernes, de capter les poussières fournies par ces déchets.

Le dernier procédé en date, celui du débourrage dit « par le vide », dont une description a été donnée par M. Delastre, dans le *Bulletin de l'Inspection du Travail* (1), atteint ce but, et semble donner au double point de vue technique et hygiénique, de bons résultats. Cependant, malgré ses avantages, il n'est pas encore partout adopté. Outre le prix de revient de son installation, assez élevé, certains industriels lui imputent une dépréciation des déchets récupérés et vendus à un prix moins rémunérateur. Enfin, si la durée du débourrage est réduite, par rapport à celle qu'exigeaient les anciens procédés, il existe toujours un arrêt affectant la production. Telles sont les raisons de la survivance, dans nombre de filatures, des procédés antihygiéniques de débourrage à la brosse, ou à l'aide d'appareils pratiquement impropres à la captation des poussières.

Or, des observations récentes, faites dans notre section, semblent indiquer que la technique du débourrage des cardes à coton évolue, et que des solutions nouvelles se font jour. Ces dernières ne consistent plus, en pratique, à réaliser le débourrage dans des conditions données, mais au contraire cherchent à le supprimer, ou à réduire considérablement son importance et sa fréquence. Elles ont donc pour effet :

(1) Voir *Bulletin de l'Inspection du travail*, 1923, p. 214.

1° D'augmenter notablement le rendement des cardes par suppression ou diminution considérable des arrêts de débouillage;

2° De supprimer dans la même proportion les inconvénients au point de vue de l'hygiène des ouvriers et de la salubrité des locaux de travail, de cette opération, telle qu'elle est encore pratiquée dans les filatures de coton non pourvues du débouillage « par le vide ».

Elles apparaissent, pour cette double raison, fort intéressantes. Dans les deux cas rencontrés elles ont spécialement pour but de supprimer le débouillage du grand tambour, mais atteignent ce but par des procédés différents.

I. — Procédé dit du «Débouillage constant».

(Brevet Gégauff et Pflimlin).

L'idée qui a présidé à la mise au point de ce procédé est de chercher à maintenir constant, continu, le régime de propreté maxima de la carde, tel qu'il est obtenu passagèrement, dans les anciens procédés, après chaque opération de débouillage et, en somme, d'opérer un débouillage constant du grand tambour. Par suite, les nettoyages régulièrement effectués autrefois toutes les deux heures environ, disparaissent avec leurs inconvénients au point de vue de la production et de l'hygiène.

Ce but est atteint par l'adjonction, aux organes de la carde, d'un tambour auxiliaire, débouilleur du grand tambour, sorte de brosse circulaire en fil

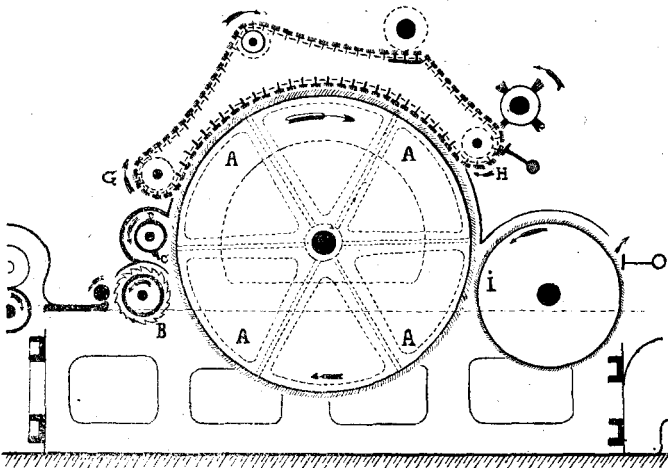


Fig. 1. — Installation du débouillage constant sur une carde à coton. — A grand tambour; B briseur; G chapelet; I tambour peigneur; D volant débouilleur auxiliaire; C garniture d'aiguilles du volant débouilleur.

d'acier, et dont la vitesse circonférentielle est un peu supérieure à celle du grand tambour, et dirigée dans le même sens.

Les recherches de MM. Gégauff et Pflimlin ont établi que l'emploi de

cet organe nouveau n'était pleinement efficace, et ne donnait le résultat cherché, que s'il était fait dans les conditions précises.

1° Il est nécessaire que le volant débourreur soit installé dans un endroit nettement déterminé, unique sur la cardé. Cet emplacement est compris entre le briseur B et le commencement du chapelet C.

La figure 1 représente une cardé à chapelet, munie du nouveau dispositif occupant la place spéciale assurant, seule, la propreté maxima du grand tambour.

La raison de l'action favorable du débourreur, à ce point particulier, réside dans le fait qu'à cet endroit, seul, les boutons fraîchement extraits du grand tambour se trouvent, immédiatement après, happés par les chapeaux où ils s'accrochent, s'y incrustent, passant ensuite dans le débourrage de ces derniers.

En effet, si le tambour auxiliaire était placé entre la fin du chapelet H, et le peigneur I, les boutons extraits par le débourreur et projetés par lui sur la garniture du grand tambour A seraient immédiatement après accrochés par le tambour peigneur I, et passeraient ainsi dans le produit cardé, le dépréciant.

Si, d'autre part, on le situait sous le grand tambour A, entre le peigneur I et le briseur B, les boutons extraits reprojétés par le débourreur sur la garniture du grand tambour seraient ensuite, après leur passage au point de contact « de travail », recouverts de la nouvelle couche de coton fournie par le briseur B, et réenfoncés dans la garniture du grand tambour. Ils ne pourraient donc plus être happés par les chapeaux et, au lieu de passer dans la débouffure de ceux-ci, se retrouveraient en partie dans le produit cardé, comme dans le cas précédent.

2° D'autre part, l'expérience a montré que le choix de la garniture du tambour débourreur jouait un grand rôle dans les résultats à obtenir. MM. Gegauff et Pfimlin ont découvert que la propreté maximum du produit cardé, et que le maintien du morfil de l'aiguillage du grand tambour, sont assurés lorsque le volant de débouffure ne porte qu'une seule rangée d'aiguilles C (fig. 2) se comportant comme un peigne unique. Cette rangée d'aiguilles peut être placée soit parallèlement à l'axe du tambour D, soit en hélice.

Une seule rangée d'aiguilles suffit à obtenir l'effet maximum. En effet, avec cette seule rangée, le débouffure du grand tambour ne se fait, chaque fois, que sur une bande très étroite, d'au plus un demi-centimètre de largeur, séparée par des intervalles non débouffés d'environ 60 centimètres de largeur. Mais, comme le grand tambour fait 175 tours par minute et que sa circonférence mesure 3 m. 80, ce qui donne un développement de 660 mètres par minute, il y aura $\frac{660}{0.60} = 1.100$ bandes débouffées par minute, chacune ayant un demi-centimètre de largeur. Or, ces bandes ne viennent jamais se reproduire aux mêmes endroits de la circonférence du grand tambour A, mais se répartissent sur toutes les régions de sa circonférence. De sorte qu'au

bout d'une minute déjà, le grand tambour aura été débourré une fois et demie en tous les points de sa circonférence. En effet $0 \text{ cm. } 5 \times 1100 = 550 \text{ cm.}$, soit une fois et demie la circonférence entière.

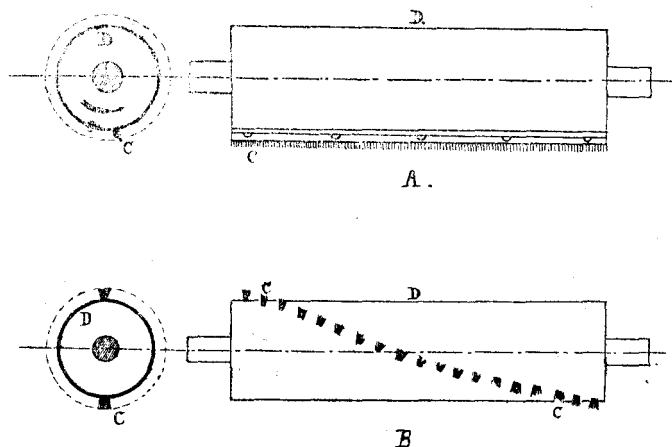


Fig. 2. — Volant débourreur. — A volant débourreur pourvu d'une seule rangée d'aiguilles se comportant comme un peigné unique; D volant; C aiguilles. — B volant débourreur pourvu, comme variante, de rangées de touffes faisant brosse et disposées en hélice; D volant; C touffes d'aiguilles.

La commande du volant débourreur se fait simplement à l'aide d'une poulie fixée en bout d'axe et d'une courroie croisée, passant sur une seconde poulie de diamètre approprié, recevant elle-même son mouvement, par renvoi, du grand tambour.

Résultats dus au débouillage constant. — Le nettoyage de la garniture du grand tambour est assuré d'une façon parfaite et continue, et il n'est plus nécessaire d'en faire le débouillage. Par suite les arrêts autrefois nécessités par cette opération sont complètement supprimés.

Mais, d'autre part, la quantité des déchets ou débouillures, inutilisables pour la fabrication, et provenant des nettoyages des divers organes de la carde, est considérablement réduite. C'est ainsi que, dans une filature de coton de notre section, — la première à appliquer le procédé, — et utilisant 110 cardes, les résultats suivants ont été enregistrés :

	CHAPEAU N.°	TAMBOUR et peigneur.
Production mensuelle en déchets :		
Avant l'emploi du procédé.....	3,100 kilos.	820 kilos.
Après l'emploi du procédé.....	2,725 kilos.	140 kilos.
Déchets en moins, mensuellement.....	375 kilos.	680 kilos.

Soit, au total, 1,055 kilogrammes, ce qui constitue une économie d'égale importance dans la consommation du coton brut.

Cette économie s'est révélée, en moyenne, de 0.861 p. 100 du coton travaillé, ce qui correspond, pour une consommation mensuelle de coton brut de 148,000 kilogrammes à 13 francs, à 16,500 francs, ou — en tenant compte du prix de vente des débouffures à 50 p. 100 de celui du coton brut, — à 8,250 francs par mois, ou 99,000 francs par an.

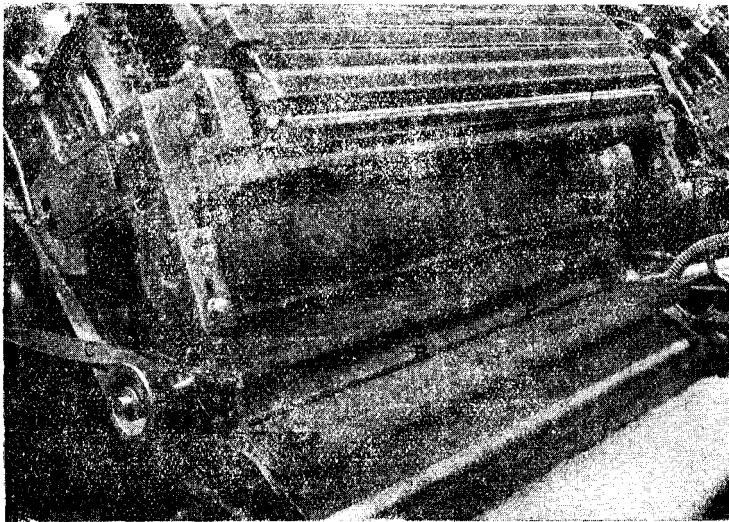


Fig. 3. — Installation du débouffage constant sur une carte Dobson. — L'appareil ouvert permet de distinguer le peigne épurateur P. — C dispositif de commande du débouffeur.

En outre, l'installation du débouffage « par le vide » existant avant l'adoption du « débouffage constant » a été maintenue pour le nettoyage des peigneurs. Mais en raison de la suppression des débouffages des grands tambours, sa pompe n'absorbe plus qu'une puissance moitié moindre, d'où une autre économie, sur ce chapitre, de 18,000 kilowatts-heure par an, soit 4,000 francs.

Les opérations de nettoyage étant ainsi très réduites, puisqu'elles n'affectent plus que les peigneurs, ont pu être confiées à une seule femme occupée trois heures par jour, d'où une économie de main-d'œuvre de 5,000 francs par an.

Nous avons, à dessein, insisté sur ces avantages d'ordre économique et technique. Ils sont de nature, en effet, à faire plus facilement adopter aux industriels un procédé qui, par ailleurs, présente au point de vue de l'hygiène de leur personnel, un grand intérêt.

L'exemple que nous avons précédemment signalé montre, même, que le débouffage constant et le débouffage par le vide, peuvent heureusement se compléter, ce dernier système étant encore utilisé pour le débouffage des

figure 1, se présente sous la forme d'un cylindre en fonte, recouvert d'un ruban continu de cardé, enroulé en hélice sur ce tambour, de manière à garnir toute sa surface sans aucun vide. Le rôle des aiguilles du peigneur est de détacher la matière textile des épingles du grand tambour et de la conduire à l'appareil d'évacuation ou peigne détacheur.

L'examen d'un fragment de garniture ordinaire de peigneur montre qu'il se compose d'un ruban en tissu, peu épais et très souple, sur lequel sont butées des aiguilles fines, en acier. Chaque aiguille considérée en particulier apparaît non point sous forme d'une tige rectiligne, mais présente, au contraire, un coude ou « croc », à mi-hauteur environ. Ces aiguilles minces et peu rigides forment des rangées parallèles rapprochées, espacées d'un millimètre au plus environ. Sur un fragment de ruban de 32 millimètres de largeur, on rencontre, en moyenne 30 rangées.

Les emplacements respectifs du tambour-peigneur, ainsi revêtu, et du grand tambour, sont réglés de façon que l'intervalle existant entre leurs garnitures soit faible, et permette au peigneur de recevoir la matière qui lui est projetée par le grand tambour. Toutefois, avec le système de garnitures qui vient d'être décrit, les aiguilles flexibles du peigneur se bourrent immédiatement, d'abord jusqu'au « croc », et ensuite, peu à peu, jusqu'à la pointe. A ce moment, elles ne remplissent plus qu'imparfaitement leur rôle et, au lieu de dégager le grand tambour de sa matière, aident au contraire à le bourrer. C'est alors que peigneur et tambour se remplissent de fibres ou d'impuretés, et que le débouillage de ces organes devient nécessaire toutes les deux ou trois heures.

Description des nouvelles garnitures de peigneurs. — Des recherches, relativement récentes, ont eu pour but la mise au point de nouvelles garnitures de peigneurs évitant cet inconvénient et dégageant, au contraire, le grand tambour, en raison de la disposition spéciale de leurs aiguilles.

Plusieurs modèles de garnitures de ce genre étant actuellement employés, nous n'entrerons pas dans des descriptions multiples et détaillées. Il y a lieu, cependant, de noter que les rubans nouveaux diffèrent essentiellement de ceux qui ont été jusqu'ici employés, par la « population » et la section des aiguilles, ainsi que par la composition très rigide du tissu.

Dans l'un des types examinés par nous, le tissu porteur d'aiguilles est très épais : 5 millimètres au lieu de 2 dans les types habituels. Il est, par suite, très rigide et indéformable. Les aiguilles, en fil d'acier, inclinées sur le ruban, sont sensiblement plus courtes que les précédentes : 4 millimètres au lieu de 7, mais elles ont un diamètre supérieur, et sont beaucoup plus résistantes ; il est impossible de les coucher à la main. Elles sont toujours disposées en rangées parallèles, mais bien plus espacées ; on compte 12 rangées sur une largeur de 20 millimètres de ruban. La figure 5 montre, d'ailleurs, les différences essentielles d'aspect entre les deux modèles de garnitures. Les nouveaux rubans se posent sur le tambour-peigneur absolument comme les anciens.

Effets constatés. — L'installation sur le peigneur des garnitures spéciales, a montré que ces dernières ne se bourrent plus, contrairement au cas des garnitures ordinaires. Ce fait résulte de la disposition des aiguilles droites jusqu'à leur base, et de leur grande rigidité. La matière à carder, en effet,

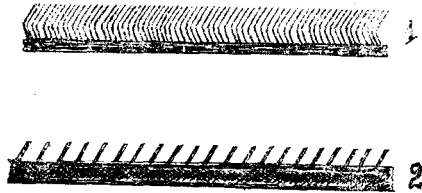


Fig. 5. — Comparaison entre les anciennes et les nouvelles garnitures de tambours peigneurs de cardes à coton. — 1 ancien modèle de garniture aux aiguilles flexibles, longues et serrées, et à support mince et souple; 2 nouveau modèle de garniture aux aiguilles droites, rigides, courtes et espacées, à support épais.

ne se trouve pas retenue et se dégage, dès lors, très facilement par le peigne battant. Le tambour-peigneur reste toujours propre et sans bourrages. Sa garniture n'étant pas salie peut recevoir, en tous temps, le coton qui lui est envoyé par le tambour et débarrasse régulièrement et constamment ce dernier, les fibres étant toutes retenues, alors que les impuretés, au lieu de pénétrer dans la nappe, et d'y rester, sont projetées sur les grilles. Le grand tambour ne conserve plus que des feuilles ou boutons et, parfois, des fibres très courtes ne pouvant être travaillées.

Résultats pratiques. — Dans ces conditions, en raison de l'état de propreté absolu du peigneur, et de l'état de propreté prolongé du tambour, leur fonctionnement peut se continuer, sans débouillage, pendant des périodes très étendues.

Sans prétendre, comme certains constructeurs, que tout débouillage de la carde est entièrement supprimé, — ce que nous n'avons pu vérifier, — il est exact que les nettoyages du grand tambour sont fort espacés et ne deviennent plus nécessaires qu'après de longues phases de travail. Dans des cas vérifiés, avec des cardes équipées avec les garnitures de peigneurs rigides (Brevet Gullung, par exemple), le débouillage du grand tambour ne s'impose plus que toutes les 96 ou 144 heures. C'est dire qu'il peut être effectué seulement au moment de la mise à l'aiguisage des rubans.

Dans d'autres cas, et d'après les déclarations d'industriels utilisant le procédé, le fonctionnement de la carde, sans nettoyage, aurait été encore beaucoup plus prolongé. En toute certitude, il peut être indiqué que les opérations anciennes de débouillage, nécessairement régulières et fréquentes, sont supprimées dans de grandes proportions : 97 p. 100 dans l'éventualité d'une filature aiguisant tous les quinze jours par exemple. En effet, une carde débouillée ordinairement trois fois par jour le serait, par quinzaine de douze jours ouvrables, trente-six fois. Dans le même temps la carde

montée avec garniture nouvelle le sera une fois seulement, soit un gain de 35/36 ou de 97 p. 100.

Par suite, les inconvénients hygiéniques et les dangers du débouillage sont réduits dans la même proportion.

Au point de vue économique, les avantages déjà signalés à propos du « débouillage constant », se retrouvent ici encore presque au complet. La réduction considérable des arrêts pour débouillage se traduit par une augmentation de production qu'on a pu chiffrer à 650 kilogrammes par an et par carde; elle permet aussi une diminution du nombre des ouvriers spécialistes débouilleurs. En ce qui concerne la qualité du travail obtenu, la nature du voile, c'est-à-dire du produit cardé, reste absolument constante. Il en résulte une plus grande régularité du fil obtenu ainsi qu'une résistance et une propreté plus affirmées, que des essais comparatifs avec la machine de Moscrop ont vérifiées. Cette augmentation a pu atteindre 3 à 5 p. 100.

Aussi, compte tenu de ces divers avantages, semble-t-il possible d'indiquer, qu'en règle générale, l'amortissement du prix de la garniture peut se faire en un an.

*
**

Les procédés qui viennent d'être décrits nous ont paru intéressants à signaler, en raison de l'évolution qu'ils marquent dans les solutions données au débouillage des cardes, et de la méthode dont ils s'inspirent.

Ils fournissent un nouvel exemple d'améliorations obtenues, dans le domaine de l'hygiène et de la sécurité du travail, grâce à des transformations apportées à l'outillage, ou à des changements de méthodes, plutôt que par l'emploi de dispositifs ou d'appareils de protection cherchant à combattre les effets, mais non la cause du mal.

Au surplus, les améliorations apportées à l'hygiène des carderies pratiquant encore le débouillage à la brosse, sont incontestables dans les deux cas étudiés. Il y a, en effet, dans l'un comme dans l'autre, suppression complète du débouillage de l'un des organes principaux, et réduction considérable des autres nettoyages, causes directes de danger pour les ouvriers.

A ces avantages d'ordre hygiénique s'ajoutent des avantages importants au point de vue du rendement et de la qualité des produits fabriqués, de nature à inciter les industriels intéressés, à l'adoption des nouveaux procédés. C'est pour cette raison, d'ailleurs, que nous avons rencontré l'emploi du « débouillage constant » et des nouvelles garnitures de peigneurs, même dans des filatures utilisant le système « par le vide », où leur adoption procure une économie sensible sur la force motrice et la main-d'œuvre et permet, par l'augmentation de production, un amortissement rapide de ces diverses installations.

En conséquence, les nouveaux procédés apparaissent donc d'un intérêt réel dans toutes les filatures de coton, pourvues ou non de dispositifs modernes de débouillage.

NOTE

SUR

UN PROTECTEUR DE TOUPIE MOULURIÈRE

PAR M. GAUDIOT, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À NANCY.

Les toupies figurent, incontestablement, parmi les plus dangereuses des machines à bois, en raison de la fréquence et de la gravité des accidents qu'elles occasionnent, soit par le contact direct des mains de l'ouvrier avec le fer, soit par la projection violente de ce dernier, à la suite de rupture.

La prévention de ces accidents est chose particulièrement délicate, les travaux entrepris sur les toupies étant de natures très variées, et le nombre des protecteurs vraiment efficaces, et surtout pratiques, singulièrement restreint. Nombre de dispositifs sont, en effet, totalement délaissés par les toupilleurs qui les considèrent comme gênants, ou d'installation et de réglage trop longs ou compliqués.

Aussi, peut-il être intéressant de donner l'exemple d'appareils simples qui, tout en limitant leur protection à des travaux déterminés, l'assurent parfaitement, sans gêne pour le travail et, par suite, sont acceptés volontiers des ouvriers. Tel est le cas d'un dispositif imaginé par M. Desbœufs, entrepreneur de menuiserie à Baccarat, et qui s'applique au travail « au guide » sur toupies moulurières.

Principe de l'appareil. — M. Desbœufs ayant, en 1922, enregistré dans son atelier, un accident par toupie, étudia, à la suite de nos observations, un appareil protecteur plus efficace que les simples presseurs couramment construits par ses ouvriers, et plus facilement accepté qu'un ancien dispositif « à cloche », complètement délaissé depuis longtemps. Il s'inspira, dans sa recherche, des principes suivants :

1° Diminuer l'effort du machiniste et, en même temps, empêcher le rejet accidentel du bois, par l'emploi d'un dispositif « presseur » ;

2° Eviter, à tout moment, le contact des mains de l'ouvrier, depuis son poste de travail, avec la fraise ou le fer de la toupie, et le mettre à l'abri d'une projection violente, en cas de rupture, grâce à l'adoption d'un écran résistant.

Description de l'appareil. — Ces principes ont reçu leur application dans l'appareil représenté par la figure 1, et réalisé de la façon suivante :

Les deux parties du guide : G et G¹ sont réunies par une pièce de bois, en forme d'arcéau : A, de 4 centimètres d'épaisseur, mobile autour d'un boulon : b, et prenant appui sur la partie supérieure du guide : G, par un simple taquet d'arrêt : t.

Cet arceau porte, dans sa partie médiane, et suivant son axe de symétrie, un évidement ou glissière : *g*, de 8 centimètres de longueur, dont les bords sont renforcés par une mince feuille de tôle, afin d'éviter leur détérioration au frottement. Dans cette glissière coulisce un axe : *a*, solidaire d'un large disque : *D* en plomb, de 25 centimètres de diamètre et de 2 centimètres

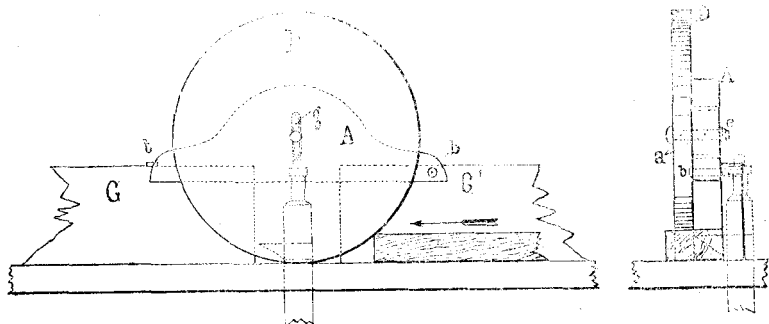


Fig. 1. — Protecteur de toupie Desbœufs. — Protecteur au repos.

d'épaisseur, formant écran. Cet axe, muni à son extrémité libre d'un écrou : *e*, maintient donc l'un contre l'autre l'arceau et le disque, tout en permettant à ce dernier un déplacement, dans le sens vertical, dont l'amplitude correspond à la hauteur de la glissière.

M. Desbœufs a choisi, comme écran, un disque en plomb, qu'il a moulé lui-même, mais il note que tout disque métallique aux bords bien lisses et suffisamment lourd, peut être adopté.

Fonctionnement de l'appareil. — Avant tout travail, le disque, sollicité par son propre poids, repose sur la table de la toupie comme le montre la figure 1, et obture complètement l'intervalle existant entre les deux guides. Par suite, tout contact de l'ouvrier depuis son poste de travail, est impossible avec le fer en mouvement.

Quand le toupilleur veut moulurer une pièce, il appuie son bois contre le guide : *G*, puis le pousse suivant la flèche, dans la direction du fer. La pièce rencontre, alors, le disque qu'en raison même de sa forme elle soulève facilement, et sans grand effort de la part de l'ouvrier, l'axe : *a*, coulisant dans la glissière *g*, et se déplaçant de bas en haut d'une quantité égale à la hauteur du bois travaillé.

Le disque, soulevé, repose ensuite (fig. 2) sur la partie supérieure du bois qu'il appuie fortement sur la table, par suite de son poids, jouant ainsi le rôle de presseur, évitant tout rejet de la pièce et diminuant l'effort du toupilleur, nécessaire pour maintenir contre la fraise.

En même temps il interdit l'accès au fer, ou même simplement, à l'intervalle compris entre les deux guides et dans lequel se meut le porte-outil. Tout accident par contact est donc impossible.

En fin de travail, par un mouvement inverse, et n'étant plus surélevé par

le bois, le disque redescend et revient en contact avec la table, reprenant sa position de repos, et isolant l'outil jusqu'à ce qu'une nouvelle pièce lui soit présentée.

La hauteur et l'épaisseur du bois travaillé sous la protection du dispositif sont, évidemment, fonction de la longueur de la glissière *g* et de l'épaisseur

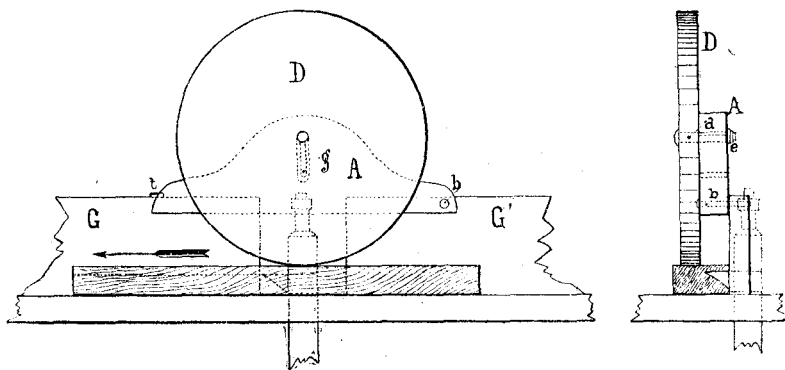


Fig. 2. — Protecteur de toupie Desbœufs. — Protecteur au cours d'un travail de mouluration droite.

de l'arceau *A*. Il suffit de donner à ces dernières des dimensions assez amples pour pouvoir effectuer tous les travaux courants de l'atelier sans réglages journaliers.

D'autre part, le changement de fers n'est en rien gêné par la présence du disque. Il suffit, en effet, pour accéder librement à l'arbre porte-outil, de faire pivoter l'ensemble du dispositif de 180° vers la droite, autour de *b*, ce qui dégage complètement l'entre-guides.

Enfin, l'appareil peut être instantanément enlevé, puis remis en place, par le simple jeu du boulon *b*.

Résultats constatés. — Depuis l'adoption de ce protecteur aucun accident n'est survenu, dans l'atelier de M. Desbœufs, au cours du travail aux toupies. Plusieurs ruptures de fers, qui auraient pu avoir des conséquences graves pour les machinistes, n'ont causé aucune blessure. La partie intérieure du disque montre, clairement, la trace du choc violent des fragments, retenus par l'écran sur lequel, au surplus, ils n'ont pas ricoché, en raison de sa nature même.

La facilité de son montage, de son démontage et, pratiquement, l'inutilité de son réglage ont fait accepter ce dispositif sans difficulté par les ouvriers. Il est réellement utilisé et c'est, d'ailleurs, au cours d'une de nos visites, en l'absence du patron, que nous l'avons découvert en service.

Il est donc permis de dire que, pour le travail aux toupies moulurières, l'appareil décrit ci-dessus est vraiment efficace et pratique.

NOTE

SUR

UNE NOUVELLE MACHINE À FILER ET À TORSADER LE CRIN

PAR M. LAVOISIER, INSPECTEUR DÉPARTEMENTAL DU TRAVAIL À PARIS.

Le crin d'origine animale utilisé dans la confection des matelas, oreillers, coussins, etc., doit être livré au commerce sous forme de cordes roulées en torsades ayant un à deux mètres de longueur.

Après avoir subi diverses préparations, dont la description n'entre pas dans le cadre du sujet traité ici, le crin sortant des cardes, où les mélanges convenables ont été faits, est placé en tas dans une vaste salle où il est filé et torsadé.

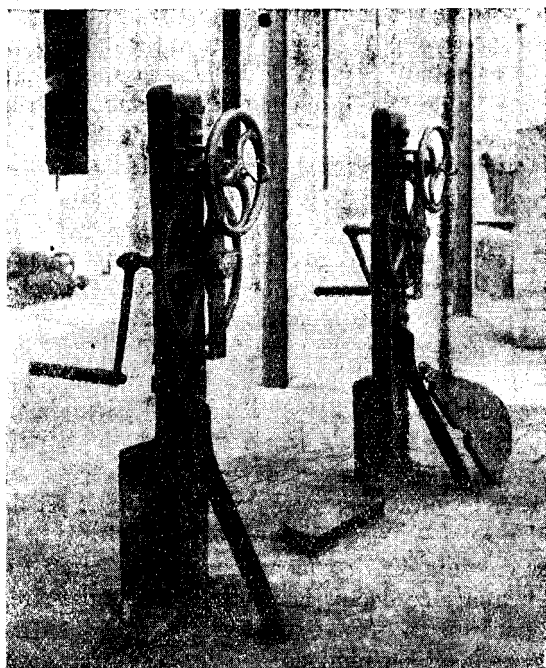


Fig. 1. — Machines ordinaires à torsader le crin.

Ces deux dernières opérations ont pour but de rendre la manutention du crin plus commode et de lui donner la frisure indispensable pour obtenir la souplesse dans les objets confectionnés.

Les machines utilisées jusqu'à ce jour sont des plus simples comme le montre la figure 1. Elles se composent d'un montant vertical en bois, fixé dans le sol. Ce montant est traversé par un axe portant, d'un côté, une roue d'engrenage d'assez grand diamètre et de l'autre une manivelle permettant de la mettre en mouvement. Au-dessus de la roue dentée, un petit pignon dont l'axe se termine par un crochet, reçoit le mouvement de cette roue. La force vive d'un petit volant calé sur le même axe assure la régularité de marche.

L'ouvrier fileur, portant devant lui, dans un panier suspendu à ses épaules, la quantité de crin nécessaire pour confectionner une corde, commence par attacher une poignée de crin au crochet. Le « tourneur » — généralement un enfant de 13 à 15 ans — actionne la roue. Le fileur tenant de la main gauche la corde qui se forme ajoute continuellement des poignées de crin au fur et à mesure qu'il s'éloigne de la machine, jusqu'à ce que la corde atteigne 5 ou 6 mètres de longueur. Un autre gamin du même âge, debout près du crochet tient dans sa main une corne de bœuf échancrée d'une certaine façon ; c'est le « coqueur ».

Lorsque l'ouvrier a terminé la corde, il serre l'extrémité dans sa main, pendant que le « tourneur » continue d'actionner la machine. A un certain moment, lorsque la torsion est assez forte, le « coqueur » fait passer la corde dans l'échancrure de la corne de bœuf où elle se roule sur elle-même en torsades et en sens inverse, formant des coques qui réduisent sa longueur à 1 m. 50 ou 2 mètres environ.

La filature terminée, les cordes de crin sont passées à l'autoclave et soumises à l'action de la vapeur à 130 degrés.

Cette opération a pour but principal de fixer la frisure du crin donnée par la torsion ; elle produit en même temps la stérilisation complète et, si elle n'évite pas aux ouvriers les risques de l'infection charbonneuse — il est impossible d'y procéder au début du travail — elle protège le consommateur contre les dangers de cette terrible maladie.

Le travail du tourneur est assez pénible en raison du rapport des vitesses de la roue (140 dents) et du pignon (16 dents), dont le nombre de tours passe presque du simple au triple (2.84) pendant une partie de l'opération.

La vitesse normale pour filer est environ de 28 tours de manivelle par minute ce qui correspond à 245 tours du crochet. Elle est de 72 à 75 tours pendant la torsion soit, environ, 655 tours du crochet.

La main-d'œuvre infantine qui commençait à se raréfier en 1914 est devenue presque introuvable depuis la guerre ; aussi dut-on recourir au développement du machinisme pour y suppléer.

MM. Besnùs viennent de remplacer dans leur usine de Saint-Denis ces machines primitives par de nouvelles machines semi-automatiques qui suppriment complètement le tourneur.

On avait même envisagé d'utiliser un seul « coqueur » pour deux machines, mais ce dernier avantage n'a pu dès le début être réalisé.

La caractéristique de cette machine repose sur le fait que le crochet auquel est fixé la matière à filer et les organes de commande de ce crochet sont

montés sur un châssis oscillant autour d'un axe. Les déplacements angulaires de ce châssis sont produits dans un sens par la traction exercée sur la matière

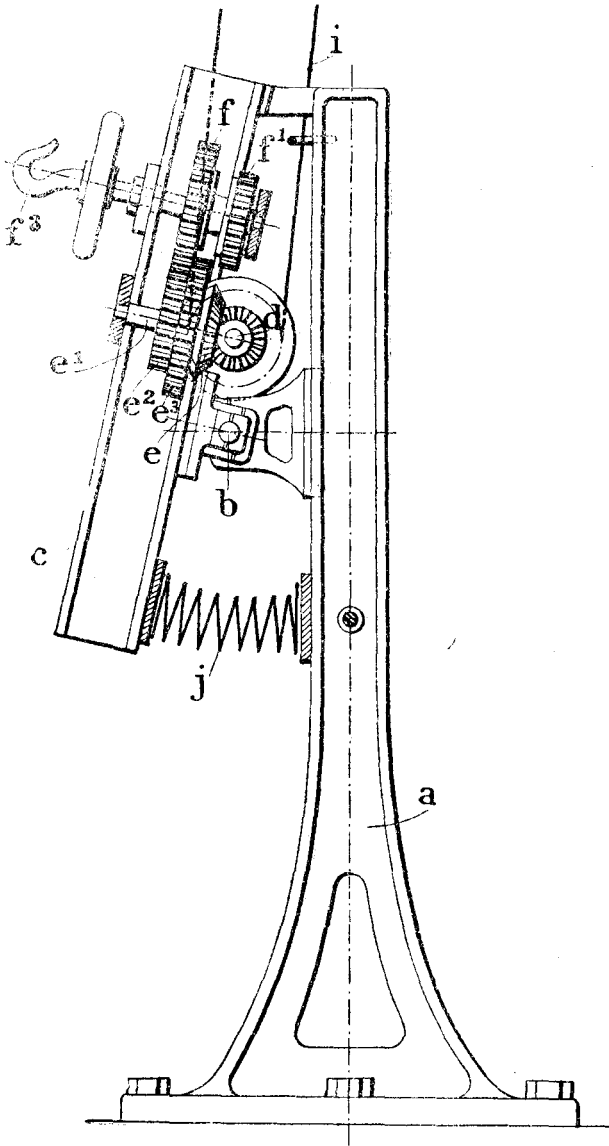


Fig. 2. — Machine semi-automatique à torsader le crin. — Machine à l'arrêt.

à filer et en sens opposé par un contre-poids de rappel commandant la fourchette de débrayage et, par conséquent, l'arrêt ou la mise en marche automatique de la machine.

Sur un bâti *a* (fig. 2 et 3) est articulé autour d'un axe *b*, un châssis *c* qui supporte tous les organes de la machine. L'arbre moteur *d* parallèle à l'axe d'oscillation *b* du châssis porte à l'une de ses extrémités une poulie folle et une poulie fixe *d* et vers son milieu un pignon conique *d'* qui engrène avec un pignon *e* calé sur un arbre intermédiaire *e'*.

Sur cet arbre sont calés deux pignons droits *e²*, *e³* avec l'un desquels on peut engrener un baladeur *ff* pouvant se déplacer le long de l'arbre *f²*. Les déplacements du baladeur sont effectués à l'aide d'une fourchette *g* manœuvrée par une tige faisant saillie sur le devant de la machine.

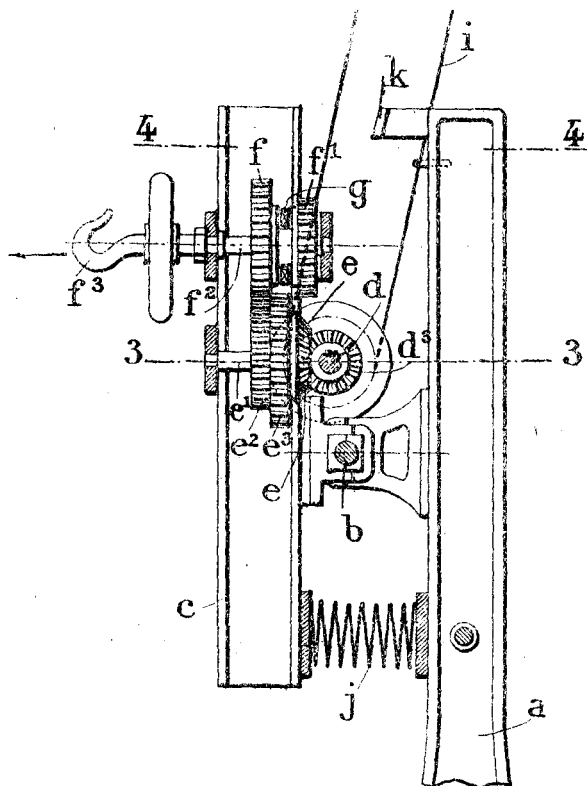


Fig. 3. — Machine semi-automatique à torsader le crin. — Machine en marche.

Sur l'arbre *f²* est fixé le crochet *f³* auquel est attachée la matière à filer ou torsader.

Un levier portant une fourchette de débrayage et manœuvré par un contre-poids, qui a remplacé les ressorts *j*, commande les déplacements de la courroie *i* qui actionne la machine.

Lorsque le châssis *c* est dans la position de la figure 2 la courroie est sur la poulie folle et la machine est à l'arrêt.

Au contraire, dans la position de la figure 3 la courroie est sur la poulie fixe et la machine en action.

Dès que l'ouvrier exerce sur le fil la traction nécessaire pour la filature, le châssis pivote autour de son axe et la machine se met en marche (fig. 3).

Si, par exemple, il est indispensable d'arrêter la machine par suite de mauvaise prise du crin, l'ouvrier supprime la traction sur le fil. Le châssis oscille, sous l'action du contre-poids, en sens inverse du sens d'oscillation précédent et provoque l'arrêt presque instantané.

D'autre part, si la corde de crin venait à casser pendant le travail, et si la machine ne s'arrêtait pas, il pourrait en résulter des accidents provoqués par les moulinets que ferait le brin resté attaché au crochet.

La figure 4 montre la machine telle qu'elle a été construite; celle qui est en premier plan est dans la position d'arrêt, la seconde dans la position de

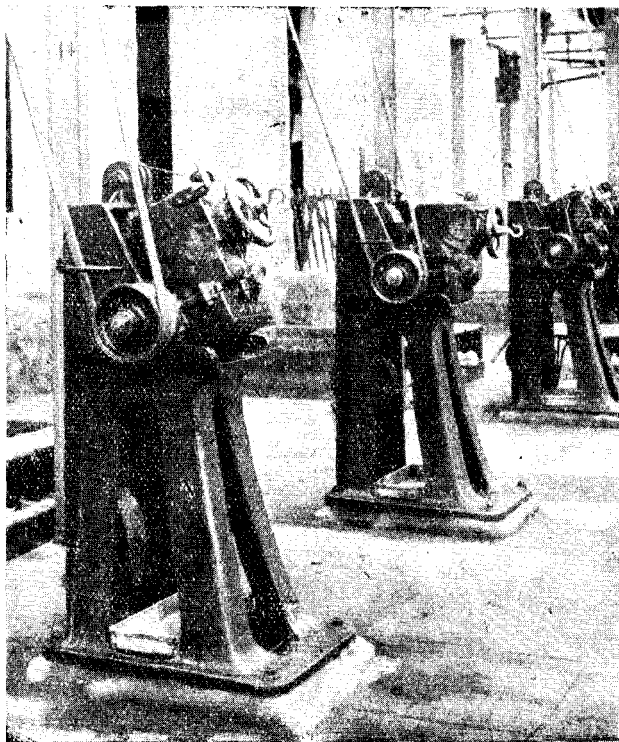


Fig. 4. — Machines semi-automatiques à torsader le crin.
La première est en position d'arrêt, la seconde en position de marche.

marche. Elle a l'avantage de fonctionner automatiquement et de supprimer l'enfant qui, antérieurement, actionnait la roue motrice. Son travail était relativement pénible en raison de l'effort qu'il devait fournir au moment du « coquage » pour tripler la vitesse de rotation du crochet, les ouvriers fileurs travaillant à la tâche ne leur laissaient d'ailleurs que peu de repos.

d'un mélange gaz-air détonant. Ceci peut être une cause d'explosion. Mais ce n'est pas la seule, et je crois qu'il faut, en outre, chercher ailleurs.

J'ai eu connaissance de trois explosions de fours à émailler *chauffés électriquement* : le gaz d'éclairage ne peut donc, dans ces cas, être incriminé.

1^{er} cas. — 16 décembre 1921 : un petit four à émailler les épingles de sûreté fait explosion ; un ouvrier est tué.

2^o cas. — 22 novembre 1924 un grand four à émailler les ailettes et les pare-boue d'automobiles fait explosion la nuit ; l'atelier est complètement détruit tant par l'explosion que par l'incendie qui en résulte ; 160 automobiles prêtes à être livrées sont détruites, on estime les pertes à près de quatre millions. Aucun ouvrier n'était dans l'atelier.

3^e cas. — 24 novembre 1924 : un four à émailler fait explosion et détruit l'atelier. Quatre ouvriers étaient occupés dans cet atelier, mais sur les côtés du four, un seul a été blessé par la chute des tuiles du toit et le déplacement d'air. S'ils eussent été placés dans le plan de l'explosion, c'est-à-dire en face la porte du four, ils eussent été tués.

Disposition d'un four à émailler à chauffage électrique. — Le four à chauffage électrique ne diffère en rien du four à chauffage au gaz ou au charbon. C'est une chambre en maçonnerie, avec armature en fer, ou en tôle épaisse, de dimensions plus ou moins grandes selon les dimensions des pièces à émailler.

Quand le four est petit il n'y a qu'une porte qui sert à l'entrée, puis à la sortie des objets. Quand il est grand, on a un four-tunnel : les objets sont entrés par la porte avant et sortis par la porte arrière ; l'opération est à peu près continue.

Dans le cas n° 2, le four avait 6 mètres de long sur 2 mètres de large et 2 mètres de haut environ.

La chaleur est donnée par des résistances placées à l'intérieur du four, soit sur la face inférieure, soit sur les faces latérales. La température est élevée jusqu'à 180° et est maintenue ainsi jusqu'à séchage complet.

Une cheminée d'aération évacue les vapeurs produites ; un registre règle l'ouverture de cette cheminée.

Dans le four du cas n° 3, les résistances étant placées sur la face inférieure, on a pu incriminer une goutte de vernis qui, tombant sur les résistances portées au rouge, s'enflamma et alluma l'explosion. C'est une supposition et non une certitude.

Dans le four du cas n° 2 les résistances étaient placées sur les faces latérales et protégées par un treillis métallique ; on ne peut plus incriminer la chute d'une goutte de vernis sur les résistances.

Il faut chercher une autre cause, elle est dans la composition du vernis même.

Composition du vernis. — L'expression « *émaillage en noir* » est impropre et ce n'est que par analogie avec l'émaillage du fer et de la fonte, au point

de vue brillant du travail, que l'on emploie ces termes. Car il ne s'agit pas de la fixation d'un émail, mais d'un vernis. En effet, un émail est formé de silicates et de borates fondant, selon leur composition, entre 850° et 1050°, en moyenne vers 900°; tandis que le recouvrement des pièces d'autos, de cycles, de machines est une dissolution de bitume dans un solvant, c'est donc un vernis.

Le vernis est ainsi composé :

a. Brais noirs naturels d'Amérique (analogues aux bitumes, mais brillants, plus brillants même que le brai de goudron);

b. Huile de lin cuite;

Le brai forme avec l'huile un composé visqueux presque pâteux;

c. Puis le tout est dissous dans un solvant approprié qui est pour les vernis chers l'essence de térébenthine, pour les vernis courants le withe-spirit.

On ajoute parfois à la première partie des gommes ou résines de Madagascar incolores, exclusivement pour donner le brillant.

De plus en plus, étant donné le prix élevé de l'essence de térébenthine, on emploie presque exclusivement le withe-spirit.

Quand, par suite de l'emploi, le vernis s'épaissit, on l'allonge par du withe-spirit ou simplement par du pétrole.

Or le withe-spirit est un des produits extraits de la distillation des pétroles naturels; il est l'intermédiaire entre l'essence et le pétrole lampant, et a pour densité de 0.775 à 0.780.

Ce produit, comme tous les produits de distillation du pétrole est moins défini par sa densité que par la température de distillation à laquelle il correspond et par conséquent, par la tension de sa vapeur à la condensation.

Quoi qu'il en soit, la gamme des produits de distillation est la suivante :

de 45° à 70° passe la gasoline ou éther de pétrole.....	d 0,650
de 70° à 90° passent les essences de pétrole {	
essence auto	d 0,720
essence poids lourd...	d 0,740
de 90° à 120° passe le withe-spirit	d 0,775 à 0,780
de 120° à 280° passe le pétrole lampant.	d 0,790 à 0,820

Rôle du four à émailler. — Dans le four porté à 180° la technique de l'opération est la suivante :

1° Évaporation du solvant;

2° Oxydation de l'huile de lin sous l'influence de la chaleur et de l'oxygène de l'air.

De cela il résulte que c'est dans la première partie de l'opération que doit se produire le mélange détonant : withe-spirit et air.

Que faut-il pour qu'il explose? une proportion déterminée d'hydrocarbure et d'air, une température bien déterminée pour la proportion et variable avec celle-ci; les résistances portées au rouge et, parfois, encore plus sur-

chauffées accidentellement (diminution locale de section) peuvent allumer le mélange. Point n'est besoin de faire intervenir une goutte de vernis tombant sur une résistance.

On a aussi prétendu que la présence accidentelle de vapeur d'eau dans le four, vapeur jouant le rôle de catalyseur, contribuerait avec la surchauffe des résistances, à faciliter l'explosion.

Il est un fait de physique expérimentale que, en l'absence rigoureuse de vapeur d'eau, un certain nombre de réactions n'ont point lieu dans les conditions où on les observe habituellement, et on cite de ce fait qu'un mélange de $2\text{H} + \text{O}$ rigoureusement sec n'explose pas, même avec l'étincelle électrique; que dans les mêmes conditions $\text{H} + \text{Cl}$ n'explose qu'après un temps très appréciable à la lumière solaire.

Mais dans la question qui nous occupe, il est bien difficile de déterminer le rôle de la vapeur d'eau, et il vaut mieux s'en tenir à une surchauffe des résistances.

On peut même s'étonner que les explosions ne soient pas plus fréquentes pour la raison suivante : l'ouvrier, généralement, ferme le registre pour que la température monte plus vite; il n'y a plus évacuation de la vapeur d'hydrocarbures et le danger est immédiat.

On prétend que les explosions des fours chauffés au gaz ou au charbon sont plus rares par le fait que les vapeurs d'hydrocarbures seraient brûlées au fur et à mesure de leur formation : c'est une opinion bien discutable. Pourtant il est un fait, c'est que les industriels reviennent au four à gaz.

Mesures de protection. — Comment sinon éviter toutes les explosions, tout au moins en diminuer le risque?

De l'étude ci-dessus il résulte que l'explosion paraît uniquement due au mélange détonant formé par la vapeur du solvant et l'air.

Il m'a paru que la construction des fours à émailler, quel que soit leur genre de chauffage, a été faite sans qu'il soit tenu compte : 1° de la nature du solvant employé; 2° de sa température d'évaporation; 3° de la température des résistances.

La technique de l'opération comportant deux phases bien distinctes : 1° évaporation du solvant, la seule phase pouvant donner lieu à un mélange détonnant; — 2° Oxydation de l'huile de lin qui n'en donne pas, il paraîtrait logique de séparer nettement, dans le four même, ces deux phases.

Pour cela on pourrait diviser, par une cloison, le four en deux parties; dans la première partie se ferait l'évaporation du solvant, dans la deuxième l'oxydation. Si, dans la partie oxydation, il est nécessaire d'avoir une température de 180° , cette température n'est nullement nécessaire dans la première phase, où il suffirait d'une température de 90° pour assurer une bonne évaporation.

Un constructeur de fours à émailler, M. Schwander, de Sainte-Suzanne, près de Montbéliard, construit un four sur ces principes. Son four est divisé en deux par un rideau métallique qui s'enroule autour d'un cylindre et se

déroule à la manière des rideaux métalliques des magasins ; lorsque les pièces sont séchées dans le premier compartiment le rideau est relevé, les pièces sont passées dans le second, le rideau est abaissé, on remplit à nouveau le premier compartiment. On a, dans ce cas un four continu, mais avec phases nettement et logiquement séparées : les pièces entrent par la porte avant sortent émaillées par la porte arrière.

Dans les premiers fours, ce constructeur avait placé les résistances dans des tubes de quartz pour éviter leur contact avec le mélange détonant ; il y avait là une sécurité réelle, mais un mauvais rendement : le quartz étant, comme le verre, mauvais conducteur de la chaleur.

Il a changé complètement son principe de chauffage : au lieu de résistances de faible section qu'il faut porter au rouge, il a au contraire pris des sections relativement grosses.

Un diamètre triple donne une surface de rayonnement neuf fois plus grande, on arrive à un chauffage égal sans être dans la nécessité de porter les résistances à une haute température tout au moins dans le premier compartiment du four.

Séparation des phases de travail, augmentation des sections des résistances, on peut trouver là, la solution du problème.

A cela on ajoutera les précautions ordinaires :

1° Selon la longueur du four avoir deux, trois et même quatre cheminées d'évacuation de section calculée ;

2° Si ces cheminées ont des registres, limiter la course de ces registres de manière que l'ouvrier ne soit pas tenté de les fermer complètement pour accélérer l'allure du four : la moitié de la cheminée doit rester libre. On peut aussi faire des registres annulaires, laissant constamment un vide libre ;

3° Assurer, dans le four, un aération suffisante qui balayera les vapeurs formées. Il est de toute évidence que, dans un four ainsi compris, la température montera moins vite que si le four est hermétiquement clos ; mais en fait, le danger d'explosion sera presque annulé. On pourra encore objecter qu'une aération plus vive amènera des poussières sur les pièces. A cela, il y a un remède facile, c'est d'humidifier le sol et même l'atmosphère du local ;

4° Placer les locaux d'émaillage sur la périphérie de l'usine pour éviter la propagation de l'incendie dans les locaux voisins. En effet, les bacs de vernis, dont certains contiennent parfois 1 mètre cube, sont placés à proximité des fours. Au moment de l'explosion l'incendie se propage avec une rapidité effrayante. Or pour les commodités de la fabrication, il est rare que les fours à vernir, quelles que soient leurs dimensions, ne soient pas placés au milieu d'autres ateliers ;

5° Ne jamais placer les fours à émailler dans des locaux surmontés d'étages.

Peut-on prescrire ces cinq mesures autrement que par l'article 66 du livre II du Code du travail qui indique, de façon générale, que les établisse-

ments doivent être construits et entretenus dans les meilleures conditions de sécurité ?

Quand l'inspecteur du travail est en même temps inspecteur des établissements classés il y a un moyen beaucoup plus simple. Le n° 243 de la nomenclature des établissements porte : vernissage des métaux au four (3^e classe). Ces établissements sont donc soumis au régime de la déclaration ; il est toujours facile, dans le récépissé de déclaration que délivre le préfet, de prescrire des conditions spéciales d'installation et d'emplacement et de documenter l'intéressé sur cette question.

Et, par l'action des deux services, surtout quand ils sont dans la même main, on parviendrait à réduire dans de très fortes proportions les risques d'explosion de ces appareils.

MINISTÈRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Par décret du 17 avril 1925, M. DURAFOUR, député, a été nommé Ministre du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance sociales en remplacement de M. JUSTIN GODART.

COMMISSION SUPÉRIEURE DU TRAVAIL.

Par décret du 21 décembre 1925, ont été nommés membres de la Commission supérieure du travail pour une période de quatre années :

MM. Jules GAUTIER, Conseiller d'État ;

Arthur FONTAINE, Conseiller d'État, inspecteur général des mines ;

Ch. PICQUENARD, Conseiller d'État, Directeur du travail au Ministère du Travail ;

ROY, industriel, membre du Comité consultatif des Arts et Manufactures ;

BRIAT, Secrétaire général de la chambre consultative des Associations ouvrières de production, membre du Conseil supérieur du Travail.

M. CRÉHANGE, chef du 2^e bureau de la Direction du Travail chargé des fonctions de sous-directeur, remplira auprès de la commission, les fonctions de secrétaire avec voix consultative.

PERSONNEL DE L'INSPECTION DU TRAVAIL.

Par arrêté en date du 14 janvier 1925, M. CLERC, inspecteur départemental du travail de 2^e classe à Creil, a été nommé, sur sa demande, à dater du 1^{er} janvier 1925, à la 20^e section de la 1^{re} circonscription (section vacante).

Par arrêté du 6 février 1925, M. TISSOT, inspecteur départemental du travail de 1^{re} classe, inscrit au tableau d'avancement pour le grade d'inspecteur divisionnaire, a été nommé inspecteur départemental chargé du contrôle dans la 11^e circonscription à dater du 1^{er} février 1925.

Par arrêté en date du 17 février 1925, M. TARTARY, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été mis en position de détachement à la disposition du Ministère des Colonies pour une durée de cinq ans à dater du 1^{er} mars 1925, dans les conditions prévues par l'article 5 du décret du 22 septembre 1913 modifié par le décret du 1^{er} janvier 1916.

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État;

Vu le décret du 2 février 1925 relatif à l'application au personnel de l'Inspection du travail de la loi du 17 avril 1924;

Vu le décret en date du 8 juillet 1924 relatif à l'application des dispositions de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 dans le service de l'Inspection du travail;

Vu le décret du 22 septembre 1913 modifié, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail;

Vu les arrêtés en date des 29 décembre 1923 et 31 décembre 1924 relatifs au tableau d'avancement du service de l'Inspection du travail pour l'année 1924;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rapportés :

L'arrêté du 26 février 1924 portant promotion à la 3^e classe de leur emploi de MM. CHARDIN et PEYPOUDAT, inspecteurs départementaux du travail;

L'arrêté du 9 avril 1924 en ce qui concerne la promotion à la 3^e classe de M. DOIDIC, inspecteur départemental du travail;

L'arrêté du 13 mai 1924 en ce qui concerne la nomination à la 4^e classe de M. ISCH, inspecteur départemental du travail, détaché;

L'arrêté du 4 août 1924 concernant M. REBILLET, inspecteur départemental du travail;

L'arrêté du 22 septembre 1924 en ce qui concerne la promotion de M. SAUVAGE et de M. CHATARD, inspecteurs départementaux du travail.

ART. 2. — Sont promus dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail :

A la 1^{re} classe.

A dater du 28 janvier 1924 : MM. SAUVAGE, BARET J., LE GUILLOU.

A dater du 2 mai 1924 : M. GUERNIER.

A la 2^e classe.

A dater du 1^{er} janvier 1924 : MM. CHATARD, BABAUD, BERNARD, TREGOUËT, BOUC, GAUDIOR, FOURNIÉ, VERNHES (détaché).

A dater du 20 juin 1924 : BRUGUIÈRE.

A la 3^e classe.

A dater du 1^{er} janvier 1924 : MM. CHARDIN, DOIDIC, PEYPOUDAT, AUBIN, CAILLÉ,

PERRET, MATTEI, FORGES, TOURNOIS, ARVIEUX, VINCENT, DURRAT, COURTOT, REY, DUTHU, ISCH (détaché), CADAUX, SARAZIN.

ART. 3. — M. REBILLET est nommé inspecteur départemental de 4^e classe à dater du 15 juin 1923 et inspecteur départemental du travail de 3^e classe à dater du 23 mai 1924.

ART. 4. — Tous les inspecteurs ci-dessus sont promus dans les conditions fixées par le décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Paris, le 31 mars 1925.

JUSTIN GODART.

*
* *

Par arrêté du 10 avril 1925, ont été déclarés définitivement admissibles à l'emploi d'inspecteur départemental stagiaire du travail, à la suite du concours ouvert le 2 mars 1925, les candidats ci-après, classés par ordre de mérite :

MM. BOURLIER, CROISIER, SCHIPMAN, BEFVE.

Par arrêté en date du 10 avril 1925, M. GROS, inspecteur départemental du travail hors classe 1^{er} échelon, élu député du département de Vaucluse, a été placé, à partir du 1^{er} juin 1924, dans la position de détachement pendant toute la durée de son mandat législatif dans les conditions fixées par la loi du 21 octobre 1919 et l'article 33 de la loi du 30 décembre 1913.

Par arrêté du 11 mai 1925, M. HUBERT (Joseph-Eugène), inspecteur départemental du travail à Elbeuf, a été admis, sur sa demande, à faire valoir ses droits à la retraite à partir du 16 mars 1925 par application des dispositions du dernier paragraphe de l'article 8 de la loi du 14 avril 1924 portant réforme du régime des pensions civiles et des pensions militaires.

Par arrêté du 26 mai 1925, M. GÉRIN, inspecteur départemental du travail de 2^e classe, a été maintenu, sur sa demande, en disponibilité jusqu'au 31 octobre 1925 inclus.

Par arrêté du 26 mai 1925, M. CHAUVIN, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été maintenu en disponibilité, sur sa demande, pour une durée d'un an à dater du 5 juin 1925.

*
* *

ARRÊTÉ.

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES,

Vu l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 sur le recrutement de l'armée;

Vu la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État;

Vu le décret en date du 8 juillet 1924 relatif à l'application des dispositions de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 dans le service de l'Inspection du travail ;

Vu le décret en date du 2 février 1925 relatif à l'application au personnel de l'Inspection du travail de la loi du 17 avril 1924 ;

Vu le décret du 22 septembre 1913 modifié, relatif à l'organisation du corps des inspecteurs du travail ;

Vu l'arrêté en date du 31 décembre 1924 relatif au tableau d'avancement du service de l'Inspection du travail, pour l'année 1925 ;

Sur la proposition du Conseiller d'État, Directeur du Travail,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promus dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail :

A la hors-classe 2^e échelon.

MM. CAUBET, à dater du 1^{er} janvier 1925.

BARGERON, à dater du 1^{er} avril 1925.

CHEVALIER, à dater du 1^{er} avril 1925.

COSTES, à dater du 1^{er} avril 1925.

A la hors-classe 1^{er} échelon.

M^{lle} CHARRONDIÈRE, à dater du 16 mars 1925.

MM. DÉCAILLY, à dater du 1^{er} avril 1925.

DESESSARD, à dater du 1^{er} avril 1925.

BORIES, à dater du 1^{er} avril 1925.

M^{lle} LANGLOIS, à dater du 1^{er} avril 1925.

M. BACQUÉ, à dater du 1^{er} avril 1925.

A la 1^{re} classe.

M^{me} ZACON, à dater du 1^{er} janvier 1925.

MM. CHAILLÉ, à dater du 25 avril 1925.

VANDAMME, à dater du 17 mai 1925.

A la 2^e classe.

M. MONSAVOIR, à dater du 1^{er} janvier 1925.

A la 3^e classe.

M. LE HEN, à dater du 6 janvier 1925.

M^{lles} MUGNEROT, à dater du 6 février 1925.

GROS, à dater du 19 février 1925.

M^{me} REVET, à dater du 26 février 1925.

M^{lle} RAFFY, à dater du 28 février 1925.

ART. 2. — Parmi les inspecteurs ci-dessus promus, MM. CAUBET, CHAILLÉ, VANDAMME, MONSAVOIR et LE HEN ont été promus par application des dispositions du décret du 8 juillet 1924 et ne seront pas remplacés quand ils viendront à quitter la classe.

Paris, le 8 juin 1925.

DURAFOUR.

*
* *

Par arrêté en date du 18 juin 1925, M. REBILLET, inspecteur départemental du travail de 3^e classe à Saint-Étienne a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Lyon à dater du 15 juin 1925.

Par arrêté en date du 22 juin 1925 :

M. BOURLIER, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence d'Elbeuf ;

M. CROISIER, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence d'Arras ;

M. SCHIPMAN, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail à la résidence de Creil ;

M. BEFFE, candidat admissible, a été nommé inspecteur départemental stagiaire du travail, à la résidence de Saint-Étienne.

Par arrêté en date du 7 juillet 1925, M^{lle} LACASSAGNE, inspectrice départementale du travail de 4^e classe à Nantes, a été nommée, sur sa demande, à la résidence de Paris, à dater du 10 juillet 1925.

Par arrêté du 30 juillet 1925, M. BACQUÉ, inspecteur départemental du travail hors classe 1^{er} échelon à Dijon, a été, sur sa demande, nommé à la résidence de Toulouse à dater du 1^{er} septembre 1925.

Par arrêté du 7 août 1925, M. CHARDENAL, inspecteur départemental du travail hors classe 2^e échelon à Paris, a été nommé, sur sa demande, au poste d'Avignon à compter du 1^{er} septembre 1925.

Par arrêté en date du 28 août 1925, M. BAZERQUE, inspecteur départemental du travail de 4^e classe à Cherbourg a été nommé, sur sa demande, à la résidence de Paris, à dater du 1^{er} septembre 1925.

Par arrêté en date du 10 septembre 1925 ont été promus dans le cadre des inspecteurs et inspectrices départementaux du travail :

A la hors classe, 2^e échelon.

M. ROBERT, à dater du 6 juillet 1925.

A la 2^e classe.

M^{me} ARMAND, à dater du 1^{er} septembre 1925.

A la 3^e classe.

M^{me} BORRÉLY, à dater du 3 juillet 1925.

M^{me} LABERTHE, à dater du 5 juillet 1925.

M^{lle} HELLER, à dater du 5 juillet 1925.

M^{lle} POUGET, à dater du 24 août 1925.

Par arrêté du 22 octobre 1925, M. POUYANNE, inspecteur départemental du travail hors classe 1^{er} échelon, a été promu à la hors classe 2^e échelon, à dater du 1^{er} septembre 1925.

M^{lle} FABRE, inspectrice départementale du travail de 5^e classe, a été promue à la 4^e classe, à dater du 11 septembre 1925.

Par arrêté du 5 novembre 1925, M. ENGLER, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 3^e classe, avec ancienneté du 18 août 1924 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924; 7 ans et 7 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre).

M. BONZOM, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1924 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924; 6 ans, 10 mois 29 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre).

M. SOST, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 3^e classe, avec ancienneté du 1^{er} octobre 1924 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924; 6 ans, 10 mois, 14 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre).

M. PIRON, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 4^e classe, avec ancienneté du 2 septembre 1924 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924; 4 ans, 8 mois, 15 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre).

M. BORDABIER, inspecteur départemental stagiaire du travail, a été titularisé et nommé inspecteur départemental du travail de 4^e classe, avec ancienneté du 8 octobre 1924 (application des lois des 1^{er} avril 1923 et 17 avril 1924; 4 ans, 6 mois, 14 jours de services militaires obligatoires ou de services de guerre).

Ces inspecteurs étant nommés par application des dispositions combinées des décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925 viennent en surnombre dans leur classe où ils ne seront pas remplacés en cas de départ.

Par arrêté du 9 novembre 1925, M. TARTARY, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, détaché au service du Ministère des Colonies, a été, sur sa demande, réintégré dans les cadres de l'Inspection du travail à dater du 1^{er} novembre 1925 et affecté à la résidence du Havre.

Par arrêté du 2 décembre 1925, M. TARTARY, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé à la 3^e classe de son emploi à dater du 8 novembre 1925.

M^{lle} PAULIN, inspectrice départementale du travail de 4^e classe, a été nommée à la 3^e classe de son emploi à dater du 13 décembre 1925.

M. PRON, inspecteur départemental du travail de 4^e classe, a été nommé à la 3^e classe de son emploi à dater du 17 décembre 1925.

M. PITON étant promu par application des dispositions des décrets des 8 juillet 1924 et 2 février 1925 relatifs à l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 et à la loi du 17 avril 1924, entre en surnombre dans la 3^e classe où il ne sera pas remplacé lors de son départ.

M^{me} BORIES, inspectrice départementale du travail de 4^e classe, a été nommée à la 3^e classe de son emploi à dater du 19 décembre 1925.

*
* *

CONSEIL DE DISCIPLINE POUR L'ANNÉE 1926.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. BOULIN, GRÉGOIRE.

— suppléants : MM. GILLET, MARTIN.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. AUBERTIE, COURTOT.

— suppléants : M^{me} PAÏTRE, M. CHAILLÉ.

COMMISSION DE CLASSEMENT POUR L'ANNÉE 1926.

DÉLÉGUÉS ÉLUS PAR LE PERSONNEL :

Inspecteurs divisionnaires :

Délégués titulaires : MM. BOULIN, GRÉGOIRE.

— suppléants : MM. AURIBAUT, MARTIN.

Inspecteurs départementaux :

Délégués titulaires : MM. AUBERTIE, COURTOT.

— suppléants : M^{me} PAÏTRE, M. CHAILLÉ.

*
* *

TABLEAU D'AVANCEMENT

du personnel de l'Inspection du travail pour l'année 1926.

(Arrêté ministériel du 31 décembre 1925.)

LE MINISTRE DU TRAVAIL, DE L'HYGIÈNE, DE L'ASSISTANCE
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALES.

Vu le décret du 3 mai 1907 réglant l'avancement et la discipline du corps de l'Inspection du travail, modifié par les décrets des 11 mars 1909, 6 février, 20 novembre 1911, 13 juillet 1912 et 23 avril 1920;

Vu l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923 relative au recrutement de l'armée;

Vu la loi du 17 avril 1924 réglant l'entrée en carrière et l'avancement des fonctionnaires et candidats fonctionnaires, agents, sous-agents et ouvriers civils démobilisés de l'État;

Vu le procès-verbal de la séance du 22 décembre 1925 de la commission de classement du corps de l'Inspection du travail;

Sur le rapport du Conseiller d'État, directeur du travail,

ARRÊTE :

Article unique. — Le tableau d'avancement du personnel de l'Inspection du travail pour l'année 1926 est arrêté conformément au tableau ci-dessous :

I. — INSPECTEURS DIVISIONNAIRES.

Inspecteurs divisionnaires de 1^{re} classe proposés pour la hors classe.

Choix :

Ancienneté :

MM. BERTHIOT.
GILLET.
CAVALIÉ.

MM. GILLET.
BERTHIOT.
CAVALIÉ.

Inspecteurs divisionnaires de 2^e classe proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

Ancienneté :

MM. SEGUIN.
CAVAILLÉ.

MM. SEGUIN.
CAVAILLÉ.

Inspecteurs divisionnaires de 3^e classe proposés pour la 2^e classe.

Choix :

Ancienneté :

MM. LENOBLE.
GENET.

MM. GENET.
LENOBLE.

II. — INSPECTEURS DÉPARTEMENTAUX
PROPOSÉS POUR LE GRADE D'INSPECTEUR DIVISIONNAIRE.

Choix :

MM. FROIS.
GERVOIS.
BAILLY.
MAGNIER.
MEURDRA.
DUVAL.
POUILLOT.
BÉCRET.
TISSOT.

III. — INSPECTEURS ET INSPECTRICES DÉPARTEMENTAUX.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de hors classe, 1^{er} échelon, proposés pour la hors classe, 2^e échelon.

Choix :

MM. POUILLOT.
BOILEAU.
SAMSON.
PY.
TOURRETTE.
CHATELARD.
MORIN.
FOULON.
DEVAUD.
M^{me} CAUBET.
MM. MESSAC.
SEGUI.
M^{me} BOISTEL.

Ancienneté :

MM. POUILLOT.
PY.
CHATELARD.
SAMSON.
BOILEAU.
DEVAUD.
TOURRETTE.
MORIN.
M^{me} BOISTEL.
M. FOULON.
M^{me} CAUBET.
MM. MESSAC.
SEGUI.

Inspecteurs départementaux de 1^{re} classe, proposés pour la hors classe, 1^{er} échelon :

Choix :

MM. TISSOT.
GARAUD.
NODOT.
MAINGONNAT.
LUCAS.
GAMBIER.
GANDOIS.
DESVAUX.
BARET (H.).
VALET.

Ancienneté :

MM. TISSOT.
GARAUD.
MAINGONNAT.
DESVAUX.
LUCAS.
GANDOIS.
GAMBIER.
BARET (H.).
GOUTTES.
ORLIAC.
VALET.
NODOT.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 2^e classe, proposés pour la 1^{re} classe.

Choix :

M^{me} DESLAURIER.
M^{lle} BOURAT.
M. FLEURY.

Ancienneté :

MM. CLERC.
BORDIER.
M^{me} DESLAURIER.
M^{lle} BOURAT.
M. FLEURY.

Inspecteurs et inspectrices départementaux de 3^e classe proposés pour la 2^e classe :

Néant.

*Inspecteurs et inspectrices départementaux de 4^e classe et stagiaires
proposés pour la 3^e classe :*

Choix :

M^{lle} LACASSAGNE.
M. BORDARIER.

Ancienneté :

NOMS
des Inspecteurs et inspectrices.

BONIFICATIONS
pour services militaires
restant à utiliser.

M ^{lle} LACASSAGNE.	"
MM. BORDARIER.	1 an, 6 mois, 14 jours.
FERRENBACH.	4 ans, 8 mois, 15 jours.
BOURLIER.	6 ans, 10 mois, 12 jours.
CROISIER.	5 ans, 6 mois, 6 jours.
SCHIPMAN.	5 ans, 4 mois, 8 jours.

(L'inscription de MM. FERRENBACH, BOURLIER, CROISIER, SCHIPMAN, inspecteurs stagiaires, est faite sous réserve de leur titularisation ultérieure.)

Inspecteur départemental stagiaire proposé pour la 4^e classe.

(Les avancements ont lieu exclusivement à l'ancienneté.)

Ancienneté :

M. BEFFE (bonification pour services militaires restant à utiliser, 3 ans).

(L'inscription de M. BEFFE, inspecteur stagiaire, est faite sous réserve de sa titularisation ultérieure.)

Notz. — L'ordre d'inscription sur les tableaux d'ancienneté est déterminé provisoirement d'après la seule ancienneté dans la classe au 1^{er} janvier 1926. Lors de chaque promotion à l'ancienneté, l'ordre d'ancienneté des différents inspecteurs susceptibles d'être promus sera déterminé, pour ladite promotion, en ajoutant à l'ancienneté dans la classe la durée des bonifications d'ancienneté pour services militaires obligatoires (application de l'article 7 de la loi du 1^{er} avril 1923) et pour services de guerre (application de la loi du 17 avril 1924).

En ce qui concerne l'application de la loi du 17 avril 1924, la durée des services de mobilisation a été déterminée d'après les pièces officielles émanant des autorités militaires et les indications de la lettre du 11 décembre 1924 du Ministre de la Guerre relatives au tableau de la démobilisation des différentes classes.

Les bonifications dont les inspecteurs peuvent bénéficier en 1926 sont inscrites en regard du nom de chacun d'eux.